

Pierre VENNETIER

Maitre de Recherches à l'ORSTOM

LES HOMMES ET LEURS ACTIVITÉS
DANS LE NORD DU CONGO-BRAZZAVILLE

AOUT 1963

TABLE DES MATIERES

PREFACE	Pages 13
PRESENTATION DU NORD-CONGO	15

Première Partie **LE CADRE PHYSIQUE**

CHAPITRE I - LES CARACTERES DU CLIMAT ET LEURS CONSEQUENCES HYDROLOGIQUES	21
I - LES DONNEES CLIMATIQUES	21
A - LES MOUVEMENTS GENERAUX DE L'ATMOSPHERE	22
B - LES NUANCES REGIONALES	26
1 - LES VARIANTES SEPTENTRIONALES	29
le sous-climat oubanguien	29
le sous-climat équatorial	29
2 - LES VARIANTES MERIDIONALES	30
le sous-climat congolais méridional	32
le climat bas-congolais	32
II - LES CARACTERES HYDROLOGIQUES DES COURS D'EAU	33
A - LE REGIME DE L'OUBANGUI	33
B - LE REGIME DU CONGO	36
C - LE REGIME DES AFFLUENTS DE DROITE	38

CHAPITRE II - LES PAYSAGES MORPHOLOGIQUES	Pages 42
I - LES PAYS BATEKE	44
A - LES PLATEAUX BATEKE	45
B - LES COLLINES	50
II - LES PAYSAGES DU NORD-OUEST	51
III - LES PAYSAGES DE LA CUVETTE CONGOLAISE	55
A - LE RELIEF DES TERRES EXONDEES.....	55
B - LE LIT DES GRANDS COURS D'EAU	58
1 - LE COURS DE L'OUBANGUI	58
2 - LE COURS DU CONGO	61
CHAPITRE III - LA COUVERTURE VEGETALE ET LES SOLS	62
I - LA ZONE FORESTIERE	62
A - LA FORET DE TERRE FERME.....	62
B - LA FORET CLAIRE	64
C - LA FORET INONDEE	65
II - SAVANES ET STEPPES DES REGIONS CENTRALES ET MERIDIONALES	65
A - SAVANES ARBUSTIVES, SAVANES NUES, STEPPES	66
B - DEBOISEMENT ET SAVANISATION.....	68
III - LES DONNEES PEDOLOGIQUES	72
A - L'EVOLUTION DES SOLS	72
B - TYPES DE SOLS ET VOCATIONS AGRICOLES	73

Deuxième Partie

LES HOMMES

CHAPITRE IV - LES MOUVEMENTS DE POPULATIONS	80
I - LES MIGRATIONS COLLECTIVES	80
A - UN PASSE MAL CONNU	80

	Pages
B - L'INSTALLATION DES GROUPES SEPTENTRIONAUX	82
C - L'INSTALLATION DES GROUPES MERIDIONAUX.....	84
II - LES MIGRATIONS INDIVIDUELLES	87
A - LES CAUSES DE L'EXODE RURAL	87
1 - LES CAUSES ECONOMIQUES	87
2 - LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES	89
B - EXPATRIATION ET IMMIGRATION	91
1 - L'EXPATRIATION DES CONGOLAIS	91
2 - L'IMMIGRATION DES ETRANGERS	96
C - LES MIGRATIONS INTERIEURES	97
1 - LES CENTRES SECONDAIRES ET LES MARCHES DU TRAVAIL EN BROUSSE	98
2 - L'EXODE VERS LA CAPITALE	99
 CHAPITRE V - LA REPARTITION ACTUELLE DES HOMMES	 104
I - LES REGIONS PEU PEUPLEES	104
A - DENSITE ET GENRES DE VIE	105
B - LA ZONE FORESTIERE SEPTENTRIONALE	109
II - LES REGIONS MIEUX PEUPLEES	114
A - ENTRE LEFINI ET MAMBILI	114
B - LE PLATEAU KOUKOUYA	115
 CHAPITRE VI - L'HABITAT	 118
I - L'HABITAT RURAL	118
A - UN PAYS DE PETITS VILLAGES	118
B - SITE ET ASPECTS DES VILLAGES	124
C - LA CASE	129
II - LES CHEFS-LIEUX	131
 CHAPITRE VII- LES STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES	 139
I - LA POPULATION DES VILLAGES	139
A - LES CARACTERES GENERAUX	140

	Pages
1 - LE DESEQUILIBRE ENTRE LES SEXES.....	140
2 - LE DEFICIT CHEZ LES ADULTES	142
3 - LE NOMBRE INSUFFISANT DES JEUNES	143
B - LES NUANCES REGIONALES	144
1 - LES REGIONS EN DECLIN DEMOGRAPHIQUES	144
2 - LES REGIONS MIEUX EQUILIBREES	146
II - LA POPULATION DES CHEFS-LIEUX	151
A - UNE STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE DIFFERENTE...	151
B - UN CAS PARTICULIER : LE QUARTIER DES FONCTIONNAIRES	156

Troisième Partie

LA VIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE VIII - LES ACTIVITES TRADITIONNELLES ET LEUR EVOLUTION	163
I - L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE	163
A - L'AGRICULTURE DANS LE PAYSAGE RURAL	164
B - LES TRAVAUX AGRICOLES	168
II - LES AUTRES ACTIVITES	173
A - LA CHASSE	173
B - LA PECHE	175
C - L'ELEVAGE	180
CHAPITRE IX - DE L'ECONOMIE DE TRAITE A L'AGRICULTURE COMMERCIALE	183
I - L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	184
A - LE ROLE DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES	184
B - LE RAMASSAGE INDIVIDUEL DES PRODUITS VEGETAUX.....	188
C - L'EXPLOITATION ORGANISEE : L'OR ET LE BOIS.....	193
1 - LES CHANTIERS AURIFERES.....	193
2 - LES EXPLOITATIONS FORESTIERES.....	194

	Pages
II - LES PLANTATIONS INDUSTRIELLES	199
A - LES DIFFICULTES D'UNE RECONVERSION	199
B - LES PLANTATIONS PRIVEES EN 1962	201
C - LES PLANTATIONS DE LA SANGHA	202
III - LES PLANTATIONS FAMILIALES.....	204
A - DES CULTURES AU DEMARRAGE DIFFICILE : LE RIZ ET LE CAFE.....	204
B - DES SUCCES PLUS MARQUES : LE TABAC ET LE CACAO	208
 CHAPITRE X - VOIES DE COMMUNICATION ET TRANSPORTS	 217
I - L'INFRASTRUCTURE	217
A - LE RESEAU FLUVIAL.....	217
B - LE RESEAU ROUTIER.....	220
C - LE RESEAU AERIEN	224
II - L'ACTIVITE DES TRANSPORTS TERRESTRES ET FLUVIAUX.....	225
A - LES TRANSPORTS ROUTIERS	225
1 - LE TRAFIC	225
2 - L'ORGANISATION DES TRANSPORTS.....	230
B - LES TRANSPORTS FLUVIAUX.....	232
1 - LES TRANSPORTS DE TYPE TRADITIONNEL	232
2 - L'ACTIVITE DES COMPAGNIES	234
 CHAPITRE XI - LE COMMERCE ET LES REVENUS	 239
I - LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS ET LE RESEAU DES BOUTIQUES.....	239
A - L'ACHAT AUX PRODUCTEURS	239
B - LE COMMERCE DE DISTRIBUTION	243
II - LES REVENUS	245
A - ORIGINE ET VOLUME DES REVENUS MONETAIRES	246
B - LES REVENUS DE L'AGRICULTURE DE SUBSIS- TANCE ET L'UTILISATION DE L'ARGENT	250

	Pages
CONCLUSION - PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT.....	253
BIBLIOGRAPHIE	262
INDEX DES NOMS GEOGRAPHIQUES CITES DANS LE TEXTE	276
TABLE DES ILLUSTRATIONS - Croquis et cartes	11
PLANCHES PHOTOGRAPHIQUES.....	287

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CARTES HORS TEXTE

	Pages
1. Le Congo Septentrional	14
2. Le trafic intérieur routier et fluvial	239
3. Le commerce de détail en 1962	254
4. Principales productions du Nord-Congo	262

CROQUIS ET CARTES

N° 1. Place et importance de la saison sèche aux diverses latitudes	22
N° 2. Les mouvements des masses d'air en Afrique Centrale	23
N° 3. Les variations de la pluviométrie au cours de l'année.....	25
N° 4. Climogrammes de 6 stations du Congo septentrional	27
N° 5. Précipitations et températures dans la région équatoriale	28
N° 6. Précipitations et températures à Fort-Rousset	28
N° 7. Précipitations et températures dans les régions méridionales.....	31
N° 8. Précipitations et températures à Brazzaville	31
N° 9. Climogramme de Brazzaville	31
N° 10. Précipitations sur le bassin de l'Oubangui et régime du cours d'eau à Bangui.....	34
N° 11. Variations de niveau du Congo en 4 points différents	37
N° 12. Précipitations sur le bassin de la Nkényi et régime du cours d'eau à Gamboma.....	39
N° 13. Carte géologique du Congo	43
N° 14. Les grandes unités morphologiques	46
N° 15. Le Stanley-Pool.....	49
N° 16. Coupe schématique W.E. à travers la Sangha occidentale	52
N° 17. Le réseau hydrographique du Nord-Congo	54
N° 18. Le confluent Congo-Oubangui	60
N° 19. Les principaux types de végétation	63

N° 20.	Les principaux types de sols dans le Nord-Congo	71
N° 21.	Les populations du Nord-Congo.....	81
N° 21 bis.	Les groupes ethniques du Nord-Congo	83
N° 22.	Répartition des rapatriés du Gabon selon leur sous-préfecture d'origine	92
N° 23.	Répartition ethnique de la population masculine adulte à Ouessou et Impfondo	95
N° 24.	Pyramide d'âges des immigrés du Nord-Congo à Poto-Poto (1961).....	101
N° 25.	Origine des immigrés du Nord-Congo à Brazzaville	102
N° 26.	Répartition de la population dans la sous-préfecture de Kellé.....	106
N° 26 bis.	Répartition de la population dans la sous-préfecture d'Ewo et Okoyo	107
N° 27.	La densité de population dans le Nord-Congo	110
N° 28.	La répartition des villages sur le plateau de Mbé	112
N° 29.	Répartition de la population sur le plateau Koukouya	116
N° 30.	Proportion des villages ayant moins de 100 habitants	119
N° 31.	Répartition des catégories de villages dans quelques sous-préfectures	121
N° 32.	Principaux types de villages	125
N° 33.	Le village d'Ankan	128
N° 33 bis.	Un exemple d'habitat fractionné : Ngouéné	128
N° 34.	Population des chefs-lieux et des centres extra-coutumiers par rapport à celle de chaque sous-préfecture	129
N° 35.	Plan d'Abala	132
N° 36.	Gamboma	134
N° 37.	Structure démographique de la population rurale du Nord-Congo	141
N° 38.	Population rurale de Kellé (sous-préfecture)	145
N° 39.	Population rurale d'Abala (sous-préfecture)	145
N° 40.	La proportion des moins de 18 ans dans la population du Nord-Congo.....	147
N° 41.	Les grandes catégories d'âges dans le Nord-Congo	149
N° 42.	Deux exemples types de structure démographique d'un groupe ethnique homogène.....	150
N° 43.	Les grandes catégories d'âges	151
N° 44.	Quelques pyramides d'âges de villages dans les diverses sous-préfectures du Congo Septentrional.....	152
N° 45.	Structure démographique du Nord (pour 1000)	154
N° 46.	Les variations du taux de féminité en fonction de l'âge, selon les lieux.....	156
N° 47.	Pyramides de 2 chefs-lieux du Nord-Congo	157
N° 48.	Pyramides d'âges de la population d'Etoumbi	158
N° 49.	Habitants des «quartiers-fonctionnaires», pyramide des âges	159
N° 50.	Les Sociétés Concessionnaires en 1908	185
N° 51.	Production contrôlée du copal et des noix de kola	188
N° 52.	La production d'oléagineux à Makoua, Kellé, Ft Rousset, Ewo, Boundji, et Mossaka	202
N° 53.	La production contrôlée de riz décortiqué	205
N° 54.	La production de café décortiqué	207
N° 55.	L'échelonnement des travaux dans la culture du tabac (Nord-Congo)	209
N° 56.	La production de tabac	210
N° 57.	La production de cacao	212
N° 58.	Origine et destination du trafic à la sortie Nord de Brazzaville	227
N° 59.	Evolution du trafic fluvial sur la Sangha	237

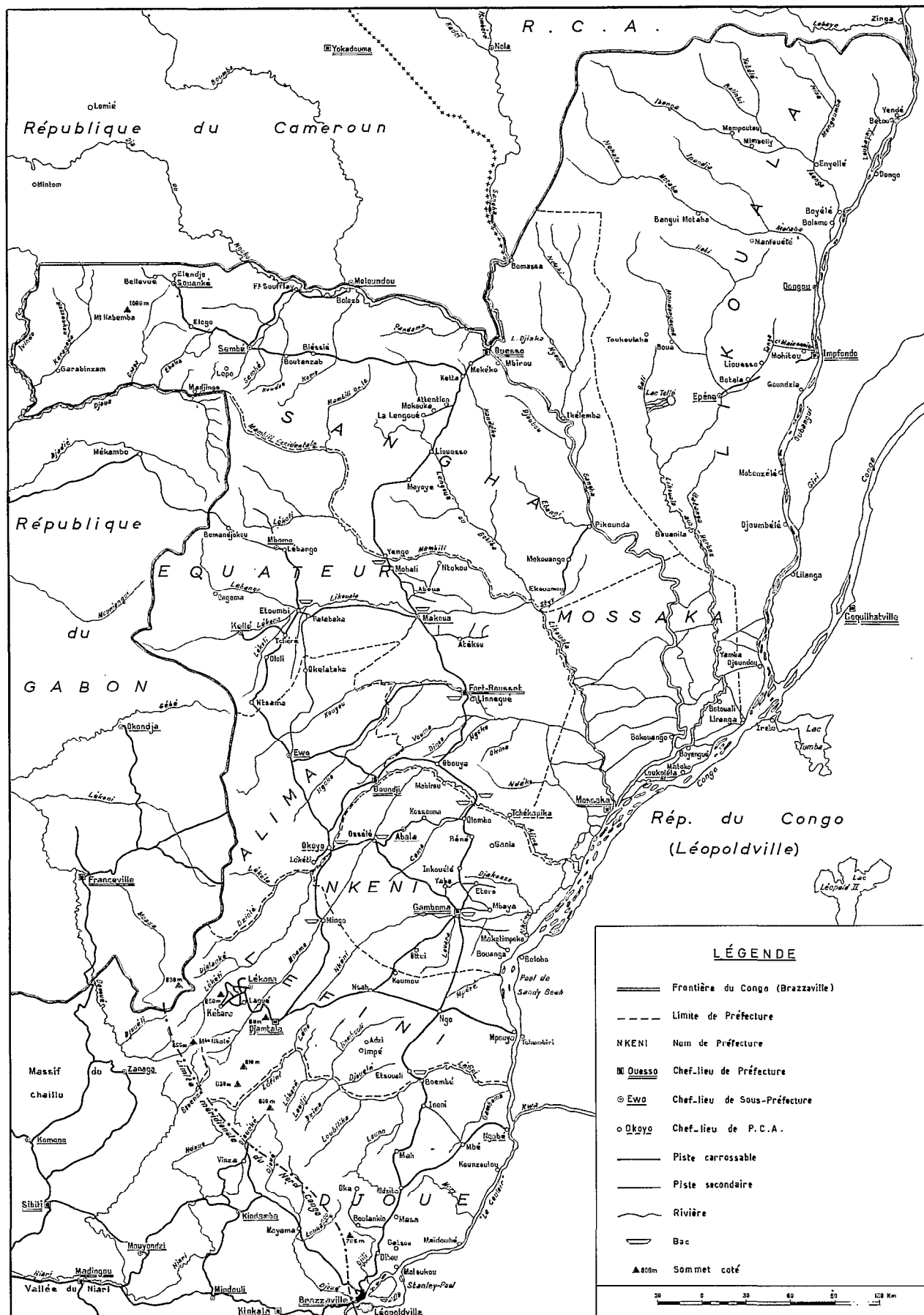
Université de BORDEAUX

FACULTE des LETTRES et SCIENCES HUMAINES

PREFACE

J'ai grand plaisir à présenter la brillante étude de géographie que M. Pierre VENNETIER consacre au nord du Congo-Brazzaville. Il a fallu à son auteur beaucoup de courage et d'obstination pour la mener à bien, en dépit des difficultés inhérentes aux conditions même de travail qui lui étaient imposées par le milieu naturel. Fort d'une solide culture géographique, animé d'un enthousiasme au travail que rien n'a rebuté - je peux l'attester pour l'avoir vu à l'oeuvre sur le terrain - passionnément attaché au pays et aux peuples qu'il s'est donné pour but d'étudier, M. VENNETIER a fouillé les archives, compulsé et discuté les statistiques, multiplié les voyages et les enquêtes de toutes sortes. Il a rassemblé ainsi une documentation d'une très grande richesse, dont il a tiré un ouvrage vigoureux et admirablement construit. Cette oeuvre est une contribution nouvelle et capitale à la connaissance des pays de l'Afrique centrale. L'heure est venue des grandes synthèses géographiques régionales, inspirées des principes et des méthodes de l'Ecole française de géographie. Celle-ci est une des premières, et elle est de qualité.

Louis PAPY



PRESENTATION DU NORD-CONGO

A partir d'une façade atlantique large seulement de quelque 225 km, le Congo-Brazzaville s'enfonce à l'intérieur de l'Afrique Equatoriale sur plus de 1200 km, en direction de l'Est, puis du Nord-Est. Ce sont les dimensions d'un Etat qui, superposé à l'Europe Occidentale, s'étirerait de Bilbao à Cologne, et, dans sa plus grande largeur, de la Normandie au Jura, couvrant ainsi 350.000 km².

Le dessin même des frontières suggère une division du pays en deux ensembles régionaux, très inégaux dans leurs superficies : la partie sud-occidentale du Congo, de la côte à Brazzaville (100.000 km²) ; et la partie septentrionale, qui commence aux portes de la capitale, et qui est beaucoup plus étendue : 250.000 km², soit, à peu de chose près, la superficie de la Grande-Bretagne (Carte hors-texte n° 1).

Cette opposition ne repose pas seulement sur la forme générale du pays : elle est renforcée par la plupart des traits essentiels de la géographie physique et humaine. Le Congo sud-occidental est un pays au relief varié, souvent très contrasté, où la saison sèche dure de 4 à 5 mois, où se concentrent à la fois la plus grande partie de la population (600.000 habitants), et l'essentiel des activités économiques. Le Congo septentrional présente un relief monotone, ou presque inexistant, sur de grandes distances, et le climat est nettement plus humide ; la population est très clairsemée - 240.000 habitants - et la vie quotidienne garde beaucoup plus qu'ailleurs son aspect traditionnel et ses formes archaïques.

Ces caractères généraux dotent le Nord-Congo d'une personnalité géographique originale, qui est nettement ressentie dans tout le pays, et qui comporte une certaine nuance péjorative. Pour un fonctionnaire, être nommé « dans le Nord » - c'est l'expression couramment employée - équivaut à une sorte d'exil ; faire une tournée, un voyage « dans le Nord » est considéré comme une expédition comportant certains risques matériels ; et depuis quelques années, les problèmes évoqués avec le plus d'insistance sont ceux du « déblocage », de la mise en valeur du Nord, l'un et l'autre étant intimement liés.

Il s'agit donc d'un pays plutôt déshérité. Il est, en premier lieu, peu accessible. Le réseau routier compte environ 2.860 km de pistes considérées comme carrossables, mais où les difficultés de roulement - permanentes ou temporaires - sont localement très grandes ; il ne

saurait évidemment pas desservir l'ensemble du pays. C'est ainsi que tout le Nord-Est (la Likouala, la basse Likouala-Mossaka), domaine des marécages et de la forêt inondée, ne peut être parcouru qu'en utilisant pinasses ou pirogues, et dans des conditions parfois difficiles. Certes, l'avion permet aujourd'hui de gagner du temps, mais les lignes intérieures sont peu nombreuses, et ne peuvent en aucune façon suppléer à l'insuffisance des voies terrestres. Les hommes en supportent naturellement les conséquences : les difficultés de circulation entraînent une grande irrégularité, aussi bien dans l'évacuation des produits que dans l'arrivée des biens de consommation, et laissent aux habitants l'impression qu'ils sont défavorisés, voire quelque peu brimés.

Mais le Nord-Congo est aussi un pays où les hommes sont rares. Non seulement la densité moyenne ressortit à 1 hab./km², mais en bien des régions, la densité réelle est loin d'atteindre ce chiffre. Si l'on met à part le cas exceptionnel du plateau Koukouya, d'ailleurs peu étendu, on ne trouve de densités supérieures à 1 hab./km² que dans la zone de contact entre les collines du Sud-Ouest et les plaines du Nord-Est, sorte de croissant de 250 km de longueur sur 100 km de largeur ; la densité y atteint entre 3 et 4 hab./km², ce qui est encore bien faible. Par contre, des régions entières, défavorisées par la médiocrité du milieu physique, par leur isolement particulier, restent très en-dessous de la moyenne : 5 habitants pour 10 km² dans la Sangha occidentale et la préfecture de Mossaka, 3 habitants pour 10 km² dans l'ensemble de la Likouala. D'un village à l'autre, la distance dépasse souvent 15 à 20 km ; encore les habitations se regroupent-elles presque partout le long des voies de communications principales ; mais en dehors de celles-ci, ce sont des milliers de km carrés où les hommes ne font que des apparitions épisodiques et fugaces.

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que le Nord-Congo soit, à l'intérieur d'un pays en voie de développement, une zone particulièrement en retard. Rareté de la main-d'œuvre, éloignement des ports, déficience relative de l'encadrement administratif et technique, ont détourné les investissements vers des régions plus ouvertes, plus actives, et plus proches de la côte. La population n'a donc pas bénéficié du stimulant que constituent souvent les grandes plantations de type industriel, à la fois distributrices de salaires et facteurs de progrès, par l'exemple qu'elles donnent aux petits producteurs, et le rôle d'entreprises-pilotes qu'elles jouent souvent dans le domaine technique. Elles sont en effet très peu nombreuses. C'est ainsi que, partout, l'agriculture de subsistance reste le fondement de l'économie ; c'est aussi pourquoi le simple ramassage, directement hérité de la cueillette et du système commercial de traite, est encore un des modes d'exploitation des ressources naturelles. Certes, une agriculture plus évoluée, cherchant à produire pour le marché intérieur ou pour l'exportation, a pris un timide essor depuis une quinzaine d'années. Mais les résultats sont médiocres, les tonnages obtenus souvent faibles, et leur commercialisation est difficile ou décevante : quelques milliers de tonnes d'oléagineux ou de bois, quelques centaines de tonnes de cacao, de poisson, de café, de manioc, sont la source d'un revenu monétaire dérisoire, qui se répartit sur une fraction seulement de la population, et ne lui apporte que de maigres et rares satisfactions.

Les hommes ne peuvent pourtant être rendus entièrement responsables d'une situation aussi peu encourageante. Ne se sont-ils pas trouvés placés dans des conditions qui limitaient la portée de leurs efforts, ou les rendaient inutiles avant même d'être entrepris ? La topographie, le climat, la végétation, peuvent opposer un obstacle majeur à qui ne dispose pas de moyens techniques suffisants pour les aménager ou pour s'y adapter. Le cadre naturel conditionne ainsi largement l'existence des êtres humains ; c'est par la description de ses caractères essentiels que nous commencerons cette étude.

Première Partie

LE CADRE PHYSIQUE

Le Congo septentrional est situé presque tout entier à l'intérieur du bassin fluvial du Congo ; c'est seulement à l'extrême Nord-Ouest que ses frontières englobent une petite fraction du bassin de l'Ogooué : le Yé, l'Ouaga, l'Ebaka, qui prennent leur source à proximité de Sembé et de Souanké, se jettent dans l'Ivindo. Mais la frontière orientale suit exactement le cours de l'Oubangui, puis du Congo, sur un millier de kilomètres, ce qui lui permet de toucher ainsi au point le plus bas de la vaste zone de subsidence, drainée par le grand fleuve et ses affluents en Afrique Centrale.

Cette position commande les traits majeurs de la topographie, et ceux du réseau fluvial. Descendant des régions périphériques, où apparaissent soit des éléments du socle, soit des terrains de couverture, la plupart des cours d'eau convergent vers la plaine alluviale, et viennent se jeter dans le Congo, le long d'une section de quelque 120 km de longueur. L'ensemble du pays paraît ainsi desservi par un éventail de rivières aboutissant à un même fleuve.

Le relief comprend deux unités, qui se partagent à peu près également le territoire : une vaste étendue plane, à l'Est et au Nord-Est, au relief à peine dessiné, au drainage souvent incertain, où peuvent s'étaler largement les crues ; c'est la partie occidentale de la Cuvette du Congo, moins largement développée sur sa rive droite que sur sa rive gauche, et dont l'altitude, partout inférieure à 400 mètres, croît lentement, à partir du fleuve, vers le Nord et le Nord-Ouest ; une région périphérique, en forme d'arc de cercle ouvert du côté de l'Est, et dont les deux extrémités atteignent respectivement l'Oubangui, à proximité de la frontière septentrionale, et le Congo, dans sa traversée des plateaux Batéké, au Sud. Cette seconde zone, beaucoup plus hétérogène dans sa composition, possède un relief plus contrasté, qui se situe généralement au-dessus de 500 mètres ; mais la plupart des points culminants se tiennent entre 600 et 800 mètres, qu'il s'agisse de collines ou de plateaux : l'altitude reste donc modérée. En outre, les larges trouées ouvertes par les cours d'eau, permettent aux paysages des plaines d'aval de remonter loin en amont.

Les formes de végétation introduisent également deux grands types de paysages : les paysages de savane, et les paysages de forêt; mais leurs limites ne sont pas du tout les mêmes que celles des divisions morphologiques. Les savanes couvrent toute la partie méridionale du Nord-Congo, sur la totalité de sa largeur, et s'étendent vers le Nord jusqu'à l'Equateur; elles le franchissent même en plusieurs points, entre Kellé et Makoua, leur avancée maximum se situant à une quarantaine de kilomètres au-delà, où elles viennent toucher le cours de la Lékoli ou de la Mambili. Le tapis herbeux couvre les plateaux, escalade les collines, franchit les vallées. Il est cependant interrompu par des bosquets plus ou moins étendus - parfois petites forêts, parfois simples bouquets d'arbres de quelques ares - par des groupes de palmiers ou de manguiers signalant d'anciens emplacements de villages, et surtout par les galeries forestières qui accompagnent les principaux cours d'eau.

La forêt donne une certaine unité à la partie septentrionale du pays. Elle déborde les savanes vers le Sud, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. A l'Ouest, la forêt dense de terre ferme se relie à la grande forêt gabonaise sans solution de continuité, revêtant de son manteau vert sombre toutes les formes de relief; il n'est pas de pente, si raide soit-elle, qui lui échappe; il n'est guère de rivière qui ne disparaisse sous son couvert, ne laissant plus apercevoir que de loin en loin un méandre brillant au soleil. Au Sud-Est, la forêt inondée, moins touffue, mais tout aussi continue, s'étend jusqu'à 1°30' de latitude Sud, et vient se terminer, près de Mossaka, contre les marécages permanents de la basse-Alima. Elle n'est interrompue, dans sa partie orientale, que par un long couloir de prairies flottantes qui accompagne, sur 350 km, le cours de la Likouala-aux-Herbes.

Ce sont les traits essentiels du climat, qui apportent aux diverses régions du Nord-Congo un élément d'homogénéité : partout, températures et précipitations sont modérées. Deux lignes isothermes correspondant aux températures moyennes annuelles, traversent le pays dans toute sa longueur : celle de 25°, à l'Est, celle de 24° à l'Ouest. Ces chiffres disent assez que, dans l'ensemble, la chaleur n'est pas très élevée. Les amplitudes annuelles sont faibles - elles ne dépassent nulle part 3°, et sont souvent moins importantes encore - et les oscillations quotidiennes restent modestes. Mais l'humidité atmosphérique, toujours considérable, est pénible à supporter : il « fait lourd », et le moindre effort provoque une abondante transpiration; les mouvements de l'air sont rares, qui apporteraient un peu de fraîcheur, si l'on excepte les violents coups de vent annonciateurs de tornades. Ce sont bien là des caractères de climat équatorial.

Par contre, la relative faiblesse des précipitations est assez surprenante. La majeure partie du Nord-Congo reçoit annuellement de 1.500 à 1.800 mm de pluie; seuls, quelques points hauts sont plus arrosés, avec 2.000 mm environ. Mais le trait le plus original réside sans doute dans l'existence d'une saison sèche, assez importante dans la zone méridionale où elle atteint 3 mois, et longue encore de plus d'un mois, à Makoua, sous l'Equateur. Il faut franchir celui-ci et s'avancer vers l'hémisphère Nord pour qu'elle disparaisse. La période humide elle-même ne connaît pas des précipitations régulières. Celles-ci, souvent orageuses, et liées à la formation d'un système nuageux d'extension restreinte, sont presque toujours très concentrées dans le temps, et ne s'abattent que sur une surface peu étendue. Aussi bien, la plupart du temps, le soleil est-il éclatant dans un ciel nuageux d'un bleu voilé de vapeur d'eau, qui fait oublier les quelques semaines grisâtres, caractéristiques de la saison sèche.

CHAPITRE PREMIER

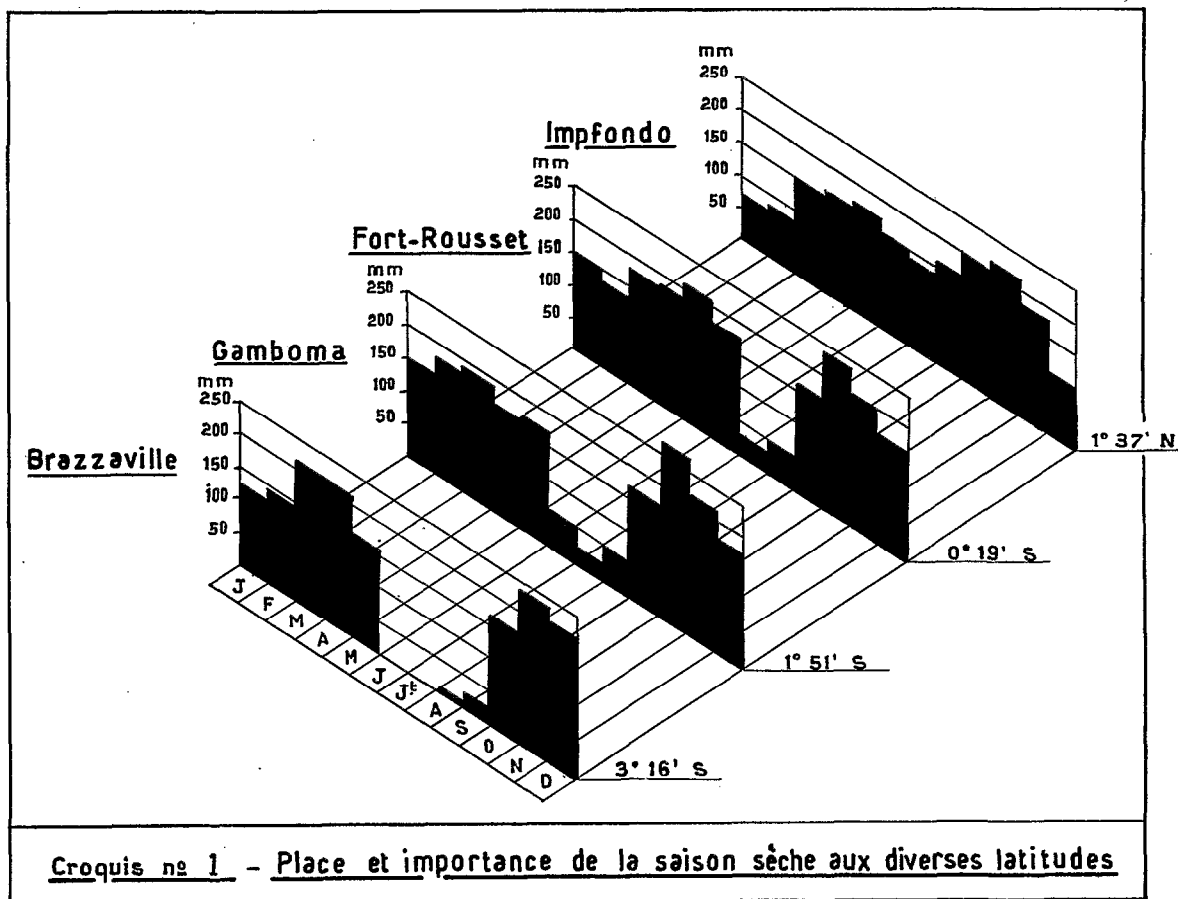
LES CARACTERES DU CLIMAT ET LEURS CONSEQUENCES HYDROLOGIQUES

Le Congo septentrional appartient à l'aire du climat guinéen, dont l'un des traits essentiels est la grande uniformité des températures et la très forte humidité. Cependant, comme le pays s'étend sur environ 8° de latitude (3° 45' de latitude Nord et 4° 20' de latitude Sud), des nuances régionales sensibles apparaissent, en particulier dans la répartition mensuelle des pluies : la présence d'une saison sèche plus ou moins longue jusqu'au niveau de l'Equateur est assez anormale ; elle traduit l'extension vers le Nord des régimes tropicaux de l'hémisphère austral (croquis n° 1).

Le rythme et le volume des précipitations jouent un rôle important dans l'alimentation des cours d'eau, et par conséquent règlent leur éventuelle utilisation. La connaissance du climat est donc essentielle pour la plupart d'entre eux, dont le cours naît et se déroule tout entier dans le Nord-Congo. Mais les plus grands - Congo, Oubangui, Sangha - ne font que traverser le pays, et leurs variations de débit sont sous la dépendance de pluies qui tombent loin de là, en particulier au Nord de l'Equateur. Il existe ainsi une réelle diversité des régimes hydrologiques, donc des conditions de circulation fluviale et des possibilités de pêche.

I - LES DONNEES CLIMATIQUES

Le Nord-Congo se trouve placé dans une zone où s'affrontent, au cours de l'année, des masses d'air de provenances différentes. Leurs caractéristiques, les mouvements qu'elles effectuent en liaison avec les déplacements apparents du soleil dans le ciel, déterminent les grandes lignes du climat. Mais on ne saurait cependant oublier que la présence de l'Equateur garantit en permanence un échauffement assez considérable, et une évaporation d'autant plus intense qu'elle s'alimente aussi bien dans de vastes nappes aquatiques, que dans la transpiration d'une végétation forestière dense et étendue ; il se produit donc une certaine uniformisation de l'atmosphère, et c'est pourquoi les facteurs géographiques locaux, comme la présence de reliefs montagneux, même modestes, peuvent jouer un rôle important. C'est ainsi que se différencient des climats locaux, apportant une certaine variété dans un tableau que l'on pourrait imaginer plus uniforme.

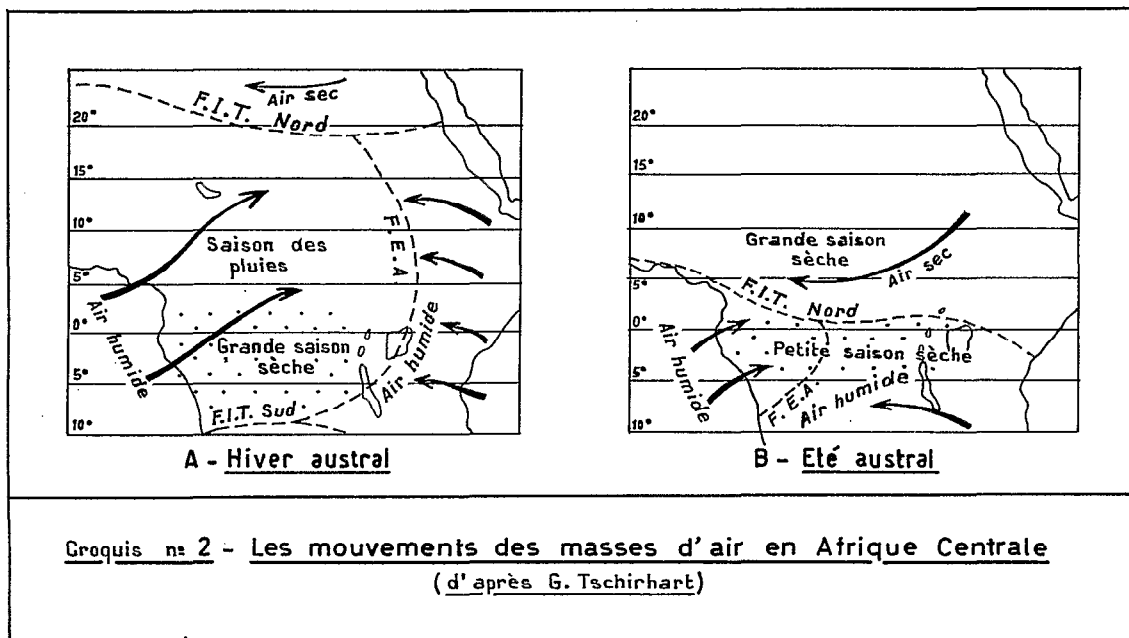


A - LES MOUVEMENTS GENERAUX DE L'ATMOSPHERE

L'atmosphère, au-dessus du Congo, comprend deux domaines superposés, à l'intérieur desquels les masses d'air sont animées de mouvements différents. Sur une épaisseur de 1.500 m en moyenne, les vents soufflent avec régularité du secteur Ouest, toute l'année, la direction dominante étant Sud-Ouest—Nord-Est. Ils déplacent un air assez chaud, issu des hautes pressions installées sur l'Atlantique Sud (anticyclone de Sainte-Hélène), et qui s'est chargé d'humidité pendant son parcours océanique. Sur la façade orientale de cette zone anticyclonale (aux approches de la côte), les courants aériens qui devraient se diriger vers le Nord-Ouest, sont attirés par les dépressions barométriques relatives existant au-dessus des régions équatoriales continentales ; ils pénètrent alors plus ou moins profondément en direction du Nord-Est, selon les saisons et la position zénithale du soleil ; il s'agit en fait d'une sorte de mousson, mais qui soufflerait en permanence dans le même sens. (1)

(1) Il paraît difficile d'appeler « alizés » des vents qui soufflent bien avec régularité, mais dont la direction est orthogonale à celle des alizés classiques, dans l'hémisphère Sud.

Au-dessus de 1.500 m, on constate l'existence non moins permanente de vents du secteur Est, dont l'origine est double. Au Nord, ils sont issus des hautes pressions subtropicales continentales, installées sur le Sahara occidental, et déplacent un air chaud et très sec, qui entre en contact avec l'air maritime tout le long d'une surface de discontinuité extrêmement nette, dont la trace au sol constitue le front inter-tropical (F.I.T.). A l'Est et au Sud-Est, ces vents viennent de la zone des hautes pressions maritimes, centrée sur l'Océan Indien; il s'agit aussi d'air chaud, mais humide, qu'un long parcours continental au-dessus de reliefs marqués à quelque peu asséché. Entre celui-ci et la mousson du Sud-Ouest, existe également une surface de discontinuité, souvent beaucoup moins nette que la précédente : le front équatorial africain (F.E.A.); celui-ci joue un rôle très important dans la formation des orages (croquis n° 2).



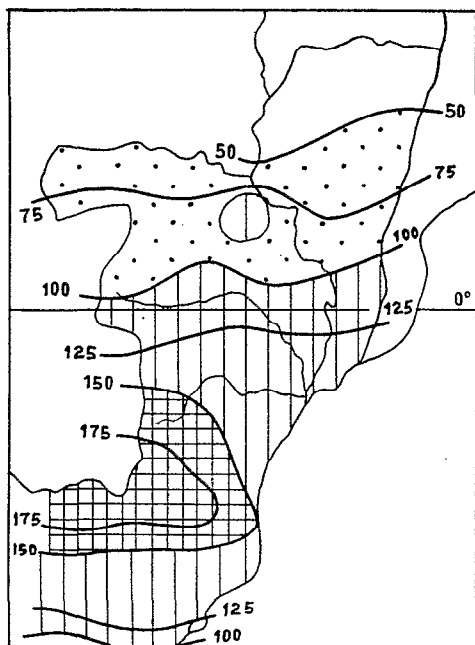
Les positions respectives de ces différentes masses d'air changent au cours de l'année, et ce sont ces variations qui donnent aux saisons leurs caractères essentiels. (Croquis n° 3). Au cours de l'hiver austral, le soleil reste à la verticale à proximité du Tropique du Cancer. Les hautes pressions sahariennes ont remonté vers le Nord, et le F.I.T. au sol se place aux environs du 20e degré de latitude, dans l'hémisphère boréal. Ce recul ouvre largement l'Afrique Equatoriale et le Cameroun au flux d'air maritime du Sud-Ouest, qui pénètre loin à l'intérieur du continent, jusqu'au Tchad, semble-t-il. Il possède alors une épaisseur maximum : 2.000 m au-dessus du Congo, davantage au-dessus du Cameroun. Mais cet air a acquis, avant d'aborder l'Afrique, des caractères particuliers.

C'est en effet à cette époque de l'année qu'apparaissent, le long des côtes occidentales de l'Angola, des deux Congo et du Gabon, jusqu'à la latitude du cap Lopez, des eaux froides longtemps attribuées au courant marin de Benguella, mais que les océanographes considèrent plutôt aujourd'hui comme remontant des profondeurs («upwelling»). Quelle que soit leur origine réelle, elles rafraîchissent l'air qui circule au-dessus d'elles, et celui-ci franchit la côte à une température relativement basse. Il commence donc à se réchauffer, mais lentement, car c'est la période où les rayons solaires sont les plus obliques ; il est donc capable d'absorber davantage d'humidité. Les couches inférieures de l'atmosphère sont ainsi constituées par une masse d'air stable ; les mouvements convectifs ne peuvent pas y prendre naissance, et les précipitations ne sauraient s'y produire : c'est la grande saison sèche. Cependant, une partie de la vapeur d'eau contenue se condense en fines gouttelettes qui demeurent en suspension, sous forme de brouillards matinaux s'élevant vers 9 heures, et évoluant parfois en stratus bas (200 m au-dessus du sol), capables de tomber en bruine fine, mais de faible durée. La plupart du temps, le ciel est occupé par un voile de strato-cumulus grisâtres, situés entre 400 et 800 m d'altitude relative, très gênant pour la circulation aérienne, et que le soleil a beaucoup de peine à traverser.

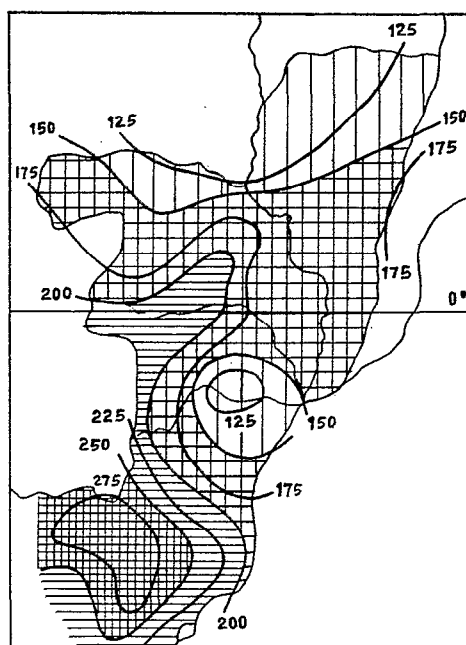
Malgré une baisse sensible de la température (les minimum quotidiens tombent souvent au-dessous de 18°), la saison sèche, qui est une «saison fraîche», n'est pas très appréciée. L'humidité de l'air accentue l'impression de froid : c'est l'époque où l'on porte vestes ou chandails, où les villageois se serrent autour du feu, où les enfants en bas âge, mal protégés, meurent en grand nombre de fortes gripes à complications pulmonaires (chaque année, en juin-juillet, on assiste à une recrudescence marquée de mortalité infantile en milieu africain, par bronchites infectieuses, pleurésies, pneumonies...); et l'absence de lumière n'est pas faite pour éclairer la tonalité triste de ces mois secs.

La «descente» du soleil vers le Sud provoque des changements marqués. Si les précipitations restent très rares, le ciel devient progressivement plus bleu, et les températures moyennes se relèvent. Le F.I.T. suit le même mouvement, tandis que l'anticyclone atlantique se retire. Lorsque l'ensemble atteint sa position la plus méridionale (soleil à la verticale du Tropique du Capricorne), la trace au sud du F.I.T. se situe cependant encore entre l'Equateur et le 5e degré de latitude Nord, courant à peu près de l'Est à l'Ouest. Au Congo septentrional, les relevés météorologiques ont prouvé qu'elle passe au Nord d'Impfondo. Par contre, l'air humide originaire de l'Océan Indien occupe la plus grande partie de l'Afrique Centrale, et atteint même la côte occidentale vers le 10e degré de latitude Sud. De ce fait, le F.E.A. s'avance loin vers l'Ouest. Ainsi, le flux d'air maritime atlantique ne pénètre plus qu'au-dessus du Congo et du Gabon, son épaisseur est minimum, et il s'enfonce en coin sous les vents d'Est qu'il soulève. On constate alors que dans toute une zone située au Sud du F.I.T. et large de 600 km environ, il ne peut se développer que des mouvements de convection de dimensions restreintes, générateurs d'averses modérées et éparses ; c'est la «petite saison sèche», qui se traduit par une diminution du volume mensuel des précipitations, qui ont tendance à s'espacer ; il s'écoule alors parfois 10 jours à 3 semaines sans pluie, mais, au contraire de la grande saison sèche, les températures ne s'abaissent pas ; l'absence de condensation, en supprimant une cause de rafraîchissement, rend même cette période assez pénible (janvier).

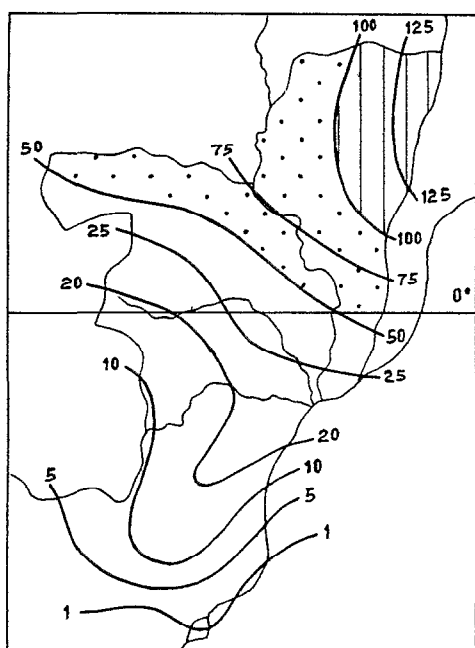
C'est donc aux époques où les masses d'air occupent des positions intermédiaires, que se placent les saisons humides : d'octobre à décembre, et de février à mai, à la latitude



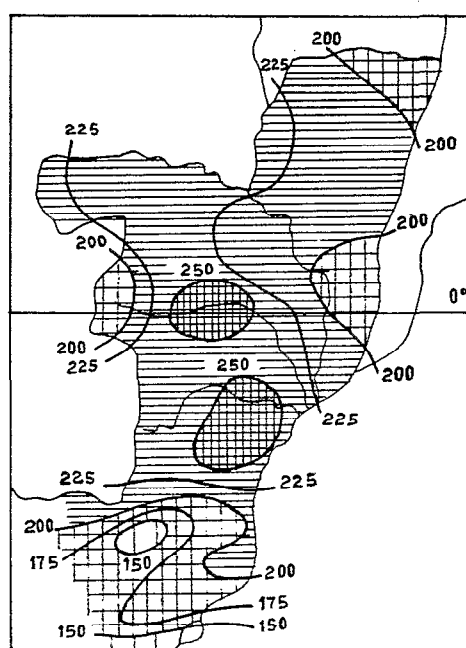
Janvier



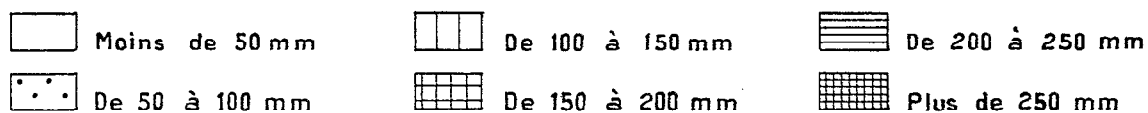
Avril



Juillet



Octobre



Croquis n°3 - Les variations de la pluviométrie au cours de l'année

de Brazzaville ; à Fort-Rousset, septembre est déjà très arrosé (plus de 150 mm), et juin n'est pas encore un mois sec. Les précipitations se produisent principalement dans une zone large de 1.200 km du Nord au Sud, et elles ont presque toujours une allure brutale. On a constaté que le F.E.A. joue un rôle essentiel dans la formation des foyers orageux, dont beaucoup naissent sur cette limite entre masses d'air équatorial atlantique et indienne, où celles-ci sont particulièrement instables.

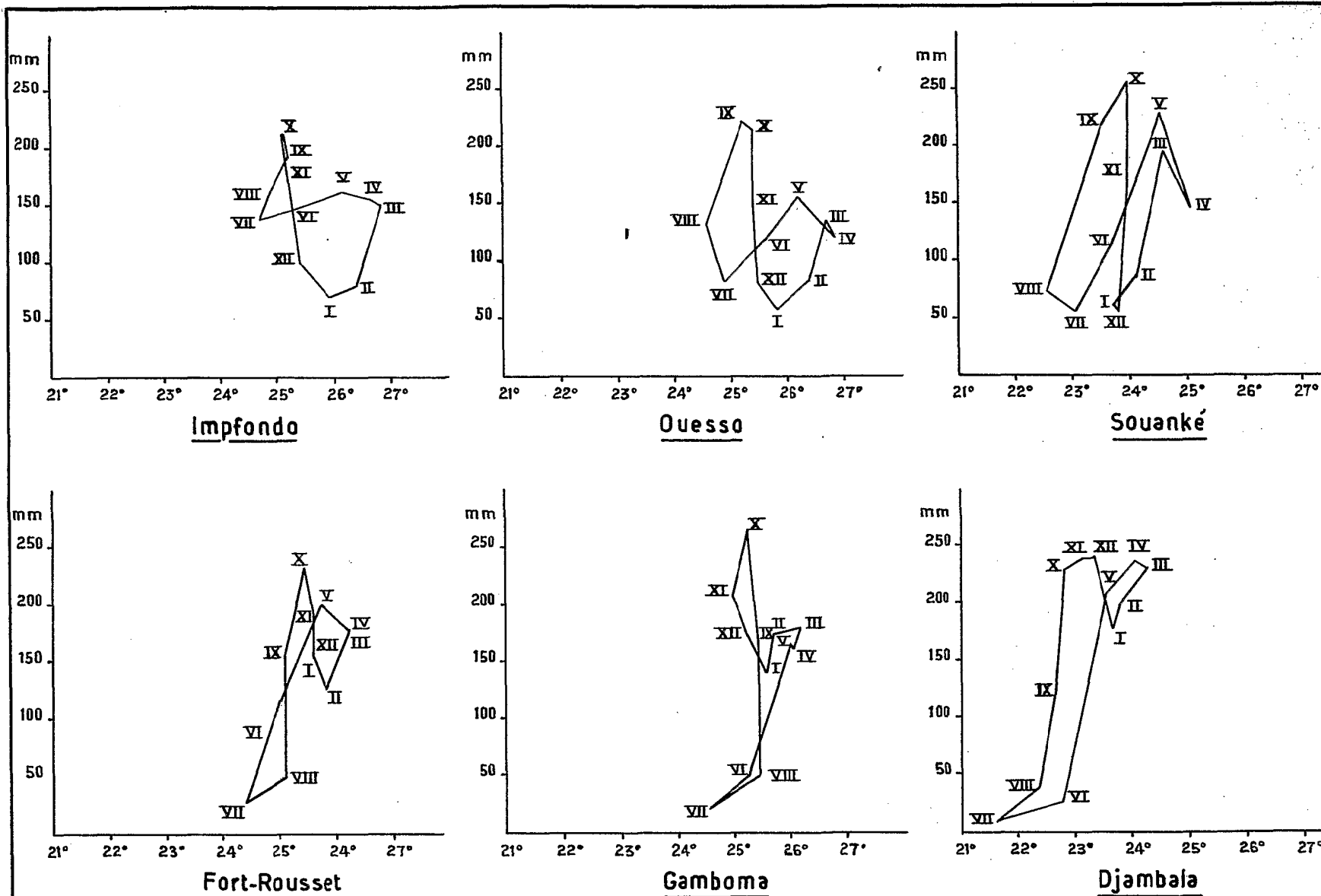
Les nuages se forment dans le sein du flux d'air atlantique, vers 600 - 800 m d'altitude, et ils acquièrent rapidement un grand développement vertical, qui les amène dans les couches moyennes et supérieures de l'atmosphère, au niveau des vents d'Est ; les cumulus et cumulo-nimbus bourgeonnent activement, prenant la forme de monstrueux choux-fleurs où alternent les taches sombres et les plages d'un blanc éclatant ; ils atteignent une altitude de 6.000 à 10.000 mètres, sinon davantage. Ils se déplacent de l'Est vers l'Ouest. Très fréquemment, les foyers orageux évoluent en une ligne de grains de forme convexe, de direction générale perpendiculaire aux vents dominants, qui s'étire et finit par se fragmenter lorsque la partie médiane, plus avancée, se résorbe sous l'influence de facteurs météorologiques (rencontre avec une cellule anticyclonique, par exemple), ou orographiques.

Les orages qui éclatent isolément ou dans une ligne de grains, reçoivent localement le nom de tornades, et un certain nombre d'entre eux méritent vraiment ce nom. Une tornade est souvent annoncée par une baisse relative de pression, sensible plusieurs centaines de kilomètres à l'avant du système nuageux. Lorsque celui-ci arrive, il se signale par des rafales de vent qui tourbillonnent avec violence pendant dix minutes à un quart d'heure, accompagnées d'éclairs impressionnants, qui se succèdent à un rythme rapide. C'est le vent qui produit en général les plus gros dégâts : arbres brisés, toitures arrachées, lignes téléphoniques abîmées. La pression barométrique remonte alors rapidement, tandis que la pluie arrive, en grosses gouttes serrées dont on entend le crépitement précipité sur le feuillage, et qui avance en un rideau opaque... La durée de ces averses n'est jamais très longue, et elles finissent presque aussi brutalement qu'elles commencent ; beaucoup d'entre elles n'affectent qu'une surface restreinte : issues d'un gros nuage, elles suivent sa progression, tissant entre sa base et le sol une trame grisâtre. Tantôt elles se succèdent, laissant entre elles le soleil réapparaître, tantôt elles sont suivies - c'est souvent le cas des lignes de grains - par des alto-stratus pluvieux, qui donnent un ciel couvert.

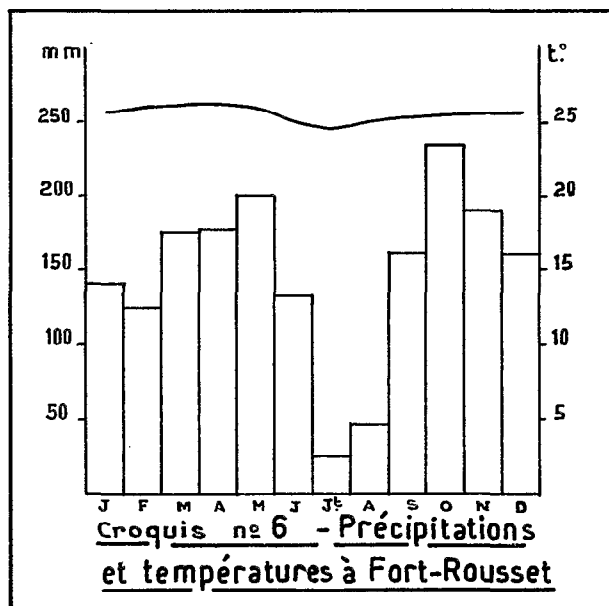
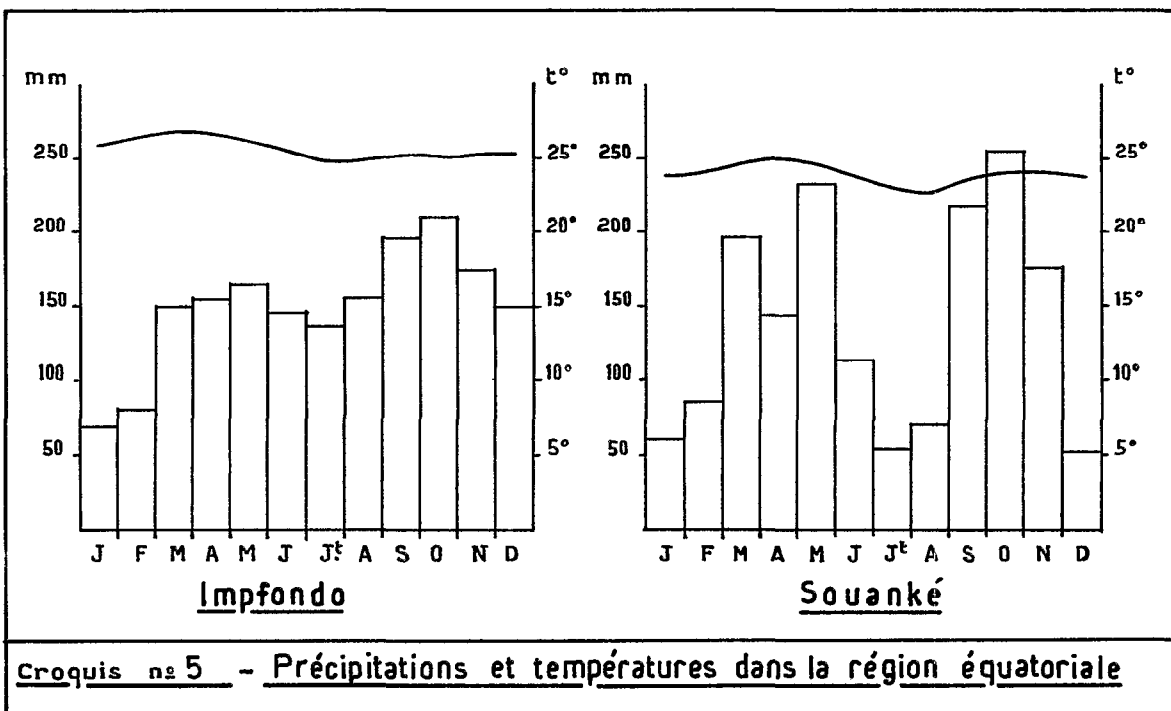
Il faut insister sur le caractère très discontinu des précipitations. Même lorsque leur total annuel est élevé (plus de 2.000 mm, par exemple), le nombre des jours de pluie est toujours restreint. C'est ainsi qu'à Impfondo, situé au Nord du territoire, où les averses sont assez fréquentes, on compte seulement 134 jours de pluie par an ; mais il n'y en a plus que 118 à Makoua, et 108 à Gamboma. Si les gros orages éclatent plutôt en fin d'après-midi, c'est avec une fréquence moyenne de 3 à 4 jours. Ceci n'est pas sans importance quant aux activités des hommes, qui ne s'en trouvent interrompues, ou gênées, que de façon fort épisodique.

B - LES NUANCES REGIONALES.

Une zone étendue sur 900 km en latitude, ne peut présenter des caractères climatiques homogènes. On peut établir quatre subdivisions qui sont, du Nord au Sud, les sous-climats oubanguien, équatorial congolais, congolais lukénien et congolais méridional. Les climogrammes de certaines stations (croquis n° 4), et les graphiques retraçant l'évolution mensuelle



Croquis n° 4 - Climogrammes de 6 stations du Congo septentrional



des températures et des précipitations, aideront à comprendre ce qui les différencie les uns des autres.

1 - LES VARIANTES SEPTENTRIONALES

Le sous-climat oubanguien n'intéresse le territoire qu'au Nord du 3° parallèle. On le connaît surtout grâce à son extension en République Centrafricaine. Le total annuel des précipitations est compris entre 1.500 et 1.600 mm. Au cours de l'année, les pluies marquent deux répit : le premier de décembre à février, qui est le seul à mériter le titre de saison sèche, puisque janvier reçoit moins de 50 mm ; le second, en juillet, n'est vraiment qu'un ralentissement des pluies, puisqu'il tombe encore une centaine de millimètres d'eau. Si l'amplitude thermique annuelle est faible (2°6), par contre, l'amplitude diurne dépasse 13° ; nous sommes en effet dans une zone couverte de forêts, où l'évaporation, très forte, contribue à rafraîchir l'atmosphère. Les maxima absolus, qui peuvent atteindre 40° en mars-avril, annoncent déjà la zone tropicale.

Le sous-climat équatorial congolais est nettement décalé par rapport à l'Equateur géographique, qu'il prend en écharpe selon une direction Nord-Ouest - Sud-Est. Trois stations principales sont situées dans son aire d'extension : Impfondo, Ouessou et Souanké. Le graphique des précipitations mensuelles (croquis n° 5) comme les climogrammes, permettent de relever les traits essentiels qui le caractérisent. C'est d'abord une pluviosité assez élevée et quasi permanente. La station la plus arrosée est Impfondo, qui reçoit 1.750 mm ; mais aucun mois n'est sec, puisque trois mois au plus ne totalisent que 50 à 75 mm. Le climogramme d'Impfondo montre comment se combinent pluies et températures. Selon le schéma classique, le ralentissement des précipitations se produit assez longtemps après les passages du soleil au zénith (ici, aux équinoxes) ; le minimum principal se situe de décembre à février ; le minimum secondaire de juin à août ; ce dernier correspond à peu près au minimum de température (moins de 25°). Par contre, le trimestre septembre-novembre est nettement pluvieux, avec plus de 175 mm par mois. Il n'en reste pas moins que toutes ces variations s'inscrivent entre des limites assez étroites : resserré dans le plan horizontal (température), le climogramme l'est aussi dans le plan vertical.

Celui d'Ouessou et celui de Souanké appartiennent bien à la même famille (climogrammes « en ailes de papillon ») Ils permettent cependant de souligner déjà quelques nuances. Ouessou, situé sur le bord de la cuvette alluviale, et Souanké, bien plus nettement à l'extérieur, ont des régimes plus contrastés, tant dans le domaine des températures, où l'amplitude annuelle augmente (Impfondo : 2°1 ; Ouessou : 2°2 ; Souanké : 2°5), que dans celui des précipitations : celles-ci restent toujours supérieures à 50 mm par mois, mais les maxima mensuels atteignent un plafond plus élevé, dépassant 250 mm en octobre, à Souanké. On constate aussi que les deux ralentissements tendent à s'égaliser : décembre-février et juin-août présentent des creux identiques. Mais l'altitude joue un rôle déterminant quant aux températures inférieures ; jamais les moyennes ne descendent au-dessous de 20° à Impfondo ou à Ouessou. Par contre, à Souanké (547 m), la moyenne des minima est de 18°4 en Août, et l'on a déjà enregistré un minimum absolu de 13°2. La position même des climogrammes sur le graphique est caractéristique : à Impfondo, il se dessine tout entier entre 24°7 et 26°8 ; à Souanké, entre 22°6 et 25°1 ; le décalage atteint donc près de 1°5, ce que traduisent les moyennes annuelles respectives : 25°6 et 23°9. Le climat de Souanké comporte ainsi un élément de fraîcheur relative extrêmement sensible, et d'autant plus que l'humidité de l'air y est toujours élevée, entretenue par une

couverture végétale à peu près continue (le chef-lieu n'est qu'une clairière au milieu de la forêt) : le degré hygrométrique varie de 70 % à 97 % au cours de l'année. Il est responsable des impressions de froid que l'on ressent parfois à des températures qui, partout ailleurs, sembleraient encore élevées.

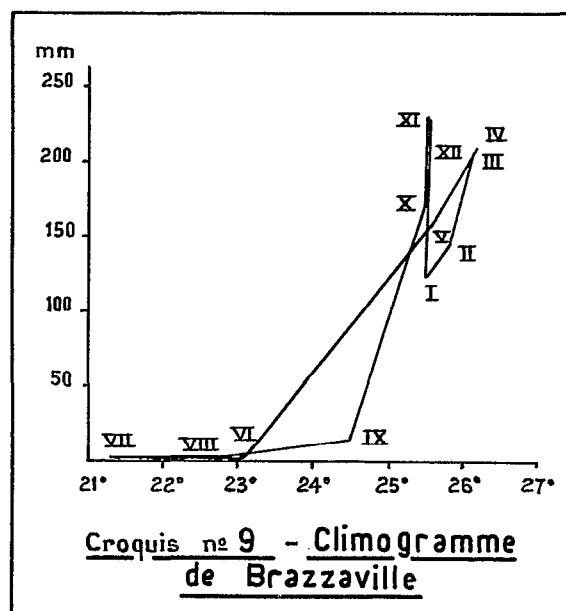
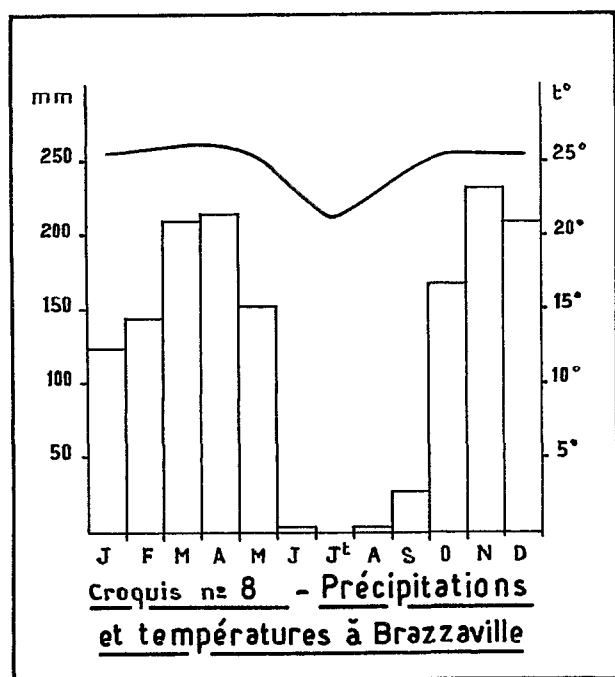
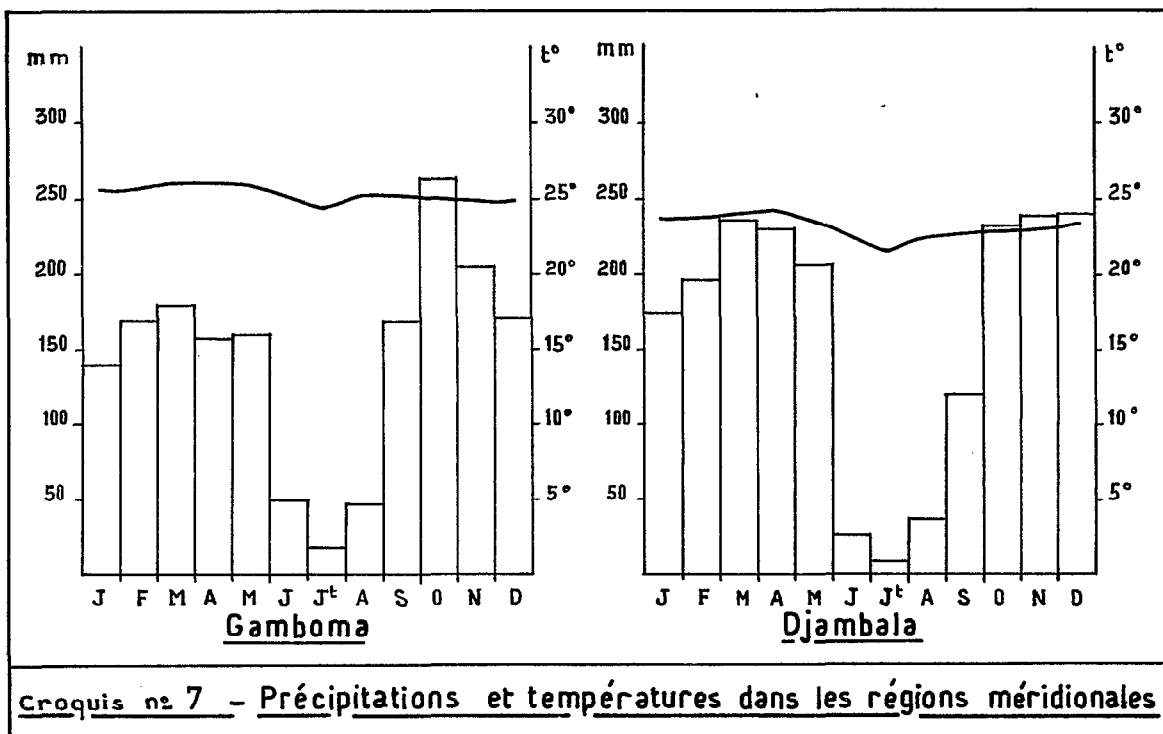
2 - LES VARIANTES MERIDIONALES

Sur les bassins de la Likouala-Mossaka et de l'Alima, règne, d'après Aubréville et Facy (2), le **sous-climat lukénien**. Ses principales caractéristiques sont celles des stations météorologiques de Fort-Rousset, Etoumbi, Kellé et Abala. Il se signale par des précipitations comprises entre 1.600 et 1.800 mm (Fort-Rousset : 1.752 mm), mais dont le rythme fait apparaître deux minima au cours de l'année (croquis n° 6) ; le minimum principal se place de juin à août, et constitue une véritable saison sèche puisque deux mois au moins reçoivent moins de 50 mm, voire moins de 25 mm (Etoumbi, 15,7 mm en juillet, 21,9 mm en août ; Kellé, 17,3 mm et 19,2 mm respectivement). Il correspond à l'été de l'hémisphère boréal, et par conséquent à l'éloignement maximum du soleil vers le Nord ; il représente l'amorce de la saison sèche bien plus longue et sévère que connaît le Congo méridional (jusqu'à 4 mois $\frac{1}{2}$). Le minimum secondaire se produit de décembre à février ; mais aucun mois ne reçoit moins de 100 mm. Le maximum principal est en général au mois d'octobre, après le passage du soleil au zénith ; les précipitations dépassent 225 mm, novembre approchant encore de 200 mm ; cependant, le maximum secondaire, de mars à mai, ne le cède au précédent que de peu : à Fort-Rousset, il tombe 554,4 mm en mars-avril-mai, et 585,5 en septembre-octobre-novembre. Le régime pluviométrique comporte donc 9 mois humides, et 3 mois peu arrosés.

Le régime thermométrique est beaucoup moins contrasté ; la moyenne est à peine inférieure à celle du régime équatorial (25°5), et l'amplitude annuelle est encore plus faible : 1,8° à Fort-Rousset. Les variations mensuelles présentent un minimum unique, peu accentué naturellement, en juin-juillet, qui fait ainsi de la saison sèche une saison « fraîche ». Mais s'il arrive que les températures inférieures descendent au-dessous de 15° (14°7 pour le minimum absolu), les minima moyens sont bien moins accentués et dépassent toujours 19°. Le climogramme de Fort-Rousset prend un aspect particulier : faible développement en largeur, mais plus grand allongement en hauteur. Il semble bien, d'autre part, que l'environnement montagneux qui est celui de Kellé, joue le même rôle qu'à Souanké, en accentuant les extrêmes : les maxima de précipitations sont ici plus élevés (255 mm contre 235 mm), les minima sont plus creux (17 mm et 19 mm contre 25 mm et 48 mm). Cependant, la situation de Kellé est observée depuis moins de 10 ans, et un plus grand recul est nécessaire pour affirmer que ces caractères sont bien constants.

On peut constater, en définitive, que ce sous-climat est assez proche de celui qui règne à l'extrême-Nord du pays (type oubanguien). C'est seulement leur position dans deux hémisphères différents, qui entraîne, comme il est normal, un décalage de 6 mois dans les diverses manifestations de la pluviosité.

(2) FACY L. - Encyclopédie Coloniale et Maritime, Paris, 1950, vol. AEF.



Le sous-climat congolais méridional couvre la partie Sud du Nord-Congo jusqu'à la latitude du Stanley-Pool. Il s'agit, nous le savons, d'une région au relief assez élevé, partout supérieur à 550 mètres sur les plateaux, rarement inférieur à 400 mètres ailleurs. Gamboma et Djambala sont les deux stations représentatives. Les précipitations aboutissent à des totaux annuels supérieurs à ce que nous avons vu jusqu'ici : 1.753 mm à Gamboma, 1.955 mm à Djambala, 2.039 mm à Lékana (mais l'altitude joue certainement pour les deux dernières stations, respectivement situées à 790 m et 800 m). Le graphique des chutes d'eau mensuelles, (croquis n° 7), présente un creux très accentué de juin à août, avec au moins deux mois à moins de 50 mm, le mois de juin ne dépassant qu'à peine ce total à Gamboma. On retrouve aussi les deux maxima, tantôt assez inégaux (en faveur de celui d'octobre), tantôt presque semblables (Djambala : 237 mm en mars ; 241 mm en décembre). Le maximum principal a tendance à se déplacer vers la fin de l'année à Lékana (novembre) et Djambala (décembre). Quant au minimum relatif de janvier, il est en général très peu accentué, et atteint ou dépasse 150 mm et même 200 mm ; il n'est plus guère qu'un très léger ralentissement dans le rythme des précipitations.

Les températures ne subissent que de faibles variations. La période la moins chaude est la saison sèche, mais l'amplitude annuelle est seulement de 1°6 à Gamboma ; elle est de 2°6 à Djambala, où la courbe s'établit à un niveau inférieur : la moyenne annuelle est de 23°2 (Gamboma : 25°5). On y retrouve aussi des minima moyens voisins de 17° et un minimum absolu de 12°6. Ces caractères sont d'ailleurs connus empiriquement au Congo depuis longtemps : Djambala a toujours fait figure de « station d'altitude », les nuits y sont fraîches, même en saison chaude, et un vent parfois violent s'y établit à la tombée du jour, au moins en bordure du plateau. L'agrément de Djambala vient aussi, dans une certaine mesure, de ce que la tension de la vapeur d'eau y est nettement plus faible qu'ailleurs : elle tombe à 19 mbars au mois d'août, ne dépasse pas 25 mbars au mois d'avril. L'atmosphère donne ainsi l'impression d'une relative sécheresse, alors que partout elle semble « lourde » et singulièrement en avril-mai, à la fin de la saison des pluies (28,2 mbars à Impfondo ; 27,5 à Ouesso ; 27,2 à Fort-Rousset). C'est enfin à Gamboma et Djambala qu'on enregistre les minima d'humidité relative les plus marqués : 49,4 à Gamboma en août, 50,5 à Djambala à la même époque. Le rôle de la savane, qui compose presque exclusivement la couverture végétale, est sans doute ici déterminant : elle libère dans l'atmosphère beaucoup moins d'eau que la forêt.

Bien que Brazzaville soit à la limite de notre domaine, il convient de donner ici les caractères essentiels de son climat (croquis n° 8). La capitale est située au Nord-Est de la zone de **climat bas-congolais**, qui appartient à la famille soudano-guinéenne. Le régime des pluies est quasi-tropical, comportant 4 mois secs : juin à septembre, dont les 3 premiers frôlent la sécheresse absolue (moins de 2 mm chacun). Le minimum relatif de janvier (122 mm), abusivement appelé « petite saison sèche » est en réalité à cheval sur décembre et janvier, et peut tout de même se traduire, au moins certaines années, par une interruption des pluies de 2 à 3 semaines. Les mois humides sont surtout novembre-décembre et mars-avril, les seuls à dépasser 200 mm, avec un léger avantage aux deux premiers. Mais le total annuel des précipitations est peu élevé - 1.350 mm - et ses variations interannuelles sont très accentuées (il peut tomber moins de 1.000 mm).

Le régime thermique comporte une saison fraîche plus nettement marquée que dans les régions septentrionales. La chute de température (elle descend à 21°3 en juillet, mais on a déjà

enregistré 10°3 en août), donne de l'importance à l'amplitude annuelle qui est proche de 5°. Le climogramme s'étale ainsi en largeur (croquis n° 9) et se compose nettement de deux parties : pendant 8 mois les précipitations sont supérieures à 125 mm, et la température moyenne se maintient au-dessus de 25°5; pendant les 4 autres mois, la température tombe au-dessous de 24°5 et il ne pleut pratiquement pas.

La tension de la vapeur d'eau, un peu moins élevée que dans la zone équatoriale, évolue autour de 24,8 mbars. Elle est minimum en saison sèche (20,3 mbars en juillet) et - fait déjà signalé ailleurs - atteint ses valeurs les plus élevées en fin de saison pluvieuse : avril : 26,9 mbars, mai : 26,6 mbars ; c'est la période la plus pénible à supporter pour l'homme. Il est probable que le Stanley-Pool, étendue d'eau en évaporation permanente, est pour beaucoup dans la haute teneur en vapeur d'eau de l'atmosphère. Des études très serrées montreraient sans doute qu'il est à l'origine d'un micro-climat, dont certains aspects sont bien connus des riverains : par exemple, la fréquence des averses tombant sur les hauteurs périphériques, sur Brazzaville et Léopoldville aussi, tandis que le ciel reste dégagé sur le Pool lui-même.

Le tableau que nous venons d'esquisser montre le caractère assez peu classique des nuances climatiques du Congo septentrional. Si la chaleur et l'humidité sont bien des caractères inhérents aux basses latitudes, on est loin de retrouver, où que ce soit, leur constance au cours de l'année. Il est peu normal qu'une station située exactement sous l'Equateur, comme Etoumbi, reçoive pendant deux mois des totaux inférieurs à 25 mm. Il faut se rappeler cependant que nous sommes ici sur la rive orientale d'un Océan, où les variations dans la température de l'eau jouent un rôle important. Les hautes pressions subtropicales et les remontées d'eaux froides, sont responsables de cette saison sèche qui surprend, à 700 km de la côte, et jusque dans le domaine de la forêt équatoriale. C'est évidemment le fait majeur, et qui ne doit pas être sans influence directe ou indirecte sur la végétation.

II - LES CARACTERES HYDROLOGIQUES DES COURS D'EAU

Le rythme et le volume des précipitations jouent un rôle important dans l'alimentation des cours d'eau, et par conséquent règlent leurs possibilités d'utilisation par les hommes. Or, si Congo et Oubangui permettent avant tout de pénétrer vers l'intérieur du continent, leurs affluents de droite, qui dessinent dans les régions basses et humides de la Cuvette un remarquable éventail, pourraient suppléer à l'inexistence des routes. Encore faut-il qu'ils se prêtent au passage des embarcations; si les pirogues peuvent bien se glisser partout, le développement économique exige des pinasses, des barges, des remorqueurs, dont les limites d'utilisation sont beaucoup plus étroites. Ainsi, les transports fluviaux se trouvent sous la dépendance des variations périodiques des régimes hydrologiques; il en est de même des campagnes annuelles de pêche en eau douce, qui intéressent des milliers de personnes.

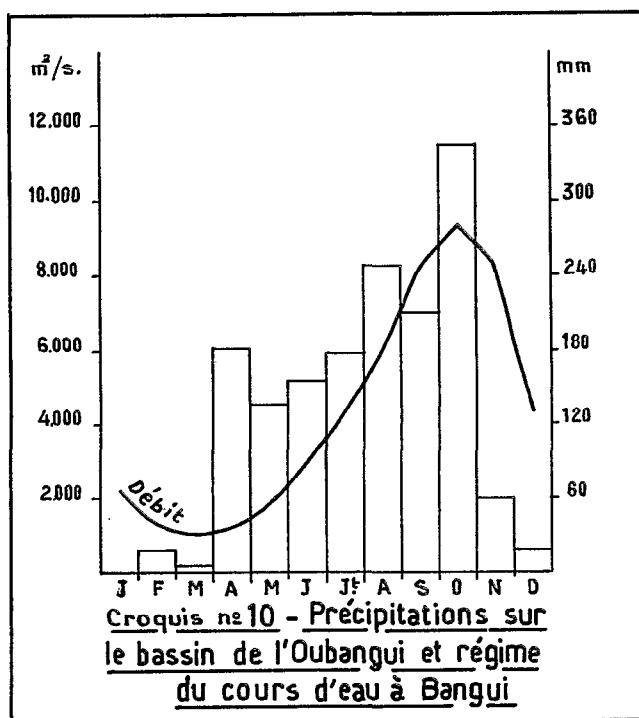
A - LE REGIME DE L'OUBANGUI

Avec 5.800 m³/s de débit moyen au confluent, l'Oubangui est le plus abondant tributaire du Congo, sur sa rive droite. Son bassin versant occupe une superficie de 775.000 km² environ; il est situé presque tout entier dans l'hémisphère Nord (latitude du confluent : 0° 4' Sud), et cette caractéristique détermine ses variations de débit. Celui-ci dépend

essentiellement des précipitations qui se produisent entre l'Equateur et le 8° degré de latitude N, région à saison sèche bien marquée, comprise entre les isohyètes 1.200 à 1.900 mm. La hauteur d'eau moyenne tombant sur le bassin versant, en amont de Bangui, est de 1.560 mm.

Les formations géologiques dominantes (70% de la superficie) sont précambriennes : quartzo-schisteuses et granito-gneissiques, souvent masquées par une importante couche d'argile latéritique. Le reste se partage également entre des sédiments anciens, schisto-gréseux, et des sédiments tertiaires, les uns et les autres assez peu perméables. La couverture végétale est une savane boisée à galeries forestières, ces dernières plus larges et denses vers le Sud, où la pluviosité est meilleure. En aval de Bangui, s'étend la forêt inondable, qui finit par couvrir la quasi-totalité du bassin inférieur. Elle est drainée, sur la rive droite, par la Lobaye, l'Ibenga, et la Motaba ; sur la rive gauche, par la Ngiri.

Le régime des pluies comporte une saison humide assez longue, qui commence en avril, et se poursuit jusqu'à fin novembre, avec un maximum en octobre ; les 4 mois, de décembre à mars, reçoivent moins de 25 mm chacun. Cependant, les 500 km du cours inférieur sont plus arrosés, et surtout plus régulièrement (cf. climogramme d'Impfondo). On peut penser cependant que les caractères hydrologiques de l'Oubangui sont déjà assez marqués pour que le régime des pluies, dans la partie aval du bassin, ne les modifie pas sensiblement, et ceci d'autant moins que les vastes zones marécageuses latérales servent de réservoirs, et atténuent certainement les effets des fortes précipitations, en ne rendant que peu à peu l'eau qu'elles ont accumulée.



Le régime de l'Oubangui peut être décomposé en 4 phases (croquis n° 10). La première est la période des basses eaux où, de fin janvier à fin mai, le niveau est inférieur à 1,60 m à l'échelle de Bangui ; le débit n'atteint pas alors 2.000 m³/s. De nombreux jaugeages ont été faits, surtout à Zinga, où de gros travaux de dérochements se sont poursuivis pendant plus de 10 ans. Le débit d'étiage est de 870 m³/s ; mais l'apport des affluents de la zone forestière arrive à le doubler, puisqu'il passe à 1.730 m³/s peu avant le confluent (Lilanga, rive gauche). Pendant cette période, les eaux sont relativement claires, le lit est encombré par d'énormes bancs de sable découvrants, refuges d'une faune variée : crocodiles, hippopotames, oiseaux de toutes sortes. C'est le moment où la navigation est la plus délicate, parce que le tirant d'eau est faible, et qu'il faut suivre avec une très grande précision le chenal balisé,

qui sinue entre les îles, et d'une rive à l'autre. L'étiage moyen, calculé d'après des observations étalées sur 35 ans - mais en éliminant les chiffres douteux - est de 27 cm au-dessus du zéro conventionnel, ce qui correspondrait à un débit de 1.000 m³/s à Zinga.

A partir du 20 mai, l'Oubangui amorce une montée qui va se poursuivre jusqu'au début de septembre. A l'échelle de Bangui, le niveau atteint peu à peu 5,50 m. Tout le long du cours, les bancs de sable disparaissent, les berges s'envoient, et le cours d'eau entre en communication avec les marécages latéraux par toutes les brèches des bourrelets de berge. Il déverse une bonne partie de son débit dans ces sortes de cuvettes naturelles. On a pu calculer que 100 milliards de m³ pouvaient être stockés ainsi, soit plus de la moitié de l'eau écoulée annuellement par l'Oubangui ! Les eaux, d'une couleur terreuse, sont très chargées en éléments solides. Le débit passe à 8.500 m³/s à Bangui, 10.700 m³/s à Lilanga. Les difficultés de navigation s'atténuent, et les bateaux peuvent progressivement s'affranchir des servitudes qu'entraînent les basses eaux.

La période des hautes eaux dure deux mois, de la mi-septembre à la mi-novembre. Elle est suivie par une période de décrue assez courte de fin novembre à fin janvier, pendant laquelle la forêt inondée rend, par des milliers de canaux, l'eau qu'elle a accumulée pendant les mois précédents. La baisse des eaux est rapide ; 8 cm par jour. Elle ne permet pas aux bancs de sable d'être éliminés, et ils forment de véritables barrages à travers lesquels le courant établit quelques brèches qu'il élargit et approfondit peu à peu, et qui constitueront ensuite les chenaux de basses eaux. Une crue moyenne, cotant 6,80 m à Bangui, correspond à 12.900 m³/s à Zinga, et 15.600 m³/s au confluent. La hauteur, au moment du maximum annuel, varie assez largement, entre 4,57 m et 8,82 m (4 crues seulement ont approché ou dépassé 8 m : 1917 : 7,97 m ; 1892 : 8,03 m ; 1891 : 8,35 m ; 1916 : 8,82 m).

Cependant, si la date des hautes eaux est restée stable - 25 octobre en moyenne - on a constaté que depuis plus d'un demi-siècle, la décrue se produisait de plus en plus tôt, et de plus en plus rapidement. Ce phénomène a été attribué au déboisement intensif qui, sur la rive droite du Mbomou (une des deux branches-mères de l'Oubangui avec l'Ouellé) a accompagné la création des plantations de caféiers, et surtout des champs de cotonniers. Il est possible que la destruction massive de la couverture végétale ait accéléré le ruissellement, et hâté ainsi l'écoulement des eaux de pluie. Mais il est de fait que pour une date donnée, le niveau des eaux est nettement plus bas qu'autrefois, à la décrue, comme en témoigne le tableau ci-dessous (3) :

Hauteur des eaux au 25 Novembre	
1890 - 1894 _____	6,20 m
1911 - 1920 _____	5,57 m
1935 - 1942 _____	5,09 m
1943 - 1949 _____	4,35 m

(3) YAYER J. - Etudes hydrographiques, Brazzaville, 1951, 108 p. ronéo., croquis, photos (p. 57).

On a relevé au moins deux conséquences sérieuses : une plus grande instabilité des chenaux, parce que le cours d'eau n'a plus le temps de les aménager pendant la décrue ; un ensablement progressif du bief inférieur, parce que le niveau de l'Oubangui est plus bas qu'autrefois, lorsque s'établissent, en décembre, les hautes eaux du Congo. C'est ainsi que non seulement la navigation en est rendue plus difficile, mais certaines formes de pêche ne peuvent plus être utilisées aussi longtemps : les barrages de décrue par exemple. Si la relation de cause à effet est exacte, on a là un bel exemple des modifications lointaines que peut entraîner, du fait de l'homme, une rupture de l'équilibre naturel du milieu physique.

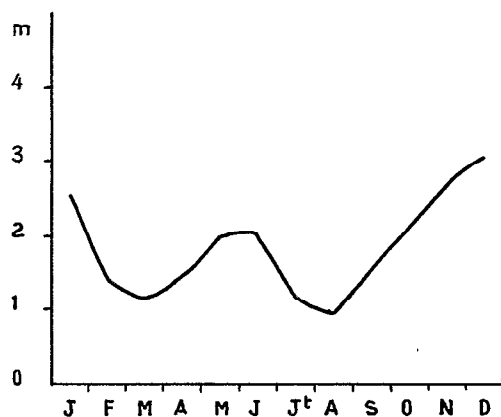
B - LE REGIME DU CONGO

Le régime du Congo est plus complexe que celui de l'Oubangui ; son bassin versant est immense (3.822.000 km² jusqu'à l'embouchure, 3.475.000 km² en amont de Brazzaville) et s'étend à la fois au Nord et au Sud de l'Equateur. Le fleuve lui-même prend sa source vers 12° de latitude Sud, mais la grande boucle qu'il dessine amène tout son cours moyen - de Stanleyville à Coquilhatville - dans l'hémisphère Nord, et son principal affluent de droite, l'Oubangui, y coule presque tout entier, comme nous venons de le voir. Par contre, le Kassaï, gros tributaire de rive gauche, draine la partie Sud du bassin.

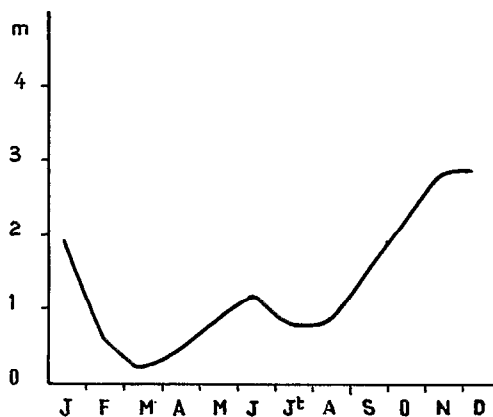
Le croquis n° 11 donne les variations des hauteurs d'eau à diverses échelles limnimétriques, pour la partie du fleuve intéressant le Nord-Congo. A Coquilhatville, le régime présente deux périodes de basses eaux à peu près équivalentes ; la première, en février-avril, correspond à la saison sèche de l'hémisphère Nord, et rappelle celle de l'Oubangui ; la seconde ; de juillet à septembre, est amenée par la baisse des eaux du cours supérieur et des affluents de gauche, à cheval sur l'Equateur. La courbe se modifie sensiblement après le confluent de l'Oubangui : la baisse des eaux de juillet est atténuée par l'apport de ce cours d'eau qui se trouve en période de crue, et déverse dans le Congo un volume croissant jusqu'en octobre. La décrue qui se produit alors n'a pas d'effets considérables, car le fleuve reçoit bientôt le Kassaï (4) dont le régime est austral, avec des hautes eaux de décembre à avril, amenant 10.000 m³/s. Les autres apports, pendant la traversée des plateaux Batéké, sont négligeables.

C'est ainsi qu'à la sortie du Stanley-Pool, les variations mensuelles dessinent une ligne sinueuse comportant deux pointes et deux creux. Les basses eaux de février-mars-avril sont l'effet de la saison sèche dans l'hémisphère Nord, que reflètent les maigres de l'Oubangui et des affluents de droite arrivant dans le cours moyen. La pointe d'avril correspond aux pluies de l'hémisphère Sud ; mais c'est bientôt la fin de la saison humide, qui affecte les bassins du Kassaï et du haut-Congo, avant que la crue de l'Oubangui n'ait fait sentir ses effets ; malgré l'apport croissant de celui-ci, c'est la grande saison sèche qui l'emporte à partir de juin, jusqu'à ce que la zone pluvieuse, redescendant vers le Sud à la suite du soleil, affecte une proportion de plus en plus grande du bassin. Ainsi, la montée des eaux est amorcée en septembre par le flot de l'Oubangui, et le relais est pris, en novembre, par celui du Kassaï et ceux de tous les affluents du centre et du Sud de la Cuvette Centrale. C'est alors, d'octobre à janvier, la grande crue du Congo.

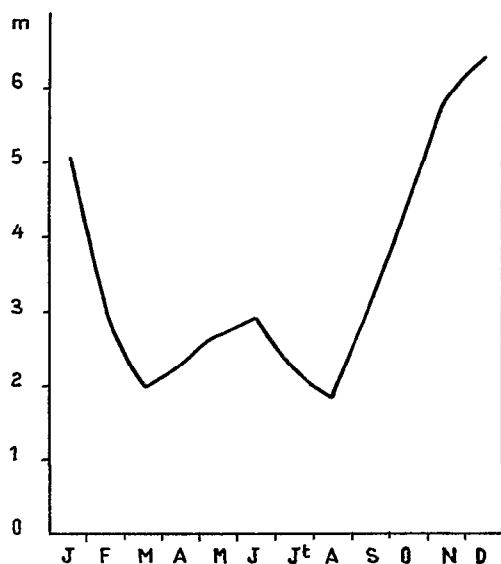
(4) En réalité, le Kwa, mais c'est la branche Kassaï de celui-ci qui joue le rôle essentiel.



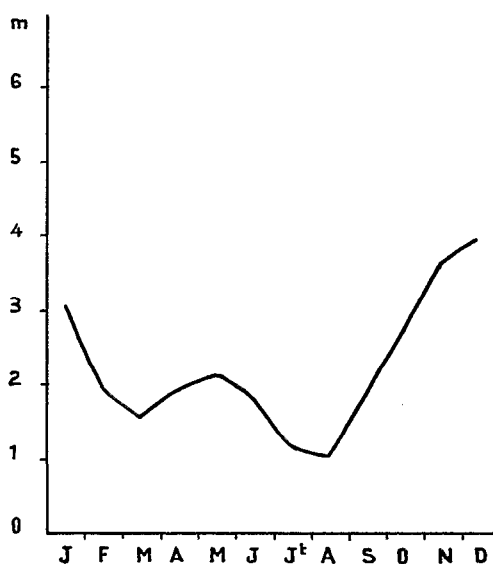
I° Coquilhatville



2° Lukolela



3° Tshumbiri



4° Léopoldville-Est

Croquis n° 11 - Variations de niveau du Congo en 4 points différents

Les variations de débit, en cours d'année, sont relativement modestes. Si l'on s'en tient aux moyennes admises (5), le rapport entre hautes-eaux moyennes de décembre ($60.000 \text{ m}^3/\text{s}$) et basses-eaux moyennes de juillet ($29.000 \text{ m}^3/\text{s}$), est à peine supérieur à 2 (à Zinga, le débit de crue de l'Oubangui est de 15 fois le débit d'étiage). Il s'agit donc d'un fleuve assez régulier, ce qui ne saurait surprendre, puisqu'il draine un bassin immense, au régime pluviométrique hétérogène. Le débit moyen serait de $57.000 \text{ m}^3/\text{s}$ à Léopoldville, tandis que la plus haute crue observée jusqu'en 1960, aurait atteint le chiffre de $65.500 \text{ m}^3/\text{s}$ (décembre 1908).

Cependant, l'année 1961 devait voir le Congo atteindre des niveaux jusqu'à présent inconnus. Des circonstances météorologiques particulières, étendues à toute l'Afrique Centrale, ont provoqué des chutes de pluie exceptionnellement abondantes, au Nord comme au Sud de l'Equateur. Ainsi, la crue de l'Oubangui a été très forte : 8,32 m à l'échelle de Bangui (la deuxième depuis le début du siècle), et tardive : maximum le 14 novembre. Il en fut de même pour celles du Congo moyen, observée à Coquilhatville, et du Kassai. C'est ainsi que la cote de 6,26 m a été relevée à Léopoldville le 17 décembre 1961, le maximum connu jusqu'alors étant de 5,17 m en 1908. Des courbes de concordance tracées grâce aux jaugeages, les hydrologues ont pu déduire que le débit avait approché de $80.000 \text{ m}^3/\text{s}$. Faut-il rappeler que les conséquences économiques du phénomène ont été très graves tout le long du fleuve et de ses affluents ? Villages et cultures détruits, bétail emporté, population privée de nourriture (6), retard dans la campagne de pêche annuelle, dégâts dans les installations portuaires, etc... On a parlé à ce propos de « crue millénaire » de « phénomène occasionnel » ; mais en décembre 1962, le Congo connaissait une nouvelle crue exceptionnelle, approchant de la cote de 6 m, et d'un débit de $75.000 \text{ m}^3/\text{s}$! Coïncidence qui montre une fois de plus combien une longue série d'observations ne permet encore de faire des prévisions qu'avec beaucoup de prudence.

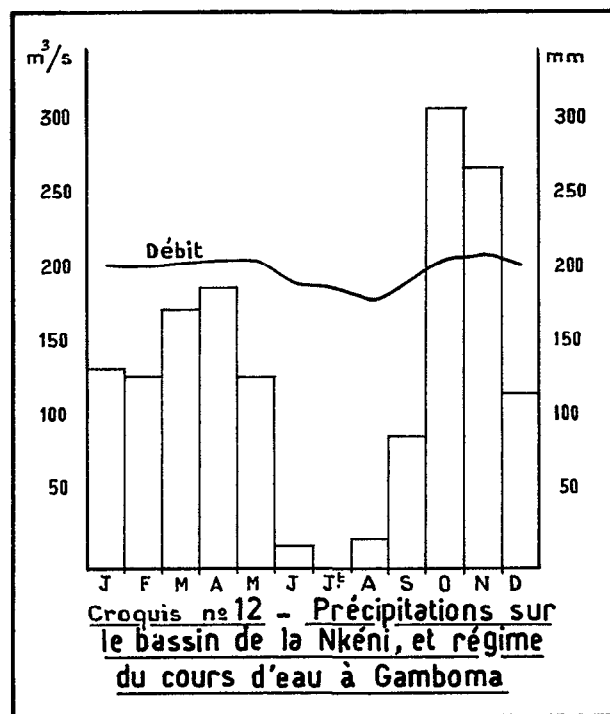
C - LE REGIME DES AFFLUENTS DE DROITE

Leurs caractéristiques sont inégalement connues ; si l'on fait exception pour la Sangha et la Ngoko (ou Dja), étudiées par la mission Roussilhes dès 1910, ces rivières n'ont fait l'objet d'observations régulières que depuis une dizaine d'années seulement. Les données chiffrées obtenues sont donc sujettes à révision dans l'avenir. Elles permettent cependant de regrouper dans une même catégorie, certains cours d'eau aux caractères identiques. LA LEFINI, LA NKENI et L'ALIMA appartiennent à un même groupe. Elles prennent leur source dans la partie orientale des pays Batéké, et leurs bassins sont presque entièrement constitués par des roches très perméables. Celles-ci absorbent, pendant la saison des pluies, la majeure partie des averses, et le ruissellement est réduit à peu de chose. Par contre, l'eau infiltrée, stockée au niveau des couches imperméables, est restituée régulièrement au pied des versants, dans les vallées principales. Il en résulte que les cours d'eau n'ont pas de crues soudaines et de forte ampleur, mais aussi que les étiages sont peu prononcés en saison sèche.

(5) D'après DEVROEY E-J - Le bassin hydrographique congolais, spécialement celui du bief maritime. Bruxelles, 1941, Mémoires de l'Institut Royal Colonial Belge, 172 p., 43 fig., 4 planches h.t. (p. 107).

(6) Mossaka, par exemple, dut être ravitaillé partiellement par parachutage de vivres.

Le croquis n° 12 montre qu'il n'existe que peu de relations entre les précipitations sur le bassin versant et le débit. Le rapport entre les débits extrêmes n'atteint 2 pour aucun d'entre eux. Les variations de niveau sont faibles : entre 0,80 m et 1,20 m, et même en basses-eaux, la profondeur moyenne est d'au moins 2 mètres sur une très grande partie de leur longueur. Ils constituent donc d'excellentes voies de pénétration, à l'exception pourtant de



la Léfini : celle-ci franchit, près de son confluent, une série de rapides (km 5 à km 10) où les remous sont dangereux et le courant violent (16 km/h) alors que partout ailleurs, il se maintient aux environs de 5 km/h. Ils barrent ainsi l'accès à la rivière. Le tableau ci-dessous donne les caractéristiques principales de ces trois affluents (d'après J. AIME - Bibl. *in fine*).

	Surface du bassin v.	Débit crue (c)	Débit étiage (é)	Rapport c/é
Léfini	12.300 km ²	650 m ³ /s	350 m ³ /s	1,85
Nkéné	6.250 km ²	250 m ³ /s	165 m ³ /s	1,51
Alima	20.350 km ²	700 m ³ /s	500 m ³ /s	1,4

Les variations mensuelles de la Nkény soulignent la régularité de ces rivières (croquis n° 12). Les basses-eaux se font sentir entre juin et septembre (saison sèche). Les hautes-eaux ont lieu en novembre. La différence entre les deux extrêmes n'atteint pas 16 % du débit moyen ($200 \text{ m}^3/\text{s}$), et la plus forte crue connue - en 7 ans seulement, il est vrai - n'a porté le débit qu'à $286 \text{ m}^3/\text{s}$.

Avec ses deux affluents principaux, **LE KOUYOU** et **LA MAMBILI**, **LA LIKOUALA-MOSSAKA** forme un réseau plus vaste que celui de l'Alima. Le bassin versant, à cheval sur l'Equateur, comporte des roches très différentes. Vers le Sud, ce sont encore les sables qui dominent, mais leur épaisseur est beaucoup moins grande que dans la partie méridionale du Nord-Congo; ainsi, les possibilités de rétention d'eau s'en trouvent-elles affaiblies. Il en résulte, pour le Kouyou, une irrégularité plus marquée : le débit de crue ($350 \text{ m}^3/\text{s}$) est trois fois et demi supérieur au débit d'étiage ($100 \text{ m}^3/\text{s}$). Les basses eaux se situent pendant la saison sèche principale, de juillet à septembre, mais un étiage secondaire se produit pendant le ralentissement des pluies de janvier. Le cours supérieur de la Likouala-Mossaka se dessine sur des roches granito-gneissiques, alors qu'ailleurs dominent largement les alluvions quaternaires. Il faut donc s'attendre à des variations de débit et une amplitude de hauteurs d'eau importantes. Le niveau atteint 4,30 m à la station de Ntokou; à Makoua le rapport débit de crue sur débit d'étiage est de 8 (400 et $50 \text{ m}^3/\text{s}$). Quant à la Mambili, elle n'a fait l'objet d'observations que depuis 1961; mais le fait que son bassin se partage entre les terrains quartzo-schisteux du Précambrien, des grès silicifiés et des alluvions récentes, amène à penser que son régime et celui de la Likouala-Mossaka, doivent être peu différents. Un seuil rocheux provoque la formation de rapides à 150 km de son confluent, et les pirogues doivent être traînées par une piste aménagée en forêt, pour reprendre la navigation sur le bief supérieur.

LA SANGHA apparaît comme un beau cours d'eau, dont la largeur moyenne est de 500 m. La forêt équatoriale occupe les 3/4 de son bassin au Congo, la savane boisée et les marécages se partagent le reste. Avec son tributaire principal, **LE DJA**, ils occupent une place à part en raison de l'extension du bassin (165.500 km^2 à Ouesso). La partie septentrionale est formée de roches peu perméables (schisto-gréseuses, quartzo-schisteuses, localement éruptives); la partie inférieure comprend des alluvions quaternaires; entre les deux, s'étire une bande de terrain argilo-sableux. Mais le climat n'étant pas homogène sur l'ensemble du réseau, la Sangha a un régime complexe. Le cours supérieur reçoit un maximum de précipitations pendant l'été de l'hémisphère boréal, en juin-juillet, tandis que le cours inférieur connaît des pluies abondantes en octobre-novembre, et secondairement en avril-mai. Le Dja, dont le tracé est sensiblement Ouest-Nord-Ouest - Est-Sud-Est, est soumis à un climat équatorial dont nous avons vu plus haut les aspects.

La combinaison de ces diverses influences aboutit aux résultats suivants; les basses-eaux du cours supérieur se conjuguent avec les basses-eaux du Dja, pour donner, en mars, un étiage très prononcé ($700 \text{ m}^3/\text{s}$). Une première crue se produit en mai-juin, due surtout au flot apporté par le Dja, que relaie la montée des eaux de la Haute-Sangha. Mais celle-ci s'avère insuffisante pour soutenir le débit, lorsque le Dja connaît des basses-eaux en août, d'où un étiage secondaire. Par contre, la crue de l'affluent principal l'emporte à partir de septembre, où elle porte à son point le plus élevé le niveau de la Sangha ($4.250 \text{ m}^3/\text{s}$ en octobre-novembre), en dépit de la décrue qui s'est amorcée sur son cours supérieur. Enfin, en janvier et février, se situent de maigres généralisés.

LA LIKOUALA-AUX-HERBES n'est qu'un affluent de la Sangha : elle s'insère entre celle-ci et l'Oubangui. Elle est certainement la plus sinueuse des rivières du Nord, et la plus lente : le courant dépasse rarement 1,2 km/h en basses-eaux ; coulant dans une plaine sans relief, sa crue inonde les deux rives sur des dizaines de kilomètres, soulevant un tapis serré d'herbes flottantes. C'est alors un spectacle assez peu banal, que celui des pirogues qui sillonnent en tous sens ce qui paraît être une prairie. Le cours principal de la rivière est lui-même complètement obstrué par endroits, et il faut chercher son chemin, avancer à la gaffe, se faufiler entre des buissons, avant de retrouver l'eau libre dans un chenal souvent très étroit.

Si, de Mossaka à Epéna, la distance est de 700 km par la voie fluviale « directe », il s'avère plus court de passer par Impfondo et le canal Maisonnier, malgré le détour apparent qui en résulte (500 km seulement). Ce canal, de 22 km de longueur, a été creusé dans la forêt, de 1937 à 1941. Il met en liaison un affluent de la Likouala-aux-Herbes, la Tanga, et un petit tributaire de l'Oubangui, la Djemba (ou Illébou). Large de 2 à 3 m, d'une profondeur qui n'excède pas 1 m aux plus hautes eaux, encombré de souches et de snags, il n'est guère autre chose qu'un drain artificiel. Lorsque les pluies ralentissent, en novembre-décembre, l'eau accumulée dans la forêt s'évacue lentement par le canal ; mais celui-ci franchit une ligne de partage des eaux (bien peu marquée, puisqu'il n'y a besoin d'aucune écluse) ; un double courant s'établit de part et d'autre du bief central, et finit par assécher quelque peu le terrain. Le canal lui-même se vide et devient inutilisable pendant plusieurs mois. Il n'est d'ailleurs praticable que par des pirogues, et de grandes précautions doivent être prises lorsqu'on leur adjoint un moteur hors-bord.

LA TANGA elle-même est le type de ces rivières de forêt inondée, dont on n'aperçoit jamais les berges ; elle coule vraiment parmi les arbres sous lesquels elle disparaît entièrement à tout instant. Il n'y a pas de lit visible, les troncs sortent de l'eau partout, et il faut souvent se coucher au fond de la pirogue pour glisser sous les branches. Le courant est imperceptible : on le décèle en observant les bulles d'air qui remontent du fond, le mouvement des feuilles mortes sur l'eau, ou le très léger remous qui se produit en arrière des troncs. Il s'agit moins, en fait, d'une rivière, que d'une nappe d'eau d'inondation glissant lentement vers l'aval.

L'IBENGA et LA MOTABA sont les deux cours d'eau principaux de la Likouala septentrionale. Elles drainent une zone forestière assez mal connue. Les pygmées mis à part, toute la population de la région est installée sur leurs rives. Aucune échelle limnimétrique n'est observée. Leurs crues semblent assez peu marquées (1 à 2 m), mais il faut penser que les précipitations mensuelles sont assez soutenues, et que la forêt inondée constitue un remarquable régulateur. Les variations de niveau de l'Oubangui ont sur ces rivières la même influence que la crue du Congo sur le bas-Oubangui : en période de hautes-eaux, la pente des deux affluents devient très faible dans les derniers kilomètres, et les bancs de sable s'accumulent, créant de sérieux obstacles à une navigation d'ailleurs extrêmement restreinte. Leur intérêt économique est actuellement négligeable.

CHAPITRE II

LES PAYSAGES MORPHOLOGIQUES

Le Congo septentrional s'étend sur la partie occidentale du bassin congolais, vaste cuvette dont il n'est qu'une petite fraction. Sa structure est donc extrêmement simple dans ses grandes lignes. Elle comprend une zone déprimée, qui s'est créée par subsidence, et que le réseau hydrographique a tapissée d'alluvions; puis une bordure relevée qui dessine les contours du bassin.

Mais cette bordure présente une certaine hétérogénéité de nature et d'aspect. Émergeant peu à peu des alluvions quaternaires, apparaît d'abord une couronne de terrains tertiaires; au Nord et au Nord-Ouest, elle mesure seulement quelques dizaines de kilomètres de largeur, et n'imprime au paysage aucune originalité particulière; mais vers l'Ouest et le Sud-Ouest, elle prend une extension considérable, au point de n'être plus que la seule formation représentée dans le cadre des frontières nationales (croquis n° 13); elle coïncide avec les pays Batéké, qui constituent une entité géographique indiscutable (7). Cette couverture repose en discordance sur des formations beaucoup plus anciennes, d'âge précambrien, et comprenant soit des roches d'origine sédimentaire, schisto-quartzitiques, soit des granits (Massif du Chaillu), soit des gneiss (région du haut-Ivindo), fragments du socle qui ont été portés à une certaine altitude, et plus ou moins rajeunis par l'érosion. Mais ceux-ci se placent en majeure partie hors des frontières, et ils n'apparaissent guère, au Nord-Congo, que dans la Sangha occidentale.

(7) Faut-il faire accorder les noms de groupes ethniques (Batéké, Bakouélé, Mbochi, etc...), lorsqu'ils sont employés comme adjectifs? La notice de la carte géologique de l'AEF porte «Série des Plateaux batékés»; mais il faudrait alors écrire, ou dire «des collines batékées», «une rivière batékée», ce que l'usage courant ne fait jamais. Nous avons préféré conserver à ces noms leurs majuscules, en leur donnant un caractère invariable, pour éviter l'emploi constant de périphrases.

La disposition générale des affleurements, la nature des roches, l'altitude générale, sont la base d'une division du Nord-Congo en trois grandes unités; les pays Batéké, au Sud-Ouest; les pays de la Sangha occidentale, au Nord-Ouest; le bassin alluvial, ou «Cuvette congolaise», dans tout le reste du pays (croquis n° 13).

I - LES PAYS BATEKE

Une formation gréseuse, la «Série des plateaux Batéké», s'étend sur plus de 450 km du Nord au Sud, et 250 km de l'Est à l'Ouest. Au Sud-Est, le Congo s'y enfonce en une vallée profonde, mais elle se poursuit loin au-delà, au Congo-Léopoldville.

La série comprend, depuis sa base et sur 200 m d'épaisseur, des grès d'origine éolienne, blancs, roses ou mauves, offrant peu de résistance à l'érosion verticale; mais la silicification a donné naissance, dans l'épaisseur du dépôt, à des lentilles de grès quartzeux qui forment comme une armature, et permettent le développement, sur les versants, de corniches importantes (telles les «Falaises de Douvres», sur la rive septentrionale du Stanley-Pool).

Ces «grès polymorphes» sont recouverts par des «limons sableux», dont la puissance diminue vers le Nord de 100 m à 40 m environ; les analyses morphométriques ont mis en évidence ici une forte proportion de grains à émoussé luisant (70 à 90%), qui auraient ainsi une origine moins nettement éolienne que les grès sous-jacents (80 à 90% de ronds mats) (8). Par référence aux formations de la rive gauche du Congo, où les fossiles sont moins rares, les grès polymorphes ont été datés de l'Eocène, les limons sableux du Néogène, les deux étages étant peut-être séparés par une surface mi-tertiaire, que l'étage supérieur aurait fossilisée (9).

L'approfondissement par subsidence du bassin congolais au plio-pléistocène, a entraîné un mouvement de bascule des séries tertiaires, qui montrent une inclinaison générale Sud-Ouest - Nord-Est, et plongent lentement sous les alluvions quaternaires. Le tracé du réseau hydrographique est, à cet égard, significatif: le Kouyou, l'Alima, la Nkényi, la Léfini, la Mary (ou Maipili), ont des cours supérieurs parallèles qui suivent la pente générale des couches. Leurs affluents de droite (Mpama, Como, Louara, Loubilika, Louna) font de même.

Toutes ces rivières se sont enfoncées avec beaucoup de facilité dans un matériau tendre; l'érosion verticale l'a emporté sur l'érosion latérale, d'autant plus que la perméabilité considérable des sables réduit le ruissellement à peu de chose, même sur des pentes fortes. C'est ainsi que se sont individualisés deux types morphologiques: un relief extrêmement fouillé, ou des milliers de talwegs découpent des collines ou des crêtes étroites; un relief subtabulaire, les plateaux Batéké, qui se dressent comme des forteresses au-dessus des vallées environnantes.

(8) BOCQUIER Gérard - Reconnaissance pédologique dans la région de l'Alima-Léfini (4^e secteur agricole), Moyen-Congo.- I.E.C. Brazzaville, 1958. Rapport définitif, 35 p. ronéo.

(9) CAHEN L. et LEPERSONNE J. - Notes sur la géomorphologie du Congo Occidental. Annales du Musée du Congo Belge, Tervuren, 1958, 95 p., croquis et photographies, bibliographie.

A - LES PLATEAUX BATEKE

Ils sont au nombre de quatre, séparés les uns des autres par de profondes dépressions, et dessinant une sorte d'arc de cercle, long de 300 km, depuis les abords du Stanley-Pool jusqu'à proximité de la frontière gabonaise. Ils font partie d'un même ensemble, que les cours d'eau ont séparé en plusieurs fragments de tailles et de formes inégales; en ce domaine, ce sont la Léfini et ses affluents qui ont agi avec le plus de vigueur (croquis n° 14).

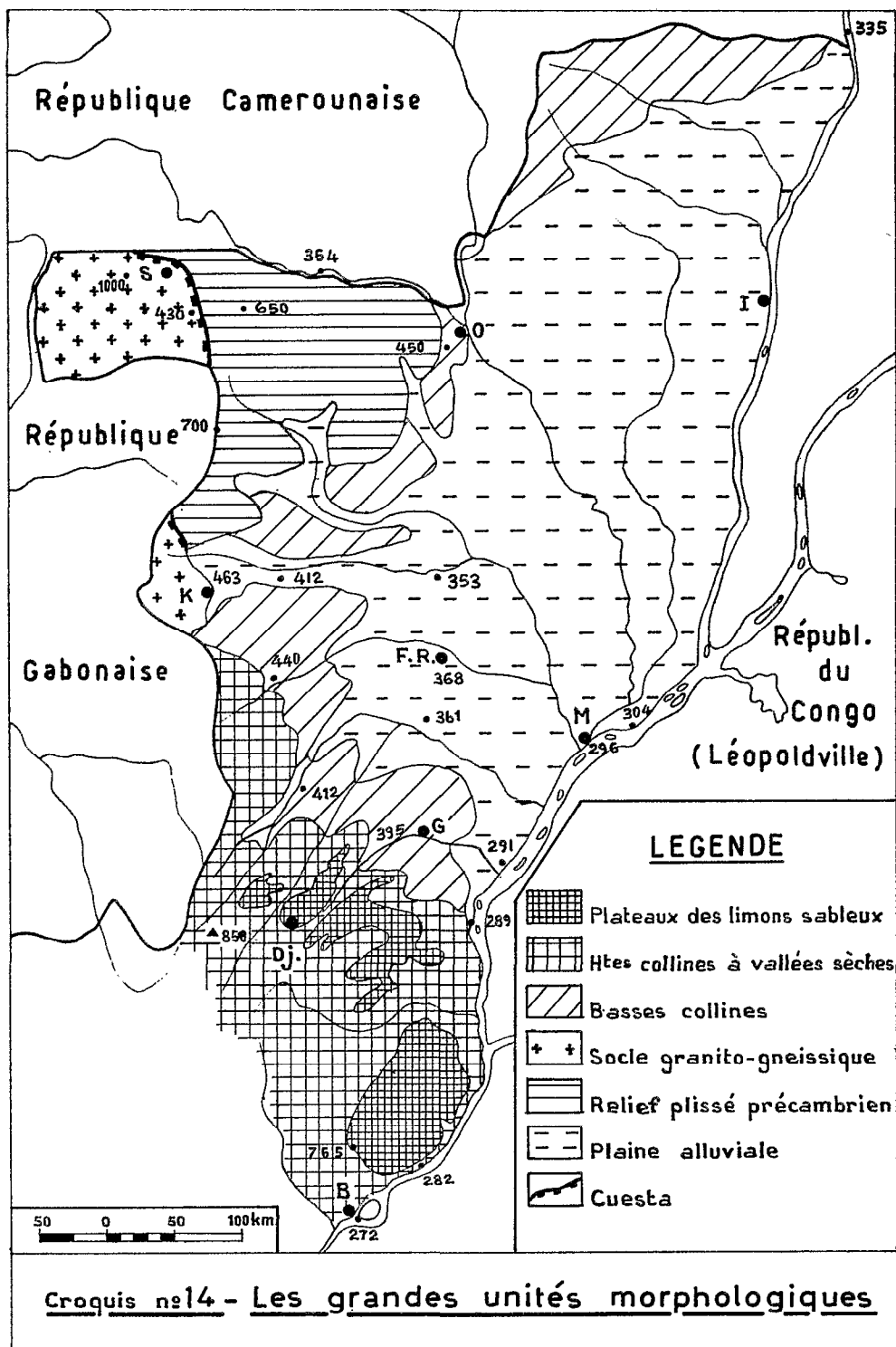
Le plateau de Mbé, grand et massif, est le plus étendu - environ 6.500 km² - et il n'est échancré que par deux rivières qui prennent leur source à sa surface; la Mary et la Gamboma. Plus au Nord, le Plateau de Nsah est composé en réalité de trois éléments; le Plateau de Nsah et Ngo, duquel la Nambouli (petit affluent de la Léfini) a presque détaché, par érosion régressive, le plateau d'Impé, tandis qu'un col de flanc, passant entre les sources du Nkoué et du Djouéli, isole à son tour le plateau d'Etsouali. L'ensemble occupe 2.800 km². C'est également un col de flanc assez marqué, entre deux hauts bassins (dénivellation supérieure à 200 m), qui permet de passer, à l'Ouest, sur le plateau de Djambala. De taille plus réduite (1.250 km²), il s'allonge entre les cours parallèles de la Mpama et de la Nkéné, dont les affluents l'attaquent sur ses deux flancs, et le réduisent, vers le Nord-Est, à un simple ruban de 1 à 5 km de largeur. Enfin, le plateau Koukouya, entre la Mpama et la Lékéti, est le plus petit de tous : 450 km²; de ses bords extrêmement indentés, se détachent de longues crêtes qui s'abaissent rapidement vers le fond des vallées.

Ces différences n'empêchent pas les quatre plateaux Batéké d'avoir entre eux une étroite parenté. Leur surface, subtabulaire, à peine marquée par des mouvements de terrain assez mous, est doublement inclinée: du Sud-Ouest vers le Nord-Est, et du Nord-Ouest vers le Sud-Est. Il s'agit donc d'un gauchissement, que les cotes font bien ressortir.

	Plat. Koukouya	Pl. de Djambala	Pl. de Nsah	Pl. de Mbé
Sud-Ouest	860 m	810 m	735 m	720 m
Nord-Est	760 m	700 m	620 m	600 m
Nord-Ouest	840 m	800 m	720 m	680 m
Sud-Est	800 m	760 m	600 m	600 m

La plus forte pente se dessine donc vers le bassin du Congo, ce qui ne saurait surprendre, mais elle reste modeste: 5 m par kilomètre sur le plateau Koukouya, que le mouvement général de bascule a soulevé davantage, et sur lequel se place la seconde cote d'altitude du Nord-Congo (860 m).

Près du rebord, la surface des plateaux s'incurve légèrement, et s'abaisse de quelques mètres, ce qui l'amène à une brusque rupture de pente, souvent marquée par une corniche verticale de grès. Celle-ci domine un versant concave, qui se poursuit jusqu'au fond de la vallée. Les dénivellations sont considérables, rarement inférieures à 300 m, ce qui donne aux



plateaux cette allure de châteaux-forts, et rend si pénible pour les femmes la corvée d'eau sans cesse renouvelée en saison sèche; au Sud-Ouest du plateau Koukouya on passe, en certains endroits, de 800 m à 440 m, sur une distance horizontale de 1.800 m.

Des talwegs accidentent les versants; très serrés, ils suivent la ligne de plus grande pente, et les plus marqués entaillent plus ou moins profondément le rebord supérieur, au-delà duquel ils se poursuivent par une vallée sèche au profil longitudinal peu incliné. L'écoulement y est épisodique; il se produit après une forte pluie, lorsque reparaît l'eau infiltrée à proximité. Sauf exceptions rares, la source pérenne se place beaucoup plus bas, près du niveau inférieur des sables, où elle donne naissance à un ruisseau qui alimente les grosses rivières.

Les vallées sèches situées à la surface des plateaux sont de deux sortes; ce sont des dépressions peu accentuées, aux pentes évasées convexo-concaves, au fond humide en saison des pluies, où sourd parfois un filet d'eau; on les trouve partout en amont des cours d'eau, même temporaires. Mais ce sont plus fréquemment des sillons très nets, parfois encaissés profondément, et qui se localisent en particulier au Sud-Ouest du plateau de Mbé, où ils dessinent tout un réseau bien hiérarchisé. La profondeur relative est de 10 à 20 m, le fond est presque plat dans son profil transversal; les versants sont plutôt convexes et leurs festonnements gardent la trace des méandres que décrivait le cours d'eau aujourd'hui disparu. En aval, un regroupement se produit, d'où sort un talweg unique qui s'élargit et s'enfoncé (dénivellation relative 60 à 80 m), devient marécageux, et passe enfin à la rivière pérenne: la Mary. La disparition de l'eau a tenu sans doute à la perméabilité du sol, d'autant plus grande que la proportion d'argile est ici très faible (elle augmente lorsqu'on se rapproche de la limite Nord-Est des sables); mais aussi au soutirage de la nappe phréatique, réalisé par les deux réseaux de la Louna et du Djoua, coulant en contre-bas du plateau, et très actifs.

Le relief comporte aussi des dépressions fermées, désignées ici sous le terme de «loussékés» (nom local d'une herbe caractéristique de ces dépressions; on dit parfois aussi «lésségus»). Les loussékés sont situés généralement en amont des têtes de vallées, et leur origine est la même que celle des dolines en pays calcaires: l'eau d'infiltration dissout et entraîne, dans le sous-sol, certains éléments de la roche en place; il se produit des tassements en surface, et le phénomène se poursuit, et peut-être s'accélère, dans la mesure où l'entonnoir ainsi créé rassemble les eaux de pluie. Le lessivage du sol ne laisse en surface que les grains de silice, qui finissent par constituer une épaisse couche de sable blanc caractéristique, à consistance pulvérulente. Mais l'évolution pédologique aboutit parfois également à la formation, à faible profondeur, de lentilles imperméables du type alios; le fond du lousséké est alors occupé par une mare qui persiste plusieurs semaines en saison sèche; elle est souvent le seul point d'eau dans un vaste rayon, et polarise ainsi les activités humaines: mares de Gatsou (ou «anneau de Saturne»), de Gakouba, sur le plateau de Mbé; mares d'Impé, de Yo de Titou, sur le plateau de Nsah; mare de Lékana, sur le plateau Koukouya. Mais la plupart de ces dépressions fermées sont sèches, ou simplement marquées par un marécage temporaire.

La vallée du Congo, au cours de la traversée du pays Batéké, revêt un aspect original. Largement étalé en aval (Pool de Sandy-Beach), le fleuve se resserre brusquement au

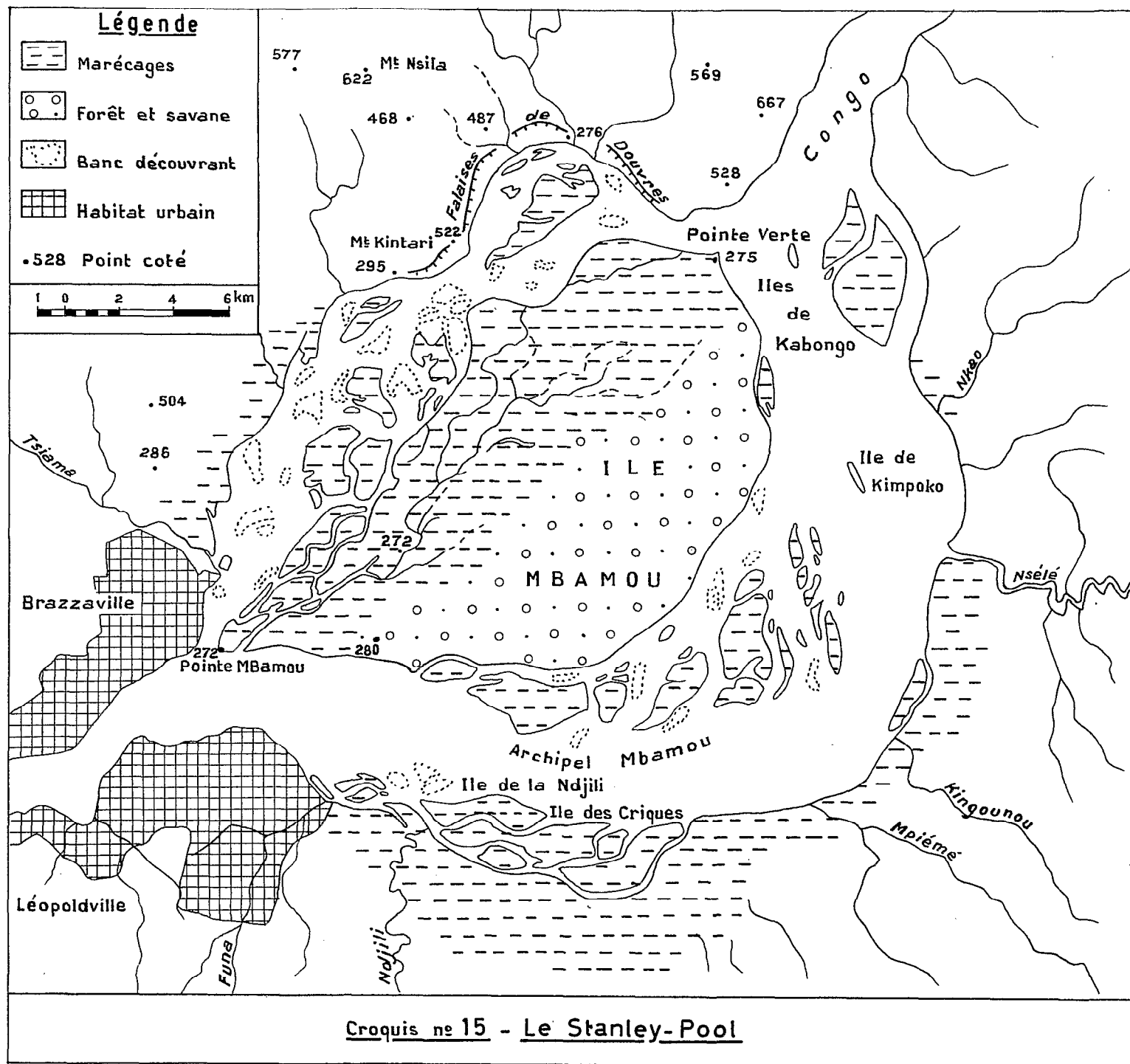
niveau de Mpouya, où se termine, sur la rive droite, le plateau d'Ingiligili, prolongement extrême du plateau de Nsah. Commence alors le «Couloir» (que les auteurs belges appellent «le chenal»), qui se compose de deux parties différentes. De Mpouya-Tshumbiri à Ngabé, c'est-à-dire sur 80 km, s'allonge une section Nord-Sud, dont la largeur varie entre 2 km et 3,5 km. Elle comporte de nombreux bancs comme le Banc du Djoué, au Km 236, ou les récifs de la Léfini, au Km 217. Le courant est rapide (5-6 km/h). Remous et tourbillons se forment au droit et en aval des avancées de la rive. Mais la rive droite a été profondément découpée par la Léfini, la Gamboma et de nombreux petits cours d'eau, qui ont créé sur une dizaine de kilomètres de largeur, un paysage de collines allongées, de petits plateaux étagés entre 450 et 600 m d'altitude. Les sommets, le haut des pentes, sont largement déboisés. C'est au Sud de cette section que le Congo reçoit, sur sa rive gauche, le Kwa, qui réunit les eaux du Kassai et du Lac Léopold II.

Après Ngabé, dont l'accès est rendu difficile par le «Banc de Lékana», le fleuve décrit un coude brusque vers l'Est, puis un second vers le Sud, et prend alors une direction Sud-Sud-Ouest. C'est le début de la section inférieure, dominée par le plateau de Mbé (10). Elle se distingue de la précédente par une largeur moindre - généralement inférieure à 1,5 km, mais qui se rétrécit à 750 m à la Pointe de Maipili (Km 121) - et des versants plus escarpés. Le courant augmente de vitesse, atteignant 10 à 11 km/h, surtout en période de crue. Naturellement, le lit se creuse pour écouler cette masse d'eau dans une section aussi étroite; les fonds moyens se situent entre 18 et 25 m, mais on sonde 55 m à l'embouchure de la Rivière Bleue. Les îles sont rares; la plus grande est l'île des Eléphants, qui mesure 2 km de long sur 0,5 km de largeur. Les versants sont parfois tranchés nets par le Congo, qui baigne ainsi de petites falaises de grès, blanches ou veinées d'ocre. Cependant, partout, l'érosion violente s'est donné libre cours sur des pentes aussi raides (la dénivellation totale dépasse presque partout 350 m): ses marques vont des griffures rectilignes joignant le rebord du plateau au fleuve par la ligne de plus grande pente, jusqu'au complexe d'appareils torrentiels, où plusieurs bassins de réception unissent leurs chenaux d'écoulement en un ravin profond qui débouche sur un gros cône de déjection. La densité de ces appareils est telle qu'en maints endroits, les talus se rejoignent pour former une banquette continue, dominant la rive de quelques mètres, et sur laquelle les villages se sont tous installés.

On est cependant frappé par la très grande rareté des griffures ouvertes trouant le manteau végétal. Au contraire, il apparaît que les sillons les plus profonds, les amphithéâtres les plus impressionnants, sont le domaine d'élection de la forêt. Plusieurs facteurs peuvent en être la cause; c'est d'abord que l'encaissement même permet à l'humidité de se maintenir plus longtemps; mais surtout celui-ci rend plus difficile, par la raideur des pentes, la mise en culture, donc le défrichement, et il protège le manteau forestier de l'action des feux de brousse, qui ravagent périodiquement la surface du plateau, et ses rebords les moins abrupts.

Après Maï-Dombé, le Congo coule pendant une vingtaine de kilomètres en direction de l'Ouest; il devient un peu plus large (2,500 km), mais infléchit peu à peu son cours vers le Sud-Ouest, et débouche, à la Pointe des îles de Kabongò, dans le Stanley-Pool.

(10) En réalité, le Congo n'a fait que s'encaisser dans la série des grès. C'est la position de la frontière politique qui a individualisé le plateau de Mbé, sur la rive droite.



Celui-ci (croquis n° 15) s'étend au pied des contreforts du plateau de Mbé, et constitue la plus large expansion du fleuve (30 km sur 25 km), résidu d'un lac qui s'étendait vers le Nord-Ouest et le Sud-Est, et qui a été partiellement remblayé; au Nord de Brazzaville, comme à l'Est de Léopoldville, des marécages étendus en sont les témoins. L'existence de terrasses prouve également que le niveau du Pool a été plus élevé, et qu'il se vide peu à peu, au fur et à mesure que s'abaisse le seuil par lequel s'échappe le Congo, en aval. Le Stanley-Pool est occupé par une île massive, l'île Mbamou, qui détermine ainsi deux grandes passes: la passe française, au Nord-Ouest, assez étroite, très encombrée par les sables, et que dominent en amont les «Falaises de Douvres»; la passe belge, au Sud-Est, large de plusieurs kilomètres, où les fonds dépassent à peu près partout 5 m, mais rarement 12 m. Des îles plus petites rétrécissent la largeur utile du chenal navigable: archipel Mbamou, îles de Kimpoko, et près de la rive Sud, petite et grande île de la Djili, île des Criques ... etc.

Aux 3/4 submergée pendant les hautes eaux, l'île Mbamou comporte cependant quelques points hauts, telle la Pointe des Chinois, de 8-10 m d'altitude relative. Elle est nettement divisée en deux parties; une moitié Nord-Ouest, très basse et marécageuse (272 m d'altitude), sillonnée en toutes saisons de chenaux, et entièrement recouverte en période de hautes eaux; une moitié Sud-Est, beaucoup plus boisée (l'île entière est érigée en réserve forestière), qui culmine à 280 mètres. Une crête rocheuse traverse le Stanley-Pool non loin de sa sortie; elle affleure en amont de Léopoldville (Ndola) et de Brazzaville (Mpila). Quelques kilomètres plus loin, le cours se trouve resserré entre la pointe de Kalina (rive gauche) et le plateau de Baongo (rive droite); c'est ici que commencent les séries de rapides qui empêchent toute navigation continue jusqu'à Matadi, dans le bief maritime.

B - LES COLLINES

La place tenue par les plateaux dans la géographie humaine des pays Batéké (ils rassemblent la plus grande partie de la population) ne doit pas faire négliger le paysage des collines qui les encercle complètement. L'action des eaux, dans le modelé des formes, est ici essentielle. Le réseau hydrographique comprend une hiérarchie bien tranchée; quelques grands axes de drainage, dont l'orientation est presque partout Sud-Ouest-Nord-Est, à l'exception de la Léfini qui recoupe cette direction, et dont les sources sont généralement abondantes et pérennes; une multitude de petits affluents, à l'écoulement presque toujours temporaire, et qui découpent les interfluves en crêtes étroites au dessin tourmenté.

La morphologie de plateau n'est plus guère représentée encore que sur la rive droite de la moyenne Léfini, où la densité du réseau est plus faible, et par conséquent l'érosion moins active. Mais partout ailleurs, ce ne sont que sommets arrondis, et versants plus ou moins rapides accidentés de corniches gréseuses. Les pentes sont fréquemment convexes en leur partie inférieure, et se raccordent brutalement au fond plat des vallées principales. C'est aussi le domaine des cirques, au fond desquels les rivières prennent naissance; la faiblesse du ruissellement, le sapement à la base, l'existence de niveaux ferruginisés protégeant les parties plus tendres, expliquent sans doute ces grands amphithéâtres, parfois coalescents, qui dressent de véritables falaises en gradins, dénudées et de couleur ocre, au-dessus des têtes de sources.

Les altitudes sont en liaison avec ce qui a dû être le niveau supérieur des limons sableux, avant leur attaque par l'érosion. Elles sont maximales dans la région située à l'Est et au Sud-Est des plateaux Koukouya et de Djambala, où maints sommets dépassent 800 m. Ceux-ci sont particulièrement nombreux dans les Monts Ntalé et Mbouyampika (point culminant: 850 m), d'où partent vers l'Ouest de longues crêtes qui viennent s'achever assez brusquement au-dessus d'une dépression parcourue par l'Ogooué. C'est là que se situent les sources de la Lekéti, de la Mpama, de la Bouenza, de l'Ogooué lui-même, qui coule d'abord en direction du Sud-Ouest, avant de s'infléchir vers le Nord. D'autres sommets dépassant 800 m jalonnent la frontière avec le Gabon, qui a été tracée en partie sur la ligne de partage des eaux entre Congo et Ogooué. Ils sont enfin assez fréquents sur la rive gauche de la haute Léfini (point culminant: 830 m).

Ce paysage très tourmenté se retrouve au Nord et au Nord-Est des plateaux, en une bordure où l'altitude se maintient au-dessus de 500 m. Il s'avance au Nord-Ouest, jusqu'à la haute-Alima. Mais, au fur et à mesure qu'on se rapproche de la Cuvette, l'altitude générale décroît, et ne se tient plus qu'entre 400 et 600 m. L'enfoncement relatif des talwegs est beaucoup plus modeste (une centaine de mètres); et le soutirage des nappes aquifères, plus proches de la surface, n'a pas été monopolisé par quelques rivières aux dépens de leurs tributaires de moindre importance. Le réseau hydrographique est donc dense. Toute la région de Gamboma, Abala, Ewo, est constituée par des mamelons aux pentes douces, parmi lesquels les pistes montent et descendent interminablement. Des alignements se dessinent entre les cours d'eau qui suivent des routes parallèles: ainsi entre la Mpama et la Lekéti. Les vallées s'évasent, très largement agrandies par des méandres en perpétuelle évolution; il n'est guère de tronçon de quelques kilomètres où l'on ne puisse déceler une demi-douzaine de bras morts, de chenaux abandonnés, de mares en forme de croissants, de coupures toutes fraîches entaillant un pédoncule. C'est que chaque crue envahit un lit majeur étendu, et qu'en se retirant, les eaux se fraient souvent un chemin nouveau.

Aux abords de la Cuvette, les cotes sont de plus en plus basses, pour la plupart inférieures à 400 mètres. Les derniers talus, dessinant des lobes arrondis en aval des interfluvies, s'ennoient sous les alluvions qui remontent loin en amont, par les larges entonnoirs des basses vallées. On entre alors dans un domaine entièrement différent: celui des marécages, et, plus loin, de la forêt inondable.

II - LES PAYSAGES DU NORD-OUEST

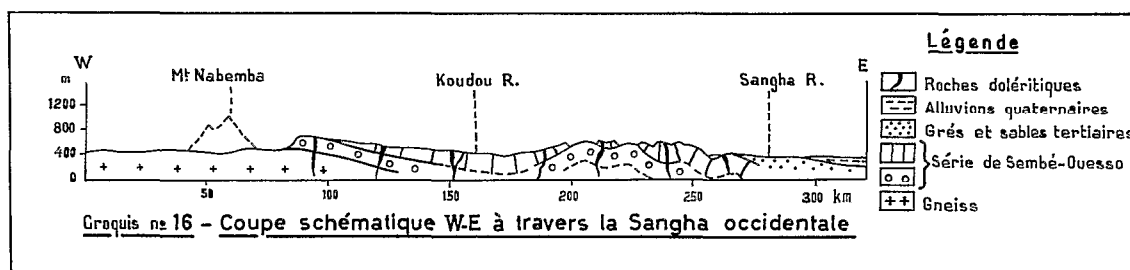
Une ligne droite tracée de Kellé à Ouesso limite, du côté de la Cuvette congolaise, une région composite où l'altitude est à peu près partout supérieure à 400 m, mais totalement différente des pays Batéké. La structure et la morphologie, la présence aussi d'une forêt dense presque continue, en font un monde à part.

Dans cette partie de la zone périphérique, apparaissent, de l'Ouest vers l'Est, trois sortes de roches; des roches cristallines granito-gneissiques, datées du Précambrien inférieur, qui forment le massif du haut-Ivindo; une série de couverture, schisto-quartzitique (Série de

Sembé-Ouessou: Précambrien moyen); enfin, des séries argilo-sableuses tertiaires, reposant en discordance sur la précédente, et paraissant avoir fossilisé un relief différencié. La disposition des couches, l'évolution morphologique, ont donné naissance à des paysages particuliers.

La zone d'affleurement des granits et des gneiss a été attaquée à la fois par l'érosion mécanique (affluents de droite du Dja, affluents de gauche de l'Ivindo), et par une active érosion chimique. Elle se trouve aujourd'hui largement déblayée; d'amples vallées, très marécageuses, lui ont donné l'allure d'une série de bassins allongés, de direction générale Nord-Est Sud-Ouest; entre lesquels courent des crêtes basses et arrondies que suivent les pistes. Certaines roches ont cependant mieux résisté; c'est le cas des amphibolites et de certains quartzites ferrugineux. Ce sont ces derniers qui constituent un double pointement, assez insolite d'aspect au milieu de cette région déprimée, au Sud-Sud-Ouest de Souanké; le mont Nabemba, dont le sommet se dresse avec vigueur jusqu'à 1.000 mètres environ, est ainsi le point culminant du Congo (11)

La série de Sembé-Ouessou affleure sur plus de 200 kilomètres d'Est en Ouest, entre Ouessou et Souanké, et de l'Equateur à la frontière camerounaise, au-delà de laquelle elle se poursuit sous le nom de «Série du Dja». Epaisse d'un millier de mètres, elle comprend des faciès très variés de grès et de schistes, surmontant un niveau inférieur conglomératique (12). C'est la disposition de ces couches et les mouvements tectoniques qui les ont affectés, qui expliquent la topographie de la région.



(11) Ces quartzites ferrugineux sont à l'origine des très beaux gisements de Makokou-Mékambo (Gabon), dont certains contiennent du minerai de fer à haute teneur (plus de 60 %). Leur mise en valeur et le problème de leur évacuation font l'objet d'études qui se poursuivent depuis plusieurs années.

(12) Le Précambrien supérieur est représenté ici par le «Complexe tillitique du Dja», qui affleure à l'Est de Souanké sur 50 km de largeur et 100 km de longueur. Formé de schistes noirâtres, il présente des caractères glaciaires et périglaciaires indiscutables. Les géologues l'ont assimilé au «Complexe tillitique de la Bandja», en République Centrafricaine, et à la «Tillite du Bas-Congo» dont l'aspect, la composition et l'origine, paraissent identiques.

Vers l'Ouest, les terrains de couverture montent doucement, suivant sans doute la surface du socle granito-gneissique (croquis n° 16). Ils sont légèrement ondulés et faillés. Ils se terminent brusquement par un talus assez raide, de 250 à 300 mètres de dénivellation totale. L'état d'avancement des travaux cartographiques ne permet malheureusement pas de s'appuyer sur des documents précis; mais l'allure même de ce talus, observé sur le terrain et sur photographies aériennes verticales et obliques, sa forme générale en arc de cercle, ne peuvent guère laisser de doutes; il s'agit d'une très belle cuesta, développée sur plus de 200 km, de Bomandjokou à Souanké et au-delà. Mais ici, le granit a joué le rôle de roche tendre, car plus sensible que le schisto-quartzitique à l'érosion chimique.

Cette sorte de dorsale, très régulière, forme ligne de partage des eaux, entre 650 et 720 m d'altitude; sur le revers, les cours d'eau dessinent un éventail, gagnant soit le Dja (Joua, Sembé, Koudou, Como), soit la Likouala-Mossaka (Mambili occidentale, Lékoli), et par conséquent le Congo; sur le front de la cuesta les rivières obséquieuses découpent de nombreuses entailles, isolant par endroit des buttes-témoins, avant d'atteindre par le Djoua, ou le Djadié, l'Ivindo et l'Ogooué.

Les amples mouvements des couches, qui affectent le Précambrien moyen, se poursuivent vers l'Est et s'accroissent. Ils finissent par former une série de plis orientés NNE-SSW, qui constituent dans la partie orientale un assez vaste anticlinorium, flanqué de deux synclinaux; le tout est affecté de failles nombreuses, de même orientation que les plissements, et le long desquelles sont montées des intrusions doléritiques. Certaines de celles-ci sont récentes, et venues sans doute lors de rejeux postérieurs, mais les unes et les autres constituent souvent des dykes. La série de Sembé-Ouessou, pendant une phase d'émersion qui a duré jusqu'au Crétacé, a connu une très longue période d'érosion élaborant une pénéplaine qui recoupait les différentes couches. Puis, sans doute à la suite de mouvements du sol (subsidence du bassin congolais), le réseau hydrographique s'est à nouveau enfoncé, mettant en valeur les différences de dureté des roches. Le relief actuel est donc de type appalachien; les crêtes se succèdent, alignées parallèlement les unes aux autres, selon la direction générale des axes de plissement: NNE-SSW. Elles apparaissent assez bien sur les photographies aériennes, malgré le manteau forestier continu qui couvre le pays. L'anticlinorium a été largement défoncé, laissant apparaître les niveaux inférieurs de la série, tandis que des lambeaux de couches supérieures sont conservés dans les zones synclinales.

Les cours d'eau ont, souvent, une orientation conforme à la structure, et coulent vers le NNE (Koudou, Sembé, Como) ou vers le SSW (Mambili orientale). Dans la partie Est, ils se dirigent davantage vers la zone déprimée qu'est la Cuvette du Congo. Par contre, le plus puissant d'entre eux, le Dja (appelé parfois Ngoko), coule perpendiculairement à tous les axes synclinaux ou anticlinaux, et s'est enfoncé sur place (épigénie), avec ses nombreux méandres dont les migrations ont fini par calibrer une assez large vallée, qui s'épanouit en petits bassins marécageux au droit des confluent, et se resserre entre les éperons des rives, prolongés parfois en barres rocheuses dans le lit de la rivière (seuils de Sanga-Longo, de Bayakabéo).

En l'absence quasi-totale de cartes topographiques, il est impossible de dire si des lambeaux de la pénéplaine secondaire ont été conservés. La route de Ketta à Souanké, de direction générale Est-Ouest, reste entre 450 et 650 mètres; mais le relief est très varié dans le détail; les rivières se sont taillées des vallées encaissées, que l'on franchit par des rampes très fortes; aux secteurs tracés en roche tendre, et à peu près horizontaux, succèdent des raidillons qui gravissent les crêtes par une succession de virages très accentués. Mais, sauf dans la région orientale où les alignements de roches dures sont plus continus, le paysage est le plus souvent constitué par une grande quantité de collines aux pentes assez raides, aux sommets aigus, enserrées dans les mailles d'un réseau hydrographique extrêmement dense.

Les cours d'eau traversent, à l'Est une bordure de terrains tertiaires sous lesquels s'enfonce la série précambrienne. Il s'agit d'une formation argilo-sableuse ou sableuse, surmontant des grès tendres. Elle s'est déposée dans la Cuvette, en fossilisant un relief déjà différencié, puisqu'elle repose en discordance dans les synclinaux de la série sous-jacente, et apparaît jusqu'à une cinquantaine de kilomètres en amont d'Ouessou, dans la vallée du Dja, qu'elle avait dû combler partiellement, avant que celui-ci n'y creuse à nouveau son lit actuel.

L'érosion a attaqué sans peine cette formation peu résistante. Les rivières principales (Mambili, Bokiba ou Lengoué, Kandeko), ont déblayé de larges vallées, sur les versants desquels apparaissent parfois des terrasses dues à un niveau conglomératique peu épais (2-3 m), mais dur, ou à un niveau de galets. Dans les interfluves, le relief disparaît sous la forêt dense, et ce sont surtout des différences d'aspect de la végétation qui permettent de repérer les limites entre cette série et les alluvions marécageuses de la cuvette.

III - LES PAYSAGES DE LA CUVETTE CONGOLAISE

A - LE RELIEF DES TERRES EXONDEES

Emplissant une zone couverte de marécages permanents ou temporaires et de forêts inondables (croquis n° 17), les terrains alluviaux n'ont jamais fait l'objet d'études autres que pédologiques. On ne sait même pas quelle est leur puissance. Des sondages réalisés dans la région de Coquilhatville, à faible profondeur, ont révélé la présence de limons sableux ou sables jaunes sur plusieurs mètres d'épaisseur, recouvrant une couche de latérite de quelques mètres, elle-même placée au sommet d'argilites et argiles divers, observés sur plus de 30 m (13).

Le relief de cette vaste région est très peu marqué, mais il est cependant possible de distinguer deux parties: une zone périphérique, assez étroite, où se placent par exemple Fort-Rousset et Makoua, et une zone centrale, basse et humide. A l'Ouest d'une ligne Tchékapika - Fort-Rousset - confluent Mambili-Likouala, la topographie est caractérisée par de multiples croupes très aplanies, allongées, au sommet doucement arrondi, dont l'altitude n'est que de quelques mètres au-dessus des cours d'eau qui sinuent dans de larges dépressions humides. Elle est probablement due à la démolition d'une surface de remblaiement

(13) CAHEN L.- Géologie du Congo Belge, Paris, 1954, 577 p. 98 fig. 36 photos (cf. p. 381).

datant de l'époque où le niveau de base local était plus élevé, évolution qui se poursuit de nos jours. Les rivières principales ont un lit majeur très large (plusieurs kilomètres), mais qui s'encaisse entre deux talus bien marqués (bacs de la Como, de l'Alima, du Kouyou) (14).

Il existe, en certains endroits, de curieux marécages suspendus. Entre l'Alima et le Kouyou, par exemple, la route franchit en remblai une zone marécageuse d'où émergent, de place en place, quelques îlots de terre ferme. Or, les rivières qui la traversent (Vouma-Dinoa, Ngoko), s'y enfoncent de 2 à 4 m, creusant de véritables fossés. Un drainage naturel aurait dû alors provoquer un assèchement progressif; pourtant, il n'en est rien. Peut-être faut-il invoquer la nature très argileuse du sol, retenant l'eau à la manière d'une éponge? Ou encore l'encombrement de ces canaux par la végétation aquatique, et parfois d'anciens barrages à poissons, que la terre et les herbes ont entièrement colmatés.

Les sols exondés de la Cuvette occupent encore une surface notable dans la Likouala septentrionale, jusqu'à la latitude d'Impfondo. Les rivières comme l'Ibenga, la Motaba, coulent ici au milieu d'un couloir inondable de quelques kilomètres seulement. Entre la Sangha et la Bali, la zone de terre ferme est déjà plus réduite. Vers l'aval, elle se fragmente dans les interfluves, dessine quelques taches irrégulières très digitées (terre des Kabonga, par exemple, dans la sous-préfecture d'Epéna), et finit par disparaître complètement, lorsque les lits majeurs des cours d'eau se soudent entre eux pour former une vaste plaine dont la pente est presque nulle, et qui est recouverte par les eaux, tout ou partie de l'année.

On ne peut guère parler ici que de micro-reliefs. De part et d'autre des rivières, s'étend une zone façonnée par la migration et l'évolution incessante des méandres, et dont la largeur varie d'un point à l'autre: 12 à 20 kilomètres pour la Sangha, 4 à 15 km pour la Likouala-aux-Herbes. On y compte des milliers de petites dépressions incurvées ou sinueuses, séparées par des talus peu élevés, mais visibles pourtant en basses eaux; anciennes îles, anciens bourrelets de berges, atterrissements de rives convexes.

(14) L'absence de cartes topographiques autres que le 1/1.000.000 ne permet pas de voir si les cotes des points hauts se groupent autour de certaines valeurs. La recherche du niveau de terrasses réguliers nous paraît également assez illusoire. G. Sautter pense avoir décelé l'étagement suivant; 3-5 m; 10-13 m; 20-22 m; une trentaine de mètres (Sautter G. La Cuvette Congolaise - Monographie régionale des bassins de la Likouala-Mossaka, de l'Alima et de la Nkéné. Ministère de la Coopération, Paris, 1962, 70 p.) Pour passer de l'hypothèse à la certitude, il serait nécessaire de multiplier les observations tout au long des rivières, de faire des mesures précises, et de voir s'il ne s'agit pas, ici et là, de terrasses structurales dues à des horizons ferruginisés. Une telle recherche est rendue plus difficile encore par la rareté des voies d'accès aux cours d'eau, et surtout par la présence presque constante d'une galerie forestière qui recouvre souvent et la vallée elle-même, et ses versants.

Les documents concernant l'évolution des berges ont trait surtout à l'Oubangui, parce que son rôle comme voie de pénétration l'a fait étudier assez tôt, et à plusieurs reprises. Maints bras, autrefois navigables, sont à présent complètement obstrués, tandis que la végétation est en train de les reconquérir. Il suffit souvent de peu de choses (tronc d'arbre déraciné, île flottante de papyrus ou de jacinthes venant s'échouer) pour qu'un ensablement rapide se produise et dérive le courant vers d'autres passes. La vitesse à laquelle ces changements se produisent est impressionnante, et les plus spectaculaires sont les destructions de berges. On a mesuré des reculs de 40 m par an, parfois d'un mètre par semaine. Le déboisement (pour l'établissement d'un village, pour les cultures vivrières...) se traduit aussitôt par une vive attaque des eaux courantes, en particulier en amont des îles :

« Toutes les fois qu'on déboise à l'amont des îles pour y faire des cultures, l'île ne tarde pas à s'effondrer par pans entiers ; parfois, les indigènes n'ont même pas le temps de récolter le manioc qu'ils ont planté. Une fois que le bout arrondi a disparu, et que l'île a perdu sa forme profilée stable, l'érosion peut se poursuivre, même si les déboisements ont été limités ; et, en quelques années, l'île peut disparaître ; (15).

Et l'auteur de ce rapport poursuit :

« Pour le moment, il y a très peu d'îles sur lesquelles existent des déboisements, peut-être précisément parce que ces îles disparaissent au fur et à mesure de ces déboisements ».

Les reculs des berges semblent se tenir entre les limites minima et maxima de 10 cm et 10 m par an. Mais cette érosion latérale est sans doute compensée par le dépôt de bancs de plus en plus nombreux qui scindent le fleuve en une multitude de chenaux relativement peu profonds.

Les points les plus élevés présentent l'avantage important d'être exondés toute l'année, dans un pays où le fait majeur est une inondation périodique et généralisée. On les appelle souvent « plateaux » (16) ; terrasses anciennes ou bourrelets de berges, ils occupent des surfaces non négligeables parfois, et certains ont fait l'objet d'une exploitation forestière (l'évacuation des grumes y est possible toute l'année) ou agricole (palmeraies, plantations de café ou de cacao). Tels sont, sur la basse Likouala-aux Herbes, les plateaux de Mongo, Boyengué, Boleko (200 ha), Bokouango, Botouali (où fonctionna une station rizicole jusqu'en 1951), Youmba, etc... ; de Loukoléla, Likendzé, Matoko, Nkassa, Irebou, Liranga (concession de 200 ha de la Mission Catholique), sur le Congo ; l'île de Mbondo, sur la Sangha, que l'on atteint en 7 heures de navigation à partir de Bolobo, mesure 40 km de long, et n'est jamais recouverte par les eaux. Enfin, dans les interfluves, entre Mongo et Loukoléla, Bomiondo (15 km x 10 km), où un terrain d'aviation avait été installé en 1940, Malaka, Ikologangué

(15) YAHÉ J.- Etudes hydrographiques Rapport ronéo, 1951, 108 p. (cf. p. 74). Pour des raisons inconnues, le courant, dans l'Oubangui, est nettement plus rapide sur la rive gauche que sur la rive droite, où l'auto-dragage est ainsi moins bien réalisé, et les atterrissements sont beaucoup plus abondants. L'Oubangui aurait donc tendance à se déplacer vers l'Est, abandonnant derrière lui ses lits successifs, progressivement colmatés ; d'où l'existence, sur la rive droite surtout, d'une zone de 8 à 15 km de largeur, qui prend naissance à Donqou, et dans laquelle existent des centaines de mares filiformes, où divaguent aussi des quantités de petits chenaux anastomosés, les « moliba ».

(16) La population distingue, dans son dialecte, les terres « mobaka », inondées toute l'année ; « konda », inondées temporairement ; et « monguinidi » toujours exondées.

(1.500 ha), Ngodandoukou, etc... Il est vraisemblable que beaucoup de «plateaux» de ce genre existent entre la moyenne Likouala-aux-Herbes et l'Oubangui, mais, pratiquement inaccessibles, ils n'ont jamais été repérés. L'auraient-ils été que leur position, au coeur de la forêt inondée, les rendrait inutilisables.

Mais la plus grande partie de la Cuvette ne possède même pas ces faibles accidents de relief; les interfluves ont une pente à peine marquée, et la moindre montée des eaux étale l'inondation sur des centaines de km². Les marécages permanents commencent à une quinzaine de kilomètres au Sud de la Motaba, avec les marais de Modjamba. Ils se poursuivent, entre l'Oubangui et la Bali, jusqu'à la Tanga et la Likouala-aux-Herbes, puis sur la rive droite de celle-ci, jusqu'à la Sangha. La plus grande partie d'entre eux se développe sous la forêt. C'est au milieu de ces marécages que s'ouvre, à 30 km à l'Ouest d'Epéna, le curieux lac Tellé, de forme oblongue (4,8 × 6,2 km), d'où partent vers l'Ouest 7 ou 8 émissaires qui vont se jeter dans la Bali. Très difficilement accessible, il n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune étude; pourquoi cette forme inusitée, dans une région où les eaux dormantes ont toujours un dessin très allongé? Pourquoi n'est-il pas couvert par une végétation aquatique (papyrus ou prairie flottante)? Et pourquoi la forêt s'arrête-t-elle sur ses bords, comme si la profondeur devenait soudain très grande? On ne peut s'empêcher d'envisager une origine très particulière; la chute d'un gros aérolithe, creusant un cratère aussitôt envahi par les eaux, ce qui expliquerait à la fois la forme du lac et sa profondeur inhabituelle.

Ce sont encore des marécages qui occupent la région entre Likouala-aux-Herbes et Sangha, et de larges portions de l'interfluve Likouala-aux-Herbes-Oubangui, jusqu'au niveau de l'Equateur. Temporaires plus au Sud, ils reprennent bientôt leur caractère permanent, et les cours inférieurs des principales rivières (Sangha, Likouala-Mossaka, Alima) se déroulent au milieu d'une nappe d'eau dont le niveau varie avec les saisons, mais qui ne disparaît jamais complètement.

B - LE LIT DES GRANDS COURS D'EAU

Dans leur traversée de la plaine alluviale, l'Oubangui et le Congo revêtent des aspects divers; la nature du lit, la hauteur des berges, l'importance et le nombre des îles ne sont pas partout identiques, et le paysage change d'un point à l'autre. Quel est-il donc dans ses grandes lignes?

1 - LE COURS DE L'OUBANGUI

Le cours de l'Oubangui est peu sinueux : il se compose d'une suite de longues sections rectilignes, alternativement Nord-Sud, et Nord-Nord-Est - Sud-Sud-Ouest; sa largeur est peu variable : 4 km en moyenne, avec quelques étranglements comme à Mobenzélé (1,5 km). Le bief inférieur, à partir de Lilanga surtout, s'élargit progressivement, et mesure plus de 5 km près du confluent.

Le bief supérieur, ou «bief des affleurements rocheux», va de Bangui au Km 425 (distance mesurée à la remontée, depuis le confluent); il est caractérisé par la présence, dans le fond du lit, d'une série de barres de roches dures à peu près perpendiculaires au cours,

et qui font saillie dans les différents bras. La plus importante constitue le seuil de Zinga, qui fit longtemps obstacle, en République Centrafricaine, à une navigation régulière. Des roches pointent également, blocs de latérite ou sorte de conglomérat, dont beaucoup ont dû être éliminées par les services fluviaux.

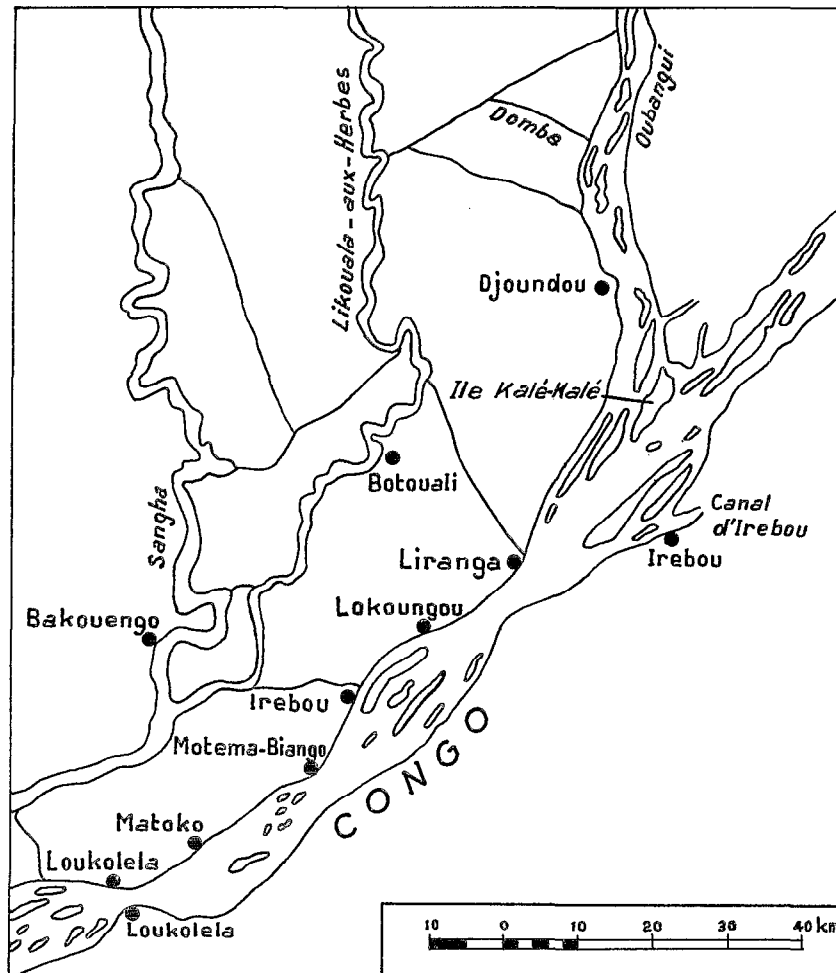
De la frontière jusqu'à Impfondo, l'Oubangui coule dans une zone en grande partie exondée; il a cependant construit un bourrelet de berge dont la largeur est variable, dont l'altitude relative est de quelques mètres, et sur lequel se sont installées les agglomérations riveraines. C'est là également qu'a été établie la piste Impfondo-Dongou, carrossable au moins en période de moindres précipitations. C'est ce bourrelet qui explique le tracé des affluents; la Loubagny, l'Ibenga, la Motaba, se heurtent à lui, et suivent pendant un certain temps un cours parallèle à l'Oubangui, avant de trouver une brèche leur permettant de s'y jeter.

Le bief marécageux présente un aspect permanent de delta, et il est à peu près impossible d'apercevoir les deux rives en même temps; la vue est toujours arrêtée par plusieurs îles, disposées en coulisse, et qu'on côtoie pendant des kilomètres. Pour la plupart, elles sont formées d'argiles, comme les berges, et constituent les restes du terrain à travers lequel l'Oubangui s'est frayé un chemin; les plus récentes sont sableuses, bancs déposés en hautes-eaux, ayant découvert à l'étiage, et que la végétation a stabilisés, puis protégés contre l'érosion ultérieure. Les unes et les autres sont presque toujours recouvertes par la forêt, qui laisse cependant, chez les moins anciennes, des espaces occupés par la savane, surtout à l'intérieur. Leur forme et leur emplacement évoluent pourtant; en aval, se dépose un banc de sable qu'enraiment les remous et les contre-courants; en amont, c'est un banc migrateur qui vient «coiffer» l'extrémité arrondie, et prend la forme d'une barkhane dont les deux ailes marchantes s'étirent de part et d'autre, laissant, entre elles et l'île, une mouille en demi-cercle. Si la puissance de transport est suffisante; le banc s'effiloche peu à peu et disparaît; sinon, il émerge en basses-eaux, modifie les conditions d'écoulement, et peut se trouver rapidement soudé à l'île. C'est pourquoi on aperçoit souvent, à travers le manteau forestier, des dépressions semi-circulaires où brille l'eau de la précédente crue, et des chenaux étroits barrant obliquement la terre ferme.

La hauteur moyenne des bourrelets de berge décroît peu à peu vers l'aval et les rares villages qui s'y trouvent subissent chaque année l'inondation. A Djoundou, elle ne mesure plus que quelques décimètres. L'eau franchit ce mince obstacle à chaque crue, et se répand largement dans la zone inondable, emplissant les canaux naturels encombrés de végétation aquatique (palmiers-raphias, nénuphars). Il ne faut pas imaginer un déversement violent, mais plutôt un étalement insensible des crues, comme si l'eau sourdait du sol, et, plus tard, s'y enfonçait lentement. Il y a là d'ailleurs un facteur non négligeable de régulation, atténuant la vitesse de montée et de descente des eaux.

Le confluent de l'Oubangui avec le Congo constitue une zone confuse entre les km 590 et 610 (mesurés depuis Brazzaville), où l'eau et la terre ferme se mêlent étroitement (croquis n° 18). Tout un lacs confus de déversoirs se dessine entre les deux cours d'eau; selon l'époque, et en fonction des niveaux respectifs, le courant s'établit tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre. La rencontre principale se fait à la pointe aval de l'île Kalé-Kalé, et les

eaux, de couleurs différentes, ne se mêlent pas tout de suite; pendant plusieurs kilomètres, elles poursuivent côte à côte des routes parallèles, dont le contact se matérialise en surface par de petits tourbillons, et une ligne serrée de jacinthes aquatiques (*Eichhornia crassipes* Holms). Des îles étroites et basses sont elles-mêmes semées de marécages, de chenaux à-demi oblitérés et envahis par les jacinthes; elles divisent peu à peu les deux courants, et finissent par en faire une masse homogène.



Croquis n°18 - Le confluent Congo-Oubangui

2 - LE COURS DU CONGO

Au confluent de l'Oubangui, le Congo, qui reçoit sur la rive gauche les eaux du lac Tumba par le canal d'Irebou, mesure une quinzaine de kilomètres. Mais les deux berges se rapprochent bientôt, jusqu'à Liranga, où elles ne sont plus qu'à 2,3 km l'une de l'autre. Cet étranglement, bordé de petites falaises d'une vingtaine de mètres, se poursuit jusqu'à Gombé, où s'épanouit alors le pool d'Isungu. A partir de là, et jusqu'à Mpouya, c'est-à-dire sur 320 km, le Congo est une très belle voie navigable, dont la largeur totale varie de 7 à 14 km, et dont la profondeur, en eaux moyennes, ne dépasse pas 4 ou 5 m. De place en place, un resserrement se dessine, dû à quelque banc plus résistant (couche de galets, horizon ferrugineux), et fermant ainsi un «pool»: à Motéma-Djungo (4,8 km), à Loukoléla (1,6 km), à Bolobo (4 km), porte d'entrée du pool de Sandy-Beach, long bief de 56 km. Mais comme sur l'Oubangui, et sauf pendant les 30 derniers kilomètres, le fleuve est encombré par des centaines d'îles. Les unes sont petites, oblongues, simples bancs de sable colonisés par la végétation; les autres sont très allongées et sinueuses; ainsi l'île d'Esankala, qui mesure 10 km sur 2 km; d'autres dépassent 15 km de longueur.

De part et d'autre du Congo, s'étend une double zone inondable où se mêlent les grandes herbes, les prairies flottantes, les papyrus, les banquettes de jacinthes. Ca et là, un bouquet d'arbres souligne la présence d'un tertre exondé, tandis qu'au-delà, la forêt signale une ligne plus continue de terre ferme. Sur la rive droite, cette zone est particulièrement développée, parce qu'il s'y produit une remarquable convergence fluviale: entre Mossaka et Makotimpoko, se jettent successivement la Sangha, la Likouala-Mossaka, l'Alima, la Djakosso, la Nkényi. Aucun de ces affluents ne possède d'embouchure bien individualisée: leur cours inférieur serpente dans les bas-fonds marécageux, parmi les lagunes, les bras morts, et les chenaux au dessin changeant. Ils sont tous reliés les uns aux autres, et leurs eaux se déversent dans le Congo en cent points différents.

En aval de la Nkényi, apparaissent les premières pentes des plateaux Batéké, qui semblent sortir des alluvions pour prendre peu à peu de l'altitude. Ils se rapprochent de la rive tout le long du pool de Sandy-Beach, tandis que les berges deviennent plus escarpées, et que le fond du lit comporte davantage d'affleurements rocheux qui exigent un balisage précis (banc de Kempenaer, par exemple). C'est dans cette zone que se situe le point le plus bas de la Cuvette congolaise (repère en aval de «l'île des Hippos»: 338 m). Le pool se termine par une avancée de la rive droite, à la pointe Bokouango, qui ne se trouve qu'à 2,8 km de la rive gauche. Alors commence «le Couloir»; long de 210 km, qui conduit le Congo jusqu'au Stanley-Pool.

CHAPITRE III

LA COUVERTURE VEGETALE ET LES SOLS

Le Congo septentrional comprend deux grandes zones de végétation bien individualisées, très approximativement séparées par l'Equateur. Au Sud, diverses formes de savanes et de steppes se partagent les régions basses, les collines et les plateaux ; au Nord, la forêt, sous des aspects variés, couvre la majeure partie du territoire (croquis n° 19).

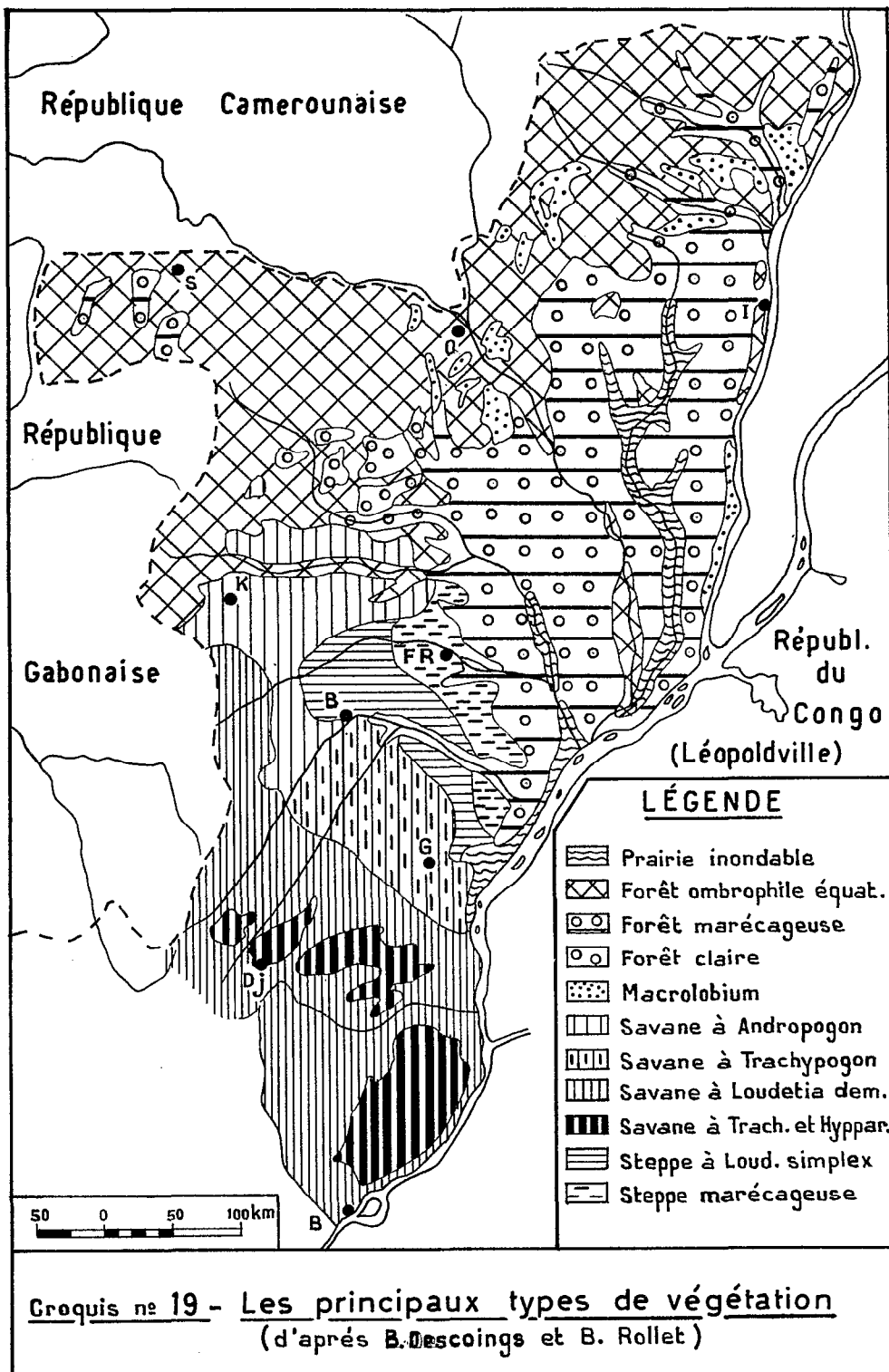
I - LA ZONE FORESTIERE

L'aire de la forêt s'étend à peu près sur 12.500.000 ha. Elle est beaucoup moins bien connue que la zone des savanes, parce que peu habitée et assez difficilement pénétrable ; en outre, son éloignement de la côte l'a fait négliger pendant longtemps. Seules, quelques portions situées au bord des grands cours d'eau (Oubangui, Sangha, Ngoko) ont été l'objet de permis de coupe, et d'exploitation effective.

Cette masse forestière est loin de présenter un caractère homogène. Ce serait une erreur de lui appliquer le schéma classique de la «rain forest» : très grands arbres, dominant des strates successives de végétation, sous lesquelles règne une atmosphère humide et lourde. En fait, une première grande distinction est à faire, introduite par la topographie et l'hydrologie, entre forêt de terre ferme et forêt inondée. L'examen des photographies aériennes et l'étude au sol, permettent de découvrir d'autres types de végétation, que sont la forêt claire et la forêt à *macrolobium*.

A - LA FORET DE TERRE FERME

Elle s'étend largement sur les sols exondés en permanence. Elle domine donc de part et d'autre de la route Ketta-Souanké, jusqu'à la Ngoko au Nord ; au Sud, elle couvre encore les bassins supérieurs des deux Mambili (Occidentale et Orientale) et de la Lengoué, mais elle passe ensuite à une formation beaucoup plus claire. On la retrouve, traçant un vaste arc de cercle d'Ouessou à la moyenne Lobaye, c'est-à-dire sur les terrains précambriens qui forment la bordure de la Cuvette. Une partie des grands arbres de l'étage supérieur perd ses feuilles,



et notamment en juillet et février, lors du ralentissement des pluies dans cette région : les limbas (*Terminalia superba*), les ayous (*Triplochiton scleroxylon*), mais aussi *Sterculia* spp. *Pterocarpus soyauxii*, *Milletia laurentii*. Les sous-bois comprennent de nombreuses Annonacées et Euphorbiacées. Il est à remarquer que cette formation végétale est restée à peu près intacte ; les zones secondarisées et les peuplements de parasoliers n'occupent guère plus de 1% de la surface totale. Ils se localisent autour des centres habités - notamment Ouesso - et des routes qui ont, en ouvrant une tranchée d'une dizaine de mètres dans les arbres, permis aux essences de lumière de prendre momentanément une certaine extension (17).

B - LA FORET CLAIRE

La forêt claire se situe au Nord de la Mambili, où elle prend en écharpe la route Makoua-Ouesso. La ligne aérienne Brazzaville-Ouesso la survole pendant un long moment, et elle apparaît totalement différente de la forêt dense : un étage de grands arbres, assez espacés les uns des autres, domine une strate basse, d'aspect buissonnant.

On ne possède que fort peu de renseignements sur cette formation. Les grands arbres, aux très beaux fûts, appartiennent aux espèces courantes, répandues dans toute la région : limba, acajous, bois de fer (*Milletia laurentii*), krokodua, etc..., et le tapis végétal inférieur, dense, est composé surtout de Marantacées et de Zingibéracées. Les étages intermédiaires sont totalement absents « comme si le sous-bois normal de ces forêts avait été coupé ou incendié, et que le sol ait été alors envahi par les grandes monocotylédones herbacées » (18). D'après J. Reste, cet envahissement par le « chéré » (nom local donné à cette végétation) amènerait une destruction inéluctable de la forêt, les grands arbres disparaissant les uns après les autres, normalement, mais sans pouvoir être remplacés, car les jeunes plants sont étouffés. On a l'impression de se trouver devant une forme d'évolution de la forêt dense, d'où aurait disparu l'étage des arbres moyens dont le feuillage forme habituellement un couvert continu ; largement baigné de lumière, l'étage herbacé aurait alors pris un très fort développement.

Quelle cause initiale a pu déclencher un processus qui ne se produit pas ailleurs ? On songe naturellement à l'action des hommes ; mais le peuplement de la région est très faible : le long de la route, les villages, de petite taille, sont souvent à 15 ou 20 km l'un de l'autre ; ailleurs, il n'y a personne. On ne voit donc pas pourquoi les destructions causées par cette population à la végétation naturelle, seraient d'une ampleur telle qu'elles auraient provoqué le développement d'un type particulier de forêt sur 250.000 ha ! Dans l'hypothèse peu vraisemblable d'un peuplement ancien beaucoup plus dense, on se demande pourquoi une végétation normale n'aurait pas repeuplé les anciennes zones cultivées après leur abandon ? Faut-il alors invoquer la nature du sol ? Il est de fait que la forêt claire s'étend, pour une grande part, sur des terrains sableux ou argilo-sableux d'âge tertiaire. En l'absence d'un matériel cartographique suffisant (pas d'échelle plus grande que le 1/1.000.000e), il est impossible de raisonner plus avant. Tout au plus peut-on remarquer que cette curieuse formation est

(17) Sur les photographies prises avec plaques sensibles aux rayons infra-rouges, les peuplements de parasoliers apparaissent en blanc, et sont donc très faciles à repérer.

(18) AUBREVILLE A. - « Richesses et misère des forêts de l'Afrique Noire Française » - Paris, 1948, 1 vol. 250 p., cartes et croquis.

fragmentée en plusieurs massifs, entre lesquels se glisse soit la forêt dense, soit la forêt inondée, et que peut-être interviennent des conditions de circulation et de rétention d'eau dans des sols perméables. Mais ces conditions se retrouvent plus au Nord, lorsqu'on se rapproche d'Ouessou, où pourtant, la forêt claire n'existe pas.

Le passage à la forêt inondée s'opère par l'intermédiaire d'une formation particulière, constituée par des peuplements à peu près purs de *Macrolobium* (*Gilbertiodendron dewewrei*). Ces derniers, remarquables par leur couleur vert sombre, se localisent de part et d'autre des cours d'eau, sur les versants en pente très douce et presque constamment humides. Ils forment ainsi de véritables galeries, larges de plusieurs centaines de mètres, qui dessinent dans le paysage la carte du réseau hydrographique, et soulignent les larges entonnoirs évasés par lesquels les cours d'eau pénètrent dans la cuvette alluviale. L'étendue de cette formation, dans une zone où les talwegs sont proches les uns des autres, dépasse 700.000 ha.

C - LA FORET INONDEE

La forêt inondée occupe la quasi totalité du reste du pays. Elle règne aussi en maîtresse entre la Likouala-aux-Herbes, prolongée par son affluent de droite, la Baly, et le cours de l'Oubangui, si l'on excepte, comme il a été dit plus haut, les bourrelets de berges élevés et certains «plateaux» de faible étendue. On évalue sa superficie à près de 4 millions d'ha. Pendant plusieurs mois par an, cette forêt baigne dans une couche d'eau d'épaisseur variable, mais qui dépasse souvent 1,20 m près du lit mineur des rivières. Même lorsque l'eau s'est retirée, le sol reste spongieux. Son aspect le plus répandu est celui d'une forêt de grands arbres peu denses, à feuillage assez réduit. Dans les zones où le sol est à sec une partie de l'année, on peut circuler assez facilement, car le sous-bois est clair et les lianes peu nombreuses; les troncs sont droits, pourvus de contreforts à la base. Là où l'inondation est permanente, on trouve des essences à l'allure de palétuviers, dont les troncs semblent portés à plusieurs mètres de hauteur, par une couronne de racines enchevêtrées qui s'étalent autour de lui, et l'ancrent solidement dans l'eau et la vase, sur 20 ou 30 m² de superficie. Les petits cours d'eau sont fréquemment envahis par des palmiers-raphias, de taille réduite, dont la touffe de grandes palmes semble jaillir de l'eau; en vastes peuplements, ceux-ci envahissent également les bords de certaines grandes rivières : Ibenga, Motaba, Tanga.

Sur les rives de l'Oubangui comme sur celles de la Sangha, les domaines de l'eau et de la forêt s'interpénètrent. Les grands arbres tendus de draperies vertes qui tombent en cascades jusqu'à leurs pieds, forment une barrière végétale presque continue (*Irvingia smithii*, *Uapaca heudelotii*, *Guibourtia demeusei*, *Manilkara lacera*...). Au premier rang, nombreux sont les troncs et les grosses branches qui s'inclinent profondément vers l'extérieur; pendant les crues, les flots les recouvrent et laissent sur eux leurs dépôts boueux. Déracinés par les eaux, ils creusent une trouée dans le front de la forêt, mais les lianes et les essences du sous-bois ont vite fait d'obstruer la brèche. Partout pourrissent des troncs à-demi immergés qui se sont abattus là, ou qui ont dérivé au gré des courants, snags dangereux pour les bateaux.

II - SAVANES ET STEPPES DES REGIONS CENTRALES ET MERIDIONALES

Le passage des formations forestières aux formations herbeuses est assez progressif. On le remarque en particulier au Nord de Makoua, près de la rivière Mambili. Quittant soudain

la forêt, la piste débouche dans une clairière occupée par la savane arbustive, traverse une large galerie, retrouve d'autres clairières. Vues d'avion, celles-ci apparaissent comme des trouées de plus en plus vastes dans le manteau forestier ; elles finissent par occuper la majeure partie du terrain. De Makoua à Brazzaville, de la frontière gabonaise au Congo, c'est alors l'herbe et l'arbuste qui dominent à peu près sans exception. Cependant, il convient de souligner que l'arbre est rarement absent du paysage, sous la forme soit de bosquets plus ou moins étendus, soit de galeries accompagnant les cours d'eau. La répartition varie beaucoup d'un point à un autre : il lui arrive d'être en faveur de l'arbre, notamment dans la boucle de l'Alima, entre le cours de la rivière, Boundji, Abala et la route Gamboma-Fort-Rousset. C'est aussi le cas de la haute-Likouala, à l'Ouest du 15° méridien ; mais ce ne sont là que des exceptions, d'étendue malgré tout limitée.

A - SAVANES ARBUSTIVES, SAVANES NUES, STEPPES

La grande uniformité du paysage ne doit pas dissimuler les caractères particuliers qui introduisent certaines nuances d'une région à l'autre. L'étude botanique permet de distinguer des types d'associations végétales, qu'il est possible de relier aux formes du relief, à la nature du terrain, ou aux variantes du climat.

Ce sont les savanes arbustives qui occupent les plus vastes étendues ; elles couvrent à la fois les plateaux Batéké et les régions de collines qui l'entourent. Elles sont constituées par un étage herbacé où l'espèce dominante varie d'une région à l'autre ; sur les plateaux (de Mbé, de Nsah, de Djambala, de Lékana), il s'agit d'*Hypparhenia diplandra* et *Trachypogon thollonii* ; sur les bordures et jusqu'aux abords de Brazzaville c'est *Loudétia demeusei* qui est l'espèce la plus répandue. Quoi qu'il en soit, les touffes, dont la hauteur dépasse rarement 1,20 m, sont loin de couvrir toute la surface du sol ; sur les pentes, même peu accentuées, chacune d'elles semble portée par une petite motte que l'érosion a épargnée ; la strate arbustive est constituée surtout par *Hymenocardia acida*, au tronc tourmenté et rougeâtre, *Annona arenaria*, *Bridelia ferruginea*. La hauteur et la densité des arbustes est extrêmement variable ; tantôt ils atteignent 3 et 4 m et la savane, régulièrement complantée, ressemble à un immense verger ; tantôt il ne s'agit que de buissons, ne dépassant pas 1,50 m. Il arrive enfin que cette strate disparaisse complètement. Ce dernier aspect a été déjà observé par A. AUBREVILLE en 1945-1946. Ainsi écrit-il : «Au Nord de la Léfini, le plateau Batéké, vers 700-750 m d'altitude, devient absolument nu sur des dizaines de km (...). C'est un spectacle étrange et inattendu, sous 2 à 3° de latitude Sud, si près de l'Equateur, dans une région où les précipitations atmosphériques sont si abondantes, que celui de vastes plateaux et de collines couverts jusqu'à l'horizon de belles prairies verdoyantes (fin Octobre), sans un arbre, sans un arbuste». Ce «spectacle étrange», on le retrouve en bien d'autres endroits : dans le Sud-Ouest du plateau de Mbé (piste de Boulankio), le long de la piste Djambala-Okoyo, dans la descente vers la Mpama, où la savane est criblée de termitières-champignons ; entre Ngo et Gamboma, entre Gamboma et Okoyo, etc...

Le passage de la savane arbustive à la savane nue se fait brusquement, sans que rien, semble-t-il ne différencie extérieurement les sols, de part ou d'autre de la limite. Il faudrait procéder à des analyses pédologiques nombreuses, examiner des coupes de terrain, pour émettre une hypothèse vraisemblable : la rétention d'eau, le lessivage des horizons supérieurs, jouent certainement un rôle important.

A une quarantaine de kilomètres d'Ewo, *Trachypogon thollonii* cède la prépondérance à *Andropogon schirensis*, qu'accompagnent *Sétaria sp.*, *Digitaria uniglumis*. Aimant davantage l'humidité, celles-ci profitent d'un climat où les précipitations ne sont pas plus abondantes, mais mieux réparties (saison sèche moins accentuée et plus courte). Les lambeaux forestiers prennent de l'importance, et les pistes carrossables les traversent parfois pendant plusieurs kilomètres. Les forêts-galeries s'élargissent, atteignant 500 mètres à un kilomètre de large de part et d'autre du talweg. Leur sous-bois est à Commelinacées et Zingibéracées.

Cette zone de savanes généralement arbustives dessine une sorte de vaste arc de cercle, qui enveloppe les plaines moyennes et inférieures du Kouyou et de l'Alima. Celles-ci sont inégalement partagées entre les formations herbeuses et la végétation forestière; les premières dominent largement au Nord-Ouest; la répartition est plus équilibrée au Sud-Est. Cependant, les botanistes ne parlent plus ici de savanes, mais de steppes nues et basses (19); les arbustes disparaissent, sauf sur certains points hauts, et le long des galeries et bosquets où poussent également quelques grandes graminées (*Hyparrhenia*, *Andropogon*); cette pauvreté du paysage végétal doit être attribuée à la nature des sols qui, sans être marécageux - sauf en certains points bas - «sont soumis fréquemment à une hydromorphie de profondeur et parfois même de surface. Ils sont de toute façon pauvres, très lessivés, presque blancs» (20).

Ces caractères s'accroissent encore plus en aval. La basse plaine du Kouyou toute entière, celle de ses affluents de droite comme la Vouma, sont entièrement constituées de sols d'une extrême pauvreté, forts lessivés, constamment gorgés d'eau. Les marécages occupent ici une étendue considérable, et le terrain reste spongieux pendant toute la saison sèche : entre Obouya et Fort-Rousset, la route est située pendant 50 km sur un remblai qui ne s'accroche à quelques îlots de terre ferme qu'en deux ou trois points. Le tapis végétal est court et très clair, et présente deux aspects : la steppe lousséké, à *Loudetia simplex*, sur les parties les moins basses, et la steppe marécageuse qui «se caractérise surtout par un sol noir, tourbeux, creusé d'innombrables rigoles et de trous généralement assez profonds, y rendant toute progression très difficile. Sauf une grande Cypéracée, cette steppe ne dépasse guère 30 à 50 cm de haut». (21).

(19) L'emploi des termes de «savane» et «steppe», pour désigner certaines formations herbacées, avait fait l'objet d'un accord entre les spécialistes, au cours d'une réunion tenue à Yangambi, en Juillet-Août 1956 (cf. TROCHAIN J.L. Accord interafricain sur la définition des types de végétation de l'Afrique Tropicale - Bulletin de l'I.E.C., Nouvelle série, Brazzaville, 1957, N° 13-14, p. 55-93, 14 fig. Bibliographie). La hauteur des graminées (plus ou moins de 80 cm), le caractère ouvert ou fermé de la formation, servaient à séparer les deux types. Mais ces notions de taille et de continuité paraissent aujourd'hui insuffisantes : en certains cas, les grandes touffes d'herbe laissent apercevoir entre elles le sol nu; par contre, dans certaines formations basses et discontinues, il arrive que des plantes annuelles couvrent la quasi totalité du sol. Des travaux sont actuellement en cours à la section de botanique de l'I.R.S.C. à Brazzaville, pour essayer de dégager des éléments plus sûrs de classification (densité des plantes caractéristiques, par exemple, selon leur taille et leur nature).

(20) DESCOINGS B. - Les possibilités pastorales de la Cuvette congolaise I.E.C., Brazzaville, 1961, 22 p. ronéo, 1 carte.

(21) DESCOINGS B. - Les possibilités pastorales ... p. 4.

B - DEBOISEMENT ET SAVANISATION

Tels sont les grands aspects de la végétation du Congo septentrional. On ne peut pas cependant ne pas poser la question de l'origine des savanes et des steppes. On est frappé par le fait que partout, même sur les sols les plus ingrats, sur les sables secs des plateaux comme dans les marécages du bas-Kouyou, la forêt subsiste en lambeaux plus ou moins étendus. Un voyage aérien Ouesso-Brazzaville permet d'observer toute la gamme des formes : massifs étendus apparemment intacts, ou à peine écorchés par de petites clairières, au Nord-Est de Makoua ; larges galeries débordant des vallées, remontant jusqu'aux têtes de sources et passant d'un bassin à l'autre sans solution de continuité ; ou au contraire, galeries filiformes à l'aspect dentriques, souvent fragmentées en petites sections qui dessinent dans la savane comme une ligne sinueuse de tirets ; bosquets réduits en étendue, arrondis, mouchetant les plateaux de leurs taches sombres.

Les facteurs édaphiques jouent-ils un rôle important ? Dans l'ensemble de la région, les précipitations ne tombent nulle part au-dessous de 1.500 mm par an, et dépassent en certains points hauts, 2.000 mm. Cette hauteur d'eau suffit à la croissance et à l'entretien de la forêt, et celle-ci gagne du terrain chaque fois que les seuls facteurs naturels entrent en jeu. C'est la vitesse d'expansion qui varie avec la nature du sol, et surtout la capacité de rétention dont il fait preuve. Ainsi, pendant la saison sèche, les sables tertiaires des formations Batéké ne contiennent plus de réserves d'eau qui soient accessibles aux racines, même très développées ; au contraire, dans les alluvions argilo-sableuses de la Cuvette congolaise, la nappe phréatique n'est jamais éloignée du sol, même après une longue période sans pluie, et les conditions générales sont ainsi plus favorables aux jeunes arbustes.

Cet indiscutable dynamisme des formations boisées, amène donc à penser que l'extension actuelle des savanes n'est pas un phénomène naturel. Il a fallu que l'homme intervienne et bouleverse l'équilibre établi en défrichant pour mettre en culture, et en allumant des feux de brousse périodiques. La reconquête par les arbres d'une plantation vivrière abandonnée est rapide, et celle-ci ne se distingue plus, sur une photographie aérienne, que par l'absence des très grands arbres pendant les années qui suivent. Mais il faut pour cela que l'incendie ne puisse pas y pénétrer pour anéantir les jeunes plants. La puissance de destruction des feux de brousse est énorme, et d'autant plus qu'ils peuvent se développer sur de vastes étendues : ce sont des murs de flammes qui progressent sur plusieurs kilomètres de front à travers la savane, laissant parfois derrière eux flamber les palmiers ... Le feu vient battre la lisière de la forêt et s'éteint, non sans avoir brûlé les arbustes de la ligne extérieure, mais celle-ci fait souvent illusion : l'habitude, courante en pays Batéké, de défricher l'intérieur des bosquets (où le sol est plus riche en humus) ne laisse qu'une couronne de grands arbres. Qu'une brèche existe - par exemple le long d'une piste d'accès - ou seulement qu'un brandon soit poussé par le vent, et l'incendie reprend à l'intérieur. Saison après saison, il finira par triompher totalement. Chaque année disparaissent ainsi des îlots, qui avaient jusqu'ici résisté.

On pourrait objecter que le peuplement est, en maints endroits, très clairsemé, et que les défrichements nouveaux sont ainsi limités en étendue. Cela est vrai ; mais il ne faut pas oublier que la plantation de manioc doit être renouvelée au moins tous les trois ans, et que, pour assurer la pérennité de la production, c'est chaque année qu'il faut mettre en culture de nouvelles surfaces. La dispersion de l'habitat en petites unités, villages de taille réduite ou simples hameaux, a pour effet de multiplier les points d'attaque, et ceci d'autant plus

qu'en règle générale, chaque famille établit ses champs à l'emplacement de son choix. Ainsi, les grosses masses boisées se trouvent assez rapidement fragmentées en parcelles plus petites; le phénomène est particulièrement net au Nord de Gamboma et dans toute la région d'Etoro, où plus un bois ne paraît intact. La savanisation, qui se développe d'abord autour des villages, généralement situés sur les hauteurs, gagne les zones plus éloignées et plus basses. La forêt se réduit alors aux fonds de vallées, que leur encaissement relatif, et l'humidité permanente, protègent plus longtemps des feux de saison sèche

L'incendie systématique des savanes, auquel se livre la population, n'a guère de justification. Il s'explique pourtant dans le cas des chasses au feu que pratiquent les Batéké mais G. SAUTTER a dit combien elles s'avéraient décevantes, et la chasse à la sagaie ou au piège aurait un rendement au moins équivalent (22). On invoque parfois la destruction des animaux nuisibles; s'agit-il des petits rongeurs ? L'abri de leur nid souterrain suffit à les protéger; des insectes ? Moustiques et glossines, les plus dangereux, ne prolifèrent que dans les galeries forestières, justement épargnées par les flammes ! Il ne s'agit pas davantage de provoquer la repousse d'une herbe verte pour le bétail, puisque l'élevage est inexistant. En réalité, la plupart des feux de brousse sont allumés sans raison particulière, souvent par les enfants, en manière de jeu, mais aussi par les adultes, au hasard de leur passage sur une route ou sur une piste (23). C'est ainsi que des dizaines de milliers de km carrés flambent chaque année entre juin et septembre, et que s'amenuise un peu plus le capital forestier. Mais pour que cessent ces pratiques, il faudrait que les hommes prennent conscience des destructions qui en résultent à longue échéance, ou qu'il en subissent davantage les inconvénients. La contre-épreuve en est donnée par les habitants du plateau Koukouya; sur un domaine d'étendue restreinte, où la densité du peuplement est exceptionnellement élevée (jusqu'à 36 h/km pour certains cantons!) où la disponibilité en terres cultivables, et plus encore en bosquets à défricher est très faible, les feux de brousse sont rares, et semble-t-il, toujours soigneusement contrôlés.

Le déboisement a pris aussi une forme aigüe, pendant la première moitié du XX^e siècle, dans toute la zone riveraine du Congo et de l'Oubangui. Il s'agissait alors de fournir aux bateaux le combustible nécessaire à leur fonctionnement, puisqu'ils étaient «à chauffe au bois». On vit donc s'installer, tout le long des cours d'eau parcourus, de nombreux postes à bois dépendant directement des compagnies intéressées, ou organisés par des particuliers. Dans chacun d'eux, des coupeurs entretenaient le stock, qui s'écoulait avec rapidité; lorsque plusieurs navires se suivaient, il n'était pas rare que les derniers dussent attendre. Aussi bien, nombreux étaient ceux qui embarquaient leur propre équipe chargée de descendre à terre, chaque fois que nécessaire, pour «faire du bois».

Certains bateaux étaient de véritables gouffres : le «Fondère» consommait 12 stères à l'heure, soit plus de 3.000 stères pour un voyage aller et retour entre Brazzaville et Bangui

(22) SAUTTER Gilles - Le plateau congolais de Mbé - Cahiers d'Etudes Africaines, 1960, n° 2, p. 5-48 et 1 carte (p. 26-30).

(23) Nous avons été, au cours d'une tournée, témoin oculaire de la scène suivante : un homme circulant à pied, qui avait fait une torche d'herbe, mettait systématiquement le feu aux bas-côtés. Il n'a pu nous donner aucune explication valable de son geste. Nous croyons qu'en bien des cas il faut invoquer une certaine pyromanie, plus ou moins inconsciente.

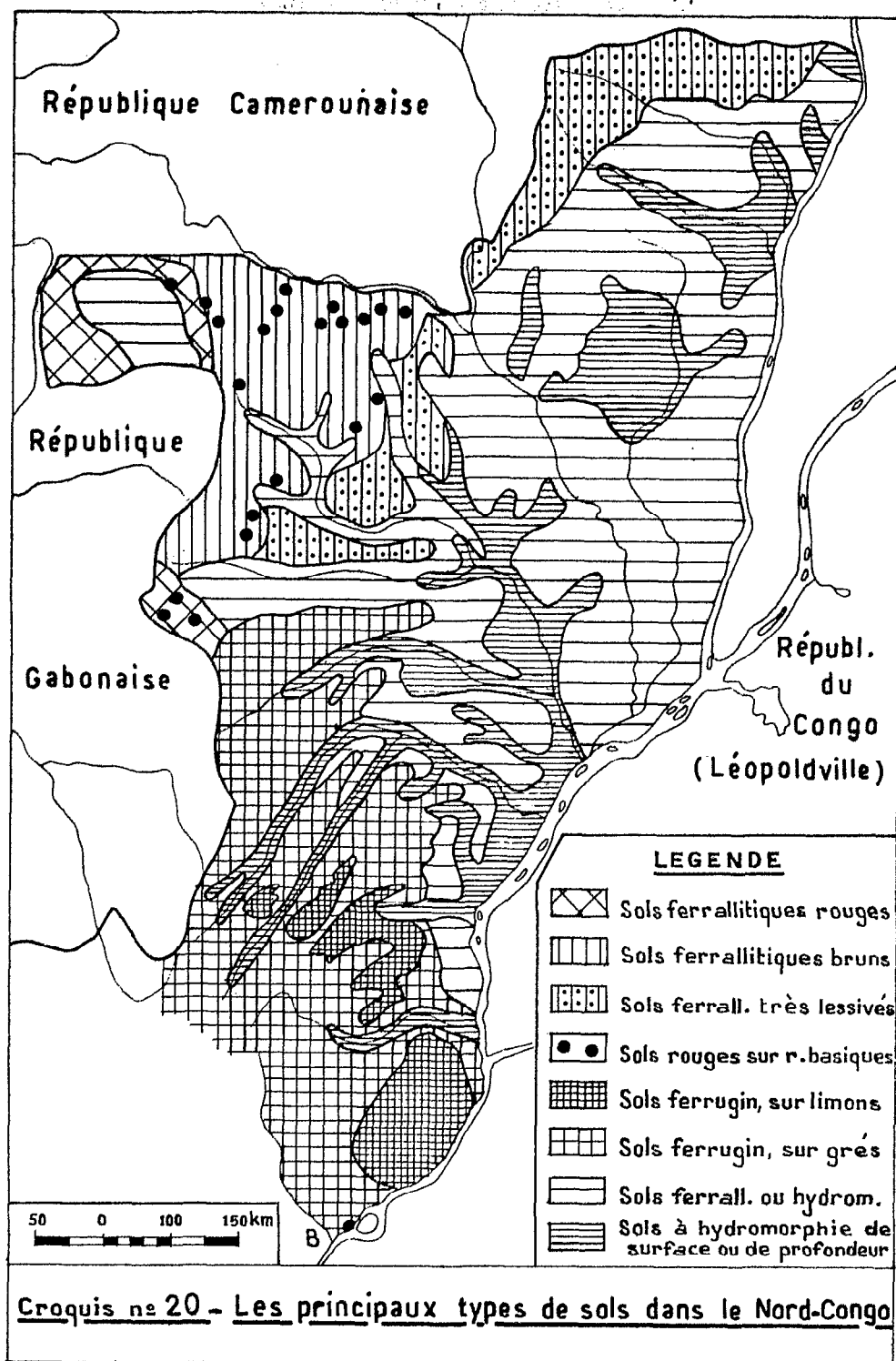
(270 à 280 heures de marche). D'autres, plus petits, étaient moins exigeants : le «W. Guinet» : 9 stères/heure, le «Bolomo» : 6 stères/heure, le «Mr Augouard» : 4 stères/heure ; mais par contre, ils mettaient plus longtemps. Leur ravitaillement était assuré par une soixantaine de postes, échelonnés sur les deux rives du Congo et de l'Oubangui, à une trentaine de kilomètres l'un de l'autre, en moyenne. Il y en avait par exemple 7 dans le «Couloir» entre le Stanley-Pool et le kilomètre 170 : Maloukou CGTA, Maloukou Tréchet, Longoli, Maïdombé, Kounzoulou... etc. Il y en avait une dizaine sur la Sangha, moins fréquentée. Mesurer l'ampleur des dégâts causés à la couverture forestière n'est possible qu'approximativement. Si l'on admet qu'entre 1930 et 1950, époque de plus grande activité fluviale, et après laquelle la diésélisation a progressé rapidement, 15 à 20 bateaux de toutes nationalités circulaient mensuellement en consommant chacun une moyenne de 8 stères à l'heure, c'est près de 350.000 stères de bois qu'il était nécessaire de couper chaque année ! En 1951 encore, les 13 postes situés sur le district de Dongou ont vendu 60.000 stères à eux seuls. Dans toute la zone forestière de la Likouala, cet abatage fut sans doute de peu de conséquence : disparition de certaines îles peut-être, après coupe à blanc de la forêt : il n'en fut certainement pas de même dans le «Couloir» où la demande était plus forte qu'ailleurs ; doit-on dès lors s'étonner de ce que la savane ait pris, sur les versants, une telle extension (24). La chauffe au bois aujourd'hui, a presque entièrement disparu ; cependant, on vend encore du bois pour les bateaux, notamment à Djoundou et Liranga. Ce n'est plus qu'une activité très secondaire (25).

L'homme est pourtant à l'origine d'un certain reboisement, A. AUBREVILLE en a observé et décrit le mécanisme dans la région d'Okoyo-Ewo : «Les Batéké de cette région ne cultivent, et ne construisent leurs villages qu'en savane (...) Pour construire cases et clôtures, ils utilisent des perches de *Milletia laurentii*, le bois de fer aux grappes mauves si décoratives, ainsi que des piquets de divers *Ficus*. Les bois se bouturent très facilement, les perches s'enracinent ; c'est ainsi que les bois de fer et les *Ficus* sont les pionniers du reboisement du village. Autour des cases, les palmiers à huile s'installent spontanément» (26). En réalité, Batéké, Bangangoulou, Koukouya, Mbochi, entourent leurs villages d'une ceinture d'arbres fruitiers, auxquels se mêlent rapidement des *Elaeis*, dont l'huile est un élément essentiel de leur alimentation. Tous les déchets de la vie quotidienne y sont rejetés, et enrichissent le sol. Il se développe ainsi un fourré épais qui, lorsque le village s'est déplacé, protège la zone centrale des incendies de savane, et assure le développement d'un bosquet que sa forme et sa composition floristique permettent de distinguer sans peine des autres bosquets non-anthropiques. De tels emplacements, sont, on le devine, très recherchés pour les cultures vivrières. En pays Koukouya, ils constituent un élément essentiel du domaine agricole, et leur exploitation est l'objet de précautions particulières. Mais partout ailleurs, le rôle qu'ils jouent amène leur disparition progressive ; il est donc nécessaire que l'habitat ne soit pas encore fixé, pour que leur surface, d'ailleurs restreinte, se maintienne. Il faut bien dire que ce n'est pas le sens de l'évolution actuelle.

(24) Les bateaux partaient de Brazzaville avec peu de bois, parce qu'il y était rare, et par conséquent cher. Il leur fallait donc se ravitailler rapidement. De plus, la violence du courant exigeait le maximum de puissance, donc de consommation.

(25) La plupart des bateaux «chauffant» encore au bois appartiennent à l'Office des Transports au Congo (OTRACO), organisme du Congo-Léopoldville.

(26) A. AUBREVILLE - Richesse et misère ... p. 42.



III - LES DONNEES PEDOLOGIQUES

Les sols du territoire congolais ont fait l'objet, depuis une quinzaine d'années, d'études systématiques et continues de la part des pédologues de l'ORSTOM. Outre de nombreux croquis régionaux, ceux-ci ont pu dresser une carte des sols pour l'ensemble du pays. Nous voudrions, sans entrer dans les détails qui sont du ressort des spécialistes, indiquer ici quelles sont les principales catégories de sols rencontrées dans le Nord-Congo, et quelle est leur répartition (croquis n° 20).

A - L'EVOLUTION DES SOLS

Les facteurs de la pédogénèse ont été en quelque sorte exposés dans les chapitres précédents. Rappelons simplement que l'évolution superficielle des terrains est conditionnée surtout par la nature de la roche mère, les données climatiques (température et précipitations en particulier) la couverture végétale. Un élément important aussi est le temps pendant lequel les différents facteurs se sont exercés. Or, nous avons ici des matériaux originels, argileux localement dans les plaines alluviales, à prépondérance sableuse ailleurs; les pluies sont partout abondantes, et facilitent le lessivage; la chaleur constante favorise aussi bien les réactions chimiques que l'action biologique; un drainage insuffisant, sur de grandes étendues, provoque l'engorgement temporaire ou permanent des horizons supérieurs; enfin, la savane, dont l'apport en matières organiques est faible, couvre toute la partie méridionale. Il faut noter aussi qu'en bien des cas, la surface du sol, par suite d'une très ancienne exondation, subit l'action météorique depuis fort longtemps; lorsqu'il s'agit, comme entre Ouesso, Makoua et Souanké, d'une ancienne surface d'érosion, l'évolution est particulièrement poussée. Enfin, les alluvions sont elles-mêmes peu riches, qui ont été formées à partir de matériaux déjà évolués.

Le processus le plus généralement répandu est la ferrallitisation «qui aboutit à la dégradation plus ou moins poussée du complexe minéral argileux, avec libération et accumulation d'oxydes et d'hydroxydes métalliques (fer, aluminium, manganèse), et élimination d'une partie de la silice et des bases (...); il en résulte un appauvrissement considérable et irréversible» (27). Ce processus a affecté les terrains les plus anciennement exondés, et il marque aujourd'hui de son empreinte les sols qui en dérivent; ailleurs, il se poursuit de nos jours. Cependant, des conditions locales favorisent une évolution un peu différente. C'est le cas en milieu forestier, sur matériaux sableux pauvres en base, où l'abondance de matières organiques à pH acide en surface est à l'origine de phénomènes bio-chimiques complexes : argiles, fer, bases de fer et parfois d'argile en profondeur sont mobilisés et entraînés par un lessivage. On observe un horizon d'accumulation (principalement de matières organiques) tandis que les horizons superficiels deviennent très pauvres; il y a tendance à la podzolisation. Si celle-ci va rarement jusqu'à son terme, (podzols *stricto sensu*) dans le Nord-Congo, on trouve cependant des sols qui évoluent dans ce sens, et où certaines plantes souffrent de carences diverses.

(27) BRUGIÈRE J-M - Etude pédologique de la Cuvette Congolaise - Rapport provisoire I.R.S.C., Brazzaville, 1960, 103 p. ronéo (p.31).

Le terme de «ferrallitisation», plus précis que celui de latéritisation, et d'un emploi récent, désigne une évolution qui aboutit à l'individualisation du fer et de l'alumine.

Le caractère plus sévère de la saison sèche et sa durée dans les pays Batéké provoquent une évolution d'un autre type, la ferruginisation. Les oxydes et hydroxydes de fer, entraînés pendant les mois humides, et d'autant plus qu'il s'agit de roches très perméables, sont « pectisés » pendant la période de sécheresse (il n'y a pas de couverture forestière qui ralentirait l'évaporation, mais une savane). Cela ne va cependant pas jusqu'à la formation de cuirasses, sinon très localisées au bas de certaines pentes. Enfin, l'hydromorphie est généralisée dans la plus grande partie de la Cuvette, ainsi que dans les vallées marécageuses de la périphérie. La couverture végétale est ici de peu d'importance. Le phénomène essentiel est la présence quasi-permanente d'une grande quantité d'eau : nappe plus ou moins profonde, mais remontant vers la surface en période de crue, ou bien inondation de quelques semaines à quelques mois. Les matières organiques, mal décomposées, s'accumulent, développent un milieu acide où les éléments organiques et minéraux sont dissous, ou fer et manganèse sont réduits, solubilisés, et entraînés vers certains horizons, ou évacués. Les rivières qui sont issues de régions à sols hydromorphes très caractérisés se reconnaissent à leurs eaux sombres, couleur café ; tel est le cas de la Tanga, de l'Ibenga, de la Motaba, du Molokou, qui se jette dans la Likouala en aval de Kounda (ce dernier cours d'eau a même été pour cela appelé Styx, par un voyageur féru de mythologie).

Ainsi, une classification schématique peut être introduite, qui séparerait deux grandes catégories ; les sols à sesquioxides individualisés mais bien composés, où se distinguent sols ferrugineux tropicaux et sols ferrallitiques, dans chacun desquels s'introduisent maintes nuances, fonction de la roche mère, du relief, de la végétation, et qui sont tous plus ou moins lessivés ; les sols hydromorphes, dont l'aspect varie avec le degré et la durée de l'engorgement, qui se fait à diverses profondeurs. Ceux-ci se rencontrent sur les dépôts alluviaux anciens et récents du quaternaire, remontant en couloirs le long des cours d'eau, loin à l'intérieur des autres formations ; on les retrouve aussi sur le socle (haut bassin de l'Ivindo, à l'Ouest de Souanké) ; les premiers occupent évidemment le reste du pays, dessinant un vaste croissant, du NNE à l'Est et au Sud.

B - TYPES DE SOLS ET VOCATIONS AGRICOLES

Les sols ferrallitiques typiques se rencontrent essentiellement sur les terrains schisto-gréseux du Précambrien. De couleur sombre - gris, gris noir, brun foncé - ils présentent un horizon superficiel humifère de 8 à 10 cm, avec une grande densité de racines. Les horizons inférieurs de texture finement sablo-argileuse, sont caractérisés par une accumulation de fer et d'argile. Leur réserve minérale est faible, de nombreuses carences se manifestent (chaux, magnésium). Leur pH voisin de 4, en fait des sols nettement acides. Lorsque la roche-mère est schisteuse, ils sont plus riches (bonne réserve minérale), mais leur structure profonde est compacte, ils s'engorgent vite, et sont difficiles à travailler.

Nous avons vu cependant que toute cette zone est traversée par des pointements intrusifs de roches amphibolitiques ou doléritiques. Ceux-ci forment des taches plus ou moins étendues, qui se reconnaissent vite à la couleur rouge et parfois violacée que prend la route lorsqu'elle les traverse. Leur décomposition donne en effet des sols profonds (jusqu'à 10 m en certains points !), homogènes, à forte teneur en argile. Leur structure assure cependant une porosité favorable. Leur potentiel agricole est bon, sans carences marquées, avec une teneur satisfaisante en matières organiques. Faut-il ajouter qu'ils constituent, par contraste, le terrain d'élection des cacaoyères de la région ? On admet qu'ils occupent une superficie de 20.000 ha.

En bordure de la Série de Sembé-Ouessou, les sols développés sur les formations tertiaires sont beaucoup plus lessivés. Très sableux (20 à 35% d'argile seulement), ils sont pauvres en bases échangeables. La carence en magnésium se traduit fréquemment chez le palmier par une maladie appelée boyomi.

Les sols ferrugineux se sont développés sur les grès polymorphes et les limons sableux des pays Batéké. Ils sont caractérisés « par l'abondance des sables quartzeux (65 à 100%), la pauvreté en bases totales, une fraction argileuse formée de kaolinite et d'hydroxydes d'alumine et de fer. Ils sont très évolués et formés à partir de matériaux très pauvres » (28). Les pédologues ont cependant été amenés à séparer les sols de plateaux (sur limons) des sols de collines (sur grès), tandis que la nature herbacée ou arborée de la végétation introduisait une seconde distinction. Sur les plateaux, nous savons que les boqueteaux ont une double origine : les uns sont des fragments de forêts, épargnés par le défrichement et les feux ; les seconds sont nés sur d'anciens emplacements de villages. Dans le premier cas se forment des sols gris en surface, bruns en profondeur, avec une très forte teneur en matières organiques ; mais celles-ci se décomposent mal, ce qui « détermine un lessivage de l'argile et du fer s'accumulant en profondeur » et parfois « une dégradation du complexe absorbant marquant un début de podzolisation » (29). Dans le second cas (boqueteaux anthropiques), ils sont brun foncé sur plus de 60 cm d'épaisseur, puis jaunes et les racines les pénètrent profondément. Si l'accumulation humifère est du même ordre que précédemment (9-11 %), cette matière organique se décompose beaucoup mieux ; aussi bien le pH superficiel est-il plus élevé (jusqu'à 5). On note surtout un taux supérieur de bases échangeables, qui donne une fertilité jamais atteinte ailleurs (30). Ceci explique pourquoi ces sols sont particulièrement recherchés par les habitants pour y faire de préférence leurs cultures riches : tabac, café, légumes. Cependant, cette utilisation intensive ne va pas sans inconvénients, car un retour trop fréquent sur les mêmes parcelles entraîne un épuisement relatif ; celui-ci se traduit par une baisse de pH au-dessous de 4, une diminution du taux de bases échangeables et une dégradation de la structure.

Les sols de savane des plateaux sont finement sablo-argileux. L'horizon supérieur, sur près de 20 cm, apparaît noirâtre, brûlé, la structure en est peu stable et se dégrade vite lorsqu'intervient un travail mécanique du sol ; les horizons inférieurs sont ocre jaune ou jaune clair au bas des pentes. La réserve minérale est faible et la capacité d'échange peu élevée. La situation n'est cependant pas identique dans le fond des dépressions qui parsèment les plateaux. Il se produit une accumulation de composés organiques, qui migrent le long des pentes périphériques et cimentent les grains de sable, formant un véritable alios, dur et imperméable. Une mare temporaire ou permanente s'établit, ou tout au moins un engorgement pendant la saison des pluies, et l'on se trouve alors devant un sol hydromorphe, caractéristique des « loussékés ».

(28) BRUGIERE J-M - Etude pédologique ... p. 51.

(29) BOCQUIER G - Reconnaissance pédologique de la région de l'Alima-Léfini. Rapport ronéoté - IEC Brazzaville, Juillet 1958 (p. 24).

(30) Le taux de bases échangeables se mesure en milléquivalents (en abrégé : meq). On a trouvé ici des taux de 15 meq/100 g, alors qu'ils ne dépassent guère 0,5 meq/100 g sur les schisto-gréseux du Précambrien.

Le relief de hautes ou basses collines occupe cependant plus de place que les plateaux. Il s'est développé sur les grès polymorphes. La végétation est une savane basse à caractère steppique, sauf au Nord de la Nkénî, où la forêt prend davantage d'importance (boucle de l'Alima, Nord d'Ewo). Le matériau est de sable presque exclusivement, plus fin dans les étages inférieurs, toujours extrêmement perméable. Son agrégation n'est assurée que par le fer qui migre sans peine, et vient s'accumuler au pied des pentes. Qu'il s'agisse de la zone à réseau hydrographique indigent ou des régions mieux drainées, les caractères essentiels sont les mêmes : sols très lessivés, peu humifères, sauf exceptions localisées, de potentiel chimique très faible. Sous forêt, l'accumulation humifère est plus importante, et les matières organiques se décomposent assez bien.

Dans l'ensemble, par conséquent, les possibilités agricoles apparaissent réduites. Les indications données ici montrent le peu d'étendue des sols ayant des réserves minérales suffisantes, et des taux de bases échangeables satisfaisants. En fait, le manioc et l'arachide en culture traditionnelle sont presque les seules productions ; les essais de culture mécanisée (terre Nambouli, sur le plateau de Nsah ; Lagué sur le plateau Koukouya) ont été des échecs, parce qu'elle aboutit vite à une destruction du sol qui oblige à abandonner bientôt une terre épuisée. Seul, le plateau Koukouya présente une densité humaine exceptionnelle, mais liée à des techniques agricoles très améliorées (buttes écobuées, défrichage partiel de boqueteaux...), qui ont permis la culture du tabac et des légumes. Par contre, dans la région des basses collines (Abala, Gamboma) c'est le palmier à l'huile qui est le mieux adapté au milieu, bien que certaines déficiences soient susceptibles d'entraîner pour lui des maladies de carence. Certaines variétés peu exigeantes de café (*C. Nana*, par exemple) peuvent aussi être cultivées, au moins là où l'alimentation du sol en eau peut être convenablement assurée pendant la saison sèche. Le bilan, au total, est assez décevant.

Sous l'unité topographique de la Cuvette, se cache une assez grande variété de nature, parce que les régimes d'alluvionnement ont été différents d'une époque à l'autre, et que la nature des débris déposés change selon les lieux : plus grossiers en amont, plus fins en aval. Les alluvions anciennes se disposent en lambeaux sur le pourtour de la Cuvette, elles ont été creusées par l'érosion qui a déposé d'autres alluvions formant des basses terrasses, des bourrelets de rive, ou de vastes plaines d'inondation. Qu'ils dérivent de la série tertiaire ou du Précambrien, les sols sur alluvions anciennes présentent une structure sablo-argileuse (avec davantage de sables grossiers dans le second cas) et des matières organiques assez abondantes, mais argile et fer sont assez lessivés, et en certains points se forme un « horizon A2 » qui rappelle les podzols. Formés à partir d'éléments dont nous avons dit la pauvreté très générales, ils sont eux-mêmes peu riches : réserves et bases échangeables sont peu abondantes (taux la plupart du temps inférieur à 1 meq/100 g).

Partout ailleurs, on se trouve en présence de sols soit submergés pendant plusieurs mois (sinon toute l'année, et leur intérêt est alors nul), soit émergés même en hautes eaux (bourrelets de berge, « plateaux », en aval de Botouali). Les premiers ont un profil type qui comprend « un horizon humifère dont l'épaisseur variable entre 40 et 80 cm est en rapport direct avec la durée de la submersion ; il est toujours épais, très noir en surface, puis gris foncé argilo-sableux à argileux » (31). Il s'agit parfois d'une tourbe, très compacte. Les teneurs en bases échangeables sont moyennes, avec cependant une forte carence en calcium.

(31) BRUGIÈRE J-M - Etude pédologique de la Cuvette ... p. 60.

Les sols exondés en permanence n'occupent qu'une surface restreinte. Sur un lit de sables grossiers repose une couche d'argile riche en débris ferrugineux (démolition d'une ancienne cuirasse). Elle est surmontée par un horizon ocre foncé, meuble, lui-même recouvert par un autre horizon, grumeleux et brun. L'argile domine (50-60%), et les taux de matières organiques en surface sont de 2 à 3%. On retrouve la déficience en chaux (moins accentuée pourtant que ci-dessus), mais potasse et magnésium sont en suffisance. Les bourrelets de berge, étudiés en amont de l'Oubangui (région d'Impfondo) présentent un aspect assez proche; mais leur structure est plus compacte, et leur richesse chimique plus médiocre.

La vocation agricole de ces régions, compte tenu des indications fournies par la pédologie, semble bien être l'exploitation du palmier à huile. Il existe en très grandes quantités à l'état naturel, mais en peuplements assez dispersés, avec densité plus accentuée sur les anciens emplacements de villages. La culture de l'*Elaeis* en plantations de type industriel suppose une couverture du sol entre les troncs et l'apport d'engrais minéraux, pour pallier les insuffisances naturelles du terrain (en calcaire et en magnésium surtout). Le cacaoyer vient également, et il peut prospérer sur certains sols toujours exondés, lorsqu'une carapace ne se forme pas trop près de la surface; cela signifie, malheureusement, que les étendues utilisables sont assez restreintes. Elles conviendraient aussi au caféier. Enfin, certains sols alluviaux très argileux, ayant de fortes teneurs en matières organiques, et abondamment alimentés en eau, pourraient être aménagés en rizières inondables. Le bilan n'est donc pas décourageant, et l'on doit penser que la prospection est loin d'être terminée. De plus, les plantes s'adaptent souvent à des conditions suprenantes de médiocrité, obligeant les spécialistes à reculer les limites théoriques qu'ils avaient fixées. Ce sont peut-être encore les obstacles d'origine humaine qui sont les plus difficiles à lever.

Deuxième Partie

LES HOMMES

Dans le cadre physique dont nous venons de dessiner les principaux aspects, des hommes sont venus s'installer. Comment, et à quelle époque l'occupation du pays s'est-elle faite? D'où venaient ces peuples et comment se sont-ils partagés les territoires dont ils avaient besoin? Autant de questions auxquelles nous nous efforcerons de donner une réponse.

Cependant, avant même que la situation ne soit stabilisée, la pénétration coloniale amenait au contact l'une de l'autre deux sociétés totalement opposées dans leur nature, leur forme et leur but: l'une, individualiste, utilisant tous les moyens techniques et les perfectionnant sans cesse, et fondée sur la recherche du profit matériel, l'autre collectiviste, dont les outils étaient demeurés rudimentaires et qui s'efforçait d'assurer la survivance du groupe grâce à un ensemble de règles et de coutumes lentement élaborées. Le choc ne pouvait que bouleverser la moins évoluée des deux. Faisant éclater la cellule sociale, il provoquait des départs, des migrations, aboutissant à une répartition différente des hommes. Ainsi se sont élaborées une nouvelle géographie de l'habitat et de nouvelles structures démographiques, dont les caractères ont une influence considérable sur le développement futur du pays.

CHAPITRE IV

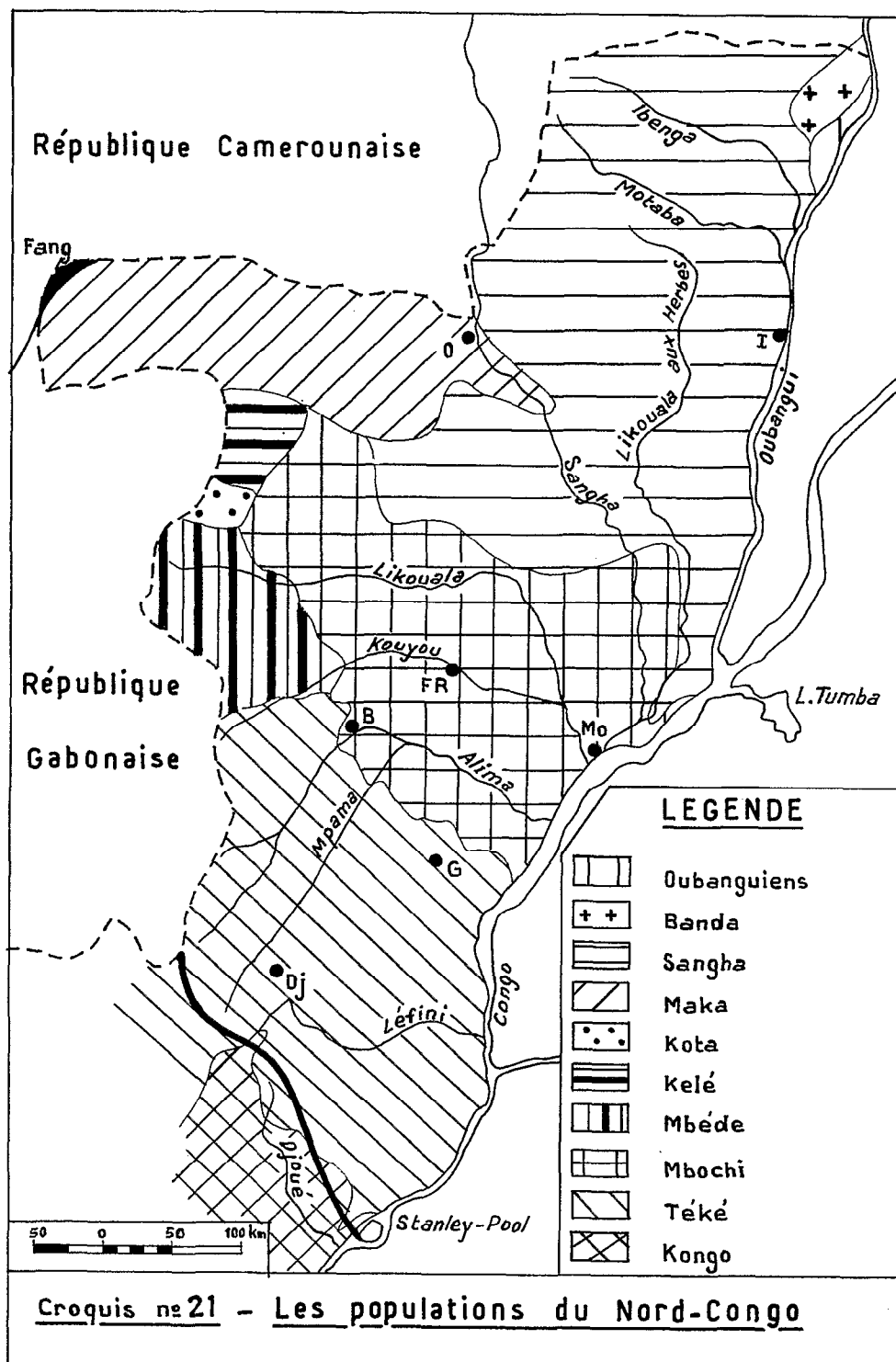
LES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

La répartition actuelle des 250.000 habitants du Nord-Congo, est le résultat de divers mouvements migratoires échelonnés sur plusieurs siècles. Bien que les connaissances précises fassent défaut, on sait à peu près d'où sont venus les groupes humains qui se sont installés ici. Mais cette mise en place n'était pas encore terminée, qu'un nouveau et puissant courant d'exode prenait naissance au sein du monde rural, et drainait vers les centres locaux et vers les villes en expansion rapide, des milliers de villageois.

I - LES MIGRATIONS COLLECTIVES

A - UN PASSE MAL CONNU

Une carte ethnique du Nord Congo, même à petite échelle, fait apparaître la multiplicité des «tribus» qui vivent les unes à côté des autres. Les frontières politiques actuelles, héritées de l'administration coloniale, sont très artificielles; elles suivent, soit la ligne de partage des eaux- c'est le cas à l'Ouest et au Nord entre divers bassins fluviaux: ceux du haut Ogooué et de l'Alima, ceux du Djouah et du Dja, de la Lobaye et de l'Ibenga -soit le talweg des cours d'eau eux-mêmes: Dja inférieur, Oubangui, Congo. Ce faisant, elles traversent des zones ethniquement homogènes, rejetant dans l'un ou l'autre Etat des gens appartenant aux mêmes tribus; ainsi des Djem, qui selon les lieux sont Camerounais, Gabonais ou Congolais; des Bakota: Gabonais ou Congolais; des Gbaka: Congolais ou Centrafricains ...etc. Les inconvénients de cette situation étaient faibles, à l'époque où l'Afrique Equatoriale Française était une fédération dotée d'une unité administrative. Ils sont plus gênants aujourd'hui, où le nationalisme des jeunes Etats se montre quelquefois ombrageux. Quoiqu'il en soit, la perméabilité des frontières est d'autant plus grande en certains points, que leur contrôle s'avère impossible; à travers la grande forêt ou les zones marécageuses, qui empêcheraient les hommes de passer d'un côté à l'autre d'une limite beaucoup plus fictive que réelle? Et surtout quand la solidarité et l'unité tribales sont encore ressenties plus nettement que l'appartenance à une nation.



Les travaux de recherche concernant la mise en place des populations au cours des siècles, ont abouti à plus de probabilités que de certitudes; faute de documents écrits, de monuments, l'historien ne peut se fier qu'aux vestiges archéologiques, aux données de l'ethnologie, et, plus près de nous, aux traditions orales, souvent sujettes à caution dès qu'elles se rapportent à des faits anciens. Les migrations sont mieux connues, qui se sont produites pendant les 400 dernières années, mais surtout dans les régions proches des côtes que fréquentaient commerçants et voyageurs européens. Les auteurs belges, qui ont particulièrement étudié cette question dans la Cuvette Centrale congolaise distinguent des vagues successives de «proto-Bantous» de «semi-Bantous» et de Bantous venant de l'Ouest et du Nord, tandis que beaucoup plus récemment (depuis le XVI^e siècle) des Soudanais et Nilotiques pénétraient sur les franges Nord et Nord Est (32). Il n'est pas possible de dissocier le Congo Septentrional dont nous nous occupons ici, de l'ensemble de l'Afrique Centrale, mais nous ne possédons aucune indication particulière concernant cette région. Il est probable que celle-ci a connu les mêmes migrations, pacifiques ou violentes, que le reste du pays, «fuites en avant» des tribus menacées par la guerre ou par la disette, à la recherche de nouveaux terrains de chasses ou de cultures. Par la conquête ou par lente infiltration, chacune d'elle a repoussé ou submergé les précédents occupants, non sans leur apporter et leur emprunter tel ou tel trait de civilisation: d'où un brassage généralisé, où il est quelque peu vain de vouloir reconnaître la part respective de chacun.

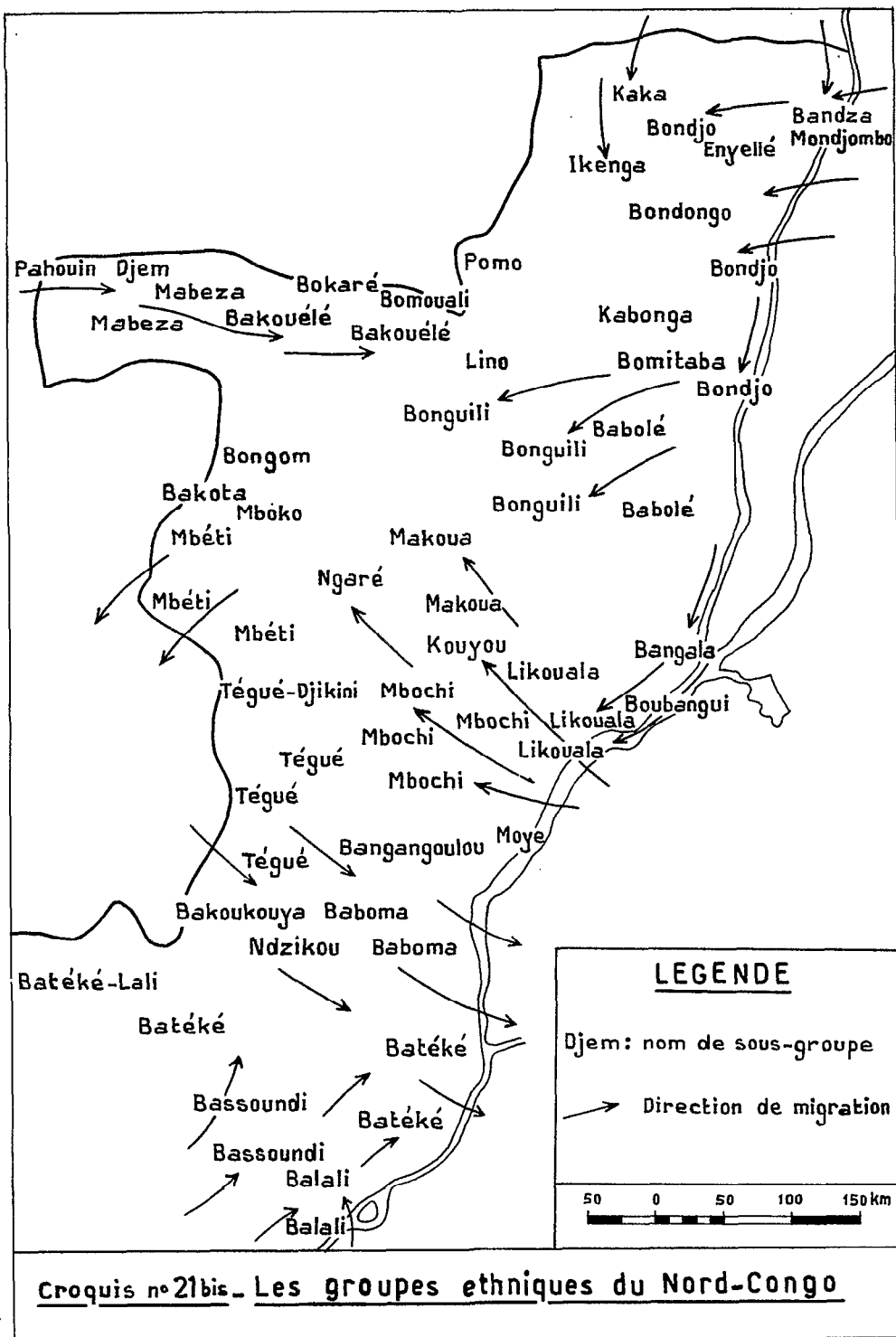
B - L'INSTALLATION DES GROUPES SEPTENTRIONAUX

Quatre ensembles principaux de population se partagent aujourd'hui le territoire du Nord-Congo: au Nord-Est, les Sangha; au Nord-Ouest, les Maka, au Centre, les Mbochi; et au Sud, les Téké (croquis n° 21). Les Sangha ont pour domaine la vaste forêt, en grande partie inondable, qui s'étend entre l'Oubangui et la Sangha. Ils disent eux-mêmes être venus «du côté où le soleil se lève» c'est-à-dire la rive gauche de l'Oubangui, à une période dont ils ont perdu le souvenir. Le pays était alors partagé entre les Kaka, qui occupaient la partie occidentale (haute Ibenga, haute Motaba), et les Bonguili «gens de rivières» à l'Est, tandis que les pygmées nomadisaient à travers la forêt (33).

Les Bondongo seraient arrivés d'abord, suivis sur toute la ligne du fleuve, par les Bondjo et divers groupes apparentés: Mondjombo, Bandza, Enyellé, etc... Devant cette invasion, les Bonguili se replièrent plus à l'Ouest, et on les trouve maintenant sur les rives de la moyenne Sangha (région de Pikounda et Mokouango). En 1957, à peine 200 d'entre eux demeuraient sur place. A ce schéma général, il suffit d'ajouter un nombre restreint d'immigrants, qui se sont mêlés aux Kaka des hautes rivières: Bakoro, Ikenga, Goundi. Mais il faut faire une place à part au groupe homogène des Bomitaba, flanqués de leurs parents Kabonga au Nord et Babolé au Sud, qui dominent la zone très marécageuses de la Likouala-aux-Herbes et de la Tanga.

(32) Encyclopédie du Congo Belge, Bruxelles, Bieleveld (s.d.) 3 vol 2262 p. 66 cartes, photos, planches ht.

(33) Cette théorie, qui admet l'existence d'un peuplement pygmée antérieur, est controversée par certains. Nous tenons de Monsieur DUSSAUT, ancien agent sanitaire, qui a vécu pendant 30 années au contact des pygmées, que ces derniers disent être venus également de l'Est, accompagnant les nouveaux immigrants, à qui ils étaient déjà liés, et leur servant de guides et de chasseurs.



Les **Maka** ont leur aire de dispersion étalée sur le Cameroun, le Gabon et le Congo. Seule la frange méridionale nous concerne ici. Il faut distinguer, parmi eux, deux groupes principaux : les Djem et les Bakouélé-Mabéza (Bomouali et Lino sont extrêmement peu nombreux en dehors de l'agglomération d'Ouessou). Leur stabilisation est récente, puisqu'elle date du début du siècle.

La tradition Djem veut que ce peuple, installé jadis en Ethiopie, ait quitté le pays pour échapper à une autorité tyrannique. Il serait arrivé, après un long voyage, dans la région de Coquilhatville (partie aval de la boucle du Congo) et en serait reparti après un séjour d'une dizaine d'années, pour s'installer dans l'actuelle région méridionale de la République Centrafricaine (Mbaïki, Berberati, Carnot). Des guerres contre les Baya et les Foulbé auraient décidé les Djem à pousser plus loin leurs migrations vers l'Ouest, jusqu'à Mbalmayo (près de Yaoundé). Attaqués et battus par les habitants de la côte atlantique (les Mvélé) ils auraient dû repartir vers l'Est et seraient parvenus, à travers maintes péripéties, sur les lieux de leur actuel habitat.

Des informations contradictoires qu'on peut recueillir sur place, retenons simplement ce qu'en rapporte Madame VINCENT (34)

«Il faut donc supposer que, venant de l'Est, et parvenus jusqu'à l'emplacement actuel d'Ebolowa-Sangmélina, Bakouélé et Djem furent refoulés de leur habitat tout récent par les Pahouins (...) Les Bakouélé auraient été refoulés les premiers, recevant, à peine installés dans la région au Nord et à l'Ouest de Souanké, le choc des Djem, eux-mêmes poussés par les Boulou. Les vieillards Djem font remonter leur départ de la région d'Ebolowa-Sangmélina à cinq générations (entre 120 et 150 ans)». Ainsi se vérifie une fois de plus le principe de ces migrations : dans cette zone équatoriale pourtant peu peuplée, chaque groupe humain a besoin de vastes étendues de terrain pour subsister. Le moindre déplacement de l'un d'entre eux se répercute, comme une onde de choc, sur tous ceux qui se trouvent devant lui, et qui s'ébranlent à leur tour : «Les Djem, qui fuyaient devant les Boulou, firent fuir les Bakouélé» (35)

L'occupation française et allemande eut pour résultat de stopper ces mouvements. Les positions respectives des Djem et des Bakouélé-Mabéza se trouvèrent figées en l'état où elles se trouvent actuellement ; l'ancien poste militaire de Souanké, aujourd'hui chef-lieu de sous-préfecture, marque la limite entre les domaines respectifs de deux groupes ; celui des Djem à l'Ouest et au Nord, qui s'étend largement au Cameroun, en particulier le long de la piste de Lomié ; celui des Bakouélé au Sud et à l'Est : il s'allonge en fait jusqu'à Ouessou, où se coudoient des groupes d'origines très diverses

C - L'INSTALLATION DES GROUPES MERIDIONAUX.

Nous sommes beaucoup moins bien renseignés sur les populations **Mbochi** (appelées parfois Boubangui). Pris entre les Sangha et les Téké, le groupe Mbochi occupe de façon assez

(34) VINCENT Jeanne-Françoise - La culture du cacao et son retentissement social dans la région de Souanke. IRSC, Brazzaville, 1961 106 pages ronéo 6 cartes et croquis.

(35) VINCENT J F - La culture du cacao p 10

dense une aire dont le centre géométrique se situe à Fort-Rousset, La Mambili, la basse Likouala-aux-Herbes, servent de limites nettes au Nord et à l'Est. Au Sud, celles-ci ne sont pas marquées par un cours d'eau ou un accident topographique : le contact avec les Téké est très brusque, tout le long d'une ligne parallèle à l'Alima inférieure, à 45 km environ au Sud-Ouest de celle-ci. Au Nord-Ouest, par contre, les populations Mbochi se raréfient, et l'on passe à une région à peu près vide, avant de retrouver les villages Mbéti.

Les traditions qu'il est possible de recueillir, ne permettent pas de broser une fresque des grandes migrations Mbochi. Citons ici G. SAUTTER « En résumé, les traditions ethniques attestent que le remplissage de la région s'est fait essentiellement par l'Est, depuis la rive gauche du Congo (....). Fait remarquable, l'axe Congo-Oubangui n'a servi de voie de passage qu'à de petits groupes ou sur de courtes distances » (36). Des comparaisons très fouillées faites par l'auteur entre les récits des voyageurs et les témoignages recueillis sur place, il ressort en effet simplement que les Likouala, les Bonga (*stricto sensu*), installés autour de Mossaka et en amont du poste (basse Sangha et Congo), ne sont venus que du bief inférieur de l'Oubangui ce qui représente au plus un déplacement de 200 km, soit à peine 3 jours de pirogue. Quant au groupe Mbochi-Kouyou-Makoua, c'est une distance du même ordre que ses éléments les plus avancés ont parcouru depuis les rives du Congo.

Il est probable que l'occupation du territoire ne s'est pas faite sans heurts avec les groupes voisins. Les Téké, par exemple, solidement installés plus au Sud, ont dû défendre farouchement leurs positions. Les Mbéti, installés aujourd'hui dans le bassin du haut Ogooué (Okondja, Franceville), disent être originaires de la région d'Etoumbi (40 km Est de Kellé), d'où ils auraient été chassés, « après des combats malheureux contre les Mbochi » (37). Leur départ se serait produit peu avant l'arrivée des Français, donc entre 1850 et 1875. Ces dates recoupent les indications données par G. SAUTTER, d'après qui les migrations des Mbochi remontent à « un minimum de 7 ou 8 générations ». Il est à noter aussi, comme nous le verrons plus loin, que les Mbochi font preuve d'un net dynamisme démographique, qui a pu - s'il n'est pas un phénomène récent - les pousser à étendre leur contrôle sur de nouvelles terres.

Les Téké sont, depuis les voyages de Brazza et le traité du 10 Septembre 1880 avec leur souverain, le groupe de population dont le nom est le mieux connu. Nous n'en sommes pas pour autant renseignés avec plus de précisions sur leur passé. Ils occupent aujourd'hui, au Congo même, au Nord de Brazzaville, une zone de 200 à 250 km du Nord-Ouest au Sud-Est, sur 200 km du Sud-Ouest au Nord-Est, mais ils débordent largement sur le territoire gabonais à l'Ouest et sur celui du Congo (Léopoldville) à l'Est.

Le croquis n° 21 bis donne le nom des divers sous-groupes se partageant cette zone ; les Batéké, qui ont donné leur nom aux plateaux situés au Nord de la capitale, habitent tous en deça de la Léfini ; ils sont relayés, sur la rive gauche du cours d'eau par les Baboma, qui atteignent presque la Nkényi, aux abords de laquelle leur succèdent les Bangangoulou. Vers

(36) SAUTTER Gilles - Monographie de la Likouala-Mossaka p 19

(37) ADAM (Mgr J.) Dialectes du Gabon ; la famille des langues téké. Bullet. de l'IEC, Brazzaville, 1954, N° 7-8 - p 33 - 107.

l'Ouest, on rencontre autour de Djambala, les Nzikou (d'où est venu sans doute autrefois le nom de «Royaume des Anziques»): sur le plateau de Lékana, les Koukouya; sur la haute Alima et son affluent la Lékéti, les Tégué, ou Batéké-Alima; enfin, autour d'Ewo, habitent les Djikini.

L'installation des Téké dans cette région est certainement assez ancienne; le mouvement qui les a amenés s'est développé d'Ouest en Est, mais nous n'en connaissons pas la date. Notons cependant que sur la rive gauche du Congo, dans la région du lac Léopold II, la succession des chefs Batéké permettrait de remonter jusqu'au début du XV^e siècle, qui aurait vu ainsi le franchissement du fleuve. Par contre, les Batéké ont dû, sur leur «frontière» méridionale battre régulièrement en retraite depuis deux ou trois siècles, devant la progression des Kongo. Au XVII^e siècle, le royaume Batéké contrôlait la production de cuivre de la vallée du Niari (région de Mindouli, à 150 km à l'Ouest de Brazzaville). C'est alors que les différentes tribus du groupe Kongo, notamment les Lari et les Soundi, se répandant vers le Nord et le Nord-Est à partir de San Salvador, remontèrent peu à peu le Congo et établirent sur la rive droite plusieurs têtes de pont qui allèrent s'élargissant lentement. Pour autant qu'on le sache il n'y eut pas conquête par la force des armes. Mais, plus nombreux et plus prolifiques, au demeurant bons agriculteurs, les nouveaux venus se trouvèrent nettement avantagés et se livrèrent à une véritable colonisation du terrain, cohabitant avec leurs voisins jusqu'à ce que ceux-ci, devenus minoritaires, plient bagage et se réinstallent plus en arrière. Il est certain que des mariages inter-ethniques facilitèrent le transfert de la propriété coutumière des sols, d'un groupe à l'autre «On devine plutôt qu'on ne suit, l'expansion de groupe Kongo au détriment des Téké (...). Ceux-ci ont progressivement reculé jusqu'à la Foulakari (50 km au Sud-Ouest de Brazzaville), puis jusqu'au Djoué (5 km à l'Ouest de Brazzaville. A l'heure actuelle, les Téké sont pratiquement repoussés jusqu'à la Djili (20 km au Nord-Est de Brazzaville)» (38).

Au cours des dernières années, cette pénétration s'est poursuivie plus avant. En 1962, une fraction de la population de Dibou (45 km au Nord-Est) est Balali. Il en est de même à Maloukou-Tréchet à l'entrée du Stanley-Pool.

En dehors des Sangha, Maka, Mbochi et Téké, on ne trouve que des groupes de populations aux effectifs assez restreints. A l'extrême Nord-Nord-Est, les Oubanguiens et les Banda, au nombre de quelques centaines, ont été surtout attirés du Nord par les possibilités d'embauche dans les exploitations agricoles et forestières de la rive droite (Bétou, Bolomo, Ibenga ..). Aux confins des frontières congolaise, camerounaise et gabonaise, est installé un petit groupe de Fang (400 personnes environ). Il appartient à la grande vague des populations pahouines qui a déferlé vers le Sud et le Sud-Ouest depuis le XVIII^e siècle, et dont nous avons vu le rôle dans les migrations des Maka. Les Bakota et les Bongom rassemblent un peu plus de 2.000 personnes dans la sous-préfecture de Mbomo. Il ne s'agit que de la frange Nord-Orientale du groupe Kota-Kélé, qui s'étend surtout au Gabon. Enfin, nous avons déjà évoqué les Mbéti, installés encore dans la sous-préfecture de Kellé, mais dont la plus grande partie a glissé, au XIX^e siècle, vers Okondja et Franceville, sous la pression des Mbochi.

(38) SORET Marcel «Les Kongo Nord-occidentaux» Paris 1959 PUF 144 p 1 carte h t. Bibliogr (p. 25)

II - LES MIGRATIONS INDIVIDUELLES.

Le passage de l'Afrique centrale sous la tutelle des puissances européennes a eu pour résultat de figer assez vite la plupart des mouvements de populations, tels qu'ils s'étaient effectués jusqu'alors. Si artificielles qu'elles eussent été à l'origine, les frontières délimitèrent tout de même un certain nombre de cadres politiques et surtout administratifs, qui se seraient fort mal accommodés de départs massifs, même étalés sur une longue période. Au demeurant, la présence des colonisateurs supprimait au moins une cause de migration : les guerres inter-tribales ou les razzias d'esclaves. Il est vrai qu'elle pouvait en apporter une nouvelle : le poids de la corvée ou de l'impôt. Mais celui-ci entraînait tout au plus un déplacement limité dans le temps et l'espace, puisque le passage d'un territoire à l'autre n'aurait rien changé à la situation (39). C'est l'évolution économique qui allait déclencher une nouvelle forme d'émigration : l'exode rural.

A - LES CAUSES DE L'EXODE RURAL

1 - LES CAUSES ECONOMIQUES

L'implantation des commerçants, de l'administration, des exploitations agricoles ou forestières, s'est faite dans le Nord-Congo, au milieu d'une population purement rurale. L'économie de subsistance dominait largement, et les échanges (produits de la pêche contre manioc par exemple) étaient limités en volume et souvent en distance par la nature et la capacité des moyens de transport. Or, les Européens amenaient avec eux à la fois des produits nouveaux, excitant la convoitise de chacun, et les moyens de se les procurer. Ils avaient en outre besoin de travailleurs, de personnel de maison, qui se voyaient rétribués en argent, celui-ci permettant d'acquérir des biens de consommation. Aux activités traditionnelles venaient ainsi s'en ajouter d'autres, qui n'avaient plus pour but la satisfaction des besoins primordiaux, mais se montraient lucratives : recherche de l'ivoire, récolte du caoutchouc, des noix de palme, ou travail salarié. C'est sur ce point qu'il convient d'insister particulièrement. Il faut bien voir en effet que le commerce de traite, quelle que soit sa forme (échange de produits locaux contre des produits importés, ou achat de ces mêmes produits locaux) ne provoque pas de bouleversements fondamentaux dans l'univers économique du village, au moins dans la mesure où ne sont pas imposées des livraisons minima assorties de sanctions. La répartition traditionnelle des tâches laissait à une fraction de population - les hommes surtout, en l'occurrence - la faculté d'introduire des

(39) Il existerait à ce propos une situation de ce genre dans le Nord-Congo. Un rapport de tournée du chef de subdivision d'Impfondo, datant de 1924, décrit en ces termes le pays Yesso, dans la haute-Likouala-aux-Herbes : «La région Yesso est très belle et attirante à de nombreux points de vue, beaux et grands villages, pays de plateaux qui paraît très sain et aussi fertile que sain ; les plantations vivrières sont excessivement étendues, manioc et bananeraies d'aspect magnifique s'allongent dans la forêt et le long de la piste ; quant à la population, elle est composée d'individus remarquablement constitués, très vigoureux, tant hommes que femmes, et chez lesquels je n'ai pu constater de traces apparentes de maladies (...). Protégés par l'obstacle de l'inondation permanente entre Mokingui et Boua, les Yesso mènent une existence édenique, dans un beau pays, riche en vivres de toutes sortes, n'ayant même pas à bien s'occuper de leurs villages, dormant, causant et chassant, sûrs au retour ou le soir de trouver bon dîner, bon gîte et le reste, et faisant la grasse matinée (le Chef de Subdivision en a réveillés à 9 heures du matin)». Cette situation est qualifiée «d'absolument scandaleuse» et diverses mesures sont proposées pour mettre au travail la population. Or, aujourd'hui, les Yesso ont complètement disparu de la carte ethnique, et on n'en trouve aucun dans les différents chefs-lieux (Impfondo, Epéna ou Dongou). Ce sont leurs voisins d'alors, les Kabonga, qui habitent l'ancienne terre des Yesso. D'après une indication recueillie à Dongou, ils se seraient réfugiés, pour échapper aux obligations administratives, dans une région à peu près inaccessible ; les marécages de l'Ilobi ! Peut-être ont-ils repris là le cours de leur existence heureuse ..

activités nouvelles dans un emploi du temps assez lâche. Nous voulons dire par là que la traite pouvait s'intégrer au milieu rural sans le modifier de façon fondamentale ; la récolte du caoutchouc la chasse à l'éléphant pour recueillir ses défenses, pouvaient même rester collectives, et les profits garder ce même caractère, par l'intermédiaire du chef de la communauté.

Il n'en n'est pas de même du travail salarié, activité individuelle par excellence, qui introduit la notion de rétribution pour un service totalement étranger aux tâches coutumières, qu'il s'agisse d'un emploi de manœuvre, de boy ou de secrétaire. Le salarié n'entre pas dans le cadre de la société rurale ; il est rétribué pour un travail qui n'apporte rien au groupe : il devient un consommateur non producteur, mais il possède, avec l'argent, les moyens de subvenir à ses besoins n'importe où. Il convient de bien mesurer l'importance de cette évolution, dans une société où, jusqu'alors, l'individu n'était rien en dehors du groupe. Dès lors, pouvaient se développer l'exode rural, et la détribalisation d'un nombre croissant de personnes.

C'est cependant moins cette signification un peu théorique du salaire, que l'attrait pur et simple de celui-ci qui est à la base de l'émigration individuelle. Car l'émigré, en se coupant de la cellule rurale où il vivait jusque-là, se prive en même temps des avantages qu'elle offre, et en particulier d'un ravitaillement vivrier permanent et « gratuit ». L'indépendance qu'il acquiert est donc relative ; le manioc quotidien, le poisson, les fruits, devront désormais être achetés, et cette nécessité réduira parfois à bien peu de choses les disponibilités monétaires. Mais cet aspect du problème n'est pas perçu immédiatement, et seul apparaît le mirage de l'argent gagné chaque semaine ou chaque mois pour un travail déterminé, et qui ne demande souvent aucune spécialisation.

Il ne faut pas oublier non plus, que dans le partage traditionnel des tâches, la production vivrière incombe aux femmes. L'émigrant marié pourra donc compter sur la « plantation » que sa femme ne manquera pas de faire à proximité de son nouveau domicile. Ainsi, il n'est guère d'exploitation forestière, de plantation industrielle, de chef-lieu de brousse, sans une ceinture plus ou moins régulière de cultures : manioc, arachide, patates douces...etc. Leur production, celle des arbres fruitiers et des jardins de cases, libèrent au moins partiellement le salarié d'un souci majeur, et lui permettent de disposer presque entièrement de son revenu monétaire. L'évolution contemporaine de la dot joue enfin un rôle non négligeable dans le phénomène d'exode rural (40)

Aux cadeaux en nature, (pointes de lances, poteries, colliers...) faits traditionnellement à la famille de la jeune femme (parents, oncles et tantes) sont venus s'ajouter des sommes en numéraire de plus en plus élevées, et des objets variés - pagnes, matchettes, vin rouge -

(40) Nous rappelons ici que partout, au Congo, la dot est versée par l'homme à la famille proche et lointaine de sa future épouse. Les versements peuvent se faire en plusieurs fois, et s'échelonner sur de nombreuses années, partie avant le mariage coutumier, partie après. Il se dessine actuellement, au moins en milieu urbain, une offensive très nette en faveur d'une réforme de ce système, surtout en ce qui concerne le montant des sommes à payer. Il est évident qu'en ville, où la jeune fille n'est plus que rarement cultivatrice, la dot, en tant que dédommagement au clan pour la perte d'un membre actif et producteur, n'a plus de signification réelle. Au Gabon, où la coutume en ce domaine est la même qu'au Congo, la dot a été, en mai 1963 purement et simplement supprimée par décision gouvernementale.

qu'il faut se procurer dans les boutiques (41). Comment le jeune homme pourrait-il économiser l'argent nécessaire. s'il restait au village, même bénéficiant de l'aide de ses aînés? Seules, les cultures commerciales sont capables de les lui procurer, mais elles ne sont pas toujours possibles, leur extension est récente, et leur rapport aléatoire; la solution offerte par le travail salarié reste donc la plus attirante, la plus facile, et partant, la plus employée.

2 - LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES

L'exode rural ne se nourrit pas seulement aux sources économiques. Il a aussi des causes psychologiques, qui viennent renforcer les précédentes. Au premier rang, il faut placer le conflit de deux générations. L'autorité coutumière des anciens ne peut guère se maintenir que dans une société peu ouverte sur l'extérieur, ou qui doit faire face à une menace permanente latente ou immédiate; le groupe se serre alors autour de ses chefs; leur expérience lui est une garantie de survie. Ces deux conditions ont, depuis 75 ans, petit à petit disparu. L'installation d'une administration, d'une police, d'une armée, dans le cadre d'un Etat, a supprimé le danger des conflits localisés; la multiplication des écoles a ouvert des horizons nouveaux aux couches les plus jeunes de la population. Dès lors, pour les adolescents, le pas est vite franchi, qui fait rejeter la compétence et le droit au commandement des aînés «ignorants» puisqu'illettrés. Mais ceux-ci défendent d'autant plus vivement le *statu quo*, qu'il en sont généralement les principaux bénéficiaires; tombent alors les accusations de sorcellerie et de mauvais œil, qu'il est prudent, pour l'intéressé, de ne pas prendre à la légère.

Cet antagonisme ne peut guère se résoudre que par le départ de l'une des parties: la tentation est donc grande, pour le «révolté», de quitter le village et de se réfugier en ville, de se noyer dans la masse des déracinés, qui se retrouvent dans ce qu'on appelle de façon si évocatrice les centres extra-coutumiers. Il le fera avec d'autant plus d'empressement que le milieu urbain lui offre certaines compensations. Les bourgades qui se sont développées autour des postes administratifs, et plus encore la capitale, comptent des bars et des dancings où résonnent, grâce aux disques, la musique des orchestres les plus populaires; on peut assister à des matches; les boutiques des commerçants sont plus avenantes et mieux garnies que les pauvres cases qui en tiennent lieu en brousse. Comment résister à pareille attraction?

Cependant, le conflit entre les générations se développe également sur un autre terrain; la polygamie joue son rôle dans l'émigration rurale. Elle est extrêmement courante dans le Nord-Congo, où elle affecte un tiers à la moitié des ménages. Mais, en maints endroits, elle a revêtu l'aspect d'une véritable monopolisation des femmes par les plus âgés, et singulièrement les chefs de villages, de terres ou de cantons. Usant de leur autorité, des droits

(41) Voici, à titre documentaire, le détail des versements effectués pour une dot, dans la Sangha, entre 1959 et 1962: 32 matchettes, une enclume (morceau de fer non travaillé) 4 chemises, 2 pièces d'étoffe, 2 pantalons, un pantalon de pyjama, une serviette, une sacoche, un réchaud, une chèvre, 15 «mandjongs» (objets traditionnels de dots) et une somme en espèces de 24.730 Fr. L'estimation s'élève à 43.900 Fr. Les bénéficiaires ont été les parents de la jeune fille ainsi que 10 autres personnes. Le montant de cette dot peut être considéré comme assez modeste.

coutumiers, des avantages financiers qu'ils peuvent retirer de leurs fonctions (42), la plupart des chefs épousent successivement plusieurs femmes, ces mariages s'échelonnant sur 30 ou 35 ans (43). Il y a là, un véritable phénomène d'accumulation : la production vivrière de plusieurs femmes laisse un excédent qu'il est possible de commercialiser, et les disponibilités monétaires qui en résultent permettent de payer de nouvelles dots. C'est ainsi que le nombre des épouses dépasse souvent la demi-douzaine et monte jusqu'à 15, 20 et quelquefois davantage. Mais les dimensions moyennes des villages, dans le Nord-Congo, sont réduites : une centaine d'habitants ; le nombre des femmes mariables n'est donc pas élevé. Ainsi les jeunes gens se trouvent en concurrence avec des rivaux redoutables, à qui les parents donneront toujours la préférence, parce qu'ils représentent un parti flatteur... et beaucoup plus solvable que les autres. Il ne leur reste guère alors d'autre choix que l'émigration vers le chef-lieu local, ou la grande ville ; là, ils trouveront une société beaucoup plus libre de mœurs, où les coutumes se diluent rapidement, où la polygamie est un phénomène beaucoup plus rare ; c'est ici «un luxe» que seule une minorité de gens riches peut se permettre.

L'extension rapide de l'enseignement est aussi une des causes de cet exode rural. Il faut se rappeler que pendant les premières décennies de la colonisation, tout jeune garçon sortant de l'école primaire et sachant lire, écrire et compter, était assuré de trouver dans l'administration ou les maisons de commerce, un emploi qui, pour être subalterne, n'en paraissait pas moins un idéal difficilement accessible. De plus, une grande majorité d'Européens appartenait à la catégorie des fonctionnaires, et cet exemple a paru significatif. L'idée s'est donc profondément ancrée dans les esprits que le «Certifié» (titulaire du certificat d'études primaires), qui a obtenu son diplôme dans une école de brousse, ne saurait voir ses capacités mises en valeur ailleurs qu'à la ville, et par un emploi de bureau (44). Il est donc hors de question qu'il demeure au village, où toutes les tâches sont indignes de lui. Il part, assuré d'un hébergement chez un parent ou un «frère de race» et cherche - souvent en vain, on le conçoit - un travail intellectuel, le seul qu'il peut accepter sans déchoir. C'est ainsi qu'il vient grossir les rangs déjà fournis des chômeurs (45).

(42) Ils touchaient - et touchent encore - une indemnité qui, pour être minime dans l'absolu, n'en n'est pas moins substantielle à l'échelle des revenus agricoles. En outre, le prix d'achat aux producteurs de certaines denrées commercialisées sur les marchés (oléagineux, raphia...), comprend parfois une ristourne versée au chef sous la responsabilité duquel est faite l'opération.

(43) Dans la sous-préfecture de Makoua, le chef de terre d'Aboua a 8 femmes ; son père, récemment décédé quand nous sommes passé, en avait 9. Son homologue à Epeti a 14 épouses. A Nguima (sous-préfecture de Kellé) le chef de village a eu 17 femmes, dont 14 sont encore vivantes, et ont de 68 à 34 ans. A Gagnia (sous-préfecture de Boundji) le chef de village, en même temps chef de tribu, a 27 femmes, etc...

(44) Ce raisonnement est valable, à fortiori, pour le «Breveté» (B.E. ou B.E.P.C.). Mais l'obtention de ce titre suppose une émigration préalable vers les centres urbains, où se trouvent les C.E.G. et les lycées.

(45) Nous tenons à préciser que ceci n'implique pas une condamnation de la scolarisation. Mais il serait puéril d'en nier certaines conséquences et de n'en pas chercher les remèdes. C'est ainsi qu'une école d'agriculture doit s'ouvrir à Lékana, qui ne délivrera aucun diplôme à la sortie.

On pourrait encore trouver d'autres motifs à l'exode rural: suivre l'employeur, fuir les querelles de famille, s'éloigner du village où l'on a commis quelque faute... Les toutes dernières années en ont cependant fait surgir un nouveau. Sous l'influence de mouvements comme la J.A.C., certains jeunes ruraux seraient désireux d'exploiter un petit domaine foncier dont ils voudraient retirer seuls le profit (cultures vivrières ou fruitières pour le ravitaillement des centres urbains, aviculture...), et qu'ils transmettraient à leurs enfants. Mais ils se heurtent, là encore, à un gros obstacle. Il leur faut d'abord obtenir l'accord du groupe social dont ils font partie, c'est-à-dire en fait du chef de terre ou du chef de clan, de qui dépend l'aliénation définitive d'une parcelle. Mais de toute façon, cet accord sera monnayé, le candidat propriétaire devant racheter la terre sur laquelle il ne dispose que d'un droit d'usage. Or les prix ont atteint un niveau très élevé, depuis que nombre de députés et de hauts fonctionnaires ont eu les moyens de payer cher; certaines transactions avec ces derniers se sont faites sur la base de 10.000 francs l'hectare. Comment le jeune cultivateur pourrait-il disposer de pareilles sommes? Découragé, il ne lui reste plus qu'à abandonner ses projets, et chercher à la ville une autre source de gains.

Ainsi, qu'ils soient d'ordre économique ou psycho-sociologique, les différents motifs se conjuguent pour repousser le rural hors de son village, et l'attirer vers les centres urbains. Quels sont donc les chemins suivis par les émigrants?

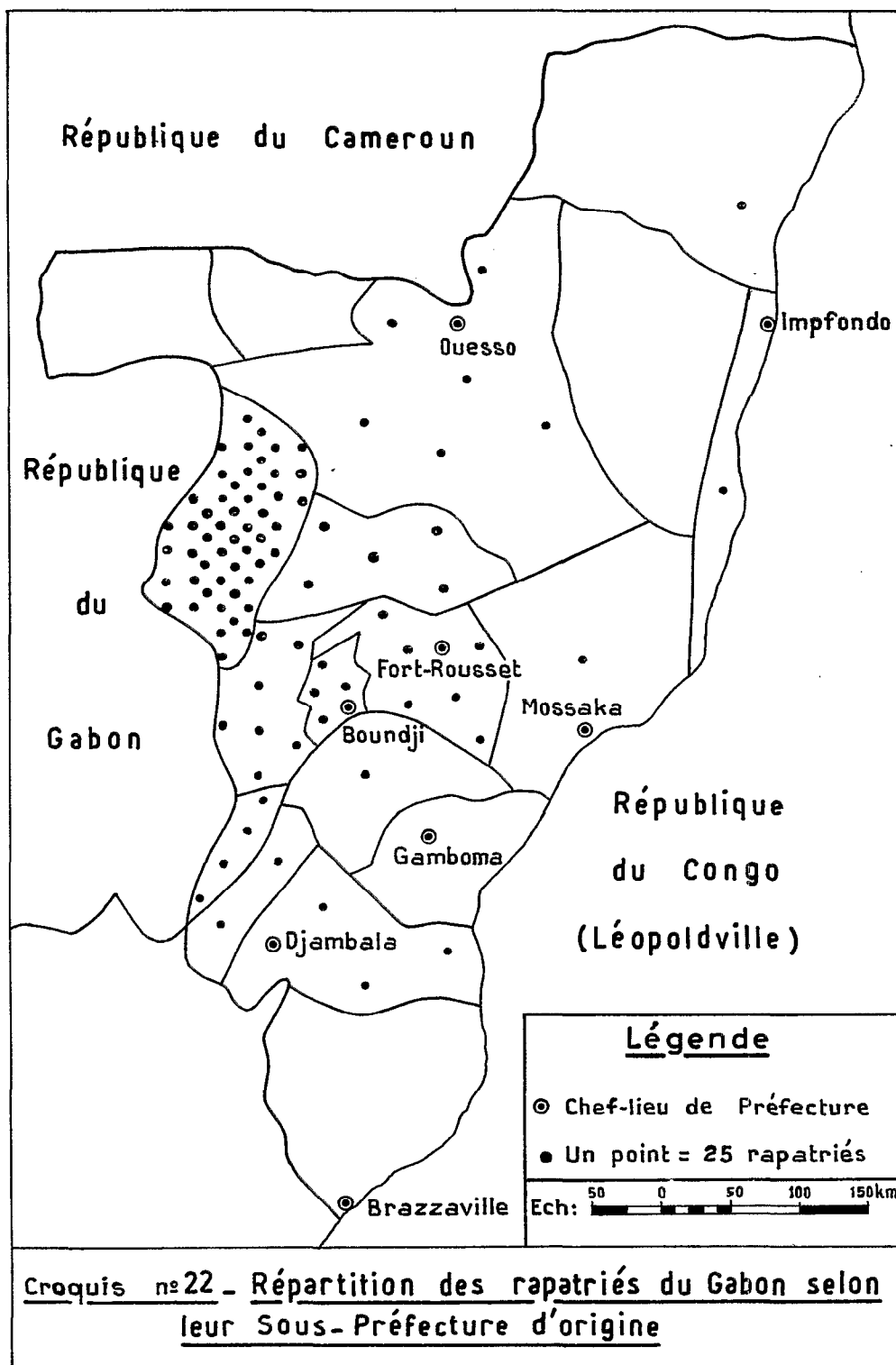
B - EXPATRIATION ET IMMIGRATION

A partir de l'instant où l'émigrant a décidé de partir, deux possibilités s'offrent à lui : aller dans un des centres principaux et secondaires du pays, ou s'expatrier. Deux régions du Nord-Congo fournissent l'essentiel des effectifs qui quittent le pays : la première est celle de Kellé, au Nord-Ouest; la seconde, les pays riverains de l'Alima. Elles méritent un examen séparé.

1 - L'EXPATRIATION DES CONGOLAIS

Nous avons vu plus haut que la région de Kellé est habitée par des populations Mbéti et Bakota, dont l'aire de dispersion se situe en grande partie au Gabon. Ils ont donc, avec leurs frères du pays voisin, des liens beaucoup plus serrés qu'avec les autres Congolais, et il semble tout naturel que leur départ se fasse vers l'Ouest et le Sud-Ouest plutôt qu'ailleurs. Au demeurant, le Gabon, relativement peu peuplé, manque de main d'œuvre. Cette carence s'est fait d'autant plus sentir au cours des dix dernières années, que de grands travaux ont été entrepris en un point ou un autre du territoire: prospection et étude des gisements de fer de Mékambo-Makokou; prospection et exploitation des gisements pétroliers de la zone côtière (Port-Gentil-Ozouri-Pointe Clairette), mise en valeur du gisement de manganèse de Franceville et construction de la voie d'évacuation (chemin de fer et téléphérique) vers Pointe-Noire. D'autre part, Libreville, par Makokou et Njolé ou par Franceville et la voie de l'Ogooué, n'est pas sensiblement plus éloignée que Brazzaville. Enfin, Mbéti et Bakota risquent de se sentir plus dépaysés à Brazzaville que dans la capitale gabonaise, où les groupes ethniques voisins sont bien plus largement représentés. Ainsi, en 1953, le groupe Mbéti et le groupe Kota comptaient ensemble plus de 2.050 personnes dans cette ville (13,4 % de la population africaine recensée). Les seuls Bakota représentaient une proportion de 20 pour 1.000, contre 3 pour 1.000 à Poto-Poto à la même époque. (46).

(46) Chiffres tirés de LASSERRE Guy - Libreville, la ville et sa région. Etude de géographie humaine. Paris 1958, Colin. Edit Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques n° 98, 347 p. 39 cartes et fig. II tableaux, XX pl: phot. bibl. (p. 208).



Ce mouvement de départ s'est nettement dessiné dans le courant de l'année 1952; il a pris un caractère massif en 1953 et 1954, quand furent mis en route certains des grands travaux précités, redevint ensuite moins important, pour se stabiliser à un niveau tel qu'il équilibrait à peu près l'excédent des naissances. Une nouvelle poussée se produisait en 1960-1961 (travaux COMILOG), suffisamment marquée pour éveiller l'inquiétude des responsables administratifs qui provoquèrent une enquête sur l'ampleur et les motifs de cet exode (47). Faisant une comparaison entre deux recensements exécutés à une année d'intervalle l'auteur du rapport montre que le bilan est largement négatif: 684 départs pour 31 retours, soit un déficit de 653 personnes! La destination de ces émigrés est significative: le Gabon vient en tête avec 451 personnes laissant loin derrière lui Brazzaville (123 personnes), Ouessou (62 départs), et Pointe-Noire (45 départs). Naturellement ces chiffres se placent à une pointe de la migration, qui s'est atténuée depuis. Il n'en résulte pas moins que la population de la sous-préfecture reste stationnaire. Le recensement de 1961 a fourni le chiffre de 13.071 habitants; or, on en comptait 12.946 en 1959 et 12.735 en 1947. Même si cette augmentation est imputable au croît naturel, et non à la plus grande prévision des recensements actuels, elle est dérisoire. Force est d'admettre que l'émigration compense l'excédent annuel des naissances, qui d'ailleurs, s'est trouvé sans doute réduit par le départ d'une fraction importante des adultes.

Les récents incidents entre le Gabon et le Congo, en provoquant le retour des émigrés congolais dans leur région d'origine, a permis de contrôler partiellement ce mouvement de population (croquis n° 22). Au milieu de février 1963, 2.275 personnes sur les 4.000 arrivées à Brazzaville en octobre, avaient été dirigées vers les sous-préfectures du Nord. Leur répartition était très inégale, puisque 1.279 d'entre elles s'étaient déclarées originaires de la région de Kellé (56,2 %); venaient ensuite Okoyo et Ewo avec 296 réfugiés, Fort Rousset, avec 149 réfugiés, Ouessou: 146, Makoua: 123, Boundji: 93, etc...

L'importance du groupe des Bakota et Mbéti, prouve donc bien qu'il s'agit pour eux d'une véritable tradition. Les 1.279 rapatriés sur Kellé représentent 9,8 % de la population actuelle de la sous-préfecture; on compte parmi eux, 1.104 adultes des deux sexes, dont 861 du sexe masculin, soit plus du quart de la population adulte restée sur place (25,8 %). Il est évident que ce ne sont pas les jeunes qui partent. Le rapport évoqué tout à l'heure donne la répartition des émigrants par grandes catégories d'âges, la coupure entre les groupes se faisant à 18 ans. Nous la reproduisons ci-après.

Destination	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Ensemble
Brazzaville	38	50	17	18	123
Pointe Noire	13	15	7	10	45
Ouessou	30	17	10	5	62
Gabon	240	149	28	34	451
Cameroun	3	-	-	-	3
Toutes destinations	324	231	62	67	684
	47,4 %	33,8 %	9 %	9,8 %	

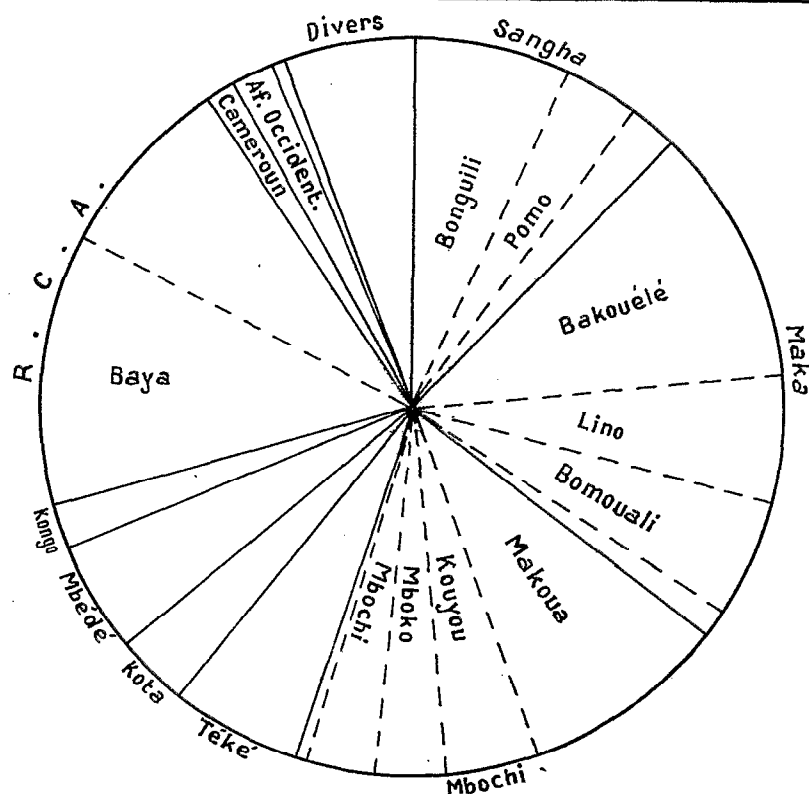
(47) Rapport sur la frontière du Gabon dans la sous-préfecture de Kellé, Avril 1962. Les motifs avancés sont identiques à ceux que nous avons analysés plus haut: parenté ethnique de part et d'autre de la frontière, attraction de salaires plus élevés et perspectives de plein emploi, ainsi que certains avantages sociaux

Il traduit bien le caractère de l'expatriation: 243 hommes sur 454 partent vers Gabon et Cameroun (53,5 %) un tout petit nombre seulement de jeunes et d'enfants. Plus familiale vers Brazzaville, l'émigration est beaucoup plus sélective lorsqu'elle se dirige vers l'étranger (13,6 % de moins de 18 ans). Nous avons voulu vérifier ce fait en relevant l'âge des gens partis d'un village - Nguima - à destination du Gabon depuis 5 ans; on en compte 37, dont 24 du sexe masculin et 13 du sexe féminin. Sur ce total, 29 avaient 18 ans au moins, mais aucun n'avait plus de 37 ans. On mesure par là l'ampleur de l'hémorragie humaine qui affecte la région, tant dans le domaine quantitatif que dans le domaine qualitatif. Elle n'est pas sans compromettre gravement l'équilibre démographique et économique.

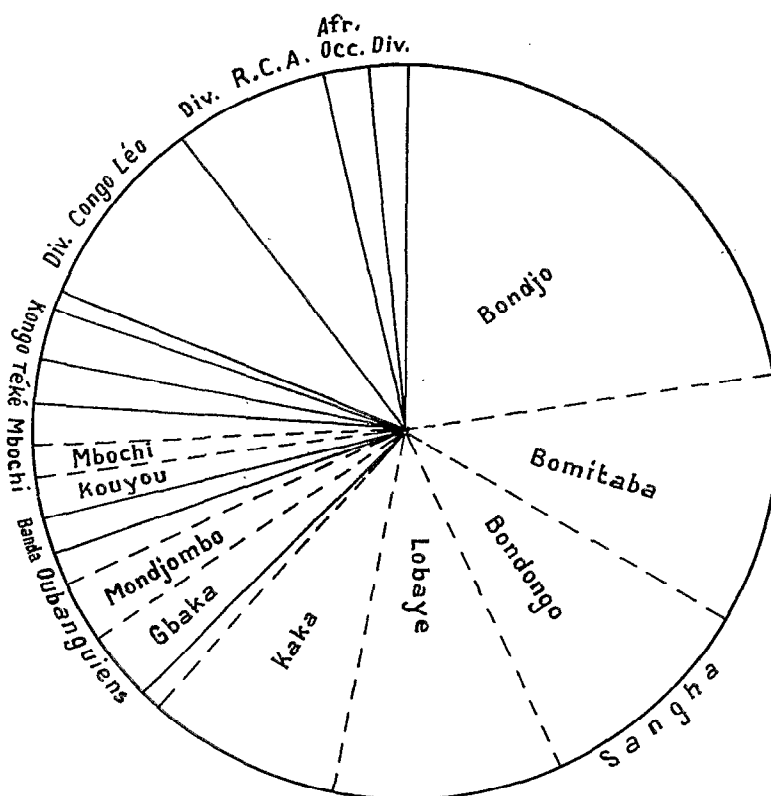
C'est aussi un mouvement d'expatriation qui se produit dans les pays traversés par l'Alima. Ce cours d'eau, qui coule dans sa partie moyenne et inférieure du Nord-Ouest au Sud-Est, offre une voie de communication importante et commode de l'intérieur vers le fleuve Congo. En outre, du confluent de la Lékéti à Tchékapika, l'Alima traverse une région relativement peuplée, où les villages constituent une trame assez régulière de part et d'autre de la rivière. Celle-ci a été autrefois le théâtre d'un commerce actif si l'on en croit les récits des voyageurs: les Likouba de la vallée inférieure, installés dans un pays de marécages et de lagunes, remontaient très loin en pirogue, pour acheter du manioc aux producteurs des deux rives. Plus tard, ceux-ci allèrent eux-mêmes vendre leurs marchandises. Ce trafic a aujourd'hui changé d'aspect, et perdu de son importance, mais l'Alima est restée une voie traditionnelle de déplacement. Au cours des années qui ont précédé l'indépendance du Congo Belge, l'habitude avait été prise par les Mbochi, d'aller travailler sur la rive gauche du Congo, tant dans les exploitations de la brousse qu'à Léopoldville même. A Lukoléla (rive gauche) existait un quartier Mbochi et un quartier Bangangoulou; la colonie Mbochi était également importante à Bolobo, et en bien d'autres régions de plantations.

On ne possède malheureusement aucune donnée numérique d'ensemble sur le volume de cette émigration qui affecte aussi les riverains du haut-bassin: Batéké-Alima et Koukouya; ceux-ci portaient volontiers s'engager sur les deux rives du fleuve dans les postes à bois qui jalonnaient les lignes de navigation intérieure, et particulièrement le long du Couloir. Ces postes ont presque totalement disparu, mais les hommes ne sont pas revenus pour autant. Des renseignements partiels que nous avons pu recueillir, il résulte que ce mouvement n'a pas eu la même ampleur que dans la sous-préfecture de Kellé. Voici par exemple le village d'Ongondza (sous-préfecture de Boundji) qui compte 422 habitants; entre Novembre 1953 et Juin 1961, soit 7 ans $\frac{1}{2}$, on y a enregistré 142 départs d'adultes, ainsi répartis quant à leur destination: vers un autre village proche (femmes surtout, par mariage) 31 personnes; vers Saint-Benoit de Boundji, le chef-lieu, 38 personnes; vers un autre chef-lieu régional, 9 personnes; vers Brazzaville, 35 personnes; enfin, vers le Congo ex-Belge, 29 personnes. Celui-ci ne vient donc qu'en troisième lieu dans le tableau d'exode rural (on ne peut comprendre dans cet exode les départs vers les autres villages, compensés sans doute par un mouvement inverse), mais il représente cependant 26,1 % du mouvement d'émigration et ces expatriés équivalent à 11,8 % de la population adulte actuelle du village (plus de 15 ans).

Les départs vers le Gabon avaient, ici également, pris une certaine ampleur, surtout au moment des gros appels de main d'œuvre; par groupes d'une dizaine, les hommes se mettaient en route en remontant les cours d'eau, et, par Okoyo et Léconi, gagnaient Franceville.



A - Ouesso



B - Impfondo

Croquis n° 23 - Répartition ethnique de la population masculine adulte à Ouesso et Impfondo

Cependant, un mouvement de retour s'est dessiné à la fin de 1960, par suite des troubles qui ont affecté la République du Congo-Léopoldville au lendemain de son accession à l'indépendance; le marasme économique réduisait l'intérêt de l'émigration, et la xénophobie se fait rapidement sentir en pareil cas... Il faut enfin remarquer que le Mbochi est particulièrement attaché à son village natal, et que, vieillissant ou retraité, il se retire presque toujours parmi les siens.

L'émigration vers Bangui et la RCA est encore plus difficile à apprécier. Il y a bien dans la capitale du pays voisin un certain nombre de Bondjo, Mondjombo, Bondongo, etc.. mais ces groupes ethniques sont situés de part et d'autre des frontières entre Congo-Brazzaville, Congo Léopoldville et RCA. Nous ne pensons pas que le mouvement ait eu beaucoup d'ampleur parce que la zone de départ est très peu peuplée, et que des possibilités d'embauche se sont présentées sur place au cours des 30 dernières années. C'est plutôt dans l'autre sens que le mouvement s'est amorcé.

2 - L'IMMIGRATION DES ETRANGERS

Un certain mouvement d'immigration, d'origine surtout économique, s'est développé vers le Nord-Congo, à partir des territoires voisins. Les immigrants ont été attirés en certains points par un appel de main d'œuvre dans des entreprises généralement agricoles, installées dans des zones insuffisamment peuplées pour satisfaire leurs besoins. C'est le cas des plantations d'*Elaeis* à Etoumbi, à Ouesso, à Bolomo (sous-préfecture de Dongou). Il ne s'agit que rarement d'un déplacement à longue distance: chacune de ces entreprises se trouve située à proximité relative d'une frontière, et sa «zone d'attraction» s'étend au-delà de celle-ci.

A Etoumbi, nous avons relevé le lieu de naissance de 713 adultes (18 ans et plus) employés par la Compagnie Française du Haut et du Bas Congo (C.F.H.B.C.), ou vivant dans l'agglomération à la fin de 1961. Sur 328 hommes, 37, soit 11,2 % sont originaires des régions de Mékambo, d'Okondja et de Franceville (Gabon); sur 355 femmes, 21, soit 5,2% sont venues des mêmes lieux. L'immigration dans la Sangha (Ouesso) et dans la Likouala (Impfondo) a un aspect plus particulier; les étrangers ont été attirés par les possibilités d'embauche, mais aussi par les chefs-lieux eux-mêmes. Ainsi, les plantations de la Sangha (km 15 par exemple) emploient des Camerounais et des Centrafricains (17,5 % dans un sondage portant sur 223 salariés adultes), mais ce n'est qu'une faible partie de la colonie d'immigrés qui s'est développée dans l'agglomération, et qui compose 30 % des adultes de sexe masculin. Les plus nombreux (182) viennent de RCA, il suffit à ceux-là de descendre la Sangha, et il leur est aussi facile de la remonter pour se trouver dans leur pays d'origine. Dans la Likouala, l'arrivée des étrangers est plus ancienne et plus diffuse. Elle a en quelque sorte répondu au départ de très nombreux Congolais vers Brazzaville. Un certain nombre d'entreprises agricoles (*Elaeis*, caféiers) ou forestières, se sont installées sur la rive droite de l'Oubangui. La plus ancienne date de 1911 (plantation Gitton à Bolomo), et elle a, dès le début, attiré des travailleurs étrangers en quantité. Un rapport administratif de Dongou, en 1936, estime à 2.000 le nombre de personnes venues principalement de la Lobaye (familles comprises). En 1957, un autre rapport estime à 6.000 les arrivées qui se sont échelonnées depuis 1910.

La plupart des immigrants ont créé des villages le long des cours d'eau (Ibenga, Motaba) d'où ils rayonnaient autrefois à la recherche de caoutchouc de cueillette. Ils sont à présent fixés définitivement. Mais, comme il était prévisible, des groupes importants sont venus s'installer dans les chefs-lieux (Croquis n° 23) : à Dongou, plus de 120 étrangers sur 428 adultes de sexe masculin (23 %); à Impfondo, 299 sur 865. Dans ce dernier centre, ce sont encore les originaires de RCA qui sont les plus nombreux (197 personnes) suivis par les originaires du Congo ex-Belge (78). On trouve aussi de petites colonies d'allogènes tout le long de l'Oubangui, mais elles sont assez instables, et les mouvements qui leur ont donné naissance s'apparentent plutôt à des migrations frontalières: d'une rive à l'autre, s'établissant un va-et-vient permanent de petits groupes qui se déplacent pour des raisons économiques (la pêche par exemple) ou pour échapper à ce qu'ils considèrent aisément comme des tracasseries administratives. A ce point de vue, Congo et Oubangui tracent, entre les deux États, une frontière qui a toujours été extrêmement perméable.

Les Haoussa forment un groupe assez particulier d'immigrés. Sous ce terme, on désigne ici des islamisés de diverses origines (Tchad, Nigéria, Sénégal, Mali...) dont quelques-uns seulement sont de véritables Haoussa; les autres sont des Foulbé, des Ouolof, des Sara... Comme dans tout le reste de l'Afrique Noire, ils sont commerçants itinérants, colporteurs, «importateurs - exportateurs» de tous produits. On les rencontre partout dans le Nord-Congo, isolés ou par petits groupes, installés temporairement dans un village ou un chef-lieu de la sous-préfecture, apparaissant en certains endroits au moment des marchés pour s'en aller ensuite (dans la Sangha par exemple, lors de l'achat du cacao). A Sembé, ils ont constitué un quartier («Sembé-Haoussa») de 70 habitants, et certains d'entre-eux ont des plantations de cacao; à Kellé, qui n'est qu'une grosse bourgade, on en pouvait rencontrer une trentaine il y a trois ans; ce n'était un secret pour personne que la production d'or de la S.M.O.L (Société Minière de l'Ogooué-Lobaye) était bien loin d'aboutir intégralement dans les coffres de la compagnie. De fait, le changement de méthode qui est intervenu depuis - achat de la production à des orpailleurs libres - a fait remonter soudain l'extraction et disparaître les 3/4 des Haoussa. Ceux qui restent achètent surtout des peaux d'antilopes ou de panthères. Dans la sous-préfecture d'Impfondo, ils ont monopolisé le commerce de la noix de Kola, dont la conservation et le transport exigent des précautions spéciales, et une partie de celui du copal. Il n'est ainsi pas de région, si reculée et isolée soit-elle, où l'on ne rencontre parfois, au hasard des pistes et des rivières, des Haoussa à pied, à bicyclette ou en pirogue, emportant leur baluchon et leur natte de prière: immigrants temporaires la plupart du temps, mais revenant volontiers sur des lieux qu'ils connaissent bien, et dont le nombre réduit ne doit pas faire sous-estimer le rôle économique réel qu'ils jouent dans le pays.

C - LES MIGRATIONS INTERIEURES

Si les mouvements d'émigration vers l'étranger affectent des zones assez limitées en surface, les migrations intérieures sont d'une autre ampleur qui, depuis une trentaine d'années surtout, ont drainé vers certains points du territoire des dizaines de milliers de personnes. Nous avons dégagé déjà les causes essentielles de ce qui constitue un vaste exode rural. Il nous reste à voir ici quels en sont les divers aspects régionaux, car les émigrants ont le choix de la destination: ils peuvent se rendre simplement au chef-lieu ou au centre d'embauche le plus proche, ou bien quitter la brousse pour la capitale.

1 - LES CENTRES SECONDAIRES ET LES MARCHES DU TRAVAIL EN BROUSSE

Le centre d'attraction le plus immédiat, pour le rural, est évidemment le chef-lieu de préfecture ou de sous-préfecture le moins éloigné de son village, et, si elle existe, l'exploitation forestière ou la plantation qui est installée dans la région. Ces déplacements sur de courtes distances ont abouti à la création et au développement de ce que l'administration appelle aujourd'hui les centres extra-coutumiers ou les centres secondaires. Lorsqu'il s'agit des chefs-lieux, les centres se sont formés autour des postes où étaient installés autrefois les chefs de districts et les chefs de régions: Ouesso, Impfondo, Fort-Rousset, Makoua, Mossaka, Djambala, Gamboma, sont les plus importants. Leur population compte en général de 1.500 à 3.000 habitants, et leur zone d'attraction a souvent une base ethnique. Cependant, si le groupe le plus important est constitué par les gens de la région (Kouyou à Fort-Rousset; Ngangoulou à Gamboma, Nzikou à Djambala, etc...) ces derniers n'ont pas toujours la majorité; des émigrants venus de plus loin forment des fractions notables, souvent regroupées en quartiers homogènes; ainsi Fort-Rousset compte-t-il 5 quartiers Kouyou, 2 quartiers Mbochi, 1 quartier Mbéti, 1 quartier Likouala, 1 quartier Batéké; Djambala: 2 quartiers Nzikou, 1 quartier Aboma, 1 quartier Koukouya. Les deux agglomérations d'Ouesso et Impfondo ont un pouvoir d'attraction supérieur aux autres; le croquis n° 23 met en évidence l'extrême hétérogénéité de leur composition ethnique qui fait d'elles, toutes proportions gardées, l'équivalent de Brazzaville-Poto-Poto. L'explication en est peut-être dans leur position: chacune d'entre elles est située sur un grand axe fluvial Nord-Sud (Sangha et Oubangui respectivement) et de plus, à proximité de frontières nationales dont nous avons dit la grande perméabilité.

En quoi consiste cependant l'attraction, pour le rural, de ces centres secondaires? Il est certain qu'à l'origine, c'est l'installation des services administratifs qui a été l'élément déterminant: Administration générale, Travaux Publics, Agriculture, Génie rural, Enseignement. Autant d'occasions d'embauche, soit comme personnel de maison chez les fonctionnaires européens (boy, jardinier), soit comme sentinelle ou planton dans les différents bureaux, soit enfin et surtout comme manœuvre dans l'un ou l'autre des services précités, tous ces emplois n'exigeant aucune formation particulière, et même pas un niveau d'instruction élémentaire.

Il faut penser également aux Missions (Catholiques et Protestantes), aux commerçants, ayant besoin de personnel. Ici, l'élément économique a été déterminant au départ, l'attrait psychologique n'est venu qu'ensuite, avec l'ouverture d'écoles qui promettaient une promotion intellectuelle, donc sociale, aux plus jeunes, mais aussi le relatif embellissement des agglomérations, et leur équipement en bâtiments divers (bureaux de poste, dispensaires), qui donnaient aux «citadins» de fraîche date le sentiment justifié de partager les avantages d'une «civilisation» évoluée. Il n'a pas fallu longtemps pour assimiler villageois et citoyens de seconde zone, attardés dans un mode de vie arriéré, élément qui compte beaucoup plus qu'on ne croit dans un système de valeurs où les apparences jouent souvent un rôle plus grand que les réalités concrètes.

Ce qui précède aide à comprendre pourquoi certains chefs-lieux ne se sont pas développés: Souanké, Sembé, Kellé, Okoyo, Lékana, Epéna, sont restés de gros villages ayant moins de 1.000 habitants, parfois moins de 500. C'est qu'ils sont de promotion administrative

récente (Sembé et Okoyo: 1961), de situation trop excentrique (Souanké, Lékana sont des culs de sac) ou trop isolés (Epéna). Dans ces deux derniers cas ils n'ont pas reçu la même infrastructure administrative que les autres, ou bien ont subi la concurrence victorieuse d'un centre assez proche; Djambala, pour Lékana; Impfondo pour Epéna, et même Ouesso, pour Souanké. Dans le cas de Kellé, joue de plus l'influence d'Etoumbi situé à 60 km de là, qui a drainé une grande partie de la main d'œuvre régionale disponible, et compte près de 1.200 habitants.

Le «support» administratif, faute d'une activité économique réelle, est donc la plupart du temps indispensable au développement des centres secondaires à partir de l'exode rural. La preuve *a contrario* en est donnée par les chefs-lieux qui ont été déchus de leur rang: ainsi Mibirou, dans la sous-préfecture d'Abala, Loukolela, au Nord-Est de Mossaka, au bord du Congo retombés au niveau de gros village, après la suppression ou le transfert en un autre lieu, de l'administration. (48)

Le volume de l'exode rural à destination des centres secondaires ne peut être connu avec exactitude, puisqu'il n'existe aucun contrôle des mouvements de migrations internes. L'ensemble des centres extra-coutumiers du Congo septentrional rassemble une population d'environ 30.000 personnes sur lesquelles 17.000 à 18.000 ont 15 ans et plus. Mais toute la population adulte n'est pas immigrée de brousse car, dans les centres les plus anciens (Ouesso date de la fin du XIX^e siècle, Dongou du début du XX^e siècle), il a pu déjà se succéder dans certaines familles, deux ou trois générations depuis l'aïeul venu s'installer là; d'autre part, nombre d'enfants sont arrivés avec leur famille. Malgré tout, il faut se rappeler que l'essor démographique des chefs-lieux ne s'est guère produit qu'après 1945, lorsque des crédits plus abondants ont permis la mise en route de travaux divers. Ainsi, à Impfondo, sur 865 hommes âgés d'au moins 18 ans, 71 seulement sont nés sur place, c'est-à-dire, 8,2 %. Par contre, certaines enquêtes ont mis en évidence que ces agglomérations sont souvent des relais vers Brazzaville, simples étapes où l'on séjourne plus ou moins longtemps (de quelques semaines à quelques années) (49). Il est donc vraisemblable que les chiffres cités plus haut doivent être augmentés très nettement, pour représenter les effectifs qui ont réellement émigré vers ces centres.

2 - L'EXODE VERS LA CAPITALE

C'est essentiellement BRAZZAVILLE qui a constitué, pour les régions du Nord, le point d'attraction maximum (50). Dès le début du siècle, la capitale recevait des émigrés, mais une accélération du mouvement se produisait avec les années, amenant un flot croissant de déracinés. Dans un ouvrage publié en 1954, M. Soret donne de cette évolution jusqu'en 1951, un tableau partiellement reproduit ci-après:

(48) Loukoléla vient d'être rétablie dans ses prérogatives anciennes fin 1962. Il sera intéressant de suivre l'évolution de sa population.

(49) SAUTTER Gilles - L'exode vers les grands centres en Afrique Equatoriale Française - IEC Brazzaville, 1949, Rapport inédit, 82 p. dactyl, 1 croquis h.t.

(50) Pointe-Noire ne compte guère que 1.700 originaires du Nord-Congo.

Année d'arrivée des hommes adultes à Poto-Poto (pour 1.000)

Avant 1908	3	1928 - 1932	103
1908 - 1912	15	1933 - 1937	115
1913 - 1917	26	1938 - 1942	162
1918 - 1922	46	1943 - 1947	177
1923 - 1927	66	1948 - 1951	190

Il lui semblait, après analyse de l'évolution année par année, pouvoir lier les poussées d'exode rural aux périodes de prospérité économique urbaine, comme 1940-1942, où Brazzaville était capitale de l'Union Française, ou encore 1945-1949, années d'intense construction. Cela paraît très normal. Certains en avaient conclu un peu hâtivement que le retour à une situation moins euphorique, l'apparition du chômage, allaient stopper, voire inverser le mouvement. Ainsi, nous lisons dans un rapport de 1959: «Il paraît hors de doute que l'apparition du chômage a arrêté l'exode des hommes vers la ville. Ce phénomène, qui apparaissait à juste titre si inquiétant vers les années 50-52, paraît bien avoir disparu en même temps que sa cause: l'appel de main d'œuvre»(51). C'était là un raisonnement beaucoup trop logique, et qui ne tenait pas compte de toutes les motivations psychologiques que nous avons évoquées plus haut. Les années suivantes ont d'ailleurs donné un éclatant démenti à ces prévisions: de 70.000 habitants en 1952, les deux agglomérations africaines de Brazzaville sont passées à 90.000 en 1955 et à 135.000 en 1961! Beaucoup plus près de la réalité était G. SAUTTER lorsqu'il écrivait en 1949: «Aux motifs d'ordre économique s'en superposent bien d'autres qui comptent à notre avis autant». Et il ajoutait: «Dans ces conditions, l'on est obligé d'admettre que l'afflux de population dans les grands centres est, dans une certaine mesure, un phénomène autonome, obéissant à ses lois propres, dont la première est la tendance à répondre à l'incitation première, c'est-à-dire le besoin de main d'œuvre des villes. Tout se passe comme si la poussée vers les centres croissait avec le carré des besoins réels qui sont à l'origine, et le justifie en principe». (52).

De ce grand courant, qui draine vers Brazzaville le flux incessant des émigrants ruraux, quelle est la part des régions septentrionales du Congo? Nous disposons, pour répondre à cette question de deux documents: l'étude de M. Soret, déjà citée, et le récent recensement de la capitale (1961). Le premier nous apprenait que les 4 régions administratives qui couvraient alors le Nord du pays (Alima, Likouala-Mossaka, Sangha, Likouala) avaient fourni 30% de la population de Poto-Poto, soit 15.850 personnes environ (53). C'est le district d'Ewo qui venait en tête, avec 3.150 émigrés, suivi par ceux de Djambala (2.060 émigrés) Abala (1.650 émigrés) et Gamboma (1.600 émigrés). Mais les uns et les autres étant inégalement

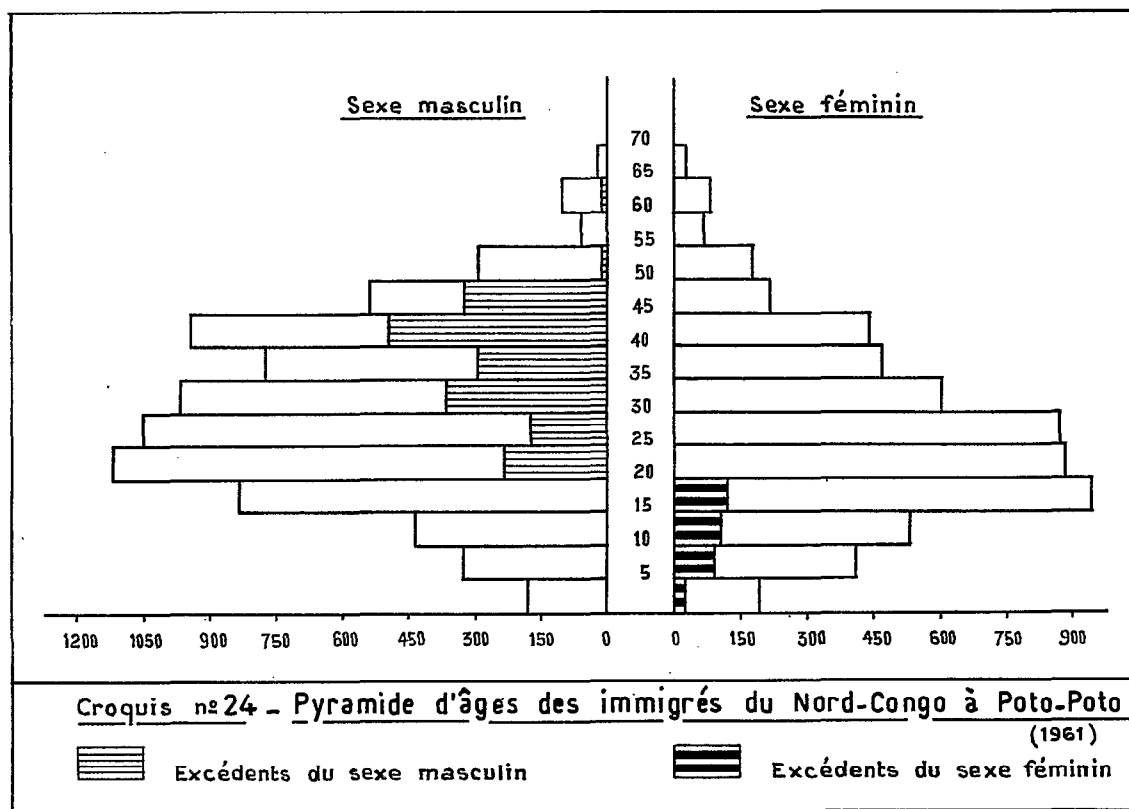
(51) DEVAUGES R - Le chômage à Brazzaville en 1957 Etude sociologique. ORSTOM, Paris, 1959, 258 p. ronéo, tableaux et graphiques, bibliographie (p. 20)

(52) SAUTTER Gilles. L'exode vers les grands centres en AEF . p. 36

(53) Le nombre des originaires du Nord habitant Baongo était absolument négligeable: 0,2 % de la population.

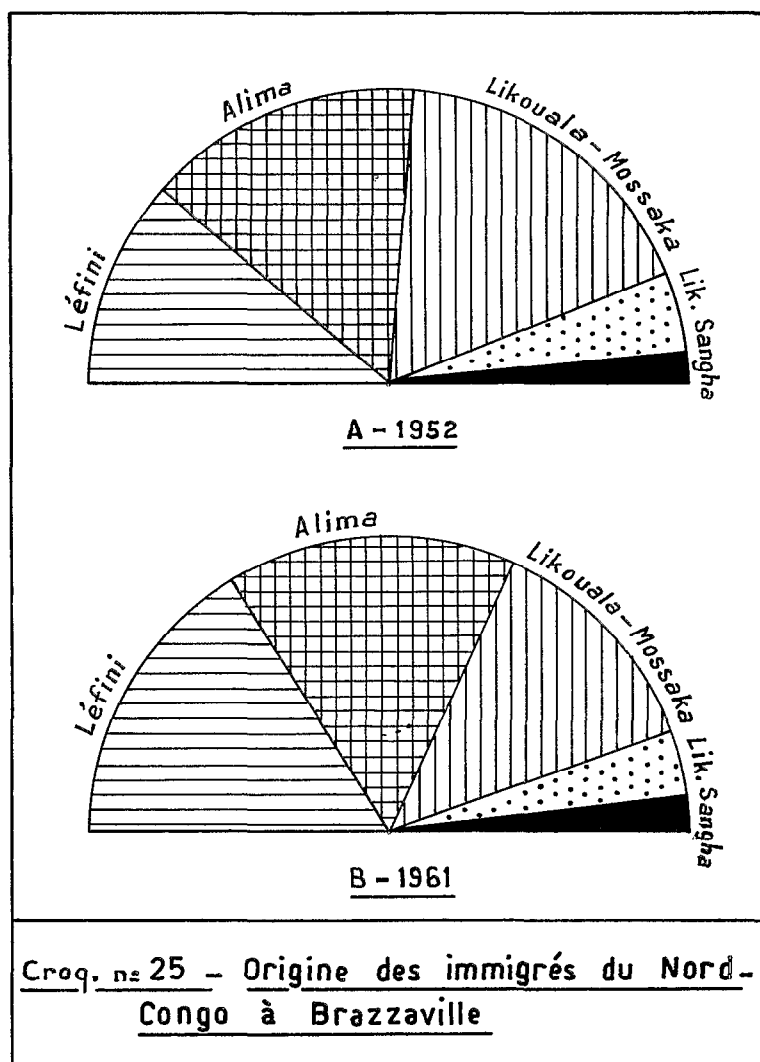
peuplés, la perte subie par chacun d'eux n'était pas identique: 12,2 % de la population pour Impfondo, 11,3 % pour Ewo, 10,5 % pour Mossaka, de 5 à 9 % pour tous les autres, exceptés Souanké (3%) et Epéna (2,5%).

Le recensement récent de Brazzaville nous permet d'avoir un tableau de la situation une dizaine d'années plus tard. La comparaison dans le détail n'est pas possible, parce que les divisions administratives ont été beaucoup modifiées depuis, et que les résultats publiés portent uniquement sur les préfectures (anciennement «Régions»). Néanmoins, il est très intéressant de constater que le nombre des immigrés du Nord-Congo résidant dans la capitale est resté, à peu de choses près, le même: ils sont aujourd'hui 15.468 et forment 12,1 % de la population, ou 17,5 % de celle de Poto-Poto (Bacongo: 0,5 %). Proportionnellement, leur importance a donc beaucoup diminué; il faut alors admettre que l'immigration en provenance du Nord-Congo a cessé depuis assez longtemps ou bien qu'elle a été compensée par un mouvement inverse de retour en brousse. Afin de vérifier ce point, il faudrait disposer de données sur les dates d'arrivée des immigrés selon leurs lieux de naissance, ce qui n'est pas le cas; on sait tout de même - situation particulière - que les troubles politico-ethniques de janvier 1959, qui avaient ensanglanté la ville, ont été suivis de départs massifs parmi les groupes ethniques qui se sentaient particulièrement menacés. Dans les mois qui ont suivi, on pouvait voir, dans les régions de l'Alima, par exemple, de nombreux villages entièrement neufs, bâtis par des «repliés».



La structure démographique du groupe des immigrés fournit cependant quelques indications. Le croquis n° 24 dresse la pyramide des âges pour les originaires du Nord résidant à Poto-Poto. On constate d'abord que la prédominance masculine reste nette en général (56,1 %) et plus encore chez les adultes (60,3 %); que les hommes et les femmes de 15 à 45 ans forment près des 3/4 de l'ensemble (73 %); enfin que les adultes jeunes (29-30 ans) sont très nombreux. Ce dernier point milite donc en faveur d'une pérennité de l'émigration rurale, qui renouvelle les effectifs par la base. En regard, il est probable que des retours se produisent parmi les classes les plus âgées, tandis que la mort prélève son tribut; mais, dans les échanges qui s'établissent ainsi, la brousse est toujours perdante, car elle se prive de ses éléments les plus dynamiques, et ne récupère que de vieilles personnes.

Ce sont toujours apparemment les mêmes régions qui fournissent les plus forts contingents (croquis n° 25) les trois préfectures actuelles de la Léfini, de l'Alima et de la



Likouala-Mossaka, avec 89,2 % des immigrés en 1961, contre 88,9 % en 1952. Mais la première a pris de l'importance par rapport à la seconde: les originaires de la Léfini - c'est-à-dire à peu de chose près le groupe Téké - sont maintenant les plus nombreux: 4.978 ont été dénombrés (32,2 %) mais ils sont suivis de près par les gens de l'Alima (4.896, 31,6 %). Ceux de la Likouala-Mossaka viennent en troisième position (3.936, 25,4 %). Le reste des immigrés du Nord vient de la Likouala et de la Sangha, zones assez peu peuplées au demeurant, mais où se trouvent aussi deux centres secondaires assez importants, Ouessou et Impfondo, qui ont pu arrêter davantage de ruraux sur les chemins de l'exode. L'examen de la répartition ethnique dans ces deux agglomérations confirme cette hypothèse; à Impfondo, les adultes de sexe masculin originaires d'Epéna (Bomitaba, Kabonga, Babolé) sont 115, soit 6 % de ceux qui sont restés dans leurs villages; à Ouessou, les Djem et les Bakouélé constituent le 1/4 des adultes de sexe masculin.

Afin de permettre d'utiles comparaisons, nous avons dressé le tableau de l'émigration vers Brazzaville des originaires du Nord en 1952 et 1961, mais en utilisant le découpage administratif actuel pour ne pas fausser les indications.

Préfecture d'origine	1952			1961		
	« Emigrés »	Population présente	%	« Emigrés »	Population présente	%
Léfini	3.665	48.700 ⁽¹⁾	7,35	4.874	58.472	8,5
Alima	4.802	50.800	9,4	4.850	53.232	9,2
Likouala-Mossaka	5.627	65.000	8,6	3.794	64.083	6,1
Likouala	1.446	24.100	6	1.067	22.026	5,1
Sangha	310	27.100	1,1	463	26.945	1,2
Toutes préfectures	15.850	216.300	7,33	15.057	224.758	6,7

(1) Ce chiffre, publié dans le Bulletin d'Informations Economiques et Sociales du Service de Statistiques Générales (6^e année, n° 43, Janvier 1962, p. 1120), nous paraît très sujet à caution. La même source d'information donne les chiffres de 51.700 pour 1955 et 58.000 pour 1958, la population restant ensuite stationnaire. Une aussi brusque augmentation est fort peu vraisemblable.

On constate que le nombre des émigrés, par rapport à la population totale, a fort peu changé, celle-ci restant relativement stable. On remarque cependant le fléchissement de l'exode rural, dans la Likouala-Mossaka, d'où est originaire le groupe Mbochi, dont une partie a fui Brazzaville pour les raisons de sécurité évoquées plus haut, et son accélération dans la Léfini, à la fois plus proche de la capitale et plus déshéritée peut-être (pays Batéké). Quant à la Sangha, sa contribution est en légère progression sur 1952.

Migrations anciennes et mouvements individuels récents ont contribué à établir, dans l'ensemble du pays, une répartition inégale de la population. Nous allons voir maintenant comment celle-ci se distribue dans les diverses régions.

CHAPITRE V

LA REPARTITION ACTUELLE DES HOMMES

Tous les mouvements que nous avons retracés dans les chapitres précédents, ont établi la population du Congo septentrional à un niveau voisin de 245 000 habitants (244 370 habitants pour les 7 préfectures intéressées, le P.C.A. de Ngabé (54), et une partie de la sous-préfecture de Gamaba). La superficie considérée étant de 237 400 km² environ, la densité moyenne se trouve être légèrement supérieure à 1 habitant/km² (1,03 exactement) ; cela est bien peu ! De fait, le survol de certaines régions laisse une impression déprimante de désert humain : groupes minuscules de quelques cases, à des dizaines de kilomètres les uns des autres, entre lesquels s'étirent des pistes filiformes qui franchissent vallées et collines ; ou bien encore clairières étroites au bord de cours d'eau qui disparaissent très vite sous les arbres. Les parcelles cultivées ne sont souvent que de petites taches perdues dans l'uniformité de la savane ou de la forêt. Sous cet aspect au moins, l'emprise de l'homme sur la nature apparaît comme très faible.

I - LES REGIONS PEU PEULEES

Les sources de renseignement qui nous permettent de connaître numériquement la population sont purement administratives ; il s'agit des recensements, mis à jour tous les ans dans chaque sous-préfecture, sous la forme de « monographies de villages ». Ces recensements ont été créés, à l'origine, pour servir de base à l'impôt individuel : c'est dire l'imprécision et les lacunes qui pouvaient les caractériser. Bien que leur but n'ait guère changé, ils sont à présent davantage entrés dans les mœurs, et la proportion des non inscrits est sans doute assez faible. Quoi qu'il en soit, ces documents sont les seuls qui existent ; force est bien de nous en contenter. Ils ont été utilisés pour dresser une carte des densités moyennes, dans le cadre des sous-préfectures et des P.C.A. : c'est ainsi qu'apparaissent des différences nettes dont les origines doivent être recherchées. Mais auparavant, il y a lieu de se demander si les

(54) P.C.A. : Poste de Contrôle Administratif, créé généralement pour faciliter l'administration d'une région assez excentrique. Les P.C.A. deviennent plus ou moins vite des Sous-Préfectures : Boundji, Lékana, Mbomo, Okoyo ont été d'abord des P.C.A.

chiffres mêmes ne doivent pas être évoqués avec prudence, car leur signification varie avec le mode d'existence des hommes.

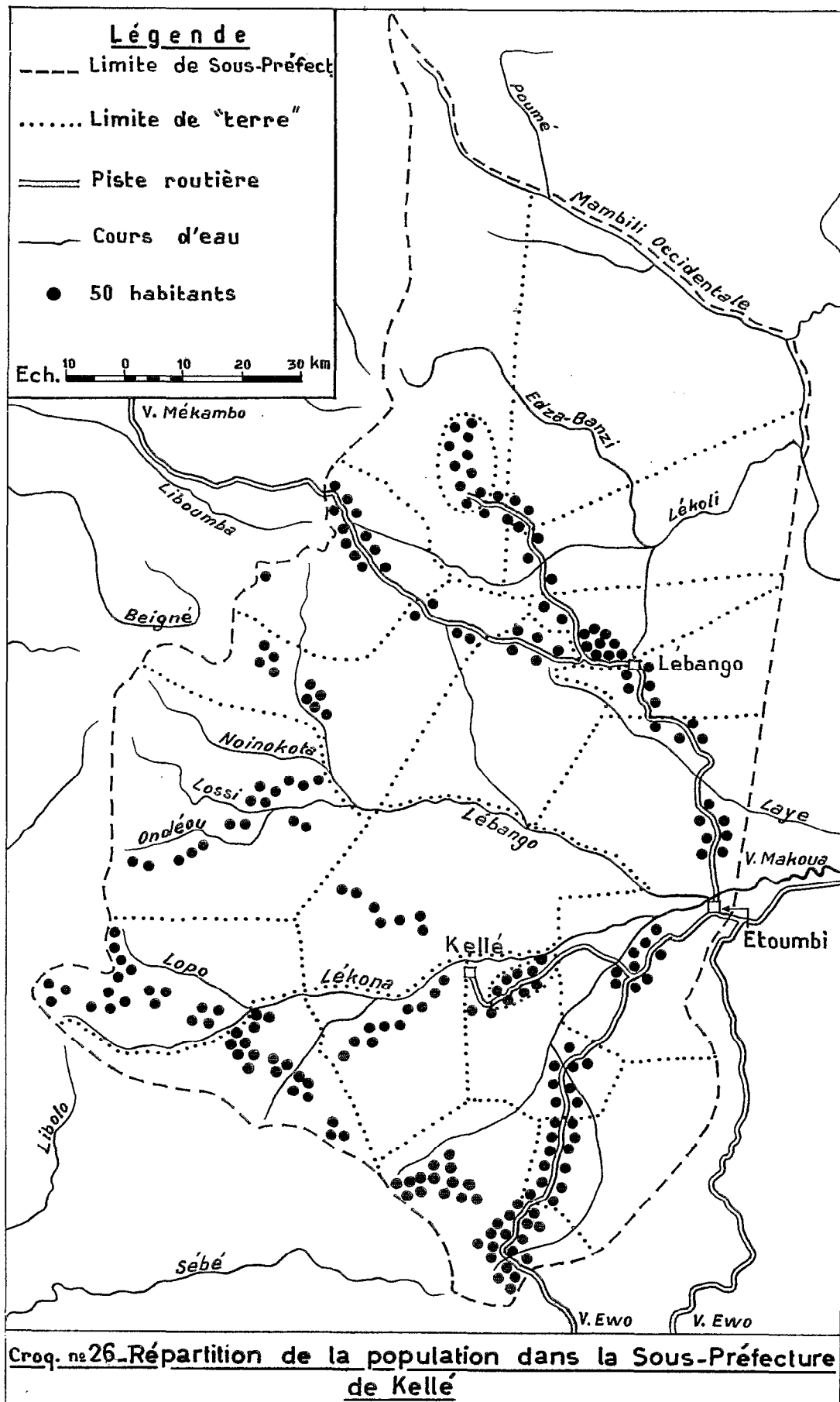
A - DENSITE ET GENRES DE VIE

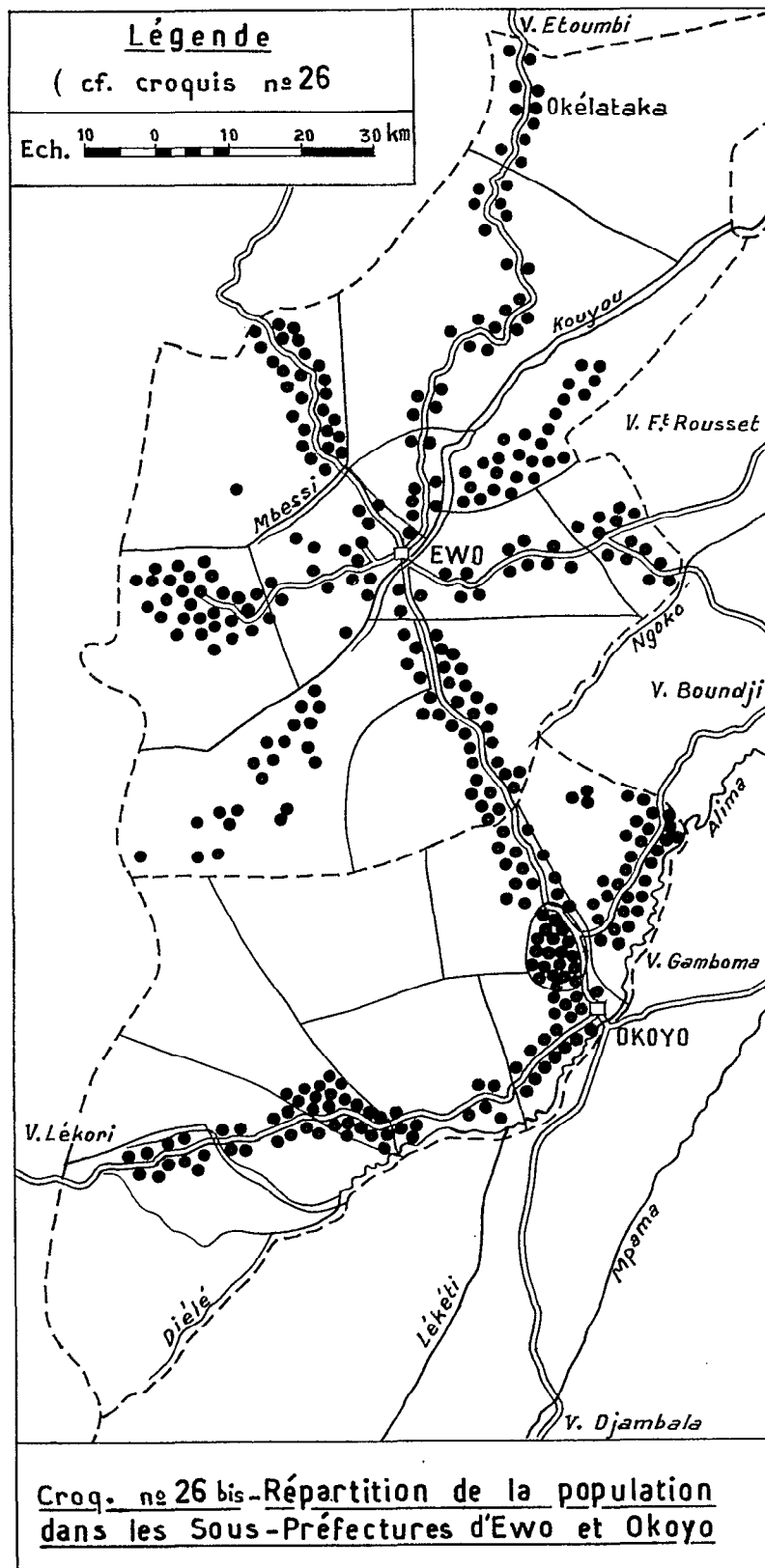
Si le champ cultivé - la « plantation » : mot passé ici dans le vocabulaire courant pour désigner le carré de manioc, d'arachides, de maïs - n'est souvent dans le paysage qu'une tache minuscule, il ne faut pas oublier que le genre de vie, partout, associe très largement à l'agriculture, la chasse, la pêche, la cueillette, toutes activités qui peuvent s'exercer dans un vaste rayon autour des villages ; les milliers d'hectares incendiés en saison sèche en sont un éloquent témoignage. Un calcul de densité par km² cultivé serait difficile - il n'existe aucun cadastre : les estimations qui sont faites doivent être accueillies avec prudence - et n'auraient pas grande signification ; car si la surface du sol utilisée chaque année est effectivement réduite (moins d'un hectare par famille), les étendues provisoirement en friche sont des jachères qui restent partie intégrante du terroir, et doivent être prises en considération. Entre l'ensemble du domaine villageois disponible et les surfaces réellement utilisées, même pendant une longue période, il est bien difficile de faire la distinction.

Il existe pourtant quelques régions pour lesquelles densité théorique et densité réelle sont deux notions très proches l'une de l'autre : celles où vivent des groupes humains très imparfaitement fixés. Nous pensons ici aux pygmées, couramment appelés Babinga. Leur nombre exact est inconnu : sans doute sont-ils 12.000 à 13.000 dans tout le Nord-Congo. On en trouve quelques-uns hors des régions forestières (sous-préfectures de Lékana et de Gamboma par exemple) ; mais la grande forêt reste leur domaine d'élection, et on évalue à 6.000 ceux qui vivent dans le Nord de la Likouala (sous-préfecture de Dongou) à plus de 4.000 ceux de la Sangha (Ouessou, Sembé, Souanké). Certes, leur évolution, leur acculturation, sont rapides, puisqu'ils constituent en maints endroits une partie de la main d'œuvre salariée dans les plantations d'Elaeis ou de cacaoyer et que certains sont fonctionnaires (55). Mais le plus grand nombre d'entre eux nomadise encore beaucoup au long des pistes qu'ils connaissent à merveille, à la recherche de viande, de miel, de copal ; même s'ils reviennent volontiers auprès des villages bantous où, de plus en plus, ils construisent leurs huttes végétales. Chasseurs impénitents, il n'est guère de cantons, où ils ne poursuivent le gibier, et, dans leur cas, on peut bien dire que la totalité des terres dont ils disposent est effectivement exploitée. Il en est presque de même pour les Bakota qui habitent le long de la route Etoumbi-Mekambo, entre Lebango et la frontière gabonaise ; chassant ici et là, vivant essentiellement de viande, de fruits et de racines, couchant dans des campements de fortune, ils ne passent guère plus de trois mois par an dans leurs villages, que le rythme des rotations culturales rend eux-mêmes assez migrants (56).

(55) Nous nous souvenons ici de cette exclamation d'un ingénieur des Travaux Publics, avec qui nous discussions, en brousse, des problèmes de main-d'œuvre pour l'entretien des pistes : « Heureusement qu'il me reste encore les pygmées ! »

(56) Cette nécessité de conserver une distance raisonnable entre le village et les cultures vivrières est compréhensible ; elle peut être aussi un excellent prétexte. En 1961, l'implantation d'un PCA à Mbomo avait fait disparaître un village entier en quelques semaines. « Nos champs sont trop éloignés, il faut nous en rapprocher », expliquèrent les chefs, que la perspective de payer désormais régulièrement l'impôt ne remplissait pas d'enthousiasme.





Ces exceptions portent cependant sur moins de 20.000 habitants. Dans sa très grande majorité, la population du Nord-Congo est stabilisée. Cette situation tient à plusieurs causes. Nous en évoquerons trois principales : la création d'un réseau routier, le développement des cultures commerciales, l'évolution de l'habitat. Les villages n'ont jamais manqué de pistes pour les relier entre eux; il était aisé d'en tracer de nouvelles lorsque l'un ou l'autre se déplaçait. Routes ou pistes carrossables constituent au contraire un réseau définitif, qui devait attirer les hommes auprès de lui. C'est qu'il avait été établi - et il continue de se développer - non pas pour desservir le plus grand nombre possible d'agglomérations, mais en fonction des nécessités administratives (circulation des personnes, transport du courrier, inspection des postes) ou des possibilités économiques réelles ou supposées : évacuation des produits. L'administration ne pouvait voir que d'un très bon oeil cette redistribution des villages, qui en rendait le contrôle sanitaire, fiscal, policier... beaucoup plus facile. Aussi bien a-t-elle fait pression en ce sens, discrètement ou non, chaque fois que nécessaire. Mais il faut reconnaître que les habitants se sont prêtés d'assez bon gré à ces changements, dont ils voyaient les avantages concrets : utilisation possible des moyens de transport, facilités pour l'évacuation des malades, passage de commerçants, installation éventuelle de boutiques, création de marchés réguliers pour les produits agricoles, etc...

Le développement des cultures commerciales est aussi, pour l'habitant, un facteur de fixation : qui crée une plantation de cacao ou de café est attaché pour une longue période sur les lieux de son travail et son village ne doit pas en être trop éloigné. Or, depuis une quinzaine d'années, le nombre des plantations a beaucoup augmenté. La pénétration de l'économie monétaire, en permettant à certains d'investir leur argent dans des constructions en dur, leur a enlevé toute velléité de nomadisme : on abandonne sans difficulté une case en «poto-poto» ou en matériau végétal ; mais la case en briques, couverte en tôle, ne saurait être une demeure provisoire. Comme elle est souvent celle du chef, ou celle des villageois les plus influents, elle renforce d'autant la stabilité de l'agglomération.

Enfin, certains motifs de déplacement ne jouent plus avec la même acuité qu'autrefois. Les progrès de l'instruction, l'influence aussi du christianisme, ont atténué l'emprise psychologique de certaines croyances ; la mort d'un chef, une série de décès, n'entraînent plus automatiquement la migration du village tout entier, non plus que la crainte des actes de sorcellerie frappant le groupe, pourtant encore vivace en bien des esprits.

Les voies de communication principales et secondaires ayant fixé l'habitat, on obtient aujourd'hui une carte d'occupation du sol assez discontinue (croquis n° 26 et 26 bis). De vastes régions ne voient jamais d'hommes, ou si rarement et de façon si temporaire qu'on peut les considérer comme inhabitées, sans risque d'erreur. Dans ces conditions, une carte des densités qui ne fait entrer en compte que les superficies exploitées tant par les agriculteurs que par les chasseurs laisse en blanc de grands espaces. Par contre, il apparaît certains points de concentration : au Nord de Gamboma, autour de Djambala, de Boundji, de Makoua, d'Ouessou, et naturellement le plateau Koukouya. En maints endroits, la densité se maintient entre 2 et 5 h/km², chiffres qui rendent mieux compte de la réalité.

Si lâche que se révèle la trame humaine, elle est donc loin d'être uniforme. Le croquis n° 27 montre les variations de la densité dans le cadre des sous-préfectures. Il apparaît qu'on peut diviser le pays en deux grandes régions : celles qui ont une densité inférieure à 1 h/km²

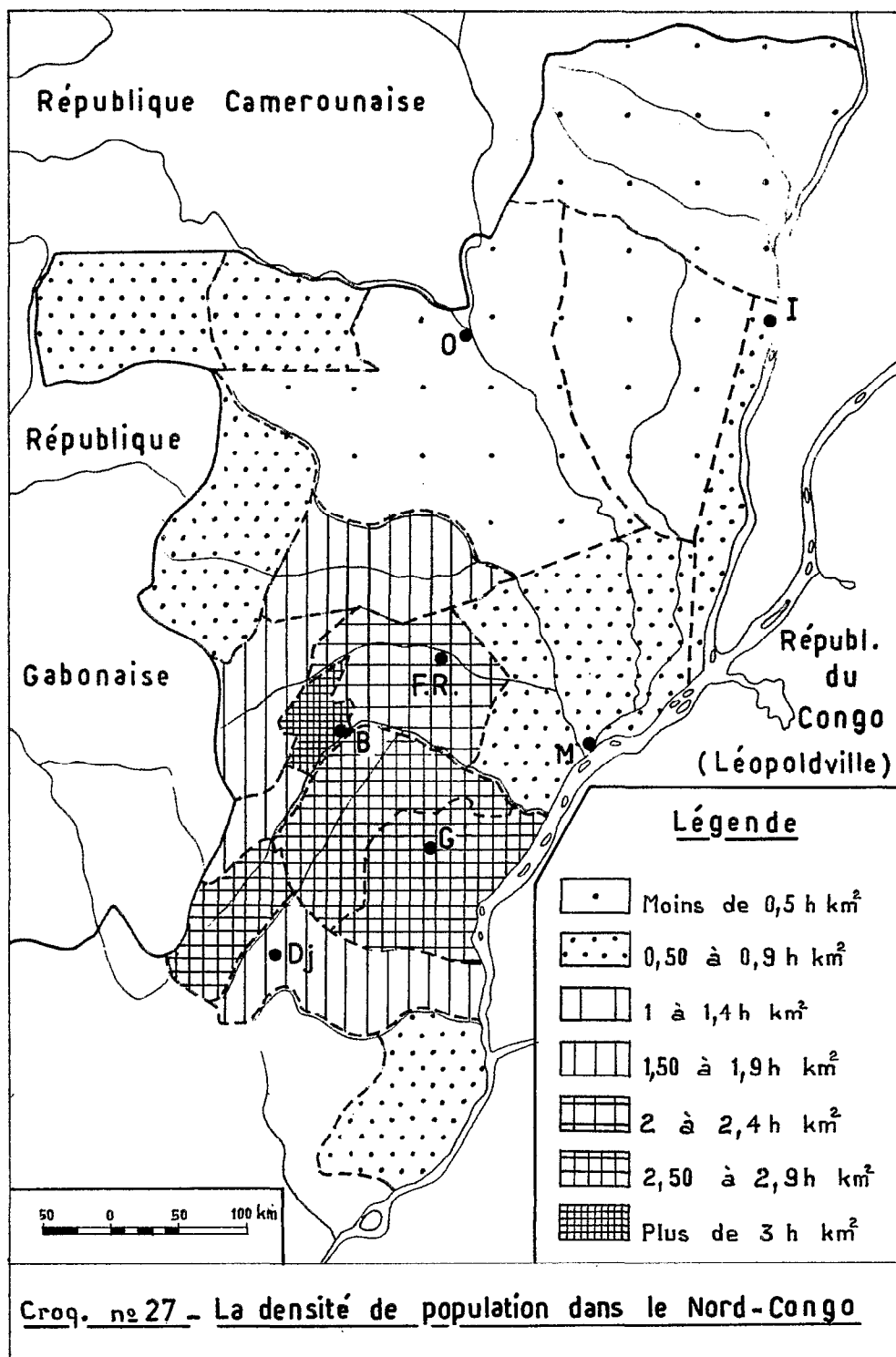
et les autres, où cette densité est supérieure, puisqu'elle dépasse 3,6 h/km² dans la sous-préfecture de Boundji.

B - LA ZONE FORESTIERE SEPTENTRIONALE

Les régions peu peuplées couvrent 71.000 km², presque entièrement dans la région septentrionale du pays : préfectures de la Sangha et de la Likouala, préfecture autonome de Mossaka, et sous-préfecture de Kellé. Les conditions naturelles qu'a trouvées l'homme, sont en grande partie responsables de la situation : nous sommes ici dans le domaine de l'arbre ou de l'eau, souvent des deux à la fois : forêt exondée, dense, à l'Ouest de la Sangha ; forêt inondable à l'Est, où nous avons vu que plusieurs mois par an, s'étalent les crues de l'Oubangui, du Congo et de leurs tributaires ; dans l'un ou l'autre cas, milieu hostile à l'établissement humain. Il faut cependant introduire des nuances. Dans l'Ouest, l'altitude plus élevée, le relief accentué, des sols plus variés et parfois plus riches, offrent des conditions meilleures ; la forêt pourrait être défrichée, et l'on trouverait en maints endroits de nouveaux sols rouges sur dolérites, qui sont bons. Mais le facteur historique est peut être ici déterminant : Bakouélé et Djem sont des réfugiés récents, au demeurant peu nombreux. Leur dynamisme démographique est faible, et ils n'éprouvent pas la nécessité de conquérir de nouvelles zones.

La situation est autre dans la partie orientale ; pour bâtir ses cases et faire ses cultures, l'homme ne dispose guère que des bourrelets de berge le long des cours d'eau. On ne trouve donc de villages que sur l'une ou l'autre rive des affluents de droite (Ibenga, Motaba, Likouala-aux-Herbes et Tanga, Sangha) et des cours d'eau principaux (Oubangui et Congo). Encore ces bourrelets se montrent-ils parfois insuffisants, au moins sur le bas-Oubangui et dans la région de Mossaka. En 1961, puis en 1962, les deux crues exceptionnelles ont envahi tous les villages riverains, dont les habitants ont dû vivre pendant des semaines dans leurs pirogues. Pensons également au rôle que joue toujours une voie de communication dans le pays qu'elle traverse : ici, elle offre des facilités singulières d'émigration, tant vers Bangui que vers Brazzaville et maints jeunes gens sont partis, entraînés par l'exemple des passagers aperçus sur les bateaux. Enfin, on ne saurait sous-estimer le rôle qu'ont joué, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les ravages de la trypanosomiose. Une importante mission, qui a étudié cette maladie au Congo français de 1906 à 1908 a réuni une documentation considérable, d'où il ressort que la région appelée alors Bas-Oubangui (amont et aval du confluent Oubangui-Congo) était très anciennement contaminée. Ce serait à partir de ce foyer permanent que la maladie se serait propagée, lentement d'abord, puis de plus en plus vite et loin, par les piroguiers, et surtout les porteurs des caravanes qui circulaient entre Loango et le Tchad.

La carte dressée à cette occasion signale comme très contaminées les agglomérations de Liranga, Likouala, Nkounda, Bolobo. Les lieux atteints jalonnent tous les cours d'eau, tant sur la Sangha que sur l'Oubangui « Dans le Moyen-Congo - disent les auteurs du rapport - les bords de toutes les grandes rivières sont contaminés (Léfini, Nkéni, Alima, Sangha, Likouala, Bas-Oubangui) ; quelques cas sont signalés dans le pays Batéké, mais rares. La basse et la moyenne Sangha sont beaucoup plus fortement infestées que la partie haute de la rivière (...) Il en est de même pour l'Alima, où la trypanosomiose est beaucoup plus rare dans la région de Diélé et Lékéti que dans le pays Mbochi de la basse-Alima. Le Congo est infesté, de Brazzaville aux confluent des grandes rivières. De gros foyers s'observent à Loukoléla et à Liranga.



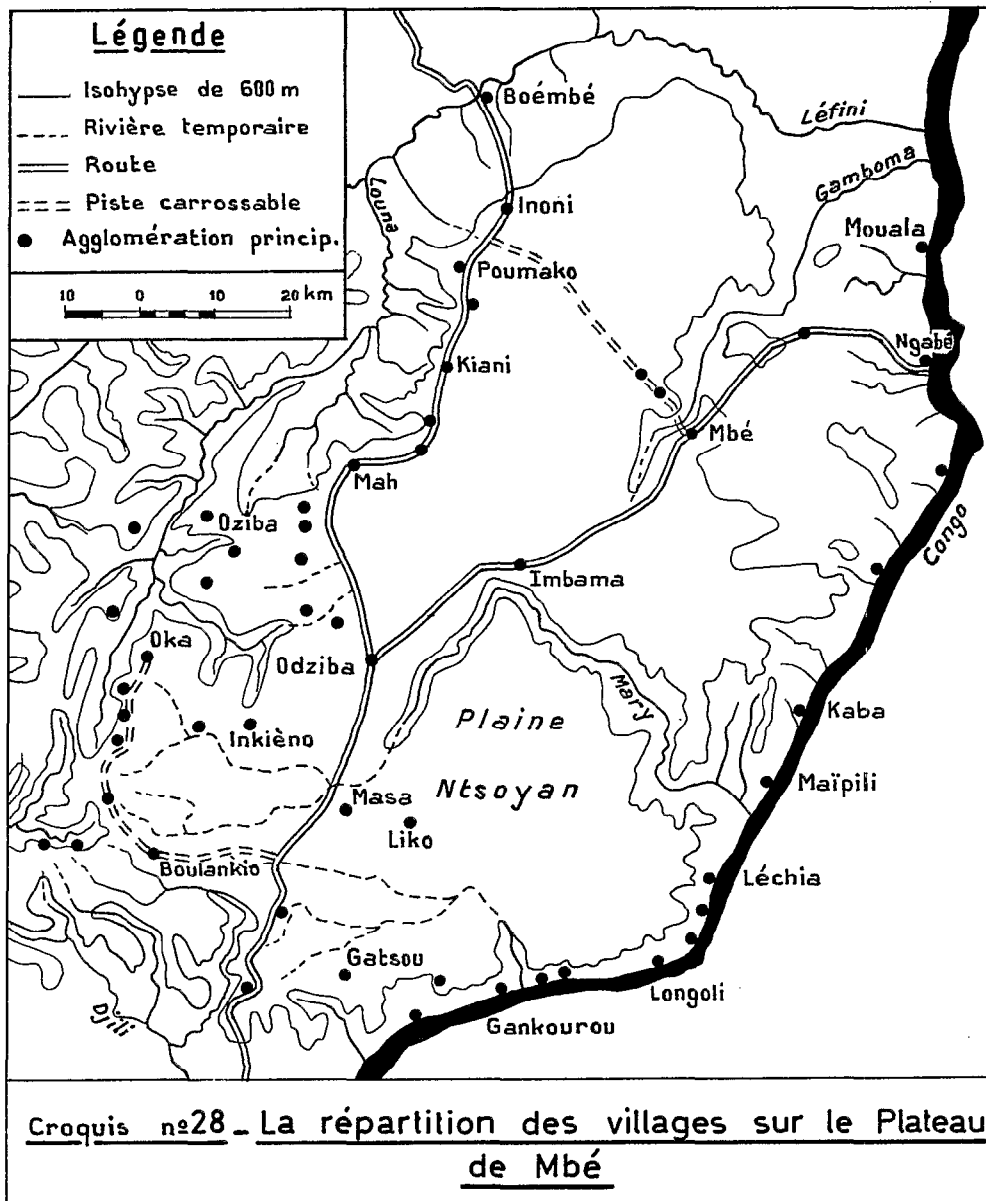
L'Oubangui, de Liranga à Fort-de-Possel, est contaminé sur tout son cours» (57). Une «explosion» particulièrement violente eut lieu en 1896-1897. Sur la mortalité consécutive à cette maladie nous n'avons que des renseignements fragmentaires ou des évaluations. En 1907, au village de Loukoléla, on signale 10 morts au cours des deux dernières années, pour une population de 70 personnes. A Liranga, il y aurait eu 95 morts de 1903 à 1906 sur quelques 250 habitants ! Dans la région d'Impfondo, 50 % des habitants auraient été atteints en permanence. Mais l'exemple le plus frappant est fourni par la mission de Bergue Sainte-Marie, située à l'embouchure du Kassai, et qui se consacrait à l'éducation des enfants orphelins de tout le haut-Congo; de 1887 à 1900, elle compta plus de 500 décès, et dut fermer ses portes !

L'influence de la trypanosomiasse sur l'évolution démographique est évidente. «La trypanosomiasse humaine est un obstacle dirimant à la procréation d'une part, une terrible moissonneuse des vies humaines de tous âges d'autre part ; paucinatalité, mortinatalité, nombreux décès, ces termes résument l'activité du trypanosome pathogène. Dans les zones endémo-épidémiques, l'écart entre les naissances et les décès est considérable, faisant ressortir à peu près toujours la diminution des naissances. Au Moyen-Congo, nous avons assisté à l'extinction progressive de la race Bangala ; les femmes n'ont presque plus d'enfants, et ces rares naissances ne compensent plus les décès» (58). Si, aujourd'hui, les campagnes systématiques de dépistage ne constatent plus que de rares cas, on doit songer aux ravages que la trypanosomiasse a pu exercer pendant des dizaines d'années. La faible densité humaine n'est plus alors une surprise.

A l'extrémité méridionale du Nord-Congo, il ne faut cependant pas faire appel aux mêmes facteurs pour expliquer l'absence des hommes. Le PCA de Ngabé correspond à peu près exactement au plateau de Mbé et à ses bordures. Nous savons qu'il s'agit d'un plateau élevé, très perméable, où les rivières sont rares (Mary, Gamboma). La forêt ne s'y rencontre qu'en lambeaux sur les pentes très érodées qui dominent le Congo ou la Louna, tandis que des bosquets résiduels peu étendus parsèment le plateau. Les conditions sanitaires y sont bonnes : fraîcheur relative apportée par l'altitude, rareté des moustiques et des glossines. Pourtant, la population est extrêmement clairsemée : 7.518 habitants pour 10.000 km² font une densité de 0,7 h/km². En fait, la plupart des villages se trouvent aujourd'hui sur la rive même du Congo, ou à l'Ouest de la route Brazzaville-Inoni, qui ne s'éloigne jamais beaucoup du rebord occidental (croquis n° 28). Dans une étude récente, G. Sautter a cherché les raisons de ce «vide». Examinant les explications possibles, il donne en définitive la préférence à des causes socio-historiques : pour se procurer les ressources nécessaires à un faste ostentatoire, rois et chefs Batéké auraient vendu beaucoup de leurs sujets comme esclaves ; ils auraient ainsi littéralement dépeuplé le pays, soit directement, soit par la fuite des habitants loin de la capitale. Il lui paraît en effet «impensable» qu'une construction politico-religieuse aussi élaborée, étendue à un territoire aussi vaste que le royaume Batéké, ait pu s'édifier sur une base numérique de

(57) MARTIN-LEBOEUF-ROUBAUD - La maladie du sommeil au Congo Français 1906-1908 - Paris, 1909, Masson édit. 721 p. 136 fig. 28 cartes et croquis, 9 planches et 1 carte h.t. (p. 235-236).

(58) SICE (Docteur A.) - La trypanosomiasse humaine en Afrique Intertropicale. Paris, 1937, Vigot édit. 306 p. 42 fig. et croquis, bibliographie, (p. 76-77). Les Bangala ne seraient plus aujourd'hui que 1200 environ, installés sur les cours inférieurs de la Sangha, de la Likouala-aux-Herbes, et de l'Oubangui.



l'ordre de 1 habitant par km² (59). Il écarte l'hypothèse de la pénurie d'eau, celle du genre de vie (besoin de grands espaces vides pour la chasse), et celle d'un dépeuplement par dénatalité.

Ce raisonnement ne nous convainc pas. Disons d'abord que nous voyons mal des souverains, si désireux qu'ils aient été de «paraître», dilapider eux-mêmes le capital humain dont ils disposaient. Le royaume Batéké s'étendait, il y a 3 ou 4 siècles, sur la majeure partie de ce qui est aujourd'hui le Pool et le Niari, et il contrôlait les mines de cuivre de Boko-Songho-Mindouli, disposant ainsi de ressources considérables, puisque la barrette de cuivre était alors une monnaie fort répandue. Dans ces conditions, pourquoi les souverains auraient-ils eu besoin de vendre leurs propres sujets ? Sans doute l'ont-ils fait quelque peu, la vente comme esclave étant alors une forme de déportation, qui débarrassait des criminels et des indésirables. Mais les Batéké étaient au demeurant des guerriers assez agressifs, pour se procurer chez leurs voisins, les prisonniers nécessaires à ce commerce.

Cette hypothèse étant peu probable, il nous faut examiner les autres explications possibles. Si le plateau s'est dépeuplé, doit-on incriminer une démographie médiocre ? Comment le savoir, faute de documents échelonnés sur une longue période ? Que la situation soit bonne en 1952 ne signifie pas qu'elle l'ait été dans le passé, et des tendances générales peuvent aisément se renverser au cours de 300 ou 400 ans ! Nous sommes beaucoup plus enclins à penser que le problème du ravitaillement en eau a été déterminant. G. Sautter signale à juste titre les nombreux moyens employés par les Batéké pour se procurer un liquide précieux du fait de sa rareté, et qu'ils économisent au maximum. Mais ils n'en sauraient trouver là où il n'y en a pas à faible profondeur. Or, la zone la plus riche en agglomérations, comprise entre Mah, Dibou et le rebord occidental, comporte un réseau extrêmement dense de vallées sèches, souvent tapissées de dépôts argileux résiduels qui retiennent l'humidité. Les trous que l'on y creuse rencontrent l'eau bien plus facilement qu'à la surface même du plateau. Cette topographie ne se trouve pas ailleurs, où la savane reste déserte ; par exemple dans la plaine Nsoyan, au sud de la Mary : on n'y voit pas le moindre hameau sur 1.200 km². Par contre, les deux rives de la Mary, le long de son cours pérenne, sont à peu près inhabitées, malgré la présence de l'eau ; faut-il incriminer les moustiques et les glossines qui vivent dans la partie humide et la galerie forestière ?

Nous pensons donc que le plateau de Mbé n'a jamais été beaucoup plus peuplé qu'il ne l'est aujourd'hui. La grande difficulté du ravitaillement en eau en maints endroits est un facteur limitant qui a dû jouer de manière efficace. On peut à juste titre s'étonner que la capitale se soit établie dans la région la moins facilement habitable. Nous y voyons cependant deux raisons ; la première est que le royaume englobait la partie de la rive gauche du Congo, où se trouvaient- et se trouvent encore - des milliers de Batékés. Mbé, sur son plateau semi-désert, est donc malgré tout au milieu d'un solide noyau de population. La seconde est que ce même plateau, par sa position élevée, dominait pendant 200 km une voie commerciale alors de grande importance. Placée en retrait de la rive, mais pas trop éloignée cependant, la capitale était à l'abri d'une attaque surprise, tout en exerçant un contrôle efficace sur une excellente source de revenus. Il y a là un point de vue stratégique et économique qui a dû peser d'un poids singulier dans le choix de l'emplacement.

(59) SAUTTER G. - Le plateau congolais de Mbé, ... p. 36.

II - LES REGIONS MIEUX PEUPLEES

Toute la zone comprise entre la Léfini, au Sud, la Likouala et son affluent de gauche, la Mambili, au Nord, est un peu mieux partagée en ce qui concerne la population. Sur 27,3 % de la surface totale, elle compte 60,4% des habitants : 66.300 km², 147.500 habitants. La densité humaine dépasse légèrement 2,2 soit 4 fois plus que le reste du pays. Mais elle n'est pas uniforme ; encore faible dans les sous-préfectures de la périphérie (Djambala, Ewo, Makoua : 1,7 h/km²), elle croît vers le centre (Gamboma : 2,7 h/km², Abala : 2,9 h/km²) pour atteindre son maximum dans la petite sous-préfecture de Boundji, avec 3,6 h/km². Il y a lieu cependant de mettre à part, comme cas particulier, la sous-préfecture de Lékana, à l'intérieur de laquelle s'opposent une région presque totalement inhabitée et un «cœur» très petit - 450 km² - mais très peuplé : le plateau Koukouya.

A - ENTRE LEFINI ET MAMBILI

Les densités «fortes» des régions centrales (Gamboma, Abala, Fort-Rousset, Boundji) peuvent avoir deux causes qui ne s'excluent nullement l'une l'autre. Les conditions naturelles, d'abord, sont bien meilleures que dans les régions voisines (plateaux secs et dénudés du Sud, forêts ou marécages du Nord et du Nord-Est) ; la végétation est une savane coupée de galeries forestières ; le relief de collines, encore assez marqué dans la partie Sud, s'adoucit ailleurs nettement et les vallées sont à pentes douces. Les zones constamment humides ne prennent quelque extension qu'au Sud de Fort-Rousset, où, sur une cinquantaine de kilomètres, elles offrent à la circulation routière des difficultés que n'ont pas entièrement vaincues les remblais. A cette exception près, l'homme pouvait donc trouver là des conditions relativement favorables à son installation, combinant les cultures faciles sur savanes et les défriches forestières, ayant partout l'eau et le bois, deux éléments indispensables à son existence quotidienne. Mais nous avons vu aussi que le peuplement s'est fait, ici, à partir de l'Est, en remontant l'Alima, le Kouyou, la Likouala et leurs affluents. Le groupe Mbochi s'est infiltré entre les groupes Téké et Sangha, et il a fortement occupé les zones exondées en permanence, en amont des basses rivières. Il a pu se produire une sorte de phénomène d'entassement, au cœur même du mouvement migratoire, tandis que les franges pionnières, au Nord-Ouest, restaient beaucoup moins occupées.

Il faut probablement expliquer de cette façon le vide relatif des régions situées au Nord d'Ewo et à l'Ouest de Makoua : là, passe la ligne de contact entre les groupes Mbochi d'une part, Batéké et Mbéti de l'autre. Entre le haut-Kouyou et la moyenne Likouala existe une zone à peu près vide, comme si la vague Mbochi était arrivée là très amenuisée, ayant perdu son dynamisme. Qui plus est, les zones boisées occupent ici une superficie plus grande : on approche de la grande forêt.

Cette explication ne joue plus pour les sous-préfectures d'Okoyo et de Djambala. Peuplées de Batéké-Alima, de Nzikou et de Baboma, elles ont une densité inférieure à 2 h/km², dont on peut rendre davantage responsables les conditions physiques. On retrouve en effet les sables Batéké, constituant soit des plateaux, soit des croupes plus ou moins aplanies, extrêmement sèches, souvent truffées de loussekés. Le réseau hydrographique devient indigent dans les parties les plus élevées, et le problème de l'eau s'y pose avec autant d'acuité que sur le plateau de Mbé. La carte au 1/200.000 révèle le même phénomène de regroupement des villages à proximité d'une mare ou sur le rebord d'un long versant dominant les têtes de sources jaillissant en contre-bas, et donnant naissance à des rivières pérennes.

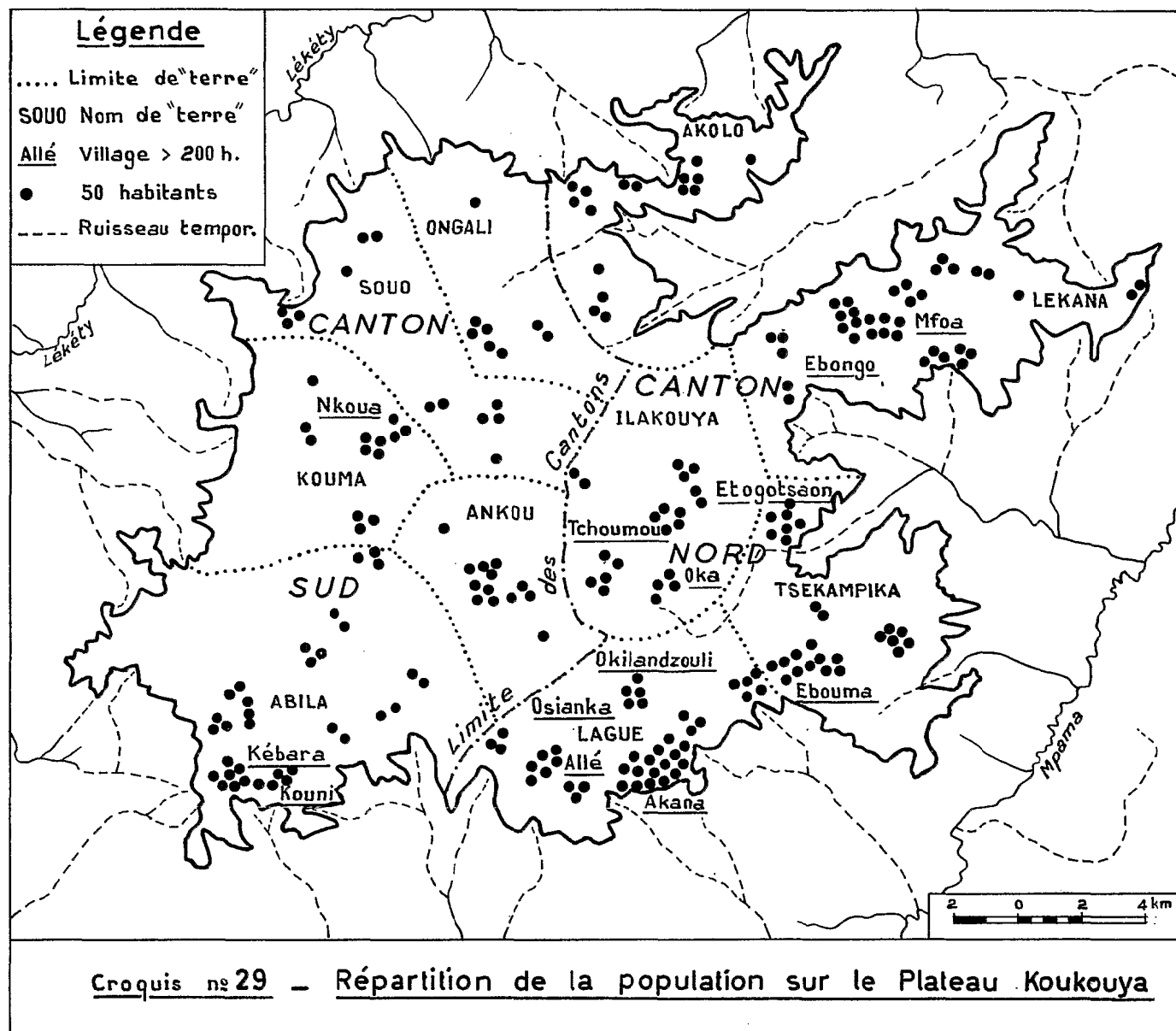
B - LE PLATEAU KOUKOUYA

En fonction de ce qui précède, le plateau Koukouya constitue une énigme. Rappelons rapidement ses caractères principaux : encadré par les deux profondes vallées de la Mpama et de la Lékéti, il apparaît comme un véritable môle dressé à 800-850 m d'altitude, légèrement incliné vers l'Est, entouré de pentes abruptes, et sur lequel vit une population anormalement nombreuse. Sur les 450 km² de la superficie, on dénombre actuellement 12.775 habitants (en 1961), répartis en 81 villages. La densité est donc de 28,4 h/km². Or, le plateau Koukouya n'est rien autre chose qu'un morceau des plateaux Batéké épargné par l'érosion ; les roches qui le constituent sont les mêmes qu'ailleurs, et des études pédologiques récentes ont démontré que les sols étaient identiques à ceux du plateau voisin de Djambala. Les seuls caractères physiques originaux qu'on puisse relever, sont une altitude un peu supérieure (50 m de différence en moyenne) et des précipitations plus abondantes : le plateau Koukouya reçoit plus de 2 m par an. Comment donc expliquer une densité telle qu'elle frôle sans doute le surpeuplement relatif ?

Nous ferons pour cela appel aux facteurs humains et aux facteurs physiques. Il est tout d'abord indiscutable que la tribu Koukouya présente une originalité certaine, une homogénéité qui lui fait tenir en lisière tout étranger, même Téké ; les seuls «non-Koukouya» résidant à l'intérieur de la sous-préfecture (exception faite des fonctionnaires) habitent en dehors du plateau : Bansinséké de la terre du même nom, et Téké de la terre Dzouangoulou, sur les deux rives de la Lékéti. Les traditions locales sont très peu prolixes ; selon elles, c'est à la suite de guerres avec les Nzikou que les Koukouya auraient été refoulés sur le plateau, alors inhabité. Il est pourtant peu vraisemblable qu'une telle position stratégique, forteresse naturelle très aisée à défendre, n'ait pas tenté précocement l'un ou l'autre des groupements toujours en guerre ou en mouvement : plateau-refuge, par conséquent, sur lequel il a fallu, bon gré mal gré, s'adapter aux conditions offertes ; il a permis le développement, chez les Koukouya, d'un particularisme jaloux, qui s'est opposé longtemps à la pénétration coloniale : la dernière bataille contre les troupes françaises a eu lieu en 1915. Cependant, l'étroitesse des surfaces disponibles se trouvait compensée par un élément favorable : les analyses chimiques les plus récentes ont montré que la teneur en argile, sur le plateau, est beaucoup plus importante que dans les vallées environnantes, où les sols sont très lessivés. La rétention d'eau est donc meilleure, ce qui est d'un grand intérêt pendant les mois de saison sèche (60). Ce facteur a sans doute beaucoup aidé les Koukouya ; car il y avait une contradiction presque insoluble entre l'exiguïté des terres disponibles et la densité humaine, 15 fois plus forte que la moyenne nationale (densité rurale du Congo : 1,5 h/km²). Mis dans l'impossibilité de pratiquer une jachère à long cycle de rotation, et par conséquent obligés de revenir souvent sur les mêmes lieux, ils ont élaboré des techniques agricoles évoluées (écobuage, enfouissement en vert, défrichage partiel) qui n'épuisent pas les sols et ne détruisent pas sa structure physique. C'est la pression démographique qui a été, ici, un facteur primordial d'évolution.

Il restait cependant à résoudre la question du ravitaillement en eau. Elle ne se pose guère pendant la saison humide, qui dure pratiquement de septembre à mai (aucun mois inférieur

(60) cf. BOISSEZON (Paul de) - Les sols des plateaux de Djambala et Koukouya et de la zone avoisinante des hautes collines - Brazzaville, IRSC, 1963, 93 p. rônéo, 4 cartes, bibliogr.



à 125 mm), et durant laquelle tous les moyens sont employés pour recueillir l'eau de pluie; en outre, l'eau stagne en maints endroits déprimés grâce à une imperméabilisation de surface. La saison sèche est heureusement moins marquée qu'ailleurs (influence de l'altitude) et seul, le mois de juillet est très sec. Il n'en faut pas moins trouver de l'eau pendant cette période ! Or les ressources naturelles sont minces : deux mares, à Lékana et Lagué, dont la première est asséchée avant la fin du mois d'août; deux sources à Bélé et Kébara, mais au débit assez faible quoique permanent (Kébara : 1 l/seconde); quelques suintements enfin dans les vallées sèches, à la base des éboulis. Force est donc à la population de se ravitailler dans les rivières Lékéti et Mpama, à 300 ou 400 m en contre-bas, ou dans leurs petits affluents. Cela suppose, pour certains villages du centre, des allers et retours de 12 à 20 km, effectués naturellement par les femmes qui s'en vont et reviennent en file indienne. Or, si l'on observe dans le détail la répartition des habitants (croquis n° 28), on distingue deux zones différentes que l'administration reconnaît d'ailleurs sous les noms de Canton Koukouya Nord (zone orientale) et Canton Koukouya Sud (zone occidentale). Ces deux cantons, groupant chacun cinq «terres» (5 à 15 villages par terre), sont très inégalement peuplés, malgré une superficie presque identique (220 à 230 km²), puisque la densité humaine varie presque du simple au double : 37,1 h/km² dans le Canton Nord, 19,3 h/km² dans le Canton Sud. Ne peut-on expliquer cette différence par le découpage beaucoup plus accentué de la partie orientale, dont la bordure comporte des indentations profondes qui raccourcissent les distances de portage d'eau pour les villages de l'intérieur? La moitié occidentale est au contraire bien plus massive; plus élevée aussi, puisqu'elle domine de 410 m le talweg de la Lékéti, d'ailleurs un peu plus éloigné. N'est-il pas frappant de constater que les quatre terres les plus peuplées (qui rassemblent plus de la moitié de la population totale) se trouvent situées soit sur un étroit appendice du plateau (terre Lékana, terre Tsékampika) soit dans la zone d'influence rapprochée d'un point d'eau (terre Lagué, terre Abila)?

Ces observations nous amènent à penser que la situation des Koukouya est peut-être un cas-limite. Des causes historiques les ont poussés à se réfugier sur ce plateau, où leur sécurité se trouvait assurée. Mais ils se sont trouvés alors confrontés à quelques difficiles problèmes de subsistance; celui des cultures vivrières a été résolu par une évolution des techniques, celui du ravitaillement en eau, par le biais de la corvée que la coutume assigne aux femmes. Nous sommes cependant persuadés que cette dernière solution a été rendue possible par la seule exigüité du domaine habité. Ainsi, par opposition, la partie méridionale du plateau de Djambala, de forme grossièrement arrondie aussi, mais deux fois plus étendue, est inhabitée en son centre. Le ravitaillement en eau d'un village qui s'y trouverait placé, supposerait des voyages allers et retours de 25 km au minimum! Nous avons par ailleurs signalé le rôle que joue le facteur eau dans la répartition des hommes sur le plateau de Mbé. Si accoutumées que soient les femmes à de durs travaux, il existe tout de même certaines limites qu'il n'est pas possible de dépasser.

CHAPITRE VI

L'HABITAT

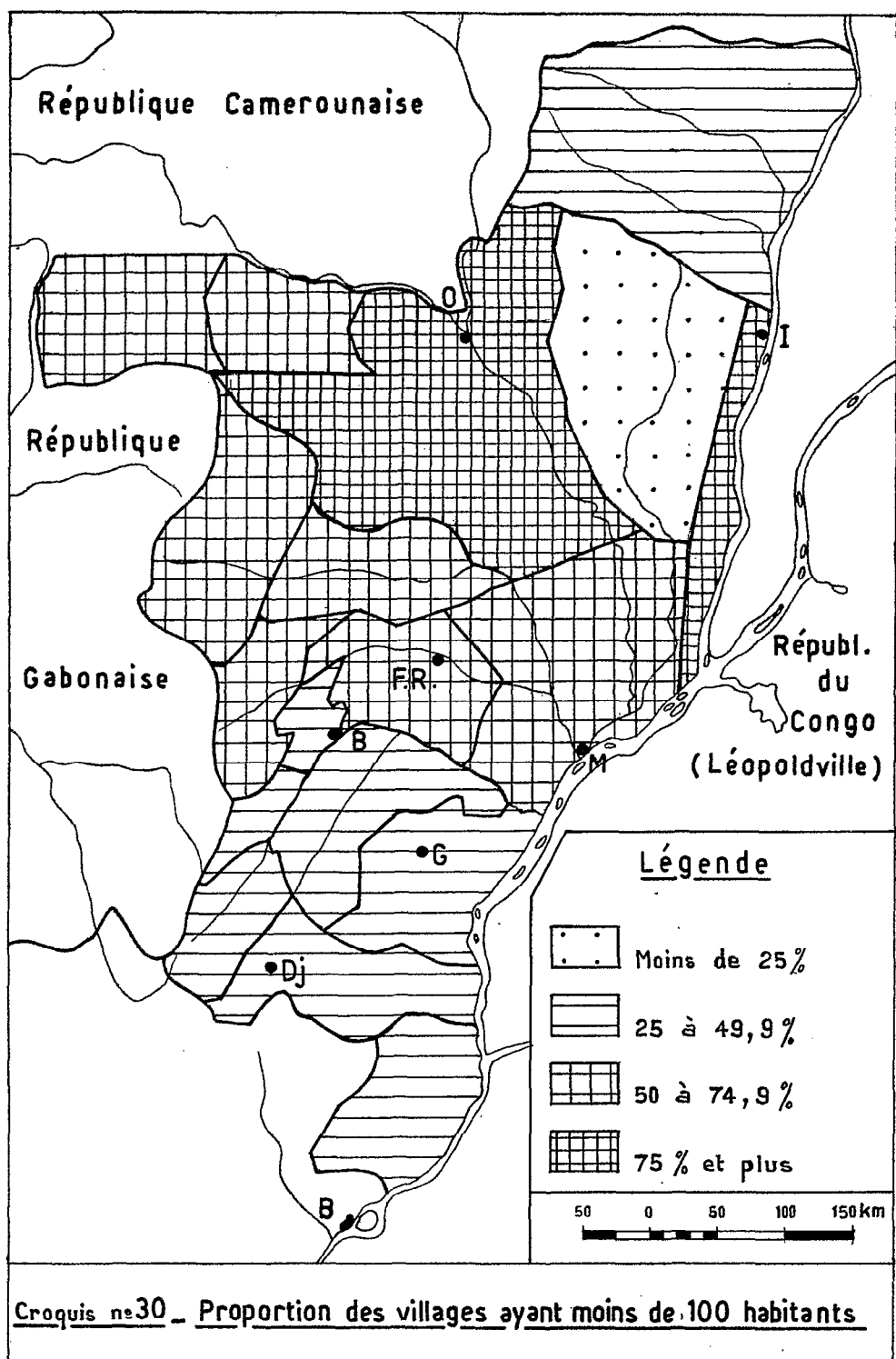
Les agglomérations du Nord-Congo comprennent 1.850 villages de toutes tailles, et 17 chefs-lieux dont les uns ont déjà l'apparence de bourgades semi-urbanisées (Ouessou, Fort-Rousset, Djambala, Impfondo), et dont les autres sont restés simplement de gros villages (Mbé, Okoyo, Sembé). Bien que la différence entre la vie des ruraux et celle des «citadins» soit souvent peu sensible, une évolution lente a individualisé deux «mondes» dont l'un reste enfoncé dans le traditionalisme, et dont l'autre participe déjà quelque peu à des formes plus modernes d'existence.

I - L'HABITAT RURAL

Le monde rural rassemble près des 9/10 de la population totale, dans des villages dont les dimensions sont en général réduites. Ils doivent certainement à l'homogénéité des genres de vie une indiscutable uniformité d'aspect, tant dans leur implantation que dans leur plan, et c'est seulement dans la forme et dans la nature des matériaux de construction, que tel ou tel groupe a pu faire preuve de plus ou moins d'esprit inventif ou d'originalité.

A - UN PAYS DE PETITS VILLAGES

L'importance des villages est très variable d'un point à un autre. Il est intéressant de voir quel est le volume respectif des diverses catégories, pour l'ensemble du pays. Ceux qui ont moins de 50 habitants représentent 18,2 % du total, et les plus petits n'ont pas 10 habitants. En réalité, ce sont de petits groupes de deux ou trois cases au bord d'un cours d'eau ou dans



une clairière, et dont la disparition à plus ou moins courte échéance est très probable. De 50 à 99 habitants, on en trouve déjà beaucoup plus; environ un tiers (33,2 %). Ils sont presque autant que ceux de la catégorie supérieure (100-199 habitants): 34,7 %. Quant aux plus importants, ils sont assez rares: quelque 230, soit 13,9 %. La grande majorité des villages du Nord-Congo (67,9 %) a donc une population comprise entre 50 et 200 âmes, le dernier tiers se partageant assez également entre les petits et les «gros». La dimension moyenne de l'agglomération rurale ressortit à 115 habitants. Ce chiffre peut paraître faible; mais l'agriculture à longue jachère, qui est ici la plus répandue, entraîne des besoins considérables en surfaces cultivables. Dès qu'un village dépasse certaines dimensions, des difficultés se présentent, en particulier un éloignement de plus en plus grand des plantations vivrières (faute de quoi le retour sur les mêmes champs se produirait trop tôt, au détriment des récoltes), et la solution réside dans l'éclatement du groupe humain.

Ce schéma général demande pourtant à être nuancé; d'une région à l'autre, de la forêt à la savane, des différences importantes apparaissent (croquis n° 31). L'étude à laquelle nous nous sommes livré nous a permis de distinguer trois types. Le premier est celui de la grande zone méridionale, où domine le paysage de savane, tantôt purement herbeuse, et tantôt arbustive, entrecoupée de galeries forestières plus larges et denses vers le Nord, où le réseau hydrographique s'enrichit beaucoup. Elle est couverte par 5 sous-préfectures: Djambala et Lékana, Gamboma, Abala et Boundji. Les villages, relativement étoffés, dépassent la moyenne générale: 141 habitants. Si l'on fait une coupure à 100 habitants, on constate que la répartition est la suivante:

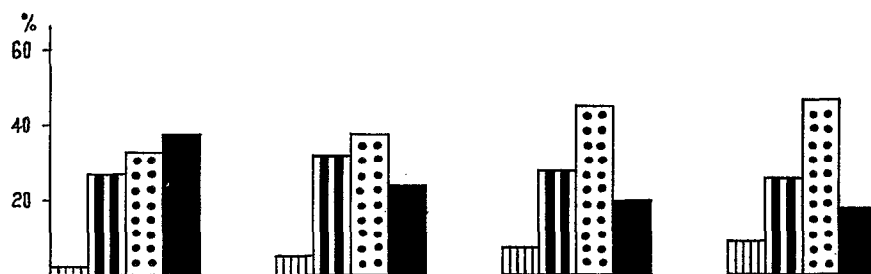
Moins de 100 h. : 38,7 %; 100 h. et plus : 61,3 %

La catégorie des moins de 50 habitants est fort peu fournie: 7,7 %; par contre, plus de 20 % des villages ont 200 habitants et plus. Le meilleur exemple de ce type est donné par la sous-préfecture de Boundji, où les habitants se groupent en agglomérations importantes (le village moyen a 162 habitants; le plus gros, situé dans la terre Ongondza, a 443 habitants; la plus petite de tous en compte 35, et c'est le seul de sa catégorie).

Une zone à caractères différents apparaît au Nord de la première, comprenant les sous-préfectures de Fort-Rousset, Makoua, Kellé, Ouesso, Sembé et Souanké. Dans son ensemble, nous savons qu'elle est dominée par la grande forêt généralement exondée, sauf sur la lisière méridionale, où les clairières se font plus vastes, et finissent par occuper la moitié de la surface du sol. Les villages y sont nettement plus petits que dans le Sud, puisque le nombre moyen d'habitants est de 88. C'est qu'il y a beaucoup plus de petites agglomérations. Sur les mêmes bases que précédemment, la répartition est la suivante:

Moins de 100 h. : 68,5 %; 100 h. et plus : 30,5 %

On ne trouve presque jamais de villages ayant plus de 200 habitants (5,7 %) mais les tout petits sont en grand nombre (31,9 % de moins de 50 habitants). La tendance est donc exactement opposée à celle de la zone des savanes. La sous-préfecture d'Ouesso est parfaitement représentative; mais la présence ici d'un chef-lieu assez développé (plus de 3.500 habitants), peut lui faire préférer à ce point de vue celle de Sembé, où le village moyen ne compte

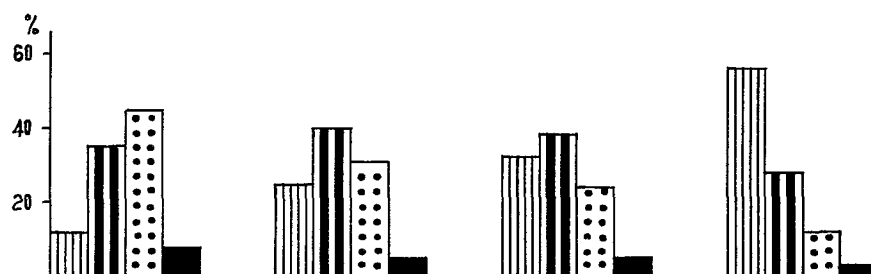


Boundji

Djambala

Lékana

Abala

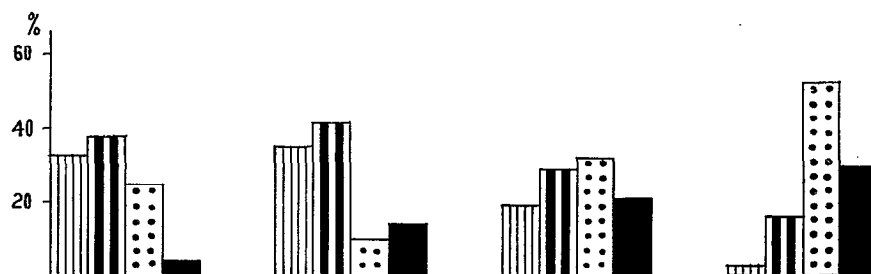


Ewo

Souanké

Sembé

Ouesso



Kellé

Impfondo

Dongou

Epéna



Villages ayant moins de 50 habitants



Villages ayant de 50 à 99 habitants



Villages ayant de 100 à 199 habitants



Villages ayant 200 habitants et plus

Croquis n°31 - Répartition des catégories de villages dans quelques Sous-Préfectures

que 79 habitants. Les dimensions minima dépassent à peine celles de la famille élémentaire (7 hab., 9 hab.,) ou élargie (13 hab., 21 hab., 23 hab.,). Les 4 seuls villages ayant plus de 200 habitants se groupent à proximité du chef-lieu, et ceux qui ont moins de 100 habitants représentant ici 70,5 % de l'ensemble.

La sous-préfecture d'Ewo, que nous n'avons placée ni dans l'une ni dans l'autre zone, est en fait un type de transition. Sa partie Sud appartient à la zone des savanes; sa partie Nord est beaucoup plus forestière. S'étonnera-t-on alors de lui trouver des caractères hybrides? Un nombre plus important de tout petits villages, et déjà moins de plus gros. De part et d'autre de la limite retenue, nous trouvons 47,6 % pour les moins de 100 habitants, et 52,3 % pour les autres. Le chiffre de 400 habitants est pourtant encore dépassé deux fois (61).

Une dernière zone enfin comprend les sous-préfectures de Dongou et d'Epéna, toutes deux couvertes par la forêt inondée. Le village moyen y retrouve des dimensions plus importantes, avec 153 habitants.

Moins de 100 h.: 36,8 %; 100 h. et plus: 64,2 %

Les villages de plus de 200 habitants ne sont pas rares, et les dimensions maxima sont parfois exceptionnelles; on en trouve un de 615 habitants, sur la Likouala-aux-Herbes, dans la terre Babolé.

Si nous tentons d'expliquer les différences constatées, il nous faut faire appel à diverses causes, qui interfèrent sans doute les unes avec les autres. Il est probable que le milieu physique joue un rôle capital: l'opposition est trop nette entre pays de savanes et pays de forêts, pour ne pas être soulignée en premier lieu. Il est certain que les premiers offrent aux humains de plus grandes facilités d'établissement que les seconds: défrichages commodes, circulation aisée, ressources variées. Des collectivités plus amples peuvent se former et se maintenir; l'horizon y est en quelque sorte plus large. Au contraire, l'atmosphère étouffante de la grande forêt, les obstacles de toutes sortes qu'elle oppose à l'homme, l'obligeant à mener une vie plus itinérante, ne laissent leur chance de survie qu'à des noyaux humains plus réduits, contraints de rayonner sur des distances assez grandes. On voit mal l'intérêt qu'ils trouveraient à se regrouper. C'est en somme dans les deux cas, une question de rendement, tant il est vrai que dix hectares de savane peuvent nourrir plus d'agriculteurs que dix hectares de forêt ne feront vivre de chasseurs. Par contre, lorsqu'elle est inondée plusieurs mois par an, la forêt n'offre plus du tout les mêmes conditions d'existence; si les cours d'eau qui la traversent restent des voies de circulation possible, les villages sont bien forcés, pour se bâtir, de se contenter des rares surfaces exondées en permanence. Encore ne sont-ils pas toujours à l'abri des crues un peu fortes. Ici, la concentration de l'habitat en grosses unités est bien une nécessité inéluctable, et nous ne devons pas être surpris de la constater, à Epéna comme à Dongou.

(61) C'est au cours des années 1961 et 1962 que la sous-préfecture d'Ewo a été scindée en deux parties par la création, dans sa partie méridionale, du P.C.A. d'Okoyo, élevé ensuite au rang de sous-préfecture. La plupart des documents consultés ne faisaient pas encore la distinction. Un relevé nous a permis cependant de vérifier le bien fondé de notre classification: dans la sous-préfecture d'Okoyo, la moyenne est de 126 habitants par village; dans celle d'Ewo, seulement de 96 habitants par village.

Les facteurs humains jouent cependant aussi leur rôle. Nous voulons parler ici de la solidité des liens tribaux, de la pérennité des coutumes, qui maintiennent la cohésion à l'intérieur d'une société. Éliminant les cadres artificiels qui constituent les frontières administratives, nous avons cherché à rassembler les villages appartenant aux mêmes groupes ethniques, pour les principaux d'entre eux. Le tableau ci-après donne les résultats obtenus, par ordre de grandeur décroissante :

Groupe ethnique	Sous-préfecture	Nombre d'habitants	Nombre de villages	Moyenne
Bomitaba	Epéna	8.242	44	187 h.
Koukouya	Lékana	12.630	80	158 h.
Mbochi	Boundji, Abala, Gamboma, Mossaka, Fort Rousset	41.130	266	154 h.
Ngangoulou	Gamboma, Abala	20.397	137	148 h.
Aboma	Gamboma	11.456	81	141 h.
Téké-Alima	Okoyo, Djambala, Abala, Boundji	10.758	85	127 h.
Mabéza	Souanké, Sembé	6.576	60	110 h.
Mbéti	Kellé, Ewo	12.500	117	107 h.
Makoua	Makoua	6.656	63	105 h.
Likouala	Makoua, Fort-Rousset	3.929	38	103 h.
Kouyou	Fort-Rousset	9.492	97	98 h.
Djem	Souanké	2.817	32	88 h.
Ngaré	Makoua, Fort-Rousset	1.839	22	83 h.
Bakouélé	Sembé, Ouessou	6.379	79	81 h.
Makoua-Opa	Makoua	3.125	40	78 h.
Bakota	Kellé	4.411	60	57 h.
Toutes ethnies		161.337	1.301	124 h.

N'est-il pas frappant de constater que la dimension moyenne des villages est la plus élevée dans les régions où les groupes ethniques sont restés très homogènes ? Il en est bien ainsi pour les Bomitaba (187 habitants par village) et les Koukouya (158 habitants par village), de qui le particularisme et l'isolement géographique sont remarquables. Mais Aboma, Ngangoulou et surtout Mbochi, sont connus également pour leur forte structure ethno-sociologique.

A l'autre extrémité du tableau, nous retrouvons les Bakota, dont la stabilisation est encore très imparfaite. Un seul de leurs villages dépasse 200 habitants (Kékélé, 234 habitants); plus de la moitié d'entre eux n'en a pas 50 (32 sur 60!). Il faut tenir compte cependant ici de l'émigration qui a enlevé au pays une partie de ses habitants. C'est aussi cet exode qui explique largement la situation dans les sous-préfectures d'Ouessou et Impfondo. Celle-ci est très mauvaise; dans la seconde, les villages n'ayant pas 100 habitants sont 22 sur 27 (75,9 %); dans la première, 81 sur 96 (84,4 %) . Ces deux chefs-lieux ont littéralement aspiré vers eux la population de leur hinterland rural, dans des proportions quelquefois invraisemblables. Un sondage exécuté sur 5 villages dans les terres d'Impfondo et Mohitou (Djemba-Rivière, Vendza, Mohitou, Niangui, Gangania-Rivière) a donné les résultats suivants :

Population actuelle des 5 villages : 321

Originaires de ces villages habitant aujourd'hui Impfondo : 201

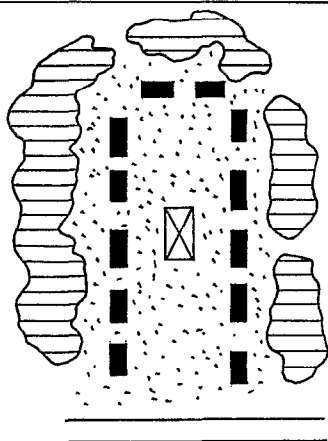
Il faut donc admettre que ces villages ont perdu, par simple émigration, 38,5 % de leur population. L'exemple le plus frappant reste celui de Mohitou qui n'a plus, en 1961, que 40 habitants, alors qu'on trouve, à Impfondo, 77 personnes de tous âges qui y sont nées et qui l'ont quitté !

B - SITE ET ASPECT DES VILLAGES (62)

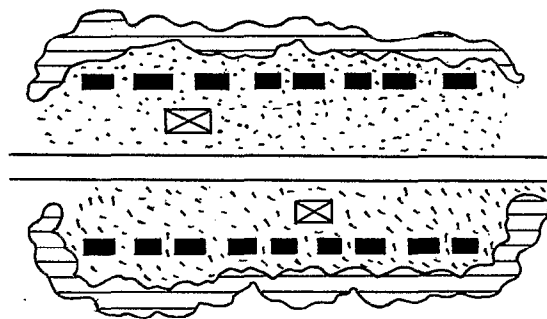
Il nous a semblé que deux considérations essentielles, mais contradictoires, guidaient les hommes dans le choix du site; la nécessité d'assurer le plus facilement possible le ravitaillement en eau des habitants, le souci de ne pas se trouver trop près des zones humides, gîtes à moustiques et à glossines. Le besoin de garantir la défense du village a perdu, depuis plus d'un demi-siècle, la plus grande partie de son importance: il n'y a plus d'agressions de la part des tribus ennemies arrivant par terre ou par eau. Au contraire, nous avons dit quel intérêt ont à présent les hommes à se placer près des voies de communication. Comme il n'en a pas toujours été ainsi, le poids du passé, celui des traditions, se font encore maintes fois sentir.

Dans tout le pays Batéké, de Brazzaville, au Sud, jusqu'au delà d'Etoro et d'Ewo, les villages se trouvent presque toujours en position haute. Il est notoire que les Batéké détestent les zones marécageuses; aussi bien, leurs villages évitent-ils les galeries forestières des vallées, pour se percher au sommet des longues pentes qui les dominent, même si cela signifie un long portage pour les femmes chargées de la corvée d'eau. Ainsi également, les 12.000 Koukouya restent résolument sur leur plateau aux rebords abrupts, malgré la grande

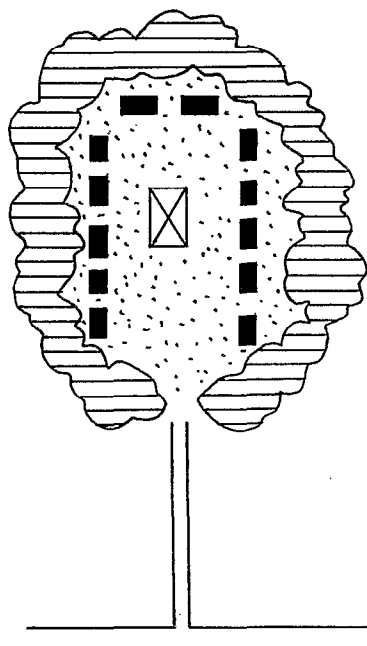
(62) Le matériel cartographique dont nous disposons pour une étude de l'habitat dans le Nord-Congo est encore d'une grande pauvreté. En dehors des deux feuilles au 1/1.000.000 en courbes de niveau (équidistance: 300 m.), et d'un très récent 1/500.000 (équidistance: 100 m.) qui ne compte qu'une seule feuille, il existe quelques cartes à l'échelle de 1/200.000, où les courbes de niveau ont une équidistance de 40 m., encore insuffisante pour révéler des détails de relief qui peuvent jouer un rôle dans l'implantation des villages. Force est donc de nous référer simplement à l'étude stéréoscopique des photographies aériennes, et à l'observation directe menée au cours de nombreuses tournées sur le terrain.



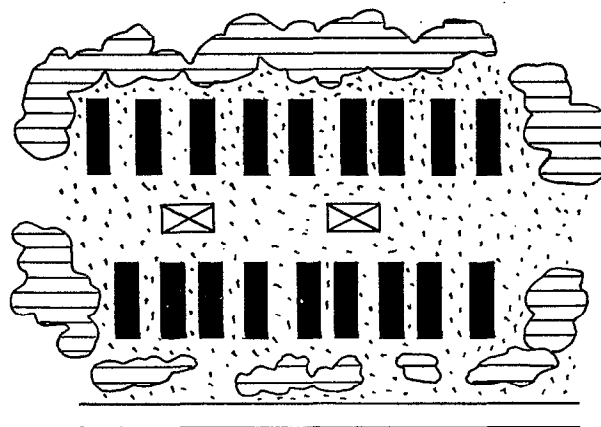
Village en rectangle ouvert



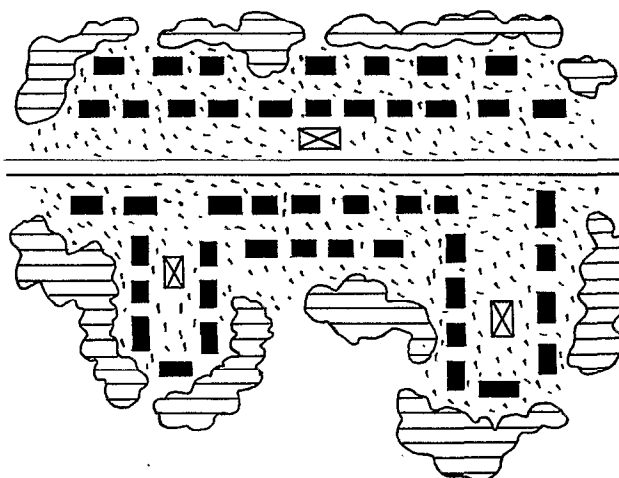
Village-rue à double alignement



Village Batéké








Village Ngangoulou



Village à plan complexe

Légende

-  } Case d'habitation
-  Case à palabres
-  Elaeis, bananiers, orangers, arbres divers.
-  Sol nu
-  Route ou piste

pénurie de mares et de sources, et ils abandonnent la vallée de la Lékéti à leurs voisins Bansinséké, qui sont actuellement quelques centaines. Il est vrai que dans ce cas, joue beaucoup la différence de fertilité des sols, qui n'est pas en faveur des zones basses. Lorsque les plateaux disparaissent, cédant la place aux collines (bassin de la Nkéni, de la Mpama, de la haute-Alima), les villages se perchent toujours sur les points les plus hauts, et l'on aperçoit de très loin les petites palmeraies au milieu desquelles ils se dissimulent, et qui s'opposent à la savane environnante. Il n'est guère de paysage où il n'en apparaît plusieurs, couronnant les sommets jusqu'à l'horizon. Enfin, quand cette possibilité n'existe pas, les hommes recherchent encore les ondulations de terrain, plus sèches et mieux ventilées que les bas-fonds, ou encore les berges élevées des rives concaves.

Ces sites ne se retrouvent pas dans la majeure partie de la Cuvette, zone très plate, facilement inondable, et en grande partie forestière. Partout, les villages s'accrochent aux îlots de terre ferme émergeant des marécages; c'est le cas, par exemple, au Sud de Fort-Rousset, pour Obouya et Ibéké, qui font étape sur les 50 km du «remblai», chaussée construite en surélévation. Le paysage est le même entre Pikounda et Ekouamou; plus encore dans le delta de la basse-Alima, où les hommes doivent eux-mêmes accumuler la terre sur les emplacements où ils veulent bâtir leurs cases (63). Dans les deux préfectures de la Likouala et de Mossaka, ce sont les bourrelets de berge accompagnant les cours d'eau qui offrent les seules possibilités d'installation permanente: les villages s'égrènent donc le long des rivières et des fleuves, dominant de 1 à 3 m. le plan d'eau: c'est le site de Loukoléla, de Djoundou, de Balhois, et de bien d'autres agglomérations auxquelles la place est mesurée.

Les conditions sont meilleures dans la grande forêt de terre ferme qui s'étend au Nord de la Mambili; le relief y est plus contrasté. Il est toujours aisé aux hommes d'établir leur village à proximité d'une rivière, mais en position surélevée. La corvée d'eau se réduit à peu de choses pour les femmes, qui ont au plus quelques centaines de mètres à faire.

Il est cependant un phénomène assez général qui doit être souligné: c'est le fractionnement de l'habitat en petites unités. Il est particulièrement net sur les plateaux Batéké, mais aussi dans les régions de Boundji et d'Abala. Les villages, connus et recensés comme tels, se composent en réalité d'une sorte de chef-lieu et de plusieurs «campements» qui ne sont pas autre chose que des hameaux, et portent souvent un nom particulier, celui du chef de famille ayant autorité sur le petit groupe de cases. Dans le pays Mbochi, ces campements s'égrènent parfois sur une vingtaine de kilomètres. Les cartes leur donnent le nom de «villages de culture»; le terme est ambigu, et suggère un habitat provisoire, ce qui n'est pas le cas. Cet éparpillement, lorsqu'il n'a pas pour origine une querelle interne, une mésentente au sein de la communauté villageoise, doit être considéré comme une nécessité économique; il permet, à ceux qui s'installent à l'écart, de disposer de terrains plus proches de leur résidence et de sols moins épuisés, parce que moins souvent sollicités. Sur le plateau Koukouya, les bosquets d'origine anthropique entrant dans le cycle culturel sont généralement de petite taille, et quelques plantations seulement peuvent s'y installer. Un trop grand nombre d'entre elles détruirait

(63) SAUTTER G.- Monographie... p 28

le bosquet sans espoir de reconstitution. Il en découle la nécessité de limiter en surface les défrichements en dispersant les attaques. Là encore, l'habitat est soumis aux impératifs de la technique agricole, et s'éparpille en petites unités, tout le long des pistes et des routes.

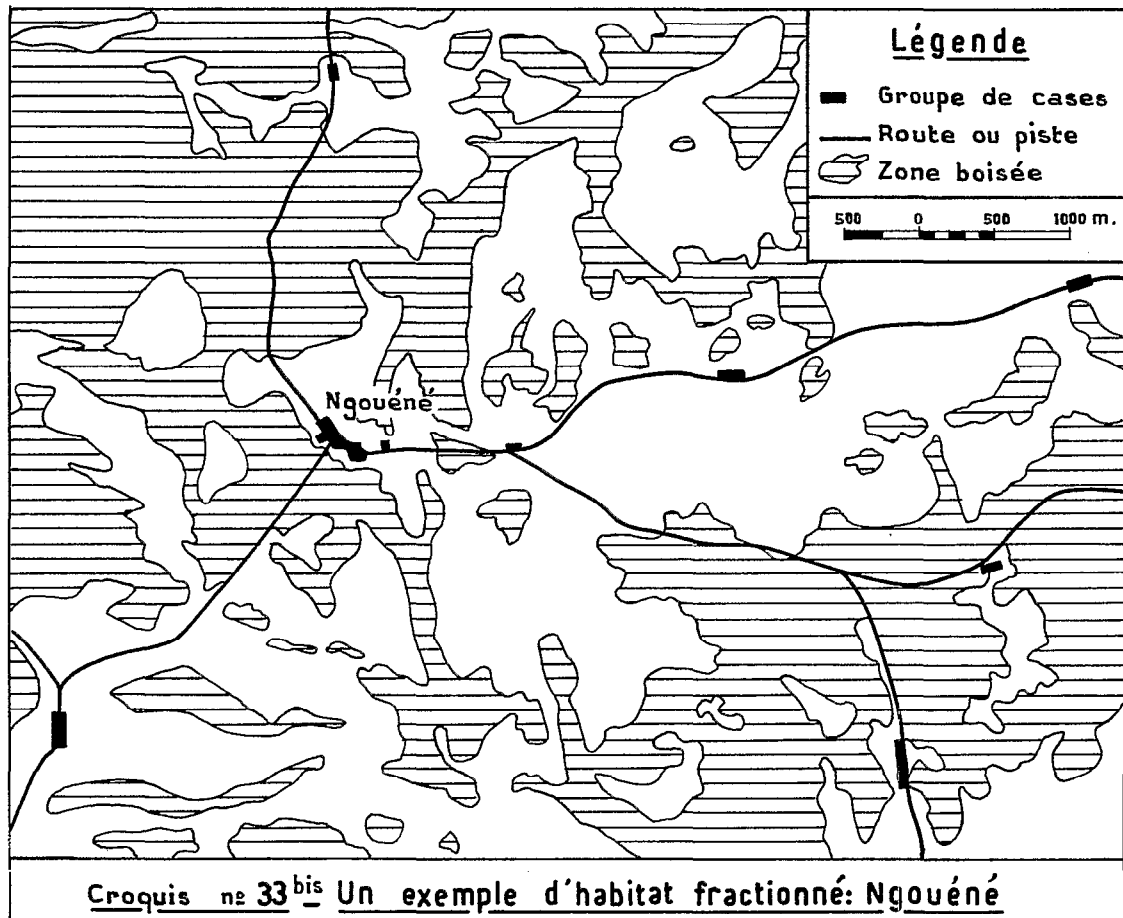
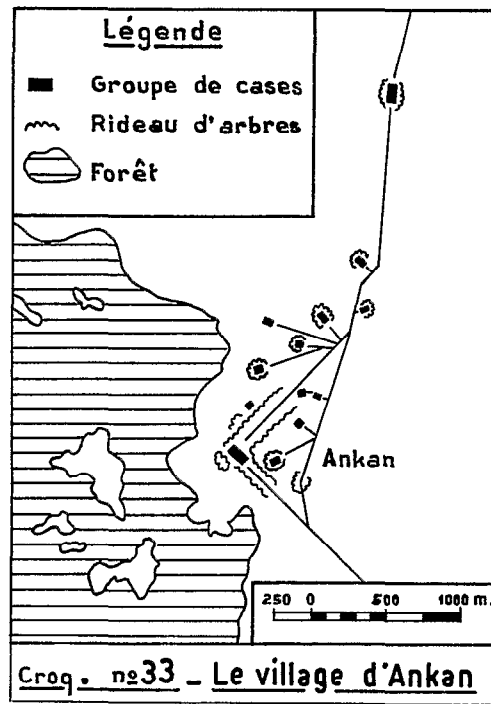
La disposition des cases à l'intérieur du village ne varie guère d'une région à l'autre du Congo Septentrional (croquis n° 32). Vue d'avion, une agglomération apparaît toujours comme un espace de terrain nu, formant une tache jaune ou rougeâtre dans le vert de la forêt ou de la savane. Les cases s'y placent en deux rangées parallèles, allongées et se faisant face, quelques-unes formant un troisième côté plus petit. Dans l'espace libre médian, s'élève souvent un «mbongui», case sommairement aménagée ou simple abri (un toit monté sur quelques perches) meublé de tabourets bas et de chaises longues rustiques; là se déroulent, pendant l'après-midi surtout, les longues palabres autour d'un petit feu, entre les hommes qui parlent de la prochaine chasse, des menus différends sociaux, ou simplement des petits faits quotidiens, toujours propres à alimenter de véhémentes et interminables discussions (64). Le rectangle allongé du village s'ouvre fréquemment sur la route, mais se poursuit parfois de l'autre côté, où il se referme symétriquement. Lorsque ce village est déjà ancien, il s'entoure d'un rideau d'arbres où les palmiers à huile sont les plus nombreux; rarement plantés, ils proviennent surtout des déchets de l'alimentation; lorsque le village est abandonné, ils demeurent comme les témoins d'un passé plus ou moins lointain, signalant d'un bouquet de verdure des emplacements recherchés par les cultures vivrières.

Sur les plateaux Batéké cependant, et surtout sur le plateau Koukouya, jamais l'agglomération ne se trouve au bord de la piste. Elle se tient à l'écart, s'isole derrière les *Elaeis*, les bananiers, les orangers, qui lui dessinent une couronne; et l'accès se fait par un petit chemin rectiligne de 20 à 50 m., rarement davantage, bordé de hautes herbes, et qui traverse le mur végétal. C'est à peine si l'on aperçoit quelques toits, mais il suffit d'arrêter son véhicule au bord de la piste, pour voir arriver une nuée de gamins curieux, qui semblent sortir de nulle part (croquis n° 32).

Cependant le regroupement général de l'habitat le long des voies de communication a répandu partout la forme la plus banale du village dont les cases sont simplement alignées sur un des côtés de la route, ou sur les deux. Elles se placent bout à bout, sur une ligne plus ou moins en retrait selon l'extension en profondeur du défrichage auquel les hommes se sont livrés pour que la forêt cède la place à leurs constructions. C'est en effet la disposition la plus usuelle dans la forêt, mais elle a largement débordé le cadre de celle-ci, et les pays de savane en offrent de nombreux cas. Parfois (pays Kouyou et Ngangoulou par exemple), c'est le pignon qui fait face à la route, mais cette disposition est plus rare. C'est aussi un alignement des cases placées bout à bout qu'on retrouve dans les villages bâtis sur les berges, tout le long de l'Oubangui notamment.

Il faut signaler la très grande rareté des villages en étoile, qui auraient pu se développer à certains carrefours (Okoyo, Tcherré, Palabaka...). Nous y voyons deux raisons

(64) Cette même construction est connue dans tous les villages du Gabon sous le nom de «corps de garde», bien qu'elle n'ait aucun rôle militaire.



essentielles : la première est que le réseau des voies terrestres a été tracé surtout d'un poste administratif à l'autre ; les villages intéressés, et qui ont pris de l'ampleur, sont devenus rapidement des chefs-lieux, où une certaine urbanisation s'est fait sentir avec formation de quartiers réguliers, développement de rues perpendiculaires les unes aux autres.. etc. La seconde est que le village moyen est d'importance trop réduite pour occuper beaucoup de place sur le terrain ; or, 150 habitants tiennent en général dans une trentaine de cases - 15 de chaque côté de la route - et il n'existe, en dehors de l'école (et il n'y en a pas partout), aucun bâtiment dont la fonction ne serait pas l'habitat, et qui pourrait étoffer le «capital» immobilier : mairie, coopérative, grange, écurie... etc. La seule exception est sans doute constituée par les hangars de stockage pour le cacao, dans la Sangha, mais leur construction est récente, et ils sont encore peu nombreux.

Néanmoins, il existe des agglomérations rurales dépassant 300 et même 400 habitants (plateau de Nsah, pays Mbochi, basse Likouala). Comment se présentent-elles ? L'exemple d'Ankan, près de Djambala (croquis n° 33) montre qu'elles se composent alors de plusieurs groupes de cases, disséminés autour d'un centre principal, chacun d'eux étant un petit village en miniature, avec sa disposition selon les trois côtés d'un rectangle, le 4ème côté s'ouvrant sur un chemin qui mène à la route principale. Le dessin général est celui d'une grappe aux grains peu serrés. Une autre forme plus répandue, n'est cependant qu'une variante du village-rue ; l'alignement des cases qui se font face de part et d'autre de la place centrale s'allonge jusqu'à dépasser 500 m. d'une extrémité à l'autre ; un appendice se dessine, combinant les deux dispositions les plus courantes. Mais c'est encore la présence de cinq ou six hameaux ou campements échelonnés sur quelques kilomètres (croquis n° 33 bis), qui explique l'existence des villages à population importante. A vrai dire, dans un pays où la commune est inconnue, la notion de village et de hameau est assez inadéquate ; et ce n'est pas l'autorité souvent fictive du «chef de village» qui peut contribuer à resserrer les liens des diverses fractions, dont l'unité n'existe guère que pour la simplification des écritures administratives.

C - LA CASE

L'originalité de certaines coutumes, les disponibilités locales en matériaux de construction, avaient donné aux cases des aspects différents d'une région à l'autre ! Une plus grande circulation des hommes et des idées, l'influence aussi de l'administration, ont répandu largement la case en «poto-poto», rectangulaire, au toit à quatre pans. Il reste cependant quelques types originaux par leur forme, dont il faut dire quelques mots.

La case Batéké, assez petite, se caractérisait surtout par son toit constituant une surface courbe, sorte de demi-cylindre, légèrement aplani, monté sur des baguettes de bois incurvées. Elle a presque disparu aujourd'hui et l'on a beaucoup de peine à en trouver une demi-douzaine pendant toute la traversée du plateau de Mbé (120 km). La case Ngangoulou a la forme d'un rectangle très allongé, et se compose de deux parties ; des pièces d'habitation occupent une moitié de l'ensemble, et dans l'autre moitié, un espace non cloisonné, fermé sur les côtés, mais ouvert en bout, sert d'abri, de cuisine, etc... Le toit, de paille épaisse, est peu élevé et descend assez bas de chaque côté. La case Kouyou n'est originale que par les gros bourrelets qui marquent les arêtes du toit ; celui-ci débordé assez largement, et il est souvent soutenu par des perches de bois qui dessinent ainsi, autour de la maison, une sorte

de galerie couverte. Enfin, la case Likouba, décrite par G. Sautter, se présente ainsi :

« Pas de murs latéraux, rien qu'un toit dont les deux pans fortement inclinés descendent jusqu'au sol. En s'abaissant vers l'arrière, l'arête faîtière relie deux pignons très inégaux. Une porte s'ouvre en façade dans le plus grand des deux. Par son aspect général, son revêtement épais et d'aspect grenu (fait de folioles de raphia entassées perpendiculairement à la surface du toit), cette case rappelle la corpulence et le pelage de l'éléphant, dont elle porte le nom « nzokou ». (65).

Mais tout comme la case Batéké, celle-ci ne sera bientôt plus qu'un souvenir. C'est une place à part qu'occupe la case Babinga ; dans les forêts de la Likouala et de la Sangha, le long de la route d'Ouessou à Sembé, on peut apercevoir de place en place les campements de pygmées, isolés, ou près des villages bantous : sept ou huit huttes hémisphériques, entièrement végétales, dans lesquelles une armature de gaulettes entrelacées supporte des paquets de feuilles et d'herbes. N'ayant pas plus de 1 m.50 de hauteur, elles n'offrent qu'une entrée basse, s'ouvrant sur une pièce unique au sol de terre : habitat semi-permanent en quelque sorte, qui peut se construire vite et s'abandonner aisément quand la chasse entraîne ailleurs le petit groupe. Pendant ces périodes de nomadisme, de simples abris suffisent : quatre piquets fichés en terre soutiennent un assemblage de « bambous » (feuilles de palmiers-raphias), sous lesquels sont jetés en guise de lit, quelques brassées de feuillages. Mais, signe d'évolution, certains n'oublient pas de suspendre à ce cadre de fortune une moustiquaire qu'ils se sont procurée à la boutique du village ; c'est que la fumée du feu de campement est insuffisante contre les nuées de moustiques qui tourbillonnent dans le sous-bois.

Qu'elle soit d'un type particulier ou de type banal, la case emprunte ses matériaux au milieu naturel. Ainsi, la terre sableuse des plateaux de Mbé et de Nsah convient très mal à la construction, parce que de teneur trop faible en argile. Les parois sont donc entièrement végétales : c'est le pétiole de palme qui est le plus employé, soit en panneaux entiers, soit comme armature sur laquelle sont liées des « tuiles » d'herbe sèche. Cette même technique est aussi largement utilisée dans les pays Kouyou et Makoua, où le bambou, fendu dans le sens de la longueur, arrive à former toute la paroi. La « tuile de bambou » ou « papo » est très répandue dans tout le Nord-Est, à la fois comme matériau des murs et comme couverture de toit ; elle est fabriquée à partir des folioles du palmier-raphia, repliées côte à côte sur une baguette, et tenues serrées par de petites lianes.

Cependant, la case en poto-poto triomphe à peu près partout, des environs de Brazzaville à Dongou et Souanké. Une série de piquets verticaux, coupés dans des troncs d'arbustes ou dans des branches dessinent le pourtour et les cloisons internes. D'autres branches, grossièrement rectilignes, sont posées à l'horizontale sur la partie supérieure des piquets, préalablement entaillée en V, ou constituent une fourche naturelle. Puis, le toit est monté de la même façon, et recouvert. Il reste alors à faire la double armature (intérieure et extérieure), en gaulettes, à mailles assez lâches, qui recevra la terre gâchée. Plus tard, lorsque les murs seront secs, un enduit d'argile pourra dissimuler à la fois les fentes de retrait et les parties apparentes de l'armature, et certains passent une couche de peinture, ou dessinent quelques motifs géométriques ou symboliques.

(65) SAUTTER Gilles - Monographie... p. 14

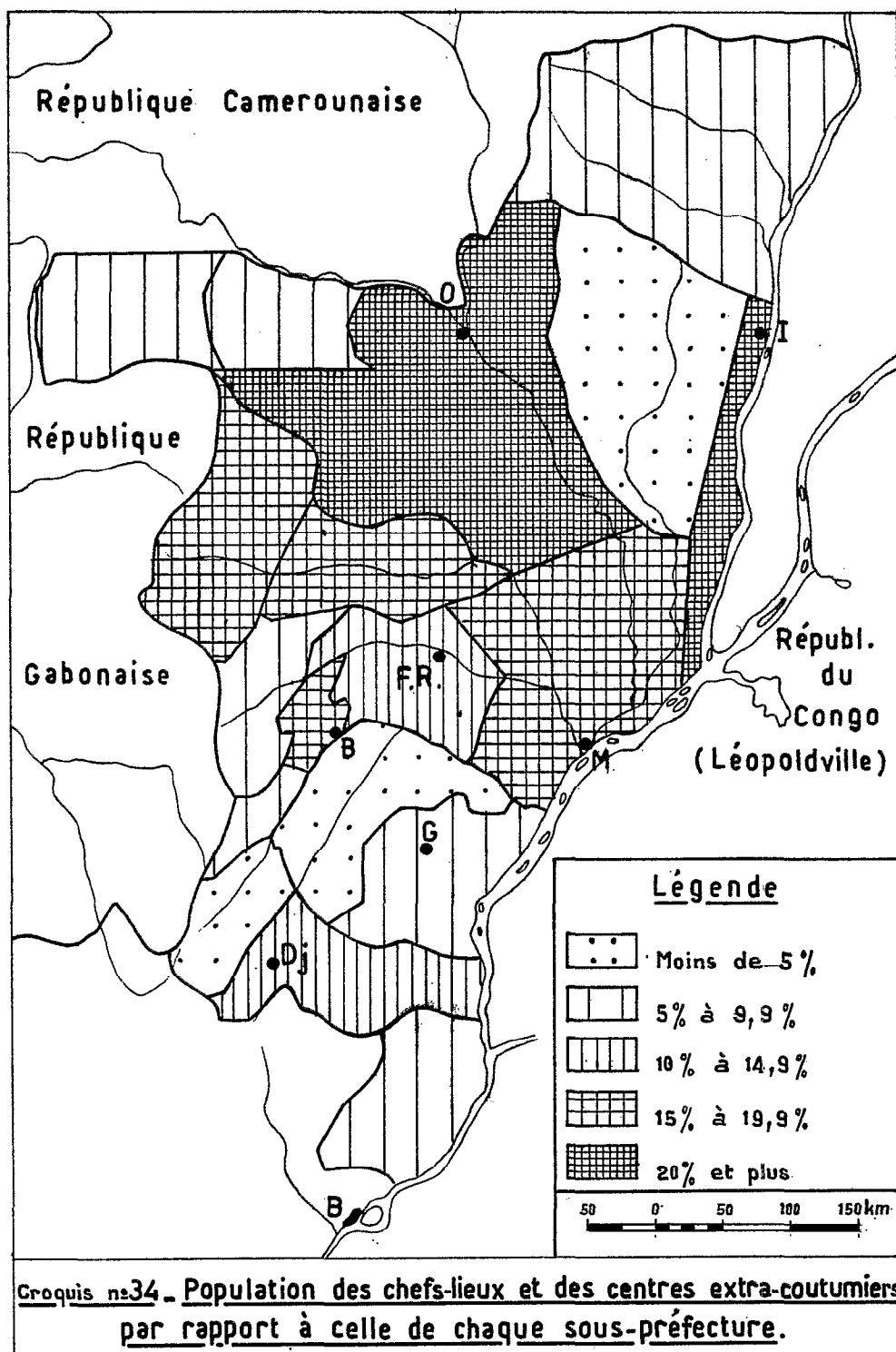
La modernisation de cette technique fait abandonner le torchis pour les briques adobes, fabriquées à l'aide de moules en bois, et qu'on voit parfois sécher au soleil par dizaines. Elles sont liées entre elles par une mince couche de terre argileuse qui durcit, et joue le rôle de ciment; technique plus pratique, qui permet de se passer de bois dans la construction des parois latérales, et aussi de faire des ouvertures plus grandes, plus régulières, où peuvent s'insérer des encadrements pour la pose de portes ou de volets. C'est aussi le plan de la case qui est affecté par cette évolution. A la simple division du rectangle en deux ou trois pièces, est substituée, dans la mesure du possible, une salle de séjour centrale, flanquée de chambres latérales, imitation des modèles européens ou «Société Immobilière». Sauf exception, le mobilier reste extrêmement sommaire; table, bancs, lits bas, remplacés souvent par de simples nattes; son utilisation est réduite: la vie se déroule ici presque entièrement à l'extérieur, il n'y a pas de repas pris en commun, et la garde-robe de la famille tient à l'aise dans une valise. Quand le chef de ménage veut utiliser ses disponibilités financières en ce sens, il achètera plutôt fauteuils de salon et tables à apéritifs, dépenses de prestige qui relèvent aux yeux de tous son niveau social. Mais ces améliorations restent l'apanage d'un petit nombre, dans les régions où le développement d'une culture d'exportation est venue apporter des ressources monétaires plus abondantes. La très grande majorité de la population en est restée à l'habitat traditionnel, avant tout simple abri pour la nuit, et d'ailleurs bien adapté aux conditions naturelles.

II - LES CHEFS-LIEUX

Le développement des chefs-lieux est un phénomène assez récent. Les préfets et sous-préfets ont tous souligné, dans leurs rapports annuels, l'accroissement constant des effectifs rassemblés autour des postes administratifs. Dans les statistiques publiées, il n'est malheureusement pas toujours possible de distinguer les habitants du «centre extra-coutumier» proprement dit, de ceux de la terre qui s'y rattache, et qui comprend parfois plusieurs villages. En certain cas, n'est comptée à part que la population dite «flottante», expression très inadéquate, puisqu'il s'agit en fait des fonctionnaires et de leurs familles, de qui la stabilité dépend seulement d'une plus ou moins grande fréquence des mutations. Nous avons procédé à un relevé systématique de la population des centres, à l'aide des monographies de villages les plus récentes (1961); et nous sommes arrivés au total de 27.000 habitants (66), ce qui représente 11,5 % de la population totale. Cela ne constitue encore qu'un faible taux d'«urbanisation», mais celui-ci n'était, en 1952, que de 6,2 %.

Le croquis n° 34 illustre le rapport existant entre la population de chaque centre et celle de la circonscription administrative dont il est le chef-lieu. Il est intéressant de constater qu'on retrouve, dans une certaine mesure, les nuances régionales déjà relevées à propos des villages. Dans toute la zone méridionale, le taux d'urbanisation n'atteint pas 10 % (exception faite cependant pour la sous-préfecture de Djambala: 12,1 %). Dans la zone centrale

(66) Mbomo, Loukoléla, Oyo, de promotion récente, ne sont pas comptés ici.



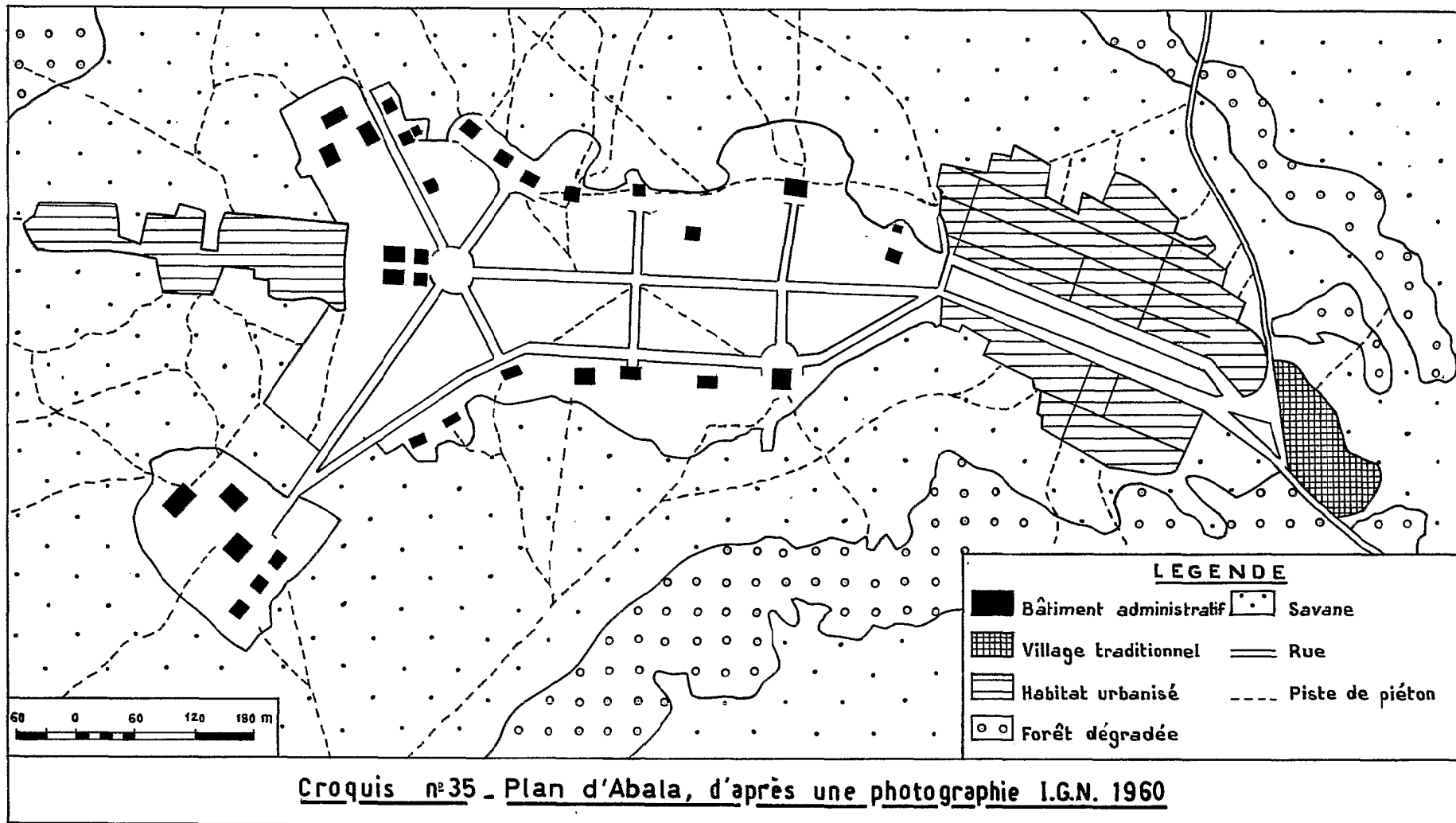
il dépasse 15 % avec des maxima de 33,7 % à Ouessou et près de 65 % à Impfondo (67). Enfin, dans 4 sous-préfectures du Nord-Ouest et du Nord-Est, il est à nouveau inférieur à 10% : Sembé Souanké, Epéna et Dongou. Cette similitude entre les deux cartes n'est pas fortuite; les mêmes causes - homogénéité ethnique, liens coutumiers restés solides - expliquent à la fois la pérennité des gros villages et la moindre attraction des chefs-lieux. Nous avons dit par ailleurs comment Ouessou et Impfondo avaient exercé leur influence au-delà des limites administratives les plus proches.

L'implantation des principaux centres secondaires traduit le rôle essentiel qu'ont toujours joué les rivières dans le Nord-Congo, en tant que voies de communication. Beaucoup d'entre eux, en effet, se trouvent sur la rive d'un cours d'eau, et souvent à proximité d'un confluent: Ouessou (confluent de la Ngoko et de la Sangha), Dongou (confluent de la Motaba et de l'Oubangui), Mossaka (confluent de la Likouala et de la Sangha avec le Congo). Djambala fait exception, qui est construit sur le rebord d'un plateau; mais celui-ci est la seule zone habitée de la région. Par contre, Makoua est au bord de la Likouala, Ewo et Fort-Rousset au bord du Kouyou; Boundji est sur l'Alima, Gamboma sur la Nkénî. Mabilou, poste administratif détroqué au profit d'Abala, était sur la rive droite de l'Alima également. Rien d'étonnant à cela; la pénétration s'est faite par voie d'eau, et chaque poste a d'abord été un petit port où se concentraient les produits commercialisés. C'est plus tard seulement que des pistes ont été tracées d'un poste à l'autre, pour éviter les longs détours qu'imposaient les rivières.

Militaires, commerçants, administrateurs, ont eu, dans le choix des sites, les mêmes soucis que les villageois: facilité du ravitaillement en eau, éloignement par rapport aux bas-fonds humides. Ils ont donc recherché de préférence les plateaux mieux aérés, au-dessus de la rive escarpée (Gamboma, Makoua, Fort Rousset) ou les collines (Kellé, Sembé, Souanké). Boundji, qui ne disposait d'aucun point haut, s'est installé à plus d'un kilomètre de l'Alima. Cependant, l'avantage offert par la position l'a parfois emporté sur le choix du site: Mossaka baigne ainsi dans l'eau, et se trouve régulièrement inondé, chaque année, pendant plusieurs semaines; mais l'agglomération est située à un point de convergence tel qu'elle l'a emporté sur Loukoléla, situé sur un plateau exondé en permanence, mais à 50 kilomètres en amont.

Le développement des chefs-lieux est très inégal. Plusieurs d'entre eux (Ngabé, Lékana, Okoyo, Kellé, Sembé...) comptent seulement quelques centaines d'habitants. Mais les autres dépassent 1000 habitants, Ouessou approchant même de 4000. Nous avons vu plus haut le rôle joué dans cette différence d'évolution par la date de création; mais l'extension se fait autour des pôles de la vie quotidienne: les services administratifs, la factorerie, la Mission. Ils sont tous trois des employeurs, les deux premiers surtout, et de leur présence, de leur importance aussi, dépend beaucoup le développement de la bourgade. Cette similitude des origines a eu pour conséquence une grande monotonie dans les plans. Ils peuvent se ramener à deux types: le plan étiré et le plan massif. Au premier type se rattachent Dongou, Impfondo, Epéna, Ngabé, Kellé, Ewo, Abala, Lékana. La disposition des éléments du paysage urbain apparaît fort bien sur le croquis n° 35. Le quartier administratif occupe le centre; à l'Est et à l'Ouest se trouvent

(67) Avec, il est vrai, dans ces deux derniers cas, un apport notable d'éléments étrangers.



les quartiers habités par les immigrés, et qui s'allongent plus ou moins loin le long d'une piste ou d'un cours d'eau. Si Abala, figuré ici, garde des proportions raisonnables, il n'en est pas de même pour Dongou (1.500 habitants) et Impfondo (2.950 habitants) étirés respectivement sur 2 km 500 et 4 km 200 sans jamais dépasser 400 à 500 m de largeur, bien que le cadre physique ne s'y oppose pas. Le quartier appelé Impfondo-Village, par exemple, se compose d'une double rangée de cases de part et d'autre d'une piste, et les dernières sont à 2 km 700 des premières. Tous les autres chefs-lieux ont un plan massif, qui rappelle celui des grandes villes (croquis n° 36), avec la grille des rues se coupant à angle droit, et limitant des dizaines de blocs eux-mêmes divisés en concessions familiales. C'est souvent le relief qui a entraîné cette disposition, lorsqu'une pente trop forte, un cours d'eau, un marécage, empêchaient la construction des cases dans une direction donnée.

Le paysage urbain montre partout la même opposition entre le «village» et le quartier administratif (68). Celui-ci présente à peu près partout l'aspect d'un parc à la française : grandes allées rectilignes se recoupant, vastes pelouses plantées de paspalum, nombreux ronds-points, dont un en position centrale (devant la maison du préfet ou du sous-préfet), avec le mât destiné à l'envoi des couleurs. Les bâtiments sont éparpillés sur le pourtour ; imposante villa où résidait le chef de District ou de Région, bâtie en style colonial, avec l'inévitable vérandah courant en galerie sur les côtés, et, tout autour, une grande concession ; bâtiments allongés ou massifs des différents bureaux, du garage administratif, du bureau de poste ; villas des principaux chefs de service et des divers fonctionnaires (Santé, Travaux Publics, Enseignement...) ; case de passage pour loger les voyageurs, écoles... Les espaces dégagés sont vastes ; les arbres, surtout *Elaeis* et manguiers, très nombreux, forment quelquefois une véritable palmeraie.

La plupart du temps, la limite entre quartier administratif et «village» est extrêmement tranchée. Cependant, en certains centres, la transition s'effectue par une série de cases en dur, construites par la Société Immobilière, et cédées en location-vente. Elles ne peuvent donc guère être occupées que par des employés à qui leur salaire permet ce système d'accès à la propriété. Ainsi, malgré l'africanisation rapide des cadres administratifs, le plan des chefs-lieux traduit toujours sur le terrain une ségrégation qui, pour être sociale et basée sur le revenu, non plus sur la race, n'en est pas moins nette.

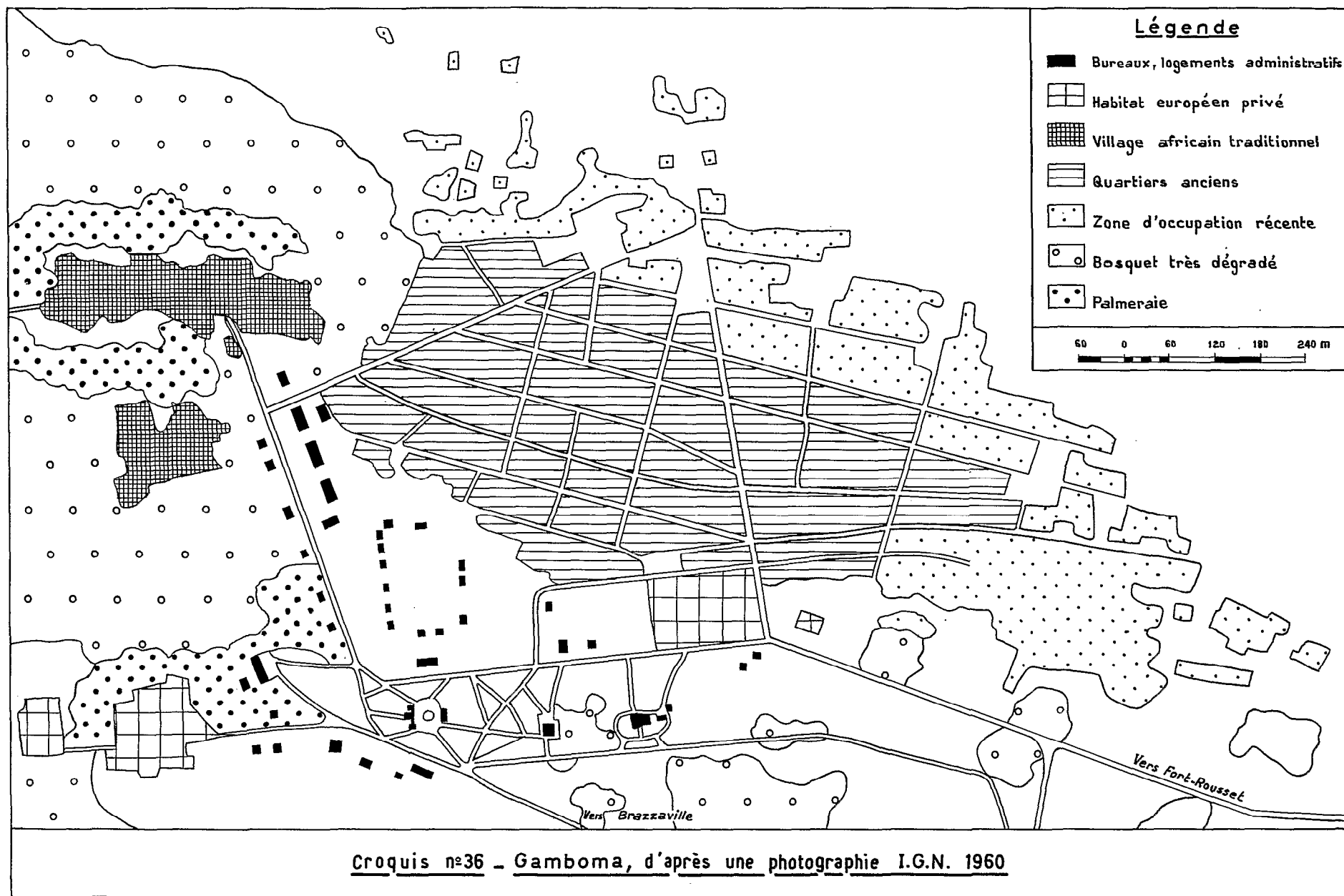
«Le village», quelles que soient ses dimensions actuelles, s'est développé presque partout selon le même schéma. Au moment de la fondation du poste, il était rare que ne se trouve pas, à proximité, une petite agglomération rurale. Celle-ci commençait donc par accueillir les premiers immigrés, prenait de l'importance en décuplant le nombre de ses cases, et se transformait peu à peu en un quartier qui garde souvent encore aujourd'hui, dans son aspect et dans son nom, les traces de son passé : c'est Abala-Village, Ewo-Village, Impfondo-Village ou Mfoa (Lékana). Cependant, le pouvoir d'attraction du bourg amenait assez vite des gens de groupes ethniques variés, qui ne pouvaient être accueillis de la même façon : d'où la naissance d'autres quartiers où se regroupaient souvent des «frères de races» ; chacun d'eux porte ainsi le nom de l'ethnie dominante ; mais c'est parfois seulement le nom du chef, ou, plus rarement,

(68) «Le village» est le nom donné habituellement au quartier des petites cases, même dans les grandes villes. «Je viens du village», «Je retourne au village», sont des expressions très usitées.

un nom emprunté ailleurs : les trois quartiers de Gamboma s'appellent, comme à Brazzaville, Poto-Poto, Moungali et Ouenzé ; à Ouesso, c'est Poto-Poto et Sans-Fil.

En général, la route partant du poste a servi d'épine dorsale au développement du village. Les rangées de cases se multipliant de part et d'autre, il a fallu très vite tracer des rues parallèles et perpendiculaires. Mais ces plans d'urbanisme embryonnaires se sont presque toujours révélés insuffisants devant l'afflux des nouveaux arrivants. On assiste donc partout aujourd'hui à la conquête de la brousse environnante par l'habitat ; il se crée ainsi une zone pionnière (cf. plan de Gamboma, croquis n° 36), où chacun bâtit sa case un peu au hasard. Ce n'est plus l'alignement des rues qui sert de repère aux constructeurs, mais le dessin sinueux des petites pistes que suivent les femmes pour aller travailler sur leurs plantations, ou encore une route secondaire. C'est ainsi qu'à Makoua, le village, dont le plan révèle un quadrillage régulier, a développé un appendice de 2 km de long, à l'extrémité occidentale, le long d'un chemin qui mène du quartier administratif à la Mission Saint-Pierre (distance totale : 3 km 500) : la bordure de cases est à présent continue sur les deux côtés. Parallèlement à cette extension périphérique, se poursuit une élévation de la densité dans les blocs les plus anciens, où les concessions familiales se divisent, tandis que de nouvelles cases se construisent à côté des précédentes, ne laissant que peu d'espaces libres. Au lieu de 6 à 8 cases par bloc, on en trouve bientôt 12, 15, voire davantage, entourées par les clôtures végétales traditionnelles, où les piquets ont pris racine, et fini par former une véritable haie. Il arrive aussi que des villages de petite taille se trouvent atteints par le développement des nouveaux quartiers ; ils sont absorbés, mais on les reconnaît aisément à la disposition irrégulière des cases, et surtout à la présence de la ceinture d'arbres qui persiste, et forme, au-dessus des toits, une sorte de bouquet insolite.

L'habitat individuel, dans les centres extra-coutumiers, ne diffère pas beaucoup de celui des villages, et la case que bâtit le « citadin » est la même que celle du rural. Cependant, la construction en torchis ou en briques adobes est de très loin la plus répandue ; le matériau végétal n'est guère employé que par les nouveaux venus, construisant en hâte un abri provisoire ; encore peuvent-ils souvent bénéficier de l'hébergement que garantit l'hospitalité traditionnelle, en attendant l'achèvement de leur case. Ce désir d'amélioration est surtout sensible chez les salariés, qui disposent régulièrement d'argent et l'investissent dans le logement. Ceux qui peuvent acheter les maisons en dur de la Société Immobilière ne sont que le petit nombre. Plus accessible est la case en briques cuites ; celles-ci sont fournies soit par des artisans locaux, soit par de petites briqueteries (la plupart de celles qui fonctionnent ont été installées par les Missions, à l'origine pour construire bâtiments du culte et annexes, plus tard pour se procurer quelques ressources monétaires). Elle s'accompagne presque toujours du toit de tôle ondulée, plus chaud sans doute que la couverture traditionnelle, mais plus étanche, plus durable, et plus élégant. Le même effort se fait sentir dans l'ameublement ; lits à l'européenne, tables, chaises, buffets, bars, fauteuils, étagères...etc. Par contre, il n'y a encore nulle part l'eau sous-pression, et la corvée faite par les femmes reste nécessaire. L'électricité n'a pas davantage pénétré au Village. Seules, quelques cases du quartier administratif en bénéficient parfois, lorsqu'existe un groupe électrogène fonctionnant 3 ou 4 heures chaque soir. Mais la lampe à pression, marchant au pétrole, est déjà un net progrès sur le simple fanal.



La population des chefs-lieux continuera-t-elle de croître aux dépens des villages de brousse? La logique voudrait que la réponse soit négative; il est de fait que dans plusieurs cas, ces chefs-lieux ont pris une importance disproportionnée à leur rôle économique (Ewo, Djambala, Gamboma); dans d'autres, ils sont le centre de régions trop peu peuplées pour que leurs dimensions augmentent beaucoup dans l'avenir (Kellé, Sembé, Souanké, Okoyo, Gamboma Lékana, Dongou). La politique actuelle du gouvernement étant de resserrer l'encadrement en créant de nouvelles divisions administratives, aucune sous-préfecture n'atteint, en 1962, 30.000 habitants, et la moyenne, en ce domaine, est de 12.400 habitants. Aucun des chefs-lieux ne dispose donc d'un arrière pays qui constituerait un important réservoir d'émigration. Au demeurant, même les plus gros d'entre eux subissent la concurrence de la capitale, tellement plus attrayante. C'est là qu'intervient l'élément psychologique dont nous avons souligné le rôle: d'une part, l'émigré demeure, au chef-lieu local, sous l'influence de sa famille, qui n'est au plus qu'à quelques dizaines de kilomètres de lui; d'autre part, Brazzaville peut seule offrir un équipement social vraiment développé, et des moyens de distractions nombreux et de qualité: les bars-dancings de Gamboma, d'Ewo, de Dongou, ouvrant quelques heures le samedi soir et le dimanche, ne sont qu'un pâle reflet des «Tam-Tam Bantou», «Tahiti-Bar» et autres «Lumi-Congo», fonctionnant toute la semaine à Poto-Poto ou Bacongo. Pour le jeune «certifié», fier de sa science toute neuve, la vie à Ouessou ou Fort Rousset, plus encore à Kellé ou Abala, garde un cachet de brousse, un «goût de province» dont il ne saurait plus se contenter. Elle ne peut donc guère retenir encore que les gens à qui l'âge ou les charges de famille ont enlevé le goût de l'aventure. L'analyse des structures démographiques confirmera cette hypothèse. Nous pensons donc que la plupart des chefs-lieux anciens ne dépasseront pas de beaucoup leur niveau actuel de population. Pour que le contraire se produise, il faudrait qu'une politique concertée vienne provoquer une animation économique et sociale, dans le cadre d'un renforcement des structures régionales. Mais cela n'est guère possible que pour deux ou trois seulement des centres secondaires.

CHAPITRE VII

LES STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

On considère en général que, dans les pays tropicaux en voie de développement, l'expansion démographique rapide est l'un des freins les plus efficaces à l'augmentation du niveau de vie. Cela est indiscutable lorsque la densité humaine est élevée. Il n'en est pas ainsi dans le Nord-Congo, où les hommes sont peu nombreux. De plus, le mouvement d'exode rural, relativement important, a laissé des traces aussi bien dans les villages, point de départ des émigrants, que dans les chefs-lieux, où certains d'entre eux se sont installés : ainsi se sont élaborées des structures démographiques particulières, dont la connaissance permet de mieux saisir certains problèmes de mise en valeur.

I - LA POPULATION DES VILLAGES

Gros villages du pays Mbochi ou de la Likouala-aux-Herbes, minuscules hameaux de la forêt dense et campements des plateaux Batéké, les uns et les autres présentent des caractères communs, qu'il est possible de pressentir déjà par simple observation : petit nombre des individus de sexe masculin, prépondérance des gens âgés et des jeunes enfants ; ce sont là des traits que vient confirmer l'examen attentif des dénombrements officiels (68).

(68) Les problèmes démographiques, dans le Nord-Congo, n'ont pratiquement jamais été abordés dans leur ensemble : il existe seulement quelques études de détail, déjà anciennes, qui ne portent que sur des questions particulières ou des groupes restreints : villages Likouba, Téké du plateau de Mbé, Koukouya. La première tentative d'étude générale est celle de la Mission Démographique du Congo qui s'est livrée pendant les derniers mois de 1960 et le début de 1961, à une enquête par sondage portant sur le 1/20 de la population totale. Cette Mission s'est heurtée à de nombreuses difficultés, les enquêtes en Afrique Noire demandant une sérieuse adaptation des méthodes éprouvées ailleurs. Quoiqu'il en soit, les résultats définitifs n'en n'ont pas encore été publiés. Une brochure donnant quelques résultats provisoires a été éditée, et nous nous y référons parfois. Nous estimons cependant que le taux de sondage au 1/20 paraît faible, dans un pays où l'éparpillement des hommes et la multiplicité des groupes ethniques peuvent créer des différences de comportement démographique assez importantes.

La seule source générale de renseignements est l'administration. Les services sous-préfectoraux se livrent à des dénombrements théoriquement annuels, ou à des mises à jour de dénombrements antérieurs, par villages ou par quartiers, dans un but fiscal. Les renseignements

A - LES CARACTERES GENERAUX

1 - LE DESEQUILIBRE ENTRE LES SEXES.

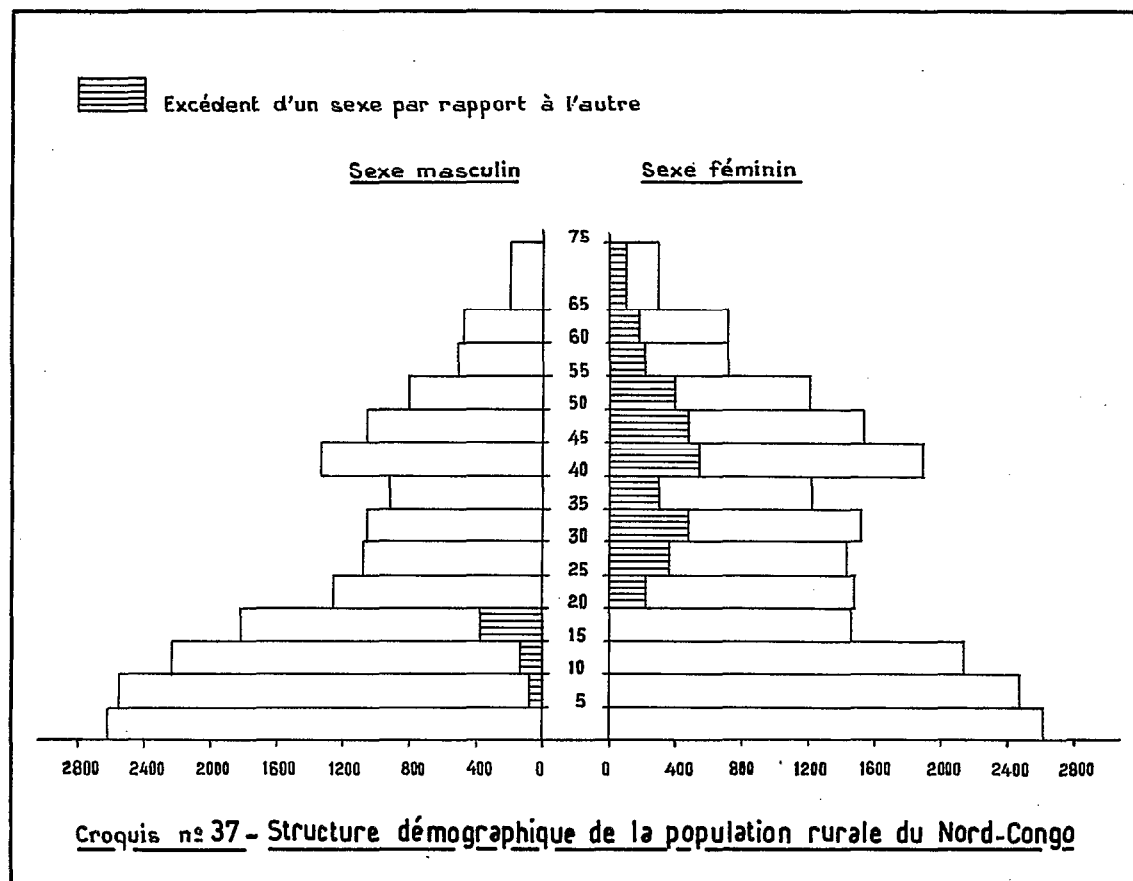
Le tableau ci-après, dressé d'après les documents administratifs les plus récents, permet de relever un fait important ; la prédominance d'ensemble du sexe féminin, qui représente 54,6 % de la population considérée ici.

	1 à 17 ans	%	18 ans et plus	%	Ensemble	%
Sexe masculin	43.128	21,5 %	47.985	23,9 %	91.113	45,4 %
Sexe féminin	40.496	20,2 %	68.904	34,4 %	109.400	54,6 %
Ensemble	83.624	41,7 %	115.889	58,3 %	200.513	100 %

recueillis sont divers : nom et prénom, date et lieu de naissance, filiation, groupe ethnique, confession, profession. Mais la plupart d'entre eux restent inutilisés. Les rapports annuels ne comportent guère en effet, et dans les meilleurs cas, que la liste des villages avec le chiffre de leur population, celle-ci étant classée, selon le sexe, en deux catégories : les moins de 18 ans (qui ne paient pas d'impôts) et les autres. Figurent aussi quelquefois les plus de 60 ans, qui sont également exemptés. Nous ne reviendrons pas ici sur les lacunes et les inexactitudes que peuvent présenter les documents démographiques élaborés en vue de l'impôt, mais ils ont le mérite d'exister. Dans un article détaillé, G. Sautter a indiqué ce qu'il était possible d'en tirer. Nous ajouterons pour actualiser le travail de l'auteur, que ce système est aujourd'hui passé dans les mœurs, effectué avec plus de soins qu'autrefois, et que, de l'avis général, il ne laisse échapper qu'une très faible partie des habitants ; c'est paradoxalement dans les chefs-lieux que l'écart entre chiffres officiels et chiffres réels risque d'être le plus grand, parce qu'il y vit un certain nombre de gens encore mal fixés qui ne sont pas recensés. Il nous a semblé par exemple que les inscriptions des nouveaux-nés étaient faites à présent avec régularité (année, mois, jour de naissance) mais il faut penser que les familles de 3 enfants sont exemptées de la taxe préfectorale, et que, pour les salariés au moins, les Allocations Familiales constituent un apport intéressant.

Afin d'arriver à une connaissance plus approfondie des structures démographiques générales et régionales, nous avons entrepris systématiquement le travail évoqué par G. Sautter - relevé des principaux renseignements figurant sur les « Monographies de villages » - qui nous a amené, en quelques mois, dans toutes les sous-préfectures intéressées. Il n'était sans doute pas possible d'étudier ainsi les 240.000 personnes qui peuplent le Nord-Congo, mais nous voulions obtenir un sondage valable, qui élimine le plus possible les risques d'erreurs. Nos efforts ont donc porté à la fois sur les chefs-lieux, milieu relativement neuf et original, où nous avons procédé à un relevé intégral, et sur les villages, monde purement rural, où notre sondage a été légèrement supérieur au 1/6. Au total, nous avons disposé de données concernant à peu près 65.000 personnes, soit un peu plus du quart de la population Nord-Congolaise. C'est donc sur cette base qu'ont été construits les graphiques, les croquis et les tableaux de ce chapitre. Nous insistons sur ce fait que toutes les données chiffrées que nous fournissons doivent être considérées comme des ordres de grandeur. C'est ainsi que les taux de natalité générale doivent être légèrement supérieurs à ceux que nous avons calculés, au moins en milieu rural. Nous espérons simplement, par ce travail, élargir quelque peu la connaissance des faits démographiques, encore bien embryonnaire, en Afrique Centrale.

En fait, on voit que cet excédent ne concerne pas les jeunes, chez qui le taux de masculinité est supérieur à l'unité (111 garçons pour 100 filles). C'est donc chez les adultes que le déséquilibre se produit, et il est assez marqué, puisque le taux de féminité monte à 144. Il s'agit moins, d'ailleurs, d'un excédent féminin que d'un important déficit masculin, et il est plus exact de dire que pour 100 femmes, il n'y a plus en brousse, que 60 hommes. Il faut évidemment voir ici une des conséquences de l'exode rural dont nous avons par ailleurs souligné l'importance, et le caractère généralisé.



Cependant, on peut se demander si ce déficit frappe l'ensemble des adultes, ou certaines classes d'âge seulement. Le croquis n° 37 donne une réponse à cette question. Jusqu'à l'âge de 15 ans, les effectifs des deux sexes sont à peu près égaux, avec à peine une légère prépondérance des garçons, qui traduit soit une surmortalité des filles en bas âge, soit un départ de celles-ci plus précoce que celui de leurs homologues masculins. Par contre, chez les 15 - 19 ans, le taux de féminité tombe à 79. Cette inégalité ne s'explique que par une émigration plus intense des filles, pour des raisons à la fois économiques et psychosociologiques. Entre 15 et 20 ans, un jeune homme est encore largement dépendant de sa famille; au contraire, la jeune fille peut s'en passer : elle se marie, ou bien elle part en ville.

Dans le premier cas, le fonctionnaire, à la solde intéressante, à l'instruction plus complète, à l'avenir plus prometteur, est un parti recherché, mais il se trouve surtout en ville, ou du moins au chef-lieu : beaucoup de parents voient donc d'un bon œil le mariage de leur fille avec un citadin, à qui on peut demander une dot plus élevée, et qui risque d'être plus généreux ; dans le second cas, la jeune fille s'installe chez des parents, et se débrouille pour subsister, par des moyens divers, fort honorables souvent, quelquefois beaucoup moins ...

Au-dessus de 20 ans, le déséquilibre se produit toujours dans le même sens, et va en augmentant avec l'âge. Ainsi, le taux de féminité est de 117 entre 20 et 24 ans, de 134 entre 25 et 29 ans, de 145 entre 30 et 34 ans. Pour l'ensemble des adultes jeunes (20-29 ans) il s'établit à 132. Il est encore plus élevé chez les adultes âgés (40-59 ans) où il atteint 145, et se maintient encore à 140 au-delà de 60 ans. Ces différences d'une catégorie à l'autre ne sont pas le fait du hasard. Les adultes jeunes sont ceux qui ont été les plus touchés par une migration comprenant d'ailleurs, depuis quelques années, une plus grande proportion de femmes qu'autrefois (c'est pourquoi, dans les villes, on constate un certain rétablissement de l'équilibre entre les sexes). Mais une partie des femmes de 20-39 ans sont les épouses d'hommes âgés (la moyenne des différences d'âge entre époux est élevée, surtout en milieu rural, et d'autant plus que la polygamie y est davantage répandue) ; elles se trouvent suivre le sort des classes masculines d'adultes qui ne correspondent pas aux leurs. Ceci renforce quelque peu l'excédent des jeunes femmes par rapport aux hommes de même âge. Par contre, chez les 40-59 ans, la situation est autre. Ce sont ceux qui ont fourni les plus forts contingents à l'exode rural il y a 30 ans, c'est-à-dire à une époque où les hommes portaient seuls la plupart du temps. Même si certains de ces derniers, établis en ville, ont fait ensuite venir leurs femmes, cela n'a pas suffi à rétablir en brousse un équilibre sérieusement compromis. Cette explication est peut-être valable aussi pour les vieillards, mais l'hypothèse d'une plus grande longévité féminine est également plausible. A vrai dire, on doit être ici très prudent : l'âge des vieillards ne peut être autre chose qu'une approximation très large, et les femmes, dont la vie est plus difficile, paraissent rapidement plus vieilles que les hommes (69).

2 - LE DEFICIT CHEZ LES ADULTES

La pyramide des âges met en évidence ce qu'il y a d'anormal dans la répartition par âges des adultes (20-59 ans). Ceux-ci représentent environ 40% de la population, et constituent deux groupes aux caractéristiques différentes : les jeunes adultes (20-39 ans) : 25,5 %, les adultes âgés (40-59 ans) : 23,3 %, dont les effectifs sont ainsi presque équivalents. Il y a là une irrégularité qu'il convient d'examiner. C'est la partie supérieure de la pyramide, qui est en quelque sorte la plus normale, et les classes féminines d'un âge supérieur à 40 ans, relativement peu touchées par l'émigration, représentent peut-être le seul groupe à structure démographique à peu près équilibrée. Elles permettent d'imaginer ce que serait la forme générale de la pyramide, si l'exode rural ne s'était pas produit. Que les adultes âgés soient presque aussi nombreux que les adultes jeunes, cela résulte de la convergence de deux facteurs :

(69) Rappelons qu'en l'absence d'inscription à l'état-civil, cas général pour les gens âgés, l'attribution d'un âge se fait par jugement supplétif : on s'efforce de faire préciser la date de naissance par plusieurs témoins, parents ou concitoyens du demandeur, par référence à des événements connus, ayant laissé une impression profonde dans les esprits : nomination d'un chef de région, d'un gouverneur, construction du C.F.C.O., d'une route ... etc.

moindre proportion de départs chez les ruraux, il y a une trentaine d'années ; retour probable des émigrés d'autrefois. Il n'existe aucun contrôle permettant d'appuyer ce deuxième point sur des arguments statistiques ; mais le retour au village est une tradition bien établie au sein de certains groupes ethniques qui, à Brazzaville ou Pointe-Noire, et quelle que soit leur importance, se sentent toujours minoritaires et « en pays étranger ». Il est connu que les Mbochi, par exemple, lorsqu'ils prennent leur retraite de fonctionnaire, ou lorsqu'ils se sentent vieillir, reviennent dans la région de Boundji ou d'Abala, au milieu des leurs. Beaucoup d'entre-eux ont pris la précaution de faire bâtir, au village, pendant les années d'« exil » et petit à petit, sous le contrôle d'un parent, en envoyant tantôt deux sacs de ciment, tantôt un paquet de tôles, ou encore un peu d'argent. Une case en dur n'est-elle pas le signe d'une réussite matérielle ?

Le déficit des jeunes adultes est le résultat direct de l'émigration contemporaine. Nous avons vu qu'elle frappait les hommes plus que les femmes, qui se trouvent ainsi en minorité dans les villes, parmi les colonies d'émigrés (70). Cela se traduit, dans les structures démographiques rurales, par une brèche très importante au niveau des effectifs adultes de sexe masculin, moins marquée chez les femmes du même âge. Que les hommes de 20-39 ans ne représentent pas 11 % de la population totale, et les femmes 14,5 %, ne saurait être sans conséquences : économiques sans doute, parce qu'il s'agit là de classes les plus actives, mais démographiques aussi, parce qu'elles sont les plus fécondes. Il n'est malheureusement pas possible de vérifier si les effectifs perdus par le monde rural se retrouvent à peu près ailleurs, car si l'on possède des données précises sur certains centres urbains, on n'a que des éléments fragmentaires sur les originaires du Nord vivant dans les centres secondaires du Sud, sur les émigrés du Gabon, et l'on ignore à peu près tout des émigrés au Congo (Léopoldville), en République Centrafricaine, et en d'autres Etats.

3 - LE NOMBRE INSUFFISANT DES JEUNES

Dans une région où les moins de 20 ans représentent 45,6 % de la population totale, il peut sembler paradoxal de dire qu'ils sont en nombre insuffisant. La proportion est certes importante (95.000 jeunes dans le Nord-Congo), mais elle est loin d'atteindre celle de pays d'Amérique Latine ou d'Extrême-Orient (Birmanie : 50 %, Brésil : 52 %, Taïwan : 53 %, Philippines : 57 %). Il suffit de regarder la pyramide des âges pour constater que les couches inférieures, quoique assez allongées, ne présentent pas ce large étalement si caractéristique des pays à forte natalité. En réalité, la proportion des jeunes dans la population est en relation directe avec celle des adultes de 20-39 ans : cela est très net du côté masculin, et ne saurait surprendre. Mais ces adultes jeunes connaissant eux-mêmes un fort déficit, il en résulte que la pyramide toute entière présente un aspect hétérogène : au-dessus de 40 ans, on a le fragment supérieur d'une pyramide ancienne, celle d'une population qui n'aurait pas subi, ou n'aurait que peu subi l'hémorragie de l'exode rural, ou chacune des assises déborderait normalement par rapport à l'assise supérieure ; au-dessous de 40 ans, on a le fragment inférieur d'une pyramide nouvelle, correspondant à une structure démographique récente, qui se met en place sous nos yeux. On peut supposer que dans une vingtaine d'années, le « chapeau » supérieur

(70) Parmi les immigrés du Nord-Congo à Brazzaville, les jeunes adultes de sexe masculin représentent 25,2 % du groupe tout entier ; les jeunes adultes de sexe féminin, seulement 18,3 %.

aura presque disparu, et la figure, dans son ensemble, reprendra une forme plus normale, à une condition cependant : que cesse le départ des jeunes adultes et le retour des vieillards, sinon la base continuera sans doute de se rétrécir.

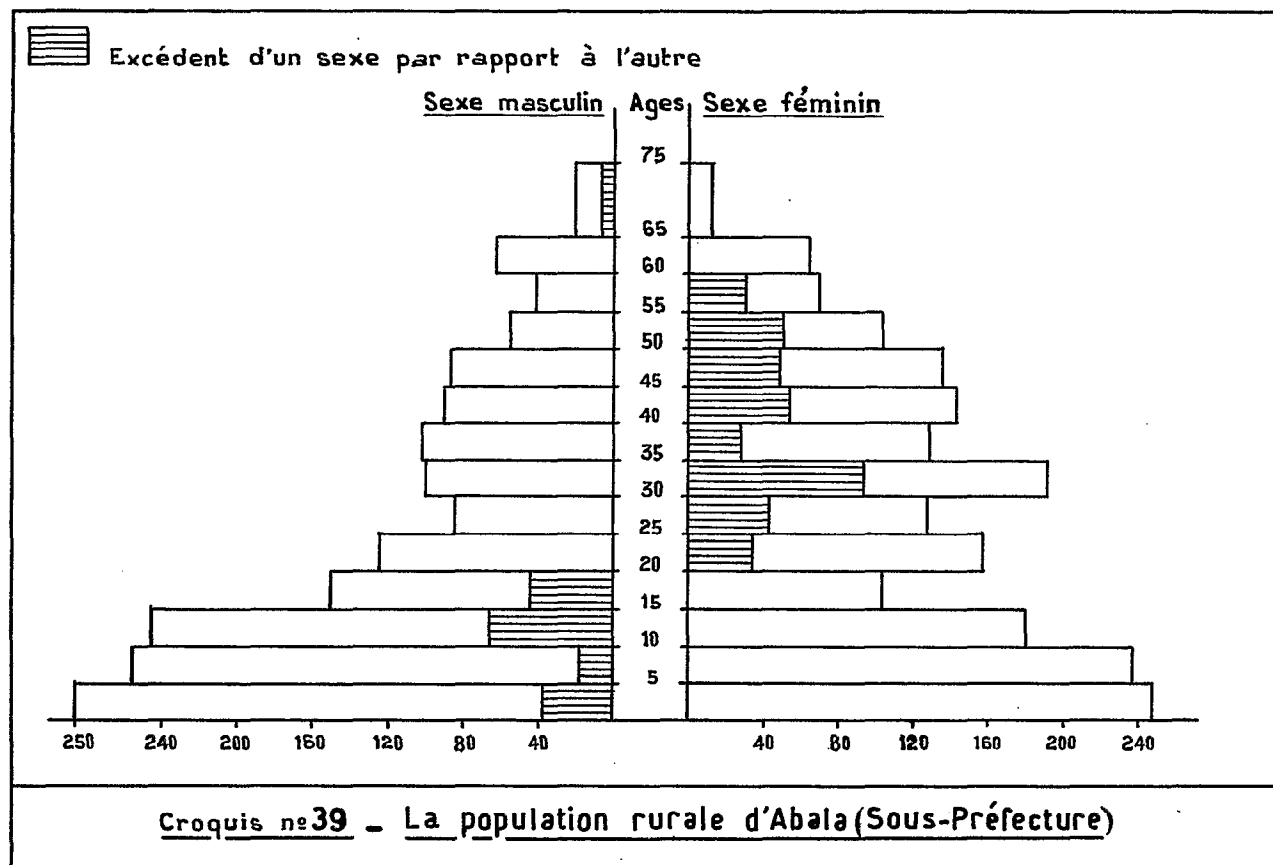
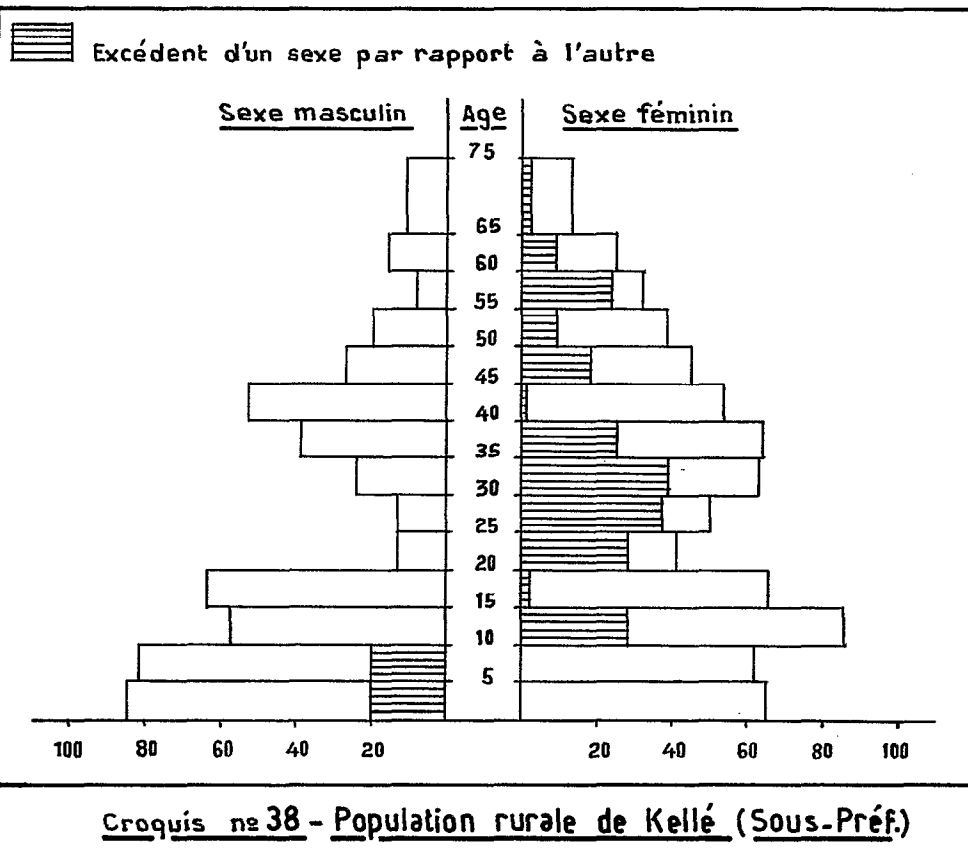
On remarque à ce propos combien la couche inférieure (au-dessous de 5 ans) est peu étalée, par rapport à celle des 5-9 ans comme si la natalité générale était en baisse depuis quelques années. Le calcul fait d'après le nombre d'enfants nés vivants au cours des douze derniers mois, donne un chiffre assez peu élevé : 29,4‰. Il est vraisemblable que le taux de natalité générale réel est légèrement supérieur, car il faut penser que si les parents ont tout intérêt à déclarer les naissances (à cause d'une éventuelle exemption d'impôt), ils peuvent omettre les enfants qui sont nés et sont morts entre deux recensements. L'examen des monographies de village prouve que la déclaration est faite fréquemment, mais il n'est pas possible de dire qu'elle l'est toujours. Il semble donc prudent de tenir ces chiffres pour une limite inférieure. Quoiqu'il en soit, nous sommes bien loin des taux calculés par la Mission Démographique du Congo (45 pour 1.000 en milieu rural), pour l'ensemble du pays ; seules, des études comparatives diront si les régions méridionales ont un comportement différent, ou si 45 pour 1.000 est erroné. Bien qu'on ne dispose d'aucune donnée sur la mortalité générale, il est évident que 30 naissances annuelles pour 1.000 habitants sont insuffisantes pour assurer un renouvellement satisfaisant de la population. C'est que la mortalité infantile reste considérable : des taux supérieurs à 20 ‰ ont été trouvés dans le Sud-Congo, où l'équipement sanitaire est beaucoup plus dense pourtant. Il n'est certainement pas inférieur dans le Nord, où savanes marécageuses et forêts inondées ne constituent pas un milieu très sain. C'est d'ailleurs une constatation facile à faire, que le petit nombre des enfants qui jouent autour des cases, dans les villages qu'on traverse. Mais la structure démographique et certaines conditions sociales ne sont pas favorables au maintien d'une natalité élevée ; c'est ce caractère qui est le plus inquiétant pour l'avenir.

B - LES NUANCES REGIONALES

Si ces grands traits de la démographie restent vrais dans l'ensemble, les nuances régionales sont assez accentuées pour mériter un examen comparatif. L'exode rural, dont le rôle a été prépondérant, n'a pas frappé avec autant d'intensité toutes les parties du pays : les déséquilibres relevés jusqu'ici ne doivent donc pas être partout aussi marqués. On peut également penser que les divers groupes ethniques n'ont pas le même comportement. On relève parfois, dans les rapports administratifs des 15 dernières années, des notations caractéristiques : telle « race » en voie de disparition, parce que la natalité y est désastreusement basse ; ailleurs c'est la pratique courante de l'avortement qui est rendue responsable du déclin démographique ; ailleurs encore, le grand nombre des mariages avec des filles trop jeunes ... etc. Il est de fait que certaines zones paraissent, sinon peu touchées, du moins encore assez dynamiques. D'autres, par contre, ne semblent plus pouvoir redresser une situation très inquiétante.

1 - LES REGIONS EN DECLIN DEMOGRAPHIQUE

Elles se situent toutes dans la partie Nord du pays ; régions de forêts comme la Sangha, régions plus ouvertes des savanes boisées de Kellé, Makoua, Fort-Rousset. La sous-préfecture de Kellé peut servir d'exemple-type. La pyramide des âges (croquis n° 38) montre d'emblée le très gros déséquilibre existant entre les deux sexes. Jusqu'à 20 ans, les effectifs



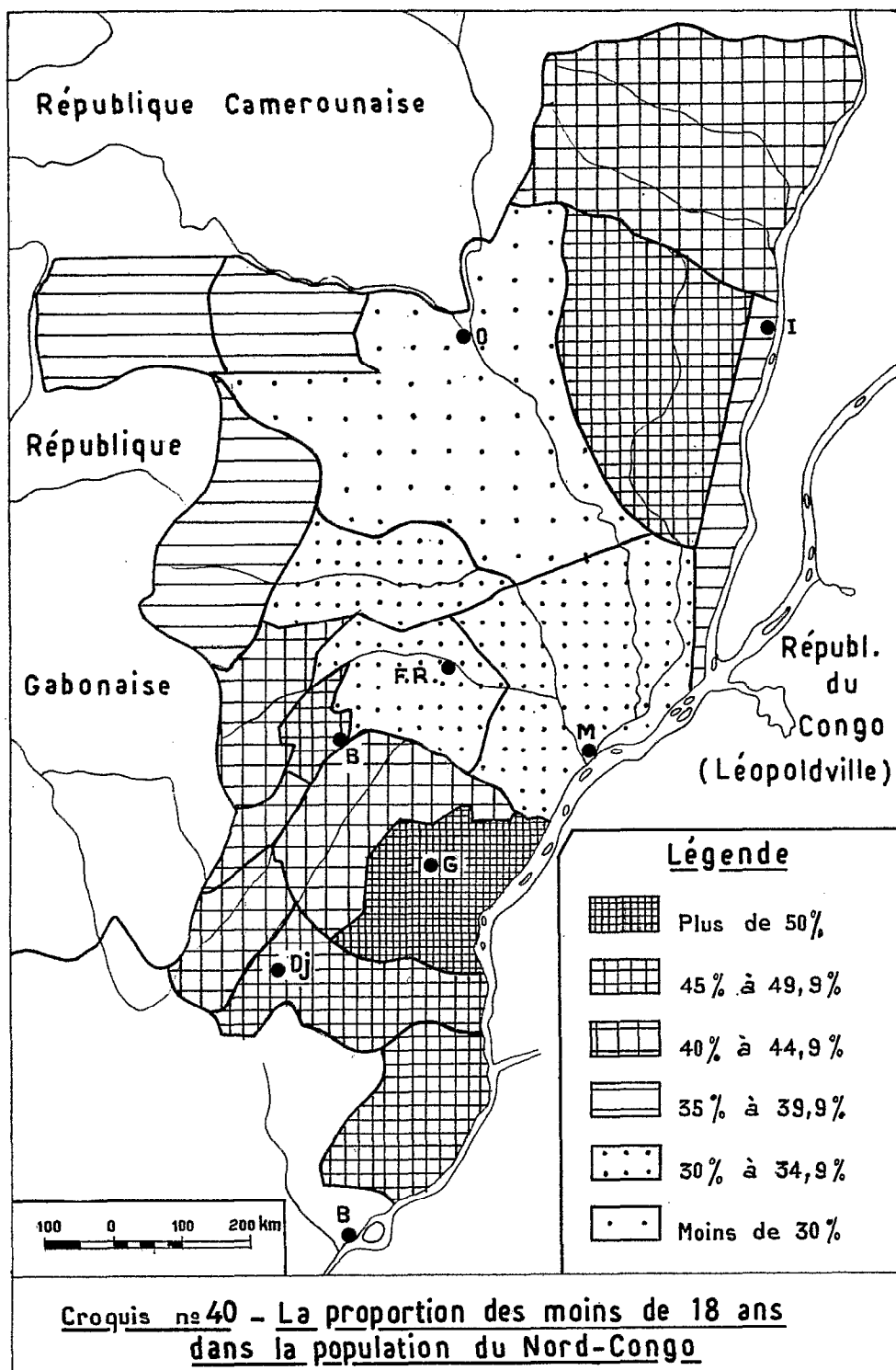
restent à peu près égaux, ou du moins se produit-il une compensation : il y a davantage de garçons au-dessous de 10 ans, et c'est l'inverse au-dessus (pour l'échantillon étudié - 1234 personnes - il y avait eu à la naissance, au cours des 12 mois précédents, 27 naissances masculines pour 14 naissances féminines : seule, une observation plus étendue indiquerait s'il s'agit d'un phénomène constant, ou d'un caprice du hasard). Mais, chez les adultes, l'émigration intérieure, et l'expatriation-traditionnelle dans la région - ont fait des coupes sombres, surtout parmi les hommes. La pyramide revêt ainsi, au-dessus de 20 ans, la forme grossière d'une toupie. Le taux de féminité y est de 165, ce qui est déjà beaucoup ; mais, entre 20 et 39 ans, il atteint le niveau inusité de 274 femmes pour 100 hommes ! Naturellement, la polygamie est particulièrement développée ici : il n'est pas de chef de terre ou de canton qui n'ait 8 à 15 femmes de tous âges. Il n'y a plus d'hommes en pleine force : les adultes jeunes, de sexe masculin, ne représentent plus que 7% de la population totale. On peut s'étonner que, dans ces conditions, le taux de natalité générale soit encore de 33‰ ; mais le fait que les trois classes quinquennales aient des effectifs presque égaux est assez inquiétant ; les 568 moins de 20 ans recensés se répartissent ainsi : moins de 5 ans, 150 ; 5-9 ans, 144 ; 10-14 ans, 130. Pourtant, ici, parce qu'il reste encore beaucoup de femmes, la répartition par grandes catégories garde une allure très proche de la moyenne générale. Il n'en est malheureusement pas de même partout. A Makoua, à Fort-Rousset, à Lékana même, on voit les adultes âgés être plus nombreux que leurs cadets. C'est dans la sous-préfecture d'Impfondo que la situation est à ce point de vue la plus mauvaise : les adultes jeunes des deux sexes (17,6%) sont littéralement écrasés entre les moins de 20 ans (37,8%) et les adultes âgés (38,5%). Mais nous avons vu comment le pays Bondjo a été comme aspiré par le chef-lieu qui compte, rappelons-le, les 2/3 de la population totale.

Ces régions qui nous paraissent être en déclin relatif, pourraient donc être reconnues à certains caractères communs : un nombre peu élevé de jeunes (au-dessous de 20 ans) : moins de 45% toujours, et souvent moins de 40% (Ouessou : 36,9%). Si l'on veut s'en tenir à la limite des 15 ans, âge auquel l'émigration a peu joué encore, on voit ces proportions s'abaisser jusqu'à 31%, voire même 29%. En second lieu, le rapport entre adultes âgés et adultes jeunes est très souvent en faveur des premiers, c'est-à-dire supérieur à 1 ; en général, les 40-59 ans, constituent encore entre le quart et le tiers (exceptionnellement davantage) de la population. Ceci ne laisse pas espérer un redressement de la situation, puisque les classes qui prévalent sont les moins fécondes et les moins dynamiques : le taux de natalité, pour les 7 sous-préfectures les plus atteintes, n'est d'ailleurs que de 25,1 pour 1.000. Enfin, la proportion des vieillards est plus importante qu'ailleurs, et dépasse presque partout 5% (maximum à Fort-Rousset, avec 10,5%).

2 - LES REGIONS MIEUX EQUILIBREES

La partie méridionale du Nord-Congo a, dans l'ensemble, une position meilleure sur le plan démographique. De Djambala à Gamboma et de Boundji à Ngabé, cette zone de collines et de plateaux se classe nettement dans une catégorie différente. Seule, la sous-préfecture d'Epéna échappe à cette localisation, mais nous avons vu qu'elle faisait déjà exception, dans le Nord, par l'importance de ses villages.

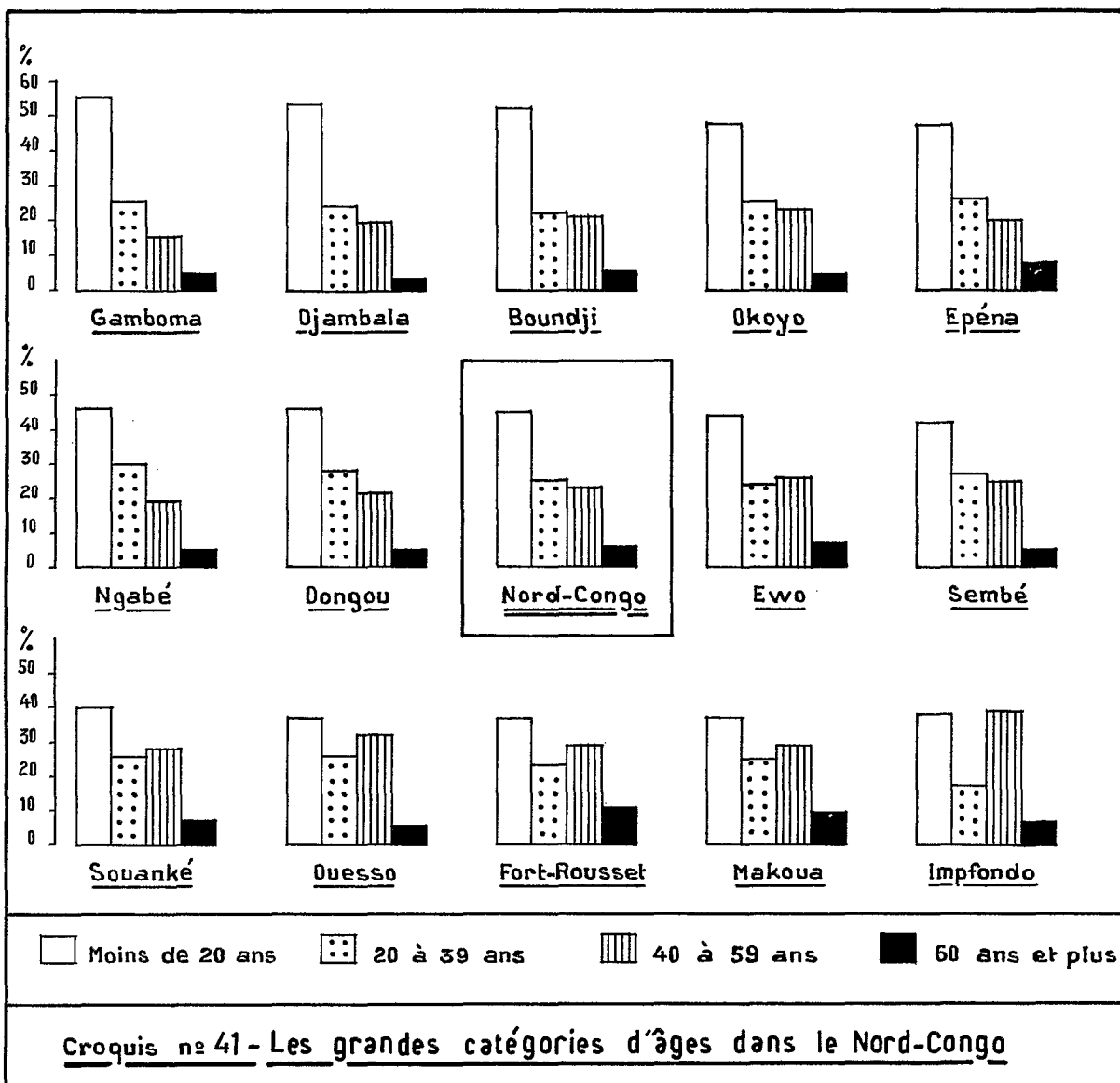
L'exemple pris à Abala peut servir à dégager les caractéristiques de cette catégorie (croquis n° 39). La forme générale de la pyramide est bien plus régulière que dans les cas

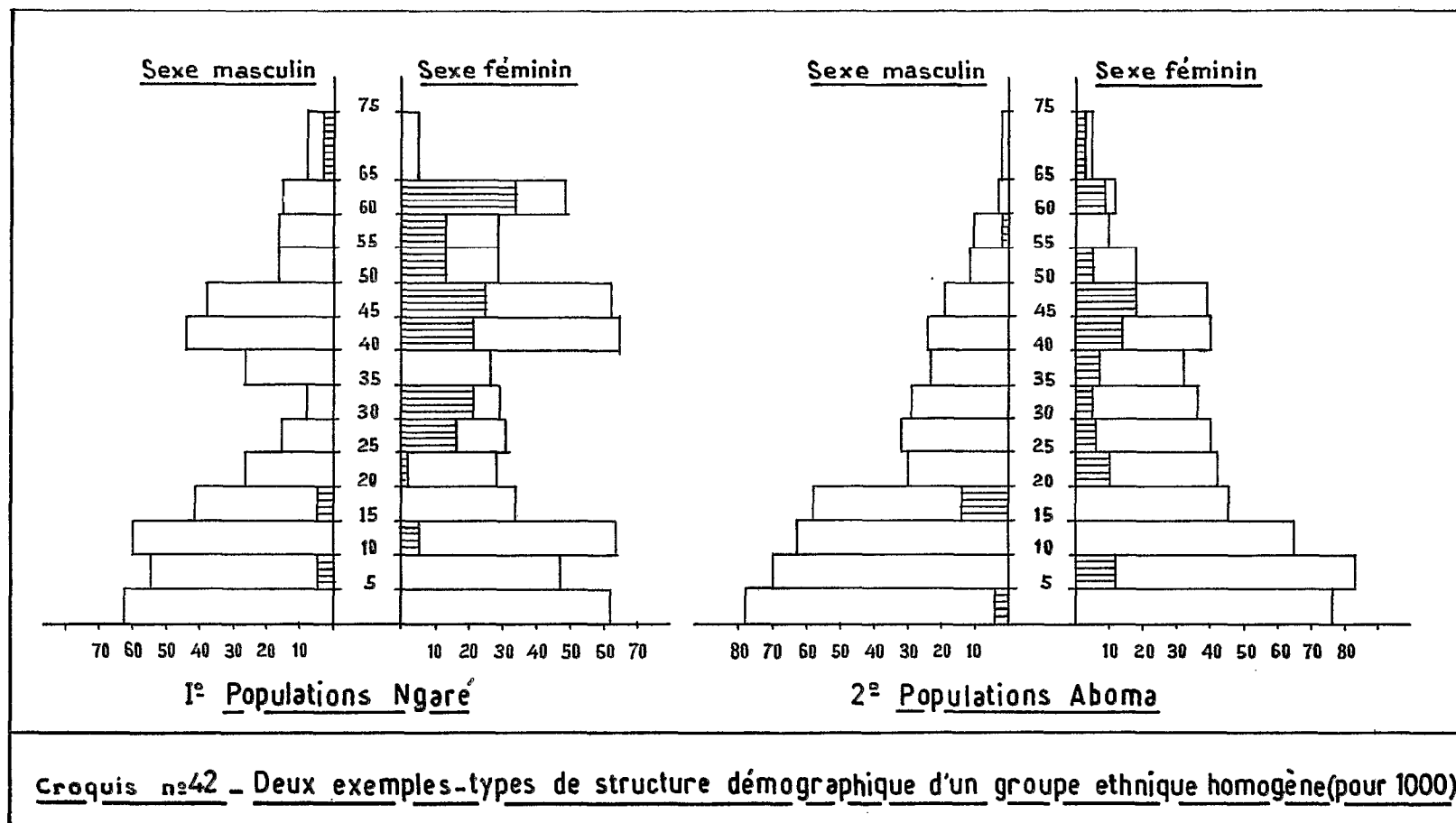


précédents. On retrouve sans doute les traces de l'exode rural dans le déficit d'ensemble des adultes de sexe masculin (taux de féminité au-dessus de 20 ans : 133) plus marqué entre 20 et 39 ans (taux : 149), mais on remarque surtout la meilleure répartition entre adultes jeunes et adultes âgés, respectivement 27,9% et 20%. Il n'y a guère qu'entre 25 et 29 ans, que le nombre des hommes est anormalement bas, mais sans que cela prenne des proportions considérables. Cet équilibre relatif entre les deux catégories d'adultes a une heureuse influence sur la natalité : celle-ci est de 37,9% bien au-dessus de la moyenne générale; la proportion des moins de 20 ans s'en trouve relevée, 46,9% et l'étalement de la pyramide à la base augure assez bien de l'avenir.

L'importance de la tranche des jeunes est vraiment un caractère saillant de toute cette zone. La carte n° 40, dressée à partir des dénombrements administratifs, en est la preuve. C'est dans la sous-préfecture de Gamboma qu'elle atteint son maximum, avec 55,6% d'une population qui est ainsi extrêmement jeune; mais elle ne descend nulle part au-dessous de 45%. Le croquis n° 41 permet de comparer la répartition des grandes catégories-jeunes, adultes jeunes, adultes âgés, vieillards - dans les deux types de population que nous avons pu distinguer; il est indiscutable que dans la partie Sud du pays, l'équilibre démographique est mieux réalisé. S'opposent également les taux moyens de natalité, respectivement 25,1‰ et 31,4‰. Ils ne peuvent, à la longue, qu'accentuer les différences qui existent actuellement. Enfin, cette opposition se retrouve à propos de l'indice de vieillesse (nombre de plus de 60 ans/Nombre de moins de 20 ans \times 100). Il est de 19 en moyenne pour les régions en déclin, et de 10 seulement pour les autres.

Il reste cependant à éclairer, si possible, ce problème d'une différence d'évolution à l'intérieur d'un même ensemble, entre deux groupes dont l'histoire a été à peu de choses près la même, au cours des 50 dernières années, et dont l'activité économique n'est pas différente (agriculture vivrière dominante). Pour cela, nous avons reconstitué, par-dessus les limites administratives, des groupes ethniques homogènes, normalement dispersés entre plusieurs sous-préfectures, et dont chacun des éléments se trouve, dans les statistiques, mêlé à d'autres qui lui sont étrangers. Les résultats confirment, comme on pouvait le penser, que ce sont les plus importants qui résistent le mieux au déclin démographique; c'est qu'ils peuvent perdre, par émigration, une forte fraction de leurs adultes; il en reste suffisamment pour que la pérennité du groupe soit assurée malgré tout. Il se trouve que dans les savanes du Sud, vivent des tribus aux effectifs nombreux : les Mbochi sont plus de 45.000, les Ngangoulou, 20.000, les Aboma, 18.000. Au contraire, les Mbéti, Makoua, Bakouélé, Djem, Bondjo, qui sont installés dans les régions forestières du Nord ou à leurs limites, n'atteignent pas 10.000 personnes, tandis que Ngaré, Bomouali, Mondjombo, Moye, ne comptent pas chacun 5.000 membres, et ne peuvent donc être que très éprouvés par le départ des émigrés. Les pyramides d'âges qu'on peut dresser des uns et des autres sont caractéristiques (croquis n° 42). Face à celle des Ngaré, étroite en son milieu, irrégulière dans son dessin général, peu étalée à la base, celle des Aboma apparaît bien assise, régulièrement décroissante vers le sommet, ou peu s'en faut. Dans la répartition en grandes catégories (croquis n° 43) on retrouve les caractères spécifiques des deux types reconnus, notamment avec l'indice de vieillesse (25 chez les Ngaré, 7 chez les Aboma) et la balance des effectifs entre adultes jeunes et âgés, les seconds étant de loin les plus nombreux chez les Ngaré (30% contre 18,9%). La division en tout petits villages contribue à accentuer les effets de l'émigration rurale : sur une centaine d'habitants, on ne compte déjà pas beaucoup d'hommes jeunes; si plusieurs d'entre eux s'en





vont définitivement, l'avenir démographique risque d'être compromis irrémédiablement. Dans des dizaines de cas, la pyramide des âges du village n'est plus qu'une mince colonne, à peine élargie à la base, étranglée en son milieu au point d'en être parfois fragmentée (croquis n° 44). On voit mal ce qui pourrait renverser le sens de cette évolution en dehors d'un regroupement important, bien difficile à réaliser.

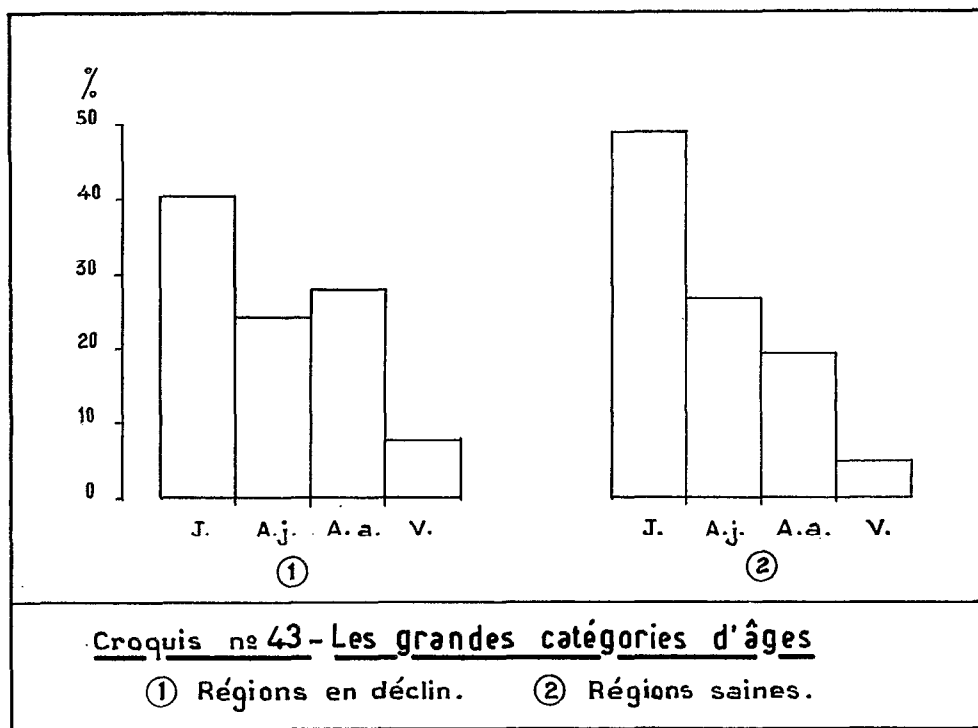
II - LA POPULATION DES CHEFS-LIEUX

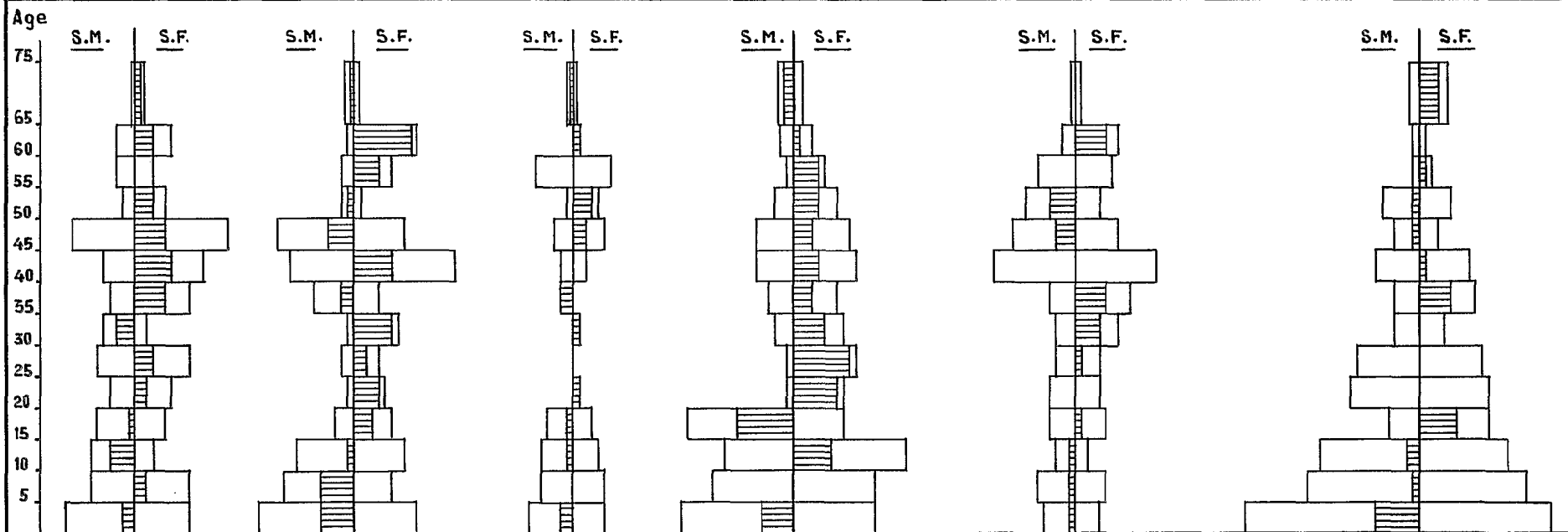
Les chefs-lieux constituent un milieu démographique distinct de celui des villages, Ils se composent généralement de trois groupes d'importance variable : les gens de la région, presque toujours les plus nombreux, les immigrés des zones plus éloignées, mais d'origine congolaise, parmi lesquels les fonctionnaires occupent une place particulière, enfin la colonie étrangère (ressortissant du Congo-Léopoldville et de RCA surtout), particulièrement fournie à Ouessou et Impfondo.

Dans la mesure où prédomine nettement l'ethnie locale (Kouyou à Fort-Rousset, Ngangoulou à Gamboma, Mbéti à Kellé), on doit s'attendre à retrouver certains des caractères relevés dans le milieu rural en l'une ou l'autre région. Mais la population des chefs-lieux s'est formée par immigration surtout, et présente de ce fait des traits originaux.

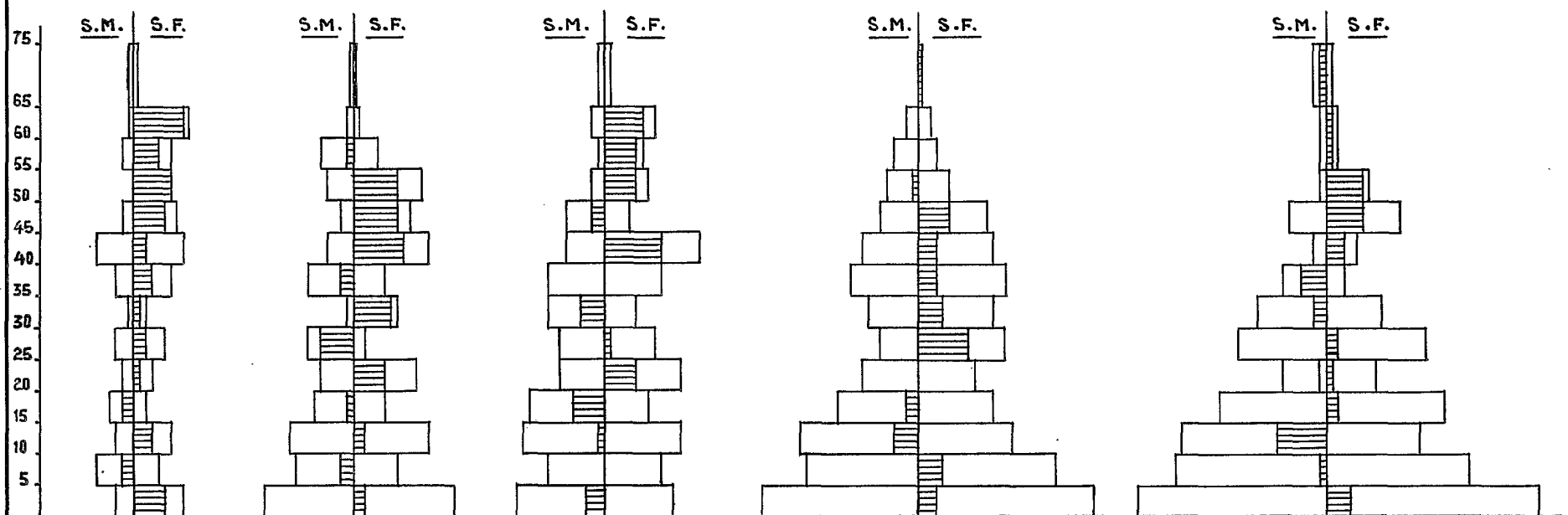
A - UNE STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE DIFFERENTE

Les croquis n° 45 et 46 permettent une comparaison aisée. On remarque d'abord que le déséquilibre entre les deux sexes ne se répartit pas de la même façon. Le taux de féminité est supérieur à 100 à partir de la classe des 15-19 ans, où le surplus de femmes et





Elogo (Souanké) Palabaka (Makoua) Djemba (Impfondo) Obéli (Kellé) Liouesso (Ouessou) Makengo (Epéna)



Okélataka (Ewo) Ankou (Lékana) Okéké (Abala) Béhentsio (Djambala) Bouanga (Gamboma)

jeunes filles correspond au déficit signalé dans les villages. Il atteint son maximum entre 21 et 24 ans (178 femmes pour 100 hommes) mais décroît ensuite et change de sens pour les 40-45 ans. A partir de cet âge, ce sont les hommes qui deviennent les plus nombreux, et qui le restent, aussi bien chez les adultes âgés que chez les vieillards.

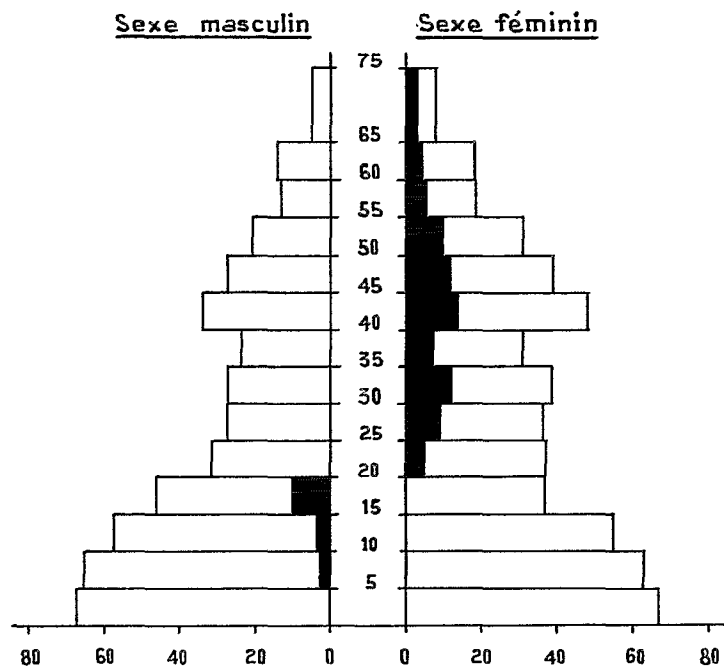
La répartition par grandes catégories d'âges complète ces premiers renseignements. Elle est meilleure que dans le milieu rural, parce que si la proportion des jeunes est la même dans les deux cas (45,6%), la répartition des adultes donne une nette prépondérance aux 20-39 ans ; (28,7% contre 22,5% aux 40-59 ans). Le groupe des vieillards est réduit à peu de choses : 3,1% (indice de vieillesse inférieur à 7).

Il est assez facile de comprendre cette situation. Le chef-lieu est bien, pour les ruraux, un centre d'attraction indiscutable. Mais s'il donne la possibilité de trouver un travail salarié, il est encore loin d'offrir les avantages sociaux et psychologiques de la grande ville, ainsi que nous l'avons déjà souligné ; équipement social réduit, distractions rares, et surtout influence encore grande du milieu coutumier : la famille est là, ou bien habite à proximité, dans un rayon limité, et continue de peser sur la vie quotidienne. On voit bien que, pour les jeunes, venir résider au chef-lieu n'est guère une évasion ; aussi bien n'y font-ils souvent que passer quelque temps : Ewo, Djambala, Makoua constituent pour eux une étape sur le chemin de l'émigration. On s'explique alors qu'il n'y ait pas une proportion plus importante de jeunes adultes, et que les moins nombreux sont effectivement les 20-24 ans, célibataires pour la plupart, et qu'on retrouve en grand nombre à Poto-Poto.

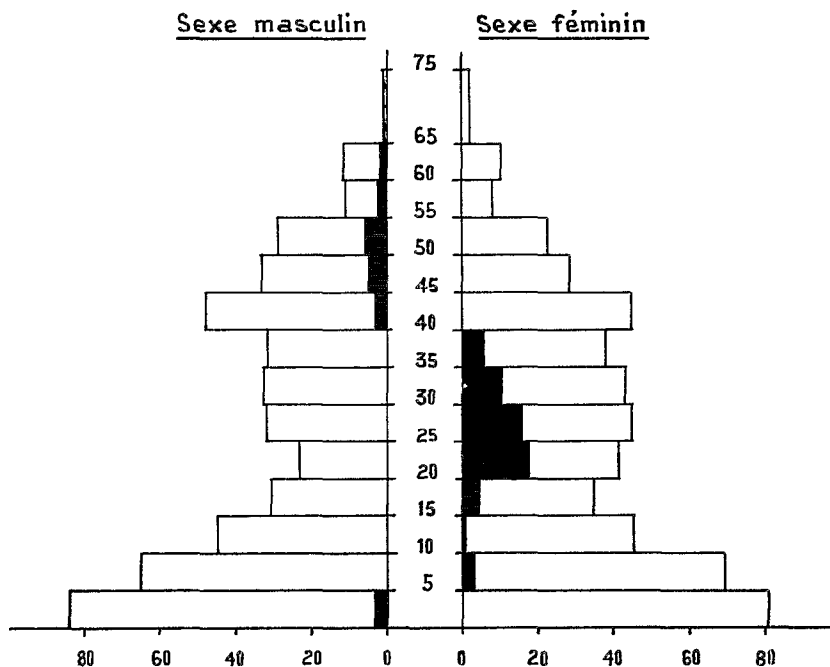
Par contre, les adultes âgés sont en surnombre ; le milieu coutumier est pour eux moins étouffant, les possibilités de distraction ne les intéressent pas autant, et ils se résignent plus volontiers à un sort médiocre. La polygamie est ici plus rare que dans les villages, mais le contexte général explique cette différence. Les gens âgés, les chefs de villages ou de terres ont eu en brousse (et conservent partiellement) une certaine autorité morale, un prestige leur donnant une position sociale prépondérante. De plus, la « possession » de plusieurs femmes assure une production agricole, donc un revenu supérieur. Rien de cela ne reste vrai dans le milieu semi-urbanisé des centres extra-coutumiers. Un quartier, même ethniquement homogène, rassemble des gens venus de points divers, et qui, ayant émigré souvent pour échapper aux contraintes traditionnelles, ne tiennent pas à recréer une collectivité trop étroitement serrée. Dans ces conditions, les chefs de quartier ne sont guère plus que de petits rouages administratifs chargés de transmettre les décisions, d'émettre des avis sur des questions de détail, de juger quelques détails coutumiers, et faire de la figuration muette dans les cérémonies officielles. Dans ces conditions, leur prestige laisse quelque peu à désirer : il est flatteur de se voir demander sa fille en mariage par un « kàni » ou un « ndami » (71), même si elle doit être la 7^e ou la 10^e épouse ; ce l'est beaucoup moins lorsque la demande émane d'un chef de quartier.

Mais c'est surtout la cause économique de la polygamie qui disparaît en ville ; car la femme, cessant plus ou moins vite de faire une plantation vivrière, passe à la charge

(71) Termes désignant un chef d'une certaine importance ; « ndami » est employé surtout dans la Likouala.



A - Population des villages



B - Population des chefs-lieux

Croquis n°45 - Structure démographique du Nord (pour 1000)

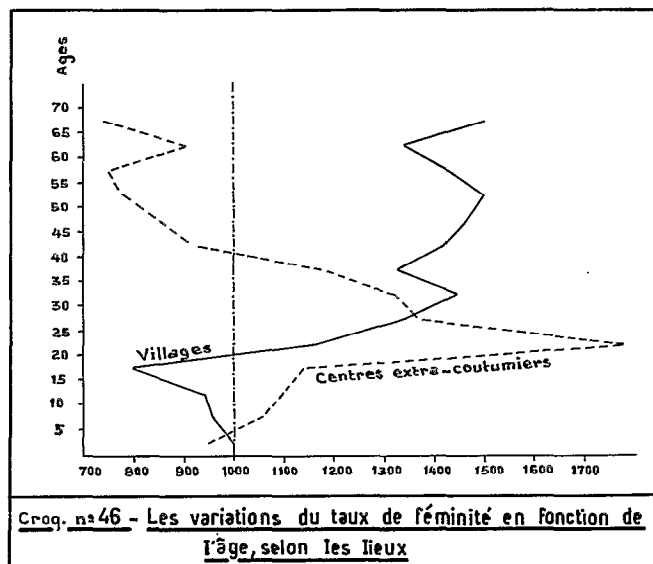
de son mari, et la situation est renversée. Dans ces conditions, la polygamie suppose des revenus monétaires suffisants, et un examen attentif révèle que là où elle existe, elle est le fait de fonctionnaires et de commerçants, ou bien d'hommes dont les épouses continuent de cultiver le manioc dans les environs des agglomérations. Les ménages monogamiques sont donc les plus nombreux. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions que le taux de féminité chez les adultes ne soit que de 110.

Nous avons remarqué déjà que le pourcentage des moins de 20 ans était le même dans les chefs-lieux que dans les villages ; mais c'est leur répartition entre les classes qui est différente. La base de la pyramide a en effet une allure régulière, décroissante vers le haut à partir d'une strate inférieure largement étalée. Le tableau ci-dessous révèle les contrastes entre les deux milieux.

	1 à 4 ans			5 à 9 ans			10 à 14 ans			15 à 19 ans		
	S.M.	S.F.	Ensb.	S.M.	S.F.	Ensb.	S.M.	S.F.	Ensb.	S.M.	S.F.	Ensb.
Villages	6,6	6,6	13,9	6,5	6,3	12,8	5,8	5,4	11,2	4,6	3,7	8,3
Chefs-lieux	8,4	8,1	16,5	6,6	6,9	13,5	4,5	4,5	9	3,1	3,5	6,6

Ces différences proviennent de la plus grande jeunesse du milieu urbain, de l'importance relative qu'y acquièrent les classes fécondes. Ainsi, les hommes de 25 à 44 ans représentent 11,1% seulement de la population rurale, mais 14,5% de celle des chefs-lieux. Le taux de natalité est naturellement plus élevé : 35,3‰. Les variations d'une agglomération à l'autre sont d'ailleurs considérables ; elles confirment l'existence possible d'un facteur ethnique, qu'il s'agisse de la fécondité naturelle des femmes ou de traditions influençant cette fécondité. Ainsi, dans toutes les régions que nous avons montrées en déclin démographique, le taux de natalité au chef-lieu est inférieur à 35 pour 1.000 (exception faite pour Fort-Rousset) ; ailleurs, il est supérieur à 40 pour 1.000 ; il dépasse 51 pour 1.000 à Gamboma ! Les pyramides des âges reflètent naturellement ces nuances ; celle de Djambala est particulièrement prometteuse, et l'on se réjouit de voir, dans un pays peu peuplé, les prémices d'un progrès démographique (croquis n° 47). On ne peut cependant pas se défendre d'une certaine inquiétude, quant à des lendemains aux perspectives économiques incertaines, lorsque les moins de 20 ans constituent 58% de la population ...

Il est intéressant de confronter la situation démographique des chefs-lieux, avec celle d'un centre extra-coutumier particulier comme Etoumbi (croquis n° 48). Cette plantation de la C.F.H.B.C., une des plus anciennes du Congo, a entraîné la création et le développement d'une agglomération de 1.200 habitants, dont l'existence repose sur les salaires versés par la société. L'ancienneté d'Etoumbi lui a enlevé le caractère de camp de travailleurs, à très forte prépondérance masculine, qui a dû être le sien pendant plusieurs années. Aujourd'hui, l'équilibre s'est établi entre les deux sexes, à peu de choses près (sexe masculin : 48,9%, sexe féminin : 51,1%).

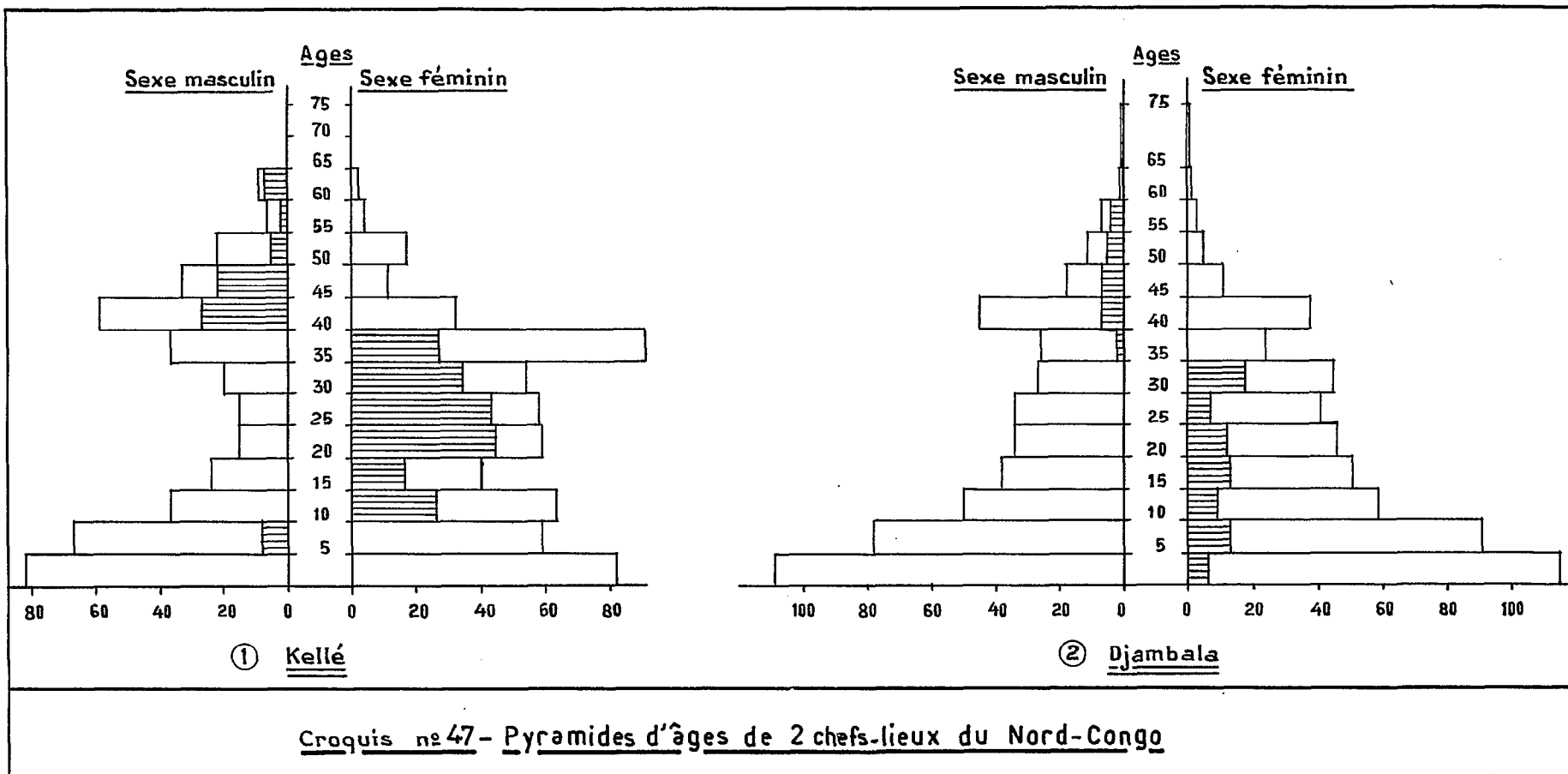


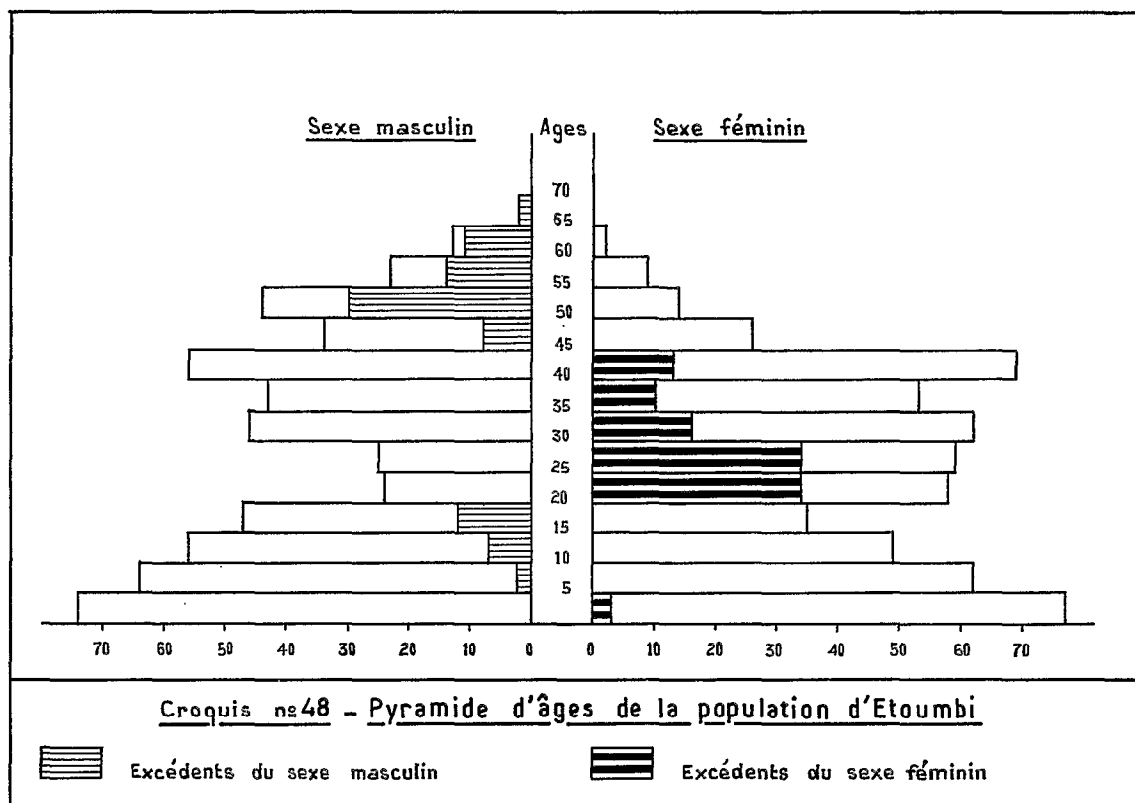
Les variations du taux de féminité selon les catégories d'âges, se font de la même façon qu'à Ewo, Makoua ou Gamboma : excédent féminin jusqu'à 44 ans, excédent masculin ensuite. Cependant, on remarque le petit nombre d'adultes de 20 à 29 ans, ce qui confirme les remarques des responsables, d'après lesquels il n'est plus possible d'embaucher des jeunes gens. La moyenne d'âge des travailleurs se situe aux environs de 35 ans. Mais si la proportion des jeunes adultes reste satisfaisante par rapport à l'ensemble de la population (32,9%), c'est surtout grâce à la prépondérance du sexe féminin, qui en constitue près des 2/3 : épouses légitimes, certes, mais aussi nièces et belles-sœurs venues des villages de brousse, et qui bénéficient auprès de leurs parents vivant à Etoumbi, de la traditionnelle hospitalité. Un certain nombre d'entre elles travaillent d'ailleurs à l'huilerie, qui emploie une main d'œuvre féminine, en particulier pour le triage des palmistes. Il n'y a donc pas de différence nette entre Etoumbi et les autres centres de brousse. Pourtant, dans ce cas, le déficit des classes masculines de 20-39 ans est une indication précieuse : il prouve que la perspective d'un salaire régulier est insuffisant pour retenir, à elle seule, les jeunes qui ont envie de partir.

B - UN CAS PARTICULIER : LE QUARTIER DES FONCTIONNAIRES.

Dans chacun des centres secondaires se trouve, nettement différent du reste de l'agglomération, le quartier des fonctionnaires, dit aussi quartier du Poste. Cette position isolée, une population comptée à part, permettent d'en définir certains caractères originaux. Du Préfet au moniteur de l'Enseignement Primaire, du conducteur de l'agriculture à l'infirmier breveté, tous se distinguent du reste de la population par un niveau de vie nettement plus élevé (72). Or, la structure démographique des habitants n'est ici plus du tout la même (croquis n° 49). Elle comprend une base très large, mais rapidement décroissante, et qui aboutit à un étranglement marqué entre 15 et 20 ans ; tandis que les classes âgées sont

(72) La solde moyenne du fonctionnaire, au Congo, était de 37.500 Frs par mois en 1962, celle du manœuvre, dans la 3^e zone de salaire (secteur agricole) d'un peu moins de 40.000 Frs par an.

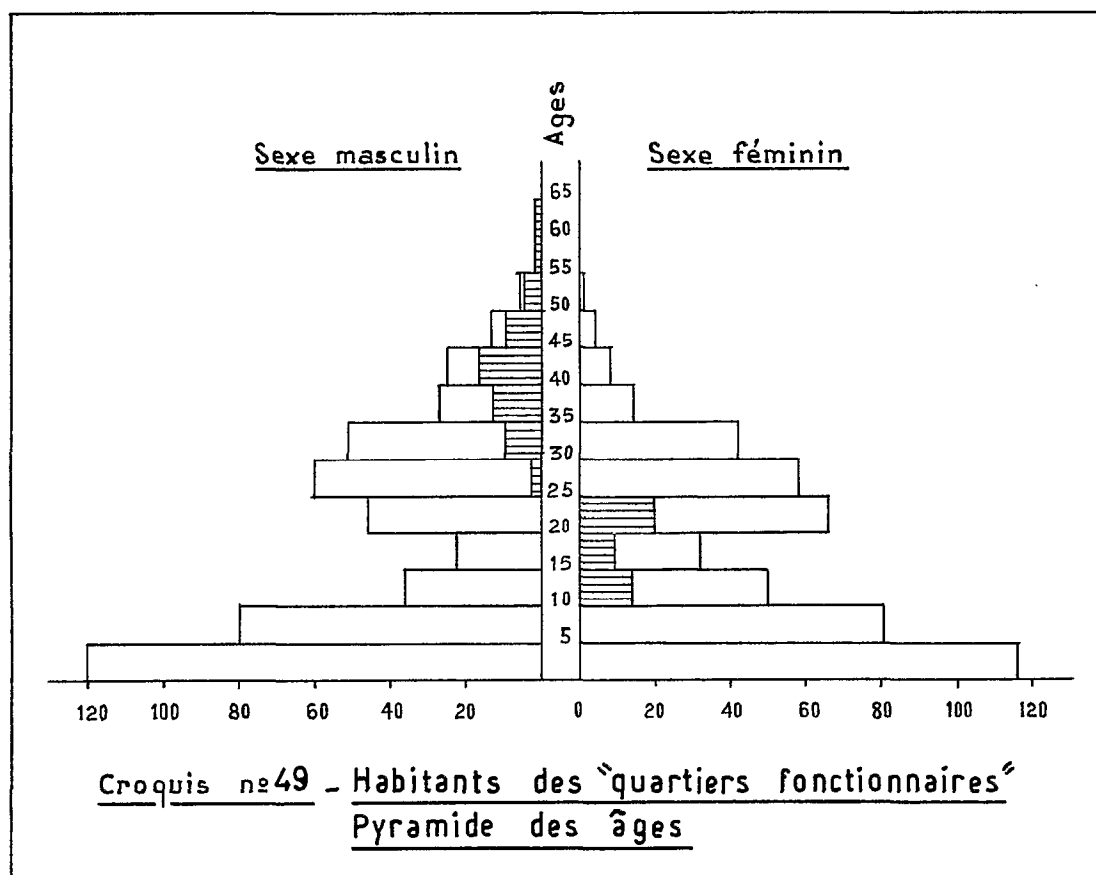




presque inexistantes, du côté féminin plus encore que de l'autre. Les grandes catégories d'âges s'y présentent ainsi : moins de 20 ans : 56,2% ; adultes jeunes : 37,8% ; adultes âgés : 5,9% ; vieillards : 0,1%.

Cet aspect inattendu est la conséquence d'une évolution récente : l'africanisation des cadres a entraîné un gonflement des effectifs administratifs, par le recrutement et la nomination de fonctionnaires ayant acquis, pour la plupart d'entre eux au cours des dix dernières années, un niveau d'instruction correspondant au premier cycle de l'Enseignement Secondaire. La grande majorité se trouve ainsi appartenir à la catégorie des adultes jeunes. Il en résulte qu'ils ne sont pas assez âgés, dans leur ensemble, pour avoir des enfants de 15 à 20 ans (pour cela, étant donné l'âge habituel du mariage chez les hommes il leur faut attendre d'avoir 40 ans). D'autre part, la natalité est très forte à l'intérieur de ce groupe, comme en témoignent les taux élevés en divers chefs-lieux (natalité générale) : 58‰ à Impfondo, 60,6‰ à Makoua, 60,9‰ à Boundji, 63,6‰ à Ewo, 83,3‰ à Epéna! Malgré le nombre assez réduit de leurs

effectifs, les fonctionnaires relèvent de façon sensible les taux calculés sur la population toute entière : c'est ainsi que, si on les classe à part, le taux de natalité générale dans les chefs-lieux tombe de 35,3 à 33 ‰ ! Mais il faut se rappeler qu'il s'agit d'un groupe très particulier, placé dans des conditions beaucoup plus favorables que le reste de la population, et composé en majorité de couples jeunes. Les soldes permettent aussi une meilleure nourriture, et l'instruction entraîne des soins plus éclairés aux enfants ; les femmes ne sont pas surchargées de besogne, nombre d'entre elles ont un boy. Nous avons nettement à faire ici à une petite bourgeoisie. Comme n'intervient pas, ou pas encore, de réflexe anti-nataliste, les familles nombreuses sont presque une règle générale. Ceci nous semble très caractéristique : à partir d'un niveau de vie très bas, tout progrès économique et social, toute croissance du revenu, loin de réduire le nombre des naissances, provoque au contraire leur augmentation, et par là même celle de la population. Une évolution en sens contraire ne se produit que plus tard, lorsqu'il y a prise de conscience du bien être acquis, désir d'en profiter et de le conserver. Ce stade n'est pas encore atteint ici.



Troisième Partie

LA VIE ÉCONOMIQUE

Certaines particularités physiques - la pauvreté générale des sols, l'étendue des régions marécageuses, celle de la forêt dense - ont eu naturellement une influence très lourde sur l'évolution de la société, au Nord-Congo comme dans l'ensemble des pays tropicaux. Aussi importante sans doute a été celle des facteurs humains : caractère clairsemé de la population ou division en petits groupes sociaux par exemple.

Cependant, on ne saurait comprendre les faits actuels, sans se souvenir que la pénétration européenne, qui date ici de moins d'un siècle, a introduit les éléments étrangers dans un mécanisme économique simple, reposant essentiellement sur l'auto-production des denrées vivrières. Nous avons dit déjà combien cette intervention était essentielle à la compréhension de l'exode rural.

Nous devons encore faire appel à ce passé récent, pour éclairer le dualisme qui caractérise aujourd'hui la situation économique. La très grande majorité des familles pratique l'agriculture traditionnelle, qui lui assure, avec l'aide de la cueillette, de la chasse et de la pêche, la couverture intégrale des besoins quotidiens ; c'est le principe même d'une économie de subsistance. Mais un large secteur de la population a atteint le stade de l'économie monétaire, qui s'est établie tant par le biais du salariat que par la commercialisation des excédents de production.

Pourtant, les deux formes ne sauraient être séparées : depuis la prédominance presque exclusive de l'une ou de l'autre jusqu'à leur association étroite, toutes les nuances sont possibles. Et c'est là sans doute l'originalité de ce monde rural, que l'argent a pénétré, mais où il n'en n'est encore qu'un moyen parmi d'autres de vivre, où il n'est pas, loin s'en faut, indispensable à l'existence, mais constitue seulement un appoint utile et commode.

CHAPITRE VIII

LES ACTIVITES TRADITIONNELLES ET LEUR EVOLUTION

La population autochtone a toujours su tirer, d'un milieu naturel qui fait souvent illusion quant à sa fécondité et sa richesse végétale ou animale, l'essentiel de ce qu'il lui fallait pour vivre. La société traditionnelle, répartissant les tâches entre ses membres en fonction de nécessités impérieuses, avait confié aux femmes l'agriculture vivrière, les hommes assurant la défense, et les travaux de force tels que le gros défrichage, ou la chasse. Faute de documents, il n'est pas possible de savoir quelles modifications a subies ce système dans le passé; mais il est certain que des adaptations ont été indispensables, lors de l'introduction des plantes vivrières nouvelles, à partir du XVI^e siècle, par exemple: manioc, arachides, patates douces, originaires d'Amérique du Sud, ou encore les arbres fruitiers comme l'avocatier, l'oranger, le manguier, le papayer, le cocotier, etc. Les habitudes alimentaires ont dû s'en trouver bouleversées, et par conséquent, les techniques agricoles, tandis que reculait le spectre de la disette.

La situation actuelle est encore relativement simple. L'espace rural est organisé de telle façon que les droits de chacun sont respectés, et que tout le monde dispose des terrains nécessaires à la couverture des besoins. Cependant, la communauté villageoise ne pouvait rester à l'écart de l'évolution générale récente: la cultivatrice, le chasseur, le pêcheur, s'aperçurent vite qu'ils pouvaient vendre leurs excédents - manioc, arachides, viande, poisson - en retirer de l'argent et se procurer ainsi des biens de consommation. C'était un premier pas sur le chemin de l'agriculture commerciale, qui devait prendre peu à peu une certaine ampleur.

I - L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE

Les cultures vivrières occupent pratiquement toutes les femmes du monde rural; chacune a ses plantations, d'où elle rapporte de quoi nourrir sa famille. Mais l'organisation spécifique de la société et les impératifs du milieu physique, ont donné à cette agriculture, certains aspects originaux sur lesquels il faut insister, car, de leur persistance ou de leur évolution, dépend dans une large mesure, le progrès économique des campagnes.

A - L'AGRICULTURE DANS LE PAYSAGE RURAL

Il n'est pas possible d'étudier l'agriculture traditionnelle, et pas davantage l'agriculture de plantation, sans connaître les principes généraux qui règlent la propriété foncière. Fait essentiel, cette propriété s'étend au sol tout entier, même dans une région aussi peu peuplée que le Nord-Congo ; les terres les plus ingrates, jamais cultivées, ou les terres trop éloignées du village pour l'être «appartiennent» tout de même à un groupe humain. Il n'y a pas en effet appropriation individuelle - et c'est là un autre caractère important - mais appropriation collective du clan, du lignage, de la famille au sens large, chacun des membres ayant un droit d'usage qui ne saurait être discuté. Bien entendu, il n'existe aucune délimitation artificielle continue (haie, barrière, fossé...) mais des repères naturels dont chacun connaît l'emplacement exact et la signification : cours d'eau, arbre, lisière de forêt. On peut dire que le droit de mise en culture, de chasse ou de pêche en un endroit déterminé, est quelquefois le signe le plus tangible de l'appartenance à un groupe, lorsque les relations entre ses membres se sont relâchées.

Bien que collective, la propriété s'incarne dans la personne du chef de terre : le *kâni* ou «*ndami*». Il existe toute une hiérarchie de ces chefs, plus ou moins respectée selon la vigueur des structures sociales. Chez les Mbochi, par exemple, les grands «*kânis*», très peu nombreux, ne sont vraisemblablement que les successeurs des chefs qui ont conduit jadis les migrations ; ils rassemblent dans leurs mains le pouvoir «civil», judiciaire (quant aux questions coutumières) et religieux ; ils peuvent déléguer leurs attributions à des envoyés, sortes de chargés de missions parcourant les villages et habilités à trancher tel ou tel problème, lorsque le «*kâni*» ne peut se déranger lui-même. Dans la plupart des cas, cependant, chacun des petits chefs de terre dispose d'une large indépendance, mais leur rôle s'est beaucoup amenuisé : autorité politique et autorité coutumière ne peuvent guère coexister (73).

Le rôle du chef de terre, sur le plan local, est surtout de faire respecter les droits des possesseurs du sol. Mais il est à remarquer que ceux-ci portent presque exclusivement leur attention sur les produits de la chasse et de la pêche ; faut-il y voir une survivance de l'époque où les hommes n'étaient que bien peu cultivateurs ? Ou bien la conséquence du fait que les disponibilités en terrains de culture sont très larges, et qu'il n'y a pas de problème concernant la durée de la jachère ? Nous inclinons volontiers vers cette seconde hypothèse, en remarquant par exemple que nulle part ne se fait une redistribution périodique, par voie d'autorité, des terres à travailler, sauf sur le plateau Koukouya : en cet endroit, où la pression démographique est réelle sur des surfaces disponibles restreintes, c'est en général le féticheur qui décide du défrichage de tel ou tel boqueteau. Partout ailleurs, les femmes responsables des cultures vivrières suivent d'elles-mêmes une rotation empirique, et font seules le choix de

(73) Signalons ici que les chefs de terre reconnus par l'administration n'ont pas toujours été «authentiques», les intéressés ont parfois mis en avant «un homme de paille» servant de tampon entre l'autorité légale et la population

l'emplacement qu'elles veulent travailler. La récolte du manioc ou des arachides ne donne lieu à aucun cadeau au chef de terre. Il n'en n'est pas de même lorsqu'est abattu un gibier ; des coutumes très précises règlent les redevances dans les cas les plus variés ; selon l'animal, selon qu'il s'agit de chasseurs du clan, d'étrangers ayant exercé un droit de poursuite... etc, le kâni doit recevoir la tête, ou le cœur, ou une cuisse, ou tout autre morceau. Le système fonctionne de la même façon à propos de la pêche. Cependant, cette dernière activité est pour une large part le fait d'étrangers, singulièrement sur l'Oubangui (Kouyou, Makoua, Likouala...); ceux-ci mènent une campagne de plusieurs mois bien loin de leurs lieux d'origine. Alors, ils s'installent sur les îles et les bancs de sable, car les berges, avec leurs «moliba» sont appropriées par les Bondjo et les Mondjombo. Cela ne va pas d'ailleurs sans contestations, et parfois sans bagarres sanglantes, les tenants défendant leurs droits avec vigueur contre les «envahisseurs».

La cession ou la vente de terrains, est tout à fait possible dans ce système. Le chef de terre, ou le chef de lignage intéressé, doit alors prendre avis des membres du groupe, du moins des plus importants d'entre eux. Cette situation ne devait pas se produire fréquemment avant la pénétration européenne, sinon lorsqu'un clan trop nombreux était amené à rechercher des terrains de culture nouveaux. Ce que nous savons de la démographie nous incite à penser que le cas était rare. Par contre, les missions religieuses, les Sociétés commerciales, ont dû acheter du terrain pour s'installer et bâtir. A notre connaissance, cela n'a nulle part entraîné de difficultés sérieuses, et c'est moyennant un cadeau plutôt symbolique que les cessions ont été consenties. Il est vrai que l'installation d'une entreprise européenne, quelle qu'elle fût, était toujours d'un intérêt économique certain : emplois salariés, ouverture d'écoles ou de magasins, achat de denrées locales...etc. C'est ainsi qu'il y a une dizaine d'années encore, à Souanké, le chef de village a abandonné sa propre case et l'a rebâtie ailleurs, pour que la Mission Catholique dispose d'un emplacement dans l'agglomération même !

Une évolution vers la propriété individuelle est cependant inévitable, avec l'extension de l'économie monétaire, par le biais des plantations destinées à fournir des produits d'exportation. Disons cependant tout de suite qu'elle ne peut exister, jusqu'ici, qu'à l'intérieur du système de propriété collective. Le cas s'est présenté de fonctionnaires qui ont voulu faire un petit placement foncier à proximité du centre où ils exerçaient : ou bien ils se sont heurtés tout de suite à l'hostilité violente des habitants (« Ici la terre n'est pas aux gens de ta race »), ou bien on les a laissé faire, mais un propriétaire a surgi dès la première récolte pour signifier ses droits (74). C'est ainsi qu'un certain nombre de citadins, immigrés à Brazzaville depuis longtemps, et décidés à y rester, ont une plantation sur les terres de leur famille, dans leur pays d'origine, si éloigné soit-il, et non aux alentours de la capitale, où les chefs de terre sont Lari ou Téké.

(74) Cas relevé notamment à Makoua, pour une plantation de café faite par un originaire de Boundji.

Il est cependant une situation amenée à se reproduire de plus en plus fréquemment, qui oblige la coutume à évoluer, ou à céder le pas devant le droit de type européen: lorsque un ménage se dissout, qui avait établi une plantation en commun (cacaoyers, caféiers), à qui doivent aller les «propriétés»? Rappelons qu'en général, les règles traditionnelles ne reconnaissent que fort peu de droits à la femme; après le divorce, elle repart dans sa famille avec ses enfants et ses vêtements, sans plus; en matière d'héritage, elle est davantage considérée comme un objet que comme un sujet. Cependant, elle prend de plus en plus conscience de son rôle économique, et la perspective de la vente d'une récolte donne à une cacaoyère un intérêt que n'a jamais eu un champ de manioc ou d'arachide. C'est ainsi qu'en 1962, une jeune femme de Sembé, venant de divorcer, a réclamé par voie de justice à son ancien mari, la moitié d'une plantation de cacao qu'ils avaient faite ensemble, et qu'il considérait comme sienne exclusivement, parce que portée à son nom sur sa carte de planteur par le Service de l'Agriculture. Le tribunal, pourtant entièrement formé de notabilités locales, lui a accordé ce qu'elle demandait. Il y a là une amorce de reconnaissance officielle d'une «communauté d'acquêts», tout à fait étrangère au droit coutumier, et qui n'ira pas sans poser de sérieux problèmes à courte échéance. On peut se demander en effet à qui irait la part de cette femme si elle venait à décéder: ferait-elle retour à son ancien mari? Passerait-elle au second mari? A la famille de la femme? On devine les âpres contestations qui risquent de s'élever, et que réglerait seulement l'immatriculation des terres sur une matrice cadastrale. Nous nous sommes étendus plus longuement sur ce cas particulier, parce qu'il nous a paru nouveau et très caractéristique. Il est le type même des conséquences qu'il faut attendre de l'irruption d'une forme moderne d'économie dans un contexte social totalement différent, et qui devra nécessairement s'adapter. (75).

(75) Nous transcrivons ici le compte-rendu partiel du jugement concernant cette affaire. (L'expression «vivre en fiançailles» désigne une vie conjugale, mais une dot non encore payée intégralement).
Extrait du registre du tribunal de Sembé - Affaire du 12/4/62 -

Monsieur M. contre Madame A.: répartition de deux plantations de cacao travaillées par les deux.
«Madame A. se plaint de ce qu'elle n'est plus en fiançailles avec Monsieur M. et, de ce fait, souhaiterait la répartition des plantations de cacao, résultat de son travail commun avec son ex-fiancé Monsieur M. Monsieur M., entendu à son tour, déclare qu'il a une plantation de cacao au sujet de laquelle une fiche agricole lui a été délivrée par le Service de l'Agriculture; de ce fait, considère cette plantation comme sa propriété, écartant toute communauté avec sa fiancée A. Il ajouta qu'il avait déjà donné à A. une plantation destinée à elle; par conséquent, A. ne devrait plus engager de prétentions quelconques sur sa plantation fichée, devenue propriété individuelle. A., entendue sur la déclaration (...) a de nouveau déclaré que les efforts conjugués sur cette plantation dont son mari fait allusion à la fiche agricole, est l'œuvre commune de leurs efforts, ceci sur toutes les deux plantations. Mais du fait que l'une des deux plantations produit déjà, il ne peut pas être question de donner soit à son fiancé ou à elle la plantation productive, mais au contraire la diviser entre nous deux. L'autre plantation de cacao, celle qui ne produit pas encore, devra elle aussi être répartie de la même façon, une moitié pour M. l'autre à A. Sur quoi les constatations ayant été faites (...) le tribunal, après en avoir délibéré selon la coutume Bakouélé, a rendu le jugement dont la teneur suit:

Le Tribunal

Oui les parties en leurs déclarations et moyens de défense,

Attendu que Monsieur M. et la veuve A. vivaient en fiançailles et qu'ils travaillaient les deux plantations de cacao,

Attendu que M. prétendant être titulaire d'une plantation de cacao fichée à son nom voulait en être le seul propriétaire,

Attendu que cette plantation fichée est le bien commun de M. et sa fiancée A.

Attendu que la seule et meilleure solution qui puisse consoler les deux parties serait la division de chacune de ces plantations en faveur des deux,

Le survol du territoire aussi bien que les observations au sol aboutissent à des conclusions identiques : les surfaces mises en culture sont extrêmement faibles. Autour du village, dont la place désherbée fait une tache claire dans la savane, les plantations vivrières se dispersent dans un rayon de quelques kilomètres, sans groupements bien marqués, et leurs traces dans le paysage sont dérisoirement exigües. Ceci est encore plus frappant dans les régions forestières, où beaucoup d'arbres restent en place et dissimulent les plantes cultivées. C'est seulement autour des chefs-lieux que l'activité agricole apparaît beaucoup plus intense : elle aboutit rapidement à la destruction de toute végétation naturelle arborée ou buissonnante (les palmiers exceptés), dessinant une zone dénudée qui ceinture l'agglomération. Une enquête récente menée dans le cadre du recensement agricole mondial, permet de préciser quelque peu les connaissances jusque là empiriques que nous pouvions avoir de cette question. (76)

Pour l'ensemble des régions situées au Nord de la Léfini (ceci exclut donc le plateau de Mbé et partiellement la zone des hautes collines), il n'y aurait en culture que 25.000 ha environ, soit à peu de choses près, 1,1 pour 1.000 de la superficie totale. Cette proportion infime doit être mise en relation avec la faible densité humaine, et l'étendue considérable des zones impossibles à utiliser (les marécages permanents, la forêt inondée...) On n'a pas de chiffres concernant ces dernières ; cependant, même en les déduisant pour obtenir les surfaces cultivables, la proportion ne serait guère plus forte. Il est intéressant de noter que la densité au km² cultivé ressortit à 846 personnes (en ne tenant compte que de la population purement rurale), ce qui revient à dire que chaque individu dispose, pour sa subsistance, de 12 ares environ. (Rappelons que l'alimentation fait largement appel à d'autres produits que les plantes vivrières). Cependant, le recensement agricole n'a pas fait le départ entre cultures vivrières et cultures commerciales ; dans ces douze ares, il y a donc une certaine surface de cacaoyers, caféiers, riz, tabac... Même si les besoins alimentaires sont partiellement couverts par la produit de la chasse, de la pêche, de la cueillette, il n'en reste pas moins que quelques ares suffisent à assurer l'essentiel des besoins quotidiens. Il faut admettre que le manioc, avec sa production permanente étalée sur deux ans au moins, donne des résultats bien supérieurs à beaucoup d'autres plantes alimentaires.

Les moyennes indiquées ci-dessus dissimulent les différences régionales. Les surfaces cultivées tombent à 0,74 pour 1.000 dans la Sangha, à 0,46 pour 1.000 dans la Likouala, toutes deux domaines de la forêt ou de l'inondation quasi-permanente. La zone déshéritée des pays Téké appartient à la même catégorie : 0,65 pour 1.000. Par contre, le reste de la Cuvette

Par ces motifs,

Il est décidé une répartition de chacune de ces plantations entre M. et A. de la façon suivante
Monsieur M. prendra la moitié de la plantation productive et sa fiancée l'autre moitié.

A. recevra la moitié de la plantation de cacao non productive pour le moment, son fiancé l'autre moitié.

Les parties ont été informées qu'elles pouvaient interjeter... etc.

(76) Recensement agricole de la République du Congo (1960-1961) 54 p. dactyl. nombreux tableaux. Nous faisons quelques réserves sur certains points, comme la réunion en une même strate de régions physiquement et humainement aussi dissemblables que le plateau de Mbé et le pays Lari. L'attribution de 7.900 habitants au plateau Koukouya est une grosse erreur.

congolaise possède, avec 11.000 ha cultivés, une meilleure situation (2,44 pour 1.000). Mais c'est encore le plateau Koukouya qui tranche le plus dans ce tableau: sur les 45.000 ha qu'il offre à ses habitants, 1.650 sont mis en culture, soit 36,6 pour 1.000. On mesure une fois de plus le rôle de la pression démographique. Cependant, il ne faut pas se laisser abuser par les chiffres; si la densité humaine sur le plateau est environ 30 fois plus forte que dans le reste du pays, la proportion des terres cultivées n'est encore que 33 fois supérieure à la moyenne; les Koukouya, malgré les apparences, ne sont donc pas de beaucoup plus grands cultivateurs que les autres; leur originalité, comme nous le verrons, réside davantage dans les techniques élaborées que dans les surfaces cultivées, sensiblement égales, par exploitation, à ce qu'elles sont partout ailleurs.

Le nombre de ces exploitations agricoles est assez significatif. Si l'on exclut une petite partie de la population semi-urbaine des chefs-lieux, tout le reste des habitants vit des ressources du sol: il y a pratiquement autant d'exploitations que de ménages (environ 40.000). Ce sont les dimensions de chacune d'elles qui varient le plus. Il y a toujours plusieurs parcelles dispersées - de 3 à 5 en général - comprenant cultures vivrières et culture de rapport: leur étendue dépend en définitive de la nature de cette dernière: plantations de cacao et plantations de café sont plus grandes, en moyenne, que les champs de tabac. On explique ainsi les variations d'une région à l'autre; 82 ares par exploitation dans la Sangha (cacao), 86 ares dans la sous-préfecture de Kellé (café), mais seulement 75 ares dans le reste de la Cuvette, et 47 ares au Sud, sur les plateaux de Djambala et de Nsah (tabac). On voit bien par là que nulle part n'est encore établie une véritable économie de plantation; le produit commercialisable est conçu comme une petite ressource complémentaire, sans plus.

B - LES TRAVAUX AGRICOLES

L'un des caractères primordiaux de l'agriculture traditionnelle est qu'il s'agit ici d'une activité purement féminine. Le travail de la terre, en vue d'alimenter la consommation familiale, est considéré comme dégradant pour l'homme. Lorsqu'une plantation nouvelle doit être faite dans un bosquet ou dans une galerie forestière, alors, l'homme abat les arbres, mais son intervention se borne à cela, et c'est à la femme qu'incombe le reste du travail, jusqu'à la récolte et à la préparation alimentaire. La disproportion des efforts fournis en ce domaine apparaît fort bien dans une enquête faite en 1960-1961 dans plusieurs villages du Nord par G. Althabe. Ayant minutieusement noté le temps passé en activités agricoles par les habitants d'Okélatoka (village situé entre Ewo et Etoumbi, à une quarantaine de km de cette dernière agglomération) il a pu dresser le tableau suivant:

	Travail fourni en une semaine		
	16 hommes	21 femmes	37 person. act.
Cultures vivrières	17 Heures	252 Heures	269 Heures
Cultures commerciales	224 Heures	257 Heures	481 Heures
Total	241 Heures	509 Heures	750 Heures

Citons ici l'auteur « Pour chacune des personnes actives, nous trouvons une moyenne générale de 20 heures de travail agricole par semaine ; cette moyenne s'élève à 24 heures pour les femmes et tombe à 15 heures pour les hommes ; notons que les femmes se partagent également entre les plantations de manioc et celles de caféiers. Enfin, les cultures industrielles occupent 64 % de la masse des activités. Ce volume de travail agricole apparaît comme très faible ; ce sont cependant les moyennes les plus élevées que nous ayons rencontrées durant notre enquête ». (77)

Les chiffres sont éloquentes : en ce qui concerne les cultures vivrières, à une heure par semaine pour les hommes, correspondent 12 heures pour les femmes. Ce très inégal partage est l'héritage d'un passé où les conditions d'existence le justifiaient : l'homme avait alors une fonction de défense dont il ne pouvait se départir, et qui s'ajoutait aux autres travaux qui lui incombent encore (chasse, construction de la case). Mais le temps de l'insécurité est passé, et il dispose aujourd'hui d'une grande partie de la journée, qui s'écoule en palabres, en visites, en repos. Sans doute, depuis quelques années, les cultures commerciales sont-elles venues lui apporter des occupations nouvelles. Les données ci-dessus prouvent qu'elles ne sont pas tellement contraignantes. Le spectacle est courant, des hommes qui, dans chaque village et à toute heure, à-demi allongés sur les chaises longues universellement répandues dans le pays, fument, palabrent, ou boivent du vin de palme. On comprend que dans tous les projets et toutes les études pour la mise en valeur du territoire, revienne comme leit-motiv « la condition *sine qua non* du développement économique est qu'il faut mettre les hommes au travail. » Le rural, ici, n'est pas encore devenu un cultivateur.

L'appât du gain peut cependant être un motif d'évolution. C'est lui qui a joué dans la création et l'extension des plantations de café et de cacao, des champs de tabac. C'est lui qui joue aussi dans certains cas plus rares de plantations vivrières. G. Sautter cite les riverains de l'Alima - Mbochi surtout - cultivant eux-mêmes les sols forestiers pour vendre le manioc aux Likouba qui en faisaient le commerce sur la rivière (78). Nous avons constaté des faits identiques, de nos jours, dans la région de Makoua : des hommes préparent le sol, plantent et sarclent le manioc, mais ce sont les femmes qui viennent dans le champ déterrer les racines, sous le contrôle du propriétaire, qui leur vend panier par panier, évitant en quelque sorte de « déroger ». Ce n'est pourtant pas là, tant s'en faut, le cas général.

Les travaux agricoles sont le plus souvent exécutés de façon irrégulière. Les femmes qui ont d'autres tâches contraignantes au village (préparation des repas, travaux de ménage, soins aux enfants), partent souvent à la plantation au milieu de la matinée, et en reviennent dans le courant de l'après-midi, avec le fagot de bois sur la tête ou dans la hotte. Les hommes sont beaucoup plus fantaisistes : ils

« partent au travail indifféremment à 6 heures ou à 10 heures ; leur retour s'échelonne sur toute la matinée ; d'une manière générale, tout est fini à 12 - 13 heures. Aucune continuité : il suffit d'une quelconque visite ou d'un léger incident pour que l'on reste à la case, et que la

(77) ALTHABE G. Rapport de stage, ORSTOM, 1961, 156 p. dactyl. p. 87

(78) SAUTTER G. Monographie... p. 38

journée de travail soit renvoyée ...au lendemain. C'est un spectacle curieux que ces premières heures de la matinée : combien de départs avortés, le courageux paysan partant vers sa plantation, la matchette à la main, et restant au village parce qu'un ami fatigué l'a appelé pour déguster un verre de vin de palme.» (79)

L'observation du travail agricole lui-même laisse une impression d'inorganisation : sur un même champ, les activités se succèdent en plusieurs endroits différents ; la récolte est interrompue au bout d'une heure pour une partie de chasse, reprise en un autre point, entrecoupée de retours au village.

On sent nettement l'absence de toute tradition terrienne et celle de conditions extérieures qui, en obligeant le cultivateur à prévoir des lendemains difficiles, rendraient obligatoires un aménagement de son horaire quotidien et de son programme mensuel. Le climat permet de planter et de récolter toute l'année, même pendant les mois secs où l'humidité atmosphérique semble suffisante pour que les boutures de manioc reprennent rapidement. Quant aux besoins capables de stimuler l'activité productrice, ils sont minces ; la nourriture quotidienne est assurée avec un minimum d'efforts ; la nature permet de construire entièrement la case ; et le vêtement peut, si nécessaire, être réduit à peu de chose. Il ne reste donc plus à trouver que l'argent pour la dot (et la famille y contribue), ainsi que pour les vêtements (costume, robe ou pagne) qui seront mis les dimanches et les jours de fête. Dans une certaine mesure, pourtant, cette situation est appelée à se modifier, avec la génération des jeunes ; plus ouverts au monde extérieur, plus désireux d'adopter un mode de vie évolué, ils vont se trouver confrontés avec des problèmes de revenu monétaire qu'il leur faudra résoudre d'une ou d'autre manière ; l'émigration vers la ville, déjà largement utilisée, ne pourra tout de même pas se généraliser.

Dans l'ensemble du Nord-Congo, les techniques de culture sont assez banales. En forêt, le défrichage laisse debout de nombreux arbres tandis que les troncs de ceux qui ont été abattus jonchent le sol. L'incendie qui suit est loin de tout brûler ; aussi bien, la plantation préparée ainsi à un aspect extrêmement confus, et c'est au milieu de ce désordre que sont bouturés les plants de manioc, plantés les taros, ou semés les grains de maïs. En savane, les femmes se livrent à un nettoyage soigneux ; chaque touffe, détachée du sol à la houe (« nsengo ») est secouée pour que la terre en tombe, et rejetée sur un tas qui séchera sur place ou sera brûlé. Le même outil sert ensuite à rassembler la terre. Si au Congo méridional, on forme des sortes de plates-bandes rectangulaires courtes, dans le Nord, ce sont plutôt des buttes cylindro-coniques de 30 à 40 cm de hauteur et d'une soixantaine de cm de diamètre, juxtaposées sans qu'un alignement régulier soit observé. Les plus gros buissons, les pieds d'*Hyménocardia*, sont en général épargnés. Par contre, les petites termitières-champignons sont abattues, et si possible brisées ; elles contiennent beaucoup d'argile. Chaque plantation est de faibles dimensions : quelques ares semblent être la moyenne, et chaque exploitation comporte ainsi deux ou trois parcelles de cultures vivrières.

Les boutures de manioc sont piquées dans les buttes, en position oblique, de façon à ce que plusieurs tiges se développent sur chacune d'elles, vers le haut. La pousse est rapide :

(79) ALTHABE G. Rapport de stage ... p 39

de petites touffes de feuilles apparaissent au bout de 8 à 10 jours. Le champ ne demande plus alors qu'un entretien de désherbage, qui permet aux jeunes plants de ne pas être étouffés, et de ne pas être brûlés pendant les incendies de savane, en saison sèche. La récolte peut commencer environ 8 mois après le bouturage, et s'étale sur les deux années qui suivent : la femme gratte une butte, coupe une ou deux racines, et remet la terre en place. Les rendements sont très variables ; selon qu'il s'agit d'une plantation faite sur défriche forestière ou en savane, selon aussi l'humidité du sol. Aucun sondage, à notre connaissance, n'a été fait pour vérifier les résultats obtenus en culture traditionnelle (méthode des carrés de densité et de rendement). Dans les rapports administratifs, figurent parfois des données estimatives, tant au sujet des superficies plantées que du volume de la production. Des chiffres de 1,5 T. à l'ha nous paraissent bien faibles. Sur cette base, en effet, les 12 ares cultivés en moyenne par tête, même entièrement plantés en manioc, ne fourniraient que 150 kg de racines, et la consommation moyenne d'un adulte est de 300 kg par an. Le rapport administratif d'Ewo, datant de 1960, admet un rendement de 3 T. à l'ha, qui est plus vraisemblable.

Le manioc constitue le fond permanent et presque général du stock de plantes alimentaires. Il est cependant d'introduction récente dans le Nord du pays, puisqu'il n'existait pas encore, en 1910, dans la Sangha et la Ngoko. Cette utilisation tardive du manioc par les populations de la forêt, aide à comprendre pourquoi la culture vivrière principale, chez les Bakota et les Djem de Sembé, Souanké, Bomandjokou, est la banane-plantain, ou banane-légume beaucoup plus couramment appelée « banane-cochon » et plus grosse que la banane fruit, de couleur verte, et qui se mange cuite. Les femmes en font des plantations assez importantes (jusqu'à 50 ares), très serrées, où le manioc n'apparaît qu'en culture intercalaire. Le rendement serait de 26 T. à l'ha ; mais là encore, il ne s'agit que d'estimation.

Si manioc, bananiers, et parfois aussi arachides (dans la partie méridionale), constituent des champs homogènes, le principe des cultures associées est très largement répandu. Il est normal que la femme profite de son travail de nettoyage du terrain, pour utiliser le sol en attendant que les premiers tubercules ou les premiers régimes soient près d'être récoltés. Les champs sont donc souvent semés de pieds plus ou moins serrés d'ignames, de taros, de maïs, de légumes divers. La patate douce, en zone humide, se bouture directement sur les buttes de terre ; elle présente l'avantage de couvrir rapidement toute la surface du sol sans empêcher le manioc de grandir, et fournit ainsi une récolte intermédiaire. C'est aussi le cas de divers légumes comme épinards et oseille, qui se hachent finement et assaisonnent le manioc cuit, les courges, les oignons et les pommes de terre, ces deux dernières plantes ne se rencontrant guère que sur le plateau Koukouya et dans la Sangha occidentale, où elles sont d'ailleurs en forte régression.

Deux groupes humains ont cependant été obligés de faire preuve d'une plus grande ingéniosité, pour vaincre les difficultés qui s'offraient à eux. Bien qu'ils soient très restreints en nombre, on ne saurait passer sous silence les Koukouya et leur système d'écobuage en buttes, les Likouba de la basse-Sangha et leurs cultures perchées. Les uns et les autres disposent de peu de terre, les premiers parce qu'ils sont nombreux sur un espace restreint, les seconds parce que les terres émergées, donc cultivables, sont rares. Le problème, pour les Koukouya, est d'enrichir les sols sur lesquels ils sont obligés de revenir souvent, après une trop courte jachère. Pour cela, ils sont « parmi les rares agriculteurs d'Afrique Centrale à

pratiquer systématiquement l'enfouissement en vert» (80). Ils ne brûlent pas les fanes d'arachides, mais les entassent et les couvrent de terre au centre de leur champ, ou bien encore retournent les touffes d'herbes arrachées avec leur motte de terre «en longs sillons parallèles formant parfois des lignes ininterrompues d'une extrémité du champ à l'autre». (81).

Mais ce sont les buttes d'écobuage qui présentent la plus forte originalité. Les herbes arrachées, les débris végétaux de toutes sortes, sont disposés en petits tas arrondis de 1 m 50 de diamètre environ, alignés dans le champ défriché. On laisse sécher quelque peu avant de couvrir la butte avec des mottes de terre, dont la végétation est tournée vers l'intérieur. Une cheminée centrale est ménagée, avec aération par la base, l'ensemble rappelant, en plus petit, une meule de charbonnier. Le feu est mis alors sur le côté au vent, et le mélange se calcine lentement, la terre devenant parfois rouge brique. Lorsque la butte est refroidie, le paysan procède à un brassage superficiel qui mélange intimement les cendres, et c'est sur ces «fourneaux» éteints qu'il plante le tabac, les courges, les oignons, et en général toutes les plantes exigeantes.

Cette technique présente le double avantage d'enrichir la terre en potasse (indispensable au tabac) et de procéder à une véritable désinfection du sol; on peut constater que le parasitage par les racines est très rare, et que les chenilles attaquent peu les plantes cultivées dans ces conditions. Le tabac est venu s'insérer, depuis une quinzaine d'années, dans la succession des cultures pratiquées jusqu'alors. Sur une défriche forestière nouvelle, le tabac occupe le terrain pendant deux cycles, puis le sol est laissé en repos pendant deux ans. En savane, il se place dans la succession suivante: haricots (4 mois) jachère (8 mois) tabac (4 mois) jachère (2 ans); là où il n'intervient pas, la rotation est généralement arachides (4 mois) manioc (3 ans) jachère (2 à 4 ans).

La culture perchée se pratique seulement dans la région marécageuse qui s'étend au SSW de Mossaka et le long de la basse-Sangha. Elle ne couvre qu'une surface restreinte, mais compose un paysage extraordinaire. Vu d'avion, le sol paraît couvert par des milliers d'hiéroglyphes étranges, qui se dessinent en gris ou blanc sur le fond noirâtre de l'eau dormante. Cette technique a été décrite par G. Sautter (82). Nous en rappellerons seulement le principe. Les habitants accumulent de la terre prise sur place, de façon à créer des buttes ou des talus dont la hauteur relative peut atteindre 3 mètres en basses-eaux, et ils cultivent le sommet. Cette terre acide est cependant peu fertile, et les buttes doivent être souvent rechargées, ou bien il en est créé de nouvelles, tandis que les précédentes sont abandonnées; d'où, autour des hameaux, une superficie aménagée qui paraît bien supérieure aux besoins annuels de la population.

On peut distinguer deux types: dans les zones où l'inondation n'est que temporaire et d'importance moyenne, les buttes sont grossièrement quadrangulaires, et de grandes dimensions, parfois jusqu'à 70 m. de long sur 20 m. de large; beaucoup d'entre elles sont plantées

(80) SAUTTER G. Le plateau congolais de Mbé ... p. 17

(81) SAUTTER G. Le plateau congolais de Mbé ... p. 18

(82) SAUTTER G. Monographie... p. 29-30

de palmiers. Un billon continu en fait le tour. A l'intérieur, une partie ou la totalité de la surface comporte d'autres billons parallèles les uns aux autres; les plus grandes, ou les plus régulièrement exondées ont de véritables plantations de manioc et d'arachides identiques à celles de la savane. Le second type est celui des talus, dont la longueur et la complexité comprennent des variantes nombreuses; la forme la plus simple est celle du talus rectiligne de quelques mètres; mais à partir de celui-ci, chaque cultivateur improvise au gré de sa fantaisie et des possibilités offertes par le terrain : le talus se recourbe, ou se referme sur lui-même, des appendices se greffent en plusieurs endroits, dessinent des L, des T, ou des formes plus compliquées en peigne, en rateau, en griffes, en «bretzels»... Certaines constructions peuvent même servir de piège à poisson; il suffit d'aménager une ouverture à la montée des eaux, et de la refermer à la décrue, pour que le poisson se trouve éventuellement prisonnier à l'intérieur d'un talus circulaire.

Le manioc, largement dominant, vient assez mal; les racines n'ont pas toujours le temps de se former, ou bien elles restent filiformes par suite d'une trop grande humidité. Ce sont les bouts de tiges - les brèdes - qui sont les plus utilisées, servant à faire une sorte de sauce qui accompagne le poisson fumé, élément primordial de l'alimentation quotidienne dans ces villages. Patates, maïs, bananiers, viennent s'ajouter au manioc, mais en cultures associées. Au demeurant, les Likouba et Likouala de la région sont loin de suffire à leurs besoins en ce domaine, malgré un dépeuplement qui a pris des proportions considérables, depuis quelques années.

II - LES AUTRES ACTIVITES

La chasse et la pêche ont sans aucun doute joué un rôle plus important qu'aujourd'hui dans le ravitaillement quotidien. Elles continuent de fournir une part de l'alimentation, et surtout l'indispensable ration de protéine dont l'être humain ne peut se passer sous peine de troubles graves. Mais, tandis que la première a gardé essentiellement son rôle d'appoint, dans toute la partie orientale du Nord-Congo la seconde n'est plus une activité secondaire, mais une occupation essentielle pour des milliers de personnes, à qui elle procure de substantiels revenus.

A - LA CHASSE

Celle-ci est du ressort exclusif des hommes. Jadis surtout collective, la chasse a évolué, principalement depuis la multiplication des fusils; elle reste cependant un événement de la vie courante, et se pratique encore régulièrement. Il n'est guère de jour où un ou deux hommes du village ne partent à la recherche de gibier. Les chasses collectives, mobilisant toute la population mâle adulte et une partie des jeunes gens, ont une fréquence bien inférieure, une fois par mois, en moyenne. Elles sont toujours précédées par une réunion au cours de laquelle sont discutés, sous l'autorité du chef de village, et le choix du terrain de chasse (il faut tenir compte de l'appropriation lignagère), et les méthodes qui seront employées, avec le rôle dévolu à chacun. Les armes sont sorties des cases, aiguisées, renforcées. Le féticheur ne manque pas d'invoquer la protection des ancêtres défunts en vue d'un résultat fructueux.

Les zones riches en gibier sont devenues extrêmement rares. Seule fait exception la Likouala-aux-Herbes, peuplée encore d'éléphants, hippopotames, buffles.. La chasse à la sagaie reste donc possible. Les chasseurs viennent en pirogue à proximité de l'endroit où un troupeau de buffles a été repéré. Il s'agit de s'en approcher au plus près, sous le vent, à la faveur des hautes herbes, puis de se précipiter avec force hurlements en lançant les armes comme des javelots. Affolées, les bêtes s'enfuient en tous sens; les hommes s'attaquent alors à celles qui sont blessées, s'efforçant de les pousser vers un marigot, où moins à l'aise que sur la terre ferme, elles seront plus facilement achevées. Le résultat est souvent très bon, avec plusieurs victimes qui sont sur le champ découpées en morceaux pour faciliter le portage. Le retour au village donne lieu à de grandes réjouissances : offrandes faites sur la tombe des chefs décédés (qui paraissent heureusement friands de bas morceaux comme les oreilles...), banquet et tam-tam prolongé, accompagnés de danses frénétiques auxquelles prend part toute la population, et qui se poursuivent jusqu'au lendemain matin. La viande non consommée est ensuite fumée.

La chasse au filet est pratiquée plutôt - mais sans exclusive - pour la capture des antilopes, trop rapides pour être atteintes à la course. G. Althabe en a donné une description dans son rapport. Il s'agit des Mbéti d'Okélataka :

«12 filets de 100 m. chacun enserrant un cercle de forêt, un rabatteur entre dans ce cercle avec deux ou trois chiens (83), et le gibier se jette sur les filets, où il est abattu à l'arme blanche. Cinq cercles furent ainsi faits dans la journée» (84). Ils procurèrent une antilope et trois gazelles, ce qui est peu. Pour l'auteur, il s'agit davantage de la survivance d'un rite qui maintient peu ou prou le sentiment de solidarité entre les membres de la collectivité. L'un des participants ne lui a-t-il pas déclaré «la chasse au filet, c'est pour tout le village. Lorsqu'il y a trop de palabres, on part à la chasse».

Il en résulte d'ailleurs de très longues discussions au moment du partage entre les participants, lorsqu'ont été retirés les trois morceaux de choix qui doivent aller, l'un au propriétaire coutumier de la chasse, le second au rabatteur, le troisième au possesseur du filet.

La chasse au feu, à laquelle se livrent les Batéké des plateaux, n'est qu'une variante de la précédente. C'est en effet le même principe qui est utilisé (barrage par filets), mais c'est l'incendie allumé volontairement qui sert de rabatteur. Le résultat en est assez maigre, ce qui ne saurait étonner, lorsqu'on connaît la pauvreté zoologique de la région (85). Les différences avec les chasses Mbéti résident dans le nombre des participants - jusqu'à 150 - et dans la durée des opérations (plusieurs jours parfois).

Les buffles, mais plus encore les oiseaux, les singes, les petits herbivores, sont l'objet de la **chasse individuelle au fusil**. Le nombre des armes à feu a beaucoup augmenté au

(83) Chiens de petite taille, aux oreilles semi-dressées et pointues.

(84) ALTHABE G. Rapport de stage p. 97-98

(85) Voir à ce sujet SAUTTER G. Le plateau congolais. p. 71 - 73; l'auteur cite le cas de 8 chasses de ce type, dont il a été témoin, et qui ont abouti à un tableau assez maigre de 14 petites antilopes seulement.

cours des dernières années, en 1960 et 1961 surtout. L'administration française limitait strictement les autorisations d'achat, dans un souci de protection de la faune, et pour éviter que des conflits entre individus ne dégénèrent en règlements de comptes collectifs. Des considérations électorales ont fait réviser cette conception au lendemain de l'Indépendance, et les bons d'achat ont été attribués avec beaucoup de libéralité. On dénombre ainsi, dans la Sangha, 1.115 armes à feu en 1961, chiffre très inférieur à la réalité, souligne le rapport officiel qui en fait état. Il est vrai que la vente d'un seul buffle tué à la chasse rapporte davantage qu'un emploi de manœuvre pendant un mois. On s'acheminait ainsi vers la disparition totale du gibier. Une plus saine conception des intérêts à long terme de la population rurale a fait, depuis, restreindre les contingents alloués aux sous-préfectures, mais ce qui est en usage est toujours d'une redoutable efficacité destructive.

Un mode de chasse individuelle très répandu dans toute la zone forestière et sa bordure, utilise une arbalète de fabrication locale. Nous l'avons rencontré tant chez les Djem que chez les Mbéti et les Bomitaba. De forme classique, elle comprend pour l'essentiel deux pièces de bois perpendiculaires, solidement encastrées l'une dans l'autre; la pièce arquée, légèrement souple, est sous-tendue par une simple ficelle qu'on accroche, non sans mal dans un petit cran (il faut s'y prendre à deux mains, en maintenant l'arme avec le pied!) d'où elle est chassée par une pièce mobile faisant office de gachette. La flèche est une simple baguette de bois léger de 20 à 30 cm de longueur, souvent munie d'un empennage arrière en forme de triangle. Son rôle n'est en aucune façon de blesser à mort le gibier, mais simplement de l'égratigner, car la pointe est enduite d'un produit noirâtre et visqueux, tiré d'une racine, et qui constitue un poison violent, à effet paralysant, comme le curare. Le résultat est obtenu en quelques minutes. Posée sur la tige centrale où elle est maintenue collée avec un peu de glu, la flèche est projetée avec violence. La portée, comme nous avons pu le constater, dépasse 50 m, ce qui est largement suffisant pour atteindre un singe réfugié dans les branches d'un arbre. Beaucoup de jeunes gens utilisent ce moyen pour se procurer de la viande.

Le gibier est enfin capturé par toutes sortes de pièges: lacets qui se tendent brusquement lorsque l'animal touche l'appât, lourdes claies qui s'abattent sur lui, fosse où il tombe et reste à la merci des chasseurs, grosse pièce de bois qui l'assomme ou sagaie qui le transperce lorsqu'il touche une ligne tendue en travers de sa piste... Cependant, ces moyens sont de moins en moins employés; ils demandent une grande ingéniosité, une longue patience pour leur réalisation. Il est certain que l'arme à feu est beaucoup plus sûre et expéditive. Elle l'emporte désormais sur les autres engins de chasse.

B - LA PECHE

L'abondance des cours d'eau dans le Nord-Congo, et surtout dans la Cuvette alluviale, a permis le développement d'une intense activité de pêche, surtout parmi certains groupes favorisés par leur situation géographique. Le rôle des traditions ancestrales n'est pas négligeable; ainsi les Téké de la haute-Alima, installés dans la région de Lékéti, achètent leur poisson à des gens d'aval qui viennent pêcher sur place, plutôt que d'utiliser eux-mêmes cette ressource qui est à leur porte. Il n'est guère cependant de rivière qui ne fournisse son contingent de poisson aux riverains; mais le grand domaine de la pêche reste, avec le Congo et l'Oubangui, le réseau qui converge vers Mossaka: Sangha, Likouala-Mossaka et basse-Alima.

Une distinction s'impose entre la pêche «sédentaire» à laquelle se livrent les riverains sur un domaine qui est vraiment le leur par tradition, et la pêche «nomade» qui entraîne une migration régulière à plus ou moins longue distance. Cette dernière intéresse plus particulièrement la Sangha, le Congo en amont du Couloir, et l'Oubangui jusqu'à la hauteur d'Impfondo. Mais ce sont souvent les mêmes individus qui pratiquent l'une et l'autre, selon la saison. Une évolution très nette s'est fait sentir depuis une quinzaine d'années, en liaison avec l'augmentation des besoins de la capitale. Il a toujours existé un commerce du poisson, sur l'Alima en particulier, où il servait de monnaie d'échange pour les Likouba, contre le manioc de l'intérieur. Mais l'extension de Brazzaville a entraîné le développement d'un mouvement à sens unique : la descente du poisson d'eau douce fumé que les gens préfèrent au poisson de mer, même frais et meilleur marché, et qui porte sur des tonnages considérables. L'intérêt financier aidant, les «gens d'amont» ont adopté de nouvelles méthodes pour la pêche dans les grandes nappes d'eau libre, et c'est ainsi qu'aux Likouba, pêcheurs de vieille tradition, se sont joints les Kouyou, Makoua, Likouala, Bonguili, Bondjo, Mbochi, Baboma, etc... Les Likouala ont une sorte de monopole entre le confluent du Kouyou et le Congo; plus en amont, ils cèdent un peu de terrain devant les Kouyou. Ailleurs, leurs groupes sont plus nombreux. Les Likouba, gens d'eau par excellence, s'installent surtout sur le Congo, entre Mossaka et Djoundou, un peu moins sur l'Oubangui. Ils remontent également la Sangha. Celle-ci est davantage le domaine des Bonguili, mais il leur est âprement disputé par Kouyou et Makoua (1/4 des effectifs), qui dominent par contre largement sur l'Oubangui. Quant aux Mbochi et Téké, on en rencontre quelques-uns sur la Sangha et l'Oubangui, mais ils vont plutôt sur le Congo, entre Mossaka et Mpouya.

La pêche nomade est liée au régime des eaux courantes; elle commence lorsque la décrue est amorcée, c'est-à-dire sur l'Oubangui, en décembre, sur le Congo en février-mars. Les effectifs que met en route cette véritable migration annuelle n'ont jamais été contrôlés avec précision, et cela est d'autant plus mal commode que nombre de citadins remontent chaque année pour une campagne dans leur région d'origine. La multiplication des petits campements, les va-et-vient des pêcheurs, font peut-être illusion quant à leur nombre réel. Nous sommes d'accord avec G. Sautter pour trouver un peu élevé le nombre de «6.000 étrangers» avancé par l'administration pour le seul district de Mossaka; il serait sans doute vraisemblable pour l'ensemble de la Cuvette. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'il s'agit d'une migration familiale : femmes et enfants accompagnent presque toujours les pêcheurs.

La vie du groupe pendant plusieurs mois, se déroule dans les petits campements établis sur les îles et les bancs de sable, et appelés «nganda». Les cases ne sont pas des abris de fortune, mais de véritables constructions en matériau végétal, où domine le palmier-raphia : nervures entrecroisées pour les parois latérales, tuiles de bambou pour la couverture. A. Stauch note également le relatif confort de la vie quotidienne «les alentours des cases sont propres, et tout le matériel habituel aux besoins ménagers et permettant une vie confortable s'y trouve (vaisselle, nattes, torches électriques, moustiquaires, batterie de cuisine, valises, petit mobilier, postes à transistor et à piles, fusils, etc...)» (86). La subsistance quotidienne

(86) STAUCH A. Contribution à l'étude de la pêche dans la Cuvette Congolaise. Brazzaville, Commissariat au Plan, 1961, 46 p. roneo 2 cartes h.t. (p. 13).

est évidemment tirée de l'eau, en grande partie. Mais s'il est possible aux femmes de faire quelques carrés d'arachides, dont le cycle est court, l'indispensable manioc doit être acheté aux riverains. Ceux-ci ont trouvé, dans cette fourniture, une intéressante ressource d'appoint. Malheureusement, ils gagnent aussi beaucoup d'argent en vendant du «péké» (vin de palmier-raphia) et, ce qui est plus grave, du «lotoko», alcool de maïs à titre élevé, qui procure une ivresse rapide et très agressive. Il se fait, de l'un et de l'autre, une effrayante consommation. On sait aussi que, malgré une prohibition absolue, la culture clandestine du chanvre pour les fumeurs alimente un certain commerce.

Les engins de pêche comprennent deux catégories : les engins traditionnels, utilisés de longue date, surtout par les Likouba, Likouala et Boubangui ; les engins modernes, en général conçus pour de meilleurs rendements, et qui, employés d'abord par les pêcheurs travaillant sur le Stanley-Pool, ont été importés dans le haut-fleuve à la faveur des déplacements et migrations temporaires. Comme ils sont plutôt adaptés à la pêche en eau libre, ce sont surtout les nouveaux venus à cette activité, sur l'Oubangui et la Sangha, qui s'en servent (Makoua et Kouyou), tandis que les riverains exploitent les eaux dormantes, sur lesquelles ils gardent jalousement leurs droits.

Les divers types ont été décrits avec beaucoup de précision par G. Sautter dans deux études successives (87) ; nous n'entrerons donc pas dans les détails techniques ; indiquons seulement, à la suite de l'auteur, que ce sont les filets et les claies et pièges qui sont les plus usités. Le très grand nombre des milieux biologiques (eaux courantes, chenaux, lagunes) avait multiplié les formes et les dimensions des engins de pêche. En règle générale, l'évolution récente, en dissociant de plus en plus les groupes humains, a fait abandonner les types de pêche collective, au profit de ceux qui exigent quelques hommes seulement. Par contre, les filets gagnent en longueur, soit parce que le rendement est meilleur, répondant ainsi à une augmentation de la demande, soit parce que l'intensité de la pêche a appauvri le milieu aquatique. Les filets dérivant («motékou» ou «ntzondo») atteignent ainsi 175 mètres de long sur 3 mètres de hauteur ; les sennes appelées «pousses», à petites mailles (3 cm), peuvent être hâlées par deux hommes, malgré une longueur supérieure à 100 mètres, et 30 mailles de chute. Le «ntsieli» de 40 à 70 m, est un filet de rive à mailles moyennes. Le plus grand de tous est sans doute le «likosso» utilisé en deux parties de 150 m chacune, muni de flotteurs et lesté. Il a 5 à 6 mètres de hauteur. Enfin, l'épervier à mailles fines, qui a connu un grand succès après son introduction, s'utilise partout, en eau dormante ou sur les grèves de sable et de vase. Cet arsenal entraîne une grande variété de techniques, depuis la pêche individuelle jusqu'au travail à 8 hommes et deux pirogues, en passant par le hâlage des sennes à la rive.

Les nasses s'emploient universellement, soit seules, soit combinées avec des claies et des barrages. On distingue les nasses souples, tressées à mailles lâches avec des lianes ou du rotin, aplaties aux deux extrémités, une ouverture resserrée, où les lattes se retroussent vers l'intérieur, permettant l'entrée du poisson, qui ne peut sortir que difficilement. Ce type a l'avantage d'être facilement transportable, parce que compressible ; c'est l'«étéké» des

(87) SAUTTER G. Les pêcheurs de Stanley-Pool. IEC Brazzaville, rapport d'enquête, 77 p. dactyl., et Note sur la pêche dans la région de Mossaka IEC Brazzaville, rapport d'enquête, 38 p. dactyl. 1952.

Likouba, le «nguino» des Batéké. Immergées par dizaines dans les bancs d'herbes aquatiques, elles reposent entre le fond et la surface, aux emplacements reconnus comme poissonneux. Les nasses rigides ou semi-rigides sont beaucoup plus encombrantes. En forme de cônes, elles ne comportent qu'une seule ouverture avec le même rentrant formant passage à sens unique. Les dimensions sont parfois considérables: le «mbélé-mbélé» des Kouyou a 4 m de plus grand diamètre sur 6 m de longueur, et se mouille en plein courant.

Diverses catégories de claies méritent d'être signalées; elles ont presque toutes pour but de capturer, à la décrue, le poisson qui s'est aventuré dans les chenaux ou dans les dépressions herbeuses à l'intérieur des îles. Il suffit donc de barrer les passages par où l'eau se retire, à l'aide de nattes en matériau végétal installées bout à bout. La pêche au «ndibou» qui se pratiquait autrefois, exigeait des milliers de claies qui ceinturaient parfois entièrement une grande île. Cette pêche était nécessairement collective, et par conséquent, est en voie de disparition; par contre, le barrage des «moliba», des chenaux de décrue, est à la portée d'une famille ou d'un individu qui possède les droits de pêche en cet endroit. Presque toujours, le barrage se complète de nasses rigides. Lorsque l'eau a suffisamment baissé en amont de la claie, il n'est pas difficile d'attraper les poissons à l'aide d'épuisettes rudimentaires, à la main, ou même en l'empoisonnant. Plus originale est la technique de l'enceinte mobile, utilisés le long des rivières herbeuses. Les pêcheurs délimitent, de jour, un espace plus ou moins grand, en plantant une rangée de piquets dans le fond du lit. Par une nuit sans lune, les claies sont immergées de façon à créer une sorte de parc à l'intérieur duquel les poissons se trouvent prisonniers. Le travail, long et pénible, consiste alors à couper les herbes de façon à pouvoir déplacer les claies et réduire petit à petit le volume circonscrit, jusqu'à ce que le poisson puisse être aisément capturé. (88)

C'est enfin à la même catégorie qu'appartiennent les «éwango», barrages de dimensions impressionnantes, construits sur les grands cours d'eau. Disposés en forme de V ouvert du côté amont, ils ont une extrémité accrochée à la rive, l'autre étant avancée jusqu'au milieu du lit. Ils sont souvent garnis de grosses nasses rigides. Affleurant à peine à la surface de l'eau, ils constituent un obstacle dangereux pour la navigation, en dépit des règlements qui en ont limité la construction aux bras secondaires des rivières. Jouant aussi le rôle d'épis noyés, ils modifient les conditions d'alluvionnement, et créent des bancs de sable qui migrent ensuite vers l'aval. Un rapport de 1961 en signalait 13 sur la Likouala-Mossaka, entre les km 314 et 382! Intermédiaires entre les claies simples et les ewango, se situent les barrages construits sur les petites rivières. Longs de quelques mètres, ils comportent en général une ouverture centrale qui permet le passage des pirogues, et peut être, la nuit, garnie par une grosse nasse. Nous en avons compté plusieurs sur la Djemba, en amont d'Impfondo, dans la partie la plus rapide du cours d'eau.

Pour compléter ce bilan, mentionnons encore les lignes à hameçons comme les palangres, qui peuvent en compter une cinquantaine, ou au contraire, les petites lignes d'un

(88) Une technique semblable, mais utilisée systématiquement, a été décrite chez les pêcheurs du bas-Ouémé, qui en font une véritable pisciculture, grâce à des installations permanentes en lagune. Voir PELISSIER Paul - Les pays du bas Ouémé - Cahiers d'Outre-Mer 1962 n° 60 p. 334 et suivantes

mètre, avec lesquelles les Batéké pêchent dans les prairies aquatiques; les **haveneaux** et les **paniers-cloches** utilisés surtout par les femmes, dans les zones herbeuses à peine submergées des rives; les armes de jet comme les **harpons** à pointe simple, à pointes en couronnes, à pointes barbelées, et qui servent à fouiller les berges, ou bien encore à harponner le poisson en surface.

Cette riche panoplie montre assez la place que tient la pêche dans la vie de certaines populations. On ne saurait passer sous silence les embarcations qui permettent cette activité, c'est-à-dire les pirogues. Il en existe de tous bois et de toutes dimensions, depuis la petite pirogue de 3 mètres de long, qu'un enfant manie avec aisance, et plaisamment appelée pirogue-moustique (ou «moussique»), jusqu'à la grande embarcation de 12 mètres qui peut contenir 2 tonnes de marchandises. Les plus durables sont en *Chlorophora-regia* ou *Chlorophora-excelsa*: elles sont utilisables pendant une vingtaine d'années. Mais, pour la plupart des autres, la vie ne dépasse guère 3 à 5 ans. Mossaka a été un grand marché de pirogues, parce que les pêcheurs, qui descendaient eux-mêmes le poisson fumé à Brazzaville, revendaient souvent leur embarcation avant de revenir. Cette pratique a presque disparu. Les prix, au stade de la fabrication, ont cependant augmenté avec le nombre de pêcheurs: une pirogue de dimensions moyennes vaut 10.000 francs; mais il en est de beaucoup plus chères, par suite de leur grande taille ou du bois utilisé.

L'évolution la plus significative est dans la motorisation qui s'est intensifiée depuis 4 ans. Le pêcheur coupe l'arrière de sa pirogue, et installe un tableau sur lequel il dispose un moteur hors-bord. Les modèles américains, de carénage élégant, sont très en vogue. La plupart de ceux qui sont en service ont une puissance de 25 CV et valaient, en décembre 1962, 125.000 francs pièce. Or, on estime que leur nombre est supérieur à 300; et la demande reste forte; un importateur de la Likouala nous disait, à la même date, qu'il n'arrivait pas à la satisfaire. L'équipement d'une pirogue avec un moteur comporte des avantages certains: une dépense physique moindre, d'abord; un gain de temps indiscutable pour les pêcheurs nomades ensuite, surtout à la remontée des cours d'eau. La pêche elle-même n'en retire sans doute pas grand chose directement, puisqu'il faut en général faire le moins de bruit possible. Par contre, cette évolution a pris très vite un sens particulier; la possession d'un moteur est un signe d'élévation sociale, elle procure un accroissement du prestige, tout comme le tracteur agricole, sous d'autres cieux. Tel habitant de Djoundou en possède trois à lui seul! A Djoundou encore, qui compte une cinquantaine d'habitants, on dénombre 25 moteurs hors-bord.

Le poisson pêché est aussitôt fumé, afin d'assurer sa conservation, tant au village que dans les *nganda*. Le fumoir, à l'air libre ou sous abri, se compose d'une table à claire-voie située à 1 m du sol. Le poisson y est disposé, et recouvert de nattes de raphia, de feuilles, de tôles, de bâches... Le feu est entretenu en permanence. Il faut environ 3 jours pour achever l'opération, avant de passer à une autre «fournée». Mis à sécher sur une claie, le produit est enfin emballé dans des paniers de fibres de dimensions variables; les grands paniers de fibres pèsent environ 90 kgs, les petits, 50 kgs. Ce système traditionnel n'est pas sans inconvénient: la fumaison n'empêche pas l'attaque de nombreux insectes ichthyophages, tandis que les moules viennent pondre leurs oeufs. Une salaison et un séchage seraient sans doute plus indiqués mais il n'est pas certain que les consommateurs apprécieraient cette présentation inhabituelle.

Le volume de poisson fumé actuellement est inconnu. Aucun contrôle sérieux n'a jamais pu être réalisé, et les caractères physiques et humains de ce genre d'activité le rendent pratiquement impossible.

Il est probable que la production varie beaucoup d'une année à l'autre, en fonction surtout du niveau des basses-eaux ou de la date de la décrue. Les sondages nombreux effectués par A. Stauch en 1961 ont donné quelques indications sur les prises réalisées à l'aide de différents engins utilisés: poissons généralement de bonne taille dans les eaux libres, beaucoup plus petits ailleurs. Sur le Congo et la Sangha, la prise moyenne journalière serait de 6 à 7 kgs par filet, ce qui ne paraît pas élevé. C'est le transport du produit qui permet le mieux d'approcher aujourd'hui la réalité. Comme nous le verrons plus loin, la plus grande partie du poisson destiné à la vente sur les marchés urbains emprunte désormais les bateaux réguliers des Compagnies de Navigation, et chaque panier paye son passage. Les indications recueillies de cette façon nous permettent d'estimer à 750-800 T le poids de la production ainsi commercialisée. Mais il faut songer à ce qui est auto-consommé, à ce qui est vendu dans les centres de brousse, et à ce qui descend encore le fleuve par pirogue, et qui échappe à toute statistique.

C - L'ELEVAGE

Gibier et poisson fournissent à la population les protéines nécessaires à une alimentation équilibrée. Il n'est cependant guère de village où ne se pratique un petit élevage traditionnel: volailles (poules surtout, et parfois quelques canards), ovins, caprins, plus rarement porcins. Les bêtes sont généralement de races locales: moutons à poil lisse, petites chèvres très courtes sur pattes, de la taille d'un gros chien, cochons à peau noire. Un certain nombre de volailles ont été croisées avec des animaux d'importation, que les Services Agricoles distribuaient afin d'améliorer le poids des poules et leurs œufs, originellement peu élevé. L'élevage est une activité tout à fait négligée par la population, qui comprend difficilement la nécessité de nourrir les animaux (89). Ces derniers sont donc libres, doivent subvenir eux-mêmes à leurs besoins, et vaquent toute la journée autour des cases et dans la brousse environnante. Moutons et chèvres, en petits groupes d'une douzaine de têtes broutent surtout le long des talus routiers, où l'herbe est plus haute. Quant aux porcs, ils affectionnent particulièrement les chaussées, creusant des trous pour s'y vautrer dans la boue, et ne contribuent guère, de cette façon, à l'amélioration des voies terrestres. Les pertes sont nombreuses, occasionnées aussi bien par les véhicules que par les carnassiers.

Le recensement du petit bétail n'a jamais été entrepris systématiquement; les statistiques publiées reposent sur des estimations, ou sur les déclarations des chefs de village très sujettes à caution. Cependant, même si les chiffres obtenus s'avèrent inférieurs à la réalité, ils suffisent à mettre en évidence la pauvreté réelle de l'élevage, comme en témoigne le tableau ci-après:

(89) Cet état d'esprit a joué un rôle important dans l'échec enregistré par la pisciculture. L'empoisonnement des mares artificielles une fois réalisé, la propriétaire néglige de donner aux poissons la moindre nourriture

	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Canards
Gamboma	35	614	25	1.598	130
Abala	4.800	29.460	-	63.393	5.800
Boundji	20	335	66	?	?
Lekana	-	1.254	809	1.454	875
Fort-Rousset	65	2.625	37	6.500	1.450
Makoua	240	2.815	18	4.400	750
Kellé	180	3.150	250	6.800	910
Ewo	370	2.400	-	6.100	800
Mossaka	250	950	60	2.700	500

Ainsi, exception faite d'Abala (2 poules et une chèvre par habitant), le nombre des petits animaux est très peu élevé. Mais il est bon de rappeler que pendant longtemps, la viande de chasse et le poisson ont assuré l'apport de protéines indispensables. Aujourd'hui encore, ou le gibier s'est raréfié en maints endroits, la nécessité de l'élevage plus soigné ne paraît pas s'être fait sentir dans l'esprit de la population, et le petit bétail n'est pas l'objet de soins plus attentifs: on ne mange presque pas d'œufs, et ceux-ci se perdent la plupart du temps, parce que les poules vont pondre n'importe où. Le poulet reste objet de cadeaux, ou de vente aux gens de passage. Ovins et caprins sont sacrifiés seulement à l'occasion d'une fête publique ou privée, mais on ne traite ni les chèvres ni les brebis, dont la rusticité s'accommode pourtant bien des difficiles conditions d'existence qui leur sont faites. Il semble cependant que dans la zone des savanes, la plus démunie en viande, les apports d'un petit élevage ne seraient pas superflus.

C'est pour tenter de pallier ces insuffisances, que des bovins ont été introduits par l'Administration. La création de troupeaux se heurte à divers obstacles physiques et humains, qu'il paraît difficile de lever. C'est d'abord la pauvreté générale de la végétation en espèces nourissantes. Les études menées à ce sujet par B. Descoings (98) ont montré que de grandes étendues étaient impropres à tout élevage, même individuel: les régions des steppes de la Cuvette congolaise, par exemple. Parmi les différentes savanes, seule la savane à *Hyparrhénia* présente une valeur pastorale assez bonne; malheureusement, elle n'occupe que des surfaces restreintes - plantations vivrières après leur abandon, lisières de bosquets,

(90) DESCOINGS B. Les possibilités pastorales...

talus de pistes -et ne conviendrait donc qu'à quelques têtes par village. La savane à *Andropogon* comprend quelques espèces de graminées nourrissantes (*Panicum phragmitoides*, *Hyparrhenia diplandra*, *Andropogon shirensis*...), mais celles-ci ne sont pas très denses. Seuls pourraient y subsister de tout petits troupeaux disposant de vastes terrains de parcours.

La présence des glossines s'est longtemps opposée à l'introduction du gros bétail, mais l'importation de races relativement trypano-résistantes (Ndama), originaires d'Afrique Occidentale, une surveillance sanitaire constante des animaux, ont écarté cet obstacle. Par contre, dans toute la partie méridionale du Nord-Congo, c'est l'eau qui pose le principal problème. Certes, on dispose, à la surface des plateaux, de grandes étendues herbeuses bien arrosées, pendant une partie de l'année. L'incendie périodique de la savane, bien contrôlé, combiné avec une rotation des troupeaux d'un parc à l'autre, assurerait sans doute une alimentation régulière en pousses jeunes (ce qui n'exclurait pas la fourniture d'une nourriture d'appoint pour équilibrer et compléter la ration, car la valeur alimentaire des herbes est médiocre). Mais l'eau manque pendant trois mois, et devrait être trouvée en profondeur; les travaux nécessaires pour assurer un débit suffisant et l'équipement de pompage, risquent de compromettre la rentabilité de l'opération. Les projets plus ou moins précis - officiels ou privés - d'élevage en ranching sur ces bases techniques, ne se sont jamais concrétisés.

Il existe cependant une possibilité d'élevage dans le Nord-Congo, sur pâturages artificiels, grâce aux plantes de couverture utilisées dans les palmeraies - *Pueraria javanica*, *Centrosema pubescens* - qui sont d'excellentes légumineuses. Une fourniture complémentaire en graminées s'imposerait. Mais les étendues couvertes (plus de 1.000 ha au Km 15 près d'Ouessou), autoriseraient la présence d'un troupeau assez important (1 bête à l'ha pendant toute l'année), qui résoudrait le problème du ravitaillement local en viande. On peut aussi se demander si la création de prairies ne pourrait être entreprise à l'aide de *Stylosanthes gracilis*, légumineuse fourragère à grand pouvoir couvrant, qui a fait ses preuves dans le Niari, notamment dans les plantations de canne à sucre de la S.I.A.N.

En définitive, le nombre de bovins, dans le Nord-Congo, est encore très réduit. Si l'on met à part les petits troupeaux entretenus à titre expérimental dans les fermes officielles (Etoro, Fort-Rousset, Ouessou) seules, quelques têtes de bétail sont entre les mains d'éleveurs privés; parmi ceux-ci se trouvent quelques missions religieuses, celle de Makoua par exemple (une trentaine de têtes). Une demi-douzaine de Congolais ont pris en charge 4 à 6 bêtes chacun, qu'ils mènent paître dans la brousse, mais parfois aussi en plein chef-lieu, sur les pelouses en paspalum. Jusqu'à présent, les résultats ont été assez médiocres. Il faudra une très longue période, pour que se développe chez les habitants une mentalité d'éleveur.

Avec la pêche, et dans une certaine mesure, avec l'élevage des bovins, nous avons fait une incursion dans le domaine de l'économie commerciale. Ceci nous montre comment une activité traditionnelle peut évoluer sous la pression de facteurs étrangers à la société coutumière, et acquérir une dimension différente dans un cadre élargi. Cependant, le XX^e siècle a vu naître d'autres formes d'activités agricoles, totalement nouvelles celles-ci: la culture des plantes dont les produits sont destinés à la vente sur les marchés intérieurs ou extérieurs. C'est elle que nous allons étudier maintenant.

CHAPITRE IX

DE L'ECONOMIE DE TRAITE A L'AGRICULTURE COMMERCIALE

Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, la population du Nord-Congo n'avait guère connu que le système économique d'auto-subsistance, qui ne prélève, sur le capital végétal et animal, que le strict nécessaire à la vie des groupes humains. La situation allait changer avec l'installation dans le pays des Sociétés connues sous le nom de « Sociétés ou Compagnies Concessionnaires », qui introduisirent l'économie commerciale sous sa forme la plus élémentaire : l'échange des produits naturels contre des marchandises fabriquées ou de l'argent, c'est-à-dire la traite. Ce fut, sur le plan économique local, un échec retentissant, dont le caractère inéluctable pouvait être prévu dès le départ, et que certains avaient fort bien aperçu. Mais les effets psychologiques, difficiles à mesurer avec exactitude, devaient survivre longtemps au système lui-même.

Cependant, la commercialisation des produits obtenus par cueillette ou ramassage n'a pas disparu. Dans bien des régions, les habitants se procurent encore quelques ressources, en vendant à des commerçants certaines marchandises susceptibles de trouver preneur sur les marchés extérieurs ; copal, noix de Kola ou d'ongokéa, raphia. Les tonnages recueillis sont faibles, et la production est en baisse générale, mais ce profit, si mince soit-il, ne saurait cependant être tenu pour négligeable, dans une zone où les revenus se maintiennent, pour la plupart, à des niveaux fort modestes. Par contre, il faut faire une place à part aux régimes de noix de palmes qui sont encore coupés partout, et qui rentrent sous diverses formes (huiles ou palmistes) dans le circuit commercial.

L'exploitation des ressources naturelles a porté aussi sur deux produits très différents : l'or et le bois. Mais si le premier peut être extrait par des méthodes rudimentaires, le second exige la mise en œuvre de moyens techniques et de capitaux qui en font l'apanage d'entreprises solidement établies.

L'échec même de la traite, sur le plan financier aussi bien que sur le plan économique, plus tard, le désir de mettre en valeur le pays et de fournir aux populations rurales des ressources monétaires plus abondantes et régulières, ont conduit sociétés privées et puissance publique à se tourner vers les cultures d'exportation. Cette orientation nouvelle a eu un double

résultat ; d'une part, la création de plantations d'*Elaeis*, de type classique, employant une main d'œuvre salariée ; d'autre part, la naissance et l'extension - mais avec des fortunes diverses selon les lieux et les produits - de plantations individuelles vouées à la production de riz, de café, de tabac ou de cacao. On ne doit cependant pas imaginer une coupure nette entre cette économie évoluée, les activités de cueillette et les cultures de subsistance. La femme du coupeur de régimes ramasse et casse des palmistes dans les peuplements naturels d'*Elaeis*, et les vend à l'huilerie, pendant les loisirs que lui laissent ses cultures de manioc ; le manœuvre de l'Administration travaille sur la route, se nourrit avec les bananes et les arachides plantées par son épouse, et fait entretenir par son jeune frère une petite cacaoyère...

C'est ainsi que toute l'activité du Nord-Congo peut être caractérisée par cette imbrication étroite de systèmes économiques opposés : héritage du passé, espoirs d'avenir, se côtoient et, pour l'instant, s'appuient mutuellement ; ce n'est sans doute pas un facteur de développement rapide, mais c'est une indiscutable assurance de stabilité dans le présent, une garantie d'équilibre dont la rupture ne serait pas sans entraîner des conséquences tragiques, à l'intérieur d'une société peu préparée à une évolution de grande envergure.

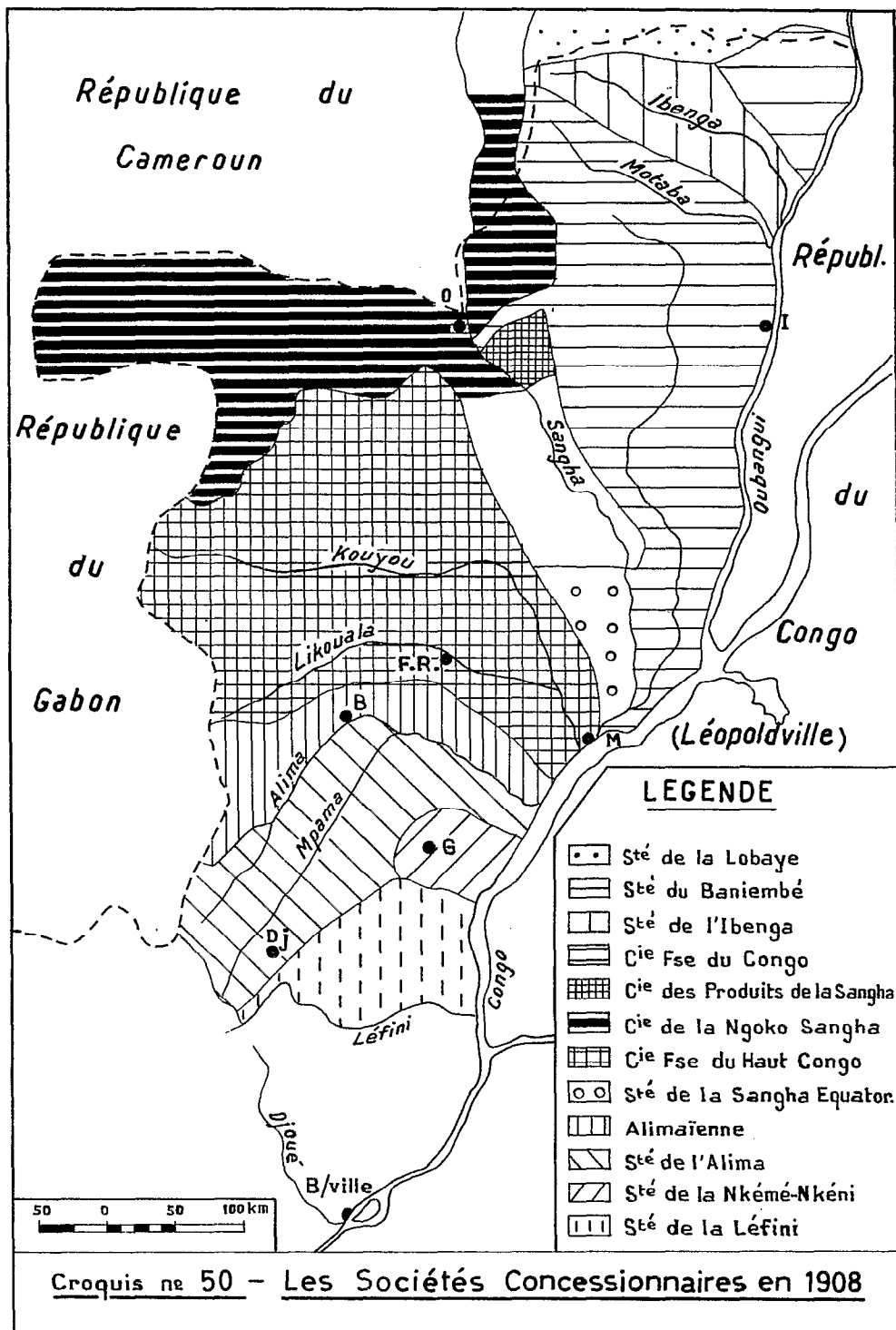
I - L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

A la fin du siècle dernier, seule, une assez mince partie du territoire était connue. En dehors du Haut-Ogooué et de l'Alima, explorés par Brazza, quelques missions avaient remonté le Congo, l'Oubangui et la Sangha, ou étaient en train de le faire, fondant ici et là des postes militaires tels Modzaka (1889), à une journée de pirogue en amont d'Impfondo, ou Ouessou (1900). Mais la connaissance des régions traversées se limitait en général aux rives des grands cours d'eau, et le reste était encore « *terra incognita* », à peu de choses près. C'est pourtant à ce moment-là que s'installèrent des sociétés décidées à exploiter les richesses tropicales.

A - LE ROLE DES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES

De mars à juillet 1889, une quarantaine de sociétés obtenaient pour 30 ans, par décret du Ministre des Colonies, de vastes concessions de tailles très inégales, découpées dans ce qu'on appelait alors le Congo Français. Le Nord-Congo se trouvait ainsi partagé entre douze de ces sociétés, dont les domaines étaient les suivants :

Raison sociale	Implantation	Superficie
Sté de l'Afrique Française	Sangha (rive gauche)	935.000 ha
Cie des Produits de la Sangha	Sangha (rive gauche)	1.800.000 ha
Cie de la Ngoko-Ouessou	Ngoko (Dja)	1.400.000 ha
Sté du Baniembé	Lobaye et Ibenga	360.000 ha
Sté de l'Ibenga	Ibenga	1.500.000 ha
Cie Fse du Congo	Likouala-aux-Herbes	4.300.000 ha
Cie Fse du Haut-Congo	Likouala-Mossaka	3.600.000 ha
Sté Agric. et Comm de l'Alima	Alima (rive droite)	2.020.000 ha
Alimaienne	Alima (rive gauche)	830.000 ha
Sté de la Sangha Equatoriale	Basse-Sangha	550.000 ha
Sté de la Nkéné et Nkémé	Nkéné et Nkémé	390.000 ha
Sté Agric. et Comm de la Léfini	Léfini (rive gauche)	1.370.000 ha



Du territoire que nous étudions, 19.055.000 ha se trouvaient donc concédés ; ne restait libre que la zone située au Sud de la Léfini, constituée par de hautes collines inhabitées et par le plateau de Mbé, domaine indiscuté du Makoko avec qui Brazza avait fait alliance au nom de la France. L'exploitation allait commencer sans tarder (croquis n° 50).

Le décret constitutif précisait le but recherché, à savoir « l'exploitation agricole, forestière, industrielle, des terres domaniales situées dans le territoire défini par le décret de concession » et accordait à chaque société « tous droits de jouissance et d'exploitation, sauf en ce qui concerne les mines ». A l'expiration des 30 années prévues, les terres concédées devaient revenir « en pleine et entière propriété » à chaque Compagnie, si une mise en valeur était constatée, du fait de constructions, plantations de cacaoyers ou arbres à caoutchouc, établissement de cultures vivrières, élevage de bétail ou domestication d'éléphants (100 ha par tête d'éléphant domestiqué !), exploitation régulière d'arbres ou de lianes en forêt. En contrepartie, chaque société devait verser une redevance annuelle, une part des bénéfices (15%), entretenir les lignes télégraphiques traversant son territoire et surtout établir une petite flottille de bateaux, que l'Etat pouvait utiliser pour ses besoins. Le résultat le plus évident de ce système était le transfert de l'autorité administrative à des entreprises privées pratiquement incontrôlables. On reconnaissait tacitement à celles-ci le droit d'établir une police à l'intérieur de leurs concessions et d'y faire la loi, c'est-à-dire de régner de manière quasi-absolue sur la plus grande partie du territoire.

Notre propos n'est pas de faire le procès d'un système qui, dès le début, provoqua de vives critiques, et bientôt l'éclosion d'une abondante littérature d'où les intentions polémiques étaient rarement absentes. Au demeurant, il a donné la preuve de son inefficacité totale, sinon de son caractère nuisible à l'économie locale. Nous voudrions seulement insister sur quelques aspects de ces entreprises, pour expliquer leur échec final. Il est certain, en premier lieu, que plusieurs d'entre elles n'étaient que des opérations financières montées en Métropole. F. Challaye écrit à ce propos : « La création de ces Compagnies donna lieu à des spéculations effrénées. Les promoteurs de plusieurs de ces entreprises cherchaient à en faire monter les actions, pour les revendre ensuite avec de sérieux bénéfices ». (91) On comprend, dans ces conditions, que certaines n'aient fait aucun effort pour exploiter les terrains concédés. Mais les autres établirent cependant des factoreries avec des gérants européens, et tout un réseau de traitants autochtones chargés de collecter les produits. Deux de ceux-ci étaient spécialement recherchés : le caoutchouc et l'ivoire, considérés comme seuls capables de supporter les frais de transport.

L'ivoire consistait naturellement en défenses d'éléphants, recueillies sur les animaux abattus ; les troupeaux étaient alors abondants, malgré la chasse active à laquelle se livraient certains. Il existait également de petits stocks d'ivoire dans les villages. Quant au caoutchouc, il provenait de deux sources différentes : soit d'un arbre de la grande forêt, l'ireh (*Funtumia elastica*) que l'on saignait comme l'hévéa, soit de diverses lianes à latex (*Landolphia owariensis* ; *Landolphia heudelotii*, *Landolphia thollonii*...), donnant un produit rouge ou noir, par saignée, coupe ou battage des rhizomes (caoutchouc d'herbe ou « caoutchouc pilonné »). En général, la qualité n'était pas très bonne, les récolteurs se servant de récipients peu propres, mélangeant

(1) CHALLAYE F. - Le Congo Français. La question internationale du Congo. Paris 1909, 1 vol., 316 p. (p. 176).

des produits des diverses origines, et coagulant le tout par des moyens de fortune. Sur le marché international, le caoutchouc congolais était côtelé bien au-dessous du produit d'origine brésilienne, ou bien entendu du caoutchouc de plantation (92). Les essais d'aménagement de la forêt, quelques plantations d'ireh (notamment par la Société Forestière Sangha-Oubangui, après 1910), ne donnèrent que des résultats décevants. Les chiffres à l'exportation prouvent bien que la production plafonna très vite ; pour toute l'A.E.F., les ventes atteignirent 1.955 tonnes en 1906, redescendirent à 1.542 tonnes en 1908, pour ne remonter qu'à 1.901 tonnes en 1912. Les moyens les plus variés furent pourtant employés afin d'augmenter les tonnages recueillis : emploi de salariés sous contrat (une telle entreprise a existé dans le couloir, alimentant une usine installée à Brazzaville, et qui produisait 8 tonnes par mois) ; fixation d'un quota minimum de production par village, accompagnée de mesures coercitives parfois odieuses ; paiement de l'impôt à l'aide du caoutchouc, dont la valeur de rachat variait selon les besoins (93).

Aucune de ces mesures ne pouvait rétablir une situation compromise dès le départ. Il nous semble en effet que toute l'entreprise reposait sur un certain nombre de données inexactes, qui ne pouvaient que mener les Sociétés à leur perte : méconnaissance à peu près totale du pays où elles s'installaient, des conditions physiques et humaines qu'elles allaient y trouver et surtout de son potentiel productif. Ce dernier était largement surestimé tant était alors répandue l'illusion de la « richesse inépuisable des Tropiques » de la « fécondité exceptionnelle des sols », expressions qui ne cessaient de revenir sous la plume de voyageurs abusés par l'exubérance de la végétation... Ignorance également des conditions d'évacuation par les cours d'eau qui ne sont souvent que de médiocres voies de communication. Méconnaissance encore de la psychologie des indigènes, qui se satisfaisaient pleinement d'une activité traditionnelle leur assurant vivre et couvrir sans efforts considérables, et que ne tenaillait pas le besoin d'argent. Le moins qu'on puisse dire est que ces derniers firent preuve de fort peu d'ardeur.

Enfin, il est un dernier point qui mérite d'être souligné : beaucoup parmi les gérants de factoreries, étaient de jeunes hommes recrutés en France, et que poussaient à partir le désir d'aventures et le goût de l'exotisme, ou l'espoir d'un rapide enrichissement. Ils trouvaient souvent un traitement médiocre, des conditions de vie difficiles, un isolement total, une sécurité précaire, et tombaient volontiers dans l'apathie malade ou dans des excès condamnables. Il est significatif que la seule Société Concessionnaire qui se soit en définitive maintenue, non sans peine d'ailleurs, la C.F.H.C., ait été fondée et administrée par des hommes qui avaient déjà vécu dans le pays, qui payèrent largement de leur personne, et parcoururent sans cesse leur domaine en nouant avec la population des liens personnels : les frères Tréchet. Toutes les autres sociétés disparurent plus ou moins vite, en déposant leur bilan, en renonçant officiellement à leur concession (Compagnie franco-congolaise de la Sangha, Société de l'Afrique française), ou en fusionnant (Compagnie de la Ngoko-Sangha, formée à partir de la Ngoko-Ouessou et de la Compagnie des Produits de la Sangha ; l'Alimaïenne, absorbée par la C.F.H.C.).

(92) 11,5 F le kg en moyenne de 1903 à 1912, contre 15,75 F pour le Para Brésilien et 16 F pour le caoutchouc de plantation.

(93) En 1913, pour essayer d'atténuer les effets de la baisse considérable qui s'était produite sur le marché international, le « prix de rétrocession du kg de caoutchouc d'impôt » fut fixé à 1 F au lieu de 3 F. Nous trouvons dans un ouvrage contemporain, ce commentaire : « Cette dernière mesure est entre toutes excellente, car elle oblige l'indigène à travailler davantage et augmente la production ».

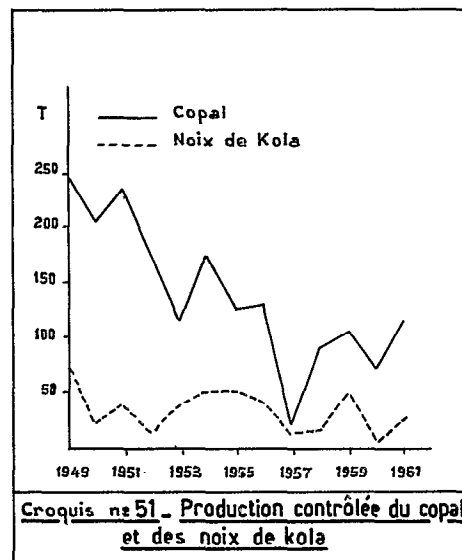
On eut vite fait de s'apercevoir que ce qui n'était pas autre chose qu'un système de cueillette à grande échelle venait rapidement à bout des ressources du pays. L'ivoire se raréfiait avec les troupes d'éléphants, et il fallait aller toujours plus loin des villages trouver de nouveaux ireh ou de nouvelles lianes. De plus, des régions entraient en dissidence : les habitants de la Sangha se révoltèrent, massacrant les traitants et quelques gérants européens. La crise mondiale du caoutchouc, en 1913, précipita la perte des Sociétés, qui ne firent plus que végéter. Lorsqu'en 1929, leurs concessions vinrent à expiration, le Gouvernement Général put reprendre la plus grande partie de celle-ci, aucune mise en valeur n'étant constatée. Sauf en ce qui concerne la C.F.H.C., le bilan était assez sombrement négatif. (94).

B - LE RAMASSAGE INDIVIDUEL DES PRODUITS VEGETAUX

Des activités qui ont été autrefois à la base de la traite, il reste encore quelques traces ; leur importance relative a naturellement beaucoup diminué ; cependant, copal, noix de Kola, noix d'ongokéa, raphia, font toujours l'objet d'un certain commerce, fournissant un petit revenu à la population rurale.

Le copal a été l'un des grands produits d'exportation du Congo Belge (23.000 tonnes en 1936) et le Moyen-Congo s'est placé sur la liste des producteurs modestes. Cette résine est exsudée par plusieurs espèces d'arbres qui vivent dans la forêt inondée; le plus répandu est *Copaïfera demousii* Harms appelé « paka » dans la région d'Ouessou, et « maka » sur la rive gauche de l'Oubangui. Il est de grande taille, avec un feuillage « en nappes horizontales » et « des grappes de petits fruits ronds ». (95)

Son origine en localise la production dans le Nord-Congo à la Likouala (préfecture d'Impfondo) et à la sous-préfecture de Makoua. Il ne fait cependant pas l'objet d'une récolte systématique; ce sont surtout les pygmées qui le collectent au cours de leurs pérégrinations dans la forêt, soit en grimpant aux arbres dont les blessures laissent échapper le copal, soit en ramassant les morceaux que l'érosion a emportés (on en trouve parfois dans les alluvions des cours d'eau). Translucide, de couleur ambrée ou jaune clair, il comporte plusieurs qualités, mais le tri n'est pas fait à ce stade, et les lots commercialisés sont très hétérogènes.



Les récolteurs apportent leurs produits sur les marchés officiels : mais les pygmées étant sous la dépendance de leur « moukélé » bantou, c'est celui-ci qui touche l'argent, et leur rétrocède une petite partie directement, ou sous forme de menus cadeaux. Ceci explique une assez grande irrégularité dans la production, qui dépend en quelque sorte de gens vivant en économie de subsistance, et ne recueillant pas le copal pour se procurer de l'argent.

(94) La recherche du caoutchouc ne cessa pas complètement (il était acheté aux récolteurs par des commerçants). Elle reprit avec ardeur entre 1942 et 1945, en fonction des besoins militaires, surtout dans la Sangha et la Likouala, ce qui n'alla pas sans conflits entre l'Administration, désireuse de voir tous les hommes participer à la campagne, et les entreprises privées, qui défendaient le plus possible la main d'œuvre dont elles avaient besoin. Le retour de la paix, en faisant s'écrouler le prix du caoutchouc de cueillette, sonna le glas de cette activité. Pourtant les statistiques font encore état d'un certain commerce entre la région de Souanké et Ouessou (centre d'achat) : de 329 t. en 1945, le poids de caoutchouc d'ireh vendu tombe à 50 t. en 1949, 18 t. en 1952, 2 t. en 1953.

(95) AUBREVILLE A., Richesse et misères... p. 45

En fait, les tonnages achetés ont tendance à diminuer (croquis n° 51). La seule sous-préfecture de Dongou avait produit 250 tonnes en 1945; l'ensemble de la Likouala n'en a produit que 113 tonnes en 1961. Deux autres facteurs sont encore intervenus ; la fabrication des résines synthétiques a fait au copal une redoutable concurrence dans l'industrie des vernis ; en 1957, la chute des prix sur le marché mondial entraîna celle des achats (14 tonnes seulement); par contre, les troubles socio-politiques qui ont affecté le Congo-ex-Belge depuis 1960 - celui-ci restant jusqu'alors producteur notable - ont contribué à une certaine raréfaction sur le marché international, suivie d'une hausse des prix. Les achats ont donc repris légèrement, et les trois premiers trimestres de 1962 avaient déjà vu commercialiser 81 tonnes de copal. La région de Makoua en avait fourni encore 12 tonnes en 1959, mais il ne figure plus, depuis, sur la liste de ses productions.

La noix de Kola provient aussi d'un arbre (*Cola acuminata* et *Cola ballayi*), venant spontanément dans les sous-bois, tant au Congo qu'au Gabon. Il a un tronc grêle à écorce écaillueuse. Les fleurs donnent des follicules appelées cabosses lorsqu'elles sont mûres, et qui renferment 5 à 10 graines serrées les unes contre les autres (comme dans le fruit du marronnier). La production de noix de Kola se restreint, comme celle du copal, à la Likouala, et elle dépend en partie seulement, des populations pygmées. Mais les tonnages commercialisés ne sont connus que très partiellement. En effet, les commerçants Haoussa et Soudanais ont pratiquement le monopole de ce trafic qui se développe en direction de Bangui surtout, et personne ne se fait la moindre illusion sur les déclarations qu'ils peuvent remplir à ce sujet. Le transport des noix de Kola exige des précautions spéciales : en séchant, elles perdent une grande partie de leur vertu (elles contiennent un excitant du type de la caféine). Aussi sont-elles soigneusement enveloppées dans des feuilles fraîches, humectées souvent et renouvelées tous les huit jours. Les possibilités de production sont bien supérieures ; c'est ainsi que l'arbre, dégagé de la végétation environnante, fructifie davantage ; mais cela n'est jamais fait, puisqu'il s'agit d'une cueillette, et non d'une culture. Les tonnages vendus en 1961 dépassent à peine 24 tonnes, officiellement. Il est certain qu'une exportation clandestine double au moins ce chiffre. (Croquis n° 51).

La production de noix d'ongokéa relève de la même activité de ramassage d'un produit végétal naturel. Il s'agit de la graine d'un très grand arbre (*Ongokéa klaineana* Pierre), qui atteint une quarantaine de mètres. Son écorce rugueuse apparaît jaune en coupe. Il a de petites fleurs verdâtres, et donne des fruits globuleux de 2 à 4 cm de diamètre, qui rappellent un peu l'amande de noisette. Ce fruit est consommable, mais en petites quantités, car il a un effet purgatif. L'ongokéa pousse dans les galeries forestières, et ce sont surtout les femmes et les enfants qui recherchent les noix tombées au sol. Le fruit contient une forte quantité d'huile (56 à 76%). Celle-ci est utilisée dans la fabrication des peintures, dont elle active le séchage, et son écoulement sur le marché international se fait sans difficultés. Par contre, le traitement des noix exige un matériel spécial, que possèdent seulement deux usines au monde ; l'une fonctionnait avant 1960 au Congo Belge, l'autre est celle de la Société Industrielle et Agricole du Niari (S.I.A.N.), à Kayes (Congo-Brazzaville). Jusqu'à une date récente, la commercialisation de l'ongokéa était assurée par la C.F.H.B.C., qui le revendait à la S.I.A.N. La production, assez curieusement, ne figure dans les statistiques que tous les 4 ans : 1948, 410 tonnes ; 1952 : 460 tonnes ; 1960 : 226 tonnes. Même si l'arbre, comme on nous l'a assuré, a un cycle de reproduction quadriennal, on voit mal pourquoi tous les arbres fructifieraient la même année, et se trouveraient ainsi regroupés dans le même cycle ! Nous n'avons pu

obtenir nulle part d'explication satisfaisante à ce propos. C'est la région de Kellé qui fournit la plus grosse part des tonnages, suivie par celle d'Ewo, de Makoua, et de Gamboma. On en trouvait aussi dans la région de Ngabé, mais la faible étendue des zones boisées devait limiter ici une production qui a figuré sur la liste des denrées vendues avant 1950. Quoi qu'il en soit, celle-ci est partout en baisse, comme celle de toutes les marchandises de traite, et il sera intéressant de noter si 1964 sera «une année à ongokéa».

La production de *raphia* ressortit encore à la cueillette. Deux plantes sont utilisées dans ce but : le palmier-raphia (*Raphia vinifera*) appelé généralement «péké» dans les dialectes locaux, et le palmier-bambou, «baya» ou «évougou». Le premier donne des fibres extrêmement solides, mais dont la longueur dépasse rarement un mètre. Il est abondant dans certaines galeries forestières ; le second, qui existe en grande quantité dans toutes les zones marécageuses, fournit au contraire des fibres assez longues, mais jaunâtres, et moins résistantes.

La cueillette et la préparation du *raphia* sont un travail d'hommes. La flèche centrale est seule utilisée. Coupée de bonne heure le matin, elle est battue à la main, pour en détacher les folioles collées à la nervure centrale. Les plus longues se trouvent au milieu. Le coupeur en fait des bottes de 50 cm de diamètre, et longues d'un mètre au maximum. Ramenées au village sous une protection de feuilles enroulées, qui dissimulent les deux extrémités, elles sont travaillées le plus rapidement possible.

Un tri manuel permet de classer les folioles selon leurs dimensions, en javelles de différentes tailles. Puis, chaque foliole est prise individuellement ; les deux bandes latérales sont écartées, incisées au couteau près de la pliure centrale, et détachées sur 20 à 30 cm, puis posées à terre. Lorsque cette préparation est terminée pour un nombre suffisant de folioles, celle-ci sont reprises une à une, et chacune des bandes est détachée complètement, par étirement. Il ne reste plus alors que la nervure ligneuse. Assemblées en paquets de tailles variables, les fibres sont ensuite mises à sécher, ou bien sur le toit des cases, ou bien suspendues à des lianes tendues entre deux piquets. Après quelques jours, roulées en grosses tresses, elles sont stockées dans les cases en attendant leur vente.

La production et la vente du *raphia* ont considérablement baissé. Elles se cantonnaient d'ailleurs dans les régions de Boundji, Ewo et Okoyo, dont les autres ressources étaient assez maigres. Avant la seconde Guerre Mondiale, le *raphia* n'était guère utilisé que sur place, et un rapport administratif de 1939 signalait que plusieurs tonnes pourraient être disponibles chaque mois en vue de leur exportation, mais qu'aucun acheteur ne s'y était intéressé jusqu'à là, même sur la base de 1 F le kg. Après la guerre, diverses maisons de commerce en achetèrent des lots, et particulièrement la C.F.H.B.C., par sa factorerie d'Okoyo ; en 1945 par exemple, le seul district d'Ewo en vendit 34 tonnes, et 72 tonnes en 1947.

Mais une grande partie de ce *raphia* ne dépassait pas Brazzaville, où il couvrait les besoins nés d'une expansion rapide de l'agglomération. Dès qu'il fallut se tourner vers l'exportation, les défauts du produit se révélèrent assez graves : la cueillette traditionnelle ne tenait pas compte en effet ni de la longueur minimum des fibres, ni des taches que causent aux folioles différents insectes ou certaines moisissures. Le séchage au soleil, s'il est rapide, provoque par contre une décoloration des rubans, et les rend très cassants. Pendant le stockage, les paquets sont exposés à la poussière et aux fumées : ils jaunissent, s'abîment et ne trouvent

plus preneur. Enfin, le triage par qualités est totalement négligé. De ce fait, la C.F.H.B.C. cessa pratiquement de s'y intéresser à partir de 1953, et les quantités vendues devinrent dérisoires, ne répondant qu'à des besoins intérieurs temporaires : de 47 tonnes en 1952 pour l'ensemble de la région productrice, les tonnages commercialisés tombèrent à 0,5 tonne en 1956, pour reprendre quelque peu (13 tonnes en 1957, 12 tonnes en 1958), et retomber à 10 tonnes en 1961. Pour trouver une clientèle hors du Congo, il suffirait aux producteurs de prendre certaines précautions ; récolte par temps couvert ou à la fraîcheur matinale, travail des fibres à l'ombre, séchage individuel sur des claies et toujours à l'abri du soleil (sous un hangar ou un toit débordant), tri selon la longueur et la couleur, afin de présenter des lots homogènes et de bonne qualité. Malgré les efforts de propagande des services compétents, les producteurs s'arrachent difficilement à leurs routines ancestrales ; il y a peu de chance, dans ces conditions, de voir augmenter les ventes de raphia.

Par contre, un autre centre de production s'est révélé depuis 1954 et a d'abord pris quelque importance au détriment des précédents : la région de Gamboma, grâce à la vallée très marécageuse de la Nkényi. De 3 tonnes en 1954, les ventes de raphia passèrent ici à 40 tonnes en 1958, pour retomber à 17 tonnes en 1962. Il est possible que la distance plus réduite entre cette sous-préfecture et Brazzaville l'ait favorisée aux dépens d'Ewo et d'Okoyo. Le produit peut aussi descendre le Congo sur des pirogues, soit sous forme brute, soit sous forme de nattes. Cependant, le fléchissement des dernières années est très net. Faut-il l'attribuer au fait que les hommes s'intéressent maintenant davantage au café et au tabac ? Que les zones de cueillette sont assez éloignées des villages, et exigent un portage pénible sur plusieurs kilomètres ? Ou bien que les chefs de terre prélèvent, pour leur compte personnel, 20% du prix de vente à l'occasion de toute transaction (7 F sur 35 F par kg) ? Toutes ces raisons interviennent sans doute plus ou moins. Mais il est regrettable qu'une ressource naturelle ne cesse d'être exploitée.

La production d'oléagineux venant des peuplements naturels d'*Elaeis* n'a cessé de baisser depuis plusieurs années. Cependant, le palmier à huile est un arbre subspontané dans l'ensemble du Nord-Congo, et les déplacements des villages ont contribué à multiplier les petits bosquets d'arbres. Leur plus grande densité s'observe dans la région d'Etoro (au Nord de Gamboma), et dans l'angle formé par la Mambili et la Likouala-Mossaka. De nombreuses palmeraies naturelles s'échelonnent encore le long de la Likouala-aux-Herbes, sur les bords de la Tanga et de la Motaba. Le palmier est beaucoup plus rare dans les forêts de la Sangha. Le climat du Nord-Congo lui est cependant plus favorable que celui qui règne entre Brazzaville, et la côte atlantique, où il souffre d'une saison sèche accentuée, moins du fait du manque de pluie, semble-t-il, que du manque d'ensoleillement qui caractérise cette période.

L'huile de palme a toujours été utilisée par les habitants dans leur alimentation quotidienne. Les fruits égrappés sont mis à bouillir, puis écrasés tant bien que mal (dans la Likouala, on se sert d'une pirogue et d'un pilon de bois). Les maisons de commerce se sont assez vite intéressées à cette production, mais surtout sous la forme des palmistes qui donnent une huile très blanche, très fluide, utilisée dans les industries alimentaires (margarine, graisses, chocolat) et chimiques (savons très moussants) (96). La teneur est habituellement de 50 %.

(96) Les fruits du palmier fournissent l'huile de palme, de couleur rouge, qui est extraite de la pulpe, et l'huile de palmiste, blanche, qui est fournie par l'amande du noyau.

Cependant dès le début du siècle, deux européens avaient installé une petite huilerie à Manfouété (près du confluent de l'Ipendja et de la Motaba) : achetant les régimes coupés dans les environs, ils revendaient l'huile à la population.

Comme pour le caoutchouc, la production autochtone d'oléagineux en vue de la commercialisation avait besoin d'être soutenue par action administrative. Mais la nécessité des mesures d'autorité, pour maintenir les livraisons à un niveau minimum, dit assez quelle était la répugnance de la population pour ce genre d'activité; lorsqu'en 1957 celles-ci furent abandonnées, la production baissa brutalement, et la situation ne s'est pas améliorée depuis. Diverses raisons expliquent cette attitude vis-à-vis de l'oléiculture. Le facteur psychologique joue un rôle déterminant: le palmier est « l'arbre de la C.F.H.B.C. », qui rappelle trop les abus et la coercition d'autrefois; mais il y a aussi le fait que la cueillette exige l'ascension du tronc, exercice que les jeunes répugnent à exécuter, moins à cause de la difficulté, qui est réelle, qu'en vertu d'un raisonnement assez inattendu: « Ce sont les singes qui montent aux arbres! » disent-ils. On peut regretter cet état d'esprit, mais il est très généralement répandu, et dans les plantations industrielles, les coupeurs de régimes sont presque tous des adultes ayant dépassé 30 ans. Ainsi, à Etoumbi, dans une seule équipe de récolteurs, l'âge moyen est de 31 ans; dans toutes les autres, il varie entre 38 et 43 ans (97). D'autres facteurs interviennent aussi. Les *Elaeis* étant, en dehors des villages, assez dispersés, la recherche et le transport des régimes demandent beaucoup de temps et des efforts soutenus. Ceux-ci ne sont pas toujours payants, parce que les frais de commercialisation - qu'ils soient supportés par la C.F.H.B.C. ou par tout autre organisme - ne permettent pas de fixer un prix d'achat très élevé, rémunérateur, en fonction du travail fourni.

Enfin, il est certain que les nombreux changements dont ont été victimes les producteurs depuis un demi-siècle, n'ont pas contribué à les encourager. L'exemple de Gamboma est significatif; dans cette région, les premiers achats de palmistes eurent lieu vers 1920, par la Société de la Nkémé et Nkéni, dont le représentant était installé à Makotimpoko (sur le Congo), Le marché fut bientôt transféré à Gamboma, et entraîna les palmistes dans un rayon de 80 km, le paiement ayant lieu en nature (viande, sel, conserves...). Peu après, fut inauguré le paiement en numéraire... mais aux chefs des villages, le paiement direct au producteur ne devenant obligatoire qu'en 1935. Il y eut alors un second marché, à Mbaya, où la C.F.H.B.C. vint ouvrir une huilerie à vapeur. Etoro, Gamboma, Yaba, se virent doter d'une presse à bras, mais en 1939, les deux dernières étaient enlevées. On reprit alors les marchés de palmistes, ouvrant de nombreux centres d'achat, jusqu'à la réinstallation d'huileries de brousse, en 1948, sous l'égide des « Entreprises Congolaises ». La liquidation de ces dernières, en 1951, ramena la C.F.H.B.C.,

(97) Deux supports sont employés couramment pour grimper aux palmiers: le bambou et la liane. Le « grimpeur au bambou » emporte avec lui une longue perche; il l'appuie contre le tronc, et monte en s'aidant des fragments de branches laissés dans cette intention à chaque nœud. Au fur et à mesure de son ascension, il attache le bambou au palmier à l'aide de lianes. Le « grimpeur à la liane » se sert d'un gros lien végétal en forme d'ovale allongé, passant autour des reins et du tronc; il progresse, les doigts de pied posés dans les anfractuosités du tronc, par coups de reins successifs, et redescend de même. Cette méthode a l'avantage de laisser les deux mains libres pour travailler, et de ne pas abîmer le panache des feuilles (le grimpeur au bambou est obligé de s'y installer). A Etoumbi, la C.F.H.B.C. a essayé, pour faciliter l'ascension, des sortes de griffes semblables à celles qu'utilisent les monteuses de lignes de l'E.D.F. ou des P. et T.; elles éliminent les inconvénients des troncs glissants par temps de pluie.

qui reprit alors l'achat des palmistes. L'usine d'Etoro, en raison de la faiblesse des apports, végétait ; abandonnée par la Compagnie, reprise par le Centre de Coopération Rurale de Gamboma elle accusa rapidement un tel déficit qu'il fallut à nouveau la fermer (1962). Doit-on s'étonner, dans ces conditions, que le paysan soit devenu méfiant envers un produit qui est, en tout état de cause, d'un faible rapport, et qu'on n'ait enregistré que bien peu de demandes pour les plants sélectionnés offerts par les pépinières administratives ?

Il faut cependant faire une distinction entre les fruits et les amandes (palmistes). Le concassage et le triage de celles-ci sont en effet du ressort des femmes qui ramassent les noyaux sous les palmiers en brousse, mais aussi dans les déchets de cuisine ; la plus grosse production vient tout de même des presses artisanales qui extraient l'huile, mais abandonnent le noyau. Intéressées par ce revenu que négligent plus ou moins les hommes, les femmes ont maintenu cette activité. Si les tonnages d'huile de palme artisanale n'ont cessé de diminuer, le volume des palmistes collectés s'est relativement maintenu. Il reste supérieur encore à celui de la production industrielle, parce qu'il n'est pas de régions du Nord-Congo qui n'en fournisse peu ou prou : 227 tonnes à Gamboma, 50 tonnes à Mossaka, 175 tonnes dans l'Alima, 360 tonnes pour Makoua, Fort-Rousset et Kellé, 50 tonnes dans la Likouala, etc... Pour 1962, l'ensemble doit approcher 1000 tonnes, ce qui n'est pas négligeable. Mais ces tonnages se maintiendront-ils ? Dans les villages, les femmes continueront-elles à ramasser et à casser les noyaux ? Cela ne dépend pas seulement d'elles ; certes, la scolarisation joue aussi son rôle en ce domaine, et les plus jeunes n'ont guère envie de reprendre à leur compte une activité de ce genre. Mais le problème de la collecte se pose de façon plus immédiate : au fil des mois, la C.F.H.B.C. ou les Centres de Coopération Rurale abandonnent des points d'achat qui deviennent inaccessibles, par suite de la dégradation rapide des routes. C'est donc une ressource qui disparaît progressivement, dans une région où elles sont chichement comptées.

C - L'EXPLOITATION ORGANISEE : L'OR ET LE BOIS

1) Les chantiers aurifères

L'existence d'or dans certains terrains anciens a été reconnue, au Congo, pendant la construction du C.F.C.O. à travers le Mayombe. De cette époque, date l'exploitation de Dimonika (près de Mvouti). La guerre de 1939 ayant stimulé la production, les recherches s'étendirent à la région granito-gneissique du Nord-Ouest, et sa couverture gréseuse (Série de Sembé-Ouessou). C'est en 1941 que fut déposé un premier permis, près d'Elogo (40 km Sud-Est de Souanké). L'or se trouvait contenu dans des dépôts alluviaux récents ou anciens, mais on pouvait espérer découvrir les filons d'où il avait été entraîné jusque-là. La production débuta en 1942, avec 913 gr, puis le permis changea de main, et les tonnages augmentèrent au cours des années suivantes. En 1948, on était arrivé à 72 kg. Trois chantiers étaient alors en exploitation à Elogo, Ebée et Sendip. Le nombre des manœuvres, encadrés par 4 européens, s'élevait à plus de 400. Elogo était devenu une agglomération assez importante, avec les cases du personnel, une école, un dispensaire construits par le propriétaire (M. Ghione). En 1949, celui-ci tentait une mécanisation de ses chantiers, à l'aide de deux puissantes moto-pompes et d'un monitor ; mais les résultats ne répondirent pas aux espoirs mis dans le nouveau matériel, puisqu'en 1950, la production était retombée à 55 kg, et devait continuer à décroître au cours des années suivantes. La prospection des zones-mères s'avérait difficile et coûteuse dans une région couverte de forêt dense, et si l'on connaissait bien l'existence d'un filon, l'entreprise qui n'appartenait pas à une puissante société, mais à un particulier, manquait sans doute de capitaux pour effectuer les investissements nécessaires. Monsieur Ghione préféra reconvertir

son exploitation et se tourner vers la production du café et du cacao, pour laquelle il obtint une concession de plusieurs centaines d'hectares. En 1957, les chantiers aurifères furent définitivement fermés et les milliers de tonnes de graviers accumulés par les lavages, utilisés à la fabrication des parpaings.

Dans la même région, d'autres permis avaient été déposés, qui connurent une existence plus éphémère. C'est le cas du placer «kitoko» à 25 km à l'WNW de Souanké, abandonné avant 1940; celui d'Ebadondo, situé près du confluent de la Karagoua et de l'Ivindo, et dont la production était évacuée par le Gabon. (Société Minière de Mitzic). Enfin, un chantier fut ouvert en 1950 au Mont Nabemba, avec une piste de raccordement de 30 km en direction de Bellevue et Souanké (permis Bourges). Racheté en 1954 par le propriétaire d'Elogo, il ne donnait plus en 1957 que 2 kg par mois, au plus. Malgré l'emploi de méthodes presque uniquement artisanale, les divers placers exploités avaient tout de même fourni quelque 700 kg d'or.

C'est un sort tout autre qui a été celui du permis déposé en 1946 par la Société Minière de l'Ogooué-Lobaye (S.M.O.L.) dans la région de Kellé. Il s'agit également d'or alluvionnaire. La production, obtenue par lavage à la main, augmenta jusqu'en 1953, où elle atteignit 176 kg, pour décroître ensuite (1954: 167 kg, 1955: 153 kg). En 1956, la S.M.O.L. essuyait, elle aussi, un échec complet dans une tentative de mécanisation (134 kg seulement, maintenus en 1957). En 1958, la Société revendait ses permis à son directeur local, Monsieur Sadargues, mais celui-ci ne parvenait pas à enrayer la baisse continue de la production qui n'était plus, en 1960, que de 36 kg, permettant à peine de couvrir les frais de l'exploitation. En fait, il ne s'agissait là que du poids d'or contrôlé. Les chantiers se trouvent en effet dispersés à une soixantaine de kilomètres du chef-lieu, et ne peuvent être atteints qu'après plusieurs heures de trajet sur des pistes à peine carrossables (Ongama, Oyabi, Bondjojouala, Banza). Les manœuvres étaient donc très peu surveillés, et il est certain qu'une partie de l'or produit suivait des circuits clandestins; on ne pouvait guère expliquer autrement la présence à Kellé d'une colonie anormalement forte d'Haoussa, qui ne vivaient sans doute pas seulement du commerce des peaux d'antilopes.

C'est alors que fut inaugurée une méthode nouvelle, transformant les manœuvres en orpailleurs libres, nantis d'une carte les autorisant à exploiter les permis Sadargues, mais avec obligation de vendre l'or au propriétaire. Cette mesure, jointe à la fixation d'un prix d'achat assez élevé (140 francs le gramme), réussit de façon spectaculaire, en faisant bondir la production aurifère de 36 kg (1960) à 91 kg (1961). En 1962, elle est passée à 103 kg, et devrait encore progresser: 450 orpailleurs s'emploient maintenant à cette besogne, d'où les plus actifs tirent un excellent revenu.

Certains pensent qu'il existe aussi des diamants; mais les prospections entreprises par les géologues n'ont pas encore donné de résultats convaincants, et il faudra attendre avant de savoir si les hypothèses avancées sont justifiées.

2) Les exploitations forestières

La grande forêt, qui couvre environ 12.000.000 ha, n'a encore été que fort peu exploitée. Il est évident que les chantiers devaient s'ouvrir d'abord dans les régions situées à proximité de l'Atlantique, c'est-à-dire dans le Mayombe. Mais Brazzaville a eu très vite besoin de bois, et dans ces conditions, il pouvait être intéressant d'utiliser les ressources du Nord, qu'il était facile de faire descendre jusqu'à la capitale par voie d'eau. Si la recherche du bois de chauffage pour les

bateaux a commencé avec la navigation, par contre, l'exploitation des bois d'oeuvre a mis très longtemps à se développer. Avant 1920, deux scieries seulement étaient installées sur la rive droite du Congo : l'une, à l'embouchure de la Léfini, qui utilisait des grumes coupées dans la galerie forestière du cours d'eau, et fournissait, avec des planches, poutres, longrines, pour Brazzaville et Bangui, des pales de roues à aube en « bango »; l'autre, à la sortie aval du Couloir, où un petit village porte encore le nom de l'exploitant : Maloukou-« Méléze ».

Ce n'est qu'entre 1930 et 1935, que de petites entreprises organisèrent un début d'exploitation, sur la basse Sangha et sur le Congo, en amont de Mossaka. Il s'agissait en général d'employés des grandes sociétés (C.F.H.B.C., C.G.S.L.), qui s'installaient à leur compte à l'expiration de leur contrat, et dans des conditions assez précaires. Ils vivaient tant bien que mal, en gérant un poste à bois, en coupant quelques grumes, en tenant une petite boutique. A la veille de la dernière guerre, plusieurs chantiers s'étaient cependant ouverts, notamment vers Liranga et Loukoléla. Mais c'est après 1950 que cette activité a pris davantage d'ampleur, et que des permis plus importants ont été attribués. Pourtant, les surfaces intéressées ne dépassent guère aujourd'hui 60.000 ha.

L'ensemble de la zone forestière ne se prête pas également à l'exploitation du bois. L'ouverture d'un chantier ne peut en effet être envisagée que dans certaines conditions, dont les principales sont la possibilité de débarder les grumes depuis les points d'abattage jusqu'au parc de stockage, et l'existence d'une voie économique d'évacuation des produits. La première exclut donc la plus grande partie de la Likouala, où la forêt est inondée temporairement ou en permanence. Il ne saurait être question d'y construire une route sur un sol qui se dérobe. Ne demeurent alors accessibles que les bourrelets de berge, et ces « plateaux » dispersés dont nous avons signalé la présence. La deuxième condition limite beaucoup les étendues exploitables dans la forêt de terre ferme : il ne reste qu'une double bande de terrain d'une cinquantaine de kilomètres de largeur, de part et d'autre des cours d'eau flottables ou navigables. En tenant compte de ces impératifs, on constate que la surface effectivement exploitable, se trouve ramenée à 3.000.000 d'ha, chiffre qui est « à rapprocher des 2.000.000 ha concédés actuellement au Gabon, et des 3.000.000 d'ha de permis en Côte d'Ivoire » (98). Même ainsi, le potentiel forestier du Nord-Congo n'a été qu'à peine égratigné.

Les essences intéressantes sont assez nombreuses. Ce sont d'abord divers acajous, dont le plus répandu est le sapelli (*Entendrophragma cylindricum*), auquel se joignent le sipo (*Entendr. utile*), le tiama (*Entendr. angolense*). Ils sont caractérisés par leur couleur foncée, d'un brun rougeâtre, et leur grain fin, susceptible d'un très beau poli, qui les fait rechercher pour l'ébénisterie massive ou plaquée, ainsi que la décoration. Viennent ensuite les bois blancs, en tête desquels se place, par sa fréquence, le limba (*Terminalia superba*), essence de lumière qui se travaille facilement, bois de menuiserie courante en général, mais de menuiserie décorative pour la variété à cœur noir (limba noir). A la même catégorie appartient l'ayous (*Triplochiton scleroxylon*), qu'on trouve seulement dans le Nord-Ouest (Sangha); peu résistant, mais léger (densité : 0,35 à 0,50), il se déroule et se colle facilement, et convient donc à la

(98) LE RAY J. - La mise en valeur des forêts de la Cuvette Congolaise. Commissariat au Plan, Brazzaville, 1961, 50 p. ronéo, 7 tableaux.

fabrication du contre-plaqué. Enfin, diverses essences sont aussi appréciées : le krokodua (*Afrormosia elata*), le dibetou (*Lavoa trichilioïdes*), l'iroko (*Chlorophora excelsa*). D'autres moins intéressantes sont cependant utilisables, et apportent leur appoint éventuel : ilomba (*Pycnanthus combo*), azobé (*Lophira procera*), élon (*Fagara heitzii*).

La richesse de cette forêt est assez variable ; celle de la Sangha est mal connue. Des prospections par sondage sont en cours, mais il semble que les résultats soient encourageants. Faut-il rappeler que dans la zone équatoriale, il n'y a souvent que 1 ou 2 arbres utiles à l'ha ? Au Gabon, les « bons permis » permettent de sortir 15 à 25 m³ à l'ha au maximum. Sur d'assez grandes étendues, le rendement serait ici de 20 à 30 m³/ha, correspondant à 4 arbres, avec des densités localement supérieures ; il y aurait même quelques zones réduites, à peuplements presque purs, sur la basse-Sangha. Enfin, il s'agit assez souvent de très beaux arbres, pouvant fournir des fûts de grande longueur, supérieure à 18 m la plupart du temps.

Il est donc évident que les exploitations forestières se trouvent ici placées dans des conditions dont les unes sont favorables et les autres difficiles. Parmi celles-ci, le problème de l'évacuation des grumes vers les marchés internationaux est le plus compliqué à résoudre. A partir de Brazzaville, le chemin de fer peut évidemment transporter les billes jusqu'à Pointe-Noire ; mais la voie d'eau est la seule utilisable des chantiers jusqu'à la capitale. Deux possibilités s'offrent aux intéressés ; utiliser des barges, ou former des radeaux. Aucune des entreprises installées ne dispose jusqu'à présent de sa propre flottille. Elles doivent donc faire appel aux Compagnies de navigation qui assurent le trafic sur les grands cours d'eau. Bien que faisant l'objet d'un tarif particulier, ce transport revient assez cher, et exige un matériel spécial pour le chargement à l'embarcadère. Par contre, la descente du bois pas radeau est permise pour certaines essences (sapelli, acajous), qui ne s'abîment pas pendant le voyage. Cette méthode est extrêmement économique et il est possible de faire des radeaux volumineux comprenant plusieurs centaines de m³. Les grumes sont liées ensemble par des filins d'acier ; 5 ou 6 manœuvres prennent place à bord, où ils se construisent un abri, et le tout descend au fil de l'eau, à la vitesse du courant. Il est recommandé de doter chaque convoi d'un petit bateau à vapeur (baleinière ou remorqueur), augmentant la maniabilité.

Mais l'économie réalisée (le coût du transport ne dépasserait guère 1 F par m³/km), est partiellement compensée par des inconvénients assez sérieux. C'est d'abord la lenteur des convois : à 4 ou 5 km/h au maximum, ils mettent 3 semaines au moins pour venir d'Ouessou ou d'Impfondo, car ils s'arrêtent une partie de la nuit. Ce sont ensuite des risques non négligeables de pertes ; en période de basses eaux, des échouages se produisent ; en hautes eaux, certains radeaux sont disloqués par la violence du courant ou les tourbillons ; c'est ainsi qu'en 1962, l'un d'eux (324 m³ !) a été emporté par les rapides du Congo en aval de Brazzaville, et, pour les deux principales Sociétés, les pertes dues à ces accidents ont été de 8 % et 6 % du bois flotté. D'autre part, le flottage s'avère impossible pendant 4 mois (Janvier-Avril), tant sur l'Oubangui que sur la Sangha, et il est indispensable alors de faire appel aux barges, ou de stocker les grumes en attendant la remontée des eaux. Enfin, il est reconnu que le flottage du bois constitue un danger relatif pour la navigation, soit du fait des billes partant à la dérive, soit par suite des dégâts causés aux balises. C'est pourtant ce mode de déplacement qui est le plus utilisé aujourd'hui par la plupart des entreprises, pour l'expédition du bois en grumes.

Les exploitations forestières actuellement en activité sont peu nombreuses (carte h.t. n° IV). Il y a lieu de distinguer, parmi elles, deux catégories. La première est celle des «coupeurs de bois», héritiers des pionniers d'autrefois, mi-colons, mi-aventuriers, à peu près dépourvus de capitaux, et dépensant allègrement l'argent apporté par une vente heureuse, pour se retrouver bientôt sans un centime de poche... et recommencer. Cette méthode, qu'accompagne souvent un esprit «vieux-colonial» qui assimile difficilement les changements sociaux, mène souvent à une demi-déchéance quelques petits-blancs désormais incapables de mener une autre existence. Ceux-ci se contentent d'acheter des permis de pieds, qui les autorisent à couper, dans un périmètre restreint, quelques dizaines de limbas ou de sapellis. Ils font parfois un radeau; le plus souvent, ils fournissent quelques m³ de bois brut ou débité aux services administratifs du chef-lieu le plus proche. Sortes de témoins d'un passé révolu, ils ne tiennent plus qu'une place très réduite dans la vie économique.

La seconde catégorie est celle des Sociétés ou des individus travaillant sur des permis de dimensions moyennes ou de grandes dimensions, allant de 1.000 à 10.000 ha, et disposant d'un matériel important: tracteurs, remorques, camions-grumiers, pinasses... On n'en compte guère que quatre: trois Sociétés (Boissangha, Sté Forestière de la Sangha, Industrie-Bois-Congo ou IBOCO et l'exploitation Jacquier de Rosée. La première était installée depuis assez longtemps un peu en aval d'Ouessou, où elle a achevé en 1961 d'épuiser les ressources d'un permis de 2.500 ha qui fournissait la matière première à sa scierie de Mbirou. Elle a obtenu de nouveaux permis sur la rive gauche de la Ngoko: à Kanivo (territoire camerounais) et sur la rive droite (2.500 ha en deux lots, près de Benza et Doumba - km 59 et km 35). Des projets de réinstallation et d'agrandissement de la scierie à Ouessou n'ont pas encore été réalisés, mais la production de sciage, en baisse en 1962 (2595 m³) devrait remonter avec l'ouverture des nouveaux chantiers.

La Société Forestière de la Sangha (S.F.S.) possédait, en 1962, trois permis couvrant 20.000 ha, en plusieurs lots situés en amont et en aval d'Ikelemba (km 460, km 390, km 150). Si la production est ici plus importante (6.419 m³ en 1962), elle alimente presque intégralement la scierie que la société a créée à Brazzaville, en sapellis surtout et autres acajous, en ayous ensuite. Au contraire, de la S.F.S., la Société IBOCO s'est orientée vers l'exploitation forestière pour assurer l'alimentation de sa scierie qu'elle venait de racheter et de transformer dans la capitale, et acquérir ainsi une certaine autonomie dans son ravitaillement en matière première. A un permis ancien et partiellement exploité déjà, qu'elle a repris près de Matoko (sur le Congo) elle en a ajouté un second, de 10.000 ha, situé entre Goundzia et Impfondo. Elle s'intéresse spécialement au limba, car elle a créé une caisserie qui a connu un très rapide développement en 1961 et 1962. Mais elle ne couvre encore elle-même que 50 % de ses besoins, et fait appel, pour le reste, à d'autres producteurs, tant du Nord que du Niari.

La dernière entreprise (J. de Rosée) a été la plus active en 1962. Elle a un permis de 10.000 ha aux environs d'Ikelemba. Ayant renouvelé partiellement son parc, ouvert des routes de vidange bien dégagées et qui s'assèchent rapidement, elle a pu faire faire un bond considérable à sa production: 1961: 3.859 m³; 1962: 12.761 m³. Elle coupe surtout le sapelli (10.000 m³) et le sipo, qu'elle expédie sous forme de grumes.

Le tableau ci-après donne les principaux éléments de la production pour 1962:

BOIS SOUS FORME DE GRUMES (m3)

	Limba	Kambala	Acajou	Ayous	Divers	Total
S.F.S.	83	-	4.649	1.469	217	6.419 m ³
DE ROSEE	207	-	11 202	359	993	12.761 m ³
AUBEVILLE	511	-	661	-	-	1 172 m ³
BRUNET	8	-	265	-	-	273 m ³
TAVARES	1.727	898	31	-	-	2 655 m ³
FERREIRA	3.296	396	-	-	-	3 692 m ³
IBOCO	5.523	143	303	-	-	5 969 m ³
LE GOFF	1.530	-	270	-	-	1 800 m ³
Ensemble	12.885	1 437	17 380	1.829	1 210	34.741 m ³

On voit qu'elle a atteint près de 35 000 m³, dont 19.200 m³ en acajous (55 %) et 12.900 m³ en limbas (37 %), ce qui n'est pas encore considérable ; ces tonnages pourraient-ils être augmentés dans des proportions intéressantes ? Cela dépend à la fois des ressources naturelles et des débouchés possibles. Les ressources existent, et sur une étendue telle que la question de leur épuisement ne se pose pas, même dans un avenir lointain. Les conditions de leur mise en valeur, par contre, sont difficiles, mais les techniques actuelles permettent de résoudre les divers problèmes qui se posent à une entreprise moderne. Il sera déjà moins facile de trouver une solution à la rareté des hommes. Les chantiers en activité font appel, en partie, à des pygmées Babinga, mais leurs besoins ne dépassent pas jusqu'à présent quelques centaines de manœuvres et d'ouvriers spécialisés. Une main d'œuvre plus importante devrait sans doute être trouvée dans une autre région et « importée » dans la forêt où il lui faudrait s'adapter. Le placement d'une production supérieure sur le marché risque d'être plus délicat. En effet, l'exportation ne peut absorber que les meilleures qualités, dont le prix de vente supporte le coût élevé des transports et des diverses taxes qui les frappent (99). Quant au marché intérieur, il est assez restreint, et l'on voit mal ce qui pourrait provoquer une augmentation soudaine des besoins (100). Des entreprises nouvelles devraient plutôt valoriser leur production sur place afin de n'avoir à expédier que des marchandises chères (contre-plaqué, agglomérés, panneaux...) et par conséquent s'adjoindre une scierie, voire une menuiserie, peut-être de posséder leur propre flottille de transport. Cela montre bien qu'est achevée l'ère des coupeurs de bois ; les frais à engager dans les travaux préalables (prospection, étude des marchés), puis dans l'installation des entreprises, exigeront beaucoup de capitaux ; l'échec récent de la Société d'Aubeville, au Nord de Bétou, en est une preuve éclatante. Ainsi que l'écrivait dans son rapport annuel un ingénieur des Eaux et Forêts : « La mise en valeur des forêts du Nord demandera plus de logistique que de foi ! » Nous ajouterons : « Et aussi beaucoup d'argent... ».

(99) D'après les calculs de M. LE RAY (op. cit.), dans le cas du limba, le prix de revient rendu Pointe-Noire - 5.927 F/m³ - comprend 4.127 F de frais d'approche !

(100) Certains ont pensé que le marché du bois pourrait s'élargir sensiblement, si ce matériau abondant venait remplacer, dans la construction, un ciment importé à grands frais. Cela supposerait un grand bouleversement des habitudes acquises, et aussi une solution aux problèmes posés par la forte humidité du climat, et l'activité inlassable des insectes xylophages.

II - LES PLANTATIONS INDUSTRIELLES

L'établissement de grandes plantations d'*Elaeis* a été presque exclusivement, dans le Nord du Congo, l'œuvre de la C.F.H.C., qui put ainsi survivre aux autres sociétés concessionnaires. Les résultats, après plus de 30 années d'efforts, peuvent paraître décevants - les surfaces aménagées et le volume de la production restent modestes - mais n'en constituent pas moins un élément essentiel du tableau économique.

A - LES DIFFICULTES D'UNE RECONVERSION

Nous avons vu plus haut que la C.F.H.C. avait obtenu, en 1899, une concession correspondant au bassin fluvial de la Likouala-Mossaka ; avec 3.600.000 ha, elle était la seconde en importance du Congo septentrional. Mais si, pour la surface, celle de la Compagnie Française du Congo la dépassait (4.300.000 ha), la position des frères Tréchet était autrement favorable : aux marécages, à la forêt inondée de la Likouala-aux-Herbes, ils pouvaient opposer une majorité de terres exondées, de savanes coupées par de larges galeries forestières, et un peuplement humain qui, pour n'être pas très serré, rassemblait tout de même plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

G. Sautter a analysé les différents facteurs qui ont joué en faveur de la C.F.H.C. : le contrôle d'un réseau fluvial particulièrement développé (mais ce n'était pas là un cas unique), le travail acharné et l'influence personnelle des frères Tréchet, et surtout une reconversion habile des activités de la Compagnie vers l'agriculture de plantation (101). Nous y ajouterons une certaine diversité physique du domaine, qui s'étendait à la fois sur les terrains précambriens les sables tertiaires et les alluvions quaternaires. Toujours est-il que devant l'amenuisement de plus en plus marqué des tonnages de caoutchouc et d'ivoire, il parut nécessaire de fonder les espoirs - et les profits - sur d'autres produits. Divers essais malheureux éliminèrent coton, café, ricin ; seul, le palmier à huile, dont les peuplements naturels existent partout, semblait devoir réussir : en 1925, les directeurs de la société décidèrent de mettre en œuvre un vaste programme de plantations d'*Elaeis* tout en étendant parallèlement un réseau de ramassage des huiles et des amandes de production indigène. C'est ainsi qu'entre 1925 et 1930, 50 ha furent plantés à Odouka, 1500 à Etoumbi, 450 à Lebango, ainsi que des surfaces d'étendues diverses en d'autres points (Ewo, Kounda, Makoua...). La fusion avec la Compagnie Française du Bas-Congo, en 1931, donna à la société son nouveau sigle : C.F.H.B.C. (Compagnie Française du Haut et du Bas-Congo). Avec ce qu'elle avait conservé en toute propriété après 1929 (par suite de la mise en valeur réalisée), elle se retrouvait à la tête de 50.000 ha. Cet effort se poursuivit jusqu'en 1945, par l'extension des plantations existantes, l'encouragement et l'aide aux plantations de villages, la distribution de presses à bras en des dizaines d'agglomérations, la Compagnie se chargeant de venir ramasser l'huile et les palmistes à intervalles réguliers. C'est à juste titre qu'on a pu écrire : «Le palmier à huile est demeuré le cheval de bataille de la Compagnie»

Cette orientation faillit être remise en question à la mort d'Henri Tréchet, lorsque la plus grande partie des actions de la C.F.H.B.C. passa entre les mains des frères Henriques. S'intéressant médiocrement à l'exploitation des palmeraies industrielles, ils portèrent leurs

(101) SAUTTER G. - Monographie ... p. 44 et suiv.

efforts sur le côté commercial des activités : achat des « produits du cru », vente dans les factoreries. C'était en revenir au principe anachronique de la traite. La baisse des revenus monétaires procurés à la clientèle éventuelle par la vente des produits de cueillette et par l'artisanat, ne pouvait qu'entraîner la chute du chiffre d'affaires des boutiques. L'activité de celles-ci n'est-elle pas soutenue avant tout par les achats des salariés qui, assurés en toutes circonstances de leur nourriture quotidienne, viennent y dépenser rapidement tout ou partie de leurs gains hebdomadaires ou mensuels ? La baisse des profits fut donc rapide, et mena la compagnie au bord de la faillite.

La C.F.H.B.C. ne dut son salut, en 1952, qu'à son rachat par la Banque d'Indochine. La nouvelle administration fit un gros effort de réorganisation, et reprit l'orientation des frères Tréchet; elle sépara les deux domaines d'activité, en créant un « département plantations » et un « département commercial »; elle mit l'accent sur un programme d'extension des grandes plantations, seules capables d'assurer une production rentable (Conférence d'Etoumbi, Août 1952). Elle préconisait en même temps un abandon progressif des positions de brousse, c'est-à-dire des multiples presses à bras installées dans les villages et mises à la disposition des habitants, qui exigeaient des circuits de ramassage trop longs, donc onéreux, et ne fournissaient en général qu'une huile de médiocre qualité (trop acide, par suite d'une stérilisation insuffisante des régimes). En même temps, on s'efforçait de remettre en état les vieux blocs de plantations, abandonnés après 1945, et envahis par la végétation. Un très gros effort était enfin décidé dans la région d'Ouessou, pour la création d'une palmeraie d'arbres sélectionnés, avec usine de traitement des fruits (huilerie) et des amandes (kernellerie).

Les années qui suivirent accentuèrent peu à peu le déséquilibre entre production d'huile industrielle et production d'huile artisanale. Une vingtaine de postes de brousse furent abandonnés, tandis que le groupe d'Ouessou atteignait 1 600 ha en 1960; la plantation de Mokouango (moyenne Sangha): 470 ha; celles de Lébangou et Etoumbi, respectivement 670 ha et 2 000 ha... Mais il faut compter 8 à 10 ans, avant que des palmiers ne commencent à produire. Sans doute, les salaires versés au personnel revenaient-ils en partie à la Compagnie par l'intermédiaire des boutiques ouvertes judicieusement sur les lieux de travail; mais la lourdeur des frais engagés, le poids des emprunts contractés, un appareil administratif peut-être trop fourni et coûteux, tous ces facteurs conjugués avec la baisse des oléagineux sur le marché mondial, devaient, une fois de plus, mettre la C.F.H.B.C. au bord de la catastrophe financière (102). En 1960, tous les travaux d'extension furent interrompus; en 1961, devant le refus des actionnaires de poursuivre leurs avances de capitaux, la C.F.H.B.C. sollicitait du Gouvernement du Congo un appui financier, sans lequel elle se voyait contrainte de déposer son bilan. Les tractations qui s'ensuivirent n'intéressent que fort peu le géographe: projet de création d'une société d'Economie mixte, contre-projets du Gouvernement et de la C.F.H.B.C. se succédèrent jusqu'au mois d'août 1961 où l'accord fut signé; il marqua la fin du quasi-monopole de la Compagnie dans le Nord-Congo.

(102) On peut lire, dans le rapport 1960 du Préfet de la Likouala-Mossaka, à propos des difficultés de la C.F.H.B.C.: « C'est la structure même de cette Compagnie et son organisation qui sont en cause: la C.F.H.B.C. est dotée d'un état-major dont l'importance n'est pas en rapport avec le volume de ses activités (3 directions à Brazzaville, rien que pour le secteur commercial) ».

L'essentiel des décisions prises à cette date tient dans un échange entre la C.F.H.B.C., d'une part, et la puissance publique, d'autre part (Gouvernement du Congo et Caisse Centrale). Cette dernière annule en quelque sorte les dettes contractées par la C.F.H.B.C. à diverses reprises (plus de 280 millions de francs), et donne main-levée des hypothèques prises en 1954 et 1959 sur diverses propriétés (Etoombi et Lebango notamment), contre l'abandon par l'autre partie de tous ses droits sur les diverses concessions de la Sangha, dont l'ensemble dépasse 36.000 ha (27.500 ha près d'Ouessou, 6.500 ha à Mokouango). Une indemnité de 40.000.000 F sera versée à la Compagnie au cours des trois années 1968, 1969 et 1970. La C.F.H.B.C. se voyait donc sauvée de la faillite, mais c'était au prix d'une amputation sérieuse de son capital productif : les plantations de la Sangha allaient seulement commencer à devenir rentables... L'année 1962 et le début de 1963 ont vu un certain nombre de réformes structurales : africanisation des cadres de brousse, renouvellement du personnel. L'augmentation de la production dans les usines des plantations restantes a compensé l'abandon de nouvelles huileries à bras. On en arrive ainsi presque au terme d'une évolution prévisible : la fin de l'économie de cueillette et de ramassage, qui n'était guère concevable que dans un contexte administratif lié à la période coloniale, et qui ne pouvait pas lui survivre.

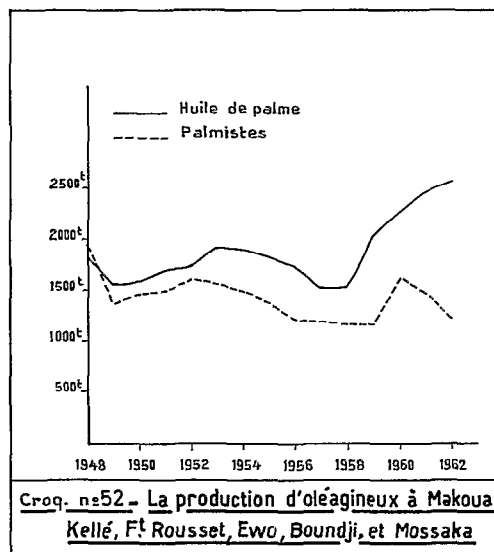
B - LES PLANTATIONS PRIVEES EN 1962

Sur les 50.000 ha qu'elle possédait en 1932, la C.F.H.B.C. a dû en rétrocéder une bonne partie en 1956, puis en 1958, afin de ne pas avoir à payer un impôt spécial sur les propriétés non-mises en valeur. Ainsi en 1962, il ne lui reste plus que 11.800 ha qui sont tous situés dans les limites de l'ancienne préfecture de la Likouala-Mossaka. Là sont les plantations et les huileries qui les accompagnent. (carte h.t. n° IV)

La plantation d'Etoombi, avec ses 2.000 ha de palmiers, est de loin la plus importante. Elle comprend deux blocs très inégaux, l'un situé à Etoombi même, de 1850 ha, l'autre à Angomon, à 25 km à l'Est, sur la route de Makoua. Cependant, l'ensemble est d'une valeur très inégale : 1500 ha d'arbres non sélectionnés ont de 30 à 35 ans d'âge, dont 250 ha sont abandonnés. Par contre, 410 ha ont moins de 15 ans, et une partie d'entre eux n'est pas encore entrée en production. A Lebango, situé à 50 km au NNW, la situation est assez semblable. Si un millier d'ha ont été plantés, 600 seulement sont exploités. Les deux domaines disposent chacun d'une usine moderne de traitement des régimes qui assure un taux d'extraction élevé (jusqu'à 32 % sur fruits) et fournit une huile de très bonne qualité, dont le taux d'acidité ne dépasse pas 4 %. Leur ravitaillement est assuré par les plantations, les apports extérieurs étant assez faibles ; par contre, le traitement des palmistes est semi-artisanal, le triage des amandes se faisant à la main, dans de grandes claies où elles sont mises à sécher après le concassage. La main d'œuvre est moins nombreuse qu'elle n'a été, à la suite des réductions d'activité : de 450 à 500 manoeuvres pour les deux plantations, et une soixantaine d'ouvriers spécialisés, le tri des amandes est réservée aux femmes, à qui il fournit une ressource d'appoint non négligeable. On ne saurait trop insister sur ce que représente encore la C.F.H.B.C. dans l'économie locale ; elle reste le plus gros employeur, elle fournit ici l'essentiel des revenus monétaires (environ 25.000.000 F de salaires par an), et le niveau de vie de la population dépend ainsi étroitement d'elle.

Les trois autres plantations de la Compagnie sont loin d'avoir cette importance. Kounda-Linnégué, tout près de Fort-Rousset, est un domaine récent : ses 384 ha ont été mis en place de 1952 à 1959, et ne sont donc entrés que récemment et partiellement en production

(210 ha fin 1960). Il s'agit de plants sélectionnés. L'usine est moderne ; elle traite, dans une proportion plus importante qu'à Etoumbi, les régimes collectés dans les villages environnants (en 1960, 119 tonnes d'huile venant des fruits de la plantation, 60 tonnes de fruits collectés à l'extérieur). Employés et manœuvres sont moins de 200. Odouka est, au contraire, une vieille plantation des bords de l'Alima, d'environ 130 ha (dont 50 datent de 1928-1930), auxquels 80 ha ont été ajoutés il y a une dizaine d'années 120 ha seulement restent exploités. C'est ici le secteur commercial qui assure la gestion de la palmeraie et de l'usine, qui a été améliorée. Mais Odouka est avant tout le centre d'un réseau de marchés, qui regroupe la production villageoise de palmistes d'une vaste région (d'Ewo à Okoyo, Boundji et Tchékapika). Enfin, Ntokou, en aval de Makoua, possède une vieille plantation de 260 ha, pratiquement abandonnée ; en 1962, il a été question d'en reprendre l'exploitation partielle ; mais l'usine est ancienne, et ne peut avoir qu'un faible rendement.



L'augmentation constante de la production d'huile de palme ne saurait surprendre ; elle résulte à la fois de la récupération d'anciens blocs abandonnés, et de l'arrivée progressive à l'âge productif des plantations récentes et de meilleur rendement. De 887 tonnes en 1956, elle passait à 927 tonnes en 1957, à 1816 tonnes en 1960, et près de 2000 tonnes en 1961. En 1962, les seules plantations ont fourni 2167 tonnes d'huile, auxquelles les circuits de ramassage ont ajouté 250 tonnes (total : 2417 tonnes). Quant aux palmistes, leur production a également suivi une courbe ascendante, pour aboutir en 1962 à un tonnage de 557 tonnes ; mais, dans la production globale, le rôle des circuits de ramassage est ici bien plus important : leur apport ayant plutôt baissé au cours des 15 dernières années (360 tonnes en 1962), elle marque une nette stagnation (croquis n° 52).

C - LES PLANTATIONS DE LA SANGHA

Les plantations de la Sangha, reprises en 1961 par une Régie Nationale, comprennent plusieurs concessions situées soit à proximité d'Ouessou (Km 15, Mokouka, Attention, la Lengoué), soit à 200 km en aval, par la rivière (Mokouango). Les trois dernières sont des plantations âgées ; les deux premières ont moins de 15 ans. Nous avons vu que la C.F.H.B.C., à partir de 1952, s'était orientée davantage vers la production d'huile industrielle : récupération, et plantations nouvelles. C'est dans le cadre de cette politique que fut activement poussé le programme, alors à peine entamé, de la Sangha.

La C.F.H.B.C. disposait d'une concession de 21 000 ha situés à une quinzaine de kilomètres au Sud d'Ouessou (d'où le nom de la plantation). Des travaux furent entrepris dès 1949, mais à la fin de 1952, une centaine d'hectares seulement étaient plantés. Après un arrêt de deux ans, le rythme s'intensifia avec 75 ha en 1953, 150 ha en 1954, pour décroître ensuite, la Compagnie connaissant de sérieuses difficultés de financement. Au début de 1958, 633 ha se trouvaient en place ; cependant, les techniciens critiquent le choix des emplacements : ce ne serait pas les meilleurs sols qui auraient été utilisés. Ceci expliquerait en particulier que les premiers blocs, arrivés à l'âge productif en 1959-1960, ne donnent encore que des rendements faibles : 6 tonnes de régime à l'ha au lieu des 8 tonnes prévues.

Un gros effort fut fourni au cours des années suivantes ; les prévisions de la C.F.H.B.C. portaient sur une surface définitive de 3000 ha. Il aboutit aux résultats suivants ; 260 ha nouveaux en 1958, 227 ha en 1959, 148 ha en 1960, et l'on a vu que les travaux furent alors arrêtés. Issus de graines sélectionnées fournies par les stations I.R.H.O. de Sibiti, la Me, et Tobé, les palmiers devraient avoir de bons rendements, de 10 tonnes à 13 tonnes à l'ha, d'ici quelques années. Au moment de sa reprise par un organisme d'Etat, la plantation du Km 15 s'étendait donc sur 1312 ha. Les études faites par les spécialistes ont montré qu'à moins de 2000 ha, la rentabilité des investissements consentis n'étaient pas assurée. Ceci explique que de nouvelles surfaces ont été préparées, et que 180 ha devaient être plantés en 1962. L'âge des arbres les plus anciens aide à comprendre que la plantation du Km 15 coûte toujours beaucoup plus cher qu'elle ne rapporte : la récolte n'a encore fourni que 395 tonnes d'huile et 51 tonnes de palmistes en 1961. Il est vrai que l'usinage est réalisé dans de mauvaises conditions : l'huilerie moderne qui était prévue, n'avait pas besoin d'être installée depuis le début des travaux. On a donc utilisé jusqu'à présent du matériel ancien, fréquemment arrêté par des pannes, et qui ne donnait qu'un taux d'extraction très insuffisant (13 à 15 % d'huile sur régime). La capacité maximum étant de 400 tonnes, devait à peine suffire au traitement de la récolte 1961. Le remplacement des presses et malaxeurs s'imposait donc pour 1962, avec l'installation d'un établissement industriel adapté aux dimensions de la plantation.

Les autres parties du domaine dit « groupe d'Ouessou » sont d'importance et de valeur inégales. **Attention** est une annexe du km 15, comprenant une concession de 1400 ha, sur laquelle 100 ha ont été plantés en 1949-1950, et 150 de 1958 à 1960, situés à 30 km au SSW (1 heure de route dans de bonnes conditions). Il est prévu de porter sa surface en palmiers à 400 ha. Comme au Km 15, il s'agit d'arbres sélectionnés. L'usinage de la récolte se fait dans un atelier artisanal ; une partie des travaux s'exécute encore manuellement (égrappage après cuisson, par exemple). Mais cela deviendra rapidement impossible lorsque les tonnages augmenteront, et l'ancien matériel du Km 15 doit y être transféré. La production 1961 a été de 151 tonnes d'huile de palme et 43,5 tonnes de palmistes.

Mokouka, près d'Attention, et la **Lengoué**, 25 km au Sud-Ouest, sont d'anciennes plantations, constituées à l'aide de palmiers « tout venant » et qui sont encore exploitées parce que celle d'Attention se trouve à proximité. Les deux concessions (2400 ha) ne comptent que 128 ha en rapport, dont les rendements sont inférieurs à 6 t/ha. Les régimes de Mokouka sont transportés à Attention ; ceux de la Lengoué sont traités sur place, à l'aide d'une petite presse à bras dont le taux d'extraction n'atteint pas 10 %. Cependant, comme la presque totalité des plantations est en rapport, la production est encore supérieure à celle d'Attention : 181 tonnes d'huile, et 30 tonnes de palmistes.

Mokouango compte 3600 ha, situés en pleine zone forestière plus ou moins marécageuse, sur la rive droite de la Sangha. De la rivière, une route souvent en remblai conduit à la plantation (35 km) et, au-delà, à Ekouamou, où l'on se trouve assez près de la Likouala. Les surfaces plantées couvrent 470 ha. Cependant, 132 ha classés en vieilles cultures, ont été abandonnés, le reste comprend des arbres de 30 à 35 ans (130 ha), et des parcelles établies seulement depuis 1949 avec des plants sélectionnés : 208 ha, dont 85 ne sont pas encore en rapport. Une usine de capacité suffisante traite les régimes de la plantation, et un certain tonnage provenant des villages de la région. En outre, une presse à bras est installée à Ekouamou. L'ensemble a fourni 125 tonnes d'huile et 35 tonnes de palmistes en 1961.

Ces palmeraies constituent pour l'avenir un solide espoir économique. Les prévisions qu'il est possible de faire, en fonction des plantations réalisées, des rendements moyens, des

améliorations apportées à l'extraction, laissent escompter, pour 1972, une production de 4200 tonnes d'huile, et 960 tonnes de palmistes, qui feront de la Sangha le second fournisseur du Nord, après la Likouala-Mossaka.

Cependant, les plantations de la Sangha, ont à résoudre, entre autres, un problème de main d'œuvre. La région, nous le savons, est fort peu peuplée, une proportion importante des habitants étant à Ouessou même. Or, les besoins sont assez élevés; ils se montaient en 1961, à 1043 employés et manœuvres pour le groupe d'Ouessou (km 15: 512; Attention: 375; Mokouka-la Lengoué: 156). Ethniquement, le personnel des cadres et les ouvriers spécialisés sont très hétérogènes; si les originaires d'Ouessou sont les plus nombreux, on trouve par contre, isolés ou non, des gens venus de tout le Congo, et même des pays voisins (Cameroun, Gabon). Quant aux manœuvres, beaucoup sont des migrants, attirés des régions environnantes par les espoirs d'embauche. Ils sont logés dans de petits villages bâtis sur la concession elle-même, ce qui réduit dans une certaine mesure, les transports d'ouvriers vers les chantiers. Comme c'est souvent le cas dans les centres extra-coutumiers, les habitants ont tendance à se rassembler par groupes ethniques: ainsi les Bakouélé de Souanké dominent à Kangatéma, les Kouyou de Fort-Rousset à Pako, les originaires d'Ouessou à Mokeko.

Cependant, le caractère original de la main d'œuvre tient à la présence des pygmées. Un fort contingent de ceux-ci s'est fort bien adapté à un genre de vie si différent de celui qu'ils ont toujours mené. Ceci leur permet d'acquérir une indépendance économique qui ne leur est pas habituelle, puisqu'ils «appartiennent» normalement à un «patron» Bantou, avec qui ils pratiquent des échanges de services et de produits dans lesquels ils sont rarement bénéficiaires. Cette rupture avec leur existence antérieure n'est pas encore complète. A certaines périodes, ils disparaissent du jour au lendemain, pour une campagne de chasse qui les entraîne dans la forêt; les réserves de viande assurées, ils retournent au travail. Cette caractéristique entraîne, donc un pourcentage d'absentéisme assez élevé, qui oblige l'administration à prévoir un chiffre de main d'œuvre supérieur d'au moins 20 % aux besoins réels. Mais cette situation ira en s'améliorant, car les enfants des pygmées vont à l'école, où ils ne se montrent d'ailleurs pas plus mauvais élèves que les autres. Il y a peu de chance pour que ceux-là reprennent un jour la vie nomade de leurs ancêtres.

III - PLANTATIONS FAMILIALES

L'administration coloniale s'est, à diverses reprises, efforcée de lancer des cultures nouvelles, soit pour améliorer l'alimentation de la population, soit pour procurer à celle-ci de nouvelles ressources monétaires. Les résultats n'ont pas toujours répondu aux espoirs des novateurs, et maints enthousiasmes sont venus se briser sur des obstacles imprévus, ou sous-estimés. Pourtant, les conditions physiques et humaines ne sont pas toutes défavorables au progrès des méthodes, et à l'évolution des habitudes.

A - DES CULTURES AU DEMARRAGE DIFFICILE: LE RIZ ET LE CAFE

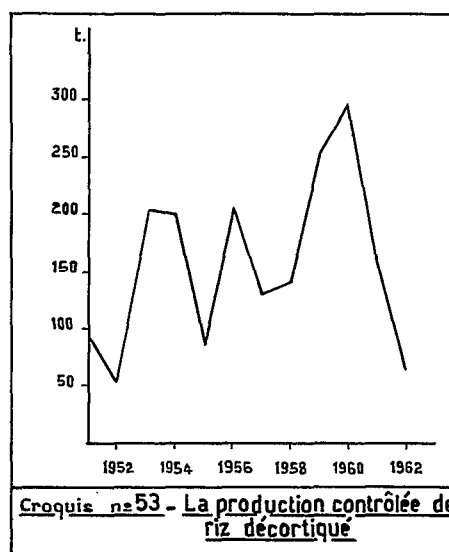
La culture du riz a été introduite en 1939 dans le district d'Ewo. La société de Prévoyance acheta à cette date 500 kg de semences, qui furent distribuées dans le Nord du pays (le long de la piste d'Etoumbi). Cette céréale dut remporter un certain succès, puisqu'en 1945, 24 tonnes sont récoltées et 5 tonnes vendues, pour une superficieensemencée de 48 ha.

Les progrès se poursuivirent au cours des années ultérieures, et débordèrent légèrement les limites du district, mais, si de petites quantités de paddy apparaissent dans les statistiques de Makoua, Abala, Fort-Rousset et Kellé, Ewo et Boundji restent les deux principaux centres de production. Au lendemain de la guerre, une station rizicole avait été installée à Botouali (au NE de Mossaka), pour étudier la culture du riz inondé, mais elle fut fermée en 1951.

La production de riz s'est intégrée dans la vie agricole traditionnelle, sans y apporter de bouleversements. Elle est pratiquée le long des cours d'eau, dans les galeries forestières inondables. Les travaux commencent par l'abattage d'un carré de forêt, suivi de l'habituel incendie qui brûle les débris. Cette opération a lieu à la fin de la saison sèche, en septembre. Le semis se fait ensuite à la volée, sans que soient pratiqués, ni fumure préalable, ni nettoyage complet du terrain; il est vrai que les branches et les troncs restés au sol procurent à la plante un appui qui lui permet de résister à la verse. Les grains lèvent en une semaine. En janvier, arrivent floraison et épiaison; en février-mars, c'est la récolte. Pendant longtemps, elle s'est faite en coupant les tiges à mi-hauteur; liées en bottes, celles-ci étaient emportées au village pour être battues. Aujourd'hui, on retire le grain des épis dans le champ lui-même, ce qui réduit le transport à peu de choses, avant le séchage et le vannage.

Les rendements obtenus sont peu élevés : de 200 à 300 kg à l'hectare. Certains animaux détruisent une partie de la récolte : les rats palmistes, qui coupent le pied des tiges; les oiseaux (surtout les pintadés), qui mangent le grain à l'épiaison. Rien n'est prévu pour le stockage à l'abri de l'humidité et des insectes avant l'achat par les commerçants ou le Centre de Coopération Rurale (C.C.R.), et la qualité du produit en souffre (nombreux grains rouges ou charançonnés). Le nombre des producteurs est incertain, mais ils sont sans doute plus de 700. Bien que les Mbéti, au Nord d'Ewo, restent les plus actifs, il n'y a guère aujourd'hui de village qui n'ait quelques rizières. Cependant, nulle part, la riziculture ne dépasse le cadre familial : un homme seul sème moins d'un hectare : un ménage, entre 1 et 2 ha, à moins qu'il ne soit polygame, et ne dispose ainsi d'une main d'œuvre supplémentaire, qui permet 3 ha à 3,5 ha.

La production, depuis 5 ans, a augmenté assez vite, après avoir connu une période de grande irrégularité (croquis n° 53). Cependant les conditions dans lesquelles elle est commercialisée sont d'une grande importance, car seuls les tonnages achetés sont pris en compte. Or, en 1961, le C.C.R. d'Ewo n'ayant pu écouler ses stocks de l'année précédente, le paddy resta dans les villages; le chiffre de 160 tonnes qui figure dans les statistiques locales, ne représente donc qu'une fraction de la récolte réelle; il en est de même pour 1962 : 56 tonnes (103)



(103) La consommation locale est insignifiante; le riz n'est pas davantage entré dans les habitudes alimentaires des citadins. Au problème du transport vers la ville d'un produit assez bon marché, s'ajoute donc celui du placement de la récolte sur un marché intérieur très resserré. En fait ce sont surtout les collectivités qui l'achètent (internats, cantines....etc)

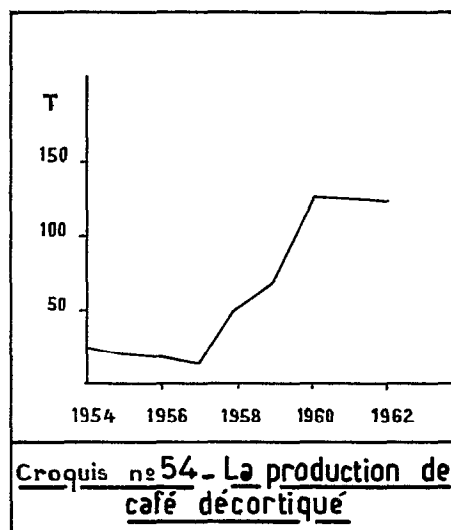
La production de café dans le Nord-Congo, a une double origine : des plantations de type industriel, peu nombreuses, et d'étendue restreinte, des plantations de type familial. Les unes et les autres coexistent dans diverses régions et les plus anciennes datent d'une quinzaine d'années. La culture du caféier a été introduite peu avant la seconde guerre mondiale par l'administration, dans la région de Souanké. Le climat y est favorable, avec des précipitations suffisantes. Par contre, l'absence d'une saison sèche véritable contrarie le séchage des cerises, qui moisissent et s'abîment. Ce ne fut pas une réussite, et les quelques plantations existant encore en 1945 étaient mal entretenues, et très attaquées par les scolytes. La production en étaient insignifiante. C'étaient également le cas d'une plantation appartenant à un Européen, à Bellevue (24 km à WNW de Souanké). Bien que couvrant 200 ha, elle fut abandonnée en 1950, parce que ravagée par les insectes prédateurs.

La reprise des efforts de propagande se place après 1950 : distribution de plants chez les Kota et les Mbéti de la région de Kellé, en 1953, mais sans grand succès (2 tonnes commercialisées en 1958). Il est vrai que le choix aurait pu être meilleur, lorsqu'on sait que les Kota sont ici des semi-nomades, qui ne restent guère plus de trois mois par an dans leurs villages ; création d'une zone d'«Encadrement Agricole rapproché» dans la même région, en 1958 : 40 ha défrichés, 43.000 plants distribués, directives et conseils prodigués par des moniteurs agricoles. Partout les pépinières officielles s'équipaient pour fournir à la demande des dizaines de milliers de plants. Cette fois, l'accueil des populations fut nettement meilleur. Deux facteurs favorables intervenaient : la baisse des revenus monétaires fournis jusqu'à présent par les oléagineux, à la suite du désintérêt des producteurs et du retrait partiel de la C.F.H.B.C. ; l'exemple heureux donné par les progrès rapides du cacao dans la Sangha. On assista alors à ce que les rapports appelèrent «un véritable engouement» pour le café, dans toute la région comprise au sud de la grande forêt ; de la Mambili à la Nkéni, les défrichements de bosquets et de galeries forestières se multiplièrent, et les plateaux Batéké, pourtant si nus, n'échappèrent pas à ce mouvement, dont on peut se demander s'il ne prenait pas, en certains points, une extension dangereuse pour l'avenir de la couverture boisée : c'est ainsi qu'un plan d'action agricole datant de 1960 prévoyait le défrichement de 600 ha par an, pendant 4 ans, sur le plateau Koukouya ce qui aurait sans doute abouti à la destruction presque intégrale des lambeaux de forêt restants, et qui sont indispensables à la pérennité du système actuel de culture. Heureusement, ce projet n'a pas été exécuté.

Les surfaces aujourd'hui plantées en café ne sont pas connues avec précision ; on peut essayer de les déduire du nombre de plants livrés aux cultivateurs, mais il faut tenir compte des pertes à la reprise (25% en moyenne), et aussi des fantaisies assez grandes auxquelles se livrent les planteurs dans l'écartement des pieds. En principe, il ne devrait pas y avoir plus de 1.100 pieds à l'ha (un pied tous les 3 mètres, dans les deux sens) ; en réalité, on en trouve souvent jusqu'à 1.500. Dans les 3 sous-préfectures de Kellé, Fort-Rousset et Makoua, 1.000.000 de plants ont été livrés par les fermes régionales de 1958 à 1962, ce qui correspondrait après correction, à quelques 600 ha. Cette zone reste aujourd'hui en tête de la production. Il faut y ajouter la partie Nord de la sous-préfecture d'Ewo (100.000 pieds fournis en 1961). Ailleurs, le mouvement est plus récent et n'a pas pris cette ampleur, soit parce que l'économie locale est tournée vers un autre produit (tabac par exemple), soit parce que des déceptions sont venues refroidir l'enthousiasme initial ; ainsi, le rapport de Gamboma pour l'année 1961, signale que le ramassage et l'achat ont été mal organisés, et qu'en conséquence, la culture du caféier n'est plus que « mollement suivie ». Il n'y aurait plus que 122 ha plantés dans toute la Léfini (Gamboma, Djambala, Lékana), et le rythme des extensions se serait beaucoup ralenti.

La production d'ensemble n'a pas encore atteint des tonnages considérables. Les prévisions ont été largement surestimées. Après une progression rapide (croquis n° 54) entre 1958 et 1960, les chiffres plafonnent en 1961, et ne paraissent pas devoir subir de grosses modifications en 1962 et 1963. Les raisons en sont nombreuses. La première est sans doute la façon dont est pratiquée la caféiculture : il ne s'agit guère que d'une extrapolation de la culture traditionnelle : si l'on excepte 3 ou 4 planteurs ayant de 3 à 10 ha, tous les autres se contentent de quelques centaines de pieds sur 0,25 ou 0,50 ha. Nous avons noté également le trop grand nombre de pieds à l'unité de surface, qui ne permet pas à chaque arbuste d'avoir un rendement satisfaisant. Les soins ne sont pas donnés avec assiduité et méthode : le cultivateur va dans sa plantation quand il en a envie, pour une ou deux heures, s'occupant de quelques m² ici et là avant de passer à autre chose ; le nettoyage, l'entretien, sont négligés, et la végétation parasite dispute aux caféiers les maigres réserves du sol. Enfin, beaucoup de gens font, au milieu des arbres, des cultures vivrières associées. La situation n'a pas été améliorée par l'invasion d'insectes divers, qui s'attaquent à la plante elle-même ou à ses fruits. Parmi eux, les plus actifs sont un scolyte (*Stéphanoderes hampéi* Fer.), un papillon (*Cephonodes hylas* L.), une punaise (*Antestiopsis lineaticollis*, var. *intricata*). Un borer a fait aussi son apparition (*Brixadus sierricola* W.). Les traitements mis en œuvre par le Service de l'Agriculture sont efficaces, mais ils se heurtent à des difficultés nombreuses, que sont la dispersion des plantations, leur petite taille, la méfiance des propriétaires. Enfin, il suffit de peu de chose pour décourager les producteurs, qui cessent alors de planter, d'entretenir, et même de récolter.

Les plantations de type industriel ont connu des fortunes diverses. Nous avons signalé l'abandon de celle de Bellevue. Une autre, à Elogo (55 ha), a produit encore 17 tonnes de cerises sèches en 1961, avant que son propriétaire ne cesse toute activité ; les plants devaient d'ailleurs être tous recépés. Près d'Ouessou, le domaine Pottiez, à Ebinzo, sur lequel on récoltait déjà en 1951, est également abandonné ; seule une décortiqueuse demeure en activité. C'est dans la partie orientale du pays que la caféiculture de ce type s'est maintenue jusqu'à présent. Deux planteurs africains, dont l'un possède 13 ha sont installés aux environs d'Impfondo ; la plantation ROCCO à Yendé, entrée en exploitation en 1956, a été mise en sommeil en 1959, puis reprise en main en 1962. La plus grande de toutes est située à Boyélé, et date de 1955. La « Société des Plantations de Boyélé » a surmonté des difficultés administratives et financières : elle s'étend aujourd'hui sur 95 ha et elle semble la seule à même de fournir des tonnages importants dans les années à venir. Les autres plantations (plantation Zalatou, sur la basse Ibenga : Gitton à Bolomo, Dusseaux à Dongou) sont de trop petites dimensions pour jouer un rôle important. Enfin, près de Mossaka, 2 petits domaines (Henriquès et laéglé) fournissent régulièrement de 5 à 10 tonnes de café.



La culture du caféier n'est donc encore qu'à ses débuts dans le Nord-Congo. Ses perspectives de développement paraissent assez incertaines ; cependant, la production devrait augmenter encore dans les quelques années à venir, compte-tenu des surfaces plantées. Cela dépend beaucoup des hommes eux-mêmes.

B) DES SUCCES PLUS MARQUES : LE TABAC ET LE CACAO

Le tabac était connu et cultivé ici avant l'arrivée des Européens. La plupart des hommes, et beaucoup de femmes, le fumaient dans des pipes de formes diverses et de matériaux variés : fourneau en terre et tuyau de bois souvent ; mais « les Mbochi et les Bakota de la Likouala-Mossaka, habitués à tirer de la cueillette tout le parti possible, utilisent comme tuyau de pipe les longues nervures centrales des feuilles de bananiers, à une extrémité desquelles ils adaptent un petit fourneau tronc-conique en fer. Les indigènes de la Sangha et de l'Oubangui ont des pipes en bois assez ouvragées, en deux parties reliées par une chaînette » (104). Les Batéké faisaient commerce du tabac, sous l'aspect de rouleaux de feuilles sèches et cassantes. Il était appelé « tabac de Bonga », « parce qu'anciennement il descendait des rivières qui viennent converger vers Bonga, et était vendu aux factoreries installées en ce point » (105)

En 1945, la Régie Française des Tabacs installa à Brazzaville une mission chargée d'organiser la culture du tabac en A.E.F., de façon à obtenir une production de qualité suffisante, destinée à l'exportation. C'est à cette tâche que s'emploie, depuis cette date la « mission métropolitaine des Tabacs en AEF » ou S.E.I.T.A. (Service-Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes). Pour cela, il fallait éliminer les variétés indigènes, à goût très fort, et les remplacer par des variétés appréciées en Europe, et d'abord le Maryland. Cet effort devait se poursuivre longtemps ; si le tabac local a pratiquement disparu depuis 1954, grâce à des distributions massives de graines sélectionnées, les pieds hybrides ont résisté jusqu'à ces dernières années.

Le domaine de la culture du tabac, dans le Nord, s'est réduit. En 1952-1953 par exemple, elle était pratiquée dans la région de Sembé-Souanké, mais l'absence d'acheteurs provoqua son abandon. Jusqu'en 1958, le tabac était également produit dans la Likouala-Mossaka, mais les tonnages très faibles ne justifiaient pas un ramassage difficile et onéreux, et le S.E.I.T.A abandonna ces marchés. Aujourd'hui, la zone productrice comprend essentiellement le plateau Koukouya, celui de Nsah, les régions d'Abala et de Gamboma, et, dans une moindre mesure, le plateau de Mbé (106). On compte environ 20.00 planteurs, et, pour la plupart, ils ne produisent que de petites quantités (15 à 25 kg chacun). Nous retrouvons encore ici le type de culture familiale à laquelle nous sommes déjà habitués. Comme les autres produits végétaux d'exportation, le tabac s'est ajouté aux cultures vivrières traditionnelles, sans rien bouleverser dans le domaine agricole : il constitue un revenu d'appoint, et non une ressource exclusive.

Les conditions physiques de la culture du tabac sont assez inégales. Tous les sols dérivent des formations tertiaires (limons sableux ou grès). Nous savons qu'il s'agit de terrains pauvres. Aussi bien les cultures recherchent-elles les quelques endroits plus favorables, ou une certaine accumulation d'éléments fertiles a pu se produire (bas de pentes, cuvettes, bosquets d'origine humaine, lambeaux de forêts). Le rythme et l'abondance des pluies sont eux-mêmes très importants ; si la pluviosité est partout suffisante, par contre, l'existence d'une saison sèche longue et accentuée, limite à un seul cycle la culture sur les régions élevées et trop perméables, c'est-à-dire la surface des plateaux.

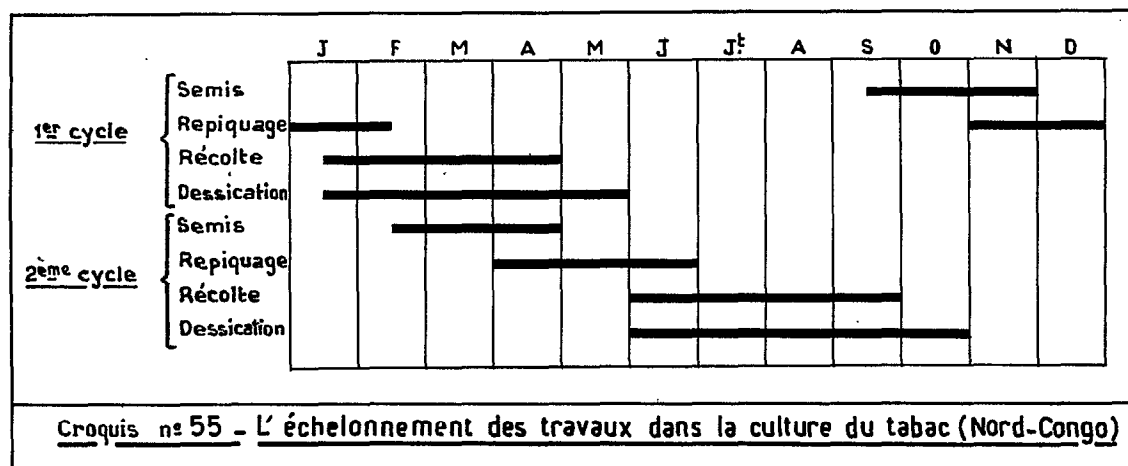
(104) PERIQUET L. - Rapport général sur la mission ... tome III p. 270

(105) PERIQUET L. - Rapport général ... tome III, p. 271

(106) Les régions de Mayama et Kindamba, dans le Congo méridional, sont aussi des zones à tabac. Celui-ci a été cultivé également dans la vallée du Niari.

Les produits obtenus sont généralement de bonne qualité : on les dit « feuillants », de tissus fins, et de bonne combustibilité. Obtenus en saison humide (1er cycle), ils sont plus légers, et conviennent à la fabrication des cigares (qualité sous-cape); obtenus en saison sèche (2ème cycle), ils sont plus clairs et épais; leur arôme est plus développé.

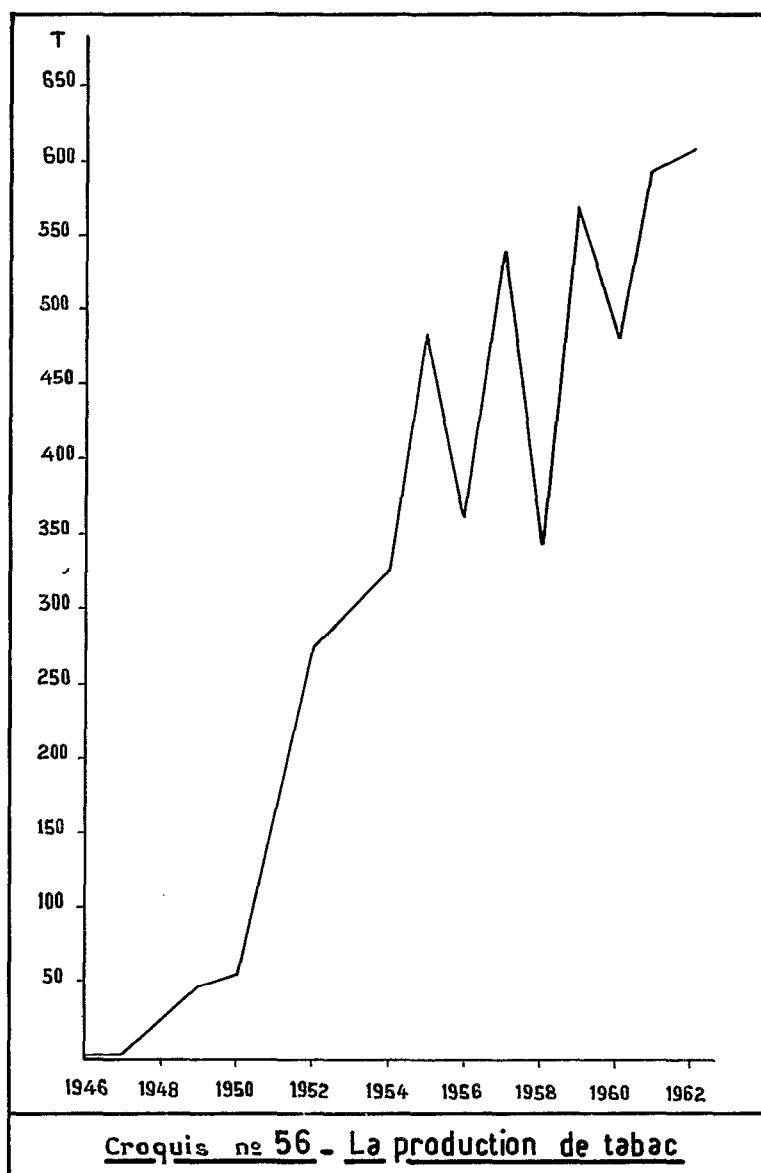
La culture du tabac a utilisé les techniques en usage depuis longtemps chez les populations autochtones, c'est-à-dire, le défrichage forestier, suivi d'incinération, auxquels s'ajoute, chez les Koukouya, l'écobuage en buttes. Ces dernières servent aussi bien de pépinières que de terrains de repiquage. Dans le premier cas, elles comportent 1 m2 environ de semis, qui sont protégés par une couronne de palmes liées en dôme sur un piquet central par leur extrémité supérieure : dans le second cas, chacune d'elles supporte une douzaine de pieds, et elles se juxtaposent pour former de petits champs de 10 à 15 ares. Le premier cycle commence un peu avant la saison des pluies (mi-Septembre), avec les semis qui se poursuivent jusqu'à la fin de l'année. Le repiquage s'échelonne à 45 jours d'intervalle, tandis que la récolte commence en janvier, accompagnée par les travaux de dessiccation, qui se terminent au mois de mai (croquis n° 55). La culture de saison sèche (2ème cycle) s'étale avec des intervalles identiques, du 15 février au mois d'octobre. Si les façons culturelles sont assez délicates, c'est la dessiccation qui demande le plus de soins, parce qu'elle exige une hygrométrie régulière, une bonne aération, une surveillance constante. Malgré ses efforts, le S.E.I.T.A. n'est pas encore arrivé à obtenir de tous les planteurs la construction de sècheirs simples et commodes. Ce sont en général les toits débordants des cases, qui, pourvus de panneaux mobiles, en tiennent lieu. Malgré un encadrement assez serré de moniteurs agricoles que la mission des Tabacs a elle-même formés, les diverses opérations - et en particulier le triage - ne sont pas effectuées avec suffisamment de soin et certains lots se trouvent ainsi dépréciés.



La dessiccation achevée, le tabac passe entièrement entre les mains du S.E.I.T.A. ; un système de marchés réguliers permet le ramassage, par camion, de la récolte, qui est regroupée dans trois centres de conditionnement : Lagué (plateau Koukouya), Ngo (plateau de Nsah) et Gamboma. C'est là que le tabac est mis en fermentation, puis emballé, avant son expédition sur Brazzaville. Nous n'insisterons pas ici sur les détails techniques des diverses opérations, qui ne diffèrent pas de ce qui est fait ailleurs. Disons seulement que les caractéristiques du climat entraînent certaines précautions supplémentaires, pour éviter les détériorations.

rations dues aux moisissures et à de très nombreux insectes. Jusqu'en 1958; l'évacuation du tabac conditionné était réalisé par bateau, à partir de Mpouya, à l'entrée amont du Couloir. Une proportion trop forte de balles abîmées a fait abandonner la voie d'eau. C'est désormais par camion que le tabac «descend» à Brazzaville. Un renouvellement presque complet du matériel roulant par des engins Mercedes à moteur diesel, a permis d'abaisser les prix de revient du transport, comme de la collecte, qui se fait dans un rayon assez étendu. Pour Ngo, par exemple certains marchés se trouvent à 150 km du centre, soit au moins à 4 heures de route.

La production de tabac, pour les trois secteurs du Nord-Congo a augmenté assez rapidement depuis 1950, après les quelques années de démarrage de la culture (croquis n° 56).



L'extension des surfaces plantées l'a fait monter régulièrement jusqu'en 1955 (485 tonnes). A partir de ce moment-là, ce sont les variations climatiques qui ont surtout influé sur le volume de la récolte ; ainsi s'explique l'allure en dents de scie de la courbe. La date à laquelle commencent les pluies, après la saison sèche principale, est primordiale ; trop précoces, elles gênent la construction et la calcination des buttes d'écobuage ; les cultivateurs doivent se rejeter sur les défriches des bosquets, moins fertiles ; la récolte de premier cycle est alors déficitaire. Mais la fin de la période humide joue aussi son rôle : trop tardive, elle gêne la cueillette des feuilles, ou provoque des poussées de sève intempestives, qui nuisent à la qualité du tabac.

Néanmoins, les tonnages obtenus restent en hausse régulière, ayant atteint 611 tonnes pour l'année 1962. Sur le plateau Koukouya, il paraît difficile de les augmenter encore ; tout le monde plante du tabac, et les surfaces disponibles interdisent l'extension des cultures au-delà de certaines limites. C'est pourquoi le S.E.I.T.A. s'efforce à présent d'implanter de nouvelles variétés, comme le « Java », qui peut produire un tabac de qualité bien supérieure, destiné aux cigares. En 1962, il en a déjà été récolté 134 tonnes. Le rendement est généralement inférieur à celui du « Maryland », mais un prix d'achat bien supérieur (jusqu'à 160 F. le kilo), au lieu de 90 pour le « Maryland » de 1er choix), compense largement cet inconvénient. Par contre, on constate que la culture a pris soudain un grand essor autour de Gamboma : de 29 tonnes en 1958, les tonnages ramassés sont passés ici à 97 tonnes en 1961, et 192 tonnes en 1962. Il est envisagé la construction d'un nouveau bâtiment, pour doubler la capacité totale du centre de conditionnement. Il faut sans doute voir là un moyen, pour les producteurs, de conserver un revenu que les oléagineux ne leur procurent plus (107). Dans la mesure où le risque de mévente n'existe pratiquement pas, il est probable que la production connaîtra encore une certaine augmentation (108).

Le cacao est une essence d'ombre (*Theobroma cacao*). Plante exigeante, elle veut des sols riches en éléments minéraux, et un climat humide lui apportant 1200 à 1600 mm de pluie, mais bien répartis, car la saison sèche lui est néfaste. Le sous-climat équatorial congolais que nous avons caractérisé plus haut, lui convient donc parfaitement ; la forêt, par ailleurs, fournit la protection indispensable contre le soleil.

L'expansion du cacaoyer au Congo est de date assez récente. Planté dès la fin du XIX^e siècle près de la côte atlantique, dans le Kouilou-Niari, dans l'Ogooué, il ne gagna les régions intérieures que plus tard. C'est entre les deux guerres mondiales qu'il s'étendit au Cameroun et au Gabon. Le Congo vint assez tard et lentement à cette culture. Des documents

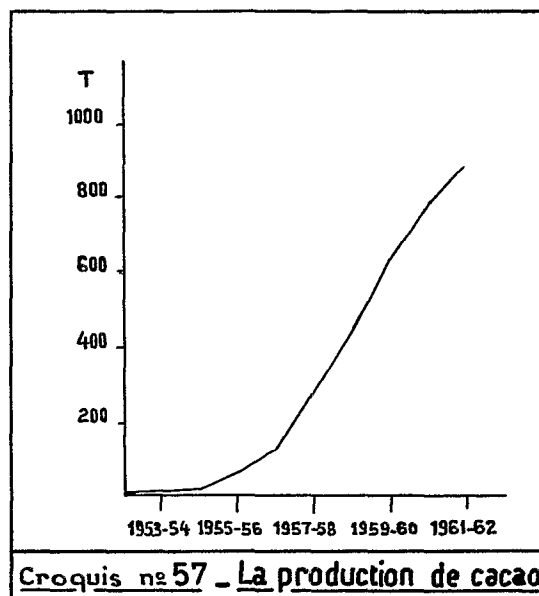
(107) On peut rapprocher ces chiffres de ceux qui concernent l'achat des régimes de palme dans la sous-préfecture : 781 t. de fruits en 1961, 196 t. seulement en 1962, après la fermeture de l'huilerie d'Etoro, ce qui représente un manque à gagner de plus de 1.000.000 F.

(108) Une modeste partie de la production est vendue à Brazzaville même, à l'usine de tabac et cigarettes de la S.I.A.T. Le reste est exporté vers la France.

qu'il est possible de recueillir dans les archives, il ressort que la première plantation a été créée par la C.F.H.B.C. à Ikélemba (sur la Sangha) : un millier de pieds plantés entre 1927 et 1930. Ce n'était qu'un essai : dans cette région faiblement peuplée, la Compagnie préférait réserver la main d'œuvre à d'autres travaux. Un peu plus tard (1931-1932), la C.G.S.L. (Compagnie Générale Sangha-Likouala) en faisait autant dans sa concession de Boyengué (basse Likouala-aux-Herbes) ainsi qu'un colon, Monsieur Iaéglé, à Boléko (situé un peu en aval de Boyengué). Dans la Sangha occidentale, ce furent au contraire les populations autochtones qui introduisirent le cacao. Les premières plantations furent établies par les Djem en 1934-1935, avec des graines venues de l'autre côté de la frontière. Mais l'évacuation de la récolte, déjà difficile au Cameroun, compromettait sérieusement l'opération : ne fallait-il pas prévoir un portage jusqu'à Lomié et Djoum, soit sur 180 km ?

La guerre de 1939 marqua la fin de cette tentative ; tous les efforts se portèrent vers la récolte du caoutchouc de cueillette, produit devenu stratégique, et pour lequel on avait besoin de tous les hommes valides. Le retour de la paix ayant enlevé tout intérêt à ce dernier, on vit les habitants remettre en état leurs arbres, et en planter de nouveaux, à partir de 1947-1948. La récolte, très faible naturellement, reprit le chemin du Cameroun ; consultés, les notables se montrèrent généralement hostiles à une extension des cacaoyères, tant que l'évacuation ne serait pas assurée dans de meilleures conditions, et c'est ainsi qu'en 1952, un achat officiel portait, à Souanké, sur 4 tonnes de cacao.

A partir de cette date, une véritable fièvre du cacao s'empare des populations Djem et Bakouélé. Encouragés par les Services de l'Agriculture, trouvant des terrains favorables en assez grande quantité (sols rouges, dérivés des roches intrusives doléritiques et amphibolitiques), ayant à proximité l'exemple de leurs « frères » camerounais et gabonais, les habitants se mettent à planter avec ardeur, et la production suit une courbe ascendante (croquis n° 57). En 1953, il y a 266.000 pieds (dont il est vrai un certain nombre mis en place au cours des années antérieures), et la livraison annuelle porte sur 19 tonnes dont 12 t. de qualité supérieure, achetées 42.000 F la tonne par la C.F.H.B.C... Le cacaoyer donnant une première récolte au bout de 4 ans, on comprend que le rythme d'accroissement se soit accéléré seulement après 1956, comme il ressort du tableau ci-après :



Campagne	Tonnage	Campagne	Tonnage
1952 - 1953	9 t.	1957 - 1958	286 t.
1953 - 1954	15 t.	1958 - 1959	456 t.
1954 - 1955	22 t.	1959 - 1960	650 t.
1955 - 1956	76 t.	1960 - 1961	795 t.
1956 - 1957	137 t.	1961 - 1962	environ 900 t. (109)

Les autres régions du Nord-Congo n'ont pas suivi du tout la même progression. La sous-préfecture d'Ouessou, qui dispose pourtant de conditions climatiques identiques et de terrains favorables, notamment près de Liouesso n'a fourni aujourd'hui que quelques tonnes. Les surfaces plantées ne sont guère que d'une cinquantaine d'ha sur les anciennes concessions de la C.F.H.B.C. - 10 ha au Km 15, 36 ha à Mokouango - qui n'ont pas encore donné grand'chose : 3,6 tonnes en 1961. Quelques ha dispersés dans le reste du pays ont également produit 4,5 tonnes. Une petite augmentation était probable : une vingtaine de tonnes prévues pour la campagne 1961-1962. Quant à la Likouala, elle a connu en ce domaine quelques vicissitudes. Comme dans la Sangha, l'interruption des achats en 1939 fit cesser l'entretien de quelques plantations de villages. La fin de la guerre amène la reprise de la culture, mais jamais le producteur n'est certain de pouvoir vendre. Environ 7 ha se trouvent situés sur une ancienne plantation. à Goundzia, mais ils sont à peu près abandonnés. Seule, la sous-préfecture d'Epéna en produisait encore en 1961. De très nombreux villages ont cependant de petites cacaoyères, qu'ils entretiennent tant bien que mal ; la récolte est faite, dans l'espoir toujours déçu de trouver un acheteur ; il n'existe aucun circuit de ramassage, et les fèves finissent par se détériorer, et doivent être jetées (110). Enfin, il faut signaler la récente apparition du cacao près de Makoua, avec une centaine de plantations, toutes de petite taille. Elles sont situées en majorité entre Likouala et Mambili, le long de la route d'Ouessou. Aucun marché d'achat n'a encore été organisé.

Ce sont les hommes, (et non les femmes) qui ont créé les plantations de cacaoyers et ceci n'est pas une mince évolution. Madame Vincent écrit à ce propos : « Avant l'apparition du cacao, l'homme était chasseur, et « défricheur », la femme seule était cultivatrice. Le cacao

(109) Les différences que l'on peut constater dans les statistiques viennent de ce que certaines d'entre elles prennent pour base l'année civile, et d'autres la campagne cacaoyère, à cheval sur deux années civiles. Cette dernière correspond davantage à la réalité.

(110) Nous avons personnellement vu, en décembre 1962, des dizaines de sacs et de claies pleins de fèves, au village de Liouesso, sur la Tanga. Les habitants ignoraient s'ils pourraient les vendre.

a converti le chasseur en agriculteur à temps complet (111)». Ces plantations sont parfois établies sur d'anciennes cultures vivrières, mais il est meilleur de pratiquer une défriche sur forêt dense. Le sous-bois est abattu, ainsi qu'un certain nombre d'arbres ; les graines sont alors semées directement en place - mais les pertes atteignent parfois 50% - soit posées dans de petits paniers tressés, où elles germent avant que le tout ne soit mis en terre. L'alignement et l'écartement nécessaire (3m X 3m) sont plus ou moins respectés ; certains plantent «en foule», ce qui ne facilite pas les travaux ultérieurs ; il faut ensuite assurer plusieurs nettoyages par an, car la végétation repoussée étoufferait les jeunes cacaoyers et surtout servirait de vecteur à toutes sortes de parasites. De plus, il convient d'assurer une bonne circulation à l'air. Deux fois par an, le planteur doit venir tailler les branches mortes, enlever les «gourmands», détacher les cabosses pourries ou avortées («chérelles»).

Ceci est évidemment le programme de travail idéal, mais les cultivateurs sont loin de le respecter. Par exemple, ils ne défrichent pas un mètre carré de plus qu'ils n'ont besoin, ce qui permet à la forêt de regagner rapidement du terrain, et nuit aux arbustes de la bordure ; les cacaoyers sont aussi trop serrés, comme les caféiers, (jusqu'à 1500 pieds à l'ha). Enfin, l'entretien de la plantation est insuffisant au début, voire totalement négligé.

La récolte fait appel à une main d'œuvre supplémentaire. C'est l'homme qui, d'abord, coupe les cabosses mûres, lorsqu'elles sont en nombre suffisant (au moins 500) : opération délicate, car il ne faut pas toucher l'arbre, ni abîmer les coussinets fructifères. Les cabosses, posées à terre, sont alors triées selon leur degré de maturité, qui commande le temps de fermentation (8 jours pour les plus avancées, 10 jours pour les autres). Les cabosses défectueuses sont rejetées ; (elles devraient être enterrées à l'écart, mais trop souvent, elles sont seulement abandonnées aux limites de la plantation, où elles pourrissent, et ne contribuent pas peu à la prolifération des insectes). La femme intervient alors pour retirer les fèves, après que l'homme ait fendu chaque cabosse d'un coup de machette. Ce travail terminé, et le produit ramené au village, commence alors la fermentation.

Celle-ci s'opère dans divers récipients, les cuves de fermentation, qui sont des caisses ordinaires au fond percé de trous, et garnies intérieurement de feuilles de bananiers, ou des cuves en écorce, assemblées avec des lianes et colmatées avec de la résine (la fermentation s'y fait mieux, mais elles sont perméables à l'air), ou encore des troncs d'arbres taillés en forme de pirogues, où il est possible de verser le contenu de 3.000 à 5.000 cabosses. Certains utilisent aussi des fosses creusées en terre, sous un abri, et étagées pour permettre l'écoulement de l'une dans l'autre. Les techniciens essayent de répandre un type de caisses démontables, à couvercles, de dimensions moyennes. Amenées dans des paniers ou des cuvettes, les fèves sont bien tassées, et recouvertes de grosses pierres très lourdes (112). La fermentation se déroule en deux périodes : la première est anaérobie, et dure 3 jours ; elle a pour but de supprimer tous les risques de germination ultérieure ; la seconde est aérobie, dure davantage, et nécessite trois ou quatre brassages : elle doit développer l'arôme du cacao. La caisse est vidée et nettoyée après chaque brassage.

(111) VINCENT J.F. - La culture du cacao et son retentissement social dans la région de Souanké, IRSC Brazzaville ; 1961, 104 p. ronéo, 4 croq. (p. 49). Nous faisons quelques réserves à propos de l'expression «à temps complet» ; les Djem et Bakouélé ont encore beaucoup de loisirs.

(112) Les feuilles de bananier ne servent pas seulement de garniture intérieure : elles apportent une levure indispensable à la bonne marche de la fermentation.

Le produit obtenu exige alors un séchage, sa teneur en eau devant être ramenée à 7 %. Il s'opère dans les « séchoirs-autobus », constructions qui se retrouvent à plusieurs exemplaires dans tous les villages. Il s'agit, la plupart du temps d'un simple abri d'où partent des glissières de bois (les 4 côtés en sont parfois munis) sur lesquelles sont posées des claies mobiles. On y étale les fèves, et elles sont exposées au soleil pendant 8 à 12 jours. Certaines précautions s'avèrent indispensables : éviter le grand soleil au début, retourner le produit une ou deux fois par jour. Lorsque les fèves ont pris intérieurement la couleur du cacao, il ne reste plus qu'à les mettre en sac ou dans des paniers, à l'abri de l'humidité et de la fumée. Si elles ne sont pas vendues rapidement, il est prudent de refaire une exposition au soleil, 2 ou 3 heures chaque semaine.

Il s'agit donc, de la plantation à la vente, d'un travail assez délicat. Il n'en a pas moins suscité un remarquable engouement dans la Sangha occidentale, la région d'Ouessou étant restée beaucoup plus réticente. Dans le courant de l'année 1962, on estimait les surfaces plantées à 3.000 ha environ, dont 90% au moins se trouvaient dans les sous-préfectures de Souanké et de Sembé. Leur répartition sur le terrain correspond à celle de l'habitat, c'est-à-dire du réseau routier. C'est la région de Sembé qui regroupe le plus grand nombre de plantations ; elles deviennent assez denses à partir de Biéssié surtout, mais, en dehors des deux voies carrossables menant à Fort-Soufflay et à Souanké-Bellevue, elles se sont multipliées aussi le long de quelques pistes : Fort-Soufflay-Bolozo (avant l'établissement de la route), Sembé-Madjingo (sur les 20 premiers kilomètres) et Bellevue-Garabinzang. Il s'agit partout de petites plantations, dont les dimensions n'excèdent que rarement 1 ha, et qui ne font presque jamais appel à une main d'œuvre extra-familiale. Quelques propriétaires font cependant travailler les pygmées. Quelques-uns ont dépassé ce stade : commerçants musulmans résidant à Sembé, ou Bakouélés de la route de Fort-Soufflay, qui ont planté des superficies plus étendues ; mais le plus grand domaine mesure 8 ha seulement. Il n'existait qu'une seule plantation de dimensions supérieures, à Elogo, où le propriétaire de l'ancienne entreprise aurifère s'était « reconverti » au café et au cacao. Il possédait là 65 ha, et 30 ha à Bellevue. Mais son départ récent rend très incertain l'avenir du domaine.

Un grave danger menace cependant les cacaoyers : l'attaque par les capsides, qui ont fait depuis quelques années des progrès considérables. Cet insecte (*Sahlbergella singularia* Hag) pique les cabosses qui se tachent, s'abîment, et piquent également les tiges, qui finissent par se dessécher. Il n'est guère de plantations qui ne soient atteintes aujourd'hui, et l'on considère que le capital lui-même est en danger. La lutte contre les capsides se pratique par diffusion d'un brouillard insecticide, pulvérisé le matin de bonne heure par des appareils transportés à dos d'hommes. Ce travail se heurte à maintes difficultés ; le manque de personnel et de crédits d'abord, car il est jusqu'ici à la charge du Service de l'Agriculture, et non des producteurs ; la dispersion des plantations, qui ne forment pas des blocs homogènes de grande taille, mais se disposent un peu comme les cultures vivrières, en parcelles isolées, à travers la forêt ; la méfiance des planteurs : certains d'entre eux refusent d'indiquer l'emplacement de leurs cacaoyères qui, parasitées, créent de nouveaux foyers d'infection à partir desquels les capsides repartent à la conquête du terrain perdu ; certains facteurs locaux enfin, comme les ascendances d'air qui se produisent dans la matinée, et dispersent le brouillard artificiel qui devrait attaquer plus longtemps pour être efficace, ou l'insuffisance du couvert forestier, qui aide à la propagation des capsides. Trois équipes travaillent en permanence, mais cela est très insuffisant.

Plusieurs champignons attaquent également les plantations : *Phytophthora palmivora*, qui prend de l'importance sur les cacaoyers adultes, et provoque la pourriture brune ; *Fomes lignosus*, qui cause la verse de la plante ; *Armillaria mellea*, qui fait pourrir la racine et le collet. Il est à craindre que la production, dans les années à venir, ne progresse pas aussi vite que le ferait espérer le rythme de plantation, si même elle ne stagne pas . Or, une autre raison milite en faveur de cet arrêt de la progression ; le type même de l'agriculture pratiquée, en fonction du peuplement de la région. Cette dernière compte environ 16.000 habitants, soit, en tenant compte de la structure démographique, 4.400 adultes masculins (plus de 15 ans), qui se répartissent entre 3.500 familles. Si chacune d'entre elles entretient une plantation de type courant, force est bien de constater que la surface maximum mise en cacaoyers doit être comprise entre 3.000 et 3.500 ha : c'est ce que les recensements montrent actuellement, ou peu s'en faut. Mais le rendement moyen ne dépasse guère 350 kg/ha. Dans ces conditions, la production de cacao risque de plafonner à 1.200 tonnes, tant que les intéressés ne modifieront pas leurs méthodes de travail et leurs conceptions agricoles. Pour qu'elle arrive à dépasser ce chiffre, il faudrait qu'interviennent à la fois une modification sociale (développement d'un salariat supposant une certaine immigration de travailleurs), et une évolution de la mentalité, amenant le planteur à rechercher, par des soins plus attentifs et un travail plus soutenu, un rendement maximum (113). Mais cela surtout n'est pas l'œuvre de quelques mois. Pour l'instant, le paysan se contente d'obtenir, par le cacao, un revenu monétaire qui lui permet de satisfaire quelques désirs, sans exiger de lui un effort considérable. « Les planteurs de la Sangha sont plus des spéculateurs du cacao que des agriculteurs », écrit à ce propos le chef de secteur agricole intéressé, en 1962. On se trouve devant une forme de culture qui n'a pas encore modifié de façon profonde, ni le paysage, ni l'activité traditionnelle, et pas encore créé une véritable paysannerie. Nous verrons plus loin que les conditions de la commercialisation ne sont pas en mesure de précipiter une telle évolution.

(113) On estime que dans les conditions actuelles, le planteur consacre environ 200 heures de travail par ha et par an, soit moins de 40 minutes par jour ouvrable, à ses cacaoyères. En fait, il n'y passe une bonne partie de la journée qu'aux périodes de plantation et de récolte.

CHAPITRE X

VOIES DE COMMUNICATION ET TRANSPORTS

Les dimensions du Nord-Congo, sa position par rapport à Brazzaville - principal centre de consommation - et à Pointe-Noire, porte de sortie vers les marchés extérieurs, donnent aux voies de communication un rôle essentiel dans la vie économique régionale. De leur bon fonctionnement dépendent en effet l'évacuation des produits agricoles, et, par conséquent, leur achat aux producteurs ; ceux-ci n'étant disposés à poursuivre leurs efforts que s'ils sont assurés d'en retirer un profit régulier, le développement des cultures commerciales, l'augmentation du revenu monétaire, ne peuvent être envisagés que si le problème des transports est d'abord résolu.

I - L'INFRASTRUCTURE

La circulation des marchandises et des personnes dispose de trois réseaux inégalement développés et commodes : un réseau fluvial dont nous connaissons déjà les mailles serrées dans la plus grande partie de la plaine alluviale, un réseau routier beaucoup moins développé, exclusif dans le Sud-Ouest, mais concurrent du premier dans les régions centrales et nord-occidentales ; enfin, un réseau aérien assez léger, mis en place depuis peu, et qui ne joue qu'un rôle très limité dans l'économie du pays. Chacun d'eux a ses caractéristiques et ses difficultés propres, qui posent certains problèmes aux entreprises spécialisées.

A - LE RESEAU FLUVIAL.

La longueur navigable des différents cours d'eau effectivement utilisables - même de façon temporaire - s'élève à 4.470 km. Certains d'entre eux seulement sont exploités : la Léfini, l'Ibenga et la Motaba, ne font en effet l'objet d'aucune navigation régulière. Il reste environ 3.800 km sur lesquels les bateaux circulent au moins une partie de l'année.

De l'Oubangui à la Nkényi, le réseau hydrographique dessine un vaste éventail qui, la partie méridionale mise à part, draine très largement le Nord-Congo. L'étude faite précédemment a montré quelle était l'influence du climat et des sols sur le régime des rivières.

On a remarqué, en particulier, que les maigres de saison sèche (absolue ou relative) interrompaient le trafic, sauf sur l'Alima, la Nkéné et la Léfini, toutes trois régulières. La Likouala-Mossaka et le Kouyou, qui connaissent des basses-eaux accentuées, ne sont ainsi praticables que 8 à 9 mois par an, de septembre-octobre à mai-juin. En outre, le minimum secondaire, qui se déplace selon les années, provoque des interruptions entre janvier et mars. La Sangha et son affluent principal, le Dja, connaissent des périodes où la profondeur est assez faible; cependant un balisage précis, mis en place par le Service des Voies Navigables, permet aux bateaux, moyennant quelques précautions, de passer toute l'année avec un tirant d'eau de 0,80m. Par contre, le bief Bolofo-Fort-Soufflay (54 km) n'est accessible que pendant 8 mois $\frac{1}{2}$ (mai-décembre), à cause des barres rocheuses déjà signalées. Encore la navigation ne peut-elle y être permanente: le Dja a des crues brutales, suivies de décrues très rapides, qu'il est assez difficile de prévoir: des interruptions momentanées se produisent donc, à intervalles réguliers. La Likouala-aux-Herbes n'a qu'une profondeur moyenne assez faible, qui ne dépasse pas 0,60 m à 0,80 m en basses-eaux. En outre, des herbes envahissent son lit, et seules, des pirogues peuvent alors se glisser dans les chenaux étroits qui serpentent au milieu d'une véritable prairie aquatique. La période utilisable dépend du matériel employé: les grosses barges de 100 tonnes ne peuvent circuler plus de 3 à 4 mois par an; les petites embarcations de 20 tonnes remontent jusqu'à Epéna pendant 8 mois. Quant à l'Ibenga et à la Motaba, elles peuvent être parcourues en permanence, mais surtout par des pinasses.

Le Congo et l'Oubangui présentent des avantages plus sérieux. Le fleuve n'a jamais offert d'obstacles en ce qui concerne le tirant d'eau; par contre, l'Oubangui a des basses eaux très accentuées, qui, pendant longtemps, ont constitué avec le seuil de Zinga (situé en République Centrafricaine), un obstacle à la navigation permanente et de bout en bout entre Brazzaville et Bangui. Cette situation, et les inconvénients qu'elle présente, ont été exposés dans un travail antérieur (114). Nous nous contenterons de souligner ici ses caractères essentiels. Le but des aménagements est d'assurer la circulation de convois comportant des barges de 600 tonnes, tant de jour que de nuit, en tenant compte de leur rayon de giration, et du maintien d'un pied-pilote minimum de 30 cm. Il est donc nécessaire de surveiller les modifications incessantes du chenal navigable, dans son dessin comme dans sa profondeur. Ce sont les bancs de sable qui constituent le danger le plus sérieux, parce qu'ils évoluent sans arrêt, changent de forme et se déplacent de 100 à 200 mètres par an (115). Il est donc nécessaire de procéder à deux séries de travaux: la recherche et le dragage du chenal navigable; le balisage de ce chenal. Une brigade de balisage travaille en permanence de novembre à juillet; elle joue un rôle capital. Une reconnaissance préliminaire permet de repérer les seuils à draguer, aussi bien dans les bras principaux que dans les bras secondaires «susceptibles d'offrir un passage plus intéressant, soit parce qu'il permettrait un meilleur tracé du chenal, soit parce qu'il réduirait les frais de dragage et d'entretien (...). L'allure de la décrue, la vitesse du courant, sa direction, le débit, l'orientation du bras ou du chenal étudié, et un sens exercé pour estimer sans perdre de temps le rôle que ces différents facteurs vont jouer dans l'évolution des lieux au cours des semaines à venir, doivent permettre, dans chaque cas, sur plus

(114) VENNETIER Pierre - Navigation intérieure en Afrique Noire. Le réseau français Congo-Oubangui. Les Cahiers d'Outre-Mer, Bordeaux 1959, tome XI, p. 321-348, 6 cartes et croquis, 2 planches photog.

(115) Au cours d'une même campagne de basses-eaux menée sur la Sangha, on a pu constater que 60% des bouées de balisage, posées à un premier passage, ont dû être déplacées deux mois après, pour tenir compte de la migration des bancs de sable. Ceci donne une idée de l'instabilité du lit de ces cours d'eau.

de 400 km, de décider de la solution à retenir» (116). Au cours des dernières années, le balisage par signaux de rives a été renforcé au détriment du balisage flottant, parce que celui-ci est souvent masqué par la végétation dérivante, et déplacé par les convois. Il a été également rendu lumineux, par application sur les bouées et les signaux, de placards réfléchissants «scotchlite» qui apparaissent dans la lumière des projecteurs. Il n'en reste pas moins que chaque année, doivent être mises en place des bouées de basses eaux, dont le nombre varie en fonction de l'étiage : il y en avait 400 en 1960-61 entre Bangui et Mobenzélé; nombre d'entre elles sont retirées à la fin de la campagne. Rappelons à ce propos les dégâts causés par les radeaux de bois descendant au fil de l'eau, dont les occupants n'hésitent pas à couler les bouées qui se sont prises dans les filins.

Le dragage des seuils sableux et l'entretien d'un chenal de plus grande profondeur, a pour but d'assurer aux convois 1 m de tirant d'eau par rapport à l'étiage moyen. On a cherché à savoir ce qu'exigerait une sorte de canalisation définitive de l'Oubangui, par creusement d'une souille profonde permanente à travers les principaux seuils : 8.000.000 m³ à déplacer, soit 10 années de travail pour deux dragues fonctionnant 18 heures par jour ... Au demeurant, rien ne prouve que les choses resteraient ensuite en l'état. On se contente donc de travaux plus modestes, financièrement acceptables. Le baliseur indique les seuils à draguer, et le matériel est mis en place en décembre. Les opérations commencent aussitôt : «Les seuils les plus inquiétants sont dragués une première fois à la cote 0,70 m au-dessous de l'étiage moyen, puis, après dragage des autres seuils, sont repris pour être amenés à la cote - 1 m. Cela permet de réduire, en un temps relativement court, l'ensemble des obstacles qui s'opposeraient à la navigation. Mais en outre, elle permet à l'auto-dragage de jouer son rôle et de dégager le seuil naturellement, soulageant d'autant l'entreprise» (117). C'est ainsi que depuis 1952 jusqu'en 1959, 450.000 m³ ont été extraits, dont une partie a été utilisée pour gagner du terrain sur les rives marécageuses, à Bangui et à Mossaka notamment. Mais 20 à 25 seuils doivent être repris chaque année, sur une quarantaine reconnus. L'augmentation progressive des moyens de travail a permis de porter le cubage dragué à 200.000 m³ pour la seule campagne 1960-61, soit 7.000 m de chenaux, les plus importants étant ceux de Boubangui (km 40 : 85 m), de Longo (km 86, 89, 90 : 500 m en tout), de Bobourou (km 239 : 200 m), de Dongou aval et amont (km 363 et 367 : 410 m), de Bati (km 422 et 432 : 750 m).

Les rivières de plus petites dimensions présentent d'autres obstacles : l'évolution des méandres, et l'encombrement du lit par des arbres morts (snags). Lorsque les méandres dessinent une courbure très accentuée, il arrive un moment où le courant n'y a plus une capacité de transport suffisante; un ensablement se produit, tandis que la rivière, à la faveur de ses crues tente de se frayer un passage direct à la base du pédoncule de terre ferme. Pendant un certain temps, il n'est plus possible de passer par le chenal habituel, tandis que le nouveau n'est pas encore praticable. Le travail des spécialistes consiste donc à anticiper sur l'évolution normale, en recoupant d'office les méandres les plus avancés. De telles opérations ont été menées à bien, sur l'Alima par exemple (km 282, 204), mais une vingtaine de boucles restent à aménager, parce qu'elles n'offrent pas un rayon de courbure adapté au

(116) Service des Voies Navigables - la campagne 1960-61 - Rapport ronéoté p. 5.

(117) Service des Voies Navigables - la campagne 1960-61 les dragages p. 5

matériel qui circule habituellement sur la rivière. Quant au «desnagage», il est à reprendre périodiquement, les tornades étant toujours susceptibles d'abattre de nouveaux arbres dans le cours d'eau.

Le problème de la jacinthe d'eau n'est pas moins sérieux. C'est en 1954 que la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes* Holms), imprudemment introduite dans le Haut-Congo comme plante d'ornement, fit son apparition sur le fleuve. Douée d'un pouvoir de reproduction incroyable, elle a envahi très vite le Congo et certains de ses affluents. Nous écrivions en 1959 : «Accrochées aux rives, obstruant les chenaux, submergeant les bouées, se prenant dans les hélices, s'entassant sous les coques, les jacinthes sont devenues un fléau majeur, et les services fluviaux doivent déployer des efforts considérables, et utiliser des sommes importantes, dans la lutte contre cette invasion» (118). L'impossibilité de purger entièrement le réseau navigable est très vite apparue; du moins pouvait-on essayer de limiter l'extension. De très sévères mesures furent prises par les autorités belges et françaises : lutte par pulvérisation de produits chimiques, nettoyage des coques en certains points du réseau ... etc. Elles ont été abandonnées sur la rive gauche depuis 1960 (Indépendance du Congo-Léopoldville). Sur la rive droite, les efforts ont porté sur l'Oubangui, mais les moyens matériels et financiers, trop modestes, se sont avérés insuffisants, et la situation actuelle est très sérieuse.

Il semble que la jacinthe ne survive pas dans les eaux acides (pH inférieur à 4,2) ceci expliquerait qu'elle n'a jamais envahi certaines rivières comme l'Alima, la Nkényi et la Léfini, de même que les cours d'eau aux eaux noires : la Likouala-aux-Herbes, l'Ibenga, la Motaba. Par contre, la Sangha et la Likouala-Mossaka ont été infestées sur une assez grande distance. Sur l'Oubangui, l'abandon des mesures de contrôle permet aux jacinthes de remonter, grâce aux bateaux, au moins jusqu'à Bangui. Des banquettes végétales continues se développent sur les rives et dans les bras peu profonds où le courant est faible, d'où les tornades détachent des îlots, très denses sur le Congo, qui descendent au fil de l'eau. Ces îlots constituent par endroits un véritable tapis, et ne peuvent être évités par les bateaux qui en subissent les conséquences : poids supplémentaire, freinage à l'avancement, encombrement des hélices et des roues à aube. Les convois perdent jusqu'à 20% de leur puissance, prennent du retard parce qu'ils doivent s'arrêter pour enlever les jacinthes. Une augmentation sensible des frais d'exploitation en résulte, et par conséquent, une hausse du coût du transport. Il existe enfin un risque permanent de détérioration par les troncs flottants dissimulés dans les nappes de jacinthes. Il est douteux que ce problème puisse maintenant être jamais résolu : il faudra sans doute se contenter de maintenir, tant bien que mal, la situation actuelle.

Les cours d'eau, dans le Nord-Congo, sont donc loin d'être toujours de belles voies de passage. La circulation n'y est possible qu'au prix d'un entretien permanent, et grâce à un matériel et une technique adaptés aux conditions naturelles. Cependant, le réseau fluvial est insuffisant pour assurer la desserte de toutes les régions. Il a donc fallu un réseau routier, dont il nous reste à voir maintenant les caractéristiques essentielles.

B - LE RESEAU ROUTIER.

Le réseau routier comprend deux parties assez nettement distinctes (carte h.t n° 1) : un grand axe Nord-Sud, ancienne voie fédérale, qui joint Brazzaville à Ouesso, par Gamboma,

(118) Vennetier Pierre - Navigation intérieure - p 326

Fort-Rousset et Makoua ; une série de bretelles latérales qui s'en détachent, et qui desservent des chefs-lieux ou des centres extra-coutumiers situés surtout dans la partie occidentale du pays : Ngo-Djambala-Lékana, Gamboma-Okoyo-Ewo, Makoua-Kellé, Ouessou-Sembé-Souanké, en sont les principales. La répartition est très inégale, puisque la Likouala toute entière et une partie de la Sangha se trouvent presque totalement dépourvues de routes, si l'on excepte trois pistes en mauvais état et utilisables temporairement, lorsque ce n'est pas sur une portion seulement de leur parcours : Pikounda-Mokouango-Ekouamou, Impfondo-Epéna (la partie médiane est inexistante), Impfondo-Dongou. Les liaisons avec les réseaux des Etats voisins sont très défectueuses et ne sont effectives qu'en un seul point : par Etoumbi-Lébango, on peut gagner le Gabon et Mékambo, dans des conditions assez difficiles. Mais la route Okoyo-Lékéti, vers Okondja et Franceville, est impraticable depuis deux ans au moins, même pour des véhicules tout-terrain. Quant à la route Souanké-Bellevue et au-delà, elle disparaît dans la végétation, et se transforme très vite en une piste à peine visible, qui serpente de part et d'autre de la frontière avant de se terminer en cul-de-sac.

Le réseau des routes principales et secondaires, théoriquement praticables toute l'année (119), se développe sur environ 3.000 km. A ce total, il importerait d'ajouter des pistes de desserte, dont le non-classement officiel ne signifie pas pour autant qu'elles sont mauvaises. Certaines d'entre elles, dont l'intérêt économique est indiscutable, sont souvent meilleures que les autres, parce que tracées sur l'herbe, qui résiste au passage des véhicules, et limite l'érosion. Dans cette catégorie, nous placerons la piste de Boulankio et Oka, au Sud-Ouest du plateau de Mbé, celle de Nambouli, sur le plateau de Nsah. Elles acquièrent une certaine densité, dans les régions où la collecte des produits agricoles est organisé autour d'un centre : région de Gamboma-Etoro, région de Makoua, région de Kellé.

L'établissement même des voies routières, leur entretien et la circulation des véhicules, se heurtent à divers obstacles, expliquant en partie les difficultés et la cherté des transports terrestres. La nature du sol a empêché jusqu'ici l'établissement de voies solides, dont le revêtement aurait été déposé sur un tapis de pierres (blocage); dans toute la zone des sables Batéké, il est impossible de trouver le moindre caillou : les horizons de grès durcis sont suffisamment homogènes pour donner des corniches, mais ils se désagrègent au moindre choc, et sont, à cause de cela, inutilisables. Il en est de même dans la plaine alluviale, où les seules roches résistantes sont les blocs de cuirasses latéritiques qui affleurent le long de certaines berges. Ouvrir une route consiste donc à racler le sol à l'aide d'un bulldozer, puis, à passer la profileuse pour niveler la surface de roulement, et à creuser de part et d'autre un léger fossé qui facilitera l'écoulement des eaux de pluie. Cependant, la circulation de véhicules lourds et semi-lourds crée rapidement des trous et des sillons, tandis qu'apparaît la «tôle ondulée» caractéristique des pistes tropicales. Périodiquement, il faut donc faire intervenir la niveleuse mécanique, qui rétablit un profil transversal correct. Après quelques années, la route se trouve encaissée entre deux talus de sable envahis par la végétation. L'écoulement est alors rendu plus difficile, et la chaussée, après chaque tornade, est transformée en un chapelet de mares plus ou moins étendues et profondes. En pareil cas, les véhicules se fraient

(119) Mais «avec plus ou moins de difficultés en hivernage : 15 Octobre-15 Mai approximativement» dit la légende de la carte routière (carte routière du Congo et du Gabon) publiée par l'Institut Géographique National, en Juin 1962.

un passage à travers la savane, en faisant attention aux souches et à certaines termitières peu élevées, qui risquent d'endommager les châssis. La dérivation ainsi créée est suivie jusqu'à ce qu'elle devienne à son tour impraticable, et soit abandonnée pour une autre. Des dizaines de voies de dégagement se dessinent ainsi peu à peu. En 1962, le parcours Inoni-la Léfini se faisait à peu près entièrement hors de la route (17 km). Il en était de même entre Etsouali et Ngo (50 km). Avant le goudronnage de la sortie Nord de Brazzaville (1962) on montait au km 45 en coupant et recoupant maintes fois l'itinéraire normal. Il est évident que les voitures de tourisme sont pratiquement exclues de ces parcours.

Il n'est certes pas impossible d'améliorer les pistes carrossables de façon définitive : le trajet Brazzaville - km 45 a été goudronné ; le passage de la Léfini est en passe de l'être. Mais le coût de ces réalisations est énorme : il faut souvent retracer la route, refaire la plate-forme et ses abords, cimenter les fossés latéraux, et étendre, avant de bitumer, une couche compacte de terre et de sable. Le prix de revient du km varie entre 5 et 10 millions de francs ; bien entendu, ni le budget national, ni les budgets locaux, ne peuvent supporter de telles charges financières, et tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent a fait appel à des crédits extérieurs (Fonds d'Aide et de Coopération, Fonds Européen ou FEDOM) (120).

C'est un autre obstacle que celui des loussékés. Nous avons vu qu'il s'agissait de zones parfois étendues de sable blanc très lessivé. Lorsqu'une route les traverse, le sable devient rapidement pulvérulent, et prend l'aspect et la consistance du talc. Les roues n'ont aucune prise dans cette poudre impalpable quand elle est sèche, et qui offre une forte résistance à l'avancement. Les deux solutions à employer sont à l'opposé l'une de l'autre : ou bien il faut prendre beaucoup d'élan, et s'efforcer de passer très vite, ou bien il faut s'arrêter avant la zone critique, et la franchir à 2 km/h en utilisant à la fois le réducteur (crabotage) et les deux ponts-moteurs. Le paillage de la route facilite un peu la circulation, mais il doit être refait souvent.

Les régions schisteuses et granitiques du Nord-Ouest offrent des conditions différentes. C'est d'abord la densité des vallées étroites et profondes, donnant à la route des pentes très raides (25 à 30 degrés parfois), qui n'en sont pas moins sinueuses. C'est ensuite et surtout un revêtement argileux qui transforme la chaussée en patinoire après chaque pluie, et pour une période d'autant plus longue qu'une voûte de feuillage empêche la route de sécher rapidement. Les roches doléritiques se décomposent également en une argile qui, pour être d'une belle couleur rouge, n'en est pas moins dangereuse. Les épaves des véhicules qu'on aperçoit de place en place, sont un témoignage des difficultés de la circulation.

A cette liste peu encourageante, il convient pourtant d'ajouter encore les ponts et remblais, souci permanent des transporteurs et des autorités préfectorales. Les premiers sont, sur certains itinéraires, d'une densité incroyable : une trentaine sur 2 km, près du bac d'Osselé (route Gamboma-Okoyo), 27 sur 3 km entre la Como et l'Alima (route Gamboma-Fort-Rousset). Les sous-préfectures les plus favorisées en ont quelques dizaines à entretenir, les autres 150 à 200. Sauf quelques cas de ponts en dur (béton ou poutrelles métalliques) sur des rivières moyennes, tous les autres sont en bois, et de taille réduite ; le tablier est constitué,

(120) Ainsi, le coût de réfection du « remblai » de Fort-Rousset, qui mesure 55 km, dépasse 350.000.000 F.

soit par des madriers, soit, cas général, par des billes de bois à peine équarries, posées, dans le sens de la route, les unes à côté des autres, sans que les approches en soient très soignées. Ces poutres pourrissent rapidement sous la pluie, s'effondrent au passage des camions, sont emportées par les crues. Assez souvent, les ponts ne comportent que deux bandes de roulements étroites, où il n'est guère encourageant de s'engager, quand il ne faut pas les déplacer pour les mettre à l'écartement du véhicule ...

Quant aux remblais, ce sont des passages à travers les zones marécageuses, aménagés en surélévation. Quelques-uns ont acquis une réputation peu flatteuse, par exemple, celui qui conduit d'Obouya à Fort-Rousset. Etabli sur une base de fascines recouvertes de terre, il a été construit grâce aux prestations de travail de la population. Le croisement y est presque impossible, et la chaussée, sableuse et très dégradée, ne permet pas de dépasser une vitesse de 15 à 20 km/h, mais du moins est-elle toujours au-dessus de la nappe d'eau. Ce n'est pas le cas général, il s'en faut de beaucoup. Entre Makoua et Etoumbi, entre Fort-Rousset et Ewo, entre Inkouélé et l'Alima, entre Boundji et Obouya, ils sont nombreux à n'être aménagés que sommairement : ou bien la piste est simplement isolée par deux fossés mais elle est tout de même inondée une partie de l'année ; ou bien elle est consolidée par des rondins posés transversalement les uns à côté des autres, et qui se disjoignent rapidement. C'est par excellence le lieu d'enlissement des véhicules, d'où l'on ne sort qu'après des heures, sinon deux ou trois jours d'efforts.

Les passages accidentés sont parfois aussi le théâtre de ravinelements violents, dont les plus spectaculaires peuvent se voir sur l'itinéraire Gamboma-Okoyo-Etoumbi. Dans les sections en pente, des rigoles se creusent qui atteignent très vite 30 cm de profondeur, et serpentent d'un côté à l'autre de la route. Lorsqu'il n'est pas possible de «dégager latéralement» il faut combler les trous ou rebrousser chemin. C'est ainsi qu'en 1960-61, la route Ewo-Okélatoka-Palabaka a été totalement abandonnée au profit du trajet Ewo-Ntsama-Tcherré, moins dégradé. Encore existe-t-il là un itinéraire de remplacement à peine plus long, mais ce n'est pas toujours le cas.

Enfin, les bacs, sans être vraiment des obstacles, constituent cependant une des faiblesses du réseau. Aucun des grands cours d'eau n'étant franchi par un pont, les véhicules doivent donc passer par l'intermédiaire d'un bac. On en compte 12 sur le réseau du Nord (121). Il s'agit de bacs dérivants, qui utilisent seulement la force du courant, en se plaçant par le travers à 45°, dans un sens ou dans l'autre. Ils sont retenus par un câble tendu entre les rives et sur lequel roule une poulie. La vitesse de la traversée dépend donc de celle du courant, parfois très peu sensible à proximité des berges, et il faut alors terminer la traversée à la gaffe. Le temps de franchissement par bac dépend évidemment de la largeur des cours d'eau (200 à 300 m dans le cas de l'Alima, à Okoyo ou à Tsokia); mais elle est aussi fonction du hasard (présence ou absence des passeurs, qui, parfois, n'habitent pas sur place, position du bac sur la rive ou sur l'autre), et du zèle des employés qui ne se pressent pas toujours. Il peut donc s'écouler entre arrivée et départ du véhicule, de 15 à 45 minutes ; cela ne contribue pas à relever les moyennes réalisées.

(121) En voici la liste : Boembé sur la Léfini, Gamboma sur la Nkéné, Tsokia sur la Como et sur l'Alima, (2 bacs) Mingo et Osselé sur la Mpama, Okoyo sur la haute-Alima, Fort-Rousset sur le Kouyou, Etoumbi et Makoua sur la Likouala, Yengo sur la Mambili, et celui de Koudou entre Fort-Soufflay et Bolozo (cf. carte h.t. n° 1).

Les divers obstacles énumérés ici expliquent les caractères des transports routiers : lenteur, irrégularité, cherté. Il faut au moins une semaine à un camion pour faire les 530 km qui séparent Brazzaville de Makoua, même s'il n'est victime d'aucun incident mécanique. La ligne Brazzaville-Ouessou est rarement parcourue de bout en bout (770 km) sauf en saison sèche. La fin de la période des pluies correspond au maximum de dégradation des pistes ; au début de mai 1963, 17 véhicules lourds se trouvaient immobilisés entre Gamboma et Fort-Rousset, et le plus rapide d'entre eux a mis 12 jours pour parcourir les 200 km du trajet (122).

Enfin, certains tronçons peuvent être considérés comme dangereux, et interdits par une « barrière de pluie » ; il faut alors emprunter un autre itinéraire, parfois beaucoup plus long ; ainsi, lorsque le remblai de Fort-Rousset est impraticable, le détour par Boundji signifie un allongement de parcours de 155 km ... Dans ces conditions, un véhicule semi-lourd ne peut guère dépasser une moyenne de 35 km/h ; un véhicule lourd, une moyenne de 25 km/h. Ces chiffres n'ont d'ailleurs pas grande signification : il ne peut pas y avoir d'horaire régulier : on arrive quand on peut. Faut-il ajouter que, soumis à ce régime, le matériel roulant s'use très vite ? Des pièces essentielles sont à remplacer au bout d'un an, sinon avant, et l'amortissement doit être calculé sur une courte période (2 ans au plus dans la Sangha). On s'explique dès lors que les prix pratiqués soient aussi élevés - 30 à 35 francs la tonne-kilomètre - rendant très onéreux le transport des marchandises lourdes, comme le ciment et les matériaux de construction.

C - LE RESEAU AERIEN.

Le développement du réseau aérien est une chose récente. Pendant assez longtemps, seule Ouessou a été reliée à Brazzaville, en tant qu'escale de la ligne de Bangui. Peu à peu se sont ajoutés quelques aérodromes accessibles à des avions type DC.3 : Djambala, Gamboma, Makoua. Depuis 1961, presque tous les chefs-lieux de sous-préfectures se sont efforcés d'obtenir les crédits nécessaires à l'établissement d'un terrain qui puisse servir au moins aux évacuations sanitaires par des avions à décollage sur courte distance, tels que le « Broussard ». Sont réalisés de cette façon au début de 1963, ceux de Fort-Rousset, Abala, Boundji, Ewo, Kellé, Impfondo. Celui de Souanké est en cours d'établissement, ainsi que celui d'Epéna. Le terrain de Loukoléla, commencé plus tardivement est cependant plus avancé : une piste y a d'ailleurs fonctionné autrefois. Des projets existent pour Dongou et Sembé.

L'infrastructure est en général très sommaire. Ouessou dispose d'une piste en latérite compactée (1.700 m x 30 m), et d'une petite aérogare. Un radio-phare permet le guidage des avions en vol. Tous les autres points n'ont que des pistes plantées de paspalum (bandes gazonnées), ou simplement de terre roulée. Deux radio-balises fonctionnent à Djambala et Makoua, qui peuvent recevoir des DC.4 (40 tonnes), grâce à une portance et une longueur suffisantes (1.700 m). A Impfondo, le terrain n'est pas toujours praticable : des pluies violentes peuvent empêcher l'atterrissage ou le décollage ; des travaux d'allongement avec dégagement des approches sont prévus.

(122) La route n'est pas mauvaise de bout en bout : ce sont toujours des passages de quelques dizaines de m. à quelques km, qui présentent les plus gros inconvénients. Il faut souvent plusieurs heures pour les franchir, en plaçant sous les roues des branches coupées, des plaques d'envol, en utilisant le tire-fort, en se faisant pousser : une progression de 500 m en une journée n'est pas chose rare. Nous avons mis une fois 4 heures pour avancer de 80 mètres.

L'exploitation du réseau intérieur, après avoir été le fait de deux Compagnies AIR FRANCE et U.A.T., est désormais confiée à une Société d'Economie Mixte : AIR-CONGO. La fréquence des liaisons, assurées par des appareils DC 3 ou Héron, est moins grande que vers le Sud-Ouest où l'économie est plus développée. Horaires et parcours sont fréquemment modifiés. C'est Ouessou qui est l'aérodrome le plus fréquenté, avec 5 liaisons hebdomadaires. Makoua vient ensuite, grâce à son rôle d'escale sur la ligne Brazzaville-Ouessou; Impfondo, Fort-Rousset, Gamboma, Djambala, voient se poser un avion civil par semaine. L'Armée de l'Air assure également quelques liaisons et parfois des parachutages de courrier. Le trafic est mince, la cherté de ce moyen de transport et sa faible capacité en limitant l'emploi. En direction des aérodromes de brousse partent des vivres frais, des colis postaux, des journaux, des pièces de rechange urgentes; le frêt de retour régulier est insignifiant. Les passagers se recrutent surtout parmi les fonctionnaires, techniciens, personnages officiels en mission d'inspection ou d'information, etc... En tout, 2.000 personnes et quelques centaines de tonnes par an pour tout le Nord-Congo. Une population peu nombreuse, une activité économique réduite, ne peuvent soutenir un trafic important. Mais l'arrivée de l'avion hebdomadaire reste, dans nombre de petits postes, une sorte d'événement qui rompt la monotonie des jours.

II - L'ACTIVITE DES TRANSPORTS TERRESTRES ET FLUVIAUX

Le volume de production étant assez limité, celui des transports l'est également; c'est par milliers de tonnes seulement qu'il faut compter. Mais voie routière et voie d'eau ont des zones d'influence assez nettement séparées : et tandis que les statistiques ont toujours existé en ce qui concerne le trafic fluvial, c'est seulement en 1960-61 qu'une enquête a permis de jeter quelque lumière, sur celui que supportent les routes et les pistes.

A LES TRANSPORTS ROUTIERS

1) Le trafic

Les caractéristiques du réseau routier expliquent les difficultés auxquelles se heurtent les entreprises de transport, du fait des conditions physiques médiocres. Mais elles en éprouvent d'autres, qui proviennent davantage de facteurs économiques et humains.

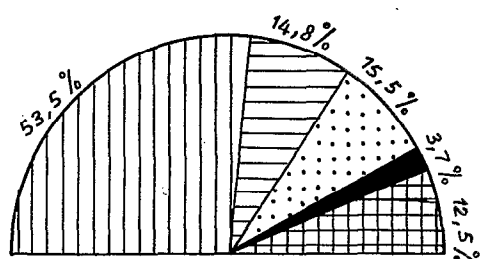
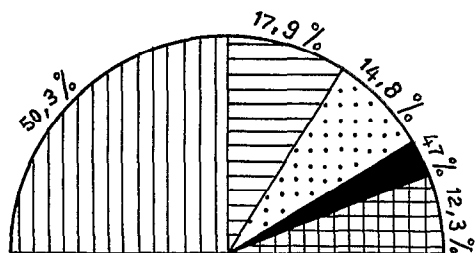
Il convient d'abord de distinguer deux domaines, les transports à moyenne et grande distance, dont le point de départ et d'arrivée est surtout Brazzaville, et les activités de collecte de produits, qui se pratiquent dans un rayon plus ou moins étendu autour de certains centres, et en particulier de la capitale.

La présence, dans les chefs-lieux de brousse, d'un certain nombre de consommateurs non producteurs de denrées vivrières, et la médiocrité générale des marchés traditionnels, obligent l'administration à prévoir le ravitaillement d'une partie de la population. L'achat de manioc dans la zone périphérique, son ramassage et son transport, sont plus souvent à la charge des C.C.R. (Centres de Coopération Rurale), et ceux-ci y joignent les bananes, les arachides, etc... Les tonnages concernés sont assez réduits : à Makoua par exemple, quelques dizaines de tonnes pour l'année entière, et la région intéressée ne s'étend pas au-delà d'un rayon de 40 km. Plus important est le trafic que fait naître la présence d'une huilerie, surtout lorsque celle-ci ne fonctionne qu'à l'aide des apports extérieurs. C'est encore le cas à Makoua (huilerie C.F.H.B.C.), mais aussi à Etoro, où le camion collecte les régimes et les touques de

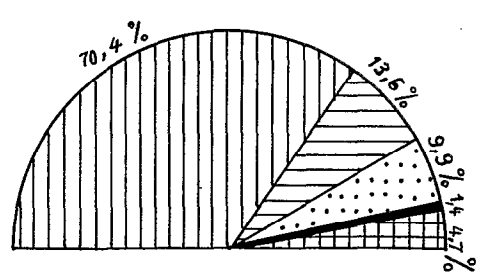
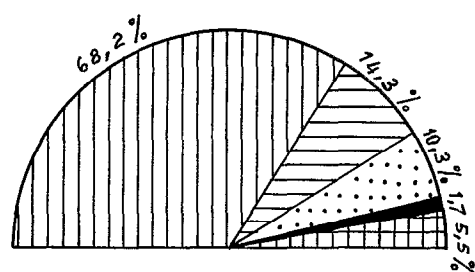
fruits dans les villages environnants pour alimenter l'usine. Ce sont alors au moins plusieurs centaines de tonnes qui sont ramassées. A Etoumbi, la situation est un peu différente ; les camions de la plantation font fréquemment la navette entre Etoumbi et Angomon (25km), où se trouve une ancienne palmeraie. Ils vont aussi sur les routes de Palabaka à Ewo, et d'Etoumbi à Kellé : transport de palmistes, ravitaillement des ouvriers, achat de tuiles de bambou, etc... Activité du même genre encore, celle qui se développe autour d'Odouka, principal centre d'achat des palmistes que la population vient offrir sur les marchés périodiques de la région, et qui sont stockés là avant leur expédition par l'Alima. Il en est de même à Gamboma, d'où les palmistes partent par la Nkéné. Enfin, rappelons ici le ramassage du tabac auprès des producteurs, en vue du conditionnement dans les centres de Lagué, Ngo et Gamboma.

La circulation dans la zone cacaoyère relève d'un phénomène économique du même ordre. La production des villages est rassemblée dans un certain nombre de hangars de stockage, le long des trois routes qui traversent la région. De là, elle est transportée vers Fort-Soufflay (pour y être évacuée via Ouesso et Brazzaville vers Pointe-Noire), ou bien vers Ouesso directement. Le rythme du trafic dépend donc des périodes de commercialisation (4 marchés annuels, dont le plus important se place en décembre), et des possibilités de roulage ou de navigation qui sont en relation avec l'état des routes d'une part, le niveau des eaux de l'autre. Entre Souanké-Sembé et Fort-Soufflay, ce trafic comporte deux pointes marquées : novembre-décembre et mai-juin, période qui précède la montée des convois fluviaux. En direction d'Ouesso, par voie routière, le trafic est plus régulier : une poussée en janvier correspond au transport des tonnages qui n'ont pu être embarqués à Fort-Soufflay. Ainsi le cacao occupe une place de choix à la descente. Dans l'autre sens, le frêt est destiné surtout au ravitaillement des boutiques qu'ont ouvertes deux commerçants privés et la C.F.H.B.C. Ceux-ci possèdent des camions qui circulent entre les points de vente, et en assurent l'approvisionnement, soit à partir d'Ouesso, soit à partir de Fort-Soufflay. Par catégories de marchandises, ce sont les boissons qui viennent en tête (bière, et plus encore vin rouge) suivies par les carburants et les matériaux de construction (ciment, chevrons...). Le parc automobile est assez réduit ; si l'on met à part quelques véhicules de tournée venus du Sud pour des visites épisodiques, ce sont toujours les mêmes camions et les mêmes pick-up qu'on voit passer ; ceux des commerçants, ceux des C.C.R. et des Services Officiels, ceux des Missions religieuses, soit deux douzaines en tout. La rotation du matériel, et partant son usure, sont très rapides. Dans un rapport de 1957, le Préfet de la Sangha estimait à 2 campagnes cacaoyères au maximum la durée d'un camion, lorsqu'il ne lui arrivait aucun accident, chose extrêmement rare... La circulation reste modeste dans l'ensemble ; les contrôles effectués permettent de fixer à 4 ou 5 par jour, en moyenne, le nombre de véhicules en mouvement : un ou deux sur chaque portion du réseau. Il n'est donc pas étonnant que les tonnages varient, selon les tronçons, entre 300 et 800 tonnes par an dans chaque sens.

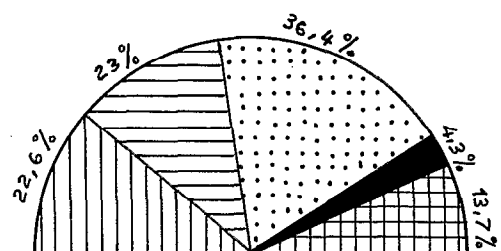
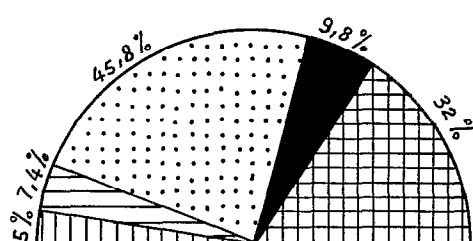
Entre la zone cacaoyère et le reste du pays, il existe une véritable lacune dans la trame générale du trafic routier (Carte h.t. n° 11). La route Ouesso-Makoua ne voit passer qu'un seul véhicule dans chaque sens tous les 3 jours ! Ceci est dû à la fois à la concurrence exercée par la Sangha - qui n'a aucune peine à l'emporter sur une très mauvaise piste (au moins dans sa partie forestière) - et à l'absence de production régionale. Quelques dizaines de kg de palmistes sont ramassés sur la route, entre Ouesso et Liouesso. La production des plantations de Mokouka, Attention, La Lengoué est également évacuée vers Ouesso. Mais le reste du pays est plutôt abandonné à lui-même. Les villages installés sur la route entre la Bokiba et la



A Passagers



B Véhicules



C Marchandises

I - Sens Sud-Nord

II - Sens Nord-Sud



Entre Brazzaville et le km 45



Entre B/ville et Abala-Ewo



Entre le km 45 et la Léfini



Entre B/ville et Kellé-Ouessou



Entre la Léfini et la Nkéné

Mambili ont fait récemment de petites plantations de cacao qui ne sont pas encore en production. En fait, les camions qui passent par là appartiennent surtout à un commerçant d'Ouessou qui possède des boutiques à Makoua et Fort-Rousset, ou encore à un ou deux transporteurs brazzavillois qui se risquent jusqu'ici pendant la saison moins humide. La carte générale montre combien les tonnages déplacés sont insignifiants.

La zone de ravitaillement de Brazzaville s'étend assez loin, tant sont élevés les besoins de la capitale, dont la population n'a fait que croître. Il est peu de camions venant du Nord qui ne ramènent, outre des passagers, un certain tonnage de produits vivriers. Cependant, le départ est facile à faire entre les véhicules qui font vraiment du transport dans les deux sens, et ceux qui partent à vide - ou seulement avec des passagers - et reviennent chargés de manioc, de fruits, etc... Les premiers vont parfois très loin, les autres ne dépassent pas 250 km.

L'analyse du trafic enregistré (croquis n° 58) amène à distinguer deux zones : la retombée du plateau de Mbé, qui commence au village de Dibou (km 45) où se tient un marché actif; le plateau lui-même et la partie méridionale du plateau de Nsah. La première est une région au relief très fouillé, encore partiellement boisée. Peu de villages sont ici bâtis le long de la route, mais de nombreux hameaux se dispersent dans le bassin de la Djili : Goma Jean-Baptiste, Tsaba, Mpika... Les transporteurs de Brazzaville font de fréquents voyages pour s'y procurer des denrées vivrières : manioc, sous forme de tchikouangue (bâtons) ou de fougou (farine), patates douces, fruits divers, brèdes (extrémités supérieures des plants de manioc) ou «ntoba», ou du bois de chauffe. On constate sans étonnement un fort déséquilibre entre montée et descente : 60 t. vers le Nord, 860 t. vers le Sud, dont 550 t. de vivres et 250 t. de bois. Par contre, le nombre de passagers à l'aller est assez élevé, parce que beaucoup de citadins vont se ravitailler directement sur le marché du km 45, d'où ils rapportent d'ailleurs un petit stock dépassant leurs besoins, et qui fera l'objet d'un commerce individuel.

Les plateaux de Mbé et de Nsah, dont nous savons combien ils paraissent pauvres et déshérités, fournissent pourtant un tonnage important de marchandises : 1.200 t. en un an, dont 950 t. de ravitaillement vivrier, tandis qu'ils ne reçoivent guère plus de 200 t. Il faut mettre à part la bretelle km 100 - Mbé-Ngabé, peu fréquentée. La fonction essentielle de villages comme Boulankio, Massa, au Sud-Ouest, Adzi, Impé, près de la rivière Nambouli, semble être la production de fougou. Celui-ci revient à pleins camions, par chargements de 4 à 5 tonnes, pour être vendu sur les marchés de Poto-Poto, et il procure des bénéfices considérables. Les autres marchandises tiennent comparativement, une place négligeable, qu'il s'agisse des arachides, des palmistes ou du bois. Quant aux passagers, ils ne sont pas très nombreux, parce que les camions recherchent surtout le frêt : 12.000 dans les deux sens.

Dans la catégorie «trafic à longue distance», nous comprenons tous les transports qui dépassent 500 km aller et retour, et dont certains - rares il est vrai - atteignent 1.500 km (Brazzaville-Ouessou et retour). Une des branches de ce trafic fait preuve d'une originalité certaine : celle qui, à partir de Ngo, intéresse Djambala et Lékana. Sur cette ligne, passent en effet, 30,7 % des marchandises transportées dans tout le Nord par voie routière, 11,5 % des passagers, et seulement 6,7 % des véhicules. Elle est donc desservie par des camions peu nombreux, mais qui ont un coefficient de remplissage satisfaisant. De plus, l'équilibre du frêt aller et retour est mieux réalisé qu'ailleurs : 880 t. au départ de Brazzaville, 1.300 t. dans

l'autre sens. Le plateau Koukouya, îlot de peuplement dense et d'agriculture active, est évidemment à l'origine de ce trafic. Il constitue à la fois une zone productive, et un marché de consommation privilégié, où le réseau du commerce de distribution est spécialement développé. En outre, aucune liaison fluviale n'est possible, la route reste le seul moyen d'accès.

L'examen des produits transportés ne révèle pas une originalité particulière, mais seulement une plus grande diversité. Le frêt à la descente comporte en premier lieu le manioc, presque toujours sous forme de fufou (340 t.); il est suivi par une plante industrielle, le tabac (200 t.); viennent ensuite les oléagineux (palmistes et huile de palme (70 t.), le maïs (35 t.), les arachides. Un produit de cueillette a fait ici son apparition, le raphia, expédié sous forme brute ou sous forme de nattes tressées. Le reste comprend encore beaucoup de vivres, mais qui ne sont emportées par les passagers que dans leurs bagages, ou qui sont en trop faibles quantités pour faire l'objet de classements particuliers (haricots, pommes de terre, oignons...). Le frêt à la montée traduit une vie économique assez active, et les besoins de la population. Les matériaux de construction et le ciment (200 t.) en forment une grosse partie, avec la gamme des carburants (dont le pétrole, principal mode d'éclairage) et les huiles de lubrification (130 tonnes en tout). Le reste comprend la liste variée des produits de boutique (115 t.), où le vin tient une grosse place, du poisson salé, un tout petit peu de riz ...

Les variations mensuelles du trafic sont assez peu marquées. Il fléchit cependant à deux périodes de l'année : en octobre-novembre légèrement, en avril-mai, davantage, c'est-à-dire au début et à la fin de la saison des pluies. Par contre, on ne s'étonne pas de le voir atteindre son maximum d'intensité en juillet-août, pendant la période de la plus grande sécheresse. Les passagers sont plus nombreux sur ce parcours, la moyenne étant de 12 personnes par véhicule. En réalité, il n'y a que 4 ou 5 transporteurs qui fréquentent cette ligne, en s'efforçant de garder une certaine régularité. La distance étant déjà élevée (Brazzaville-Lekana : 460 km) il est important pour eux d'assurer un remplissage maximum. Si l'on ne tient compte que des camions, on s'aperçoit que chacun d'entre eux emporte rarement moins de 25 passagers.

Au-delà de Gamboma, le trafic se scinde en deux branches. En fait, si certains transporteurs se spécialisent sur la ligne de Makoua ou sur celle de Kellé, la plupart d'entre eux parcourent indifféremment les deux, ou font la boucle dans un sens ou dans l'autre : de Brazzaville à Kellé, par Ewo ou par Makoua, avec retour par l'autre itinéraire. Compte tenu des régions traversées et des chefs-lieux touchés, le trafic ne laisse pas d'être assez faible : 1950 t. de marchandises (27,5 %) 11.850 passagers (16,5 %) 800 véhicules (6,8 %). Mais ici, c'est le tonnage à la montée qui l'emporte : 1.175 t. contre 775 t. Cette double anomalie s'explique assez aisément : la voie routière subit la concurrence de la voie fluviale ; le principal producteur de denrées exportables est la C.F.H.B.C. qui dispose de sa propre flottille pour l'évacuation des produits, aussi bien que pour assurer l'approvisionnement de ses plantations et de ses boutiques. Les transporteurs constituent un chargement complet au départ de Brazzaville (il ne saurait être question de partir à vide pour une telle distance), mais ils ne sont jamais certains de trouver suffisamment de frêt pour que le retour s'avère rentable. Ils se voient donc obligés de se livrer à une sorte de «tramping» terrestre, quêtant les passagers et les marchandises, ils n'y parviennent pas toujours, du moins quant aux marchandises, car les gens voyagent beaucoup. Mais, comme c'est souvent le cas dans ce domaine d'activité, ce n'est pas le transport des personnes qui s'avère le plus fructueux.

On ne saurait donc s'étonner de la faiblesse des tonnages classés dans des rubriques précises : boissons, matériaux de construction, carburant, poisson salé à la montée, manioc, nattes de raphia, oléagineux, poisson fumé à la descente. L'essentiel du fret reste les bagages individuels, qui contiennent un peu de tout. On retrouve aussi la baisse du trafic qu'apporte la saison des pluies, et le maximum que permettent les mois de juillet-août (saison sèche). On note par exemple, le retour à pleins camions d'élèves, qui, à partir de Brazzaville, regagnent leurs régions d'origine, pour la durée des vacances scolaires, ou l'expédition d'équipements complets de salles de classe. Le calcul d'une moyenne de passagers par véhicule montre bien que leur transport prime sur celui des marchandises : elle est de 17 personnes sur Ewo, 19 sur Kellé, 22 sur Boundji. Là encore, en ne tenant compte que des camions, on s'aperçoit qu'ils embarquent sans hésiter jusqu'à 50 personnes, parfois davantage.

Les transports terrestres, on le voit bien, ne tiennent pas dans l'économie une bien grande place. En ajoutant au trafic contrôlé à l'entrée de Brazzaville (7.300 t. 70.000 passagers) celui de la région cacaoyère, on n'atteint pas 10.000 t. dans l'année, pour une région drainée d'au moins 140.000 km². La part prise par la voie d'eau n'explique pas entièrement cette faiblesse. L'organisation même des transports laisse à désirer. C'est aux transporteurs et à leurs problèmes que nous voudrions consacrer le paragraphe suivant.

2) L'organisation des transports

Que les transports s'effectuent sur longue ou sur courte distance, l'adaptation du matériel roulant se pose de façon identique : celui-ci a été longtemps hétéroclite : G.M.C. réformés par l'armée, Dodge, International, Chevrolet, Citroën... Depuis trois ans cependant, les camions Mercedes connaissent un succès croissant, qu'ils doivent à la fois à certaines qualités intrinsèques (garde au sol élevé, deux ponts-moteurs, consommation modérée), et à la bonne organisation commerciale de la marque (stock abondant de pièces de rechange, par exemple). Plusieurs dizaines d'exemplaires ont été vendus sur la place, dont un bon nombre aux transporteurs ; les frais à engager sont cependant élevés - 2.000.000 francs - et le fonctionnement de l'entreprise exige encore la présence d'un ou deux chauffeurs et de « boys de camion », ceux-ci étant chargés d'aider les chauffeurs, de percevoir les places, de surveiller le chargement, etc... Achat de carburant (généralement du gas-oil), entretien et révision des véhicules, changement des pièces usées, achèvent l'énumération des charges, assez lourdes.

En regard de ces dépenses inévitables, quelles sont les recettes auxquelles peuvent s'attendre les propriétaires ? La première est constituée par le prix des billets. Les tarifs officiels - 10 Fr le km dans la cabine et 5 Fr à l'arrière - sont purement symboliques. Il n'existe d'ailleurs ni billets, ni carnets à souche, et la somme due n'est souvent payée qu'à l'arrivée : le transporteur doit en fait se contenter de ce qu'on lui donne, et n'a pas de recours contre les voyageurs (123). Il faut reconnaître cependant que celui-ci circule dans des conditions de total inconfort. Les plus favorisés s'assoient sur deux banquettes latérales en bois, les autres s'installent où ils peuvent, sur le plancher, sur le chargement, sur le toit aussi parfois. Tous sont exposés assez largement au soleil comme aux intempéries, aux cahots et à la poussière, pendant 10 ou 12 heures d'affilée. A l'étape, c'est à chacun de se débrouiller pour se loger

(123) Nous avons vu un transporteur s'arrêter pour passer la nuit à 45 km de Brazzaville, alors qu'il pouvait parfaitement arriver au terme du voyage. « Si je continue jusqu'au bout, nous dit-il, une partie de mes passagers va s'égayer dans la nuit, et je perdrai toute chance d'être payé » !

chez l'habitant, mais la plupart du temps, tout le monde passe la nuit dans le camion. Il faut naturellement assurer soi-même son ravitaillement, puisqu'il n'y a nulle part, ni hôtel, ni restaurant. Cela dure 3 jours, 5 jours, 8 jours, à moins qu'une panne sérieuse, ou un enlèvement, ne vienne encore prolonger le voyage.

Le transport des marchandises rapporte davantage. Propriétaires de boutiques, administration, Missions religieuses, sont les principaux clients. Les tarifs varient, selon la nature et le volume des marchandises. Des prix spéciaux sont faits pour des chargements complets, qui assurent le plein emploi du véhicule : ils peuvent ainsi descendre à 12 ou 15 Fr. la t/km, mais, en général, ils dépassent 30 Fr. la t/km, c'est-à-dire nettement plus que ceux de la voie fluviale (tarif général). Ainsi, de Brazzaville à Fort-Rousset, une tonne de marchandises paye plus de 10.000 Fr. de transport ; cela double, par exemple, le prix du ciment.

Enfin, les transporteurs peuvent louer leurs camions. Cette pratique est courante, en matière de commercialisation du «foufou». Si le transporteur fournit véhicule, chauffeur et carburant, il est par contre déchargé du souci de trouver un chargement. Cette opération est assez intéressante pour les deux parties ; il s'agit, en général d'affaires avantageuses pour l'affrèteur, dont le bénéfice est considérable, car il joue sur la grande différence de prix entre les lieux de production et de consommation.

Les transporteurs patentés se heurtent à la concurrence d'un grand nombre de transporteurs occasionnels : ceux-ci n'hésitent pas à parcourir des distances élevées pour aller chercher des produits vivriers qu'ils rapportent à Brazzaville et vendent. Opération parfaitement illégale, puisqu'ils ne sont pas commerçants, mais praticable en toute impunité, puisqu'il n'existe pas de contrôle. En outre, les camions de l'administration hésitent rarement à prendre passagers et marchandises, moyennant un substantiel «matabich» encaissé par le chauffeur (124). Cela crée une situation assez anarchique, où n'importe qui s'improvise à son gré transporteur, au détriment de ceux qui le sont vraiment.

Il se pose enfin un problème matériel qui pèse d'un poids singulier sur le fonctionnement des entreprises. Si le ravitaillement en carburant est habituellement possible dans les chefs-lieux, il arrive pourtant que l'essence ou le gas-oil manquent, surtout pendant la période où la navigation est difficile. Les véhicules pallient cette carence en emportant plusieurs fûts de réserve. Par contre, les moyens de réparation font tout-à-fait défaut. Les seuls garages existants sont administratifs, ou fonctionnent sur les plantations (Etuombi, Ouesso, par exemple), et ne travaillent pas, en principe, pour les particuliers. Dans ces conditions, une panne sérieuse est une épreuve difficile : faute de pouvoir faire une réparation de fortune, il faut abandonner le véhicule au bord de la route, en attendant que vienne de Brazzaville la pièce indispensable. Il n'est guère question, au-delà d'une certaine distance, de faire remorquer le camion jusqu'à la capitale.

L'ensemble de ces conditions matérielles et humaines de fonctionnement, explique pourquoi la plupart des entreprises de transport sont marginales. Pour qu'il en soit autrement,

(124) Mot d'usage courant, synonyme du «backchich» arabe ou du «dash» libérien, et qui désigne aussi bien l'honnête pourboire que l'illégal pot-de-vin.

il faudrait que chacune d'elles dispose d'un parc automobile étoffé, d'un personnel sûr et expérimenté, de capitaux abondants. Encore le volume des marchandises paraît-il bien réduit pour assurer la rentabilité de l'affaire, au moins dans cette région. Au lieu de cela, les transports par voie de terre sont aux mains d'une trentaine de personnes qui ne disposent généralement que d'un seul véhicule (camion ou pick-up). Sur ce nombre, 5 ou 6 seulement ont pu «tenir» depuis quelques années, soit parce qu'elles conduisent elles-mêmes, soit parce qu'elles accompagnent toujours le chauffeur en prenant des précautions particulières; le mieux organisé des transporteurs dispose de 3 camions, qui ne circulent qu'en convoi pour se prêter assistance en cas de nécessité, et l'un d'eux emporte toujours un important matériel de dépannage, et des pièces de rechange. Mais c'est là vraiment une exception. Le transporteur moyen vit au jour le jour, n'a pas d'argent disponible, opère irrégulièrement; une panne sérieuse immobilise le camion devant sa case, ou chez le garagiste qui, instruit par maintes expériences amères, ne le laisse plus sortir qu'une fois la facture réglée... Au fil des mois, on voit apparaître soudain 2 ou 3 transporteurs nouveaux qui disparaissent aussi brusquement, remplacés par d'autres qui connaissent le même sort peu après; entreprises artisanales en quelque sorte, dans une économie qui n'a encore guère dépassé le stade de la production individuelle, où les excédents commercialisables sont réduits à peu de chose.

B - LES TRANSPORTS FLUVIAUX

Les transports par voie fluviale se prêtent moins bien que les transports routiers aux entreprises individuelles; la mise de fonds est plus importante, et le fonctionnement d'un bateau, de si petite taille soit-il, exige certaines connaissances techniques et un personnel plus nombreux. On sait que les Compagnies Concessionnaires étaient tenues d'organiser une flottille. Ces unités en service ne dépassèrent guère le stade de la pinasse ou de la baleinière à vapeur, mais les cours d'eau furent cependant sillonnés par une centaine de petits bateaux de ce type. Très vite, les conditions économiques éclaircirent les rangs; à la veille de la guerre 1914-1918 ne circulaient plus guère que 4 flottilles, comprenant des bateaux plus importants: celle de la N.A.H.V. hollandaise (Nieuve Afrikansche Handels Venootschap) de la Sud-Kamerun-Gesellschaft allemande, de la Compagnie des Messageries Fluviales du Congo, et de la C.F.H.C. (Tréchet).

La situation actuelle est encore plus simple. Il existe 3 domaines assez nettement séparés: celui des transports traditionnels et artisanaux (pirogues et entrepreneurs privés européens); celui de la C.F.H.B.C. exploitant les rivières de sa zone d'implantation, celui des Sociétés spécialisées: la Sangha, domaine de la C.G.T.A. (Compagnie Générale des Transports en Afrique) le Congo et l'Oubangui, que se partagent la C.G.T.A. et la T.C.O.T. (Transports Congo-Oubangui-Tchad).

1) Les transports de type traditionnel

Les transports fluviaux de type traditionnel n'ont jamais fait l'objet de contrôles ni de statistiques, et ils ne peuvent être qu'estimés grossièrement. G. Sautter a étudié leur mécanisme sur l'Alima seule rivière où ils aient été assez actifs, du fait des circonstances économiques (125).

(125) SAUTTER G. Monographie. ... p. 33 et suivantes.

Les Likouba et Likouala des basses rivières devant se procurer du manioc, plusieurs convois annuels remontaient le cours d'eau, embarquant les produits achetés dans des «postes» permanents. Les tonnages transportés ne sont naturellement pas connus, mais ils ne pouvaient pas être très élevés : les populations intéressées étaient peu nombreuses, et elles couvraient tout de même une petite partie de leurs besoins. Les conditions humaines ont évolué, et la situation actuelle ne se présente plus de la même façon. Les régions marécageuses des bords du Congo et de la basse-Alima se sont dépeuplées de façon intense ; par contre Mossaka compte aujourd'hui plus de 3.000 habitants. C'est donc le chef-lieu qui est devenu le plus gros marché de consommation, dont les besoins globaux peuvent être chiffrés à 1.000 tonnes environ par an. Il s'y ajoute ceux des terres environnantes, qui doublent au plus ces tonnages et une petite vente aux bateaux de passage. Mais le transport de manioc en gros paniers de 40-50 kgs n'est plus le monopole des consommateurs. Il est désormais le fait des producteurs - Mbochi d'Abala et de Boundji surtout - qui ne forment pas des convois, mais descendent individuellement. Deux ou trois pirogues passent chaque jour, dont chacune emporte entre 1.000 et 2.000 kgs. On peut donc fixer à 1.500 tonnes annuellement le trafic à la descente. Au retour, les piroguiers ramènent du poisson fumé. Le reste des produits vendus est transporté par les convois de la C.F.H.B.C. Dans le courant de l'année 1961-1962, un Européen a tenté de naviguer pour son compte personnel avec un petit bateau à vapeur, mais il a rapidement abandonné. Il en a été de même pour un autre, qui voulait desservir le Kouyou et la Likouala-Mossaka.

Les transports par pirogues ne constituent nulle part ailleurs un mouvement ayant cette régularité. La descente du poisson fumé depuis le bas-Oubangui et la région de Mossaka jusqu'à Brazzaville, a perdu beaucoup d'importance. Il est bien plus avantageux pour les pêcheurs, de confier les paniers à une Compagnie de transports, sous la garde d'un convoyeur chargé de les vendre sur le marché urbain. Certains d'entre eux persistent cependant à faire le voyage par leurs propres moyens, du moins à l'aller, quitte à revenir en faisant remorquer la pirogue, eux-mêmes payant le passage sur une barge. C'est de cette façon ancestrale également que vont à Brazzaville les chargements de nattes, de tuiles de bambou, partant de la basse-Nkéné. Beaucoup plus au Nord, un certain trafic s'est établi, en hautes-eaux, entre Epéna et Impfondo, par la Likouala-aux-Herbes, la Tanga, le canal Maisonnier et la Djemba (120 km environ). En trois jours, les gens de l'intérieur font le parcours, avançant à la pagaie ou à la gaffe, pour amener les quelques produits qu'ils ont à vendre : viande fumée d'hippopotame, ou d'éléphant, et surtout tuiles de bambou, fabriquées à l'aide des feuilles du palmier-raphia, et utilisées pour la couverture des cases. Tous les chefs-lieux en font une consommation importante. On peut évaluer ce trafic à une huitaine de pirogues par jour, au maximum, pendant 4 mois, correspondant à plus de 500 tonnes de produits. Des trafics identiques s'organisent en amont de Dongou ou dans la haute-Sangha ; dans ce dernier cas cependant, c'est aussi le vin de palme qui fait l'objet de transports par voie d'eau en direction d'Ouessou. Cette boisson traditionnelle est d'ailleurs partout très demandée, qu'il s'agisse du «nsamba» (fait à partir de l'*Elaeis*) ou du «moulengué» (tiré du palmier-bambou). Les «malafoutiers» qui la produisent se rencontrent sur toutes les rivières, voyageant avec une vingtaine de dames-jeannes ou de calebasses, dont ils viennent offrir le contenu le soir, dans les principales agglomérations, sans jamais redouter la mévente.

Les cours d'eau de l'extrême Nord-Ouest ont joué un rôle dans le ramassage de certains produits. Jusqu'en 1961, l'Ibenga et la Motaba étaient remontés par des pinasses

appartenant à des commerçants européens, installés à Impfondo ou Dongou; ils approvisionnaient leurs boutiques installées sur les rives, et redescendaient en achetant huile de palme, palmistes, noix de kola ou copal. Depuis cette date, ce trafic a pratiquement cessé. Les commerçants ont fermé la plupart de leurs boutiques et ne fréquentent plus les marchés de brousse. Ils invoquent les difficultés croissantes de la navigation sur les cours d'eau qui ne sont plus desnagués, la faiblesse des tonnages livrés qui ne permettent pas d'amortir les frais, ainsi que les retards dans le versement des primes dites de «péréquation», que l'administration rembourse aux exporteurs de certains produits. Une situation identique s'est établie autour d'Epéna, où la fermeture en décembre 1961, d'une huilerie gérée par la S.I.C.A.L. (Société Industrielle, Commerciale et Agricole de la Likouala), a entraîné la fin du ramassage des oléagineux, du cacao, du copal, en amont comme en aval du chef-lieu (126). Le trafic fluvial par petits bateaux se réduit donc ici à peu de choses maintenant, en dehors des tournées faites par les Préfets, les Sous-Préfets et les Missionnaires.

2) L'activité des Compagnies

Les transports assurés par les Compagnies spécialisées ont pris au contraire une certaine ampleur (Carte h.t. n° II). Nous n'étudierons pas le trafic général entre Brazzaville et Bangui; il s'agit de marchandises en transit qui passent en lisière du Nord-Congo sans intéresser vraiment son économie, sinon par les tonnages très réduits embarqués ou débarqués en cours de route. Ceux-ci ne dépassent pas quelques centaines de tonnes. Rappelons simplement que les deux courants sont différents l'un de l'autre : carburants, ciment, produits alimentaires à la montée; produits agricoles surtout à la descente. Le trafic correspondant à l'activité du Nord-Congo ne se développe guère qu'entre Brazzaville et Mossaka, où se regroupent les produits transportés sur les différents cours d'eau.

La C.F.H.B.C. assure, grâce à une flottille de barges et de remorqueurs, l'évacuation des marchandises qu'elle produit et qu'elle achète. La C.G.T.A., spécialisée dans le transport parcourt, de bout en bout la ligne Brazzaville-Ouessou, par le Congo et la Sangha. Au-delà d'Ouessou, elle pénètre en République Centrafricaine par la haute-Sangha, et remonte également le Dja jusqu'à Fort-Soufflay. L'équipement public de ce réseau fluvial est inexistant. A Mossaka même, il n'y a ni quai, ni grue, ni hangar. Comme à peu près partout, les bateaux accostent au plus près, et s'amarrrent à un arbre, les marchandises sont manutentionnées par des manœuvres circulant sur des planches jetées de la rive au bateau, ou bien sont déposées dans des pirogues ou des pinasses venues se ranger bord à bord. Par contre, à Ouessou, la C.G.T.A. possède un atelier de réparation avec hangar et slip, qu'elle a acheté à la C.G.S.L. (Compagnie Générale Sangha-Likouala) ancienne Compagnie Forestière, en même temps que l'exploitation de la ligne (127). C'est aussi un atelier de réparation et carénage de barges que la C.F.H.B.C. a équipé de longue date à Mossaka.

Le matériel flottant présente certains caractères particuliers : des barges rectangulaires à fond plat, à faible tirant d'eau, pour être amarrées les unes au bout des autres

(126) La S.I.C.A.L. avait installé également boutiques et centre de ramassage à Dongou. Ils ont fermé en même temps que l'huilerie d'Epéna.

(127) La C.G.S.L. avait été l'une des premières Compagnies à tenter l'aménagement de la forêt, en vue de la production du caoutchouc, afin de dépasser le stade de la cueillette. C'est elle qui a construit l'huilerie d'Epéna, rachetée plus tard par la S.I.C.A.L.

(certaines d'entre elles sont spécialisées dans le transport des carburants en vrac); des remorqueurs-pousseurs, dont quelques-uns sont encore à vapeur (1 sur 4 à la C.F.H.B.C.), et les autres à moteur diesel. Les vieux bateaux à chauffe au bois, battant l'eau des pales de leurs roues à aubes, à l'arrière, ont été abandonnés. Cependant, ce mode de propulsion n'a pas disparu; si l'hélice «sous-voûte» ou «sous-tuyère», c'est-à-dire placée sous une sorte de tunnel, est de plus en plus répandue, il n'en reste pas moins que le «stern-wheeler» dont les pales s'enfoncent très peu dans l'eau à l'arrière, est particulièrement adapté à la navigation en eaux peu profondes.

Le remorquage en poussée a été introduit en Afrique Equatoriale par la C.G.T.A. et adopté ensuite par toutes les autres Compagnies. Il présente de nombreux avantages : plus grande maniabilité favorisant les manœuvres dans les chenaux sinueux, économie de main-d'œuvre (l'ensemble se dirige comme un seul bateau), possibilité de gros convois aussi : à puissance égale du remorqueur, on met davantage de barges. L'accostage à la descente est rendu plus facile car le convoi doit faire un demi-tour pour se placer proue vers l'amont. L'expérience a prouvé que l'économie réalisée par rapport au remorquage classique est de 30%. La C.G.T.A. a établi aussi un système moderne de liaison par radio. Tous les remorqueurs, ainsi qu'un certain nombre de stations au sol, sont équipés d'un poste émetteur-récepteur. A Brazzaville fonctionne un poste central dispatching. Deux fois par jour, celui-ci entre en liaison avec tous les autres, qui lui communiquent leur position, et au besoin les incidents et les difficultés dont ils ont été les victimes (retard dans l'horaire, panne de moteur, barge avariée...). En retour, Brazzaville donne ses instructions quant à la marche à suivre, aux chargements à embarquer. A tout instant, la direction du trafic a donc un tableau constant de sa flottille et peut agir en conséquence; meilleure rotation du matériel, productivité supérieure, sont les principaux avantages retirés de ce système.

En fonction de son implantation géographique, la C.F.H.B.C. parcourt 4 rivières : la Nkény jusqu'à Gamboma, l'Alima jusqu'à Okoyo, le Kouyou jusqu'à Fort-Rousset, et la Likouala jusqu'à Etoumbi. Les convois partent de Mossaka et y reviennent, mais c'est la C.G.T.A. qui assure la traction des barges dans les deux sens sur le tronçon Brazzaville-Mossaka. En général, il y a un convoi par mois dans chaque sens, mais la venue des basses-eaux interrompt le trafic pendant une période plus ou moins longue, qui peut aller jusqu'à 2 mois. La Compagnie est obligée de faire face à deux obligations : l'évacuation des produits, et l'approvisionnement de son réseau de boutiques. Le trafic sur les différentes rivières dépend donc de l'activité des plantations, des centres d'achat, et des boutiques. C'est pourquoi la Likouala voit passer les tonnages les plus importants, puisqu'elle dessert trois plantations (Ntokou, Etoumbi, Lebango), dont les deux plus importantes. Il existe toujours un certain déséquilibre entre montée et descente, en faveur de la seconde; bien que celui-ci se soit légèrement atténué en 1962, il reste assez marqué : 59,4% à la descente, 40,6% à la montée (en 1959, respectivement 66,3% et 33,3%). Le tableau ci-après indique l'importance du trafic sur les autres rivières (1962).

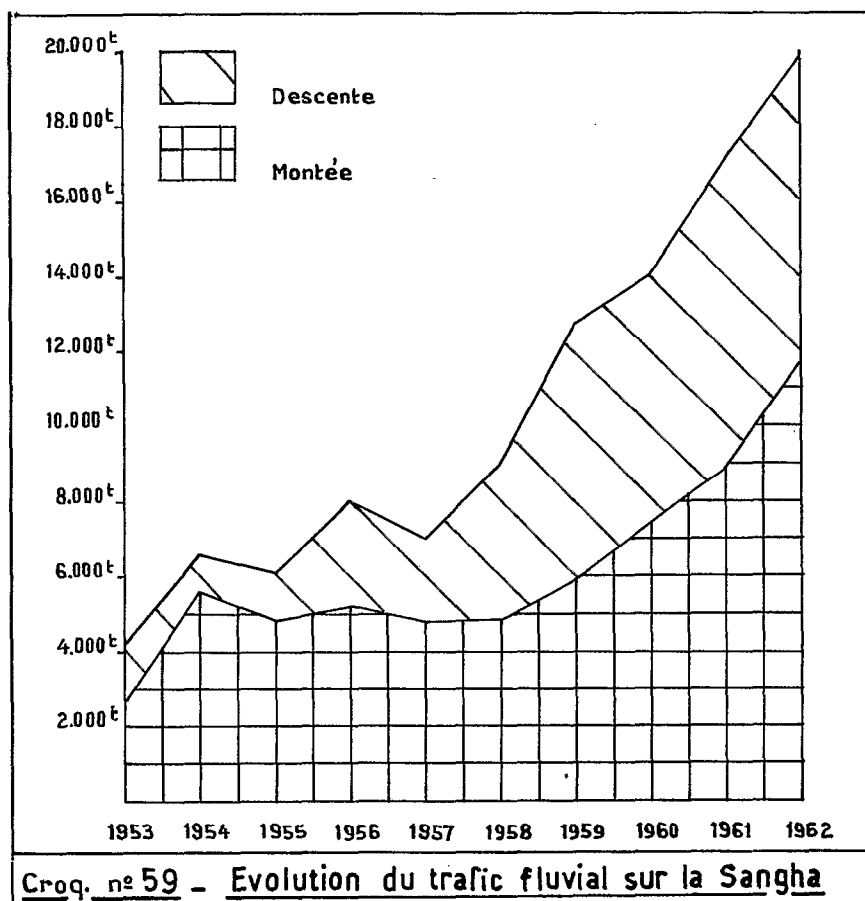
(Voir tableau ci-après)

	Montée	Descente	Trafic total
Likouala	1.730,9 t.	2.683,9 t.	4.414,8 t.
Kouyou	575,3 t.	627,3 t.	1.202,6 t.
Alima	509,3 t.	868,3 t.	1.377,6 t.
Nkéni	233,6 t.	287,3 t.	520,9 t.
Ensemble	3.049,1 t.	4.468,6 t.	7.515,9 t.

La ventilation entre les différentes catégories de produits est assez simple. L'essentiel du frêt à l'évacuation est constitué par l'huile de palme et les palmistes provenant des plantations ou des marchés extérieurs. Le reste comprend un certain nombre de produits agricoles achetés en petites quantités (riz, huile de bambou, fougou, tchikouangues, maïs, raphia...), ou de produits de l'artisanat, comme les tuiles de bambou ou les nattes de raphia. A la montée, circulent les marchandises les plus variées, pour l'approvisionnement des boutiques : vivres et conserves, quincaillerie, tissus, parfumerie, savons, petit matériel roulant (bicyclettes, cyclo-moteurs). Mais des bateaux montent aussi le carburant pour le parc automobile et les huileries, ainsi que les fûts vides et les citernes nécessaires au stockage et au transport de l'huile.

L'évolution du trafic, au cours des dernières années, a été marquée par une certaine stabilité des tonnages transportés. Il faut se rappeler en effet que si la production d'oléagineux a augmenté sur les plantations, les achats en brousse d'huile de palme n'ont cessé de décroître, tandis que de nombreuses boutiques étaient fermées. Dans les années à venir, et sauf modification par la Compagnie de sa politique générale, il est à prévoir que le trafic annuel ira en croissant lentement, avec l'entrée en plein rapport des derniers blocs d'*Elaeis* mis en place.

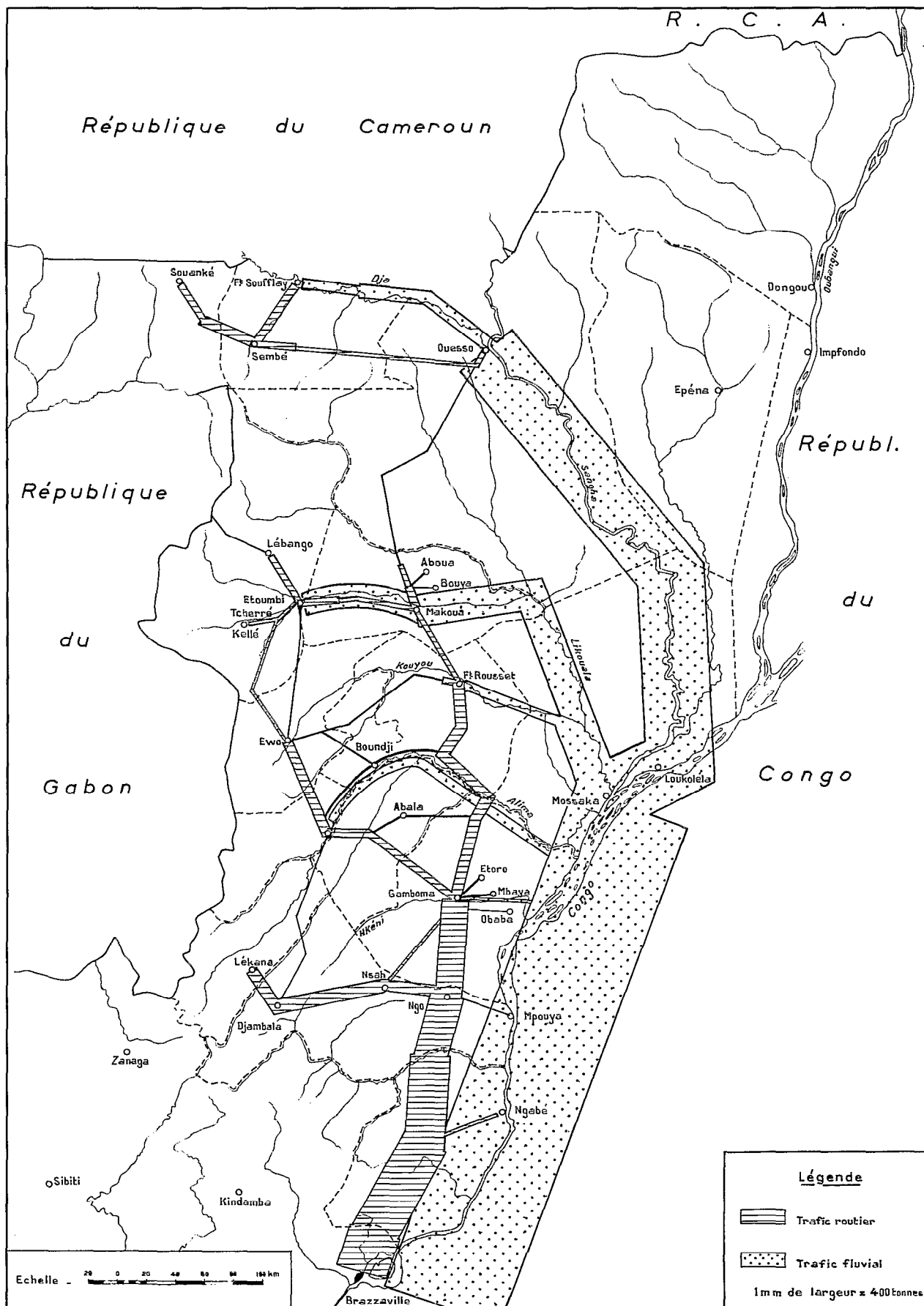
La C.G.T.A. met en route un convoi mensuel sur la Sangha. Une partie seulement du trafic intéresse le Nord-Congo, mais l'ensemble est allé croissant, au cours des cinq dernières années, après une période de variations assez irrégulières (croquis n° 59). Depuis 1959, les augmentations annuelles ont été successivement de 41,2 %, 10,3 %, 25,3 % et 15,8 %. Elles ont presque quintuplé le trafic de 1953. Les tonnages à la montée ont longtemps tenu une place écrasante - 84 % en 1954 - mais celle-ci s'est réduite à partir de 1958, pour n'être plus que de 58,6 %. Ce phénomène, qui traduit un développement progressif de la production, permet un meilleur rendement du matériel navigant. Les variations mensuelles ne sont pas très accentuées, parce que les conditions de transport restent assez bonnes tout au long de l'année ; elles dépendent donc surtout des besoins de la clientèle.



Il faut distinguer entre ce qui intéresse la R.C.A., et le trafic purement congolais. C'est en effet par la Sangha que la République voisine approvisionne les régions sud-occidentales, comme la haute-Lobaye et les pays de la Kadéï et de la Mambéré. En hautes-eaux, les convois remontent parfois jusqu'à Nola; en moyennes et basses-eaux, ils s'arrêtent à Salo. La répartition entre les deux destinations s'établit ainsi :

	Ouessou et Dja (Fort-Soufflay)			Haute-Sangha (RCA)		
	Montée	Descente	Total	Montée	Descente	Total
1961	4.126 t.	5.978 t.	10.204 t.	5.885 t.	2.346 t.	8.321 t.
1962	5.405 t.	5.682 t.	11.087 t.	6.184 t.	2.498 t.	8.682 t.

La part la plus importante revient donc au Congo (56 % en 1962). Jusqu'à Ouesso, les produits à la descente l'emportent quelque peu : 5.114 t. sur 9.130 t. soit 56 %. Il s'agit avant tout de bois (grumes et sciages) venant de l'exploitation forestière de Boissangha à Mbirou. La production a baissé par rapport aux années précédentes, mais nous avons dit plus haut que de nouveaux chantiers viennent d'être ouverts sur le Dja, qui prendront le relai du permis épuisé. Les oléagineux sont au contraire en progression (1048 t. au lieu de 922 t. en 1961); ils viennent naturellement surtout des plantations de la Sangha, dont la production augmente.



Il en est de même du cacao, qui s'inscrit pour 625 t. Les autres produits n'occupent que peu de place : 9 t. de café, 5 t. de copal, des fûts vides ; 70 t. ont été chargées en cours de route (exploitations forestières).

Les tonnages à la montée comprennent une plus grande diversité de marchandises. Ce sont ici les carburants qui occupent la première place : 803 t. (20% du trafic). Ils alimentent surtout le dépôt pétrolier de la C.F.H.B.C. à Ouesso. Les boissons alcoolisées viennent malheureusement en 2ème position : le vin (312 t.), la bière (81 t.), ont plus que doublé d'importance d'une année à l'autre, et constituent souvent les recettes essentielles de certaines boutiques. Rien n'est fait pour endiguer ce mouvement. Les produits alimentaires (sucre, farine, sel) suivent d'assez loin, tandis que les matériaux de construction et les produits métallurgiques maintiennent leur tonnage (140 t.). On note encore les véhicules, qui empruntent les transports fluviaux parce que les routes sont trop médiocres ; il s'agit soit d'automobiles privées, soit de camions destinés aux Services Administratifs et Techniques. Le reste se partage entre les produits divers, non classés, et des marchandises dites « cours de route » dont le détail ne figure pas dans les statistiques de la Compagnie (310 t.).

Les transports sur le Dja se sont organisés depuis peu d'années. Diverses raisons ont retardé la mise en exploitation de cette rivière : des raisons de navigabilité d'abord, le régime des cours d'eau étant irrégulier et des seuils rocheux rendant certains passages délicats ; des raisons économiques ensuite, la région de Sembé-Souanké-Fort-Soufflay n'ayant rien eu à exporter pendant longtemps. C'est surtout la question du frêt à l'aller, qui a freiné le développement de la navigation. Une période de construction intensive (bâtiments, ponts, routes) en 1961 et 1962 a fourni ce frêt : Ouesso-Bolozo, 306 t. ; Ouesso-Fort-Soufflay : 1083 t. Mais ceci constitue un accident économique. En temps normal, il ne peut guère y avoir que des produits vivriers d'importation et quelques matériaux de construction à monter, pour les besoins d'une région qui ne compte pas 17.000 habitants. A la descente, c'est évidemment le cacao qui forme l'essentiel des marchandises transportées. Le trafic a été, en 1962, de 568 t. (Fort-Soufflay-Ouesso : 444 t. ; Bolozo-Ouesso : 124 t.). Par contre, l'ouverture des chantiers forestiers de Boissangha à Kanivo, ainsi que sur la rive droite, a donné naissance à un trafic localisé : 8.000 t. de grumes ont été transportées de Kanivo à Mbirou, pour être sciées (128).

(128) Il peut être intéressant de comparer le volume du trafic sur les rivières de l'intérieur, avec celui de la ligne Brazzaville-Bangui. En 1962, la C.G.T.A. a transporté les tonnages suivants : montée 92.640 t., descente : 38.102 t., soit un trafic total de 130.742 t., en légère diminution sur 1961 (136.150 t.). La ventilation entre les grandes catégories de produits est la suivante :

Montée	Descente
Carb. et prod. pétrol. 33.424 t.	Coton 17.061 t.
Produits alim. 24.483 t.	Bois 8.654 t.
Ciment, mat. de construc... 13.398 t.	Café 5.828 t.
Produits métal. 4.139 t.	Oléagineux 2.610 t.
Véhicules 1.434 t.	Cours de route 149 t.
Produits chimiques 1.014 t.	Divers 3.800 t.
Divers 13.705 t.	

La Compagnie T.C.O.T., de son côté, a transporté environ 30.000 t. de frêt, dont 17.000 t. à la montée et 13.000 t. à la descente. Le trafic sur le Congo et l'Oubangui serait ainsi de 161.000 t : 110 000 t. à la montée, et 51.000 t. à la descente.

CHAPITRE XI

LE COMMERCE ET LES REVENUS

Au début du siècle, la vente des produits locaux n'offrait pas de difficultés, puisque c'était les commerçants eux-mêmes qui amorçaient le courant d'échange (système de la traite), et pour une gamme limitée de marchandises. L'évolution de la situation devait amener la puissance publique à prendre partiellement en main l'organisation du commerce, soit pour pallier les carences de l'entreprise privée, soit pour briser certains monopoles ; les résultats obtenus n'ont jamais été très satisfaisants. Aujourd'hui, la solution n'est toujours pas trouvée, qui permettrait de sauvegarder à la fois les intérêts de la collectivité, et le désir de gain maximum des producteurs. Ceux-ci ont donc souvent l'impression d'être lésés, et de ne pas retirer un bénéfice suffisant de leur travail.

I - LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS ET LE RESEAU DES BOUTIQUES

Malgré les conditions difficiles dans lesquelles se développe l'agriculture, un certain tonnage de produits d'exportation se trouve disponible au niveau des villages : cacao, café, riz, tabac, sont susceptibles de procurer aux familles rurales un revenu d'appoint, qui s'ajoutera à celui que fournit la vente des produits vivriers. C'est évidemment la principale source d'argent de la brousse, et le support essentiel de l'économie monétaire. Encore faut-il que la commercialisation en soit assurée dans de bonnes conditions, ce qui est loin d'être toujours le cas.

A - L'ACHAT AUX PRODUCTEURS

Pendant longtemps, l'achat des « produits du cru » a été le fait des Sociétés Concessionnaires, puis, après leur disparition, soit de la C.F.H.B.C., dans toute la partie du pays où elle se trouvait implantée, soit de commerçants installés dans les régions périphériques. En contre-partie, les uns et les autres établissaient un réseau de boutiques plus ou moins fourni, offrant avec quelques marchandises d'usage courant, (savon, pétrole, sel, allumettes), des conserves, des ustensiles divers, des tissus, des lampes, etc... Mais le coût et les difficultés de transport, joints aux désirs de s'assurer une marge bénéficiaire élevée, empêchaient la plupart d'entre eux de s'intéresser à certaines régions trop éloignées. De plus, obligés de

réévaluer périodiquement leurs prix d'achat en fonction des marchés internationaux, ils achetaient de façon irrégulière, et sur des bases fluctuantes qui déconcertaient le producteur. C'est du désir de procurer à celui-ci un revenu minimum et un débouché assuré, que sont nées les Sociétés de Prévoyance, qui ont connu de multiples avatars (Sociétés Indigènes de Prévoyance, Sociétés Agricoles de Prévoyance...etc.).

Quel que soit le sigle qui les désignait, leur principe restait toujours le même : contre une cotisation très minime, les producteurs d'un district se voyaient assurer l'achat de leurs marchandises à un prix fixé par voie autoritaire, le transport jusqu'au chef-lieu étant à la charge du vendeur quelquefois, mais le plus souvent à celle de l'administration et de la coopérative elle-même (camion acheté grâce à un prêt officiel).

Que la Société de Prévoyance ait été dotée ou non d'un bureau, la gestion en était assurée en fait par le chef de district, et c'est lui qui se chargeait d'en tenir la comptabilité, étant d'ailleurs, la plupart du temps, le seul à pouvoir le faire. C'est encore la S.P. qui faisait venir certains produits comme le ciment, les tôles, les insecticides, qu'elle revendait à ses membres au plus juste prix. Il s'agissait en l'occurrence d'organismes para-administratifs, ne subsistant qu'avec le soutien des fonctionnaires locaux et du crédit public.

Ce système a fait l'objet de maintes critiques virulentes, surtout à propos du déficit régulier qui ne manquait pas de ressortir des comptes, en fin d'exercice. Mais on voit mal comment il aurait pu en être autrement. Si le commerçant privé établit les prix d'achat d'un produit en fonction du prix de vente qu'il espère en tirer, cette pratique était interdite aux Sociétés de Prévoyance, obligées de payer un prix considéré comme rémunérateur pour l'agriculteur, en dehors de toute autre considération (129). Si réduits qu'aient été les frais de gestion, ils existaient cependant : entretien des hangars, fonctionnement et réparation du matériel roulant, paiement des manœuvres employés, et souvent transport des marchandises collectées jusqu'à Brazzaville. On comprend sans peine l'inévitable déséquilibre du budget.

On pourrait penser que les produits exigeant une certaine transformation, pouvaient être une source mieux assurée de profits à cause de la valeur qu'ajoute l'usinage : décortiquage du café en cerises sèches ou du riz paddy, par exemple. Mais il faut, pour qu'il en soit ainsi, que se trouvent réunies plusieurs conditions nécessaires, et en particulier le traitement de tonnages qui assurent la rentabilité des installations. Cela était rarement le cas, et l'on se trouvait placé devant un dilemme bien difficile à résoudre ; ou bien mettre en place plusieurs installations de traitement, mais ne les faire travailler alors qu'au 1/10 de leur capacité, ou bien disposer d'une seule usine, en position centrale, et drainer les produits dans un vaste rayon, mais supporter alors des frais de transport élevés. C'est ainsi que le café de Kellé, d'Ewo, de Boundji, faisait l'aller et retour de Fort-Rousset pour être décortiqué, soit de 200 à 350 km, ce qui n'abaissait pas son prix de revient, on s'en doute

(129) Ce prix était d'ailleurs fixé, la plupart du temps, à un niveau très élevé, pour encourager le producteur à cultiver une denrée qu'on cherchait à « lancer ». Le prix de vente possible sur les marchés d'importation n'entraînait alors aucunement en ligne de compte.

Si critiquable que se soit montrée l'organisation des Sociétés de Prévoyance, elles n'étaient pas sans intérêt. Tout d'abord, elles assuraient un certain revenu à des producteurs qui n'auraient pas pu vendre leurs marchandises, au moins de façon régulière, dans un régime de commerce libre. Ensuite, elles ont permis le lancement de plusieurs cultures commerciales, en faisant venir des graines ou des plants, en les distribuant, et en achetant, dès le début des tonnages insignifiants dont personne n'aurait voulu. Enfin, elles pouvaient, dans une certaine mesure, peser sur les prix de certaines denrées d'importation, qu'elles obtenaient chez les grossistes ou demi-grossistes de la capitale, obligeant les détaillants locaux à réduire des marges bénéficiaires trop largement calculées. Mais il est bien évident qu'un tel système ne peut pas prétendre à l'équilibre financier ; il a surtout le grave défaut de créer et d'entretenir une économie soutenue et protégée, à l'intérieur de laquelle n'intervient aucune stimulation qui pousserait le cultivateur à améliorer la qualité de sa production, ce qui n'est pas sans obérer l'avenir.

Depuis que le Congo a obtenu son indépendance politique, on ne peut pas dire que de profonds changements soient intervenus en ce domaine. La commercialisation des produits est assurée de deux façons : par la voie privée (C.F.H.B.C., commerçants, transporteurs, individus), et par la voie semi-publique que constituent les Centres de Coopération Rurale (C.C.R.) et la Société Nationale Congolaise de Développement Rural (S.N.C.D.R.). Les entreprises privées ne s'intéressent pas à toutes les marchandises ; rappelons simplement que passent par elles les oléagineux (presque exclusivement les palmistes), les noix de kola et le copal de la Likouala, quelques denrées vivrières comme le manioc, sous forme de farine ou de tchikouangues. La petite région de la Nambouli, à 230 km au Nord de Brazzaville produit une assez grande quantité de «foufou». Certains commerçants de Poto-Poto louent un camion et vont en acheter plusieurs tonnes qu'ils ramènent dans la capitale ; or, le sac de 60 kg qui se paye en moyenne 300 francs dans les villages, vaut couramment de 1.000 à 1.200 francs sur les marchés urbains. Comme la location du véhicule est couverte sans peine par le prix de passage des 35 voyageurs qui profitent de l'occasion, le bénéfice qui en résulte pour l'intermédiaire est chaque fois assez substantiel ! Et les besoins toujours croissants de la population brazzavilloise réduisent à peu de chose les risques de mévente.

Des opérations à ce point rentables sur le plan financier ne sont pas la règle générale. Les entreprises privées achètent un certain nombre de produits locaux, soit pour l'exportation, soit pour leurs propres besoins. C'est ainsi que la C.F.H.B.C. absorbe une grande partie des tuiles de bambou fabriquées dans la région d'Etoumbi, - il en faut plusieurs dizaines de milliers par an - pour les toitures des cases où elle loge son personnel. La factorerie d'Okoyo a de même longtemps acheté des nattes, des tuiles de bambou, et de petites quantités de manioc, de riz, de café, etc... Mais ce commerce, qui rappelle la traite d'autrefois, est en voie de disparition rapide, à la fois parce que l'évacuation des marchandises collectées est assez aléatoire, et parce que les tonnages disponibles n'ont fait que baisser au cours des dernières années, et ne justifient plus un circuit de ramassage systématique. Dans l'ensemble, le secteur privé tend à ne plus porter ses efforts que vers les produits riches et «soutenus», et vers le commerce de distribution

Si, parmi les productions du secteur agricole, on met à part les palmistes, toutes les autres sont achetées par les C.C.R. Ces organismes, mis en place depuis 3 ans, ont pris la relève des Sociétés de Prévoyance, sur des bases à peu près identiques. La responsabilité

de leur fonctionnement incombe à un Conseil d'Administration élu mais dont le sous-préfet est président. La trésorerie est alimentée par les cotisations des membres, celles-ci, quoique faibles, devant théoriquement couvrir les frais de gestion. On conçoit que le changement de sigle n'a pas levé les obstacles auxquels se heurtaient les anciennes S.P. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la quasi-totalité des C.C.R. soit en déficit, et qu'au milieu de l'année 1963, on ait pris la décision de les mettre en sommeil.

Ce résultat était inévitable, car, aux anciennes difficultés, sont venues s'en ajouter d'autres. Par exemple, les C.C.R. se trouvent, en maints endroits, réduits à s'intéresser seulement aux activités les moins rentables, les autres étant assurées par le commerce privé: ramassage des régimes et des fruits de palmiers dans les villages les plus éloignés, achat de l'huile de production artisanale dont la qualité est inférieure, exploitation des palmeraies naturelles (Etoro) fonctionnement d'ateliers de menuiserie et de briqueteries dont les débouchés sont plus que limités, achat aussi de produits dont la vente est difficile, comme le riz; et les quantités intéressées ne justifient pas toujours les voyages des véhicules: il est dérisoire et coûteux de déplacer un camion de 5 t. pour aller chercher deux fûts d'huile ou 4 sacs de café à 60 km, et plus encore s'il transporte pour cela une douzaine de manœuvres. Aucune entreprise, si parfaitement gérée soit-elle, ne saurait fonctionner dans ces conditions. A plus forte raison des organismes dont les responsables ont souvent plus de bonne volonté que de compétence, notamment en matière de comptabilité.

Le problème de la commercialisation du cacao paraît illustrer au mieux les défauts de ce système, et les difficultés qu'il ne résout pas. Il y a 4 marchés de cacao, qui ont lieu à chaque fin de trimestre, ceux de juin et de décembre étant les plus importants. Les responsables des C.C.R. passent donc dans les villages, où la production apportée par les planteurs est pesée; on leur donne alors un ticket portant indication de la quantité livrée, et le cacao est stocké dans les magasins dont le nombre a heureusement été multiplié depuis quelques années. Son évacuation dépend en effet de la disponibilité en camions, ou de l'arrivée à Fort-Soufflay des convois fluviaux de la C.G.T.A. De toute façon, le trajet routier (jusqu'à Fort-Soufflay ou Ouessou) est extrêmement difficile et lent. Pour essayer de régulariser l'évacuation des produits par voie d'eau, on a construit à grands frais un tronçon de route de 70 km, entre Fort-Soufflay et Bolozo, la navigation étant possible en permanence sur le Dja à partir de ce point (130).

Lorsque le cacao est chargé, des appels d'offres aux maisons de commerce sont lancés à Pointe-Noire par la S.N.C.D.R., en vue de son exportation. Mais c'est seulement quand il est arrivé dans le port, et sur vu des quantités expédiées, que le C.C.R. peut obtenir un prêt de campagne, de la Banque Nationale de Développement du Congo, et payer les producteurs. Il n'est pas rare que les délais entre livraison et paiement atteignent ainsi plusieurs mois, pendant lesquels les planteurs ont l'impression d'avoir travaillé en vain, et craignant de ne jamais toucher d'argent, s'abstiennent d'ouvrir de nouvelles plantations, ou d'entretenir les anciennes.

(130) On peut se demander s'il n'eût pas mieux valu employer les crédits accordés à élargir la passe dans le seuil rocheux qui est l'obstacle essentiel en amont de Bolozo. Cela eût coûté beaucoup moins cher et l'amélioration aurait été définitive, tandis qu'il faudra entretenir la route.

De plus, malgré les précautions prises, le cacao s'abîme. Chaque année, des tonnages importants classés en « supérieur » arrivent à Pointe-Noire en « courant » sinon en « limite ». Chaque année aussi, il faut en détruire une certaine quantité qui, ayant moisi avant son expédition, serait refusée par le service de conditionnement, et classée en « déchets » (131).

Cette analyse pourrait être refaite pour tous les produits commercialisés de cette façon, qu'ils soient destinés à l'exportation (café, cacao, oléagineux) ou à la consommation urbaine (riz). Les difficultés du transport, le manque de cadres compétents aussi, sont bien le plus gros obstacle au développement économique. Tant qu'une solution satisfaisante ne sera pas apportée à ce problème, il ne faut pas espérer qu'un organisme public pourra fonctionner dans des conditions normales, et par conséquent, ne sera pas une charge pour l'Etat ; c'est-à-dire, pour tous.

B - LE COMMERCE DE DISTRIBUTION

Les disponibilités monétaires des habitants du Nord-Congo sont drainées par un réseau de boutiques dont l'implantation a subi, depuis quelques années, des modifications assez sérieuses (carte n° III). Nous disposons, pour l'étudier, de documents plus ou moins complets, qui sont les rôles des patentes dressées par sous-préfectures, et les relevés faits par les chefs de district jusqu'en 1960 ou 1961. C'est à partir de là, que nous avons établi - en 1960 - des cartes du commerce de distribution (132). Elles montraient, et cela reste vrai en 1962, que la vente des produits fabriqués s'établit à plusieurs niveaux. Le premier est constitué par des commerçants au détail, dont quelques-uns sont propriétaires de leurs boutiques, mais dont les plus nombreux sont des gérants de succursales.

Parmi ces entreprises à succursales multiples, la C.F.H.B.C. se taille la part du lion. En 1959, 43 boutiques se dispersaient dans ce qui constitue son domaine, entre Sangha et Nkényi. Elle en a naturellement au moins une dans chaque centre secondaire, et une sur les plantations (Km 15, Attention, Makoua, Etoumbi, Lébangou...). La plus forte concentration se remarque autour de Makoua, sur les différents itinéraires des circuits de ramassage. Les plus importantes ont un double rôle : vente de tous produits fabriqués, mais aussi achat des produits du cru évacués ensuite par la voie d'eau. L'argent distribué effectue ainsi un voyage très court, et revient en parties dans les caisses de la Société. C'est le principe de la factorerie d'autrefois, et du commerce de traite. Les autres entreprises commerciales n'ont guère pu s'installer que dans les régions périphériques, d'où quelques-unes projettent cependant une antenne à l'intérieur du domaine C.F.H.B.C. Elles fonctionnent à peu près toutes sur les mêmes bases, ou bien ont évolué à partir de celles-ci. Le réseau Tragos, dont le centre directeur est à Ouesso, vend dans zone où son propriétaire achetait autrefois les peaux, le caoutchouc de cueillette, le cacao.

(131) « Les opérations cacao du C.C.R. de Souanke sont catastrophiques : pour la campagne cacaoyère, 1960-61, sur 550 t. achetées, le CCR a dû en détruire entre 100 et 150 t., et le tonnage réceptionné à Pointe-Noire a souvent subi, lors du conditionnement, d'importantes réfections portant sur la qualité » (GUERRINI M. L'Economie Rurale de la Cuvette Congolaise, Brazzaville, 1961, 76 p. ronéo).

(132) « Boutiques individuelles et succursales, dans le Nord de la République du Congo » Commerce de petit détail et commerce ambulant » Cartes hors-texte dans « Les transports au Nord de Brazzaville »

Dans le Nord-Est du pays, les magasins Leau, Gitton, Langlois, S.I.C.A.L. (avant leur fermeture), ont pour clients les pêcheurs et les vendeurs de palmistes, de noix de Kola, de copal. Dans la partie méridionale du pays, les boutiques Ebina appartiennent à un transporteur de Brazzaville qui assure de cette façon un certain équilibre dans son trafic : ravitaillement et visite des points de vente à l'aller, collecte des voyageurs et des produits au retour. La maison Bonnaire, à partir de Djambala, ne procède pas autrement.

En dehors des réseaux de succursales, les boutiques de vente au détail sont assez peu nombreuses. On les trouve presque uniquement dans les chefs-lieux, où elles ont de meilleures possibilités de ravitaillement. Elles atteignent une forte concentration en deux points particuliers : Mossaka, où l'argent provenant de la pêche est abondant, et dans la zone plateau Koukouya-Djambala, en liaison avec les ressources tirées de l'agriculture (tabac). Dans une moindre mesure, la situation se retrouve à Makoua même, malgré la concurrence des boutiques de la C.F.H.B.C.

La plupart des magasins ne méritent vraiment ce nom que dans les principaux chefs-lieux, Ouesso et Fort-Rousset notamment, où joue la rivalité entre deux ou trois commerçants. Un effort de présentation est alors fait, avec des comptoirs, un réfrigérateur distribuant des boissons fraîches, parfois un fond sonore de musique locale. Les produits sont très abondants et variés. Mais ce sont là, malheureusement, des exceptions, liées à la présence d'une clientèle européenne ou africaine (fonctionnaires) à fort pouvoir d'achat. Partout ailleurs, l'aspect de la boutique est plus médiocre, et son ravitaillement plus mal assuré, en fonction de la distance qui la sépare de l'agglomération principale. Même à Souanké, à Sembé, à Ewo, la boutique n'est qu'une case en dur, avec une grande ouverture rectangulaire pratiquée sur toute la façade principale, et le long de laquelle court une planche escamotable sur laquelle sont servis les clients, qui restent à l'extérieur. Les marchandises, peu nombreuses, sont placées sur de simples étagères de bois, superposées et aménagées en casiers. Quant aux boutiques de villages, elles ne diffèrent que rarement des cases traditionnelles, et leurs stocks sont réduits au minimum ; il faut bien reconnaître que l'état des routes, parfois aussi les conditions de navigation, empêchent les factoreries principales de leur faire parvenir les fournitures avec régularité : le pétrole manque pendant des semaines ; lors de notre passage à Epéna, il n'y avait ni savon, ni pétrole, ni vin, depuis 2 mois ! Les difficultés de transport ne sont pas toujours en cause, et certains efforts pour les surmonter pourraient être faits ; mais dans les villages de brousse, le client n'a généralement pas d'autre possibilité que d'attendre, et les chiffres d'affaires qu'il est possible d'espérer, compte-tenu du revenu moyen individuel, ne justifient pas toujours des fournitures variées et fréquentes, qui nécessiteraient chaque fois le déplacement d'un gros camion.

A la trame des boutiques de vente au détail, se superpose et s'ajoute un second réseau de distribution, celui des commerçants « au petit détail » et des trafiquants ambulants. Les uns comme les autres se fournissent en général dans les boutiques principales, et ne font donc guère autre chose que de la revente. Les installations fixes, inexistantes chez les seconds, ne le sont guère moins chez les premiers. Le commerçant au petit détail dispose rarement d'un local approprié ; un éventaire sommaire, une table dans la concession familiale, une simple caisse retournée derrière laquelle il s'assied, suffisent pour poser quelques boîtes, flacons, tubes, petits objets de parfumerie, peignes, qu'il peut avoir à offrir. Quant au trafiquant ambulant, qu'il soit à pied (avec ou sans porteur), à bicyclette ou en pirogue, il assure la dispersion des produits sur les moindres pistes où les véhicules ne sauraient se risquer. Nombre d'entre

eux sont des Haoussa, dans le Nord surtout. Leur baluchon ne contient pas grand-chose, en dehors des tissus pour pagnes et de la bimbeloterie habituelle, sinon, en certaines régions tout au moins, quelques marchandises de contrebande. On relève sans surprise leur plus grande densité à Mossaka (20 trafiquants, dont 12 en pirogues), à Souanké (17 trafiquants à pied), et surtout sur le plateau Koukouya, pourtant déjà bien fourni en boutiques fixes, où ils ne sont pas moins de 42!

A quatre années d'intervalle, nous pouvons mesurer l'évolution qu'a suivi le principal réseau de distribution (carte n° III). En 1962, la tendance générale est à la suppression d'un certain nombre de points de vente. La C.F.H.B.C. a, dans l'ensemble, maintenu ses positions, et si certaines boutiques d'accès difficile ont été fermées (Okélataka, Oka, Ojougou), d'autres se sont ouvertes en dehors des chefs-lieux, et notamment dans la région de Fort-Rousset. Il en existe aujourd'hui une cinquantaine, toujours éparpillées dans le domaine actuel ou ancien de la Compagnie. Par contre, d'autres réseaux ont subi le sort malheureux de l'entreprise commerciale ou industrielle qui les avait établis : c'est le cas des boutiques S.I.C.A.L., à Epéna et Dongou, à la fin de 1961, le cas aussi des boutiques Gitton, au Nord de Dongou, supprimées par la mise en sommeil de la plantation et de l'huilerie de Bolomo. Le long de l'Ibenga et de la Motaba, sur les 17 boutiques Leau et Gitton, une seule a été maintenue, à Enyellé, qui compte plusieurs centaines d'habitants. Mais le ramassage des palmistes n'étant plus assuré le long des rivières, l'existence des boutiques à Boucy-Boucy, Djoubé, Mimbelly, Mompoutou à 150 km de l'embouchure, ne se justifie plus guère : faute de numéraire, que pourraient acheter les villageois ? Dans toute la Likouala, d'ailleurs, la concentration de la vie économique dans les chefs-lieux (Dongou, Impfondo) est très nette, le reste du pays paraissant plus ou moins abandonné à lui-même. L'allègement du réseau de distribution n'est pas moins net dans le Sud du pays : 2 boutiques Bonnaire au lieu de 4 ; 6 boutiques Ebina au lieu de 9. L'état des routes, lamentable ici pendant la saison des pluies, doit être tenu pour largement responsable.

Si l'on met à part Ngabé, l'absence de boutiques au Sud de la Léfini est frappant. L'influence de Brazzaville joue certainement beaucoup ; les habitants, au demeurant peu nombreux, ont de grandes facilités pour se rendre dans la capitale, grâce aux camions qui circulent sur le plateau de Mbé. On peut difficilement expliquer d'une autre façon ce vide, dans une région où la vente de produits vivriers procure de l'argent. De plus, les colporteurs et trafiquants ambulants, domiciliés à Brazzaville, n'ont aucune peine à parcourir les pistes intéressantes, comme celle qui, par Boulankio et Oka, traverse la partie la plus peuplée.

Cet argent, qui est dépensé aussi bien dans les boutiques qu'auprès des colporteurs, il convient de rechercher à présent quelles en sont les sources principales.

II - LES REVENUS

Notre intention n'est pas ici d'entrer dans les détails concernant la circulation monétaire, mais simplement d'exposer quelles sont les grandes sources de revenu, dans une société encore très largement rurale, au sein de laquelle coexistent ces deux types : économie monétaire et économie de subsistance. Si la seconde est largement répandue, on aurait cependant beaucoup de peine à la trouver dans son état pur ; quant à la première, elle repose parfois sur des bases si étroites, qu'elle ne pourrait se maintenir, sans le soutien que lui apporte l'autre.

Mais c'est surtout la très grande inégalité de revenu entre les divers groupes sociaux, qui dessine un clivage extrêmement net à l'intérieur de la population. Celui-ci n'est atténué que par les liens multiples, d'ordre ethno-sociologiques, qui relient les hommes entre eux, et permettent aux plus défavorisés d'améliorer quand même leur niveau de vie.

A - ORIGINE ET VOLUME DES REVENUS MONETAIRES

Un essai d'évaluation globale, portant sur une partie du Nord Congo, a été fait en 1961 par le Directeur de la C.F.H.B.C. ; le but en était d'évaluer quelle part du revenu monétaire connu revenait à la Compagnie par l'intermédiaire de son réseau de distribution commerciale. C'est pourquoi cette étude excluait les régions où elle n'est pas installée : préfecture de la Likouala, sous-préfecture de Djambala et de Lékana, P.C.A. de Ngabé. Les résultats en sont rassemblés dans le tableau ci-après :

	Sangha	Autres régions	Ensemble
SALAIRES			
C.F.H.B.C.	28.000.000 F	48.000.000 F	76.000.000 F
Administration	30.000.000 F	80.000.000 F	110.000.000 F
Employeurs divers	7.000.000 F	9.000.000 F	16.000.000 F
ALLOCATIONS FAMILIALES			
PRESTATIONS DIVERSES	5.000.000 F	19.000.000 F	24.000.000 F
REVENUS AGRICOLES			
Oléagineux		50.000.000 F	50.000.000 F
Autres		10.000.000 F	10.000.000 F
Cacao	70.000.000 F		70.000.000 F
Pêche		6.000.000 F	6.000.000 F
CREDITS ADMINISTRATIFS			
POUR TRAVAUX	10.000.000 F	20.000.000 F	30.000.000 F
DIVERS		20.000.000 F	20.000.000 F
Tous revenus	150.000.000 F	262.000.000 F	412.000.000 F

La région intéressée étant peuplée de 170.000 habitants, le revenu annuel par personne et par an ressortit ainsi à 2.400 francs. Le chiffre d'affaire de la C.F.H.B.C., dans le même périmètre, se montait alors à 255 millions de francs (près de 62 %). Ce tableau appelle cependant quelques réserves. D'une part, il sous-estime très nettement les revenus de la pêche ; il est exact que ceux-ci sont dans une très forte proportion, dépensés à Brazzaville même, mais ils le sont par des originaires du Nord, et cela ne saurait être négligé. D'autre part, les « crédits administratifs » pour travaux sont utilisés aussi bien pour l'achat de billes de bois, de lianes, que pour payer des salaires d'ouvriers et des manœuvres, qui risquent ainsi d'être comptés deux fois. Mais les indications fournies sont tout de même précieuses, en particulier quant à l'importance respective des différents postes. Il est frappant de voir que dans une zone où la population

rurale est de loin la plus nombreuse, la part des revenus agricoles n'est que le tiers de tous les revenus, le reste relevant presque intégralement des salaires versés par l'administration et divers employeurs privés.

Ce que nous avons dit des conditions dans lesquelles sont pratiquées les cultures commerciales, explique le faible rôle qu'elles jouent dans le revenu monétaire. C'est que le planteur qui possède 80 ares de cacaoyers - cas le plus fréquent - en obtient au mieux, 280 kg de fèves. Dans les meilleures conditions, si toute sa récolte est classée en qualité supérieure, il en retirera 20.000 francs. Cet exemple montre aussi que les plus gros planteurs - moins d'une douzaine en tout - qui ont une propriété inférieure à 10 ha, en obtiennent un revenu qui ne dépasse pas 250.000 francs. Mais le cacao est un produit riche dont le prix à la production est élevé. Le demi-hectare du caféiculteur lui fournit 250 kg de cerises sèches, qui lui seront achetées par le C.C.R. auquel il a adhéré, à 40 francs le kg: il touchera donc 10.000 francs. Mais ce n'est pas le cas général; la plupart des producteurs de café n'ont encore à livrer que 20 à 100 kg de marchandise; c'est dire la maigreur du revenu qu'ils peuvent en tirer.

La situation est un peu différente pour les planteurs de tabac. Nous savons que ceux-ci apportent individuellement, aux acheteurs du S.E.I.T.A. entre 15 et 30 kg de feuilles sèches. S'il s'agit de Maryland bien traité, bien trié, et de bonne présentation, il sera payé 90 francs le kg. Les producteurs les plus courageux ou entreprenants, ou ceux qui disposent d'une main d'œuvre familiale plus nombreuse, (les ménages polygames par exemple) vendront donc pour quelques milliers de francs de tabac. L'intérêt pour eux des variétés Kentucky, ou Java est donc très grand: car même si le rendement est un peu inférieur, le prix d'achat peut aller jusqu'à 175 francs le kg, ce qui compense bien ce léger inconvénient. Quant aux riziculteurs, ils sont les plus défavorisés, à la fois parce que le riz est une marchandise qui s'achète bon marché (13 francs le kg) et parce que depuis deux ans, la vente étant très mal assurée, il n'est plus acheté régulièrement par les C.C.R. qui ne savent que faire des récoltes stockées dans leurs hangars. Il ne faut donc pas se laisser abuser par le montant global des achats de produits agricoles, car ces sommes se répartissent entre un nombre très élevé de petits producteurs, dont chacun ne s'assure ainsi, en règle générale, qu'un revenu fort modeste: 60.000.000 francs pour le cacao (pour 3.000 producteurs: 20.000 francs par producteur); autant pour le tabac (mais pour plus de 18.000 producteurs: 3.300 francs par producteur); 10.000.000 de francs pour le café.

Le cas de l'orpaillage et celui de la pêche sont un peu différents. Les travailleurs de la S.M.O.L. sont en quelque sorte libres de leur production: ils peuvent laver les alluvions avec acharnement, ou passer seulement quelques jours par mois sur les chantiers. En 1962, ils ont vendu pour 14.500.000 francs d'or. Leur nombre est connu, puisqu'ils ne peuvent opérer que s'ils sont titulaires d'une carte les y autorisant: 450 ont été délivrées. Il en résulte que le revenu moyen des orpailleurs, avec plus de 32.000 francs par tête et par an, dépasse largement celui des planteurs, et si certains d'entre eux ne mettent pas beaucoup d'ardeur au travail, d'aucuns se font beaucoup plus d'argent que cela (133). On comprend dès lors que les demandes de cartes soient fort nombreuses...

(133) Le directeur de la S.M.O.L. estime que deux orpailleurs, faisant équipe, peuvent obtenir 100 gr d'or par mois, correspondant à un revenu individuel de 90.000 francs par an.

Nous sommes malheureusement beaucoup moins bien renseignés en ce qui concerne la pêche. Tout d'abord, nous ignorons quel est le nombre de pêcheurs qui fument le poisson et le vendent; nous ne savons pas quel est leur volume de production, et le problème est compliqué par la présence parmi eux de résidents de Brazzaville, qui participent à la campagne annuelle dans la Sangha, l'Oubangui et le Congo, et dont les profits échappent à la population du Nord. Ce qui est transporté par les bateaux donne une indication. Le prix moyen est assez difficile à fixer. Dans ce domaine, les revenus tirés de la vente ne vont pas entièrement aux producteurs. Sur les marchés de Poto-Poto et de Bacongo, le poisson est vendu à la pièce ou au morceau, mais par des revendeurs qui n'interviennent parfois qu'à la 3^e ou 4^e place dans le circuit. Les pêcheurs ou leurs représentants, qui ont fait le voyage et joué le rôle de convoyeurs, se contentent en général de négocier au port les paniers de poisson fumé, quand ce n'est pas à Mossaka même, à des commerçants. Ici joue naturellement la loi de l'offre et de la demande: les premières livraisons de la campagne sont payées très cher, jusqu'à 14.000 francs les 90 kg; les prix baissent lorsque chaque bateau déverse 20 ou 30 tonnes de poisson fumé: ils tombent à 8.000 ou 9.000 francs. Il semble que l'on puisse se baser sur un prix moyen de 100 à 110 francs le kg. Comme on pense que chaque année, 6.000 pêcheurs participent à la campagne, et que chacun d'eux produit 200 kg de poisson dont 1/4 est consommé sur place, les tonnages commercialisés approcheraient de 900 t. correspondant à un revenu de 90 à 100.000.000 francs. Sur ce total, il nous paraît raisonnable d'admettre que 75.000.000 F reviennent à des pêcheurs habitant effectivement le Nord du pays. Le revenu des pêcheurs serait ainsi de 15.000 francs par an, proche de celui des planteurs de cacaoyers (mais il y a souvent 2 pêcheurs par famille).

La dernière importante catégorie de produits susceptibles d'apporter aux ruraux une certaine masse d'argent frais, est celle des oléagineux; dans la zone centrale du Nord-Congo, ils sont achetés surtout par la C.F.H.B.C., comme nous l'avons vu, ailleurs, par les C.C.R., et plus rarement par des commerçants privés (Impfondo, Djambala). Les sommes que cela représente sont plus difficiles à connaître, sauf pour les trois sous-préfectures de Makoua, Fort-Rousset et Kellé, les plus productives en ce domaine, où elles se montent à 20.000.000 francs. Diverses circonstances, comme la fermeture des huileries d'Etoro et d'Epena, ont contribué à réduire la part des autres régions; toutes ensemble, elles doivent atteindre aussi une vingtaine de millions; mais plus encore que pour les cultures commerciales, les revenus venant des fruits de palme, de l'huile et des palmistes, sont partagés entre des milliers de mains. Toutes les familles des villages inclus dans les circuits de ramassage peuvent apporter leur «récolte»; la plupart des femmes n'y manquent pas. Par conséquent, là encore, le revenu individuel doit se maintenir, la plupart du temps, au dessous de 5.000 francs par an (équivalent: 250 kg de palmistes).

La vente du manioc, et en général, des divers produits vivriers, ne fait l'objet d'aucun contrôle systématique. On possède quelques données fragmentaires: tonnages très réduits, achetés par le C.C.R. de Makoua dans les environs, pour être revendus sur le marché du chef-lieu: quelques dizaines de tonnes; quelque 200 t. de fufou ramassées sur les plateaux Batéké et transportées dans la capitale. Le plus gros trafic, en ce domaine, reste la vente des paniers de manioc, par les riverains de la moyenne Alima, en direction de Mossaka, et un peu de Brazzaville. Si le poids de 2.000 t. cité par un rapport administratif récent, est exact, le chiffre d'affaires qui en résulte doit être de l'ordre de 6.000.000 francs (180 francs le panier de 50 kg). Comme pour le poisson, les cours sur les marchés de consommation sont assez variables; pendant les inondations exceptionnelles des deux dernières années, les prix ont augmenté dans

des proportions invraisemblables, puisque les cultures vivrières locales avaient été détruites en grande partie sur les rives du fleuve (jusqu'à 800 francs le panier de 50 kg). Mais ce sont là des circonstances inhabituelles. Le volume des transactions de ce type, dans l'ensemble du Nord-Congo, est réduit, car il ne dépasse guère le cadre des ventes individuelles; le nombre des consommateurs non-producteurs est faible: fonctionnaires des chefs-lieux, quelques hommes célibataires dans les villages. En dehors du cas particulier de la vente sur Mossaka, on ne peut guère évoquer, comme ayant une certaine importance, que les «échanges» qui se font sur les marchés - d'ailleurs en très net déclin - de la sous-préfecture de Gamboma; les Moye de la rive droite du Congo viennent offrir leurs poissons aux Bangangoulou de l'intérieur, qui ont à vendre du manioc. Mais dans, la plupart de ces cas, les revenus qui en découlent pour les producteurs ne constituent pas réellement un apport d'argent frais dans le pays: c'est déjà une sorte de redistribution, par l'intermédiaire du commerce intérieur, d'une masse monétaire versée sous forme de salaires.

Le volume des soldes et salaires est beaucoup plus considérable que celui des revenus agricoles monétaires. L'éventail en est largement ouvert, mais il se situe dans une catégorie supérieure. Les salariés les moins favorisés sont les manœuvres non spécialisés, qu'ils appartiennent à l'administration ou au secteur privé; plantations d'*Elaeis*, exploitations forestières. Missions religieuses... Leur revenu est d'environ 45.000 francs par an. Cependant, dès qu'ils acquièrent une certaine spécialisation (coupeurs de régimes, scieurs, pointeurs, chauffeurs...), ils gagnent davantage. Par contre, les fonctionnaires apparaissent, dans ce monde de gagne-petit, comme d'indiscutables privilégiés, leurs soldes s'échelonnent grossièrement entre 100.000 et 800.000 francs par an; la moyenne se situant à 450.000 francs par an (37.500 francs/mois). Il s'y ajoute un certain nombre d'avantages, dont quelques uns sont partagés par tous les salariés: prestations familiales notamment, et soins partiellement payés... Le logement est parfois également fourni aux cadres supérieurs, dans le «quartier des fonctionnaires». Combien sont-ils, dont le niveau de vie peut ainsi s'élever au-dessus de la grande masse? Quelques centaines tout au plus (moins de 4000 avec leur famille) dont le revenu global serait de 300.000.000 francs. Notons tout de suite que cette somme n'est pas, il s'en faut de beaucoup, dépensée sur place. La solde est en général versée à un C.C.P. à Brazzaville, et chacun ne fait venir que les sommes nécessaires à l'existence quotidienne. Pour la plupart originaires des autres régions, les fonctionnaires préfèrent investir dans leur village natal, en construisant une case en dur; d'aucuns achètent des terrains, font établir une petite plantation. Les salariés à moins de 100.000 francs par an sont plus nombreux; environ 4.000, soit 15.000 personnes avec leurs familles (les célibataires ne sont pas rares sur les chantiers) Leur revenu global s'élèverait à 275.000.000 F.

Nous possédons ainsi l'essentiel des données qui permettent de faire un bilan du revenu monétaire des habitants du Nord-Congo. Soldes et salaires de toute sorte déversent sur le pays quelque 575.000.000 francs. La commercialisation des principaux produits agricoles, du poisson, de l'or, fournit de son côté 250.000.000 francs. Il convient d'ajouter à cela une somme tout à fait incontrôlable, correspondant aux ventes par très petites quantités, de manioc, de nattes, lianes, vin de palme, poulets, cabris... aux commerçants, transporteurs ainsi qu'aux passagers des camions, dont beaucoup profitent du voyage pour pratiquer un petit trafic individuel. (134)

(134) Le seul trafic routier porte sur 35.000 passagers dans chaque sens. Si chacun d'eux, rien qu'à la descente, laisse pour 200 francs en brousse, voici un rapport de 7.000.000 francs supplémentaires.

Ainsi, nous ne pensons pas être très éloigné de la réalité, en situant à 850.000.000 F environ, le revenu global recherché; la population étant de 240.000 habitants, chacun dispose donc théoriquement de 3 500 F, au cours de l'année, pour faire des achats: 15 000 à 16 000 F par ménage (135). Mais nous savons combien ces chiffres moyens sont peu significatifs! Il serait bien plus exact de dire que quelques centaines de fonctionnaires ont un niveau de vie, qui, depuis quelques années, a rattrapé celui de leurs homologues d'Europe Méditerranéenne ou Centrale. Quelques milliers de petits salariés trouvent, dans la paye régulière de fin de mois, la possibilité d'acheter certains biens qui les font participer à la civilisation moderne (bicyclette, poste de radio, conserves alimentaires...); 30.000 ruraux se procurent, par une activité dérivée le plus souvent des tâches traditionnelles, de petites sommes grâce auxquelles ils peuvent s'offrir certaines satisfactions, dans le logement, l'alimentation, l'habillement, et payer en outre des dots de plus en plus élevées. Tous ensemble représentent un peu plus de la moitié des chefs de famille du Nord-Congo; quant aux autres, ils n'ont guère encore dépassé le stade de l'économie de subsistance, d'où les fait sortir seulement une commercialisation épisodique de quelques produits (oléagineux, vivres, objets de l'artisanat).

B - LES REVENUS DE L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE ET L'UTILISATION DE L'ARGENT.

Les revenus fictifs, correspondant à la production auto-consommée, ne peuvent pas être calculés à partir de données du même genre. Aucune enquête de consommation n'a été entreprise en brousse, et si les rapports administratifs contiennent parfois des évaluations de la production vivrière, il convient de les accueillir avec prudence. La base de la nourriture quotidienne est presque partout le manioc, sous la forme de pain obtenu après rouissage - la tchikouangue - ou sous la forme de farine - le fougou. Les populations Maka (Djem et Bakouélé) font cependant exception à cette règle en consommant surtout la banane-légume, ou banane-plantain, dont la longueur dépasse couramment 30 cm, et qui se fait cuire. Les protéines sont apportées par la viande et le poisson, consommés frais ou fumés, et dont les proportions respectives varient d'une région à l'autre: davantage de poisson dans l'Est et plus de gibier dans l'Ouest, où les efforts pour développer la pisciculture n'ont pas donné de brillants résultats. L'huile est tirée des régimes du palmier, sauf dans l'extrême Nord-Ouest où elle vient de certains fruits cueillis dans la forêt (arbre «edjé»); les lipides viennent aussi de l'arachide. A cette nourriture de base se joignent divers légumes; patates douces au goût sucré, ignames, taros, oseille, courges (dont les pépins sont très recherchés) et les bananes, oranges, mangues, papayes, safous, avocats, tiges de canne à sucre... souvent cultivés autour des villages. De nombreux petits animaux font l'objet d'une recherche intéressée: hérissons, rats-palmistes, grillons coupe-racines, chenilles... Mais il s'agit alors d'une cueillette, et non d'une culture; il en est de même du vin de palme («nsamba» ou «moulengué») tandis que l'alcool de maïs doit déjà faire l'objet d'un certain travail.

Pour connaître le volume approximatif des denrées ainsi consommées, il faut bien s'en rapporter à la ration considérée comme normale, et qui sert de base au calcul du SMIG. Cependant, on doit procéder à quelques rectifications, car celui-ci intègre des produits fabriqués, comme le sucre et les sardines. Quant à la valeur de ces marchandises, on ne peut la calculer

(135) Il s'agit ici, comme dans tout cet ouvrage, de francs C.F.A. - 1 F. C.F.A. = 0,02 F. 1963

qu'à partir des prix pratiqués sur les marchés intérieurs, et réglementés par une commission de notables. Evidemment, cette base est peu sûre (on sait quelle confiance il faut avoir dans les mercuriales, lorsqu'il s'agit de transactions qui se font sans aucun contrôle), mais elle est la seule qui existe. (136). Il nous est ainsi apparu que le revenu correspondant à l'auto-consommation devait avoisiner 12.000 F par an et par personne adulte (900 gr de manioc par jour, 600 gr de poisson et 1.000 gr de viande par semaine); en prenant comme équivalence « deux moins de 15 ans = un adulte », les 240.000 habitants consommeraient autant que 200.000 adultes, et la valeur de la production auto-consommée serait ainsi de quelque 2.400.000.000 francs. Celle de la production commercialisée par les autochtones, celle des soldes et salaires, sont donc très inférieures, ce qui mesure le faible degré de développement économique qui reste celui du Nord-Congo (137).

Cette situation générale n'est pas sans poser quelques énigmes. Etudiant en 1951, les rapports entre les salaires et le coût de la vie, le chef de région de la Sangha se penchait sur la situation des manœuvres qui, à cette date, gagnaient 25 F par jour. Des calculs minutieux prouvaient que pour la nourriture, l'habillement, les nécessités les plus élémentaires de l'existence, l'individu avait besoin de 57 F par jour, minimum paraissant incompressible. Il admettait que les hommes mariés représentaient une catégorie particulière, car si la femme entraîne des dépenses supplémentaires, elle fournit, par son travail, la plus grande partie des produits vivriers (« Avoir 4 femmes, en brousse, permet de prendre sa retraite et de se contenter d'abattre la forêt pour préparer les champs »); mais, se référant à la pratique générale de la « cotisation » à 3 sur l'intégralité du salaire (138) l'auteur du rapport écrivait: « De toute façon, même célibataire à 25 F par jour, il fait « cotisation » et vit deux mois sans achats, alors que mon raisonnement tend à prouver qu'il ne peut vivre à moins de 57 F par jour. J'avoue que je ne peux comprendre ce fait déconcertant ».

Depuis cette date, le salaire des manœuvres a subi une augmentation considérable, mais le prix des marchandises est loin d'être resté stationnaire, et le problème se pose toujours en termes assez semblables. Le chef de famille, qui dispose à Ouessou, Makoua ou Djambala, de 4.000 F par mois, doit faire vivre avec cette somme deux adultes et deux enfants, et souvent un neveu ou un beau-frère. Cette contradiction n'est levée que par l'activité agricole à laquelle se livre sa femme dans la presque totalité des cas.

(136) Voici quelques prix pratiqués sur le marché d'Ouessou en 1962: tchikouangue: 10 F. viande de chasse fraîche: 75 f. viande fumée: 100 F. bananes plantain: 20 F les 10. vin de palme: 15 F le litre, petit singe: 150 F; cabri vivant: 500 à 1.000 F etc...

(137) C'est volontairement que nous n'avons pas intégré dans le revenu la valeur des produits de plantations industrielles ou d'entreprises forestières, notre but étant d'évaluer le niveau de vie du Congolais, et non le montant du revenu national. Quels que soient le volume et le prix du bois exporté ou de l'huile de palme produite, le manœuvre n'a pour vivre que son salaire, et celui-ci est le seul profit qu'il retire de l'entreprise.

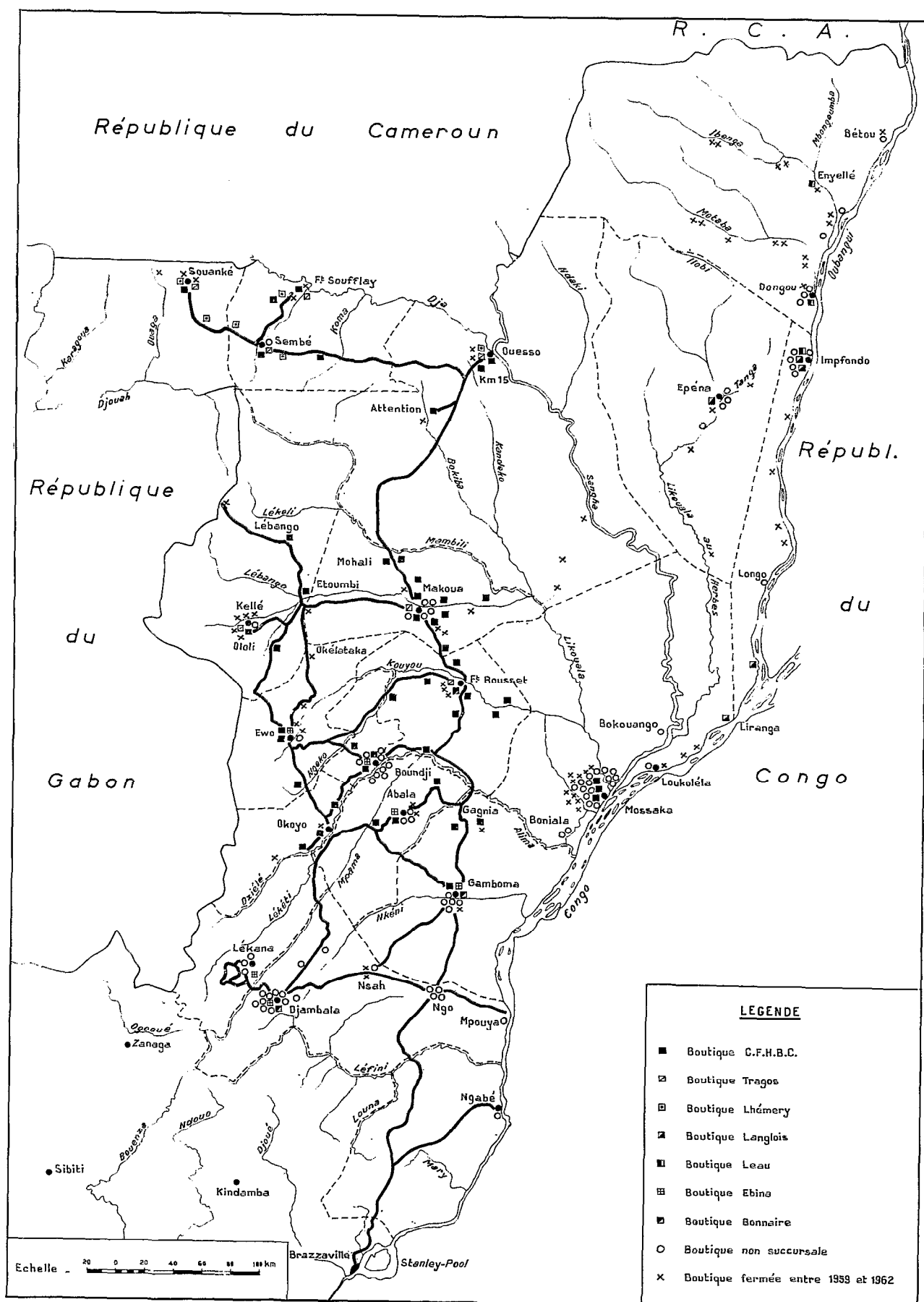
(138) Cette pratique appelée « kitémo » dans le pays Lari, est extrêmement courante. Elle consiste, à l'intérieur d'une association temporaire, à abandonner chaque mois, tout ou partie de ses gains à l'un des membres du groupe. Chacun reçoit donc à son tour une somme importante, sans être contraint de prendre sur soi pour économiser. Il existe des kitémo à 3, mais aussi à 15, 20 membres, et même davantage.

Il en résulte que le salaire est à peu près entièrement disponible pour d'autres achats. Par contre, la situation est différente pour les habitants des villages, dont les ressources en argent semblent parfois inexistantes. Pourtant, même là, les hommes ont chemise et pantalon, les femmes, des pagnes achetés dans le commerce à la boutique la plus proche ou au colporteur de passage; il n'est guère de cases sans un minimum d'ustensiles, en particulier les grandes cuvettes émaillées universellement répandues. Pour lever cette contradiction, il faut faire appel à des revenus incontrôlables : vente épisodique de quelques produits à des voyageurs, et surtout cadeaux reçus dans le cadre des relations ethno-sociologiques tissées à l'intérieur des groupes humains. Le soutien apporté par celui qui a de l'argent, à sa famille, est un trait général; le fonctionnaire, le salarié émigré, envoient des mandats à leurs parents et à leurs « frères » restés en brousse; ils ne manquent pas d'emporter quelque chose lorsqu'ils sont en visite, ne serait-ce que pour faire étalage de leur réussite. Ainsi, par de multiples cheminement, l'argent déversé en quelques points se répand à travers tout le territoire, et circule de mains en mains; le planteur achètera du vin de palme au « malafoutier », celui-ci se procurera du manioc auprès d'une femme qui, en revanche, obtiendra du poisson, et le pêcheur, à son tour, dépensera son gain à la boutique.

Il est cependant une constatation facile à faire : une partie de la masse monétaire disparaît en cours de route. Ainsi, d'après leur propriétaire, les boutiques installées par la S.M.O.L. sur les chantiers aurifères, ne voient revenir que 40 % des sommes versées pour l'achat d'or. En 1962, le chiffre d'affaires de tous les commerçants, dans la Préfecture de l'Equateur, (ancienne Likouala-Mossaka) ne correspond qu'à 75 % du revenu monétaire. Que devient le reste de l'argent ? Nous pensons à deux possibilités ; la première est une certaine thésaurisation ayant pour but de rassembler les dots et de couvrir certains frais inattendus (139). En cas de besoin, tous les membres de la famille apportent leur obole ; il est ainsi bien connu que certains féticheurs se font payer très cher pour une « consultation » (le chiffre de 30.000 francs, sur le plateau Koukouya, nous a été rapporté par un informateur !) ou que les prédicateurs de certaines sectes religieuses obtiennent très vite de leurs adeptes des sommes étonnantes (secte de « Tsaka-Tsaka », de Dieudonné...). La seconde possibilité est dans une fuite de l'argent hors du pays, à la faveur de la vente par correspondance. Celle-ci a pris, depuis quelques années, une ampleur considérable, et les clients éventuels sont sollicités par bulletins publicitaires, avec plus d'insistance que jamais. Ce commerce porte souvent sur les traditionnels porte-bonheur, bijoux bénéfiques, et autres pierres miraculeuses, capables de procurer à la fois la santé, l'argent et l'amour; mais aussi sur les montres, les vêtements, les postes à transistors, etc... Ces appels touchent d'autant plus qu'ils trouvent un écho dans un certain snobisme de ce qui est importé, de ce qui « vient de France ». Les risques sont pourtant grands (perte et détérioration pendant le transport), et les prix de revient élevés, mais le client n'hésite guère. Le secret professionnel ne permet pas d'opérer une vérification des sommes qui s'évadent ainsi sans aucun profit pour l'économie locale, mais elles doivent être importantes (140). Du moins de fait prouve-t-il que, malgré les apparences, une partie du revenu monétaire reste disponible pour des achats qui ne sont pas de première urgence.

(139) Un argument en faveur d'une telle épargne nous a été fourni par le Directeur de la SMOL à Kellé. Il lui a été difficile de faire accepter les pièces de monnaie, qui, à un certain moment, ont remplacé les petites coupures. Mais quelques cases ayant accidentellement été incendiées, plus personne soudain n'a voulu de billets, sans doute trop inflammables...

(140) Dans une étude non publiée, portant sur les régions du Niari (240.000 habitants) J.L. LIERDEMAN a pu évaluer le montant des achats faits en Francs par les habitants (colis envoyés contre remboursement) à 30.000.000 F auxquels il convient d'ajouter 10.000.000 F pour les droits de douane. Le revenu monétaire individuel serait ici de 5.000 F par an. (J.L. LIERDEMAN Quelques problèmes socio-économiques de la vallée du Niari et du Niari-forestier - Brazzaville, 1963, I.R.S.C. 15 p. dactyl.)



CONCLUSION

PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

L'étude des caractères géographiques du Nord-Congo permet d'appréhender les motifs essentiels, qui ont retardé son développement plus encore que celui du Congo sud-occidental : médiocrité générale des sols, étendue des zones incultivables parce que marécageuses ou inondables, rareté des hommes, difficultés rencontrées par les entreprises de transport. Les efforts poursuivis afin d'implanter des activités économiques pouvant assurer à la population des revenus monétaires, ont abouti à une mise en valeur discontinue, qui apparaît avec netteté sur la carte n° IV. Les aires principales des cultures commerciales ne se recouvrent qu'entre Makoua, Kellé et Gamboma, c'est-à-dire sur la bordure occidentale de la Cuvette. Partout ailleurs, les sources d'argent sont beaucoup moins variées, et permettent d'esquisser un découpage régional. C'est ainsi qu'on peut reconnaître la Sangha occidentale, pays du cacao; l'Est et le Nord-Est, où l'exploitation plus ou moins active des ressources naturelles (copal, noix de Kola, poisson, bois), reste prépondérante ; la partie méridionale des pays Batéké, vouée surtout au tabac ; le centre enfin, dont les activités sont plus différenciées, où cultures nouvelles et ramassage traditionnel se côtoient, et s'appuient mutuellement.

Nous avons vu, au cours des chapitres précédents, combien fragiles sont encore les structures économiques de ces diverses régions, et combien minces les revenus de la population rurale. Y a-t-il des possibilités de développement ? Les projets qui peuvent être élaborés se heurtent partout à certaines difficultés dont les unes sont d'ordre local, et dont les autres sont communes à l'ensemble du Nord-Congo. Il nous a semblé utile de dresser, pour terminer, une sorte de bilan des problèmes, en évoquant quelques solutions auxquelles il est permis de penser.

Toute la partie méridionale du pays, au Sud de la Nkény et de l'Alima supérieure, est handicapée par la faiblesse de la population (à l'exception du plateau Koukouya), et l'absence relative d'eau. Celle-ci n'est qu'un inconvénient mineur d'octobre à mai, époque à laquelle les averses sont suffisamment fréquentes, pour que la «soudure» puisse se faire de l'une à l'autre sans difficultés : quand les touques de tôle et les dames-jeannes sont remplies, elles couvrent les besoins de plusieurs jours. Mais la saison sèche ramène l'obligatoire et pénible corvée d'eau ; celle-ci, au prix d'un gros effort qui est demandé aux femmes, peut assurer les

besoins des êtres humains ; elle ne saurait couvrir ceux d'un troupeau. Toute mise en valeur par l'élevage des vastes étendues en savane, sur les plateaux, se heurte donc à un problème d'hydraulique agricole dont la solution, jusqu'à présent, n'a pas été trouvée : impluvium artificiels de grande étendue ou petites installations familiales ? Puits atteignant la nappe phréatique profonde, ou pompage dans les rivières pérennes qui coulent en contre-bas ? Ces méthodes ont toutes été envisagées ; mais les dépenses d'installation ou de fonctionnement laissent peu d'espoir quant à la rentabilité de l'entreprise.

Il est plus surprenant que l'élevage des bovins, qui pourrait assurer la mise en valeur régionale en dépit de la faible densité humaine, n'ait jamais été envisagée que sur les plateaux. La zone des hautes collines, qui couvre des dizaines de milliers d'hectares, offre en effet l'avantage d'avoir des rivières permanentes ; le tapis végétal est à peu de choses près le même qu'ailleurs, sa valeur nutritive n'est pas plus mauvaise, et, comme les villages sont ici inexistant, la question du partage des terres entre champs cultivables et pâturages ne se poserait pas. Il n'y aurait à résoudre qu'un problème d'accès, mais il n'est pas insoluble : des bretelles routières pourraient être établies, soit à partir de l'axe Brazzaville - Ngo - Djambala, soit à partir de l'ancienne voie Brazzaville - Mayama - Djambala, qui fut longtemps la seule à conduire dans le Nord du pays.

La fragilité des sols, leurs faibles réserves minérales - ils sont parmi les plus pauvres du Congo - leurs difficultés à se régénérer, sont un obstacle sérieux à la mise en culture systématique des vastes étendues disponibles. Les essais de culture mécanisée (celle-ci résoudrait le problème de la main d'œuvre), qui ont été menés tant sur le plateau Koukouya que sur celui de Nsah (dans la terre Nambouli) ou celui de Mbé (près d'Inoni), ont abouti rapidement à des échecs, par lessivage accéléré des horizons supérieurs, et dégradation irréversible de la structure physique. Mais l'exemple même donné par les Koukouya prouve qu'un système de rotation à cycle court - 5 à 7 ans - n'est pas incompatible avec un rendement satisfaisant et soutenu, à condition que soient mises en œuvre des techniques appropriées ménageant les sols ou assurant leur reconstitution rapide. Les résultats auxquels ils sont arrivés, sous la pression de la nécessité, doivent pouvoir être obtenus ailleurs, où certaines conditions risquent même d'être plus favorables ; car les Koukouya sont obligés d'utiliser les boqueteaux d'origine anthropique, tout petits, qui sont disséminés sur le plateau, tandis qu'il existe, sur le plateau de Nsah par exemple, des forêts d'assez grande étendue, qui ont jusqu'à présent échappé aux défricheurs : la forêt d'Ebou couvre plus de 4.000 ha ; celle d'Okiéné plus de 2.000. Leur utilisation prudente serait tout à fait indiquée, et elles se reconstitueraient sans doute assez facilement, à la seule condition que les feux de savane ne viennent pas, chaque année, détruire les jeunes pousses dans les parcelles en jachère.

Enfin, la proximité relative d'un important marché de consommation, Brazzaville, assurerait un débouché régulier à la production. Encore faudrait-il que l'état des routes permette la circulation des véhicules dans de bonnes conditions, et ne fasse pas peser, sur les marchandises, la charge d'un prix de transport prohibitif. Les légumes (haricots, oignons, pommes de terre), qui étaient cultivés sur le plateau Koukouya pendant et après la dernière guerre, se vendaient sur le marché de la capitale ; des essais satisfaisants de cultures arbustives ont prouvé que certains agrumes poussaient très bien : orangers, citronniers, pamplemousses, ainsi que les avocatiers, manguiers, safoutiers, papayers, etc... Il y avait même, en 1952, à la station d'essai de Lékana, près de deux hectares d'arbres à quinquina de très belle venue.

Mais l'abandon de la route Djambala-Mayama, d'un entretien difficile, il est vrai, au profit de celle qui suit les plateaux, a doublé la distance à parcourir, et certains tronçons deviennent infranchissables à la moindre averse. Aussi bien, les légumes ou les fruits, denrées périssables, ne trouvent-ils plus d'acheteurs, et les quantités produites sont à présent négligeables (141). Mais si ce problème de commercialisation ne se posait plus, il est probable que les Koukouya se remettraient à la culture des légumes, source intéressante de revenus.

Les possibilités de développement, dans la Sangha occidentale, reposent sur des bases physiques moins fragiles ; le climat est favorable aux cultures riches, comme le cacao et le café : pluies abondantes et régulières, températures élevées dont les variations mensuelles sont très modérées. Les sols sont assez fertiles, en particulier ceux qui dérivent des roches intrusives. Depuis Ouesso jusqu'à Souanké et au-delà, sur la piste menant au Cameroun, de Fort-Soufflay à Lopo et Madjinga, nous savons que 20.000 ha de bonnes terres sont disponibles, dont moins du 1/6 est mis en valeur. Certains facteurs humains sont également encourageants ; il y a désormais plus de trente ans qu'ont été établies les premières plantations, plus de dix ans que le mouvement s'est généralisé. Il existe donc une certaine tradition chez les habitants qui, de plus, ont sous les yeux la réussite de leurs voisins camerounais, au demeurant du même groupe ethnique qu'eux.

Les efforts dans ce domaine pourraient être portés dans deux directions : l'extension en surface des plantations, et la rationalisation des méthodes de culture. Certes, la population n'est pas très nombreuse, mais le chiffre moyen de un habitant pour 2 km² ne doit pas dissimuler le fait que les Bakouélé et les Djem, comme presque tous les Congolais, se sont regroupés le long des voies de communication, et spécialement autour de certaines agglomérations ; un « couloir » de quelques kilomètres, lié aux routes, rassemble la majeure partie des habitants, et la densité réelle atteint sans doute, et dépasse parfois, 5 h/km². Ce n'est donc pas, malgré les apparences, le manque de bras qui freine ici le développement des cacaoyères. Il est d'autre part curieux de constater, que dans une société où les traditions les plus anciennes portent la marque du collectivisme, l'établissement des cultures commerciales se soit fait sous le signe de l'individualisme, chaque planteur défrichant son terrain à l'écart des autres, ou du moins sans aucun souci de regroupement. Ce serait donc un progrès considérable, si l'aspect coopératif, qui prévaut au stade de la commercialisation, avec les C.C.R., s'imposait également dans le domaine de la production ; l'encadrement s'en trouverait facilité, ainsi que toute l'animation rurale ; les services techniques pourraient mieux faire respecter certaines règles : espacement correct des arbres, alignement régulier permettant à la lutte contre les capsides d'être à la fois plus efficace et moins coûteuse.

Cependant, là encore, le problème de l'évacuation des produits est la pierre d'achoppement du développement économique. Nous avons dit plus haut quels sont les obstacles qui

(141) En 1958, il a été vendu sur le plateau, par les producteurs, 47 t. de pommes de terre ; en 1959, ce chiffre tombait à 9 t. ; en 1960, à 4,5 t. ; il ne remontait qu'à peine en 1961, avec 7,1 t. Les cultivateurs ont cependant une part de responsabilité dans cette situation ; en 1962 un commerçant transporteur de Brazzaville, qui assure régulièrement la ligne de Djambala, nous disait ne plus pouvoir acheter de haricots, parce que les producteurs voulaient les lui faire payer au prix pratiqué sur les marchés de la capitale.

se dressent sur la route de l'exportation : distance considérable à parcourir jusqu'au port d'embarquement de Pointe-Noire, nombreuses ruptures de charge en cours de route, difficultés de conservation du produit. Devant les pertes considérables qui en résultent, ne peut-il être envisagé de faire appel à d'autres moyens de transport, et à des itinéraires différents ?

L'évacuation du cacao par voie aérienne, en direction de Pointe Noire ou de Douala, présenterait l'avantage de la rapidité, et supprimerait tous les transbordements (de camions à barge, de barge à wagon), qui multiplient les frais et les occasions de détérioration. Ce moyen de transport a cependant l'inconvénient d'être cher, et suppose l'établissement préalable, au cœur de la région productrice; d'un aérodrome accessible au moins à des bimoteurs du type DC 3. Dans ce cas particulier, l'absence d'un frêt de retour pèse lourdement sur les prix de revient, chaque tonne embarquée devant supporter les frais d'un voyage sur lest. On peut supposer aussi qu'avec l'augmentation de la production, l'avion, dont la capacité de transport reste limitée, deviendrait rapidement insuffisant. Les calculs qui ont pu être faits à ce propos ont cependant montré que la tonne de cacao, rendue à la côte par avion, ne revenait pas à un prix sensiblement plus élevé que celle qui voyageait par route, par bateau et par chemin de fer, successivement.

Mais la sortie du cacao par Pointe Noire s'impose-t-elle absolument ? Certes, l'infrastructure actuellement en place ne laisse pas d'autres possibilités ; on ne peut pourtant s'empêcher de penser que, de Souanké au port congolais, il doit parcourir quelque 1.800 km, alors que la côte camerounaise n'est, vers l'Ouest, qu'à 500 km environ. Le port de Kribi, près de la frontière entre Cameroun et Gabon, évacue déjà la production cacaoyère du Woleu-Ntem, qui fait partie de son hinterland ; un réseau routier en part, qui dessert le Sud-Cameroun ; malheureusement, il se termine à Lomié et Mintom, et ces agglomérations ne sont reliées à Souanké que par deux pistes pour piétons. Le transformation de l'une d'elles en voie carrossable - une centaine de kilomètres - débloquerait la région qui est restée jusqu'ici un bout du monde. On peut aussi penser que si un courant d'échanges s'établissait, les boutiques pourraient offrir à la clientèle autre chose que du vin rouge, élément essentiel de leur chiffre d'affaires jusqu'à présent ; désireux de se procurer les biens de consommation qui leur seraient proposés, les cultivateurs feraient sans doute l'effort d'étendre leurs plantations, et toute l'économie en serait stimulée. Naturellement, une telle solution suppose un accord entre États, mais cela ne doit pas être impossible, dans le cadre des ententes économiques régionales qui se dessinent maintenant en Afrique. Au demeurant, la construction de la voie ferrée Douala-Tchad risque de renouveler l'intérêt d'une solution qui, jusqu'à présent, n'a jamais été sérieusement envisagée (142).

La basse-Cuvette, dans le triangle Dongou-Ouessou-Makotimpoko, est avant tout le pays de l'eau et de l'arbre. De cette situation, découlent à la fois les possibilités de développement et leurs limites. Il est hors de question, par exemple, de créer un réseau routier satisfaisant : il faudra toujours se contenter d'entretenir ou d'améliorer les quelques rares pistes

(142) Une évaluation des prix de revient, selon les systèmes d'évacuation utilisés, a été faite par nous en 1962 ; on la trouvera dans : VENNETIER P. - Les transports en République du Congo au Nord de Brazzaville. I.R.S.C. - Commissariat au Plan, Brazzaville, 1962, 102 p. ronéo, 18 croquis, tableaux, 5 cartes h.t.

établies sur de courtes distances, dans les régions ayant une petite production agricole à évacuer : d'Ekouamou à Pikounda, ou d'Epéna à Impfondo (143). Mais les transports ont tout intérêt à utiliser les voies d'eau, si nombreuses, et si bien orientées vers les grandes artères fluviales. Cependant, les rivières traversent un pays où les densités humaines sont extrêmement faibles ; le développement économique subit ainsi le double handicap de l'inondation étendue et prolongée des terres, et du petit nombre des producteurs éventuels. On voit mal, dans ces conditions, comment obtenir autre chose que des tonnages limités de café, cacao, noix de palme, palmistes... L'établissement de plantations de type industriel est possible, comme l'ont prouvé celles qui existent depuis longtemps (Mokouango, Bolomo, Boyélé) ; mais elles ont besoin d'une main d'œuvre importante, difficile à trouver sur place. Il est caractéristique que l'entreprise Gitton, à Bolomo, ait dû faire appel à des travailleurs originaires d'Etats voisins. Il y a plus de 30 ans, c'est-à-dire à une époque où l'exode rural n'avait encore eu que bien peu d'effet sur la population de brousse. Dans ces conditions, le système de ramassage risque de se perpétuer encore, tel qu'il a fonctionné autour d'Epéna, avant que soit fermée l'huilerie de la S.I.C.A.L., ou autour de Dongou et d'Impfondo, lorsque des commerçants achetaient sur les marchés de villages le copal ou les palmistes. Là encore, l'activité des producteurs pourrait être stimulée s'ils étaient assurés de toujours vendre leurs produits, et si les boutiques leur offraient un choix assez large de marchandises intéressantes.

Cependant, la pêche et l'exploitation du bois resteront certainement les deux activités de base d'une économie évoluée. La première a déjà fait la preuve que des techniques ancestrales étaient capables de s'adapter aux circonstances, sans bouleverser de fond en comble le mode de vie traditionnel. L'accroissement de la demande a été couvert de deux façons : par l'emploi d'engins nouveaux assurant un meilleur rendement, et par l'augmentation du nombre des pêcheurs. Dans les années à venir, il est peu probable que le marché du poisson fumé se resserre ; au contraire, l'accélération du mouvement d'urbanisation, en multipliant les effectifs citadins, ouvre de nouveaux débouchés pour un produit très apprécié : il suffit, pour s'en convaincre, de voir avec quelle rapidité s'enlèvent les paniers de poisson à l'arrivée de chaque bateau. Le problème d'écoulement ne se posera donc pas avant longtemps, et les efforts devront plutôt porter sur l'amélioration du produit, dont la conservation et la présentation laissent souvent à désirer.

Le capital forestier est encore à peu près intact, moins de 100.000 ha ayant été concédés ou exploités sur plusieurs millions d'ha disponibles. La situation géographique des entreprises qui pourraient venir s'installer ici, très loin du port maritime, ne laisse pas espérer que l'exportation du bois en grumes, sauf pour quelques essences d'un prix élevé, puisse prendre un grand essor. Après l'épuisement des réserves côtières, ce sont celles du Niari forestier (Congo sud-occidental), qui sont actuellement mises en valeur, et il y a peu de chance pour que les capitaux s'investissent, dans ce domaine, au Nord de Brazzaville. Le déroulage

(143) Dans ce dernier cas, le service technique responsable semble s'être orienté vers l'utilisation de la voie d'eau, en faisant draguer la Djemba qui donne accès au canal Maisonnier. Mais celui-ci étant à sec 6 mois par an, n'eut-il pas mieux valu utiliser les crédits disponibles à établir solidement le tronçon manquant, dans la partie médiane de la piste Impfondo-Epéna appelée « la vasière » ? Il suffirait ensuite de crédits d'entretien, alors que la Djemba, qui coule dans une forêt inondée en permanence, sera très vite encombrée de snags.

et le sciage sur place, ou du moins à proximité des chantiers, sont sans doute les seules solutions possibles, qui permettraient de ne transporter ensuite que les tonnages réellement utilisables. C'est ainsi qu'un projet existait en 1962, pour l'installation d'une importante scierie à Ouesso ; elle aurait résorbé partiellement le chômage urbain, et fourni en outre du courant au chef-lieu, pendant les heures de non-fonctionnement de l'usine, assurant ainsi l'utilisation rationnelle du groupe électrogène. Mais il n'a pas été réalisé.

Est-il vain d'espérer une extension du marché intérieur ? Jusqu'à présent, en dehors du secteur privé européen, assez peu important, l'administration, qui assure le logement de ses fonctionnaires, a été presque seule à acheter des meubles. Mais l'augmentation du niveau de vie urbain entraînera des catégories de plus en plus larges de la population - celles qui font construire des maisons en dur : moëllons ou ciment - à vouloir jouir d'un certain confort, qui ne serait pas limité à quatre fauteuils et une table de salon... La menuiserie pourrait donc absorber des quantités croissantes de bois de sciage. Par ailleurs, la simple substitution de la tôle au matériau végétal pour la couverture d'une case, entraîne l'établissement d'une charpente, remplaçant les traditionnelles gaulettes coupées dans la forêt. Sans parler de l'utilisation du bois dans la construction même des habitations, dont nous avons dit plus haut l'improbabilité, il y a là des possibilités non négligeables de développement, dans une branche industrielle jusqu'à présent tournée surtout vers les débouchés extérieurs.

C'est encore la bordure occidentale de la Cuvette, c'est-à-dire les trois préfectures de l'Equateur, de l'Alima, et de la Nkényi, qui dispose des ressources les plus sérieuses. Ressources humaines d'abord, puisqu'il y a plus de 132.000 habitants, soit une moyenne de 2 h/km, chiffre localement plus élevé, car la population, s'écartant en général des zones marécageuses, s'est relativement concentrée dans la région périphérique des hautes terrasses et des buttes aplanies, ou sur les basses collines taillées par l'érosion dans les sables Batéké. Les chefs-lieux ont pris une certaine importance, et plus particulièrement Fort-Rousset, qui fait quelque peu figure de capitale du Nord : on y compte 3.000 habitants, mais il faut inclure dans l'agglomération quelques villages satellites pratiquement « intégrés », et des hameaux qui se sont développés dans les environs immédiats, pour les besoins de la plantation C.F.H.C.B. (Linnégué-Ongoyo, Linnégué-Ongali, Kounda-C.F.H.B.C., etc...) ; ils portent les effectifs à plus de 5.000 habitants.

La répartition des types de végétation favorise aussi les activités humaines. Entre la forêt dense ou les marécages du Nord et du Nord-Ouest, et les savanes du Sud, la transition s'effectue, de Makoua à Kèllé, Boundji et Abala, par les galeries forestières qui barrent largement le paysage, ou les boqueteaux qui le parsèment. Les cultures peuvent ainsi se faire presque uniquement sur défriche forestière, et avoir de meilleurs rendements. Mais surtout, les arbres assurent un couvert favorable aux plantations arbustives qui se sont multipliées depuis quelques années ; c'est également une des régions les plus fournies en peuplements naturels d'*Elaeis*, particulièrement denses au Nord de Gamboma, autour d'Etoro. Les habitants disposent ainsi d'une gamme de ressources qui ne se trouve pas ailleurs : ils peuvent vendre des produits vivriers, et surtout du manioc ; mais ils ont également planté du café, du riz, du tabac, du cacao ; ils coupent des régimes de noix de palme, et il n'est guère de villages qui ne fournissent un petit tonnage de palmistes. Il en résulte une relative stabilité des revenus, ou du moins une atténuation certaine des variations qui peuvent se produire d'une année à l'autre, lorsque tel ou tel produit se vend mal.

Mais l'économie régionale comporte ici un élément particulier : l'activité de la C.F.H.B.C. Son influence est primordiale, et s'exerce de deux façons. Elle est, par certains côtés, très positive : c'est la Compagnie qui a introduit la culture industrielle de l'*Elaeis*, et qui a créé un réseau de boutiques grâce auxquelles certains produits ont pu pénétrer jusque dans les villages de brousse ; c'est elle aussi qui, par les salaires versés aux manœuvres et employés des plantations, par les achats d'huile ou de palmistes sur les marchés mensuels, par le paiement de denrées vivrières, de nattes, de raphia, aux producteurs, fournit une grande partie de l'argent liquide qui circule dans le milieu rural ; ses huileries et kernelleries restent jusqu'à présent les seules entreprises industrielles en fonctionnement, et ses convois fluviaux assurent l'essentiel des transports de marchandises. Par contre, cette influence est négative sur le plan psychologique : la désaffection des habitants pour l'exploitation du palmier est avant tout l'héritage d'une époque où l'intérêt de la Société primait toute autre considération ; et ce qui semble, de près ou de loin, se rattacher au commerce de traite, est l'objet de la réprobation tacite ou de la méfiance instinctive qu'ont fait naître les Compagnies Concessionnaires. Tout plan de développement devra, sous peine de graves déceptions, tenir compte de cet état d'esprit particulier ; mais il devra aussi éviter de bouleverser une situation qui, aboutissement d'une longue évolution, donne aux populations des régions centrales un des meilleurs revenus monétaires du Nord-Congo (144).

Ces diverses considérations peuvent paraître assez pessimistes. Nous voudrions cependant souligner quels sont, malgré les handicaps physiques et humains, les motifs pour lesquels on peut espérer qu'une amélioration est possible dans un avenir plus ou moins rapproché. L'un des caractères les plus souvent relevés, à propos des régions tropicales, est la pauvreté générale des sols. Si l'on fait une exception en faveur de la zone cacaoyère et de ses pointements doléritiques, ceux du Nord-Congo répondent effectivement à cette qualification. Pourtant, nous ne croyons pas que ce jugement soit sans appel. Certes, il ne faut pas compter obtenir jamais l'équivalent des moissons de la Beauce ou de l'Ukraine ; mais peut-être doit-on, pour rester impartial, éviter d'évaluer les possibilités en fonction de normes trop exclusivement européennes. Sans faire appel à des exemples spectaculaires comme celui de la S.I.A.N. dans la vallée du Niari (canne à sucre), force est bien d'admettre certains faits : en maints endroits, le manioc donne des récoltes satisfaisantes, dans un sable que n'importe quel paysan de la zone tempérée abandonnerait irrémédiablement à la friche. C'est que la faculté d'adaptation du monde végétal, sa plasticité, sont remarquables. A des situations difficiles, les plantes répondent par des solutions ingénieuses et efficaces. Malgré les études menées avec persévérance par les spécialistes, bien des points concernant les sols de la zone intertropicale demeurent obscures : leur évolution biologique et physico-chimique, par exemple, et surtout leur alimentation en eau. Il est certain que l'intensité et l'abondance de l'ensoleillement stimulent l'activité de photo-synthèse : il est donc très possible que les végétaux tirent un meilleur parti des possibilités assez minces qui leur sont offertes, que sous un autre climat réputé plus favorable.

Il convient d'ailleurs de faire remarquer que le Nord-Congo, malgré sa situation géographique équatoriale, jouit d'un climat qui n'a rien d'excessif. On n'enregistre en effet,

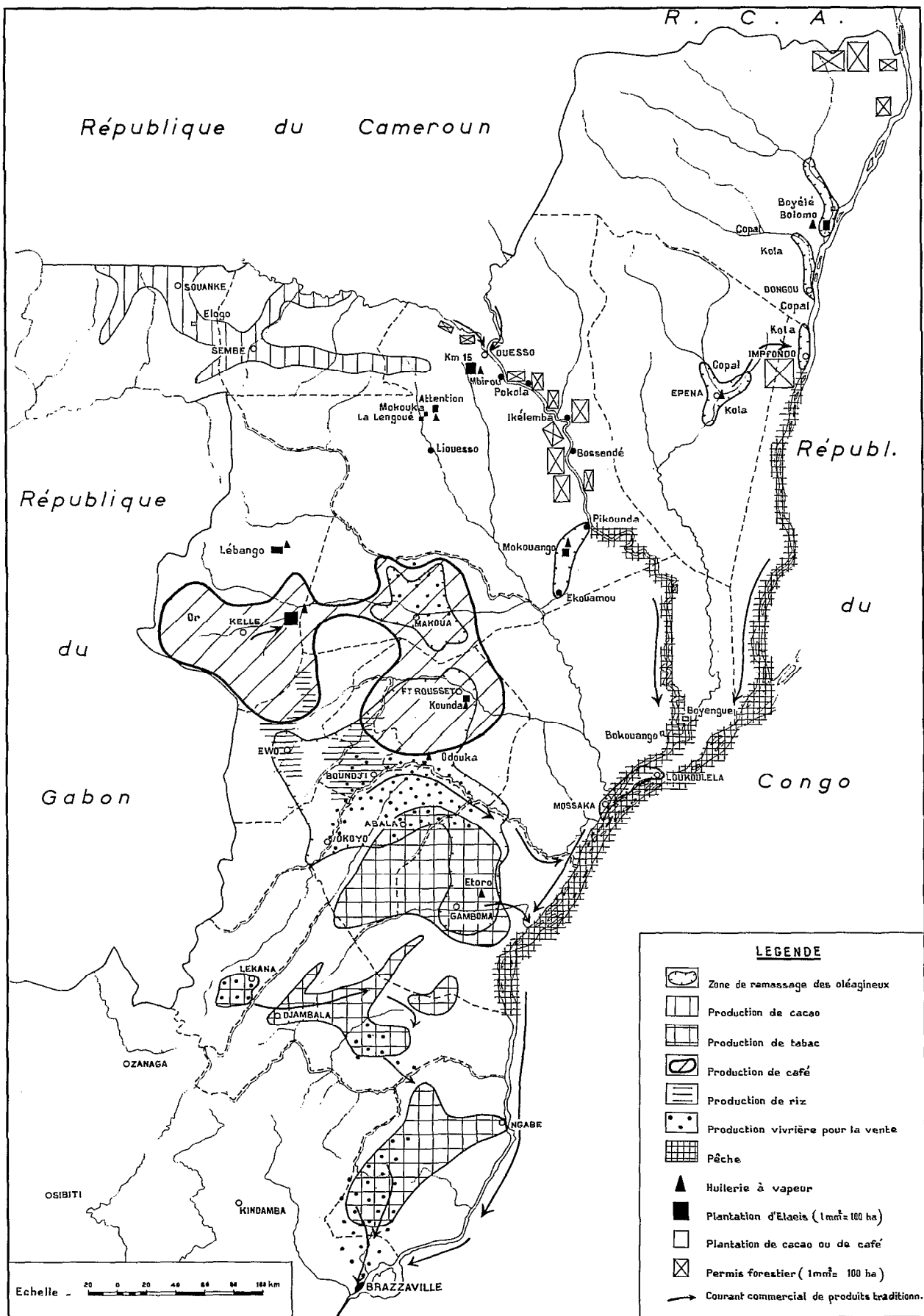
(144) D'après les rapports administratifs, ce revenu aurait été, en 1961, par tête et par an de 4 700 F dans la sous-préfecture de Fort-Rousset, de 4 800 F dans celle de Makoua, et de 5 000 F dans celle de Kellé.

ni chaleurs torrides, ni précipitations démesurées, ni sécheresses dangereuses. La saison des pluies pose certains problèmes de ravitaillement en eau pour les hommes, et éventuellement pour les animaux d'élevage, mais elle ne semble pas éprouver beaucoup les plantes, qui survivent sans peine, soit en utilisant les précipitations occultes, soit en perdant leurs feuilles. C'est peut-être le degré hygrométrique élevé de l'atmosphère qui est le facteur le plus gênant, car il limite l'activité physique de l'homme, qu'un effort intense ou prolongé épuise assez vite. Il n'en reste pas moins que les conditions climatiques naturelles sont favorables à l'être vivant, qui n'a pas à lutter beaucoup pour sa survie. A ce point de vue, le moindre hiver de la zone tempérée est infiniment plus redoutable, et exige de l'homme qu'il fasse bien davantage appel à son imagination et à son ingéniosité créatrice (145). On pourrait sans doute objecter que trypanosomiase, malaria, amibiase et parasitoses diverses, sont de sérieux obstacles au développement démographique, mais il est possible de lutter contre ces maladies, et, sinon de les faire disparaître, du moins de les contenir, comme il en a été pour la peste, la variole, ou le typhus dans d'autres parties du monde. Ce ne sont pas les maladies qui obèrent directement l'avenir.

Ce sont plutôt les facteurs humains qui mettront le frein le plus efficace au développement économique. Parmi ceux-ci, la très faible densité de population est un sérieux sujet d'inquiétude puisqu'elle ne permet pas de disposer de la main d'œuvre indispensable à la mise en valeur des terres. Les migrations internes qui se sont produites depuis 30 ou 40 ans, ont modifié les structures démographiques dans un sens assez défavorable : la population rurale comporte surtout de très jeunes gens, dont on ignore s'ils resteront en brousse, et des adultes âgés dont les possibilités physiques vont s'amenuisant. Cependant, même dans ces conditions, l'avenir n'est pas totalement sombre, parce que certains changements peuvent encore intervenir. La situation évoluerait beaucoup si l'on pouvait faire de l'homme un véritable agriculteur. Nous savons que même dans les zones où se sont développées des cultures destinées à l'exportation, celle-ci n'occupe les hommes que pendant une partie très mince du temps dont ils disposent ; le plein emploi, ici, pourrait certainement avoir des résultats très heureux, en permettant à la fois l'extension des surfaces cultivées, et l'amélioration du rendement. Une plantation familiale doit pouvoir couvrir plus d'un demi à un hectare lorsqu'il s'agit d'arbustes ; la production serait alors multipliée plusieurs fois, ce qui aurait pour avantage d'abaisser le coût relatif de son évacuation. Mais cela suppose une évolution psychologique, qui devrait être accélérée par une propagande habile, et par l'évidence des profits qui en découleraient.

Car il ne suffit pas, nous semble-t-il, d'encourager vivement le rural à devenir un véritable planteur, il faut encore qu'une fois la plantation établie, il retire de son travail un bénéfice suffisamment intéressant pour qu'il soit prêt à le poursuivre. Et là, on se heurte

(145) Il nous paraît indiscutable que ce climat procure une certaine « facilité d'existence ». Nous voulons dire par là que si, en climat tempéré, l'homme livré à lui-même ne veut pas mourir de faim et de froid pendant les mois d'hiver, il doit prendre des précautions nombreuses concernant vêtement, habitat et réserves de nourriture. Ici, au contraire, les conditions climatiques sont telles que ni le vêtement, ni même l'habitat, ne paraissent indispensables, tandis que les plantes vivrières peuvent être cultivées et produisent effectivement toute l'année. Chasse et pêche ne connaissent pas d'interruption ; la cueillette des fruits est presque toujours possible.



Carte n° IV - Principales productions du Nord-Congo

à deux nouvelles conditions : l'évacuation rapide des produits, d'une part, et une certaine politique des salaires, d'autre part. Répondre à la première, c'est d'abord organiser les transports en utilisant au mieux les conditions naturelles. Lorsque les voies terrestres seront aménagées en liaison avec la voie d'eau, et non parallèlement à elle, un progrès considérable pourra être enregistré. Les possibilités d'améliorer la navigation, sur la plupart des rivières, demandent beaucoup moins d'argent que la réfection et l'entretien perpétuel de tronçons routiers où passent deux camions tous les trois jours, à fortiori que l'établissement de chaussées à grand trafic où s'engloutissent des centaines de millions. Une évacuation plus rapide éviterait des pertes de denrées, et abaisserait les prix de revient.

Quant à la seconde condition, elle est affaire de politique générale. Même si l'on déplore cette mentalité, force est bien de constater que l'agriculteur en puissance compare le profit qu'il retirera de sa plantation avec la paye du salarié. Il pèse également les efforts qui sont demandés à l'un et à l'autre. Or, dans les conditions actuelles, un revenu de manœuvre correspond annuellement à 560 kg de cacao (qualité supérieure), 460 kg de tabac, une tonne de café ou trois tonnes de paddy. Il sait bien, d'autre part, que les salaires continueront d'augmenter lentement, tandis que le prix des denrées d'exportation, bien que largement soutenu, ne risque guère d'en faire autant. On a pu calculer ainsi, qu'au début de 1960, alors que le SMIG garantissait un salaire quotidien de 97,60 F, un récolteur de régime de palme pouvait, dans les meilleurs conditions, se procurer entre 75 et 80 F par son travail. Quoi d'étonnant si le villageois regarde avec envie le planton, la sentinelle, le pinassier ou le passeur, de qui le rythme de travail, il faut bien le dire, n'a rien d'écrasant (146). Réaction humaine, et qui ne saurait surprendre. Mais l'essor des campagnes congolaises n'est certainement pas dans un salariat généralisé ; même l'installation de grandes entreprises agricoles employant une main d'œuvre locale, ne pourrait servir, si elle se produisait, que de stimulant à la production individuelle, qui peut seule faire évoluer une société encore paralysée par ses coutumes et ses réflexes traditionnels. Le Nord-Congo n'est pas riche, certes, mais ses possibilités de développement sont loin d'être nulles. Elles ont besoin seulement, pour être exploitées, de discernement dans le choix des moyens du dévouement des uns et de la persévérance des autres. Et, parce qu'il n'y a pas de miracle en ce domaine, du travail soutenu de tous.

(146) En 1960, les passeurs du bac d'Okoyo ont réclamé une augmentation justifiée par « les fatigues et les dangers » de leur travail. Le contrôle routier, alors exercé en ce point, a prouvé qu'il passait un peu moins de 2 véhicules par jour, en moyenne !

BIBLIOGRAPHIE

ETUDES ET OUVRAGES GENERAUX ANCIENS

1. AUGOUARD (Mgr) 44 années au Congo.
Evreux, 1934, Poussin édit., 1 vol., 521 p., 16 planches photog.
2. BRUEL G. La France Equatoriale Africaine.
Paris, 1935, Larose édit., 1 vol., 558 p., 26 cartes et croquis, 95 planches photog., 6 cartes h.t.
3. CHAPISEAU F. Au pays de l'Esclavage, Moeurs et coutumes de l'Afrique Centrale.
Paris, 1900, Maisonneuve édit., 1 vol., 282 p.
4. BRAZZA (P. SAVORGNAN de) et BALLAY N. Expédition sur les cours supérieurs de l'Ogooué, de l'Alima et de la Licono.
Bulletin de la Soc. de Géog., 1879, tome XVII, p. 113-144.
5. CHALLAYE F. Le Congo Français. La question internationale du Congo.
Paris, 1909, Alcan édit., 1 vol., 316 p.
6. COURBOIN A. Les populations de l'Alima.
Bulletin de la Société Royale de Géographie d'Anvers, tome XXVIII, p. 273-308; 1908, tome XXXII, p. 649-670.
7. DUSSELJE E. Les Tégus de l'Alima, Congo Français.
Anvers, 1910, 1 vol. 125 p.
8. FROMENT E. Un voyage dans l'Oubangui, de Liranga à Modzaka.
Bulletin de la Soc. de Géographie de Lille, 1899, 10^e année, tome XI, p. 187-188.
9. FROMENT E. Trois affluents du Congo : rivières Alima, Likouala, Sangha.
Bulletin de la Soc. de Géographie de Lille, 1887, tome VII, p. 458-474.
10. PERIQUET L. Rapport général sur la mission de délimitation Afrique Equatoriale Française-Cameroun (1912-1913-1914).
Paris, 1915, Chapelot édit., 5 tomes, 712 p., cartes et croquis, Photogr.
11. PONEL M. Note sur les Mbochis.
Bulletin de la Soc. de Géographie de Lille, 1886, tome VII, p. 373-385.
12. VEISTROFFER A. Vingt ans dans la brousse africaine.
Souvenirs d'un ancien membre de la Mission Savorgnan de Brazza dans l'Ouest Africain (1883-1903).
Lille, 1931, Bresle édit., 241 p., 3 cartes h.t., 14 planches photog.

GEOGRAPHIE PHYSIQUE

- | | |
|-----------------------|--|
| 13. | Annuaire Hydrologique de l'O.R.S.T.O.M. - Année 1959.
O.R.S.T.O.M., Paris, 1963, 511 pages. |
| 14. AUBREVILLE A. | Richesse et misère des forêts de l'Afrique Noire Française -
Mission forestière AEF - Cameroun-AOF, 1945-1946.
Paris, 1948, 1 vol. 251 p., 54 cartes et croquis, tableaux. |
| 15. AUBREVILLE A. | Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale.
Paris, 1949, Sté d'édt. Géogr. maritime et coloniale, 1 vol.
350 p., Cartes et schémas. |
| 16. AUBREVILLE A. | Ancienneté de la destruction de la couverture forestière
primitive de l'Afrique Tropicale.
Bull. Agricole du Congo Belge, Bruxelles 1949, tome XL,
n° 2 p. 1347-1352. |
| 17. BABET V. | Exploration de la partie méridionale des plateaux Batéké,
1933.
Bull. du Service des Mines de l'AEF, 1947, n° 3, p. 21-56,
1 carte, 12 planches photo. |
| 18. BENOÎT - JANIN P. | Etude des sols de la vallée de la Likouala-aux-Herbes
(Moyen-Congo).
IEC Brazzaville, 1956, 10 p. dactyl. |
| 19. BENOIT - JANIN P. | Etude de quelques sols de la région d'Impfondo.
IEC, Brazzaville, 1958, 19 p. ronéo. |
| 20. BERNARD E. | Le climat écologique de la Cuvette Congolaise.
Bruxelles, 1945, Publications de l'INEAC. 1 vol. 240 p.,
LXX fig., 36 tabl., bibliogr. Index. |
| 21. BOCQUIER G. | Observations pédologiques sur les sols des palmeraies
C.F.H.B.C. d'Ouessou.
IEC Brazzaville, 1956, 40 p. ronéo, 2 cartes h.t., bibliogr. |
| 22. BOCQUIER G. | Reconnaissance pédologique de la région de l'Alima-Léfini
(4° secteur agricole) Moyen - Congo.
IEC Brazzaville, 1958, 35 p. ronéo, 2 cartes h.t., bibliogr. |
| 23. BOCQUIER G. | Observations pédologiques dans la région de la Likouala-
Mossaka (5° secteur agricole), Moyen-Congo.
IEC Brazzaville, 1958, 21 p. ronéo, 1 carte h.t. |

- | | |
|-----------------------------------|---|
| 24. BOCQUIER G. | Caractérisation des sols des palmeraies de Kounda et Etoumbi (région de la Likouala-Mossaka).
IEC Brazzaville, 1958, 32 p. ronéo, 1 carte h.t., bibliogr. |
| 25. BOCQUIER G. &
GUILLEMIN R. | Aperçu sur les principales formations pédologiques de la République du Congo.
Brazzaville, 1959, Haut-Commissariat Général, 139 p. ronéo, 12 fig. h.t. |
| 26. BOISSEZON (Paul de) | Les sols des plateaux de Djambala et Koukouya et de la zone avoisinante des hautes collines.
ORSTOM-IRSC, 1963, 93 p. ronéo, 4 cartes, bibliogr. |
| 27. BRUGIERES J.-M. | Les principaux sols à cacaoyer de l'Afrique Equatoriale Française.
IEC Brazzaville, 1958, 15 p. ronéo, tableau h.t. |
| 28. BRUGIERES J.-M. | Etude pédologique de la Cuvette congolaise - Rapport provisoire.
IEC Brazzaville, 1960, 123 p. ronéo, croquis et graph., 3 cartes h.t. |
| 29. CAHEN L. &
LEPERSONNE J. | Notes sur la Géomorphologie du Congo Occidental.
Annales du Musée du Congo Belge, Sciences Géologiques, Tervuren, 1948, 1 vol. 95 p., 1 carte, 15 fig. et photo, 2 planches h.t. |
| 30. DESCOINGS B. | Aperçu phytosociologique de la mare de Gamakala (plateau batéké).
IEC Brazzaville, rapport d'étude n° 2, 70 p. dactyl. |
| 31. DESCOINGS B. | Les steppes lousséké de la zone de Gakouba (plateau batéké).
IEC Brazzaville, rapport d'étude n° 3, 100 p. dactyl. |
| 32. DESCOINGS B. | Rapport botanique préliminaire sur la Cuvette Congolaise.
IEC Brazzaville, rapport d'étude n° 4, 20 p. dactyl. |
| 33. DESCOINGS B. | Les possibilités pastorales de la Cuvette Congolaise.
IEC Brazzaville, rapport d'étude n° 7, 22 p. dactyl., 1 carte. |
| 34. DRESCH J. | Note de géomorphologie congolaise.
Bulletin de l'AGF, 1946, n° 181-182. |
| 35. GERARD Georges | Carte géologique de l'Afrique Equatoriale française au 1/2.000.000.
Gouvernement Général de l'AEF, Direction des Mines et de la Géologie, 1958, 4 feuilles, notice explicative, 198 p. bibliogr. |

36. GUILLEMIN R. Les facteurs physiques du milieu conditionnant la production agricole dans la République du Congo.
Brazzaville, 1959, Haut Commissariat Général 110 p. ronéo, 37 fig.
37. LEPERSONNE J. Les terrasses du fleuve Congo au Stanley-Pool, et leurs relations avec celles d'autres régions de la Cuvette Congolaise.
Mémoires de l'IRSB, Bruxelles, 1937, 60 p., 6 fig.
38. LEPETIT (Cabinet) Alimentation en eau du plateau Koukouya.
Paris, 1962, rapport inédit, 28 p. ronéo.
39. SAUTTER G. Note sur l'érosion en cirque des sables au Nord de Brazzaville.
Bulletin de l'IEC, 1951, Nouvelle série n° 2, p. 49-62, 2 fig.
40. SAUTTER G. L'eau sur les plateaux batékés.
IEC, Brazzaville, 1952, rapport inédit, 10 p. dactyl.
41. TROCHAIN J-L. Nomenclature et classification des milieux végétaux en Afrique Noire Française.
Colloques internationaux du CNRS, Paris 1954, n° 59, p. 73-93.

HYDROLOGIE

- | | |
|-------------------|--|
| 42. AIME J. | Le seuil de Zinga.
Bulletin IEC, 1953, n° 5, p. 69-76, 1 croquis. |
| 43. AIME J. | Les conditions de navigabilité des rivières de la Cuvette Congolaise.
ORSTOM-IEC, Brazzaville, 1960, 26 p. dactyl. 17 graph. h.t. |
| 44. ARDOL I André | Conditions de navigabilité des rivières dans la Cuvette Congolaise - Amélioration du réseau.
ORSTOM-IRSC, Brazzaville, 1961, 30 p. ronéo, graph, 1 carte. |
| 45. DARNAULT P. | Régime de quelques cours d'eau d'Afrique Equatoriale, et étude de leur utilisation industrielle.
Paris, 1947, Larose édit., 134 p., 62 fig., 12 planches photo. Bibliogr. |
| 46. DARNAULT P. | Mission de prospection des forces hydrauliques de l'AEF - Rapport d'ensemble.
Paris, 1931, Larose édit., 266 p., 21 graph., 7 Fig., 29 planches photo., plans des stations de jaugeage et des échelles limnimétriques |
| 47. DAVREUX L. | Quelques considérations sur le bassin hydrographique du Congo.
Bulletin de la Sté Royale Belge de Géographie, 1957., 81° année, fasc. 1-2, p. 67-79. |
| 48. DEVROEY E-J. | Notes sur les études hydrographiques effectuées de 1933 à 1935 dans le chenal (Couloir).
Bulletin des séances de l'I.R.C.B., 1937, p. 261-304. |
| 49. DEVROEY E-J. | Le Kassai et son bassin hydrographique.
Bruxelles, 1939, Gomaere édit., 1 vol. 344 p., 26 cartes, plans et diagrammes, 22 tabl. 21 photos, 2 pl. h.t. |
| 50. DEVROEY E-J. | Le bassin hydrographique congolais, spécialement celui du bief maritime.
Mémoire de l'IRCB, Section des Sciences Techniques, Bruxelles, 1941, t III, fasc. 3, 172 p., 6 planches, 4 cartes. |
| 51. DEVROEY E-J. | Annuaire hydrologique du Congo Belge et du Ruanda-Urundi-1958.
Comité hydrographique du Bassin Congolais, Bruxelles, 1959, 1 vol. 540 p., bibliogr. |

52. DEVROEY E.-J. *La crue exceptionnelle de 1961-1962 du fleuve Congo.*
Bulletin ARSOM, 1962, tome VIII, n° 2, p. 285-292.
53. FEYTMANS G. *Note sur la crue du fleuve Congo en 1961.*
Bulletin ARSOM, 1962, tome VIII, n° 2, p. 293-297.
54. LEDERER A. *A propos de la lutte contre la jacinthe d'eau au Congo Belge.*
Bulletin IRCB, 1957, tome VIII, fasc. 4, p. 923-928.
55. PARDE Marcel *La puissance des crues dans l'Afrique Noire et dans d'autres régions intertropicales.*
Bulletin IRCB, 1958, t IV, fasc. 4 p. 1042-1067.
56. ROCHE M. *Note sur les hauteurs de crue du Congo.*
ORSTOM - IRSC, Brazzaville, 1962, 9 p. ronéo, graph. tableaux.
57. ROUSSILHE H. *Mission hydrographique Congo-Oubangui-Sangha, 1910-1911.*
Paris, 1913, Larose édit., 2 vol. 464 et 319 p., 98 fig., 47 pl. fotogr.
58. VAN GANSE R. *Les débits du fleuve Congo, à Léopoldville et à Inga.*
Bulletin ARSC, classe des Sciences Techniques, 1959, tome V, fasc. 3, p. 737-763.
59. YAYER J. *Etudes hydrographiques.*
ORSTOM-IEC Brazzaville, 1951, 108 p. ronéo.
60. YAYER J. *Caractéristiques hydrographiques de l'Oubangui.*
Bulletin IRCB, 1951, tome XXII, fasc. 3, p. 808-835.

POPULATION - MIGRATIONS

61. BLANCHARD M. & LAIGRET J. La maladie du sommeil en Afrique Equatoriale Française de 1908 à 1924.
Rapport dactyl. Brazzaville, Institut Pasteur, 133 p.

62. CROCQUEVIEILLE J. Etude démographique de quelques villages Likouala (Moyen-Congo).
Population, 1953, 8^e année n° 3, p. 491-510.

63. I.N.S.E.E. Enquête démographique 1960-1961, résultats provisoires de la Mission démographique du Congo.
Ministère de la Coopération, République du Congo (Service de la Statistique), 1962, 25 p. ronéo, 1 carte h.t.

64. LASSERRE Guy Libreville La ville et sa région.
Etude de géographie humaine.
Paris, 1958, Colin édit. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 98, 347 p., 33 cartes et figures, VII tableaux, XX planches photog., bibliogr.

65. MAILLOT (Commandant L.) La répartition des glossines en AEF.
Bulletin de la Société de Pathologie exotique, 1953, tome 46, n° 2, p. 195-197.

66. MAILLOT (Commandant L.) Notice pour la carte chronologique des principaux foyers de la maladie du sommeil dans les Etats de l'Ancienne Fédération d'Afrique Equatoriale Française.
Bulletin de l'IRSC, tome I, 1962, p. 45-54, 1 carte h.t.

67. MARTIN G., LEBOEUF, ROUBAUD. La maladie du sommeil au Congo Français, 1906-1908.
Paris, 1909, Masson édit., 721 p. 136 fig., 28 cartes et croquis, 1 carte h.t., 8 planches anatomiques h.t.

68. SAUTTER G. L'exode vers les grands centres en Afrique Equatoriale Française.
IEC Brazzaville, 1949, Rapport inédit 82 p. dactyl., 1 croquis h.t.

69. SAUTTER G. L'utilisation des documents administratifs pour l'étude numérique de la population au Congo-Moyen et au Gabon.
Bulletin de l'IEC, Brazzaville, Nouvelle Série, 1954, n° 7-8, p. 23-32

70. SAUTTER G. Le plateau congolais de Mbé.
Cahiers d'Etudes Africaines, Paris, 1960, n°2, p. 5-48,
1 carte.
71. SICE (Docteur A.) La trypanosomiase humaine en Afrique Inter-tropicale.
Paris, 1937, Vito fr. édit., 306 p., 42 fig. et croquis,
bibliogr.
72. SORET M. Démographie et problèmes urbains en AEF, Poto-Poto,
Baongo, Dolisie.
Mémoires de l'IEC, Brazzaville, 1954, 134 p. 55 tableaux,
18 fig.

ECONOMIE GENERALE

73. ADAM J. & FERRAND M. Oléagineux de l'Afrique Intertropicale Française (Afrique Noire - Madagascar).
Cahiers Encyclopédiques d'Outre-Mer, Paris (non daté), n° 2, tome 1, 120 p., 65 fig.
74. ANONYME La République du Congo.
«Le Développement Africain», n° spécial, Novembre 1962, 80 p., fotogr., 1 carte.
75. AUBREVILLE A. La grande forêt de l'AEF et ses ressources.
Cahiers Ch. de Foucault, Paris, 7^e série, 4^e trimestre 1952, vol. XXVIII, p. 89-98.
76. AUJARD H. Problèmes techniques posés par le poussage.
Revue de la navigation intérieure et rhénane, 1957, p. 764-775.
77. BAGOT Y. & WORMS P. Oléagineux de l'Afrique Intertropicale Française (Afrique Noire - Madagascar)
Cahiers Encyclopédiques d'Outre-Mer, Paris (non daté), n° 3, tome II, 120 p. 50 fig.
78. BERNARD G. La navigation sur le Congo.
Hommes et Commerce, 1956, n° 34, p. 51-67.
79. CERMACK F. Le flottage des bois en AEF.
Bois et Forêts des Tropiques, 1949, n° 9, p. 39-48, fotogr.
80. DEVAUGES R. Le chômage à Brazzaville en 1957 - Etude sociologique.
ORSTOM, Paris, 1959, 258 p. ronéo, tableaux et graphiques, bibliogr.
81. DEVAUGES R. L'école et les problèmes du travail à Brazzaville.
IEC, Brazzaville, 1959, rapport inédit, 30 p. dactyl.
82. DUBOIS L. La jacinthe d'eau au Congo Belge.
Bull. Agricole du Congo Belge, 1955, vol. IV, n° 4, p. 893-900.
83. DUMONT R. L'Afrique Noire est mal partie.
Paris, Edit. du Seuil, 1 vol. 287 p., 1 carte, bibliogr.

- | | |
|-------------------|--|
| 84. GEORGAY G. | Vers une amélioration économique de la culture vivrière en région équatoriale forestière.
Bull. d'information de l'INEAC, Bruxelles 1955, vol. V, n° 6, p. 377-384, tableaux. |
| 85. GODARD D. | Les hommes dans la forêt.
Bois et Forêts des Tropiques, 1948, n° 6 p. 184-198; 1949, n° 9, p. 89-92; n° 10 p. 210-214. |
| 86. GUERRINI N. | L'économie rurale de la Cuvette Congolaise. Situation actuelle, possibilités de développement et de modernisation. Commissariat au Plan, Brazzaville, 1961, 76 p. ronéo, + 11 p. annexes, 1 carte h.t. |
| 87. JULIA H. | Le palmier à huile dans la Cuvette Congolaise : Etude des possibilités de développement.
Commissariat au Plan, Brazzaville, 1961, 21 p. ronéo + 8 p. annexes. |
| 88. KIMPE (P. de) | Le contrôle de la jacinthe d'eau.
Bull. Agricole du Congo Belge, 1957, vol. VI, n° 1, p. 105-135. |
| 89. MOUILLOT Y. | La navigation fluviale.
Chronique d'Outre-Mer, Paris, 1955, n° 14, p. 49-55. |
| 90. PAPY Louis | Les populations Batéké (Afrique Equatoriale Française). Les Cahiers d'Outre-Mer, Bordeaux, 1949, tome II, n° 5, p. 112-134, 2 croq., 13 photos. |
| 91. SAMUEL P. | Agriculture équatoriale bantoue et agriculture européenne.
Bull. Agricole du Congo Belge, 1950, vol. XLI, n° 3, p. 579-662, 41 fig., bibliogr. |
| 92. SAUTTER G. | Les pêcheurs du Stanley-Pool.
IEC, 1952, rapport inéd. 77 p. ronéo, 1 carte. |
| 93. SAUTTER G. | Note sur la pêche dans la région de Mossaka.
IEC, 1952, rapport inéd., 38 p. dactyl. |
| 94. SAUTTER G. | La Cuvette Congolaise - Monographie régionale des bassins de la Likouala-Mossaka, de l'Alima et de la Nkényi.
Ministère de la Coopération, Paris, 1962, 70 p. miméogr. |
| 95. SAUTTER G. | Esquisse d'une géographie régionale du Moyen-Congo.
Cahiers de l'Information Géographique, 1954, n° 1-3, p. 33-44, 1 carte. |

96. Service de l'Agriculture Recensement agricole de la République du Congo (1960-1961) - Résultats provisoires.
Brazzaville, 1963, 53 p. dactyl., tableaux.
97. Service de la Statistique Générale Etude socio-économique du Plateau Koukouya (1956-1957).
Direction Générale des Services Economiques et du Plan,
Brazzaville, 1958, 33 p. + 36 p. dactyl., Graph., tableaux
98. STAUCH A. Contribution à l'étude de la pêche dans la Cuvette Congolaise.
Commissariat au Plan, Brazzaville, 1961, 46 p. ronéo,
1 carte h.t.
99. VANDERLINDEN R. Le matériel de remorquage en poussée de la Compagnie Générale des Transports en Afrique.
Bull. de l'IRCB, Bruxelles, 1949, tome XX, fasc. 1, p. 307-315.
100. VENNETIER P. Navigation intérieure en Afrique Noire ; le réseau français Congo-Oubangui
Les Cahiers d'Outre-Mer, 1959, tome XII, n° 48, p. 321-348,
6 cartes et croquis, 2 planches photo.
101. VENNETIER P. La population et l'économie du Congo (Brazzaville).
Les Cahiers d'Outre-Mer, 1962, tome XV, n° 60, p. 360-380,
1 carte.
102. VENNETIER P. Les transports en République du Congo, au Nord de Brazzaville.
IRSC, Commissariat au Plan, Brazzaville, 1962, 103 p.
ronéo, 16 cartes et croquis, 5 cartes h.t.
103. VINCENT J-F. La culture du cacao et son retentissement social dans la région de Souanké.
IRSC, Brazzaville, 1961, 104 p. ronéo, 4 croquis, bibliogr.
104. ZIEGLE H. Afrique Equatoriale Française.
Paris, 1952, Berger-Levrault édit., 1 vol. 199 p., 7 croquis,
19 photo.

INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES CITES DANS LE TEXTE

I - NOMS DE REGIONS

Alima : p 100, 101, 103, 193

Angola : p. 24

Atlantique (Océan) : p 22

Bacongo (Plateau de) : p 50

Batéké (pays) : p 38, 42, 44/47, 50, 51, 68, 73, 74, 103, 109, 124, 167, 255

Batéké (plateaux) : p 19, 36, 45/47, 61, 66, 115, 126, 127, 206, 249

Batéké (royaume) : p. 111, 113

Cameroun : p 24, 84, 94, 211

Chaillu (Massif du) : p 42

Chinois (Pointe des) : p 50

Criques (Ile des) : p 50

Couloir (ou Chenal) : p 48, 61, 70, 176

Djambala (plateau de) : p. 45, 51, 66, 117, 168, 245

Djili (Ile de la) : p 50

Djoué (Banc du) : p 48

Eléphants (Ile des) : p 48

Esankala (Ile d') : p 61

Falaises de Douvres : p 44, 50

Gabon : p 24, 51, 84, 91, 94, 211, 221

Gamaba : p 104

Hélène (Ile de Sainte) p. 22

Hippos (Ile des) : p 61

Indien (Océan) : p 23, 24

Kabonga (Terre des) : p. 56

Kabongo (Iles de) : p. 48

Kalé-Kalé (Ile de) : p 59

Kalina (Pointe) : p. 50

Kimpoko (Iles de) : p. 50

Koukouya (plateau) : p. 16, 45, 47, 51, 69, 75, 108, 114, 115, 126, 127, 164, 168, 171, 206, 208, 211, 229, 245, 246, 253, 255, 256

Léfini : p. 102, 103
 Lékana (Banc de) : p. 48
 Likouala : p. 16, 41, 56, 70, 96, 100, 103, 109, 126, 130, 167, 179, 188, 189, 191, 193, 195, 213, 221, 246
 Likouala-Mossaka : p. 16, 100, 103, 204, 208, 253

 Maïpili (Pointe de) : p. 48
 Mayombe : p. 193, 194
 Mbamou (Ile) : p. 50
 Mbé (Plateau de) : p. 45, 47, 48, 50, 66, 111, 113, 114, 117, 129, 130, 167, 186, 208, 228, 245, 256.
 Mbondo (Ile de) : p. 57
 Mbouyampika (Monts) : p. 51
 Mongo (plateau de) : p. 57

 Nabemba (Mont) : p. 52, 194
 Nsah (plateau de) : p. 45/48, 66, 75, 129, 130, 168, 208, 221, 228, 256
 Nsoyan (Plaine) : p. 113
 Ntalé (Monts) : p. 51

 République Centrafricaine : p. 59, 84, 96, 234, 237

 Sahara : p. 23
 Sangha : p. 16, 42, 44, 96, 100, 103, 109, 129, 130, 167, 168, 171, 175, 188, 191, 212, 215, 221, 224, 252, 255, 257

 Tsékampika (terre) : p. 117

II - NOMS DE COURS D'EAU, ETANGS, MARES

Alima : p. 20, 30, 38/40, 44, 51, 56, 58, 61, 66, 75, 80, 85, 86, 91, 94, 109, 114, 126, 169, 175, 176, 184, 218, 219, 220, 222, 227, 232/233, 235, 249

 Bali : p. 56, 58, 65
 Bayakabéo (seuil de) : p. 53
 Benguella (courant de) : p. 24
 Bokiba (ou Lengoué) : p. 55, 62, 227
 Bouenza : p. 51

 Como (Alima) : p. 44, 56, 222
 Como (Sangha) : p. 53
 Congo, Fl. : p. 19, 21, 33, 36/38, 41, 44, 47/48, 50, 51, 53, 58, 61, 69, 70, 80, 85, 86, 94, 109, 175, 176, 180, 184, 191, 195, 218, 233, 238, 249
 Canal Maisonnier : p. 41, 233

Dinoa : p. 56
 Dja (ou Ngoko) : p. 38, 40, 52, 53, 55, 62, 80, 197, 218, 234, 237, 238, 243
 Djadié : p. 53
 Djakosso : p. 61
 Djemba (ou Illébou) : p. 41, 178, 233
 Djili : p. 86
 Djoua : p. 47, 53, 80
 Djoué : p. 86
 Djouéli : p. 45

 Ebaka : p. 19

 Foulakari : p. 86

 Gakouga (mare de) : p. 37
 Gamboma : p. 45, 48
 Gatsou (mare de) : p. 47

 Ibenga : p. 34, 41, 56, 59, 65, 73, 80, 82, 86, 97, 109, 217, 218, 220, 233, 246
 Impe (mare de) : p. 47
 Ivindo : p. 19, 42, 51, 52, 53, 73

 Joua : p. 53

 Kadéi : p. 237
 Kandeko : p. 55
 Kassai : p. 36, 38, 48
 Kempenaer (banc de) : p. 61
 Koudou : p. 53
 Kouyou : p. 40, 44, 56, 67, 68, 114, 218, 233, 235
 Kwa : p. 48

 Léfini : p. 38/40, 44, 45, 48, 50, 51, 66, 85, 109, 114, 167, 217, 218, 220, 222
 Lékana (mare de) : p. 47
 Lékéti : p. 45, 51, 86, 94, 115, 117
 Lékoli : p. 20, 53
 Léopold II (lac) : p. 48, 86
 Likouala-aux-Herbes : p. 20, 41, 56, 57, 58, 65, 82, 85, 109, 122, 174, 191, 199, 218, 220, 233
 Likouala-Mossaka : p. 30, 40, 53, 55, 58, 61, 66, 73, 109, 114, 129, 175, 178, 191, 199, 218, 220, 233, 235
 Lobaye : p. 34, 62, 80, 96, 237
 Louara : p. 44
 Loubagny : p. 59
 Loubilika : p. 44
 Louna : p. 44, 47, 111

 Mambéré : p. 237
 Mambili : p. 20, 40, 53, 55, 64, 85, 114, 191, 213, 228
 Mary (ou Maïpili) : p. 44, 45, 47, 113

Mbomou : p. 35
 Modjamba (marais de) : p. 58
 Molokou : p. 73
 Motaba : p. 34, 41, 56, 58, 59, 65, 73, 82, 97, 109, 191, 217, 218, 220, 233, 246
 Mpama : p. 44, 45, 51, 66, 115, 117

 Nambouli : p. 45, 75, 221, 228, 242
 Ngiri : p. 34
 Ngoko (Alima) : p. 56
 Ngoko (Sangha) : voir Dja
 Nkéni : p. 38/40, 44, 45, 61, 75, 85, 109, 191, 218, 220, 227, 233, 235
 Nkoué : p. 45

 Ogooué, Fl. : p. 19, 51, 53, 80, 85, 91, 184, 211
 Ouaga : p. 19
 Oubangui : p. 19, 21, 33/36, 38, 41, 57, 58/60, 62, 65, 69, 70, 76, 80, 82, 85, 97, 109, 165, 175
 176, 177, 184, 196, 218, 220, 233, 239, 249
 Ouellé (ou Uélé) : p. 35

 Pool d'Isungu : p. 61

 Rivière bleue : p. 48

 Sandy- Beach (Pool de) : p. 47, 61
 Sanga-Longo (seuil de) : p. 53
 Sangha : p. 21, 38, 40, 41, 56, 57, 58, 61, 62, 65, 70, 82, 85, 109, 144, 172, 175, 176, 177, 180,
 195, 196, 218, 220, 227, 232, 236, 237, 249
 Sembé : p. 53
 Stanley-Pool : p. 32, 33, 36, 44, 45, 50, 61, 70, 86, 177

 Tanga : p. 41, 58, 65, 73, 82, 109, 191, 233
 Tellé (lac) : p. 58
 Titou (mare de) : p. 47
 Tumba (lac) : p. 61

 Vouma : p. 56, 67

 Yé : p. 19
 Yo (mare de) : p. 47

III - NOMS D'AGGLOMERATIONS

Abala : p. 30, 51, 66, 75, 99, 100, 114, 120, 126, 134, 136, 138, 143, 146, 181, 205, 208, 224, 260
 Aboua : p. 90
 Angomon : p. 201, 227
 Ankan : p. 129
 Attention : p. 202, 203, 204, 227, 244

Bacongo : p. 101
 Balhoïs : p. 126
 Bangui (R.C.A.) p. 34, 35, 58, 69, 96, 189, 224
 Banza : p. 194
 Bélé : p. 117
 Bellevue : p. 194, 206, 215, 221
 Bergue Sainte-Marie : p. 111
 Bétou : p. 86, 198
 Bokouango : p. 57, 61
 Boléko : p. 57, 212
 Bolobo : p. 57, 61, 94, 109
 Bolomo : p. 86, 96, 207, 246, 259
 Bolozo : p. 215, 239
 Bomandjokou : p. 53, 171
 Bomiondo : p. 57
 Bondjoouala : p. 194
 Bonga : p. 208
 Botouali : p. 57, 75, 205
 Boucy-Boucy : p. 246
 Boulankio : p. 66, 221, 228, 246
 Boundji : p. 66, 93, 94, 108, 109, 114, 120, 126, 134, 143, 158, 190, 202, 205, 224, 230, 241, 260
 Boyélé : p. 207, 259
 Boyengué : p. 57, 212
 Brazzaville : p. 26, 32, 33, 36, 50, 64, 66, 68, 69, 85, 91, 93, 99, 100, 138, 143, 165, 179, 187,
 190, 222, 224, 225, 227, 228, 230, 231, 233, 234, 235, 241, 246, 249, 256

 Coquilhatville : p. 36, 37, 38, 55, 84

 Dibou : p. 86, 113, 228
 Diélé : p. 109
 Dimonika : p. 193
 Djambala : p. 32, 66, 98, 99, 100, 108, 114, 115, 118, 120, 131, 134, 138, 153, 155, 206, 221, 224,
 225, 228, 245, 249, 256, 257
 Djoubé : p. 245
 Djoundou : p. 59, 70, 126, 176, 179
 Dongou : p. 59, 70, 97, 99, 105, 122, 134, 136, 138, 139, 207, 221, 224, 234, 246, 258, 259
 Douala : p. 258

 Ebadondo : p. 194
 Ebée : p. 193
 Ebolowa : p. 84
 Ekouamou : p. 126, 203, 221, 259
 Elogo : p. 193, 194, 207, 215
 Enyellé : p. 245
 Epéna : p. 41, 56, 58, 98, 99, 100, 103, 122, 134, 146, 158, 218, 221, 224, 233, 234, 245, 246,
 249, 259
 Epéti : p. 90
 Etoro : p. 69, 124, 182, 191, 192, 193, 221, 225, 243, 249, 260

Etoumbi : p. 30, 33, 85, 96, 99, 105, 155/156, 192, 199, 200, 201, 221, 223, 227, 231, 235, 242, 244
 Etsouali : p. 45, 222
 Ewo : p. 51, 67, 70, 75, 86, 93, 100, 111, 122, 124, 134, 136, 138, 153, 156, 158, 171, 190, 191, 199, 202, 204, 205, 206, 221, 223, 224, 227, 229, 230, 241, 245

 Fort-Rousset : p. 26, 30, 32, 55, 66, 67, 85, 93, 94, 98, 114, 118, 120, 134, 138, 144, 146, 151, 155, 182, 193, 205, 206, 221, 224, 225, 228, 231, 235, 241, 245, 246, 249, 260
 Fort-Soufflay : 215, 227, 234, 237, 240, 243, 257
 Franceville : p. 85, 86, 91, 96, 221

 Gagnia : p. 90
 Gamboma : p. 26, 32, 51, 66, 69, 75, 98, 100, 105, 108, 114, 120, 134, 137, 138, 148, 151, 155, 156, 190, 191, 192, 193, 206, 208, 209, 211, 220, 221, 223, 224, 225, 227, 235, 250, 255, 260.
 Garabinzam : p. 215
 Goma Jean-Baptiste : p. 228
 Gombé : p. 61
 Goundzia : p. 197, 213

 Ibéké : p. 126
 Ikélemba : p. 197, 212
 Ikologangué : p. 57
 Impé : p. 45
 Impfondo : p. 24, 26, 29, 32, 41, 56, 59, 76, 97, 98, 99, 100, 103, 118, 134, 136, 146, 151, 158, 176, 221, 224, 225, 233, 234, 249, 259
 Inoni : p. 111, 222, 256
 Irebou : p. 57, 61

 Kangatéma : p. 104
 Kanivo : p. 197, 239
 Kébara : p. 117
 Kellé : p. 20, 30, 51, 85, 91, 93, 97, 98, 99, 109, 120, 134, 138, 144, 151, 168, 190, 193, 194, 205, 206, 221, 224, 227, 229, 230, 241, 249, 255, 260
 Kékélé : p. 124
 Ketta : p. 55, 62
 Km 15 : p. 202, 203, 204, 244
 Kounda : p. 73, 199, 201, 260
 Kounzoulou : p. 70
 Kribi : p. 258

 Lagué : p. 75, 117, 209, 227
 Lébangou : p. 105, 199, 200, 201, 221, 235, 244
 Lékana : p. 32, 66, 86, 98, 99, 105, 114, 117, 120, 134, 136, 138, 146, 206, 221, 228, 256
 Lékéti : p. 175, 221
 Lékoni : p. 94
 Lengoué (la) : p. 202, 203, 227
 Léopoldville : p. 33, 37, 38, 50, 94
 Likendzé : p. 57
 Lilanga : p. 34, 35, 58
 Liranga : p. 57, 61, 70, 109, 111, 195

Liouesso (Likouala) : p. 213
 Liouesso (Sangha) : p. 213, 227
 Lomié : p. 84, 212, 258
 Longoli : p. 70
 Loukoléla : p. 57, 61, 99, 109, 111, 126, 134, 195, 224
 Lukoléla (rive gauche) : p. 37, 94,

 Mabirou : p. 99, 134
 Mah : p. 113
 Maï-Dombé : p. 48, 70
 Makokou : p. 52, 91
 Makotimpoko : p. 61, 192, 258
 Makoua : p. 20, 26, 40, 55, 64, 65, 66, 68, 72, 93, 98, 108, 114, 120, 134, 137, 144, 146, 153, 156,
 158, 169, 188, 189, 190, 193, 199, 205, 206, 213, 221, 224, 225, 228, 229, 244, 245, 249,
 255, 260
 Malaka : p. 57
 Maloukou C.G.T.A. : p. 70
 Maloukou-Mélèze : p. 195
 Maloukou-Tréchet : p. 70, 86
 Manfouété : p. 192
 Massa : p. 228
 Matadi : p. 50
 Matoko : p. 57, 197
 Mayama : p. 256, 257
 Mbalmayo : p. 84
 Mbaya : p. 192
 Mbé : p. 118, 228
 Mbirou : p. 197, 237, 239
 Mbomo : p. 86, 105
 Mékambo : p. 52, 91, 96, 105, 221
 Mindouli : p. 86, 113
 Mpouya : p. 48, 61, 176, 210
 Mobenzélé : p. 58, 219
 Modzaka : p. 184
 Mohitou : p. 124
 Mokéko : p. 204
 Mokouango : p. 82, 200, 201, 202, 203, 213, 221, 259
 Mokouka : p. 202, 203, 204, 227
 Mompoutou : p. 246
 Mongo : p. 57
 Mossaka : p. 16, 20, 38, 41, 61, 85, 98, 100, 109, 126, 134, 172, 176, 179, 193, 207, 219, 233,
 234, 235, 245, 246, 249
 Motéma-Djongo : p. 61
 Mpika : p. 228

 Ngabé : p. 48, 104, 134, 190, 228, 246
 Ngo : p. 66, 209, 210, 221, 222, 227, 228, 256
 Ngodandoukou : p. 58
 Nguima : p. 86, 94

Njolé : p. 91
 Nkassa : p. 57
 Nola : p. 237
 Ntokou : p. 40, 202, 235

 Obouya : p. 67, 126, 223
 Odjouga : p. 246
 Odouka : p. 199, 202, 227
 Oka : p. 246
 Okélataka : p. 168, 174, 223, 246
 Okondja : p. 85, 86, 96, 221
 Okoyo : p. 66, 70, 93, 98, 118, 127, 134, 138, 190, 191, 202, 221, 223, 235, 242
 Ongama : p. 194
 Ongondza : p. 94
 Ossélé : p. 222
 Ouesso : p. 29, 32, 40, 51, 55, 62, 64, 65, 68, 72, 84, 93, 96, 98, 99, 105, 108, 118, 120, 134, 138, 146, 151, 182, 184, 200, 201, 207, 221, 224, 225, 227, 228, 231, 233, 234, 237, 239, 243, 244, 245, 257, 258, 260
 Oyabi : p. 194
 Ozouri : p. 91

 Pako : p. 204
 Palabaka : p. 127, 223, 227
 Pikounda : p. 82, 126, 221, 259
 Pointe-Noire : p. 93, 243, 244, 258
 Port-Gentil : p. 91
 Poto-Poto : p. 91, 100, 153, 242, 249

 Salo : p. 237
 Sangmélina : p. 84
 San Salvador : p. 86
 Sembé : p. 19, 52, 97, 98, 105, 118, 120, 134, 138, 166, 171, 215, 221, 224, 227, 239, 245
 Sendip : p. 193
 Stanleyville : p. 36
 Souanké : p. 19, 29, 30, 52, 53, 55, 62, 72, 73, 84, 98, 99, 100, 105, 120, 134, 138, 165, 171, 184, 206, 212, 215, 221, 224, 227, 239, 245, 246, 257, 258

 Tchékapika : p. 55, 94, 202
 Tcherré : 127, 223
 Tshumbiri : p. 37, 48

 Yaba : p. 192
 Yendé : p. 207
 Youmba : p. 57

 Zinga : p. 34, 35, 38, 59, 218

IV - NOMS DE GROUPES ETHNIQUES

Babinga (*pygmées*) : p. 105, 130, 198, 204
Babolé : p. 82, 103
Baboma : p. 85, 98, 114, 123, 148, 176
Bakoro : p. 82
Bakota : p. 80, 86, 91, 93, 105, 124, 171, 206, 208
Bakouélé-Mabéza : p. 84, 103, 109, 148, 212, 215, 251, 257
Balali : p. 86
Banda : p. 86
Bandza : p. 82
Bangala : p. 111
Bangangoulou : p. 70, 85, 94, 98, 123, 127, 129, 148, 151, 250
Bansinséké : p. 115, 126
Bantou : p. 82
Batéké : p. 69, 70, 85, 86, 98, 113, 114, 124, 129, 174, 178, 179, 208
Baya : p. 84
Bomitaba : p. 82, 103, 123, 175
Bomouali : p. 84, 148
Bondjo : p. 82, 96, 148, 165, 176
Bondongo : p. 82, 96
Bonga : p. 85
Bongom : p. 86
Bonguili : p. 82, 176
Boulou : p. 84

Djem : p. 80, 84, 103, 109, 148, 171, 175, 212, 251, 257
Djikini : p. 86, 94

Enyellé : p. 82

Fang : p. 86
Foulbé : p. 84, 97

Gbaka : p. 80
Goundi : p. 82

Haoussa : p. 96, 189, 194, 246

Ikenga : p. 82

Kabonga : p. 82, 103
Kaka : p. 82
Kélé : p. 86
Kongo : p. 86
Koukouya : p. 70, 86, 94, 98, 117, 123, 124, 168, 171, 172, 209, 256, 257
Kouyou : p. 85, 98, 127, 129, 130, 151, 165, 176, 177, 178

Lari : p. 86, 165
Likouala : p. 85, 98, 165, 173, 176, 177, 233
Likouba : p. 130, 169, 171, 173, 176, 177, 178, 233
Lino : p. 84

Maka : p. 84, 251
Makoua : p. 85, 130, 148, 165, 176, 177
Mbéti : p. 85, 91, 93, 98, 114, 148, 151, 174, 175, 205, 206
Mbochi (ou Boubanguï) : p. 70, 82, 84, 85, 94, 96, 98, 103, 114, 123, 126, 129, 143, 148, 164,
169, 176, 177, 208, 233
Mondjombo : p. 96, 148, 165
Moye : p. 148, 249
Mvélé : p. 84

Ngaré : p. 148
Nzikou : p. 86, 98, 114, 115

Ouolof : p. 97

Pahouin : p. 84

Sangha : p. 82, 84
Sara : p. 97
Soundi : p. 86

Tégué (ou Batéké-Alima) : p. 86
Téké : p. 82, 84, 85, 86, 103, 165, 175, 176

Yesso : p. 87, 88

V - NOMS DE SOCIÉTÉS

Alimaïenne : p. 184, 187
Aubeville : p. 198

Boissangha : p. 197, 237, 239

Compagnie de la Ngoko-Ouessou : p. 184, 187
Compagnie des Produits de la Sangha : p. 184
Compagnie Française du Bas-Congo : p. 199
Compagnie Française du Congo : p. 184
Compagnie Franco-Congolaise de la Sangha : p. 187
Compagnie Française du Haut-Congo : p. 184, 187, 188, 232
Compagnie Française du Haut et du Bas-Congo (C.F.H.B.C.) : 96, 155, 189, 190, 192, 193, 195,
199, 201, 212, 227, 229, 232, 233, 234, 235, 239, 240, 242, 244, 247, 249, 261.

Compagnie Générale Sangha-Likouala : p. 195, 212, 234
 Compagnie Générale de Transport en Afrique : p. 232, 234, 235, 236
 Compagnie minière de l'Ogooué : p. 93

 Entreprises Congolaises (les) : p. 192

 Industrie des Bois du Congo : p. 197, 198

 Messageries Fluviales du Congo : p. 232

 Nieuwe Afrikansche Handels Venootschap : p. 232

 Société Agricole et Commerciale de la Léfini : p. 184
 Société de l'Afrique Française : p. 184, 187
 Société de la Nkényi et Nkémé : p. 184, 192
 Société de l'Ibenga : p. 184
 Société de la Sangha Equatoriale : p. 184
 Société du Baniembé : p. 184
 Société Exploitation Industrielle du Tabac et des Allumettes : p. 208, 248
 Société Forestière de la Sangha : p. 197
 Société Forestière Sangha-Oubangui : p. 187
 Société Industrielle, Agricole et Commerciale de la Likouala : p. 234, 246
 Société Industrielle et Agricole du Niari : p. 182, 189
 Société Minière de Mitzié : p. 194
 Sud-Kamerun Gesellschaft : p. 232
 Société Minière de l'Ogooué-Lobaye : p. 97, 194, 248

 Transports Congo-Oubangui-Tchad : p. 232, 239

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

	Pages
- PLANCHE N° I	
A - Averse violente et localisée	289
B - Un aspect du plateau de Mbé	289
C - Vallée sèche sur le plateau de Mbé	289
D - Marécage sur le plateau de Mbé	289
 - PLANCHE N° II	
A - Un aspect du "couloir"	290
B - Pointe aval de l'Ile Mbamou	290
C - La Mpama, à Osselé	290
D - Termitière-cathédrale, près de Makoua	290
 - PLANCHE N° III	
A - La Sangha, à Ouessou	291
B - Les rives de la Tanga	291
C - La savane arbustive	291
D - Un aspect de la forêt inondée	291

	Pages
- PLANCHE N° IV	
A - Chef traditionnel Mbochi	292
B - Joueur de balafon	292
C - Pygmées devant leur case	292
D - Famille pygmée de Sembé	292
- PLANCHE N° V	
A - Case en torchis	293
B - Quartier Bakandi, à Impfondo	293
C - Une rue de Bakandi-Impfondo	293
D - Huilerie CFHBC, à Etoumbi	293
- PLANCHE N° VI	
A - La récolte du vin de palme	294
B - Après un défrichage, en forêt	294
C - Abri de pêcheurs, sur la Tanga	294
D - Huilerie industrielle de Lébango	294
- PLANCHE N° VII	
A - Plantation vivrière de manioc	295
B - Pirogues de pêcheurs, sur l'Oubangui	295
C - Petit troupeau individuel	295
D - Plantation de café de Boyélé	295
- PLANCHE N° VIII	
A - Route sur le plateau de Nsah	296
B - Le bac de la Nkéni	296
C - Convoi sur le Congo	296
D - Sur le canal Maisonnier	296

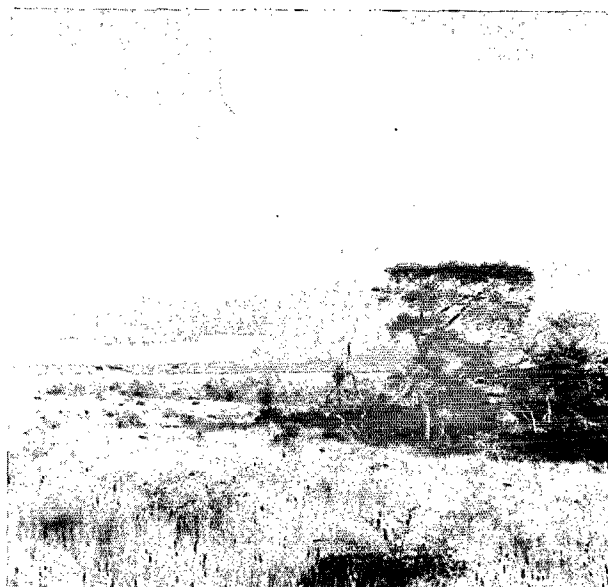


Photo n° I-A - Averse violente et localisée

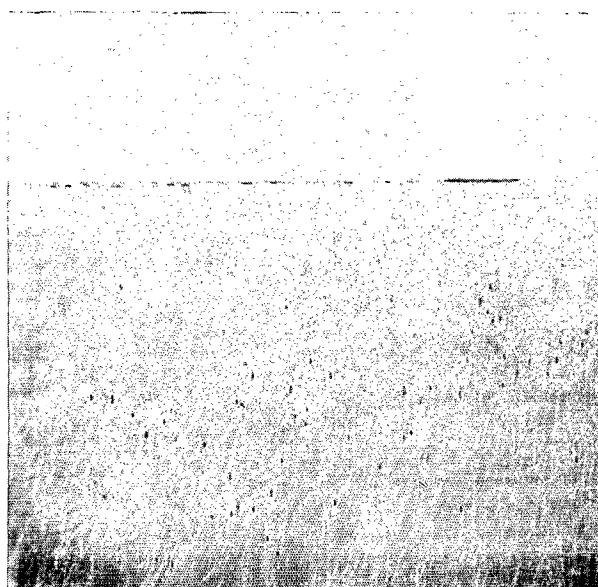


Photo n° I-B - Un aspect du plateau de Mbé



Photo n° I-C - Vallée sèche sur le plateau de Mbé

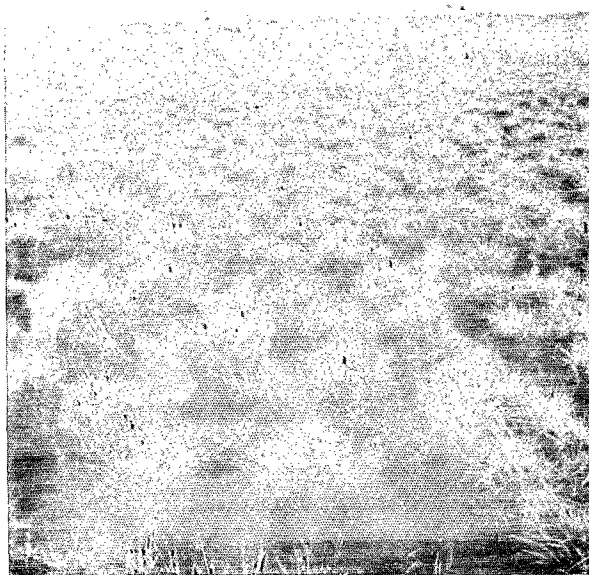


Photo n° I-D - Marécage sur le plateau de Mbé

Planche II



Photo n° II-A - Un aspect du "Couloir"



Photo n° II-B - Pointe aval de l'île Mbamou
Au 1er plan, banc de jacinthes d'eau

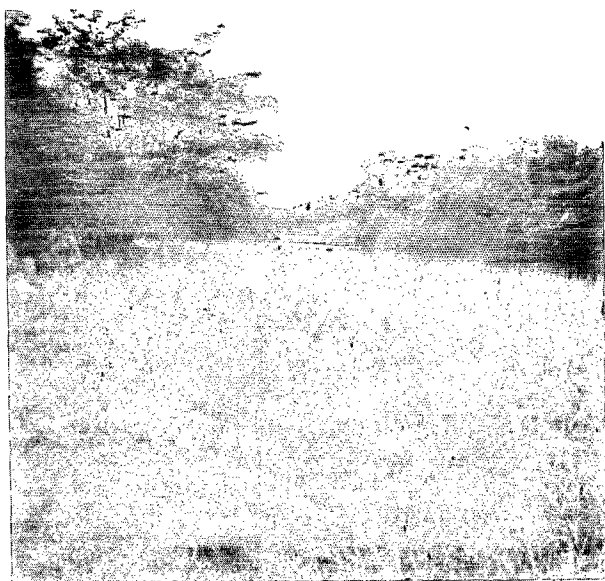


Photo n° II-C - La Mpama, à Ossele

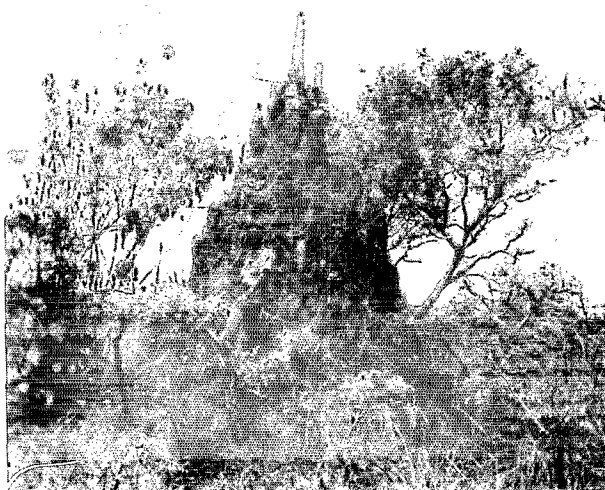


Photo n° II-D - Termitière-cathédrale,
près de Makoua

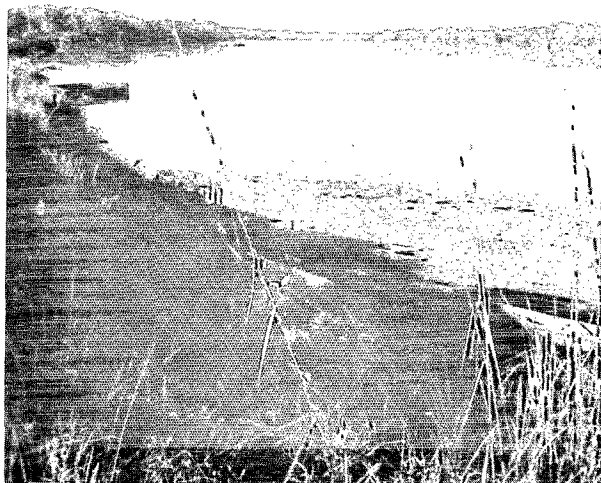


Photo n° III-A - La Sangha, à Ouesso

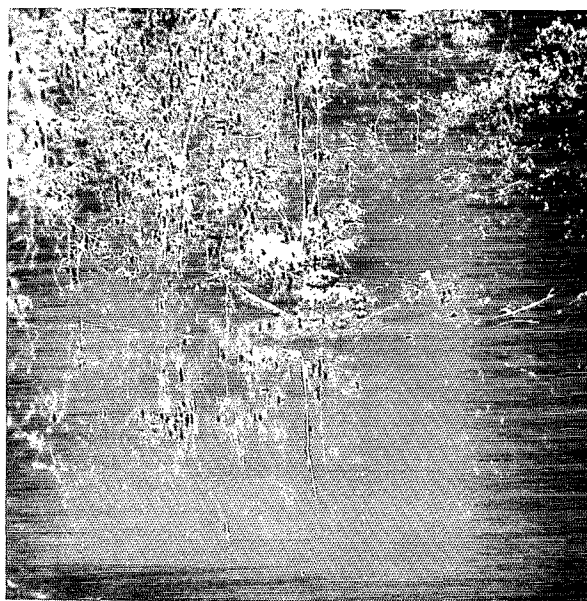


Photo n° III-B - Les rives de la Tanga

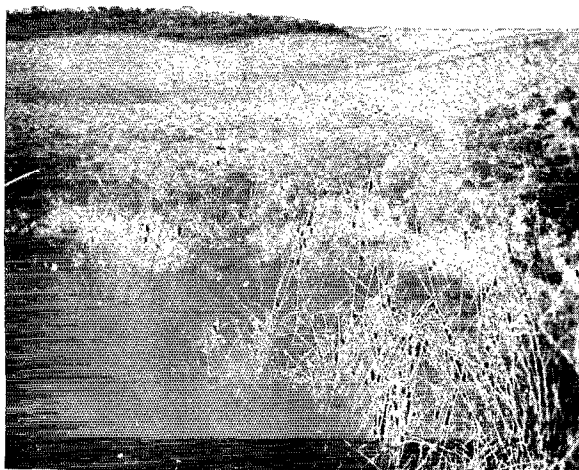


Photo n° III-C - La savane arbustive

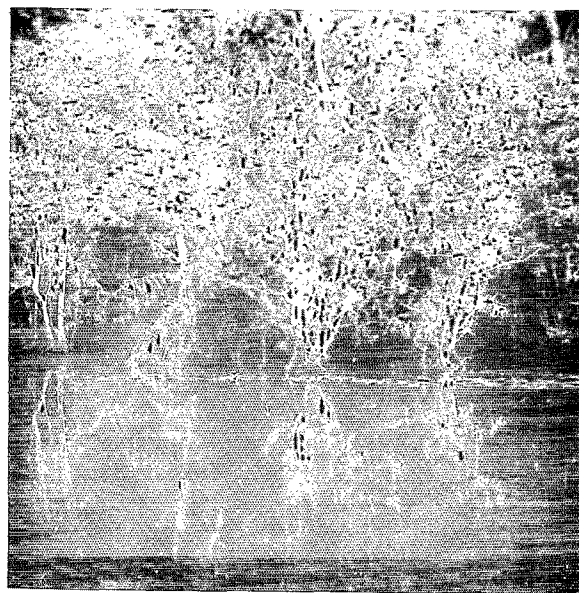


Photo n° III-D - Un aspect de la forêt inondée

Planche IV



Photo n° IV-A - Chef traditionnel Mbochi



Photo n° IV-B - Joueur de balafon



Photo n° IV-C - Pygmées devant leur case

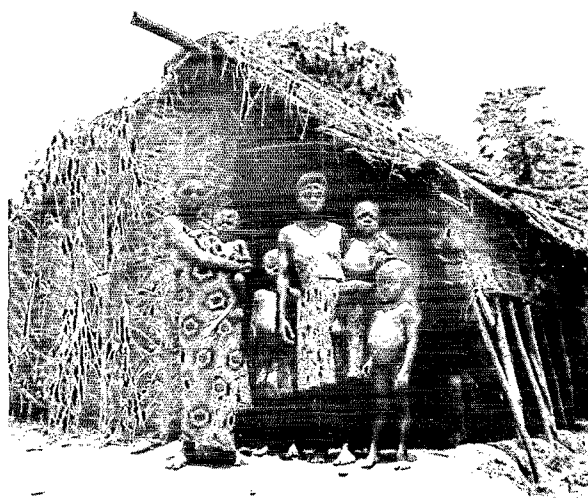


Photo n° IV-D - Famille pygmée de Sembe



Photo n° V-A - Case en torchis
(Cliché - Service de l'Information)



Photo n° V-B - Quartier Bakandi, à Impfondo



Photo n° V-C - Une rue de Bakandi-Impfondo

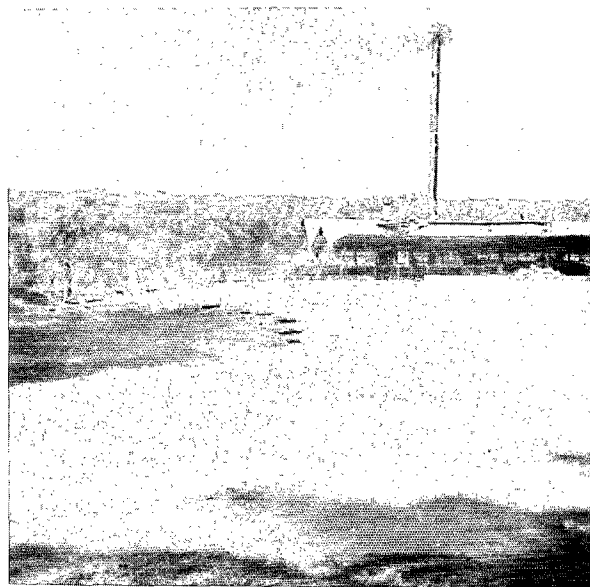


Photo n° V-D - Huilerie CFHBC, à Etoumbi

Planche VI



Photo n° VI-A - La récolte du vin de palme



Photo n° VI-B - Après un défrichage, en forêt



Photo n° VI-C - Abri de pêcheurs, sur la Tanga



Photo n° VI-D - Huilerie industrielle de Lebango



Photo n° VII-A - Plantation vivrière de manioc

Clichés Pierre VENNETIER

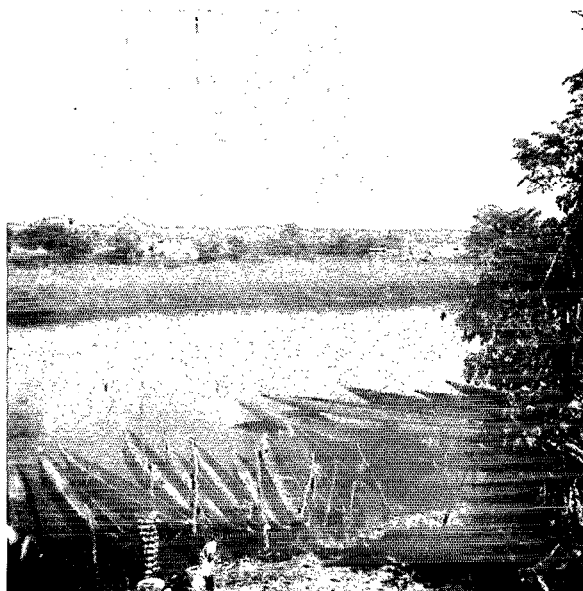


Photo n° VII-B - Pirogues de pêcheurs,
sur l'Oubangui

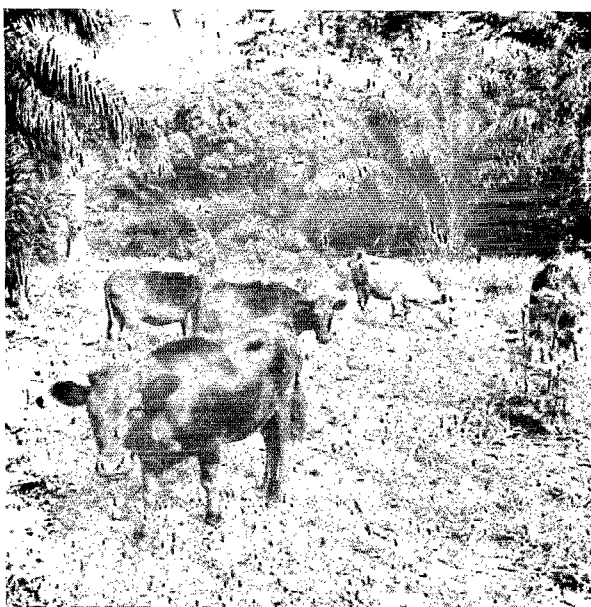


Photo n° VII-C - Petit troupeau individuel



Photo n° VII-D - Plantation de café de Boyélé

Planche VIII

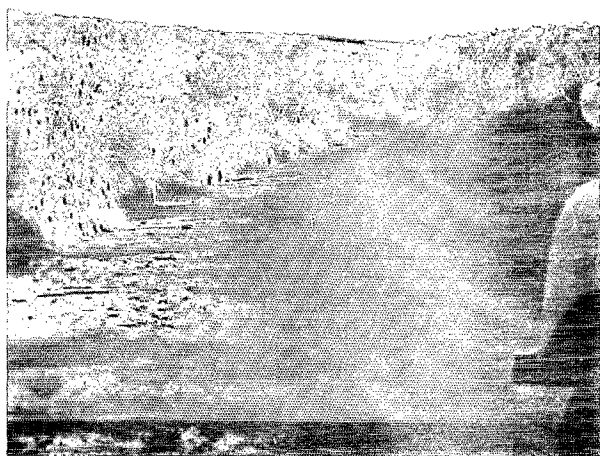


Photo n° VIII A - Route sur le plateau de Nsah



Photo n° VIII-B - Le bac de la Nkèni



Photo n° VIII-C - Convoi sur le Congo



Photo n° VIII-D - Sur le canal Maisonnier